



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

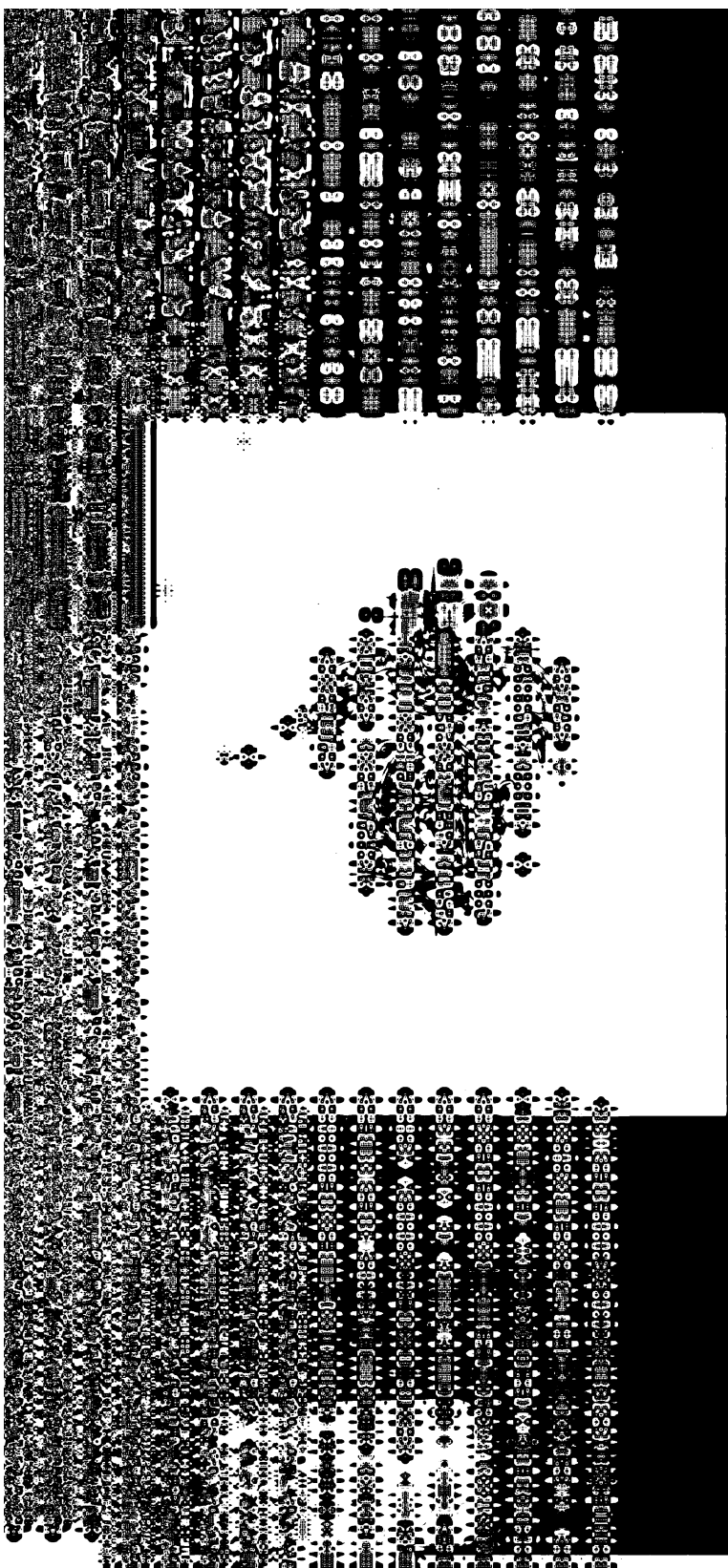
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

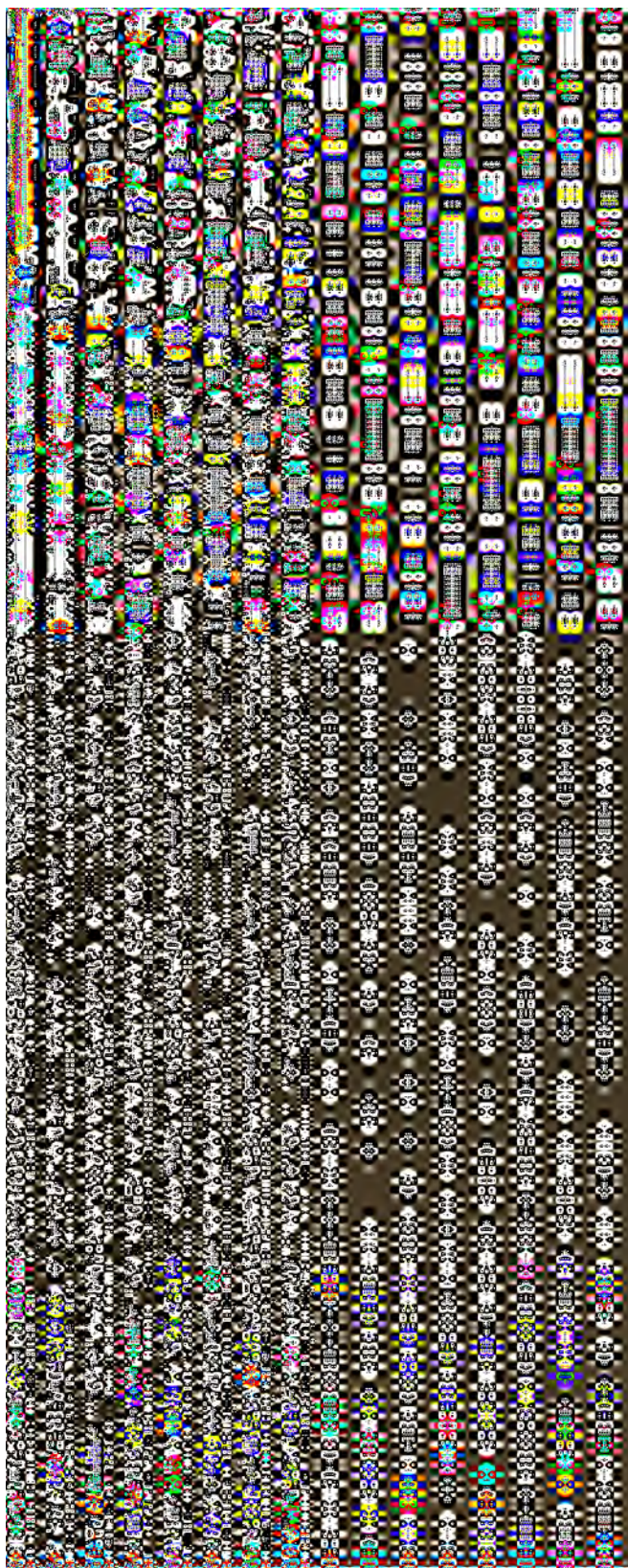
## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

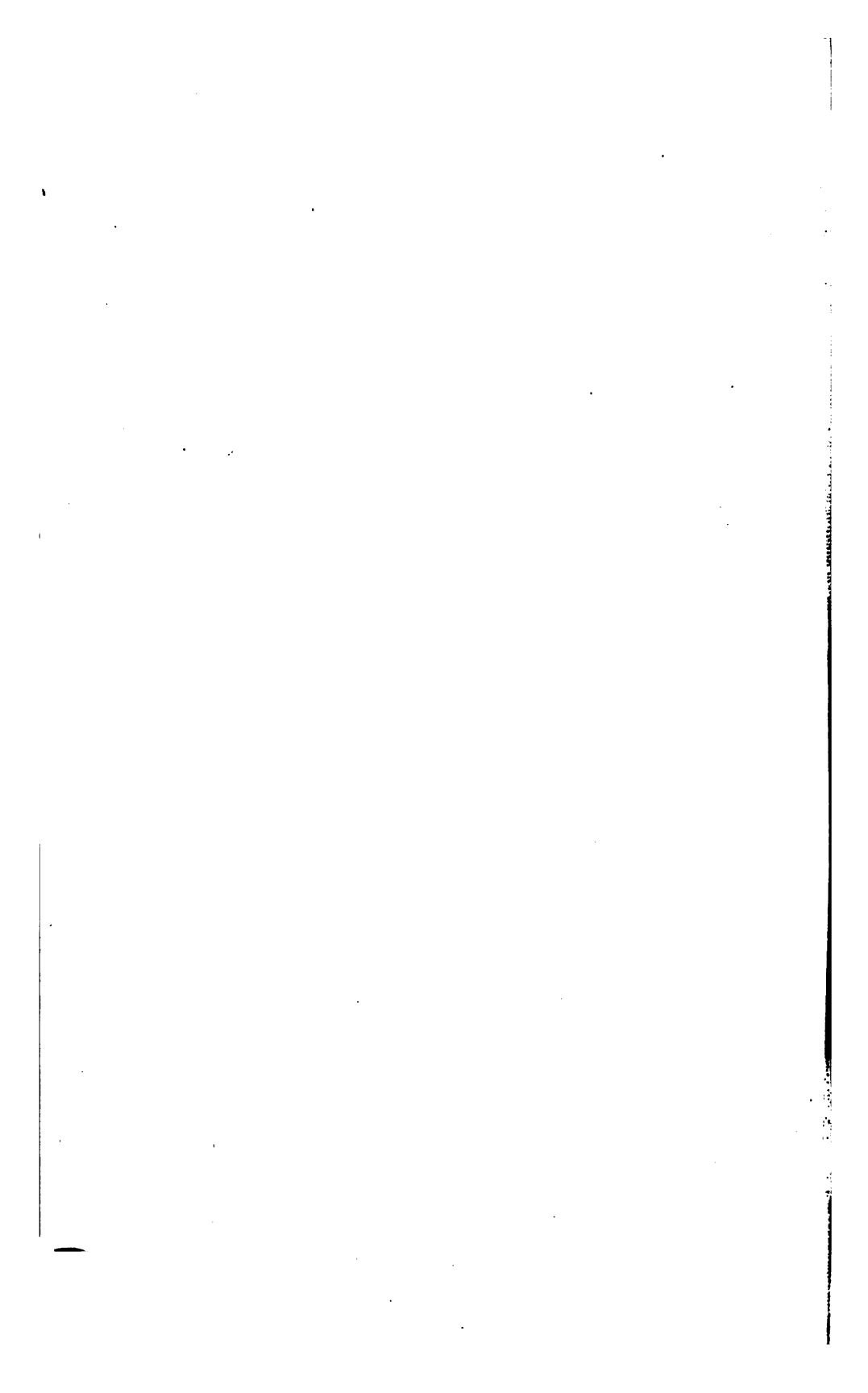


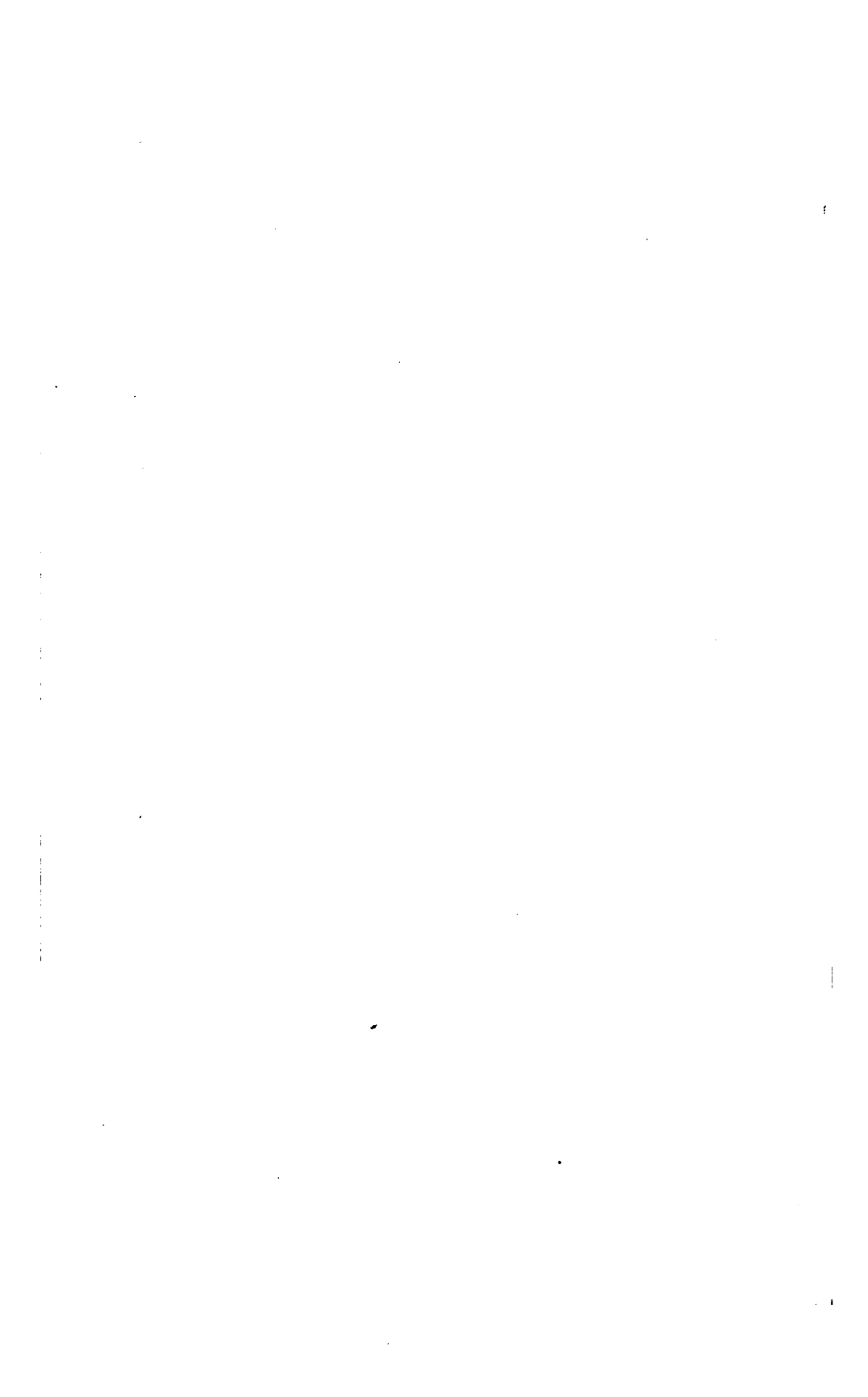


Bx  
138  
E3













L'ENCYCLIQUE

ET

L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS



**L'ENCYCLIQUE**  
**ET**  
**L'ÉPISCOPAT FRANÇAIS**

**RECUEIL COMPLET**

**CONTENANT**

**L'ENCYCLIQUE ET LE SYLLABUS**

**les Réponses, Lettres, Circulaires,  
Instructions pastorales et Mandements de NN. SS. les Archevêques  
et Evêques**

**ET AUTRES DOCUMENTS AUTHENTIQUES**

**POUR SERVIR**

**A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ÉGLISE.**



**PARIS**

**GAUGUET ET POUGEAIS, LIBRAIRES-ÉDITEURS,**

**12, RUE CASSETTE, 12.**

**1865**



REDACTED

Richard Lih.

Vignaud  
1-3-30

## PRÉFACE DES ÉDITEURS.

---

Le monde entier a les yeux ouverts en ce moment sur l'Épiscopat français; l'exemple qu'il donne obtient chaque jour un grand retentissement. Le volume que nous publions, c'est son œuvre. Pour mettre en ordre ce recueil, nous avons suivi les conseils bienveillants et mis à profit la haute expérience et les lumières d'un membre distingué d'une *Congrégation romaine*, en résidence à Paris. Ici, c'est plus qu'un livre de circonstance; comme l'indique son titre, ce sont les *Gesta Dei per Episcopos Gallie*; c'est-à-dire des documents authentiques devenus le domaine de l'histoire. Ce sont des mémoires à consulter, pour les jours où nous vivons, par ceux qui se proposeront plus tard d'écrire l'histoire. On voit là, sous un seul coup d'œil, dans cette grande *manifestation épiscopale*, pour emprunter le langage de M. Poujoulat, rédacteur de l'*Union*, l'expression des mêmes sentiments avec la diversité des attitudes :

« Si les évêques s'étaient préalablement entendus (et l'on sait que l'action par concert est un délit), nous aurions vu la conformité absolue dans les actes; le spectacle eût encore été beau, parce que l'unité est toujours belle; mais l'accord, après entente préalable, a quelque chose de moins frappant que l'accord par suite d'inspirations individuelles. Il faut, pour cela, des prin-

cipes communs, des doctrines communes, un lien moral permanent, universel. Et la meilleure preuve que l'enseignement de la bulle *Quanta cura* n'était pas une nouveauté, c'est que chacun de nos évêques a trouvé dans sa propre éducation sacerdotale la vérité même de cet enseignement.

« Il y a eu donc unité dans l'acceptation de la doctrine, comme dans la protestation contre la mesure prohibitive. Les attitudes et les tempéraments ne sont pas les mêmes, parce que les hommes ne se ressemblent pas ; mais il y a similitude morale, parce que la foi est la même. Il ne s'agit pas de se rattacher à l'autorité de tel ou tel, d'être avec Paul ou avec Apollo, comme disait, il y a dix-huit siècles, l'Apôtre des nations ; il s'agit de marcher avec le Pape, et tous nos évêques l'ont suivi comme leur docteur et leur guide.

« Les publicistes de la libre pensée, emportés par leurs fantaisies et aussi par leur ignorance en matière religieuse, confondent la vérité avec les opinions ; ils mettent sur la même ligne les affirmations auxquelles un catholique doit se soumettre, et ce qui demeure innocemment livré aux appréciations humaines. Et parce que tel évêque aura eu, sur des questions douteuses (*in dubiis*), l'occasion d'exprimer une opinion différente de celle d'un autre évêque, ils croient que les fidèles soumis à l'Encyclique du 8 décembre, se rangeront autour de deux étendards ; c'est une méprise. Un seul étendard flotte à la tête de l'armée catholique : c'est celui du Pape. Ne cherchez pas deux âmes, il n'y en a qu'une, celle de l'Eglise catholique : *anima una*. C'est vieux comme les premiers apôtres et les premiers chrétiens.

« Une autre unité se fait et s'achève de jour en jour : l'unité dans l'opinion, en ce qui touche la mesure prohibitive. Les journaux qui obéissent à un autre sentiment qu'au sentiment catholique sont si nombreux et si bruyants, que le public, étourdi du coup, ne savait d'abord comment se reconnaître. Le tapage des champions de l'interdiction se mêlait aux distinctions captieuses, aux consultations des docteurs de la conciliation, aux



raisonnements des politiques qui trahissaient avec respect la cause de l'Église. Puis tous ces nuages ont fait place à une vive lumière, et, aujourd'hui, chacun convient que l'Encyclique regardait quelque peu l'Épiscopat. Le bon sens se laisse parfois obscurcir ; mais quel plaisir il éprouve à prendre ses revanches ! »

Nous offrons donc cette *collection* au clergé d'abord, aux communautés religieuses, à tous les catholiques, aux savants, aux littérateurs même, c'est-à-dire à tous ceux qui ont à cœur le triomphe de la vérité. L'ignorance, la mauvaise foi, le plus souvent les préjugés et les passions d'un autre âge, ont fourni à la presse des armes violentes contre les enseignements de l'Église. Des écrivains aveugles, se disant libres penseurs, fauteurs d'un *progrès social* en dehors des idées religieuses, ont poussé de toutes manières à des mesures rigoureuses contre le clergé, contre la Cour romaine. En parcourant attentivement notre volume, on verra la différence entre l'attaque et la défense. Celle-ci (c'est-à-dire l'Épiscopat), forte des promesses faites à l'Église et remontant les âges, invoque pour garantie du présent un passé honorable et glorieux, son attitude est toute pacifique, mais noble et indépendante, dans les choses de Dieu et en face des pouvoirs humains de tous les siècles ; sa puissance civilisatrice, fondée sur les enseignements de l'Évangile, n'échappe à personne. Ses armes les plus efficaces, et elle y a principalement recours en semblables circonstances, ce sont la prière, la résignation, la patience, l'exemple, rare aujourd'hui dans le monde, d'une obéissance passive, *propter conscientiam*. *Vis... non timore potestatem? Bonum fac.* (Rom., c. XIII, v. 35.)

Dans ce travail nous avons été forcés de suivre l'ordre des dates, n'ayant pu fournir nos manuscrits à l'imprimeur qu'à mesure que les *actes épiscopaux* se présentaient et que les événements se produisaient. Dans la table, nous adoptons l'ordre alphabétique des sièges, et nous partageons les évêchés en provinces ecclésiastiques. Nous nous arrêtons à la lettre circulaire de Monseigneur l'Évêque de Digne, dernier document livré à la

publicité. Quant au très-petit nombre d'évêques sous le nom desquels rien encore n'a paru, ils sont ou malades ou empêchés par quelque circonstance indépendante de leur volonté. Dès qu'ils rompront le silence gardé, nous prenons l'engagement de faire, en faveur de nos souscripteurs, un tirage particulier des documents, lettre ou mandement qu'ils publieront.

Nous étions en mesure de paraître plus tôt : on nous y engageait même fortement. Mais nous avons voulu tenir à un engagement sérieux vis-à-vis de nos lecteurs, et leur donner sans contredit le recueil le plus complet entre tous ceux qui sont annoncés comme tels, et ne pas les exposer à une double dépense et à subir un mécompte en les forçant ou d'attendre un second volume ou de se contenter d'une collection incomplète. *Nous n'avons rien fait passer par le lit de Procuste.* Nous espérons que le public nous saura gré de notre bon vouloir, et nous accordera une confiance à laquelle nous attachons un grand prix et dont nous essayerons de nous rendre toujours dignes.

Paris, 25 février 1865.

GAUGUET et POU GEOIS.

# ENCYCLIQUE

DU 8 DÉCEMBRE 1864.



## LITTERÆ ENCYCLICÆ 8 DECEMBRIS.

---

VENERABILIBUS FRATRIBUS PATRIARCHIS, PRIMATIBUS, ARCHIEPISCOPIS, ET EPISCOPIS UNIVERSIS GRATIAM ET COMMUNIONEM APOSTOLICÆ SEDIS HABENTIBUS.

PIUS PP. IX.

Venerabiles fratres, salutem et apostolicam benedictionem.

Quanta cura ac pastorali vigilantia Romani Pontifices Prædecessores Nostri exsequentes demandatum sibi ab ipso Christo Domino in persona Beatissimi Petri Apostolorum Principis officium, munusque pascendi agnos et oves nunquam intermiserint universum Dominicum gregem sedulo enutrire verbis fidei, ac salutari doctrina imbuere, eumque ab venenatis pascuis arcere, omnibus quidem ac Vobis præsertim compertum, exploratumque est, Venerabiles Fratres. Et sane iidem Decessores Nostri augustæ catholicæ religionis, veritatis ac justitiæ assertores et vindices, de animarum salute maxime solliciti nihil potius unquam habuere, quam sapientissimis suis Litteris, et Constitutionibus retegere et damnare omnes hæreses et errores, qui Divinæ Fidei nostræ, catholicæ Ecclesiæ doctrinæ, morum honestati, ac sempiternæ hominum saluti adversi, graves frequenter excitarunt tempestates, et christianam civilemque rempublicam miserandum in modum funestarunt. Quocirca iidem Decessores Nostri Apostolica fortitudine continenter obstiterunt nefariis iniquorum hominum molitionibus, qui despumantes tamquam fluctus feri maris confusiones suas, ac libertatem promittentes, cum servi sint corruptio-

## ENCYCLIQUE DU 8 DÉCEMBRE (1).

A NOS VÉNÉRABLES FRÈRES TOUS LES PATRIARCHES, PRIMATS, ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES AYANT LA GRACE ET LA COMMUNION DU SIÈGE APOSTOLIQUE.

PIE IX, PAPE.

Vénérables frères, salut et bénédiction apostolique.

Vous savez, vénérables frères, avec quel soin et quelle vigilance pastorale les Pontifes romains nos prédécesseurs remplissant le mandat qui leur a été confié par Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même dans la personne du bienheureux Pierre, prince des apôtres, ont observé sans défaillance leur devoir de paître les agneaux et les brebis, de nourrir assidument le troupeau du Seigneur des paroles de la foi, de le pénétrer de la doctrine salutaire et de le détourner des pâturages empoisonnés ; tout cela est connu de tous, de vous surtout, et vous l'avez approfondi. Et, certes, nos prédécesseurs, en affirmant et en vengeant l'auguste religion catholique, la vérité et la justice, n'eurent jamais pour le salut des âmes de souci plus vif que celui d'étouffer et de condamner par leurs lettres et leurs constitutions toutes les hérésies et erreurs, qui, ennemies de notre foi divine, de la doctrine de l'Eglise catholique, de l'honnêteté des mœurs et du salut éternel des hommes, ont excité fréquemment de graves tempêtes et précipité dans les malheurs les plus déplorables la société civile et chrétienne. C'est pourquoi nos prédécesseurs se sont opposés, avec une vigoureuse énergie, aux entreprises criminelles de ces hommes iniques, qui, répandant comme les flots d'une mer furieuse l'é-

(1) Extrait du *Journal de Rome* du 21 décembre.

nis, fallacibus suis opinionibus, et perniciosissimis scriptis catholicæ religionis civilisque societatis fundamenta convellere, omnemque virtutem ac justitiam de medio tollere, omniumque animos mentesque depravare, et incautos imperitamque præsertim juventutem a recta morum disciplina avertere, eamque miserabiliter corrumpere, in erroris laqueos inducere, ac tandem ab Ecclesiæ catholicæ sinu avellere conati sunt.

Jam vero, uti Vobis, Venerabiles Fratres, apprime notum est, Nos vix dum arcano divinæ providentiæ consilio nullis certe Nostri meritis ad hanc Petri Cathedram evecti fuimus, cum videmus summo animi Nostri dolore horribilem sane procellam tot pravis opinionibus excitatam, et gravissima, ac nunquam satis lugenda damna, quæ in christianum populum ex tot erroribus redundant, pro Apostolici Nostri Ministerii officio illustria Prædecessorum Nostrorum vestigia sectantes Nostram extulimus vocem, ac pluribus in vulgus editis encyclicis Epistolis et Allocutionibus in Consistorio habitis, aliisque Apostolicis Litteris præcipuos tristissimæ nostræ ætatis errores damnavimus, eximiamque vestram episcopalem vigilantiam excitavimus, et universos catholicæ Ecclesiæ Nobis carissimos filios etiam atque etiam monuimus et exhortati sumus, ut tam diræ contagia pestis omnino horrerent et devitarent. Ac præsertim Nostra prima Encyclica Epistola die 9 novembris anno 1846 Vobis scripta, binisque Allocutionibus, quarum altera die 9 decembris anno 1854, altera vero 9 junii anno 1862 in Consistorio a Nobis habita fuit, monstrosa opinionum portenta damnavimus, quæ hac potissimum ætate cum maximo animarum damno, et civilis ipsius societatis detrimento dominantur, quæque non solum catholicæ Ecclesiæ, ejusque salutari doctrinæ ac venerandis juribus, verum etiam sempiternæ naturali legi a Deo in omnium cordibus insculptæ, rectæque rationi maxime adversantur, et ex quibus alii prope omnes originem habent errores.

Etsi autem haud omiserimus potissimos hujusmodi errores sæpe proscribere et reprobare, tamen catholicæ Ecclesiæ causa, animarumque salus Nobis divinitus commissa, atque ipsius humanæ societatis bonum omnino postulant, ut iterum pastorem vestram sollicitudinem excitemus ad alias pravas profligandas opiniones, quæ ex eisdem erroribus, veluti ex fontibus erumpunt.

cume de leur honte et promettant la liberté, lorsqu'ils sont si esclaves de la corruption, s'efforcent par leurs écrits et leurs fausses maximes de renverser les fondements de la religion chrétienne catholique et de la société civile ; de détruire toute vertu et toute justice, de dépraver tous les esprits et tous les cœurs, de détourner les âmes naïves et surtout la jeunesse inexpérimentée de la saine discipline des mœurs, de la corrompre misérablement, de l'attirer dans les filets de l'erreur, et enfin, de l'arracher du sein de l'Église catholique.

Mais déjà, comme vous le savez, vénérables frères, à peine les mystérieux desseins de la divine Providence nous avaient-ils élevé à la chaire de saint-Pierre sans aucun mérite de notre part, qu'en voyant, avec la plus profonde douleur de notre âme, l'horrible tempête excitée par les mauvaises doctrines et les dommages très-graves et déplorables par-dessus tout, que tant d'erreurs causent au peuple chrétien, selon le devoir de notre ministère apostolique et pour suivre les traces glorieuses de nos prédécesseurs, nous avons élevé la voix, et, par la publication de plusieurs Encycliques, lettres et allocutions consistoriales et autres lettres apostoliques, nous avons condamné les principales erreurs de notre triste époque, excité votre parfaite vigilance épiscopale, et averti, exhorté à plusieurs reprises tous nos chers fils en l'Église catholique de repousser et d'éviter absolument la contagion d'une si horrible peste. C'est surtout dans notre première Encyclique du 9 novembre 1846 à vous adressée, dans nos deux allocutions, l'une du 9 décembre 1854, l'autre du 9 juin 1862, aux consistoires que nous fîmes, que nous condamnâmes les monstrueuses opinions qui, surtout à notre époque, prédominent au grand préjudice des âmes et au détriment de la société civile ; doctrines qui, non-seulement attaquent l'Église catholique, son enseignement salutaire et ses droits sacrés, mais aussi l'éternelle loi naturelle inscrite par Dieu dans le cœur des hommes, et la saine raison et desquelles toutes les autres erreurs tirent à peu près leur origine.

Mais, quoique nous n'ayons pas omis, jusqu'ici, de proscrire et de réprover les principales erreurs de ce genre, cependant la cause de l'Église catholique, le salut des âmes qui nous a été confié, et le bien de la société humaine elle-même réclament absolument que nous excitons votre sollicitude pastorale pour détruire de nouvelles opinions, qui s'échappent de ces mêmes erreurs comme d'autant de sources. Ces fausses et perverses opinions sont

Quæ falsæ ac perversæ opiniones eo magis detestandæ sunt, quod eo potissimum spectant, ut impediatur et amoveatur salutaris illa vis, quam catholica Ecclesia ex divini sui Auctoris institutione, et mandato libere exercere debet usque ad consummationem sæculi non minus erga singulos homines, quam erga nationes, populos summosque eorum Principes, utque de medio tollatur mutua illa inter Sacerdotium et Imperium consiliorum societas et concordia, quæ rei cum sacræ tum civili fausta semper extitit ac salutaris (1). Etenim probe noscitis, Venerabiles Fratres, hoc tempore non paucos reperiri, qui civili consortio, impium absurdumque *naturalismi*, uti vocant, principium applicantes audent docere, « optimam societatis publicæ rationem, civilemque progressum omnino requirere, ut humana societas constituatur et gubernetur, nullo habito ad religionem respectu, ac si ea non existeret, vel saltem nullo facto veram inter falsasque religiones discrimine. » Atque contra sacrarum Litterarum, Ecclesiæ, sanctorumque Patrum doctrinam, asserere non dubitant, « optimam esse conditionem societatis, in qua Imperio non agnoscitur officium coercendi sancitis pœnis violatores catholicæ religionis, nisi quatenus pax publica postulet. » Ex quâ omnino falsa socialis regiminis idea haud timent erroneam illam fovere opinionem catholicæ Ecclesiæ, animarumque saluti maxime exitialem a rec. mem. Gregorio XVI prædecessore Nostro *deliramentum* appellatam (2), nimirum « libertatem conscientiæ, et cultuum esse proprium cuiuscumque hominis jus, quod lege proclamari, et asseri debet in omni recte constituta societate, et jus civibus inesse ad omnimodam libertatem nulla vel ecclesiastica, vel civili auctoritate coarcandam, quo suos conceptus quoscumque sive voce, sive typis, sive alia ratione palam publiceque manifestare, ac declarare valeant. » Dum vero id temere affirmant, haud cogitant et considerant, quod *libertatem perditionis* (3) prædicant, et quod « si hu-  
« manis persuasionibus semper disceptare sit liberum, nunquam  
« deesse poterunt, qui veritati audeant resultare, et de humanæ  
« sapientiæ loquacitate confidere, cum hanc nocentissimam vani-

(1) Gregor. XVI, *Epist. encycl. Mirari*, 15 aug. 1832.

(2) Eadem *encycl. Mirari*.

(3) S. Aug., *Epist.* 105, al. 166.

d'autant plus détestables qu'elles tendent surtout à entraver et à détourner cette force salutaire que l'Église catholique, par l'institution de son divin auteur et son mandat, doit exercer librement jusqu'à la consommation des siècles, non-seulement à l'égard de chacun des hommes, mais à l'égard des nations, des peuples et de leurs souverains, et à détruire cet accord et cette concorde entre le sacerdoce et l'empire qui ont toujours existé pour le bonheur et le salut de la société religieuse et civile (1). Car, vous le savez très-bien, vénérables frères, de notre temps il s'est trouvé en grand nombre des personnes qui, appliquant à la société civile le principe impie et absurde du *naturalisme*, ainsi qu'ils l'appellent, osent enseigner « que la parfaite raison de la « société publique et le progrès civil exigent absolument une société humaine constituée et gouvernée en dehors de toute considération de religion, comme si elle n'existait pas, ou du moins « sans faire de distinction entre la vraie et les fausses religions. » Et, contrairement à la doctrine des Écritures sacrées, de l'Église et des saints Pères, ils n'hésitent pas à affirmer « que la meilleure « condition pour une société, est celle où le pouvoir civil n'a « pas charge de réprimer par des peines à édicter les violateurs « de la religion catholique, si ce n'est dans les limites où la paix « publique l'exige. » En vertu d'une idée aussi absolument fausse du gouvernement social, ils n'hésitent pas à propager cette opinion erronée et très-nuisible au salut de l'Église catholique et des âmes, qualifiée du reste de *délire* par notre prédécesseur, d'heureuse mémoire, Grégoire XVI (2), savoir que « la liberté de « conscience et des cultes est le droit propre de chaque homme, « droit qui doit être proclamé et affirmé par la loi dans tout État « bien constitué ; et qu'il existe pour les citoyens un droit de manifester et de déclarer, avec une liberté que ne peuvent limiter « ni l'autorité ecclésiastique ni l'autorité civile, leurs convictions « quelles qu'elles soient ou par la parole, ou par la presse, ou par « d'autres moyens. » Mais, en affirmant ces témérités, ils ne réfléchissent pas, ils ne considèrent pas qu'ils prêchent la *liberté de perte* (3), et que, « s'il est toujours libre aux convictions « humaines de discuter, il ne manquera jamais d'hommes qui « osent lutter contre la vérité et se fier à la loquacité de l'humaine sagesse, lorsque nous savons, par Notre-Seigneur Jésus-Christ, combien la foi et la sagesse chrétiennes doivent éviter « cette vanité très-coupable. »

(1) Grég. XVI, lettre Encycl. *Mirari* du 15 août.

(2) Encyclique *Mirari*, citée plus haut.

(3) Saint Augustin, épître 105, al. 166.

« tatem quantum debeat fides et sapientia christiana vitare, ex  
« ipsa Domini nostri Jesu Christi institutione cognoscat (1). »

Et quoniam ubi a civili societate fuit amota religio, ac repudiata divina revelationis doctrina et auctoritas, vel ipsa germana justitiæ humanique juris notio tenebris obscuratur et amittitur, atque in veræ justitiæ legitimique juris locum materialis substituitur vis, inde liquet cur nonnulli certissimis sanæ rationis principiis penitus neglectis posthabitisque audeant conclamare, « voluntatem populi, publica, quam dicunt, opinione vel alia ratione manifestatam constituere supremam legem ab omni divino humanoque jure solutam, et in ordine politico facta consummata, eo ipso quod consummata sunt vim juris habere. » Verum ecquis non videt, planeque sentit, hominum societatem religionis ac veræ justitiæ vinculis solutam nullum aliud profecto propositum habere posse, nisi scopum comparandi, cumulandique opes, nullamque aliam in suis actionibus legem sequi, nisi indomitam animi cupiditatem inserviendi propriis voluptatibus et commodis? Eapropter hujusmodi homines acerbo sane odio insectantur Religiosas Familias quamvis de re christiana, civili, ac litteraria summopere meritas, et blaterant easdem nullam habere legitimam existendi rationem, atque ita hæreticorum commentis plaudunt. Nam ut sapientissime rec. mem. Pius VI Decessor Noster docebat « regularium abolitio lædit  
« statum publicæ professionis consiliorum evangelicorum, lædit  
« vivendi rationem in Ecclesia commendatam tamquam Aposto-  
« licæ doctrinæ consentaneam, lædit ipsos insignes fundatores,  
« quos super altaribus veneramur, qui non a Deo inspirati eas  
« constituerunt societates (2). » Atque etiam impie pronunciant, auferendam esse civibus Ecclesiæ, facultatem « qua eleemosynas christianæ caritatis causa palam erogare valeant, » ac de medio tollendam legem « qua certis aliquibus diebus opera servilia propter Dei cultum prohibentur, » fallacissime prætexentes, commemoratam facultatem et legem optimæ publicæ œconomix principiis obsistere. Neque contenti amovere religionem a publica societate, volunt religionem ipsam a privatis etiam arcere familiis. Etenim funestissimum *Communismi* et *Socialismi* docentes ac profitentes errorem asserunt « societatem domesticam seu familiam

(1) S. Leo, Epist. 165, al. 133, § 2, éd. Ball.

(2) Epist. ad card. de Larochefoucauld, 10 martii 1791.

Et dès que la religion a été écartée de la société civile, dès que la doctrine et l'autorité de la révélation divine ont été répudiées, la notion étroitement liée de la justice et du droit humain est obscurcie par les ténèbres et se perd, et à la place de la vraie justice et du droit légitime se substitue une force brutale, qui fait que quelques hommes, complètement oublieux des principes les plus certains de la saine raison, osent proclamer « que la volonté du « peuple, manifestée par ce qu'ils appellent l'opinion publique ou « par d'autres moyens, constitue une loi suprême supérieure à « tout droit divin et humain et que les faits accomplis dans l'ordre « politique, par cela même qu'ils sont accomplis, ont force de loi (1). » Mais qui ne voit et ne comprend très-bien que la société humaine dégagée des liens de la religion et de la vraie justice ne peut plus avoir d'autre but que d'entasser, d'amasser des richesses, et ne suivre d'autre loi dans ses actions que l'indomptable assiduité d'un cœur asservi à ses plaisirs et à ses intérêts?

C'est pourquoi ces mêmes hommes persécutent avec une haine si ardente les ordres religieux, qui ont tant mérité de la religion, de la société civile et des lettres, et s'en vont criant qu'ils n'ont aucune raison d'être, et font chorus ainsi avec les mensonges des hérétiques. Car, comme l'enseignait notre prédécesseur, d'illustre mémoire, Pie VI, « l'abolition des ordres religieux lèse l'état de « profession publique des conseils de l'Évangile, lèse un genre « de vie recommandé dans l'Église et en conformité avec la doctrine apostolique, lèse ces insignes fondateurs que nous vénérons sur les autels et qui ont, sous l'inspiration de Dieu, consacré ces sociétés (2). »

Bien plus, dans leur impiété, ces mêmes hommes prétendent qu'il faut enlever aux citoyens et à l'Église la faculté de « tirer ou « vertement des aumônes de la charité chrétienne, » et abroger la loi « qui défend à de certains jours fixes les œuvres serviles, à cause du culte divin, » prétextant fallacieusement que cette faculté et cette loi sont contraires aux principes de l'économie politique. Non contents d'extirper la religion de la société publique, ils veulent encore l'éloigner des familles et de la vie privée. Enseignant et professant la très-funeste erreur du *socialisme* et du *communisme*, ils affirment que « la société domestique ou la famille

(1) Saint Léon, épître 164, al. 133, § 2, éd. Bell.

(2) Épître au Card. de Larochehoucauld, 10 mars 1791.



totam suæ existentie rationem a jure dumtaxat civili mutuari; proindeque ex lege tantum civili dimanare ac pendere jura omnia parentum in filios, cum primis vero jus institutionis, educationisque curandæ. » Quibus impiis opinionibus, machinationibusque in id præcipue intendunt fallacissimi isti homines, ut salutifera catholicæ Ecclesiæ doctrina ac vis a juventutis institutione et educatione prorsus eliminetur, ac teneri flexibilesque juvenum animi perniciosis quibusque erroribus, vitiisque misere inficiantur ac depraventur. Siquidem omnes, qui rem tum sacram, tum publicam perturbare, ac rectum societatis ordinem evertere, et jura omnia divina et humana delere sunt conati, omnia nefaria sua consilia, studia et operam in improvidam præsertim juventutem decipiendam ac depravandam, ut supra innuimus, semper contulerunt, omnemque spem in ipsius juventutis corruptela collocarunt. Quocirca nunquam cessant utrumque clerum, ex quo, veluti certissima historiæ monumenta splendide testantur, tot magna in christianam, civilem, et litterariam rempublicam commoda redundarunt, quibuscumque infandis modis divexare, et edicere, ipsum Clerum « utpote vero, utilique scientiæ et civilitatis progressui inimicum ab omni juventutis instituendæ educandæque cura et officio esse amovendum. »

At vero alii instaurantes prava ac toties damnata novatorum commenta, insigni impudentia audent, Ecclesiæ et hujus Apostolicæ Sedis supremam auctoritatem a Christo Domino ei tributam civilis auctoritatis arbitrio subijcere, et omnia ejusdem Ecclesiæ et Sedis jura denegare circa ea quæ ad exteriorem ordinem pertinent. Namque ipsos minime pudet affirmare « Ecclesiæ leges non obligare in conscientia, nisi cum promulgantur a civili potestate; acta et decreta Romanorum Pontificum ad religionem et Ecclesiam spectantia indigere sanctione et approbatione, vel minimum assensu potestatis civilis; constitutiones Apostolicas (1), quibus damnantur clandestinæ societates, sive in eis exigatur, sive non exigatur juramentum de secreto servando, earumque asseclæ et fautores anathemate mulctantur, nullam habere vim in illis orbis regionibus ubi ejusmodi aggregationes tolerantur a civili gubernio; excommunicationem a Concilio Tridentino et

(1) Clement XII, « *In eminenti*. » Benedict. XIV, « *Providas Romanorum*. » Pii VII, « *Ecclesiam*. » Leonis XII, « *Quo graviora*. »

« entière emprunte sa raison d'être seulement au droit civil, d'où  
 « il faut conclure que c'est de la loi civile que dépendent et dé-  
 « coulent tous les droits des parents sur leurs enfants, et avant  
 « tout le droit de les instruire et de les élever. » Par des opinions  
 et des machinations aussi impies, ces esprits faux s'efforcent d'é-  
 liminer de l'instruction et de l'éducation de la jeunesse la doc-  
 trine salutaire et l'influence de l'Église catholique, et d'infecter,  
 de dépraver misérablement, par leurs erreurs pernicieuses et  
 leurs vices, les âmes tendres et souples des jeunes gens.

Eux tous, qui s'efforcent de troubler l'ordre religieux et social,  
 de détruire le bon ordre de la société et d'anéantir tous les  
 droits divins et humains, ils ont toujours concentré leurs des-  
 seins criminels, leur attention et leurs soins sur la manière d'ar-  
 river à tromper et à dépraver avant tout la jeunesse imprévoyante,  
 comme nous l'avons montré plus haut ; c'est sur la corruption de  
 la jeunesse qu'ils ont placé tout leur espoir. Aussi ne cessent-ils  
 pas de s'en prendre au clergé régulier et séculier, de qui nous  
 venons d'une façon si authentique les monuments les plus cer-  
 tains de l'histoire, et par qui tant de biens considérables sont  
 venus en abondance à la société civile et chrétienne et aux lettres ;  
 ils les attaquent de toute façon, allant jusqu'à dire du clergé en  
 général « qu'étant l'ennemi des sciences utiles et du progrès de la  
 « civilisation, il faut lui enlever le soin et la charge d'instruire  
 « et d'élever la jeunesse. »

D'autres, reprenant de funestes erreurs, bien des fois con-  
 damnées, osent avec une insigne impudence soumettre la suprême  
 autorité de l'Église et de ce siège apostolique, qui lui a été confé-  
 rée par Dieu lui-même, au jugement de l'autorité civile et nier  
 tous les droits de cette même Église et de ce siège pour ce qui re-  
 garde l'ordre extérieur. Ils ne rougissent pas d'affirmer « que les  
 « lois de l'Église n'obligent pas en conscience, si elles ne sont  
 « pas promulguées par le pouvoir civil ; que les actes et les dé-  
 « crets des Pontifes romains concernant la religion et l'Église ont  
 « besoin de la sanction et de l'approbation ou au moins de l'as-  
 « sentiment du pouvoir civil ; que les constitutions apostoliques,  
 « condamnant les sociétés secrètes, soit que celles-ci exigent ou  
 « n'exigent pas le serment de garder le secret, et frappant d'ana-  
 « thème leurs sectateurs et leurs fauteurs, n'ont aucune force  
 « dans les régions du monde où ces associations sont tolérées par  
 « le gouvernement civil ; que l'excommunication portée par le

Romanis Pontificibus latam in eos, qui jura possessionesque Ecclesiæ invadunt, et usurpant, niti confusione ordinis spiritualis, ordinisque civilis ac politici ad mundanum dumtaxat bonum prosequendum; Ecclesiam nihil debere decernere, quod obstringere possit fidelium conscientias in ordine ad usum rerum temporalium; Ecclesiæ jus non competere violatores legum suarum pœnis temporalibus coercendi; conforme esse sacræ theologiæ, jurisque publici principiis, bonorum proprietatem, quæ ab Ecclesia, a Familiis religiosis, aliisque locis piis possidentur, civili gubernio asserere, et vindicare. » Neque erubescunt palam publiceque profiteri hæreticorum effatum et principium, ex quo tot perversæ oriuntur sententiæ, atque errores. Dictitant enim « Ecclesiasticam potestatem non esse jure divino distinctam et independentem a potestate civili, neque ejusmodi distinctionem, et independentiam seryari posse, quin ab Ecclesia invadantur et usurpentur essentialia jura postestatis civilis. » Atque silentio præterire non possumus eorum audaciam, qui sanam non sustinentes doctrinam contendunt « illis Apostolicæ Sedis judiciis, et decretis, quorum objectum ad bonum generale Ecclesiæ, ejusdemque jura, ac disciplinam spectare declaratur, dummodo fidei morumque dogmata non attingat, posse assensum et obedientiam detrectari absque peccato, et absque ulla catholicæ professionis jactura. » Quod quidem quantopere adversetur catholico dogmati plenæ potestatis Romano Pontifici ab ipso Christo Domino divinitus collatæ universalem pascendi, regendi, et gubernandi Ecclesiam, nemo est qui non clare aperteque videat et intelligat.

In tanta igitur depravatarum opinionum perversitate, Nos Apostolici Nostri officii probe memores, ac de sanctissima nostra religione, de sana doctrina, et animarum salute Nobis divinitus commissa, ac de ipsius humanæ societatis bono maxime solliciti, Apostolicam Nostram vocem iterum extollere existimavimus. Itaque omnes et singulas pravas opiniones ac doctrinas singillatim hisce Litteris commemoratas auctoritate Nostra Apostolica reprobamus, proscribimus atque damnamus, easque ab omnibus catholicæ Ecclesiæ filiis, veluti reprobatas, proscriptas atque damnatas omnino haberi volumus et mandamus.

Ac præter ea, optime scitis, Venerabiles Fratres, hisce temporibus omnis veritatis justitiæque osores, et acerrimos nostræ

« Concile de Trente et les Pontifes romains contre ceux qui envahissent les possessions de l'Église et usurpent ses droits, s'efforcent, en confondant l'ordre spirituel et l'ordre temporel, d'atteindre seulement un but terrestre ; que l'Église ne peut rien décider qui puisse astreindre les consciences des fidèles relativement à l'usage des biens temporels ; que le droit de l'Église ne demande pas que les violateurs des lois sacrées soient punis par des peines temporelles ; qu'il est conforme à la théologie sacrée et aux principes du droit public de poursuivre et de revendiquer pour le gouvernement civil la propriété des biens possédés par les églises, les ordres religieux et autres établissements pieux. »

Et ils n'ont pas honte de confesser ouvertement, publiquement la thèse, le principe des hérétiques, d'où émanent tant d'opinions perverses et d'erreurs. Ils disent « que la puissance ecclésiastique n'est pas de droit divin, distincte et indépendante de la puissance civile, et qu'aucune distinction, aucune indépendance de ce genre ne peut être maintenue, sans que l'Église envahisse et usurpe les droits essentiels de la puissance civile. » Nous ne pouvons également passer sous silence l'audace de ceux qui, outrageant les saines doctrines, prétendent que « les jugements et décrets du Saint-Père, dont l'objet est déclaré regarder le bien général de l'Église, ses droits et sa discipline, s'ils ne touchent pas aux dogmes de la foi et des mœurs, n'engagent pas l'acquiescement et l'obéissance, sous peine de péché et de la perte de la profession du catholicisme. » Combien cette doctrine est contraire au dogme catholique de la pleine puissance donnée divinement au Souverain-Pontife par Notre-Seigneur Jésus-Christ de guider, de régenter et de gouverner l'Église universelle, il n'est personne qui ne le voie et ne le comprenne clairement, évidemment.

Au milieu d'une si grande perversité d'opinions dépravées, nous souvenant de notre devoir apostolique, et soucieux avant tout de notre très-sainte religion, de la saine doctrine, du salut des âmes qui nous a été confié et du bien de la société humaine elle-même, nous avons cru le moment opportun pour élever de nouveau notre voix apostolique. C'est pourquoi, ensemble et isolément, toutes les mauvaises opinions et doctrines mentionnées spécialement dans ces lettres, nous les réprouvons, proscrivons et voulons qu'elles soient tenues pour réprouvées, prosrites et condamnées par tous les enfants de l'Église catholique.

Mais, outre cela, vous savez, vénérables frères, que de notre

religionis hostes, per pestiferos libros, libellos, et ephemerides toto terrarum orbe dispersas populis illudentes, ac malitiose mentientes alias impias quasque disseminare doctrinas. Neque ignoratis, hac etiam nostra ætate, nonnullos reperiri, qui Satanæ spiritu permoti, et incitati eo impietatis devenerunt, ut Dominatorum Dominum Nostrum Jesum Christum negare, ejusque Divinitatem scelerata procacitate oppugnare non paveant. Hic vero haud possumus, quin maximis meritisque laudibus Vos effe-ramus, Venerabiles Fratres, qui episcopalem vestram vocem contra tantam impietatem omni zelo attollere minime omisistis.

Itaque hisce Nostris Litteris Vos iterum amantissime alloquimur, qui in sollicitudinis Nostræ partem vocati summo Nobis inter maximas Nostras acerbitates solatio, lætitiæ, et consolationi estis propter egregiam, qua præstatis religionem, pietatem, ac propter mirum illum amorem, fidem, et observantiam, quæ Nobis et huic Apostolicæ Sedi concordissimis animis obstricti gravissimum episcopale vestrum ministerium strenue ac sedulo implere contenditis. Etenim ab eximio vestro pastoralis zelo expectamus, ut assumentes gladium spiritus, quod est verbum Dei, et confortati in gratia Domini Nostri Jesu Christi vehitis ingeminatis studiis quotidie magis prospicere, ut fideles cetræ vestræ concrediti « abstineant ab herbis noxiis, quas Jesus « Christus non colit, quia non sunt plantatio Patris (1). » Atque eisdem fidelibus inculcare nunquam desinite, omnem veram felicitatem in homines ex augusta nostra religione, ejusque doctrina et exercitio redundare, ac beatum esse populum, cujus Dominus Deus ejus (2). Docete « catholicæ Fidei fundamento « regna subsistere (3), et nihil tam mortiferum, tam præceps ad « casum, tam expositum ad omnia pericula, si hoc solum « nobis putantes posse sufficere, quod liberum arbitrium, cum « nasceremur, accepimus, ultra jam a Domino nihil quæramus, « id est, auctoris nostri obliti, ejus potentiam, ut nos ostendamus « liberos, abjuremus (4). » Atque etiam ne omittatis docere « regiam potestatem non ad solum mundi regimen, sed maxime

(1) S. Ignatius M. ad Philadelph., 3.

(2) Psal., 143.

(3) S. Coelest., Epist. 22 ad Synod. Ephes. apud Const., p. 1200.

(4) S. Innocent. I, epist. 29 ad episc. Conc. Carthag. apud Const., p. 891.

temps des insulteurs de toute vérité et de toute justice et des ennemis violents de notre religion ont répandu d'autres doctrines impies au moyen de livres empestés, de brochures et de journaux, qui, répandus sur toute la surface de la terre, trompent les peuples et mentent sciemment. Vous n'ignorez pas que de nos jours il s'est trouvé des hommes qui, animés et excités par l'esprit de Satan, en sont venus à cet excès d'impiété de ne pas craindre de nier Notre-Seigneur Jésus-Christ et Maître, et d'attaquer avec un acharnement plein de scélératesse sa divinité. Nous ne pouvons nous empêcher de vous donner des louanges méritées, vénérables frères, pour tout le soin et le zèle que vous avez mis à élever votre voix épiscopale contre une si grande impiété.

Aussi, dans les lettres présentes, vous parlons-nous de tout cœur, à vous qui, appelés à partager notre sollicitude, êtes, au milieu de notre très-vive douleur, notre plus grand soulagement, notre joie et notre consolation, à cause de l'excellente piété dont vous faites preuve en soutenant la religion, et de l'amour étonnant, de la foi et de la discipline avec lesquels, unis par les liens les plus étroits du cœur à nous et à ce Siège apostolique, vous vous efforcez de remplir vaillamment et exactement votre grave ministère épiscopal. Nous devons donc attendre de votre excellent zèle pastoral, que, prenant le glaive de l'esprit, c'est-à-dire le Verbe de Dieu, et confortés dans la grâce de Notre-Seigneur Jésus-Christ, vous veilliez par des soins redoublés à ce que les fidèles confiés à votre garde « s'abstiennent des mauvaises herbes, que « Jésus-Christ ne cultive pas, parce qu'elles n'ont pas été plantées « par son Père. » (Saint Ignace, II, ad Philadelph., 3.)

Aussi ne cessez jamais d'inculquer aux fidèles que toute vraie félicité découle pour les hommes de notre auguste religion, de sa doctrine et de sa pratique, et qu'il est heureux le peuple pour qui Dieu est le Seigneur (Psalm., 143). Enseignez « que les royaumes « reposent sur le fondement de la foi (1), et que rien n'est si « mortel, si prompt à engendrer tous les malheurs, nous exposant à tous les dangers, que de croire qu'il nous suffit du libre arbitre que nous avons reçu en naissant, sans plus avoir rien « au delà à demander au Seigneur; c'est-à-dire si, oubliant « notre Auteur, nous renions sa puissance, afin de nous montrer « libres (2). »

(1) Saint Célestin, lettre 22 au Syn. d'Ép.

(2) Saint Innocent, I, Ép. 29 *ad episcop. Conc. Carth., apud Const.*, p. 891.

« ad Ecclesiæ præsidium esse collatam (1), et nihil esse quod ci-  
 « vitatum Principibus, et Regibus majori fructui, gloriæque  
 « esse possit, quam si, ut sapientissimus fortissimusque alter  
 « Prædecessor Noster S. Felix Zenoni Imperatori prescribebat,  
 « Ecclesiam catholicam..... sinant uti legibus suis, nec libertati  
 « ejus quemquam permittant obsistere..... Certum est enim, hoc  
 « rebus suis esse salutare, ut, cum de causis Dei agatur, juxta  
 « ipsius Constitutum regiam voluntatem Sacerdotibus Christi  
 « studeant subdere, non præferre (2). »

Sed si semper, Venerabiles Fratres, nunc potissimum in tantis Ecclesiæ, civilisque societatis calamitatibus, in tanta adversariorum contra rem catholicam, et hanc Apostolicam Sedem conspiratione tantaque errorum congerie, necesse omnino est, ut adeamus cum fiducia ad thronum gratiæ, ut misericordiam consequamur, et gratiam inveniamus in auxilio opportuno. Quocirca omnium fidelium pietatem excitare existimavimus, ut una Nobiscum Vobisque clementissimum luminum et misericordiarum Patrem ferventissimis humillimisque precibus sine intermissione orent, et obsecrent, et in plenitudine fidei semper confugiant ad Dominum Nostrum Jesum Christum, qui redemit nos Deo in sanguine suo, Ejusque dulcissimum Cor flagrantissimæ erga nos caritatis victimam enixe jugiterque exorent, ut amoris sui vinculus omnia ad seipsum trahat, utque omnes homines sanctissimo suo amore inflammati secundum Cor Ejus ambulent digne Deo per omnia placentes, in omni bono opere fructificantes. Cum autem sine dubio gratiores sint Deo hominum preces, si animis ab omni labe puris ad ipsum accedant, idcirco cœlestes Ecclesiæ thesauros dispensationi Nostræ commissos Christifidelibus Apostolica liberalitate reserare censuimus, ut iidem fideles ad veram pietatem vehementius incensi, ac per Pœnitentiæ Sacramentum a peccatorum maculis expiati fidentius suas preces ad Deum effundant, ejusque misericordiam et gratiam consequantur.

Hiscæ igitur Litteris auctoritate Nostra Apostolica omnibus et singulis utriusque sexus catholici orbis fidelibus Plenariam Indulgentiam ad instar Jubilæi concedimus intra unius tantum

(1) S. Leo, epist. 156, al. 125.

(2) Pius VII, Epist. encycl. *Diu satis*, 15 maii 1800.

Et n'omettez pas d'enseigner « que la puissance royale a été  
 « établie non-seulement pour exercer le gouvernement de ce  
 « monde, mais surtout pour la protection de l'Église (1), et qu'il  
 « n'est rien de plus profitable et de plus glorieux pour les souve-  
 « rains des États et les rois que de laisser, comme notre très-sage  
 « et très-courageux prédécesseur saint Félix l'écrivait à l'empe-  
 « reur Zénon, l'Église catholique user de ses lois, et de ne per-  
 « mettre à personne d'attenter à sa liberté. Il est certain qu'il est  
 « avantageux pour les souverains, lorsqu'il s'agit de la cause de  
 « Dieu, de soumettre, d'après les règles établies, leur volonté  
 « royale aux prêtres de Jésus-Christ, et non de la leur im-  
 « poser (2). »

C'est toujours, mais maintenant surtout, votre devoir, vénérables frères, au milieu des calamités nombreuses de l'Église et de la société civile, en présence de la conspiration terrible de nos adversaires contre l'Église catholique et notre Siège Apostolique, et de l'entassement considérable des erreurs, c'est votre devoir dis-je, avant tout, d'aller avec la foi vers le trône de grâce, pour obtenir miséricorde et trouver un secours opportun.

C'est pourquoi nous avons jugé le moment venu d'exciter la piété de tous les fidèles, afin que, avec nous et avec vous ensemble, ils prient et supplient sans interruption, par de ferventes et humbles prières, le père des lumières et des miséricordes, afin que, dans la plénitude de leur foi, ils se réfugient vers Notre-Seigneur Jésus-Christ, qui nous a rachetés de son sang divin, afin qu'ils obtiennent par leurs efforts multipliés, de ce cœur brûlant, victime de sa charité envers nous, d'attirer tout à soi par les liens de son amour, d'inspirer à tous les hommes enflammés de son saint amour le désir de marcher selon son cœur, se rendant agréables en tout à Dieu, et fructifiant dans toutes les bonnes œuvres. Mais comme il est hors de doute que les prières les plus agréables à Dieu sont celles des hommes qui s'approchent de lui avec un cœur pur de toute souillure, nous avons résolu d'ouvrir aux chrétiens, avec une libéralité vraiment apostolique, les célestes trésors de l'Église confiés à notre dispensation, afin que les fidèles, attirés plus fortement vers la vraie piété et purifiés des taches de leurs péchés par le sacrement de la pénitence, offrent avec plus de confiance leurs prières à Dieu et obtiennent sa miséricorde et sa grâce.

(1) Saint Léon, *Epist.* 156, al. 125.

(2) Pie VII, *Epist. encycl. Diu satis*, 15 mai 1800.



mensis spatium usque ad totum futurum annum 1865 et non ultra, a Vobis, Venerabiles Fratres, aliisque legitimis locorum Ordinariis statuendum, eodem prorsus modo et forma, qua ab initio supremi Nostri Pontificatus concessimus per Apostolicas Nostras Litteras in forma Brevis die 20 mensis Novembris anno 1846 datas, et ad universum episcopalem vestrum Ordinem missas, quarum initium « Arcano Divinæ Providentiæ consilio, » et cum omnibus eisdem facultatibus, quæ per ipsas Litteras a Nobis datæ fuerunt. Volumus tamen, ut ea omnia servantur, quæ in commemoratis Litteris præscripta sunt, et ea excipiantur, quæ excepta esse declaravimus. Atque id concedimus, non obstantibus in contrarium facientibus quibuscumque, etiam speciali et individua mentione, ac derogatione dignis. Ut autem omnis dubitatio et difficultas amoveatur, earundem Litterarum exemplar ad Vos perferri jussimus.

« Rogemus, Venerabiles Fratres, de intimo corde et de tota  
« mente misericordiam Dei, quia et ipse addidit dicens : miseri-  
« cordiam autem meam non dispergam ab eis. Petamus et acci-  
« piemus, et si accipiendi mora et tarditas fuerit quoniam gravi-  
« ter offendimus, pulsemus, quia et pulsanti aperietur, si modo  
« pulsant ostium preces, gemitus, et lacrymæ nostræ, quibus  
« insistere et immorari oportet, et si sit unanimis oratio....,  
« unusquisque oret Deum non pro se tantum, sed pro omnibus  
« fratribus, sicut Dominus orare nos docuit (1). » Quo vero faci-  
lius Deus Nostris, Vestrisque, et omnium fidelium precibus,  
votisque annuat; cum omni fiducia deprecatricem apud Eum  
adhibeamus Immaculatam sanctissimamque Deiparam Virginem  
Mariam, quæ cunctas hæreses interemit in universo mundo,  
quæque omnium nostrum amantissima Mater « tota suavis est...  
« ac plena misericordiæ...., omnibus sese exorabilem, omnibus  
« clementissimam præbet, omnium necessitates amplissimo  
« quodam miseratur affectu (2), » atque utpote Regina adstante a  
dextris Unigeniti Filii Sui Domini Nostri Jesu Christi in vestitu  
deaurato circumamicta varietate nihil est, quod ab Eo impe-  
trare non valeat. Suffragia quoque petamus Beatissimi Petri

(1) S. Cyprian., epist. 11.

(2) S. Bernard., Sermo de duodecim prærogativis B. M. V. ex verbis  
Apocalyp.

Par ces lettres émanant de notre autorité apostolique, nous accordons à tous et à chaque fidèle des deux sexes de l'univers une indulgence plénière en forme de Jubilé, pendant un mois jusqu'à la fin de l'année 1865 et non au delà. A vous, vénérables frères, et aux autres légitimes Ordinaires de statuer à cet égard de la façon et manière établies au début de notre souverain pontificat, par nos lettres apostoliques en forme de bref du 20 novembre 1846 et envoyées à tout l'épiscopat du monde, commençant par ces mots : « *Arcano divinæ Providentiæ consilio*, » et avec les facultés données par nous dans ces mêmes lettres.

Nous voulons cependant que toutes les prescriptions de nos lettres soient observées, sauf les exceptions que nous avons déclarées admises. Nous en avons décidé ainsi, nonobstant tout ce qui pourrait être fait de contraire par une mention spéciale et individuelle, et qui serait digne d'une dérogation ; mais, afin que toute hésitation et toute difficulté soient écartées, nous avons ordonné qu'on vous envoyât un exemplaire de notre lettre.

— Prions, vénérables frères, du fond du cœur et de toute notre âme, la miséricorde de Dieu ; il nous y a encouragés, en disant : « Je ne leur retirerai pas ma miséricorde. Demandons-la et nous la recevrons, et s'il y a lenteur, retard à la recevoir, parce que nous l'avons gravement offensé, frappons, parce qu'il ouvre à celui qui frappe ; pourvu que ce qui frappe la porte soient les prières, les gémissements et les larmes, au moyen desquels il faut insister et persévérer, et pourvu que la prière soit unanime, que chacun prie Dieu non-seulement pour lui-même, mais pour tous ses frères, comme le Seigneur nous a enseigné à prier (1). »

Mais, pour que Dieu accède plus facilement à nos prières et à nos vœux, et à ceux de tous ses fidèles, employons pour intermédiaire, en toute confiance, auprès de lui la vierge Marie, qui a détruit toutes les hérésies dans le monde entier, et qui, notre Mère bien-aimée à tous, « est toute suave... et pleine de miséricorde... se laisse toucher par tous, se montre très-clémentine envers tous, et prend sous sa pitié, avec une affection sans bornes, toutes nos misères (2), » et « qui, se tenant en sa qualité de reine, à la droite de son Fils Notre-Seigneur Jésus-Christ, « dans un vêtement doré et brillante d'ornements variés, ne con-

(1) Saint Cyprien, epist. 11.

(2) Saint Bernard, Sermon. *De duodecim prerogativis*, B. M. V., ex verbis *Apocalyp.*

Apostolorum Principis, et Coapostoli ejus Pauli, omniumque Sanctorum Cœlitum, qui facti jam amici Dei pervenerunt ad cœlestia regna, et coronati possident palmam, ac de sua immortalitate securi, de nostra sunt salute solliciti.

Denique cœlestium omnium donorum copiam Vobis a Deo ex animo adprecantes singularis Nostræ in Vos caritatis pignus Apostolicam Benedictionem ex intimo corde profectam Vobis ipsis, Venerabiles Fratres, cunctisque Clericis, Laicisque fidelibus curæ vestræ commissis peramenter impertimus.

Datum Romæ apud S. Petrum die VIII decembris anno 1864, decimo a Dogmatica Definitione Immaculatæ Conceptionis Dei- paræ Virginis Mariæ.

Pontificatus Nostri Anno decimo nono.

PIVS PP. IX.

---

## SYLLABUS

COMPLECTENS PRÆCIPUOS NOSTRÆ ÆTATIS ERRORES

QUI NOTANTUR IN ALLOCUTIONIBUS CONSISTORIALIBUS IN ENCYCLICIS  
ALIISQUE APOSTOLICIS LITTERIS SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI PII PAPÆ IX.

### § I. *Pantheismus, Naturalismus et Rationalismus absolutus.*

I. Nullum supremum, sapientissimum, providentissimumque Numen divinum existit ab hac rerum universitate distinctum, et Deus idem est ac rerum natura et ideo immutationibus obnoxius, Deusque reapse fit in homine et mundo, atque omnia Deus sunt et ipsissimam Dei habent substantiam; ac una eademque res est Deus cum mundo, et proinde spiritus cum materia, necessitas cum libertate, verum cum falso, bonum cum malo, et iustum cum injusto.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

« nait rien qu'elle ne puisse obtenir du souverain Maître. De-  
 « mandons aussi les suffrages du bienheureux Pierre, prince des  
 « Apôtres et de son co-apôtre Paul et de tous les saints du ciel,  
 « qui, devenus déjà les amis de Dieu, sont parvenus au royaume  
 « céleste, où, couronnés, ils tiennent la palme, et qui, désormais  
 « sûrs de leur immortalité, sont dévoués à notre salut. »

Enfin, demandant à Dieu, du fond du cœur, l'abondance de  
 tous les biens célestes, nous vous donnons du fond du cœur le  
 plus aimant, comme gage de notre charité envers vous, notre bé-  
 nédiction apostolique, à vous, vénérables frères, et à tous les  
 fidèles, clercs et laïques confiés à vos soins.

Donné à Rome en Saint-Pierre, le 8 décembre 1864, dixième  
 anniversaire de la définition du dogme de l'Immaculée-Concep-  
 tion de la vierge Marie, mère de Dieu.

PIE IX, PAPE.

---

## CATALOGUE

### DES PRINCIPALES ERREURS DE NOTRE TEMPS

SIGNALÉES DANS LES ALLOCUTIONS CONSISTORIALES,  
 DANS LES ENCYCLIQUES ET AUTRES LETTRES APOSTOLIQUES DU PAPE PIE IX.

---

#### § I<sup>er</sup>. *Panthéisme, naturalisme et rationalisme absolu.*

I. Il n'existe aucune puissance divine, être suprême, parfait  
 dans sa sagesse et sa providence, distincte de l'universalité des  
 choses; et Dieu n'est autre que la nature des choses, et pour  
 cela, assujetti au changement. Par cela même, Dieu se fait dans  
 l'homme et dans le monde, et toutes choses sont Dieu et ont la  
 substance elle-même de Dieu. Dieu est donc une seule et même  
 chose avec le monde, et, de là, l'esprit se confond avec la matière,  
 la nécessité avec la liberté, le vrai avec le faux, le bien avec le  
 mal, le juste avec l'injuste.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

## II. Neganda est omnis Dei actio in homines et mundum.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

III. Humana ratio, nullo prorsus Dei respectu habito, unicus est veri et falsi, boni et mali arbiter, sibi ipsi est lex et naturalibus suis viribus ad hominum ac populorum bonum curandum sufficit.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

IV. Omnes religionis veritates ex nativa humanæ rationis vi derivant; hinc ratio est princeps norma qua homo cognitionem omnium cujuscumque generis veritatum assequi possit ac debeat.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846.

Epist. encycl. *Singulari quidem*, 17 martii 1856.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

V. Divina revelatio est imperfecta et iccirco subjecta continuo et indefinito progressui qui humanæ rationis progressioni respondeat.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

VI. Christi fides humanæ refragatur rationi; divinaque revelatio non solum nihil prodest, verum etiam nocet hominis perfectioni.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1862.

VII. Prophetiæ et miracula in sacris Litteris exposita et narrata sunt poetarum commenta, et christianæ fidei mysteria philosophicarum investigationum summa; et utriusque Testamenti libris mythica continentur inventa; ipseque Jesus Christus est mythica fictio.

Epist. encycl. *Qui pluribus*, 9 novembris 1846.

Alloc. *Maxima quidem*, 9 junii 1863.

## § II. Rationalismus moderatus.

VIII. Quum ratio humana ipsi religioni æquiparetur, iccirco theologicæ disciplinæ perinde ac philosophicæ tractandæ sunt.

Alloc. *Singulari quadam perfusi*, 9 decembris 1854.

II. Toute action de Dieu sur les hommes et sur le monde doit être niée.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

III. La raison humaine, considérée sans aucun rapport à Dieu, est l'unique arbitre du vrai et du faux, du bien et du mal, elle est sa propre loi à soi-même, et suffit par ses forces naturelles au soin du bien et du mal; elle est sa propre loi à soi-même, et suffit par ses forces naturelles au soin du bien des hommes et des peuples.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

IV. Toutes les vérités de la religion dérivent de la force native de la raison humaine; d'où la raison est la principale règle par laquelle l'homme peut et doit arriver à la connaissance de toutes les vérités de tout genre.

Lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846.

Lettre encyclique *Singulari quidem* du 17 mars 1856.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

V. La révélation divine est imparfaite, et pour cela soumise à un progrès continu et indéfini qui réponde au progrès de la raison humaine.

Lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

VI. La foi chrétienne est en opposition avec la raison humaine, et la révélation divine non-seulement ne sert de rien, mais encore nuit à la perfection de l'homme.

Lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

VII. Les prophéties et les miracles exposés et racontés dans les livres sacrés sont des fables de poètes, et les mystères de la foi chrétienne, la somme des investigations philosophiques. Les livres des deux Testaments contiennent des fictions fabuleuses, et Jésus-Christ lui-même est un mythe.

Lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

## § II. Rationalisme modéré.

VIII. Puisque la raison humaine est égalée à la religion elle-même, les matières théologiques doivent être traitées comme les matières philosophiques.

Allocution *Singulari quidam perfusi* du 9 décembre 1854.

IX. Omnia indiscriminatim dogmata religionis christianæ sunt objectum naturalis scientiæ seu philosophiæ; et humana ratio historice tantum exculta potest ex suis naturalibus viribus et principiis ad veram de omnibus etiam reconditionibus dogmatibus scientiam pervenire, modo hæc dogmata ipsi rationi tamquam objectum proposita fuerint.

Epist. ad archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862.

Epist. ad eundem *Tuas libenter*, 21 decembris 1863.

X. Quum aliud sit philosophus, aliud philosophia, ille jus et officium habet se submittendi auctoritati, quam veram ipse probaverit; at philosophia neque potest, neque debet ulli sese submittere auctoritati.

Epist. ad archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862.

Epist. ad eundem *Tuas libenter*, 21 decembris 1863.

XI. Ecclesia non solum non debet in philosophiam unquam animadvertere, verum etiam debet ipsius philosophiæ tolerare errores, eisque relinquere ut ipsa se corrigat.

Epist. ad archiep. Frising. *Gravissimas*, 11 decembris 1862.

XII. Apostolicæ Sedis, romanarumque Congregationum decreta liberum scientiæ progressum impediunt.

Epist. ad archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863.

XIII. Methodus et principia, quibus antiqui Doctores scholastici Theologiam excoluerunt, temporum nostrorum necessitatibus scientiarumque progressui minime congruunt.

Epist. ad archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1862.

XIV. Philosophia tractanda est, nulla supernaturalis revelationis habita ratione.

Epist. ad archiep. Frising. *Tuas libenter*, 21 decembris 1863.

N. B. Cum rationalismi systemate coherent maximam partem errores Antonii Günther, qui damnatur in Epist. ad Card. Archiep. Coloniensem *Eximiam tuam* 15 junii 1847, et in Epist. ad Episc. Wratislaviensem *Dolore haud mediocri* 30 aprilis 1860.

### § III. Indifferentismus Latitudinarismus.

XV. Liberum cuique homini est eam amplecti ac profiteri religionem, quam rationis lumine quis ductus veram putaverit.

Litt. apost. *Multiplies inter* 10 junii 1851.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

IX. Tous les dogmes de la religion chrétienne indistinctement sont l'objet de la science naturelle ou philosophie; et la raison humaine instruite seulement par l'histoire peut, par ses forces naturelles et ses principes, arriver à la vraie science de tous les dogmes les plus abstraits, pourvu que ces dogmes aient été proposés comme objet à la raison humaine.

Lettre à l'archevêque de Frising *Gravissimas* du 11 décembre 1862.

Lettre au même *Tuas libenter* du 21 décembre 1863.

X. Comme autre chose est le philosophe et autre chose la philosophie, celui-là a le droit et le devoir de se soumettre à l'autorité dont il aura reconnu la vérité, mais la philosophie ne peut ni ne doit se soumettre à aucune autorité.

Lettre à l'archevêque de Frising *Gravissimas* du 11 décembre 1862.

Lettre au même *Tuas libenter* du 21 décembre 1864.

XI. Non-seulement l'Église ne doit en rien sévir contre la philosophie, mais elle doit encore tolérer les erreurs de la philosophie elle-même et lui laisser le soin de se corriger.

Lettre à l'archevêque de Frising *Gravissimas* du 11 décembre 1862.

XII. Les décrets du siège apostolique et des congrégations romaines entravent le libre progrès de la science.

Lettre à l'archevêque de Frising *Gravissimas* du 11 décembre 1862.

XIII. La méthode et les principes au moyen desquels les anciens docteurs scholastiques ont cultivé la théologie, ne conviennent plus aux nécessités de notre temps ni au progrès des sciences.

Lettre à l'archevêque de Frising *Tuas libenter* du 21 décembre 1863.

XIV. La philosophie doit être étudiée, sans tenir aucun compte de la révélation surnaturelle.

Lettre à l'archevêque de Frising *Tuas libenter* du 21 décembre 1863.

N. B. Au système rationaliste se rapportent en grande partie les erreurs d'Antoine Günther, qui ont été condamnées dans la lettre au cardinal-archevêque de Cologne *Eximiam tuam* du 15 juin 1847, et dans celle à l'évêque de Breslau *Dolore haud mediocri* du 30 avril 1860.

### § III. Indifférence, Tolérance.

XV. Tout homme est libre d'embrasser et de professer la religion qu'il croira vraie, guidé par la lumière de la raison.

Lettre apostolique *Multiplies inter* du 10 juin 1851.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.



XVI. Homines in cujusvis religionis cultu viam æternæ salutis reperire æternamque salutem assequi possunt.

Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.

Alloc. *Ubi primum* 17 decembris 1847.

Epist. encycl. *Singulari quidem* 17 martii 1856.

XVII. Saltem bene sperandum est de æterna illorum omnium salute, qui in vera Christi Ecclesia nequaquam versantur.

Alloc. *Singulari quadam*, 9 decembris 1854.

Epist. encycl. *Quanto conficiamur* 17 augusti 1863.

XVIII. Protestantismus non aliud est quam diversa veræ ejusdem christianæ religionis forma, in qua æque ac in Ecclesia catholica Deo placere datum est.

Epist. encycl. *Noscitis et nobiscum* 8 decembris 1849.

#### § IV. *Socialismus, Communismus, Societates clandestinæ, Societates biblicæ, Societates clerico-liberales.*

Ejusmodi pestes sæpe gravissimisque verborum formulis reprobantur in Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novemb. 1846; in Alloc. *Quibus quantisque*, 20 april. 1849; in Epist. encycl. *Noscitis et Nobiscum*, 8 dec. 1849; in Alloc. *Singulari quadam* 9 decemb. 1854; in Epist. encycl. *Quanto conficiamur mærore*, 10 augusti 1863.

#### § V. *Erroris de Ecclesia ejusque juribus.*

XIX. Ecclesia non est vera perfectaue societas plane libera, nec pollet suis propriis et constantibus juribus sibi a divino suo fundatore collatis, sed civilis potestatis est definire quæ sint Ecclesiæ jura ac limites, intra quos eadem jura exercere queat.

Alloc. *Singulari quadam* 9 decembris 1854.

Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

XX. Ecclesiastica potestas suam auctoritatem exercere non debet absque civilis gubernii venia et assensu.

Alloc. *Meminit unusquisque* 30 septembris 1861.

XXI. Ecclesia non habet potestatem dogmatice definiendi, religionem catholicæ Ecclesiæ esse unice veram religionem.

Litt. apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

XVI. Les hommes, dans le culte de toute religion, peuvent trouver et obtenir le salut éternel.

Lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846.

Allocution *Ubi primum* du 17 décembre 1847.

Lettre encyclique *Singulari quidem* du 17 mars 1856.

XVII. Au moins doit-on bien espérer du salut éternel de tous ceux qui n'ont jamais été dans la vraie Église du Christ.

Allocution *Singulari quadam* du 9 décembre 1854.

Lettre encyclique *Quanto conficiamur* du 17 août 1863.

XVIII. Le protestantisme n'est autre chose qu'une diverse forme de la même vraie religion chrétienne, dans laquelle il est possible de plaire à Dieu aussi bien que dans l'Église catholique.

Lettre encyclique *Noscitis et nobiscum* du 8 décembre 1849.

#### § IV. Socialisme. Communisme. Sociétés clandestines. Sociétés bibliques. Sociétés cléricalo-libérales.

Les pestes de ce genre sont réprouvées souvent par les sentences les plus sévères formulées dans l'Encyclique *Qui pluribus* du 9 nov. 1846; dans l'allocution *Quibus quantisque* du 20 août 1849; dans l'encyclique *Noscitis et nobiscum* du 8 déc. 1849; dans l'allocution *Singulari quadam* du 9 déc. 1854; dans l'Encyclique *Quanto conficiamur mœrore* du 10 août 1863.

#### § V. Erreurs sur l'Église et ses droits.

XIX. L'Église n'est point une vraie et parfaite société pleinement libre; elle ne repose pas sur des droits propres et constants qui lui ont été conférés par son divin fondateur; mais il appartient à la puissance civile de définir quels sont les droits et limites de l'Église, dans lesquels elle pourra exercer ses droits.

Allocution *Singulari quadam* du 9 décembre 1854.

Allocution *Multis gravibusque* du 17 décembre 1860.

Allocution *Maxima quidem* du 19 juin 1862.

XX. La puissance ecclésiastique ne doit pas exercer son autorité sans la permission et l'assentiment du gouvernement civil.

Allocution *Meminit unusquisque* du 30 septembre 1861.

XXI. L'Église n'a pas le pouvoir de définir dogmatiquement que la religion de l'Église catholique est la seule véritable religion.

Lettre apostolique *Multiplies inter* du 10 juin 1851.

XXII. Obligatio, qua catholici magistri et scriptores omnino adstringuntur, coarctatur in iis tantum, quæ ab infallibili Ecclesiæ judicio veluti fidei dogmata ab omnibus credenda proponuntur.

Epist. ad archiep. Frising. *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

XXIII. Romani Pontifices et Concilia œcumenica a limitibus suæ potestatis recesserunt, jura Principum usurparunt, atque etiam in rebus fidei et morum definiendis errarunt.

Litt. apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

XXIV. Ecclesia vis inferendæ potestatem non habet, neque potestatem ullam temporalem directam vel indirectam.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

XXV. Præter potestatem episcopatui inhærentem, alia est attributa temporalis potestas a civili imperio vel expresse vel tacite concessa, revocanda propterea, cum libuerit, a civili imperio.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

XXVI. Ecclesia non habet nativum ac legitimum jus acquirendi ac possidendi.

Alloc. *Nunquam fore*, 15 decembris 1856.

Epist. encycl. *Incredibili* 16 septembris 1863.

XXVII. Sacri Ecclesiæ ministri Romanusque Pontifex ab omnium rerum temporalium cura ac dominio sunt omnino excludendi.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

XXVIII. Episcopis, sine Gubernii venia, fas non est vel ipsas apostolicas litteras promulgare.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

XXIX. Gratiæ a Romano Pontifice concessæ existimari debent tamquam irritæ, nisi per Gubernium fuerint imploratæ.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

XXX. Ecclesiæ et personarum ecclesiasticarum immunitas a jure civili ortum habuit.

Litt. apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

XXXI. Ecclesiasticum forum pro temporalibus clericorum cau-

XXII. L'obligation qui astreint les maîtres et les écrivains catholiques se borne aux choses qui sont proposées à la croyance universelle à titre d'articles de foi par le jugement infaillible de l'Église.

Lettre à l'archevêque de Frising *Tuas libenter* du 21 décembre 1863.

XXIII. Les Pontifes Romains et les Conciles écuméniques ont franchi les limites de leur puissance, ont usurpé les droits des princes, et ont même commis des erreurs dans les définitions des choses de dogme et de morale.

Lettre apostolique *Multiplies inter* du 10 juin 1851.

XXIV. L'Église n'a pas le pouvoir de se servir de la force, ni aucun pouvoir temporel direct ou indirect.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

XXV. En dehors du pouvoir inhérent à l'épiscopat, une puissance temporelle lui est attribuée par le pouvoir civil, ou expressément ou tacitement, mais pour cela même révocable, quand il lui plaît, par le pouvoir civil.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

XXVI. L'Église n'a pas le droit naturel et légitime d'acquérir et de posséder.

Allocution *Nunquam fore* du 12 décembre 1856.

Lettre encyclique *Incredibili* du 17 septembre 1863.

XXVII. Les ministres de la sainte Église et le Pontife Romain doivent être absolument exclus de tout soin et domination concernant les choses temporelles.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

XXVIII. Les évêques, sans autorisation du pouvoir, n'ont pas le droit de promulguer les Lettres apostoliques.

Allocution *Nunquam fore* du 15 décembre 1856.

XXIX. Les grâces spirituelles accordées par le Pontife Romain doivent être tenues pour non venues, à moins qu'elles n'aient été demandées par l'entremise du gouvernement civil.

Allocution *Nunquam fore* du 15 décembre 1856.

XXX. L'immunité de l'Église et des personnes ecclésiastiques tire son origine du droit civil.

Lettre apostolique *Multiplies inter* du 10 juin 1851.

XXXI. Les juridictions ecclésiastiques pour les procès temp-

sis cive civilibus sive criminalibus omnino de medio tollendum est, etiam inconsulta et reclamante Apostolica Sede.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

XXXII. Absque ulla naturalis juris et æquitatis violatione potest abrogari personalis immunitas, qua clerici ab onere subeundæ exercendæque militiæ eximuntur; hanc vero abrogationem postulat civilis progressus, maxime in societate ad formam liberioris regiminis constituta.

Epist. ad episc. Montisregal. *Singularis nobisque* 29 septembris 1864.

XXXIII. Non pertinet unice ad ecclesiasticam jurisdictionis potestatem proprio ac nativo jure dirigere theologicarum rerum doctrinam.

Epist. ad archiep Frising. *Tuas libenter* 21 decembris 1863.

XXXIV. Doctrina comparantium Romanum Pontificem principi libero et agenti in universa Ecclesia, doctrina est quæ medio ævo prævaluit.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

XXXV. Nihil vetat, alicujus Concilii generalis sententia aut universorum populorum facto, summum Pontificatum ab Romano Episcopo atque Urbe ad alium Episcopum aliamque civitatem transferri.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

XXXVI. Nationalis Concilii definitio nullam aliam admittit disputationem, civilisque administratio rem ad hosce terminos exigere potest.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

XXXVII. Institui possunt nationales Ecclesiæ ab auctoritate Romani Pontificis subductæ planeque divisæ.

Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.

Alloc. *Jamdudum cernimus* 18 martii 1861.

XXXVIII. Divisioni Ecclesiæ in orientalem atque occidentalem nimia Romanorum Pontificum arbitria contulerunt.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

rels des clercs ou civils ou criminels, doivent être abolies, même sans l'avis et contre les réclamations du Saint-Siège.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.

Allocution *Nunquam fore* du 15 décembre 1856.

XXXII. Sans violer ni la loi naturelle ni l'équité, on peut abroger les immunités personnelles qui exonèrent les clercs de la loi militaire ; cette abrogation est réclamée par le progrès civil, surtout dans une société modelée sur les principes d'un gouvernement libéral.

Lettre à l'évêque de Montréal *Singularis nobilisque* du 29 septembre 1864.

XXXIII. Il n'appartient point uniquement à la juridiction ecclésiastique, par quelque droit propre et inhérent à son essence, de diriger la doctrine en matière de théologie.

Lettre à l'archevêque de Frising *Tuas libenter* du 21 décembre 1863.

XXXIV. La doctrine de ceux qui comparent le Souverain-Pontife à un souverain libre et agissant dans l'Église universelle, est une doctrine qui a prévalu au moyen âge.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1861.

XXXV. Rien n'empêche que, par la sentence d'un Concile général ou le fait de tous les peuples, le souverain pontificat soit transféré de l'évêque et de la ville de Rome à une autre évêque et dans une autre ville.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1861.

XXXVI. La définition d'un Concile national n'admet pas d'autres discussions, et le pouvoir civil peut traiter toute affaire dans ces limites.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1861.

XXXVII. Des Églises nationales peuvent être instituées en dehors et séparées du Pontife romain.

Allocution *Multis gravibusque* du 17 décembre 1860.

Allocution *Jamdudum cernimus* du 18 mars 1861.

XXXVIII. Trop d'actes arbitraires de la part des Pontifes Romains ont poussé à la division de l'Église en orientale et en occidentale.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

§ VI. *Errores de societate civili tum in se, tum in suis ad Ecclesiam relationibus spectata.*

XXXIX. Reipublicæ status, ut pote omnium jurium origo e fons, jure quodam pollet nullis circumscripto limitibus.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

XL. Catholicæ Ecclesiæ doctrina humanæ societatis bono et commodis adversatur.

Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.

Alloc. *Quibus quantisque* 30 aprilis 1849.

XLI. Civili potestati vel ab infideli imperante exercitæ competit potestas indirecta negativa in sacra; eidem proinde competit nedum jus quod vocant *exequatur*, sed etiam jus *appellationis*, quam nuncupant, *ab abusu*.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

XLII. In conflictu legum utriusque potestatis, jus civile prævalet.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

XLIII. Laica potestas auctoritatem habet rescindendi, declarandi ac faciendi irritas solemnes conventiones (vulgo *Concordata*) super usu jurium ad ecclesiasticam immunitatem pertinentium cum Sede Apostolica initas, sine hujus consensu, immo et ea reclamante.

Alloc. *In Consistoriali* 1 novembris 1850.

Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.

XLIV. Civilis auctoritas potest se immiscere rebus quæ ad religionem, mores et regimen spirituale pertinent. Hinc potest de instructionibus judicare, quas Ecclesiæ pastores ad conscientiarum normam pro suo munere edunt, quin etiam potest de divinorum sacramentorum administratione et dispositionibus ad ea suscipienda necessariis decernere.

Alloc. *In consistoriali* 1 novembris 1850.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1861.

XLV. Totum scholarum publicarum regimen, in quibus juvenus christianæ alicujus Reipublicæ instituitur, episcopalibus dumtaxat seminariis aliqua ratione exceptis, potest ac debet attribui

§ VI. *Erreurs touchant la société civile, tant en soi que considérée dans ses rapports avec l'Eglise.*

XXXIX. L'État comme étant l'origine et la source de tous les droits, s'impose par son droit qui n'est circonscrit par aucune limite.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

XL. La doctrine de l'Eglise catholique est opposée au bien et aux intérêts de la Société humaine.

Lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846.

Allocution *Quibus quantisque* du 20 avril 1849.

XLI. Au gouvernement civil, même exercé par un souverain infidèle, appartient un pouvoir indirect et négatif sur les choses sacrées; il lui appartient non-seulement le droit qu'on nomme d'*exequatur*, mais encore celui d'appellation qu'on désigne d'appel comme d'*abus*.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1861.

XLII. Dans un conflit légal entre les deux pouvoirs, c'est le droit civil qui doit prévaloir.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1861.

XLIII. Le pouvoir laïque a l'autorité de détruire, de déclarer et de rendre nulles les conventions solennelles (*Concordat*) conclues avec le siège apostolique et relatives à l'usage des droits appartenant à l'immunité ecclésiastique, sans le consentement de celui-ci et même malgré ses réclamations.

Allocution *In consistoriali* du 1<sup>er</sup> novembre 1850.

Allocution *Multis gravibusque* du 17 décembre 1860.

XLIV. L'autorité civile peut s'immiscer dans les choses qui regardent la religion, les mœurs et le gouvernement spirituel. D'où suit qu'elle a compétence sur les instructions que les pasteurs de l'Eglise publient, conformément à leur mission, pour la conduite des consciences; bien plus, elle a tout pouvoir en matière d'administration des divins sacrements et des dispositions nécessaires pour les recevoir.

Allocution *In consistoriali* du 1<sup>er</sup> novembre 1850.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

XLV. La direction tout entière des écoles publiques dans laquelle on élève la jeunesse des États chrétiens, sauf une exception pour les séminaires épiscopaux, peut et doit être attribuée à



auctoritati civili, et ita quidem attribui, ut nullum alii cuicumque auctoritati recognoscatur jus immiscendi se in disciplina scholarum, in regimine studiorum, in graduum collatione, in delectu aut approbatione magistrorum.

Alloc. *In consistoriali* 1 novembris 1850.

Alloc. *Quibus luctuosissimis* 5 septembris 1851.

XLVI. Immo in ipsis clericorum seminariis methodus studiorum adhibenda civili auctoritati subjicitur.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

XLVII. Postulat optima civilis societatis ratio, ut populares scholæ, quæ patent omnibus cujusque e populo classis pueris, ac publica universim Instituta, quæ litteris severioribusque disciplinis tradendis et educationi juventutis curandæ sunt destinata, eximantur ab omni Ecclesiæ auctoritate, moderatrice vi et ingrentia, plenoque civilis ac politicæ auctoritatis arbitrio subjiciantur ad imperantium placita et ad communium ætatis opinionum amussim.

Epist. ad archiep. Friburg. *Quum non sine* 14 julii 1864.

XLVIII. Catholicis viris probari potest ea juventutis instituentæ ratio, quæ sit a catholica fide et ab Ecclesiæ potestate sejuncta, quæque rerum dumtaxat naturalium scientiam ac terrenæ socialis vitæ fines tantum modo vel saltem primarium spectet.

Epist. ad archiep. Friburg. *Quum non sine* 14 julii 1864.

XLIX. Civilis auctoritas potest impedire quominus sacrorum Antistites et fideles populi cum Romano Pontifice libere ac mutuo communicent.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

L. Laica auctoritas habet per se jus præsentandi episcopos et potest ab illis exigere ut ineant diocesium procuracionem antequam ipsi canonicam a S. Sede institutionem et apostolicas litteras accipiant.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

LI. Immo laicum Gubernium habet jus deponendi ab exercitio pastoralis ministerii episcopos, neque tenetur obedire Romano Pontifici in iis quæ episcopatum et episcoporum respiciunt institutionem.

Litt. apost. *Multiplies inter* 10 junii 1851.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

l'autorité civile et lui être attribuée à ce point qu'à aucune autre autorité n'est reconnu le droit de s'immiscer dans la discipline des écoles, dans le régime des études, dans la collation des grades, dans le choix ou l'approbation des maîtres.

Allocution *In consistoriali* du 1<sup>er</sup> novembre 1850.

Allocution *Quibus luctuosissimis* du 5 septembre 1851.

XLVI. Bien plus, dans les séminaires eux-mêmes des clercs, la méthode des études doit être soumise à l'autorité civile.

Allocution *Nunquam fore* du 15 décembre 1856.

XLVII. Les meilleures conditions de la société civile demandent que les écoles populaires qui sont ouvertes à tous les enfants de chaque classe du peuple sans distinction, et généralement les établissements publics qui sont destinés à apprendre aux jeunes gens les lettres et la bonne discipline et à leur donner une éducation plus élevée, soient affranchis de toute autorité ecclésiastique, de toute force modératrice et ingérance de sa part, et soient soumises pleinement au pouvoir civil et politique, suivant le désir des gouvernements et le niveau des opinions communes du temps.

Lettre à l'archevêque de Fribourg *Quum non sine* du 14 juillet 1864.

XLVIII. Cette manière d'instruire la jeunesse qui consiste à se séparer de la foi catholique et du pouvoir de l'Église et à ne s'occuper avant tout que de la science des choses naturelles et des fins de la vie sociale, peut parfaitement être approuvée par des catholiques.

Lettre à l'archevêque de Fribourg *Quum non sine* du 14 juillet 1864.

XLIX. L'autorité civile peut empêcher que les ministres des choses sacrées et que les peuples fidèles communiquent librement et mutuellement avec le Pontife Romain.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

L. L'autorité laïque a par soi le droit de présenter des évêques, et peut exiger d'eux qu'ils prennent possession de leurs diocèses avant d'avoir reçu l'institution canonique et la lettre apostolique du Saint-Siège.

Allocution *Nunquam fore* du 15 décembre 1856.

LI. Bien plus, l'autorité laïque a le droit de déposer de leurs fonctions pastorales les évêques, et elle n'est pas tenue d'obéir au

Lettre apostolique *Multiplies inter* du 10 juin 1851.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.

LII. Gubernium potest suo jure immutare ætatem ab Ecclesia præscriptam pro religiosa tam mulierum quam virorum professione, omnibusque religiosis familiis indicare, ut neminem sine suo permissu ad solemnia vota nuncupanda admittant.

Alloc. *Nunquam fore* 15 decembris 1856.

LIII. Abrogandæ sunt leges quæ ad religiosarum familiarum statum tutandum, earumque jura et officia pertinent; immo potest civile gubernium iis omnibus auxilium præstare, qui a suscepto religiosæ vitæ instituto deficere ac solemnia vota frangere velint; pariterque potest, religiosas easdem familias perinde ac collegiatis Ecclesias et beneficia simplicia etiam juris patronatus penitus extinguere, illorumque bona et redditus civilis potestatis administrationi et arbitrio subijcere et vindicare.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

Alloc. *Probe meminertis* 22 januarii 1855.

Alloc. *Cum sæpe* 26 julii 1855.

LIV. Reges et Principes non solum ab Ecclesiæ jurisdictione eximuntur, verum etiam in quæstionibus jurisdictionis dirimendis superiores sunt Ecclesia.

Litt. apost. *Multiplies inter* 10 junii 1851.

LV. Ecclesia a Statu, Statusque ab Ecclesia sejungendus est.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

## § VII. *Errores de Ethica naturali et christiana.*

LVI. Morum leges divina haud egent sanctione, minimeque opus est ut humanæ leges ad naturæ jus conformentur aut obligandi vim a Deo accipiant.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LVII. Philosophicarum rerum morumque scientia, itemque civiles leges possunt et debent a divina et ecclesiastica auctoritate declinare.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LVIII. Aliæ vires non sunt agnoscendæ nisi illæ quæ in materia positæ sunt, et omnis morum disciplina honestasque collo-

Pontife Romain dans les choses qui regardent l'institution des évêchés et des évêques.

LII. Le gouvernement peut, dans son droit, changer une époque fixée par l'Église pour la profession religieuse des deux sexes, et enjoindre à tous les établissements religieux de n'admettre personne, sans sa permission, à prononcer des vœux solennels.

Allocution *Nunquam fore* du 15 décembre 1836.

LIII. Il faut abroger les lois qui regardent la protection des établissements religieux, leurs droits et leurs fonctions. Bien plus, le gouvernement civil peut prêter son appui à tous ceux qui veulent quitter la vie religieuse et rompre leurs vœux solennels ; il peut aussi supprimer complètement ces mêmes établissements, comme les églises collégiales et les bénéfices simples même de droit de patronage, attribuer et soumettre leurs biens et revenus à la compétence et à l'administration de la puissance civile.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.

Allocution *Probe memineritis* du 22 janvier 1853.

Allocution *Cum sepe* du 26 juillet 1853.

LIV. Les rois et les princes non-seulement sont affranchis de la juridiction de l'Église, mais même dans les questions litigieuses de juridiction ils sont supérieurs à l'Église.

Lettre apostolique *Multiplices inter* du 10 juin 1851.

LV. L'Église doit être séparée de l'État et l'État de l'Église.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.

## § VII. *Erreurs sur les morales naturelle et chrétienne.*

LVI. Les lois morales n'ont pas besoin de la sanction divine et il n'est pas besoin que les lois humaines soient conformes au droit naturel et reçoivent de Dieu le pouvoir d'obliger.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

LVII. La science des choses philosophiques et morales et les lois civiles peuvent et doivent s'affranchir de l'autorité divine et ecclésiastique.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1852.

LVIII. Il n'y a d'autres forces reconnues que celles qui résident dans la matière, et qui, contre tout système de morale,

cari debet in cumulandis et augendis quovis modo divitiis ac in voluptatibus explendis.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

Epist. encycl. *Quanto conficiamur* 10 augusti 1863.

LIX. Jus in materiali facto consistit, et omnia hominum officia sunt nomen inane, et omnia humana facta juris vim habent.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LX. Auctoritas nihil aliud est nisi numeri et materialium virium summa.

Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

LXI. Fortunata facti injustitia nullum juris sanctitati detrimentum affert.

Alloc. *Jamdudum cernimus* 18 martii 1861.

LXII. Proclamandum est et observandum principium quod vocant de *non-interventu*.

Alloc. *Novos et ante* 28 septembris 1860.

LXIII. Legitimis principibus obedientiam detrectare, immo et rebellare licet.

Epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846.

Alloc. *Quisque vestrum* 4 octobris 1847.

Epist. encycl. *Noscitis et nobiscum* 8 decembris 1849.

Litt. apost. *Cum catholica* 26 martii 1860.

LXIV. Tum cujusque sanctissimi juramenti violatio, tum quælibet scelestæ flagitiosæque actio sempiternæ legi repugnans, non solum haud est improbanda, verum etiam omnino licita, summisque laudibus efferenda, quando id pro patriæ amore agatur.

Alloc. *Quibus quantisque* 20 aprilis 1849.

### § VIII. *Errores de matrimonio christiano.*

LXV. Nulla ratione ferri potest, Christum evexisse matrimonium ad dignitatem sacramenti.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXVI. Matrimonii sacramentum non est nisi quid contractui accessorium ab eoque separabile, ipsumque sacramentum in una tantum nuptiali benedictione situm est.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

toute honnêteté des mœurs, se résument dans l'accumulation et l'accroissement des richesses par tous les moyens possibles et dans la satisfaction de tous les plaisirs.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

Lettre encyclique *Quanto conficiamur* du 10 août 1863.

LIX. Le droit consiste dans le fait matériel et tous les devoirs humains sont un vain mot et tous les faits humains ont force de droit.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

LX. L'autorité n'est autre chose que la somme du nombre et des forces matérielles.

Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

LXI. L'injustice de fait, devenue heureuse, ne cause aucun dommage à la sainteté du droit.

Allocution *Jamdudum cernimus* du 18 mars 1861.

LXII. Il faut proclamer et observer le principe de *non-intervention*.

Allocution *Novos et ante* du 28 septembre 1860.

LXIII. Il est permis de se soustraire à l'obéissance des princes légitimes, bien plus, de s'insurger contre eux.

Lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846.

Allocution *Quisque vestrum* du 4 octobre 1847.

Lettre encyclique *Noscitis et nobiscum* du 8 décembre 1849.

Lettre apostolique *Cum catholica* du 26 mars 1860.

LXIV. La violation d'un serment, quelque saint qu'il soit, même toute action coupable et honteuse répugnant à la loi éternelle, non-seulement n'est pas improuvable, mais elle est même licite et digne des plus grands éloges quand elle est inspirée par l'amour de la patrie.

Allocution *Quibus quantisque* du 20 avril 1849.

### § VIII. Erreurs concernant le mariage chrétien.

LXV. On ne peut établir par aucune raison que le Christ a élevé le mariage à la dignité de sacrement.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

LXVI. Le sacrement de mariage n'est qu'un accessoire du contrat et qui peut en être séparé, et le sacrement lui-même ne consiste que dans la seule bénédiction nuptiale.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

LXVII. Jure naturæ matrimonii vinculum non est indissolubile, et in variis casibus divortium proprie dictum auctoritate civili sanciri potest.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

LXVIII. Ecclesia non habet potestatem impedimenta matrimonium dirimentia inducendi, sed ea potestas civili auctoritati competit, a qua impedimenta existentia tollenda sunt.

Litt. apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

LXIX. Ecclesia sequioribus sæculis dirimentia impedimenta inducere cœpit, non jure proprio, sed illo jure usa, quod a civili potestate mutuata erat.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXX. Tridentini canones qui anathematis censuram illis inferunt qui facultatem impedimenta dirimentia inducendi Ecclesiæ negare audeant, vel non sunt dogmatici vel de hac mutuata potestate intelligendi sunt.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXI. Tridentini forma sub infirmitatis pœna non obligat, ubi lex civilis aliam formam præstituat, et velit hac nova forma interveniente matrimonium valere.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXII. Bonifacius VIII, votum castitatis in ordinatione emissum nuptias nullas reddere primus asseruit.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXIII. Vi contractus mere civilis potest inter christianos constare veri nominis matrimonium; falsumque est, aut contractum matrimonii inter christianos semper esse sacramentum, aut nullum esse contractum, si sacramentum excludatur.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

Lettera di S. S. PIO IX al Re di Sardegna, 9 settembre 1852.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

Alloc. *Multis gravibusque* 17 decembris 1860.

LXXIV. Causæ matrimoniales et sponsalia suapte natura ad forum civile pertinent.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

LXVII. De droit naturel, le lien du mariage n'est pas indissoluble, et dans différents cas le divorce proprement dit peut être sanctionné par l'autorité civile.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.

LXVIII. L'Église n'a pas le pouvoir d'apporter des empêchements dirimants au mariage; mais ce pouvoir appartient à l'autorité séculière, par laquelle les empêchements existants peuvent être levés.

Lettre apostolique *Multiplies inter* du 10 juin 1851.

LXIX. L'Église, dans le cours des siècles, a commencé à introduire les empêchements dirimants non par son droit propre, mais en usant du droit qu'elle avait emprunté au pouvoir civil.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

LXX. Les canons du Concile de Trente qui prononcent l'anathème contre ceux qui osent nier le pouvoir qu'a l'Église d'opposer des empêchements dirimants ne sont pas dogmatiques ou doivent s'entendre de ce pouvoir emprunté.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

LXXI. La forme prescrite par le Concile de Trente n'oblige pas, sous peine de nullité, quand la loi civile établit une autre forme à suivre et veut qu'au moyen de cette forme le mariage soit valide.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

LXXII. Boniface VIII a le premier déclaré que le vœu de chasteté prononcé dans l'ordination rend le mariage nul.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

LXXIII. Par la force du contrat purement civil, un vrai mariage peut exister entre chrétiens; et il est faux, ou que le contrat de mariage entre chrétiens soit toujours un sacrement, ou que ce contrat soit nul en dehors du sacrement.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

Lettre de S. S. Pie IX au roi de Sardaigne du 9 septembre 1852.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.

Allocution *Multis gravibusque* du 17 décembre 1860.

LXXIV. Les causes matrimoniales et les fiançailles, par leur nature propre, appartiennent à la juridiction civile.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.



*N. B.* Huc facere possunt duo alii errores de clericorum cœlibatum abolendo et de statu matrimonii statui virginitatis antefereundo. Confodiuntur, prior in epist. encycl. *Qui pluribus* 9 novembris 1846, posterior in litteris apost. *Multiplices inter* 10 junii 1851.

### § IX. *Errores de civili Romani Pontificis principatu.*

LXXV. De temporalis regni cum spirituali compatibilitate disputant inter se christianæ et catholicæ Ecclesiæ filii.

Litt. apost. *Ad apostolicæ* 22 augusti 1851.

LXXVI. Abrogatio civilis imperii, quo Apostolica Sedes potitur, ad Ecclesiæ libertatem felicitatemque vel maxime conduceret.

Alloc. *Quibus quantisque* 20 aprilis 1849.

*N. B.* Præter hos errores explicite notatos, alii complures implicite reprobantur proposita et asserta doctrinæ, quam catholici omnes firmissime retinere debeant, de civili Romani Pontificis principatu. Ejusmodi doctrina luculenter traditur in Alloc. *Quibus quantisque* 20 april. 1847; in Alloc. *Si semper antea* 20 maii 1850; in Litt. apost. *Cum catholica Ecclesia* 26 mart. 1860; in Alloc. *Novos* 28 sept. 1860; in Alloc. *Jamdudum* 18 mart. 1861; in Alloc. *Maxima quidem* 9 junii 1862.

### § X. *Errores qui ad liberalismum hodiernum referuntur.*

LXXVII. Ætate hac nostra non amplius expedit, religionem catholicam haberi tamquam unicam status religionem, ceteris quibuscumque cultibus exclusis.

Alloc. *Nemo vestrum* 26 julii 1855.

LXXVIII. Hinc laudabiliter in quibusdam catholici nominis regionibus lege cautum est, ut hominibus illuc immigrantibus liceat publicum proprii cujusque cultus exercitium habere.

Alloc. *Acerbissimum* 27 septembris 1852.

LXXIX. Enimvero falsum est, civilem cujusque cultus libertatem, itemque plenam potestatem omnibus attributam quaslibet opiniones cogitationesque palam publiceque manifestandi condu-

*N. B.* Ici peuvent se placer deux autres erreurs : l'abolition du célibat ecclésiastique et la préférence due à l'état de mariage sur l'état de virginité. Elles sont condamnées, la première dans la lettre encyclique *Qui pluribus* du 9 novembre 1846, la seconde dans la lettre apostolique *Multiplies inter* du 10 juin 1851.

### § IX. *Erreurs sur le principat civil du Pontife Romain.*

LXXV. Les fils de l'Église chrétienne et catholique disputent entre eux sur la compatibilité de la royauté temporelle avec le pouvoir spirituel.

Lettre apostolique *Ad apostolicæ* du 22 août 1851.

LXXVI. L'abrogation de la souveraineté civile dont le Saint-Siège est en possession, servirait, même beaucoup, à la liberté et au bonheur de l'Église.

Allocution *Quibus quantisque* du 20 avril 1849.

*N. B.* Outre ces erreurs explicitement notées, plusieurs autres erreurs sont implicitement condamnées par la doctrine qui a été exposée et soutenue sur le principat civil du Pontife Romain, que tous les catholiques doivent fermement professer. Cette doctrine est clairement enseignée dans l'Allocution *Quibus quantisque* du 20 avril 1849; dans l'Allocution *Si semper antea* du 20 mai 1850; dans la Lettre apostolique *Cum catholica ecclesia* du 26 mars 1860; dans l'Allocution *Novos* du 28 septembre 1860; dans l'Allocution *Jamdudum* du 18 mars 1861; dans l'Allocution *Maxima quidem* du 9 juin 1862.

### § X. *Erreurs qui se rapportent au libéralisme moderne.*

LXXVII. A notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'État, à l'exclusion de tous les autres cultes.

Allocution *Nemo vestrum* du 26 juillet 1855.

LXXVIII. Aussi c'est avec raison que, dans quelques pays catholiques, la loi a pourvu à ce que les étrangers qui s'y rendent y jouissent de l'exercice public de leurs cultes particuliers.

Allocution *Acerbissimum* du 27 septembre 1852.

LXXIX. Il est faux que la liberté civile de tous les cultes, et que le plein pouvoir laissé à tous de manifester ouvertement et

cere ad populorum mores animosque facilius corrumpendos æ indifferentismi pestem propagandam.

*Alloc. Nunquam fore 15 decembris 1856.*

LXXX. Romanns Pontifex potest ac debet cum progressu, cum liberalismo et cum recenti civilitate sese reconciliare et componere.

*Alloc. Jamdudum cernimus 18 martii 1861.*

---

## LITTERÆ APOSTOLICÆ

QUIBUS INDICITUR JUBILÆUM UNIVERSALE AD IMPLORANDUM  
DIVINUM AUXILIUM.

Universis Christifidelibus præsentēs litteras inspecturis  
salutem et apostolicam benedictionem.

Arcano divinæ Providentiæ consilio ad Apostolicæ Sedis fastigium nil tale merentes evecti, probe novimus in quantas inciderimus rerum ac temporum difficultates, ut divino subsidio maxime indigeamus ad arcendas a dominico grege ubique latentes insidias, ad Catholicæ Ecclesiæ res pro nostri muneris officio revelendas, componendas. Quapropter assiduis huc usque precibus non destitimus obsecrare Misericordiarum Patrem, ut infirmas Nostras vires sua virtute roborare, et lumine sapientiæ suæ mentem Nostram illustrare velit, quo commissum Nobis apostolicum Ministerium rei Christianæ universæ bene ac feliciter eveniat, et compositis tandem fluctibus Ecclesiæ navis a diuturna tempestatis jactatione conquiescat. Quoniam vero, quod commune bonum est, id communibus etiam votis postulandum, omnium Christifidelium excitare pietatem decrevimus, ut conjunctis Nobiscum precibus Omnipotentis dexteræ auxilium impensius imploremus. Atqui exploratum illud est, gratiores Deo futuras hominum preces, si mundo corde, hoc est animis ab omni scelere integris ad ipsum

publiquement toutes leurs pensées et toutes leurs opinions, jettent plus facilement les peuples dans la corruption des mœurs et de l'esprit, et propagent la peste de l'indifférentisme.

Allocution *Nunquam fore* du 15 décembre 1856.

LXXX. Le Pontife Romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne.

Allocution *Jamdudum cernimus* du 18 mars 1861.

Nous reproduisons ici la Lettre apostolique du 20 novembre 1846, à laquelle le Saint-Père renvoie dans son Encyclique du 8 décembre 1864.

## LETTRE APOSTOLIQUE

DE NOTRE SAINT-PÈRE LE PAPE PIE IX

QUI INDIQUE

UN JUBILÉ UNIVERSEL POUR IMPLORER LE SECOURS DIVIN.

Pie IX, à tous les fidèles qui verront les présentes lettres, salut et bénédiction apostolique.

Élevé par les desseins secrets de la divine Providence au Siège apostolique, malgré notre indignité, Nous connaissons trop bien les difficultés des temps actuels pour ne pas sentir combien Nous avons profondément besoin du secours d'en haut pour préserver le troupeau du Seigneur des embûches cachées partout, pour relever et ordonner, selon le devoir de Notre charge, les affaires de l'Église catholique. C'est pourquoi, jusqu'à ce jour, Nous n'avons cessé d'adresser des prières continuelles au Père des miséricordes, afin qu'il daigne fortifier de sa vertu Nos faibles forces et éclairer Notre esprit de la lumière de sa sagesse, pour que le ministère apostolique qui Nous est confié tourne à l'avantage de la chrétienté tout entière, et qu'enfin les flots s'apaisant, le vaisseau de l'Église se repose des longues agitations de la tempête. Mais comme ce qui est un bien commun doit être demandé par des vœux communs, Nous avons résolu d'exciter la piété de tous les fidèles de Jésus-Christ, afin que leurs prières étant jointes aux

accedant, ideirco secuti etiam exemplum Prædecessorum Nostorum, qui in Pontificatus primordiis idipsum præstiterunt, cœlestes Indulgentiarum thesauros dispensationi Nostræ commissos Apostolica liberalitate Christifidelibus reserare constituimus, ut inde ad veram pietatem vehementius incensi, et per Pœnitentiæ Sacramentum a peccatorum maculis expiati ad Thronum Dei fidentius accedant, ejusque misericordiam consequantur, et gratiam inveniant in auxilio opportuno.

Hoc Nos consilio Indulgentiam ad instar Jubilæi Orbi Catholico denunciamus. Quamobrem de Omnipotentis Dei misericordia, ac beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus auctoritate confisi ex illa ligandi ac solvendi potestate, quam Nobis Dominus licet indignis contulit, universis ac singulis utriusque sexus Christifidelibus, in alma Urbe Nostra degentibus, vel ad eam advenientibus, qui Sancti Joannis in Laterano, Principis Apostolorum, et Sanctæ Mariæ Majoris Basilicas, vel earum aliquam a secunda Dominica Adventus nimirum a die sexta Decembris inclusive, usque ad diem vicesimam septimam ejusdem mensis pariter inclusive, quæ est dies festa Sancti Joannis Apostoli bis visitaverint intra tres illas hebdomadas, ibique per aliquod temporis spatium devote oraverint, ac quarta ex sexta feria, et Sabbato unius ex dictis hebdomadibus jejunaverint, et intra easdem hebdomadas peccata sua confessi Sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum reverenter susceperint, et pauperibus aliquam eleemosynam, prout unicuique devotio suggeret, erogaverint, ceteris vero extra Urbem prædictam ubicumque degentibus, qui Ecclesias ab Ordinariis locorum, vel eorum Vicariis, seu officialibus, aut de illorum mandato et ipsis deficientibus, per eos qui ibi ad eam animarum exercent postquam ad illorum notitiam hæc Nostræ pervenerint, designandas, vel earum aliquam spatio trium similiter hebdomadarum per eosdem una cum Ecclesiis stabiliendarum bis visitaverint, aliaque recensita opera devote peregerint, plenissimam omnium peccatorum Indulgentiam, sicut in anno Jubilæi visitantibus, certas Ecclesias intra, et extra Urbem prædictam concedi consuevit, tenore præsentium concedimus atque indulgemus.

Concedimus etiam, ut navigantes, atque iter agentes quum primum ad sua se domicilia receperint, operibus superscriptis peractis, et bis visitata Ecclesia Cathedrali, vel Majori, vel pro-

Nôtres, Nous implorions tous avec plus d'ardeur le secours de la droite du Tout-Puissant. Et comme il est certain que les prières des hommes seront plus agréables à Dieu s'ils viennent à lui avec des cœurs purs, c'est-à-dire avec des consciences libres de toute souillure, Nous avons résolu d'imiter l'exemple que Nous ont donné Nos prédécesseurs au commencement de leur pontificat, en ouvrant avec une libéralité apostolique aux fidèles de Jésus-Christ les célestes trésors d'indulgences dont la dispensation Nous a été confiée, afin qu'excités plus vivement à la vraie piété et lavés des taches du péché par le sacrement de pénitence, ils approchent avec plus de confiance du trône de Dieu, obtiennent sa miséricorde et trouvent grâce auprès de lui.

Pour ces motifs, Nous annonçons à l'univers catholique une indulgence en forme de jubilé.

C'est pourquoi, Nous confiant en la miséricorde du Dieu tout-puissant, et en l'autorité de ses bienheureux apôtres Pierre et Paul, en vertu de cette puissance de lier et de délier que le Seigneur Nous a conférée, quelque indigne que Nous en soyons, Nous donnons et accordons, par la teneur des présentes, Indulgence plénière et rémission de tous leurs péchés à tous et chacun des fidèles de l'un et de l'autre sexe demeurant dans Notre bonne ville, lesquels, depuis le deuxième dimanche de l'Avent, c'est-à-dire depuis le 6 décembre inclusivement, jusqu'au vingt-septième jour du même mois inclusivement, jour de la fête de saint Jean, apôtre, visiteront deux fois, pendant ces trois semaines, les basiliques de Saint-Jean-de-Latran, du Prince des Apôtres et de Sainte-Marie-Majeure, ou l'une de ces églises, y prieront avec dévotion durant quelque espace de temps, jeûneront le mercredi, le vendredi et le samedi de l'une de ces trois semaines, et, dans le même intervalle de ces trois semaines, se confesseront et recevront avec respect le très-saint sacrement de l'Eucharistie, et feront quelque aumône aux pauvres chacun selon sa dévotion ; et pour tous ceux qui, demeurant hors de Rome, en quelque lieu que ce soit, visiteront deux fois les églises désignées, au reçu de la présente, soit par les Ordinaires, soit par leurs vicaires ou officiaux, soit d'après leur ordre, et, à leur défaut, par ceux qui ont la conduite des âmes dans ces mêmes lieux ; qui, ayant visité deux fois ces églises, ou quelqu'une d'elles dans le même espace de trois semaines, et qui accompliront avec dévotion les autres œuvres ci-dessus énumérées ; Nous leur accordons aussi par ces présentes l'Indulgence plénière de tous leurs péchés, comme on a coutume de l'accorder dans l'année du Jubilé à ceux qui visitent certaines églises dans la ville de Rome ou au dehors.

pria Parochiali loci ipsorum domicilii, eamdem indulgentiam consequi possint et valeant. Regularibus vero personis utriusque sexus etiam in claustris perpetuo degentibus, nec non aliis quibuscumque tam laicis, quam sæcularibus, vel regularibus in carcere aut captivitate existentibus, vel aliqua corporis infirmitate, seu alio quocumque impedimento detentis, qui memorata opera, vel eorum aliqua præstare nequiverint, ut illa Confessarius ex actu approbatis a locorum Ordinariis in alia pietatis opera commutare, vel in aliud proximum tempus prorogare possit, eaque injungere, quæ ipsi pœnitentes efficere possint, cum facultate etiam dispensandi super Communionem cum pueris, qui nondum ad primam Communionem admissi fuerint, paritèr concedimus atque indulgemus.

Insuper omnibus et singulis Christifidelibus Sæcularibus, et Regularibus cujusvis Ordinis et Instituti, etiam specialiter nominandi, licentiam concedimus, et facultatem, ut sibi ad hunc effectum eligere possint quemcumque Presbyterum Confessarium tam Sæcularem, quam Regularem ex actu approbatis a locorum Ordinariis (qua facultate uti possint, etiam Moniales, Novitiæ aliæque mulieres intra claustra degentes, dummodo Confessarius approbatus sit pro Monialibus), qui eos ab excommunicationis, suspensionis, aliisque Ecclesiasticis sententiis, et censuris a jure vel ab homine quavis de causa latis, vel inflictis præter infra exceptas, nec non ab omnibus peccatis, excessibus, criminibus et delictis, quantumvis gravibus et enormibus, etiam locorum Ordinariis, sive Nobis, et Sedi Apostolicæ speciali licet forma reservatis, et quorum absolutio alias quantumvis ampla non intelligeretur concessa, in foro conscientiæ, et hæc vice tantum absolvere, et liberare valeant; et insuper vota quæcumque etiam jurata, et Sedi Apostolicæ reservata (castitatis religionis, et obligationis, quæ a tertio acceptata fuerit, seu in quibus agatur de præjudicio tertii semper exceptis, quatenus ea vota sint perfecta et absoluta, nec non pœnalibus, quæ præservativa a peccatis nuncupantur, nisi commutatio futura indicetur ejusmodi, ut non minus a peccato committendo refrænnet, quam prior voti materia) in alia pia et salutaria opera dispensando commutare, injuncta tamen eis, et eorum cuilibet in supradictis omnibus pœnitentia salutari, aliisque ejusdem Confessarii arbitrio injungendis.

Nous accordons aussi que ceux qui sont sur mer ou en voyage, aussitôt qu'ils seront de retour dans les lieux de leurs domiciles, puissent gagner la même indulgence, en remplissant les conditions ci-dessus marquées et en visitant deux fois l'église cathédrale, principale ou paroissiale du lieu de leur domicile. Et à l'égard des réguliers de l'un et de l'autre sexe, de ceux mêmes qui vivent en perpétuelle clôture, et de tous autres, quels qu'ils puissent être, tant laïques qu'ecclésiastiques, séculiers ou réguliers, même ceux qui sont en prison ou détenus par quelque infirmité corporelle ou autre empêchement, qui ne pourront accomplir les œuvres exprimées ci-dessus ou quelques-unes d'elles, Nous permettons pareillement qu'un confesseur, du nombre de ceux qui sont déjà approuvés par les Ordinaires des lieux, puisse leur commuer lesdites œuvres en d'autres œuvres de piété, ou les remettre à un autre temps peu éloigné, et enjoindre des choses que les pénitents pourront accomplir. Nous autorisons aussi le même confesseur à dispenser de la réception de l'Eucharistie les enfants qui n'ont point encore fait leur première communion.

Nous donnons de plus, à tous et à chacun des fidèles séculiers et réguliers, de quelque ordre et institut qu'ils soient, la permission et le pouvoir de se choisir à cet effet pour confesseur tout prêtre, tant séculier que régulier, du nombre de ceux qui sont approuvés par les Ordinaires des lieux (les religieuses mêmes, les novices et les femmes vivant dans le cloître pourront user de cette permission, pourvu que le confesseur soit approuvé *pro monialibus*), lequel pourra les absoudre et délier dans le for de la conscience, et, pour cette fois seulement, d'excommunication, suspenses, condamnations ecclésiastiques et censures, soit *a jure*, soit *ab homine*, prononcées et portées pour quelque cause que ce soit (hormis celles qui sont exceptées plus bas), et aussi de tous péchés, excès, crimes et délits, quelque graves et énormes qu'ils puissent être, même réservés en quelque manière que ce soit aux Ordinaires des lieux, ou à Nous et au Siège Apostolique, et dont l'absolution ne serait pas censée accordée par toute autre concession, quelque étendue qu'elle fût; lequel confesseur pourra, en outre, commuer toutes sortes de vœux, même faits avec serment et réservés au Siège Apostolique (excepté les vœux de chasteté, de religion, et ceux par lesquels on contracte une obligation envers un tiers, lesquels auraient été acceptés par lui, et dont l'omission lui porterait préjudice; ainsi que les vœux dits préservatifs du péché, à moins que la commutation de ces vœux ne soit jugée aussi utile que leur première matière pour réprimer l'habitude du péché), en d'autres œuvres pies et salutaires, en imposant néan-



Concedimus insuper facultatem dispensandi super irregularitate ex violatione Censurarum contracta, quatenus ad forum externum non sit deducta, vel de facili deducenda. Non intendimus autem per præsentes super alia quavis irregularitate sive ex delicto, sive ex defectu, vel publica, vel occulta, aut nota, aliaque incapacitate, aut inhabilitate quoquomodo contracta dispensare, vel aliquam facultatem tribuere super præmissis dispensandi, seu habilitandi, et in pristinum statum restituendi, etiam in foro conscientiae, neque etiam derogare Constitutioni cum apposis declarationibus editæ a fel. réc. Benedicto XIV Prædecessore Nostro « *Sacramentum Pœnitentiæ* » quoad in habilitatem absolvendi complicem, et quoad obligationem denunciationis, neque easdem præsentes iis, qui a Nobis, et Apostolica Sede, vel aliquo Prælato, seu Iudice Ecclesiastico nominatim excommunicati, suspensi, interdicti; seu alias in sententias, et censuras incidisse declarati, vel publice denunciati fuerint, nisi intra tempus dictarum trium hebdomadarum satisfecerint, aut cum partibus concordaverint ullo modo suffragari posse aut debere. Quod si intra præfinitum terminum iudicio Confessarii satisfacere non poterint, absolvi posse concedimus in foro conscientiae ad effectum dumtaxat assequendi Indulgentiæ Jubilæi, injuncta obligatione satisfaciendi statim ac poterunt.

Quapropter in virtute sanctæ obedientiæ tenore præsentium districtæ præcipimus, atque mandamus omnibus, et quibuscunque existentibus, eorumque Vicariis, et Officialibus, vel ipsis deficientibus, illis, qui curam animarum exercent, ut cum præsentium Litterarum transsumpta, aut exempla etiam impressa acceperint, illa, ubi primum pro temporum, ac locorum ratione satius in Domino censuerint per suas Ecclesias ac Dioceses, Provincias, Civitates, Oppida, Terras, et loca publicent, vel publicari faciant, populisque etiam Verbi Dei prædicatione, quoad fieri possit, rite præparatis, Ecclesiam, seu Ecclesias visitandas, ac tempus pro præsentī Jubilæo designent.

Non obstantibus Constitutionibus, et Ordinationibus Apostolicis, præsertim quibus facultas absolvendi in certis tunc expressis casibus ita Romano Pontifici pro tempore existenti reservatur, ut nec etiam similes, vel dissimiles Indulgentiarum, et facultatum hujusmodi concessionem, nisi de illis expressa mentio, aut specialis

moins à tous et à chacun d'eux, dans tous les cas susdits, une pénitence salutaire, et autre chose que ledit confesseur jugera à propos de leur enjoindre.

Nous accordons en outre la faculté de dispenser d'irrégularité contractée par violation des censures, en tant qu'elle ne pourrait être déferée au for extérieur, ou ne pourrait y être déferée facilement. Nous n'entendons pas néanmoins, par ces présentes, dispenser d'aucune irrégularité publique ou occulte, défaut, note d'infamie, incapacité ou inhabileté, de quelque manière qu'elle ait été contractée, ni donner aucun pouvoir de dispenser sur ces objets, ou de réhabiliter et de remettre dans le premier état, même au for de la conscience, ni que les présentes doivent déroger à la constitution et aux déclarations de Notre prédécesseur Benoît XIV, d'heureuse mémoire, relativement au sacrement de Pénitence, ni aussi que les présentes puissent ou doivent servir en aucune manière à ceux qui auraient été nommément excommuniés, suspens ou interdits par Nous ou par le Siège Apostolique, ou par quelque autre prélat ou juge ecclésiastique, ou qui auraient été autrement déclarés ou dénoncés publiquement comme ayant encouru des censures et autres peines portées par des sentences, à moins que, dans l'espace desdites trois semaines, ils n'aient satisfait ou ne se soient accordés avec les parties intéressées. Que si, dans ledit terme, ils n'ont pu satisfaire au jugement du confesseur, nous accordons qu'ils puissent être absous dans le for de la conscience, à l'effet seulement de gagner les indulgences du Jubilé, avec l'obligation de satisfaire aussitôt qu'ils pourront.

C'est pourquoi Nous mandons et ordonnons expressément par ces présentes, en vertu de la sainte obéissance, à tous les Ordinaires des lieux, quelque part qu'ils soient, et à leurs Vicaires et Officiaux, ou, à leur défaut, à ceux qui ont la conduite des âmes, que, lorsqu'ils auront reçu copie des présentes, même imprimées, ils les publient ou les fassent publier aussitôt que, devant Dieu, ils le jugeront convenable, en vue des temps et des lieux, dans leurs églises, diocèses, provinces, villes, bourgs, territoires et lieux, et qu'ils désignent aux peuples convenablement préparés, autant que faire se pourra, par la prédication de la Parole de Dieu, les églises à visiter et le temps pour le présent Jubilé.

Ces présentes pourront avoir et auront leur effet, nonobstant toutes constitutions et ordonnances apostoliques, et particulièrement celles par lesquelles la faculté d'absoudre en certains cas y exprimés est tellement réservée au Pontife romain tenant pour lors le Saint-Siège, que semblables ou différentes concessions d'indulgences et de facultés de cette sorte ne peuvent être d'aucun

derogatio fiat, cuiquam suffragari possint, nec non regula de non concedendis Indulgentiis ad instar, ac quorumcumque Ordinum, et Congregationum, sive Institutorum etiam juramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis, et consuetudinibus, privilegiis quoque indultis, et Litteris Apostolicis eisdem Ordinibus, Congregationibus, et Institutis illorumque personis quomodolibet concessis, approbatis, et innovatis, quibus omnibus, et singulis etiamsi de illis, eorumque totis tenoribus, specialis, specifica, expressa et individua, non autem per clausulas generales idem importantes, mentio, seu alia quævis expressio habenda, aut alia aliqua exquisita formâ ad hoc servanda foret, illorum tenores præsentibus pro sufficienter expressis, ac formam in ijs traditam pro servata habentes, hac vice specialiter, nominatim, et expresse ad effectum præmissorum, derogamus, ceterisque contrariis quibuscumque. Ut autem præsentibus Nostræ, quæ ad singula loca deferri non possunt, ad omnium notitiam facilius deveniant, volumus, ut præsentium transumptis, vel exemplis etiam impressis manus alicujus Notarii publici subscriptis et sigillo personæ in dignitate Ecclesiastica constitutæ munitis, ubicumque locorum et gentium eadem prorsus fides habeatur, quæ haberetur ipsis præsentibus, si foret exhibitæ, vel ostensæ.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris die xx mensis novembris anno MDCCCXLVI, pontificatus Nostri anno primo.

A. CARD. LAMBRUSCHINI.



effet, à qui que ce soit, s'il n'en est fait mention expresse, ou s'il n'y est spécialement dérogé; comme aussi, nonobstant la règle de ne point accorder d'indulgence *ad instar*, et nonobstant tous statuts et coutumes de tous ordres, congrégations et instituts réguliers, même confirmés par serment et autorité apostoliques, et de quelque autre manière qu'ils aient pu l'être; nonobstant enfin tous privilèges, Indults et Lettres apostoliques accordés en quelque forme que ce puisse être à ces mêmes ordres, congrégations et instituts, et aux personnes qui les composent, même approuvés et renouvelés: auxquelles choses, et à chacune d'icelles, comme aussi à tous autres contraires, Nous dérogeons pour cette fois, spécialement, nommément et expressément, à l'effet des présentes; encore que d'icelles et de toute leur teneur il fallût faire mention ou autre expression spéciale, spécifique et individuelle, et non par des clauses générales équivalentes, ou qu'il fût besoin d'observer pour ce quelque autre formalité particulière, réputant leur teneur pour suffisamment exprimée dans ces présentes, et toute la forme prescrite en ce cas pour dûment observée. Et afin que les présentes, qui ne peuvent être portées partout, puissent plus facilement venir à la connaissance de tous les fidèles, Nous voulons qu'en tous lieux foi soit ajoutée aux copies des présentes, même imprimées, signées de la main d'un notaire public, et scellées du sceau de quelque personne constituée en dignité ecclésiastique, telle qu'on l'ajouterait aux présentes, si elles étaient exhibées et représentées en original.

Donné à Rome, près Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du Pêcheur, le vingt-deux novembre mil huit cent quarante-six, la première année de Notre pontificat.

A., Card. LAMBRUSCHINI.

---

D'après un journal de Vienne, la lettre suivante de Monseigneur le Cardinal Antonelli, secrétaire d'État, accompagnait l'envoi fait par lui à un Cardinal de l'Encyclique et du *Syllabus*. La même lettre, sauf la forme de langage, on peut le présumer du moins, quoique la feuille de Vienne ne le dise pas, fut sans doute adressée par l'éminent Cardinal aux Evêques et Nonces apostoliques auprès des puissances étrangères :

Excellence Révérendissime,

Notre très-saint seigneur Pie IX, Souverain-Pontife, profondément préoccupé du salut des âmes et de la saine doctrine, n'a jamais cessé, dès le commencement de son pontificat, de proscrire et de condamner les principales erreurs et les fausses doctrines, surtout de notre très-malheureuse époque, par ses Encycliques et par ses Allocutions prononcées en consistoire, et par les autres Lettres apostoliques qui ont été publiées. Mais, comme il peut arriver que tous les actes pontificaux ne parviennent pas à chacun des Ordinaires, le même Souverain-Pontife a voulu que l'on rédigeât un *Syllabus* de ces mêmes erreurs destiné à être envoyé à tous les Evêques du monde catholique, afin que ces mêmes Evêques eussent sous les yeux toutes les erreurs et les doctrines pernicieuses qui ont été réprouvées et condamnées par lui.

Il m'a ensuite ordonné de veiller à ce que ce *Syllabus* imprimé fût envoyé à Votre Excellence Révérendissime, dans cette occasion et dans ce temps où le même Souverain-Pontife, par suite de sa grande sollicitude pour le salut et le bien de l'Eglise catholique et de tout le troupeau qui lui a été divinement confié par le Seigneur, a jugé à propos d'écrire une autre lettre Encyclique à tous les Evêques catholiques. Ainsi, exécutant, comme c'est mon devoir, avec tout le zèle et le respect qui conviennent, les commandements du même Pontife, je m'empresse d'envoyer à Votre Excellence ce *Syllabus* avec ces lettres.

Je saisis avec beaucoup de plaisir cette occasion de vous exprimer les sentiments de mon respect et de mon dévouement pour Votre Excellence, et de me dire de nouveau, tout en vous baisant très-humblement les mains,

De Votre Excellence Révérendissime, le très-humble et très-dévoué serviteur,

G., Cardinal ANTONELLI.

Rome, le 8 décembre 1864.

Cette lettre de Son Ém. le secrétaire d'État prouverait, s'il en était besoin, que le second de ces deux documents ne peut se séparer du premier, comme l'ont avancé certains journaux, et que la volonté du Souverain-Pontife est que l'on y accède avec le même esprit d'obéissance et de soumission.

La condamnation solennelle des erreurs modernes par Pie IX a frappé tous les esprits comme l'un des plus grands actes accomplis par le Pontificat Romain. Ceux qui aiment ces erreurs se récrient, et déjà ils prophétisent la ruine de cette Église qui ose ainsi se poser en face de la société moderne, et lui dire à combien d'erreurs elle accorde une confiance malheureuse; ceux qui aiment avant tout la vérité se réjouissent, car ils trouvent un guide infailible pour les diriger au milieu de ces ténèbres intellectuelles qui s'épaississent de nos jours avec une si déplorable facilité. Comment la vue de la vérité ne réjouirait-elle pas même ceux qu'elle gêne? Ne doit-on pas l'accepter comme on accepte la lumière, comme on accepte le salut?

Mais ce n'est pas ainsi que l'entendent ceux qui ont juré de détrôner Jésus-Christ et de détruire son œuvre. Avant même que l'Encyclique fût publiée, ils criaient qu'elle était une attaque à toutes les conquêtes de l'esprit humain, une insulte à la civilisation contemporaine; aujourd'hui, ils s'efforcent de la présenter comme un acte de folie et d'audace, et ils espèrent bien que la Papauté, en l'accomplissant, n'a fait que prononcer sa propre condamnation. Il n'y a pas là de quoi effrayer les fidèles enfants de l'Église. Ce n'est pas la première fois que les actes des Souve-

rains-Pontifes excitent ces fureurs, et l'Église est toujours debout. Ils disent que la Papauté se condamne à périr en condamnant tous les principes sur lesquels reposent les sociétés modernes, car ils donnent le nom de principes aux erreurs qui menacent ces sociétés d'une ruine complète et fatale. Mais qu'ils reportent donc leurs regards à dix-huit cents ans en arrière. Il y eut alors un Pontife, le Pontife éternel, qui condamna aussi toutes les erreurs, tous les *principes* de son temps. Il proclama les grandeurs de la pauvreté, la fécondité de la chasteté, la gloire de l'humanité; il dit anathème à l'orgueil, à la richesse, au luxe, à la volupté; il déclara l'unité de Dieu, et la supériorité de l'âme sur le corps, de l'esprit sur la chair, de la conscience sur la force; il enseigna à ses disciples qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes, et ses disciples l'écoutèrent; ils propagèrent partout sa doctrine; ils se dispersèrent dans le monde et condamnèrent hautement, à temps, à contre-temps, toutes les maximes que le monde tenait pour bonnes et vraies. On les accusa d'être les ennemis de la société, les ennemis du genre humain, et on les traita comme tels.

Leur Maître était mort sur une croix; ils périrent tous dans les supplices; pendant trois cents ans des millions de chrétiens périrent pour la même foi.

Qu'arriva-t-il cependant? C'est que ces hommes qu'on traitait en ennemis du genre humain sauvèrent en effet l'humanité. A la société païenne qui s'affaissait sur elle-même et qui mourait dans ses honteuses voluptés, ils substituèrent des sociétés vivantes, vigoureuses, et qui produisirent bientôt des merveilles. Au vice ils firent succéder la vertu; l'esclavage disparut peu à peu; la femme reprit sa place au foyer domestique; il y eut une merveilleuse régénération. Tel fut le résultat de la prédication et du triomphe de la Vérité. Est-ce que la Vérité serait moins puissante de notre temps? Le Pape, chargé de la conserver dans son intégrité, de la faire connaître à tous, de la défendre contre toutes les attaques, de la protéger contre tous ses ennemis, le Pape parle, il parle au moment même où l'on dit que l'autorité du Saint-Siège n'est plus qu'un vain souvenir, où l'on dit que son indépendance est à la veille de périr, et cette parole qui sort du Vatican réveille aussitôt le monde: des cris d'amour et des cris de rage y répondent. Ne craignons rien: si le Pape a parlé, s'il a placé sa parole sous l'égide de la Vierge immaculée, qui est la terreur de toutes les hérésies, c'est que le moment était venu,

c'est qu'il était utile et nécessaire qu'il parlât, et l'on sera bientôt obligé de le reconnaître.

Sans doute, il y aura des luttes à soutenir : l'erreur ne se laisse pas vaincre sans combat, et nous aurons à subir un déluge de sophismes, une tempête d'outrages et d'insultes. Mais qu'est-ce que cela fait ? Nous connaissons la vérité ; nous avons un chef intrépide dans le Pape, des chefs non moins intrépides dans les Evêques, cela suffit pour que la victoire soit assurée, si nous savons soumettre notre intelligence avec autant de foi que d'humilité. Il est si clair pour des chrétiens que les intérêts spirituels sont au-dessus des intérêts temporels, que Dieu est au-dessus de l'homme, et que l'Eglise, divinement établie, est supérieure aux sociétés purement humaines, qu'aucune des propositions condamnées par Pie IX ne peut garder pour aucun de nous l'apparence même de la vérité. Après cela, nous pouvons bien laisser crier la presse incrédule, nous pouvons lui laisser dire que Pie IX condamne la société elle-même et jette un insolent défi à notre temps ; peu importe ! Cette presse est dans son rôle, et nous ne devons pas compter sur son concours. Quant à la presse hypocrite qui prend le masque du catholicisme pour affaiblir l'Eglise et détruire doucement l'autorité pontificale, nous la laisserons se livrer à ses feintes douleurs, s'écrier que Pie IX porte un coup fatal aux progrès du catholicisme, et qu'il n'y a d'espoir que dans « la force irrésistible du courant libéral, » nous la laisserons blâmer l'acte pontifical « tout en l'accueillant avec le respect dû à tout ce qui émane du Souverain-Pontife, » comme le disait la *France*.

Ni les violences, ni les hypocrisies ne doivent nous déconcerter. Rome a parlé : pour les vrais catholiques, il ne peut y avoir deux manières d'accueillir sa parole : ils ne se mettent pas d'abord à genoux pour souffleter ensuite ; ils écoutent, ils obéissent.

On accuse de tous côtés le Pape de *ne pas connaître son temps*. Eh bien ! il le connaît si parfaitement, qu'il le met à nu avec toutes ses plaies, le condamne, et témoigne qu'il l'a, dès le premier jour, connu et condamné.

On menace le Pape d'une ruine totale et imminente : on lui fixe un délai de deux ans. Eh bien ! il prend les devants. A l'année prochaine, dit-il, je convoque le monde entier à la joie du pardon, *jubilæo universali*. On lui dit : Augmentez vos soldats ; laissez votre ennemi payer vos dettes, et il refuse. Le secours ne lui



viendra pas par les armes ; l'or de la spoliation souille les mains qui le touchent. Il demande que l'on prie, que l'on prie encore, et il est sûr de vaincre.

C'est ainsi que la sainte Église de Jésus-Christ se montre forte dans sa faiblesse et admirable dans ses conseils.

On remarquera que Pie IX date sa dernière lettre encyclique du 8 décembre de l'année 1864, *dixième de la définition dogmatique de l'Immaculée Conception de la Vierge Marie, Mère de Dieu*. Il y a là encore de l'opportunité, comme dans tout ce que fait la Papauté.

On remarquera encore qu'en convoquant les fidèles à un Jubilé, Pie IX a la délicatesse de ménager certaines susceptibilités, et qu'au lieu d'écrire un nouvel appel au monde, il se contente de reproduire son bref du 20 novembre 1846, rédigé et signé par le cardinal Lambruschini, pour le même objet. Tant il est vrai que la Papauté, tout en pourvoyant abondamment à nos besoins spirituels, agit toujours avec mesure et ne fait rien d'inutile ou de superflu.

(*Le Monde.*)

---

## DOCUMENTS HISTORIQUES.

---

Le Gouvernement, effrayé sans doute de tout le bruit qui se faisait autour de l'Encyclique, et craignant peut-être de voir le débat se prolonger et s'envenimer, au grand détriment de l'ordre public, surtout si l'épiscopat intervenait, crut devoir interposer son autorité, du côté des Évêques au moins ; et, s'appuyant sur les organiques, il déclara que l'Encyclique et le Syllabaire surtout portaient atteinte à la constitution de l'Empire et aux principes inaugurés en 89. Il s'empessa donc d'en interdire au clergé la publication, l'explication ou le commentaire.

Son Exc. M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, adressa la circulaire suivante à NN. SS. les Archevêques et Évêques de France.

Paris, le 1<sup>er</sup> janvier 1865.

« Monseigneur,

« Le Conseil d'État est saisi de l'examen d'un projet de décret

tendant à autoriser la publication dans l'Empire de la partie de l'Encyclique du 8 décembre dernier, qui accorde un *Jubilé* pour 1865, et promulgue de nouveau la lettre apostolique du 20 novembre 1846, précédemment publiée, en vertu de l'ordonnance du 31 décembre suivant.

« Quant à la première partie de l'Encyclique et au document qui y est annexé, sous le titre de : « *Syllabus complectens præcipuos nostræ ætatis errores*, etc., » Votre Grandeur comprendra que la réception et la publication de ces actes, qui contiennent des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de l'Empire, ne sauraient être autorisées. Ils ne peuvent donc être imprimés dans les instructions que vous croiriez devoir adresser aux fidèles pour le *Jubilé* ou toute autre occasion.

« Vous jugerez sans doute convenable, Monseigneur, de transmettre au clergé de votre diocèse les recommandations nécessaires pour qu'il s'abstienne, en cette circonstance, de tout discours qui prêterait à des interprétations regrettables.

« Agrérez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

« Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,

« J. BAROCHE. »

Le Conseil d'État fut en même temps saisi de la question, et la partie officielle du *Moniteur* publia un décret rendu à la date du 5, relativement à la dernière Encyclique. Voici les divers articles de ce décret, contre-consigné par M. le ministre de la justice et des cultes :

Art. 1<sup>er</sup>. La dernière partie de l'Encyclique donnée à Rome le 8 décembre 1864, commençant par les mots : « *Hiscæ... litteris auctoritate nostra...* » et annonçant un jubilé universel pour 1865, est reçue et sera publiée dans l'Empire en la forme ordinaire.

Art. 2. La partie précitée de ladite Encyclique est reçue sans aucune approbation des clauses, formules ou expressions qu'elle renferme, lesquelles sont ou pourraient être contraires aux lois de l'Empire, ainsi qu'aux libertés, franchises et maximes de l'Église gallicane.

Art. 3. Ladite lettre Encyclique sera transcrite *parte in qua*, en latin et en français, sur les registres de notre Conseil d'État ;

mention de ladite transcription sera faite par le secrétaire général du Conseil sur la pièce enregistrée.

Art. 4. Notre garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*.

*Un certain nombre d'Évêques, placés dans un douloureux conflit dont ils n'étaient pas les auteurs, ne purent se résigner à garder le silence en présence des cris concertés de la presse. Ils se crurent obligés de passer outre, malgré la circulaire administrative, ayant à défendre à la fois la parole pontificale et leur propre dignité. Ainsi, Monseigneur l'Évêque de Moulins prononça l'allocution suivante à la messe solennelle de l'Épiphanie, dans sa cathédrale :*

*Allocution prononcée par Mgr l'Évêque de Moulins, après l'évangile de la messe solennelle de l'Épiphanie, le 8 janvier 1865.*

Notre Saint-Père le Pape Pie IX, glorieusement régnant, a daigné nous adresser un exemplaire des Lettres encycliques publiées par lui le 8 décembre 1864, dixième anniversaire de la définition dogmatique de l'Immaculée Conception de la Bienheureuse Vierge; ensemble le résumé de quatre-vingts erreurs condamnées par lui dans diverses Lettres et Encycliques publiées depuis le commencement de son Pontificat.

C'est pourquoi, nous souvenant avec saint Ambroise : *que là où est Pierre, là est l'Église*; avec saint Jérôme : *que celui qui n'a masse pas avec le successeur de Pierre disperse*; avec saint Augustin : *que lorsque Rome a parlé la cause est finie*, et surtout avec saint Paul : *que la justice de la foi renfermée dans le cœur ne suffit pas au salut, si elle n'est suivie de la confession de la bouche*;

Et voulant, comme c'est notre devoir, donner ce double témoignage de notre adhésion filiale aux vérités définies dans ladite Encyclique, et de notre réprobation absolue des erreurs énoncées dans le résumé qui l'accompagne;

Nous avons cru devoir faire nous-même, du haut de la chaire de notre église cathédrale, lecture des susdites Lettres, comme

marque de notre soumission à cette parole *qui lie et délie, et dont le droit est de n'être jamais liée.*

Pour obéir également au Saint-Père, nous nous réservons de satisfaire plus tard à un autre devoir, en vous montrant, selon l'opportunité des temps et des circonstances, le danger des erreurs condamnées, comme aussi de vous annoncer l'époque du Jubilé et les conditions à remplir pour en profiter.

Et servira la présente lecture de communication suffisante des Actes apostoliques à tout notre diocèse, la publicité que la liberté de la presse laïque leur a donnée les ayant déjà portés à la connaissance des fidèles par d'autres voies que les canaux accoutumés de la hiérarchie ecclésiastique.

En conséquence, il envoya la même allocution au clergé de son diocèse, avec cette circulaire qui accompagne l'envoi :

Moulins, le 8 janvier 1865.

Monsieur le curé,

Ce matin, à la cathédrale, après l'évangile de la messe solennelle de l'Épiphanie, j'ai donné aux fidèles communication des actes récemment émanés de la Chaire apostolique. En outre, il m'a semblé bon de faire précéder cette lecture de celle de la pièce ci-jointe. Elle vous montrera comment, au milieu de difficultés qui vous sont connues, je me suis efforcé de concilier mes devoirs *de brebis au regard de Pierre, et de pasteur à votre égard.*

Enfin, en parlant comme je l'ai fait, non-seulement en mon nom, mais au vôtre, j'ai voulu tranquilliser votre conscience et lui permettre d'attendre en paix les instructions que je me réserve de vous adresser plus tard.

Recevez, monsieur le curé, la nouvelle expression de mon sincère attachement.

† PIERRE, *Évêque de Moulins.*

*Nota.* Cette lettre et la pièce qui l'accompagne ne sont pas destinées à être lues en chaire.

Le même jour, Monseigneur l'Évêque de Poitiers est monté dans la chaire de sa cathédrale pour donner connaissance à ses

diocésains de l'Encyclique du Souverain-Pontife du 8 décembre dernier, et, à cette occasion, il a lu le mandement suivant :

*Mandement lu à la cathédrale de Poitiers le 8 janvier, jour de la solennité de l'Épiphanie, par Mgr l'Évêque de Poitiers.*

LOUIS-FRANÇOIS-DÉSIRÉ-ÉDOUARD PIE, par la grâce de Dieu et du Siège Apostolique, Évêque de la sainte Église de Poitiers,

Au clergé et aux fidèles de notre diocèse, salut et bénédiction en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

# I

Nos très-chers Frères,

L'Esprit-Saint a dit expressément que, « dans les derniers « jours, toute une classe d'hommes se sépareront de la foi et se « livreront aux esprits d'erreur (1); qu'alors il y aura des temps « dangereux, des heures pleines de périls (2); » et les docteurs anciens et récents ont enseigné que, « si cette prédiction se rapporte surtout à la période extrême qui précédera le dernier avènement de Jésus-Christ, elle s'applique déjà, durant la série des siècles, à certaines époques qui sont plus particulièrement, comme la prophétie, le type et la préfiguration de l'esprit des derniers temps (3). »

« Y a-t-il témérité à dire que notre époque porte avec elle plusieurs de ces signes par lesquels les prophètes, les apôtres et Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même caractérisent les jours de l'Antéchrist? Dans tous les cas, l'avertissement donné par le Seigneur doit être utile à toutes les générations, et il nous appartient d'en faire notre profit (4). »

Le même Sauveur a dit à ses disciples : « Tenez-vous en garde « contre les hommes : car ils vous citeront devant les conseils, et « vous fustigeront dans leurs synagogues ; et vous serez traduits « devant les gouverneurs et les potentats à cause de moi, pour

(1) Spiritus autem manifeste dicit quia in novissimis temporibus discedent quidam a fide, attendentes spiritibus erroris. (I, Timoth., iv, 1.)

(2) Hoc autem scito quod in novissimis diebus instabunt tempora periculosa. (II, Timoth., iii, 1.)

(3) *De la Devotion à l'Église*, par le P. Faber, p. 13.

(4) *Ibid.*, p. 14.

« leur servir de témoignage aussi bien qu'aux nations (1). Or, « lorsqu'on vous traitera de la sorte devant les tribunaux et les « magistrats et les puissants de la terre, n'ayez pas souci de la « façon dont vous répondrez et de ce que vous direz, car le Saint-  
« Esprit vous enseignera à cette heure-là même ce qu'il vous  
« faudra dire (2). »

Fort de cette assurance donnée par l'Homme-Dieu, nous venons, N. T. C. F., acquitter aujourd'hui une dette impérieuse de notre charge, une obligation pressante de notre conscience. Nous tâcherons de concilier le courage de la franchise sacerdotale avec les ménagements de la prudence chrétienne (3).

## II

Vous avez appris par les mille voix de la presse qu'au jour même de la fête de la Conception Immaculée de la Bienheureuse Vierge Marie, dans le dixième anniversaire d'un événement à jamais béni au ciel et sur la terre, le Vicaire de Jésus-Christ, le docteur et le pasteur chargé d'enseigner et de régir l'Église entière, avait adressé aux évêques, et par eux à tout l'univers chrétien, une instruction ayant pour objet de fixer les esprits et d'éclairer les consciences concernant plusieurs points de la doctrine et de la morale chrétiennes. Tous les organes laïques de la publicité ont librement reproduit cet acte de la suprême autorité enseignante; les feuilles les plus profanes ont rempli leurs colonnes de ce document sacré. Les adversaires avérés du christianisme et ses conseillers cauteleux ont pu, sans rencontrer d'entraves ni de répression, faire le procès au successeur du Prince des apôtres, poursuivre sa personne auguste par des propos insultants, taxer son langage de folie et de crime, l'accuser calomnieusement d'excitation à la révolte, déduire de ses enseignements des conséquences qui n'en sortent point, égarer le jugement de plusieurs millions de lecteurs, et amener contre la plus haute

(1) *Cavete autem ab hominibus : tradent enim vos in conciliis, et in synagogis suis flagellabunt vos ; et ad præsides et ad reges ducimini propter me in testimonium illis et gentibus. (Matth., x, 17, 18.)*

(2) *Cum autem inducent vos in synagogis et ad magistratus et potestates, nolite solliciti esse qualiter aut quid respondeatis aut quid dicatis : Spiritu enim Sanctus docebit vos in ipsa hora quid oporteat vos dicere. (Luc, xii, 11, 12.)*

(3) *Matth., x. 16.*

autorité d'ici-bas les passions aveugles d'une multitude inintelligente.

Cependant, N. T. C. F., vous attendiez et vous aviez le droit d'attendre de nous que nous prendrions en main la cause de l'Oint du Seigneur, que nous vengerions la vérité, que nous vous présenterions le texte officiel et la fidèle interprétation de la doctrine pontificale. Après l'accusation publique et retentissante, le tour de la libre défense devait venir.

Il n'en sera point ainsi, N. T. C. F. Des obstacles matériels, des impossibilités morales s'opposent à ce que les Evêques recourent au ministère des typographes pour adresser authentiquement aux fidèles de leurs diocèses ces Lettres Apostoliques ainsi injuriées et travesties. Nous n'apprécions pas cette situation qui nous est faite, nous la constatons.

Cette situation étant donnée, il ne nous reste qu'à accomplir notre devoir dans la mesure et dans la forme qui sont possibles.

### III.

Et d'abord nous ne saurions penser qu'aucune volonté humaine ait la prétention de nous ravir l'exercice d'un droit que nous tenons personnellement de Dieu, le droit de signaler et de condamner tout écrivain qui, par des publications répandues sur le territoire soumis à notre juridiction pastorale, porte atteinte à la religion, à la vérité ou à la justice, et cause préjudice aux intérêts spirituels des chrétiens.

C'est pourquoi, ayant pris connaissance des interprétations et des assertions émises dans plusieurs journaux, notamment dans la *France politique*, le *Constitutionnel*, la *Patrie*, les *Débats*, le *Siècle*, l'*Opinion nationale*, au sujet et à l'occasion de l'Encyclique publiée à Rome le 8 décembre dernier, nous les avons jugées dignes de censure, de réprobation et de condamnation; et, de fait, nous les censurons, reprouvons et condamnons, comme étant respectivement erronées, fausses, blessantes pour l'honneur et l'orthodoxie de l'ancien clergé de France, injurieuses envers le Siège Apostolique, attentatoires à l'autorité de Jésus-Christ et aux droits divins de son Évangile et de son Église, subversives de la religion et de l'obéissance chrétienne dans les âmes, induisant au schisme et à l'hérésie, enfin schismatiques, hérétiques et impies.

En conséquence, nous avertissons tous les fidèles qui reconnaissent notre autorité, de n'accorder en cette matière aucune créance à ces publicistes et à tous les écrivains de même couleur.

## IV.

Mais de plus, considérant que, selon la définition dogmatique du concile œcuménique de Florence, « au Siège Apostolique et au Pontife Romain a été dévolue la primauté sur tout l'univers, et que ce même Pontife Romain est le successeur du Bienheureux Pierre, Prince des Apôtres, et le vrai lieutenant de Jésus-Christ ; qu'il est la tête de toute l'Église, le père et le docteur de tous les chrétiens, et qu'à lui, dans la personne de Pierre, a été donnée par Notre-Seigneur Jésus-Christ la pleine puissance de paître, régir et gouverner l'Église universelle (1) ; » sachant que l'un des devoirs essentiels des pasteurs particuliers est d'intimer aux peuples les enseignements de celui pour qui Jésus-Christ a prié, afin que sa foi fût indéfectible et qu'il confirmât ses frères (2) ; nous souvenant qu'au jour de notre consécration épiscopale nous avons juré d'employer toutes nos forces à observer nous-même et à faire observer des autres tous les décrets, ordonnances et constitutions apostoliques (3) ; enfin, obéissant aux saints canons, et spécialement aux dispositions des derniers conciles de nos Églises de France (4), et de notre propre province (5) ;

Nous déclarons adhérer pleinement d'esprit et de cœur à toutes

(1) Proſitemur « Sanctam nempe Apostolicam Sedem et Romanum Pontificem in universum orbem tenere primatum ; et ipsum Pontificem Romanum successorem esse beati Petri principis Apostolorum, et verum Christi vicarium, totiusque Ecclesiæ caput, et omnium christianorum patrem ac doctorem existere ; et ipsi in beato Petro pascendi, regendi ac gubernandi Ecclesiam a Domino nostro Jesu Christo plenam potestatem traditam esse. (*Concil. Florentin.*, ap. Labbe, t. XIII, col. 545.)

(2) Luc, xxii, 32.

(3) Pontif. Roman. *De consecratione Electi in Episcop. Forma juramenti.*

(4) Amplectimur omnes et singulas Sanctæ Sedis constitutiones dogmaticas et illas quæ universalem Ecclesiæ disciplinam respiciunt, specialiter quæ a conclusione Concilii Tridentini usque in hodiernam diem prolatae et promulgatae sunt. Declaramus etiam ac docemus eas sæculari sanctione non indigere ut tanquam norma credendorum et conscientiae regula ab omnibus suscipiantur. (*Conc. Parisien.*, 1849, tit. I, cap. i.)

(5) Quo demum plenius testatum faciamus quali corde et animo Romano Pontifici, pastorum principi, omniumque fidelium patri, devoteamur et adhæreamus ; nos Apostolicæ Sedis non tantum mandata recepturos humiliter et quam diligentissime exsecuturos, verumetiam monitis, consiliis et votis pie obtemperaturos esse, declaramus ac spondemus. (*Concil. Burdig.*, 1850, tit. IV, cap. i.)



les sentences et affirmations doctrinales, à toutes les règles de croyance et de conduite énoncées par Notre Saint-Père le Pape Pie IX depuis le commencement de son pontificat jusqu'au présent jour, et nous prononçons que c'est le devoir de tous les chrétiens orthodoxes de se soumettre à ces mêmes enseignements avec une humble et filiale docilité de leur intelligence et de leur volonté.

Enfin, attendu qu'ayant été légitimement institué pasteur de cette Église de Poitiers, nous sommes par là établi nous-même juge de la foi et de la doctrine, en vertu de notre autorité épiscopale, et par la puissante que nous avons reçue de l'Esprit-Saint, nous condamnons et proscrivons, avec le Chef de l'Église, après lui et au même sens que lui, toutes les erreurs condamnées et prosrites par lui. Et nous voulons que le présent mandement, lu par nous dans notre église cathédrale en cette solennité de l'Épiphanie de Notre-Seigneur, soit considéré comme publié et promulgué dans tout notre diocèse; exemptant, dispensant et déchargeant par des motifs graves et des raisons exceptionnelles nos chers et bien-aimés Coopérateurs de toute lecture, publication et commentaire du présent acte épiscopal.

Donné à Poitiers, le dimanche huit janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante-cinq.

Signé : † L.-E., *Ev. de Poitiers.*

Par mandement :

HÉLINE, *chanoine, secrétaire.*

Son Éminence Monseigneur le Cardinal Mathieu, Archevêque de Besançon, a choisi aussi la solennité de l'Épiphanie, dimanche 8 janvier, pour lire à la messe paroissiale de la cathédrale, aux fidèles présents, l'Encyclique du 8 décembre; il a fait suivre cette lecture d'une courte allocution d'adhésion.

Quelques jours après, le *Moniteur* annonçait que, sur un rapport soumis à l'Empereur par M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, rapport approuvé par Sa Majesté, un recours comme d'abus avait été formé devant le Conseil d'État, contre Monseigneur l'Évêque de Moulins, et Monseigneur Mathieu, Cardinal-Archevêque de Besançon, qui, le dimanche 8

janvier, dans la chaire de leur cathédrale et métropole, avaient donné lecture du texte complet de l'Encyclique du 8 décembre, dont la dernière partie a été seule officiellement reçue et publiée dans l'Empire.

*Actes de Monseigneur l'Évêque de Saint-Dié.*

Le dimanche 15 janvier, à la messe paroissiale, Monseigneur l'Évêque de Saint-Dié a prononcé, du haut de la chaire de son église cathédrale, *l'allocution suivante* :

Nous nous étions réjoui, Nos très-chers Frères, à la pensée que nous allions avoir à vous annoncer une grande miséricorde. En effet, le Saint-Père, dans une Lettre encyclique datée du dixième anniversaire de ce jour à jamais mémorable où il a consacré par une définition solennelle le plus beau des privilèges de Marie, vient d'accorder à tous les enfants de l'Église la grâce extraordinaire d'un Jubilé.

Mais une immense amertume est venue bientôt se mêler à notre joie.

Le successeur de Pierre, sentinelle vigilante, a, dans la Lettre dont nous parlons, Lettre qui restera comme un monument immortel de sa sollicitude et de son courage, signalé de nombreuses erreurs que l'on décore du nom d'*idées modernes*, et qui menacent d'entraîner la société dans des voies funestes.

Nous n'avons pas à vous apprendre quels obstacles empêchent la voix la plus autorisée qui soit au monde de parvenir jusqu'à vous, N. T. C. F., et de se faire entendre, comme c'est son droit, dans toutes les églises du diocèse. Ne craignez pas que nous nous échappions ici en paroles amères. Aux yeux d'un évêque, l'autorité a droit au respect, et il sait le lui garder, alors même qu'il reçoit d'elle la plus poignante douleur.

Mais si nous sommes empêché de publier, d'expliquer et de justifier, par les voies ordinaires de notre ministère, les enseignements de Celui dont la foi ne peut défaillir, et à qui il a été ordonné de confirmer ses frères, d'autres, hélas ! ont pleine liberté de dénaturer ces enseignements, de les falsifier, d'en faire un objet de

haine et de risée, et de livrer à l'insulte le Vicaire et la représentation vivante de Jésus-Christ parmi les hommes.

C'est donc pour nous un devoir rigoureux d'élever la voix, et au milieu de ce déchaînement d'une presse hostile ou égarée, de protester de toute la force de notre conscience de catholique et d'Évêque, contre une polémique où la prévention, l'ignorance, l'injustice, le disputent à l'irrévérence, au scandale et à l'impiété.

C'est encore pour nous une obligation étroite d'avertir les catholiques, de les mettre en garde contre tant d'assertions spécieuses, fausses, téméraires, et de leur dénoncer le péril auquel ils exposent leur foi, bien le plus précieux qu'ils aient au monde, en allant s'abreuver à ces sources empoisonnées.

En même temps, et pour satisfaire à notre devoir de fils et d'Évêque de la sainte Église catholique, apostolique et romaine ; entouré en esprit de notre bien-aimé clergé, qui, en ce moment surtout, ne fait avec son Évêque qu'un cœur et qu'une voix, Nous condamnons tout ce qui est condamné par la Lettre encyclique du 8 décembre 1864 ; Nous réprouvons tout ce qu'elle réprouve, et dans le sens où elle le condamne et le réprouve.

D'autre part, comme la parole de Celui qui a reçu de Jésus-Christ Notre-Seigneur le pouvoir *de lier et de délier*, ne saurait être enchaînée, ni privée de son efficacité, comme d'ailleurs le document dont il s'agit a reçu par la voie de la presse une publicité suffisante, bien qu'extra-canonique, Nous déclarons la Lettre encyclique *Quantà curâ*, son annexe, le *Syllabus complectens præcipuos ætatis nostræ errores*, et ensemble le Jubilé accordé par la même lettre, publiés et promulgués dans notre diocèse.

Beaucoup d'autres Évêques se sont contentés d'écrire à Son Excellence M. le ministre de la justice et des cultes, et de protester contre la défense qui leur a été faite au sujet de l'Encyclique.

Nous donnons ici le texte de ces lettres telles qu'elles ont paru dans les diverses feuilles publiques ; elles sont, dans ces jours mauvais, le monument le plus admirable de la pitié filiale de nos Evêques envers le chef de l'Église, notre père à tous dans la foi, de leur respect profond pour les enseignements émanant de

Rome, et de leur dévouement pour la patrie et la société à laquelle ils appartiennent. Ce sera une belle page à inscrire dans notre histoire contemporaine.

*Lettre adressée par S. Em. le cardinal Gousset, archevêque de Reims, à M. le ministre de la justice et des cultes :*

Reims, le 13 janvier 1864.

Excellence,

J'ai reçu la circulaire et le décret impérial qui sanctionnent la décision du Conseil d'État touchant la publication de la principale partie de l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape Pie IX, datée du 8 décembre 1864. Aux termes de cette décision, les Évêques de France ne sont point autorisés à publier le jugement par lequel le Souverain-Pontife réproouve, proscriit et condamne les propositions indiquées dans son Encyclique, et signalées plus en détail dans le *Syllabus* qui l'accompagne. En pareille situation, la prudence ne me permettait pas de publier officiellement, comme j'en avais la volonté, la Constitution dogmatique du Chef de l'Église universelle; mais je ne me suis pas cru dispensé pour cela de la porter, sans les formes d'usage, à la connaissance de mon clergé. Je suis Évêque, et le gouvernement ne peut m'imposer le silence quand mon devoir est de parler. Or, ce devoir n'est-il pas évident, n'est-il pas impérieux pour moi, quand il s'agit, comme en cette grave circonstance, de transmettre au clergé de mon diocèse les enseignements du Pasteur suprême, et de prémunir les fidèles confiés à ma sollicitude contre des erreurs condamnées par le Saint-Siège Apostolique, comme contraires à la religion et à la société, à l'autorité de l'Église et au respect dû à tout pouvoir établi de Dieu dans l'ordre politique et dans l'ordre ecclésiastique?

Pour m'acquitter, autant qu'il m'était possible, de cette importante obligation, j'ai donc fait parvenir à tous les prêtres de mon diocèse un exemplaire de l'Encyclique et du *Syllabus*, tels qu'ils m'ont été adressés par Sa Sainteté, me réservant de leur donner sur ces deux documents pontificaux, des avis, à l'occasion des instructions qu'ils devront faire à leurs paroissiens, pour les

disposer à gagner l'indulgence en forme de Jubilé, accordée par le Saint-Père à tous les fidèles. Je leur tracerai la méthode à suivre pour instruire suffisamment leurs paroissiens sur les vérités de la religion, qui ont été audacieusement attaquées, surtout dans ces derniers temps, par les sectaires, les rationalistes, les panthéistes, les athées, en un mot par tous les ennemis de l'Église catholique et du Saint-Siège. Outre les preuves saisissantes que leur fourniront l'Évangile et les traditions apostoliques, je les inviterai à puiser, pour établir solidement la vérité, dans l'enseignement des Irénée, des Cyprien, des Athanase, des Hilaire de Poitiers, des Ambroise, des Augustin, des Basile, des Chrysostome, et généralement de tous les docteurs de l'Église. Je leur indiquerai aussi les décrets des conciles œcuméniques, notamment ceux des quatre premiers conciles généraux, du quatrième concile de Latran, du second concile général de Lyon, du concile de Florence et du dernier des conciles œcuméniques, le concile de Trente. Je leur signalerai encore les actes de saint Léon et de saint Grégoire le Grand, le formulaire d'Hormisdas, les constitutions de Léon X et de Benoît XIV contre les erreurs de leur temps, celles du Pape Pie VI contre les actes du synode de Pistoie et contre les erreurs de la Constitution dite civile du clergé de France de 1791, et du Pape Grégoire XVI, condamnant, dans l'Encyclique *Mirari*, les erreurs religieuses et sociales de l'abbé de La Mennais. Mais surtout je les engagerai à étudier, à approfondir, comme autant de sources fécondes, les Encycliques, Allocutions, brefs et autres documents dogmatiques de Notre Saint-Père le Pape Pie IX.

Il me paraît superflu d'ajouter qu'en défendant les droits de la vérité et de l'Église, mes coopérateurs continueront de rappeler aux fidèles que tout chrétien qui rend à Dieu ce qui est à Dieu, rend aussi à César ce qui est à César, par le respect pour le chef de l'État, et par la soumission à toutes les lois du pays, ne renfermant rien de contraire à la religion, à la justice et à la vraie liberté, qui ne doit jamais être confondue avec la licence.

Veuillez agréer l'assurance de la haute et respectueuse considération avec laquelle, etc.

*Lettre de S. Em. Mgr de Bonald, archevêque de Lyon :*

Lyon, le 10 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 1<sup>er</sup> de ce mois, pour m'informer que je ne pouvais pas publier l'Encyclique du Pape et le document annexé sous le titre de *Syllabus*, etc.

En même temps que je recevais la lettre de Votre Excellence, il nous arrivait une foule de brochures, de journaux de toutes les couleurs politiques possibles, qui tous nous donnaient l'Encyclique. Ce n'est pas sans surprise que je voyais d'un côté le document pontifical publié du consentement du gouvernement, et de l'autre la prohibition faite aux évêques de le reproduire dans leurs instructions aux fidèles. Nous nous sommes dit : Si l'Encyclique renferme des doctrines opposées au gouvernement, pourquoi permet-t-on de la publier ? Si elle n'attaque pas le gouvernement, Pourquoi cette défense aux Evêques de la publier ?

Voici, Monsieur le Ministre, une autre contradiction qu'il est difficile d'expliquer. Les pasteurs protestants, méthodistes, anglicans, israélites, commentent en chaire le document pontifical, chacun à sa manière, chacun suivant le degré de sa haine contre la religion catholique ; et un pasteur catholique ne pourra pas en donner l'explication à son peuple, et justifier le Souverain-Pontife de toutes les accusations qu'on fait peser sur lui !

Le devoir du Chef de l'Eglise est de signaler ce qui lui paraît être une vérité, et de stigmatiser ce qui est une erreur à ses yeux. Il doit accomplir cette obligation de sa charge et pour la défense de la religion, et pour la tranquillité des États. Pie IX vient de s'acquitter de ce devoir. Voyez, Monsieur le Ministre, s'il ne prend pas la défense de la puissance civile par la condamnation des erreurs portées dans le *Syllabus* aux n<sup>os</sup> 56, 58, 59, 60, 61, 63, 64, 67. La condamnation de ces erreurs nous donne la raison de cet acharnement de toute la presse anarchique à attaquer l'Encyclique.

Ce n'est pas parce que le Souverain-Pontife s'élève contre un des articles organiques du Concordat qu'a lieu cette levée de

boucliers. On sait très-bien qu'on ne peut pas ajouter de nouvelles stipulations à un traité conclu, signé, sans le consentement des deux parties contractantes. Or, les articles organiques sont une addition faite au concordat entre Pie VII et Napoléon I<sup>er</sup>, sans le consentement du Pape, qui n'a jamais voulu les reconnaître. Il y a telles dispositions dans ces articles qui auraient bouleversé toute la discipline ecclésiastique, si le gouvernement en avait exigé l'exécution.

Je crois accomplir un devoir en adressant ces observations à Votre Excellence.

Agrééz, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

L.-J.-M., CARD. DE BONALD,  
*Archevêque de Lyon.*

---

*Actes de Monseigneur l'Archevêque de Sens.*

Le dimanche 22 janvier, à la messe solennelle, Monseigneur l'Archevêque de Sens est monté dans la chaire de sa cathédrale, et, après avoir lu son mandement pour le Jubilé, témoigna sa peine de n'avoir pu, comme c'était son désir d'accord avec son devoir, adresser l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape aux prêtres et aux fidèles de son diocèse. Sa Grandeur ajouta que, du reste, cette Encyclique était suffisamment promulguée et suffisamment connue, tout le monde, à l'exception des seuls Evêques, ayant eu la liberté de la publier et de la répandre; qu'elle obligeait donc toutes les consciences catholiques; puis le vénérable pontife déclara qu'il adhérerait avec une entière soumission d'esprit et de cœur, complètement, simplement, sans distinction ni réserve, à toutes les décisions et sentences portées par Sa Sainteté Pie IX, depuis son heureux avènement au trône pontifical jusqu'au présent jour; qu'il y adhérerait en son nom, au nom de tout son clergé, dont la foi s'était manifestée par la glorieuse et unanime adresse de 1862, au nom de tous les fidèles de son diocèse, qui devaient la même soumission au

Pasteur suprême des âmes, au Vicaire de Notre-Seigneur Jésus-Christ.

Les prêtres et les fidèles présents à ce grand acte de foi ont été vivement touchés de cette parole douloureusement émue, et tout à la fois pleine de force et d'énergie.

Nous rapporterons ici quelques-unes des paroles du vénéré pontife, qui ont été écoutées avec tant d'émotion et de respect :

« .... Il n'est plus possible, dit le Pontife, de demeurer dans l'indifférence : il faut se prononcer pour ou contre l'Eglise. On ne peut allier la vérité et le mensonge, les ténèbres et la lumière, Jésus-Christ et Bélial !

« Quant à nous, nous protestons, ainsi que nous l'avons fait en 1862, avec tous les membres de notre clergé, qui nous est uni d'esprit et de cœur, de notre attachement inviolable au Saint-Siège apostolique et à la personne du Souverain-Pontife, Notre Saint-Père le Pape Pie IX.

« Nous faisons un devoir à tous les fidèles confiés à nos soins d'y adhérer d'esprit et de cœur, et d'en faire la règle de leur foi.

« D'où nous viendra la lumière qui nous guidera au milieu des épaisses ténèbres qui nous enveloppent ? C'est du haut de la chaire de Pierre qu'elle nous est donnée pour nous montrer la voie. Entrons dans cette voie, marchons avec l'Eglise une, sainte, catholique, apostolique et romaine, sans crainte de jamais nous égarer. Suivons-la avec confiance, elle nous conduira au salut.

« Puisse cette bénédiction donnée avec effusion de cœur par notre Père bien-aimé Pie IX, et que nous allons vous transmettre, en être le gage ! »

---

*Lettre de Monseigneur l'Archevêque de Tours.*

Tours, le 9 janvier 1865

Monsieur le Ministre,

Avant de répondre à la lettre que Votre Excellence m'a adressée le 1<sup>er</sup> janvier, j'ai voulu attendre la décision du conseil d'État relativement à la publication de l'Encyclique du Pape. J'avais



pensé que le conseil d'État se déclarerait incompétent au sujet d'un acte pontifical qui se rapporte exclusivement à l'ordre spirituel, ou du moins qu'il ne croirait pas possible de mutiler un document apostolique destiné à être promulgué dans toutes les églises. Ma prévision a été trompée.

Dans une telle situation, j'examinerai si je dois permettre la célébration du Jubilé. Mais, s'il ne me paraît pas convenable de priver les fidèles d'un si grand bienfait, je me bornerai à donner dans un mandement toutes les instructions nécessaires, sans permettre qu'on lise du haut de la chaire chrétienne un lambeau d'une lettre pontificale déchirée par une autre main que celle qui l'a écrite.

Si Votre Excellence avait laissé les choses suivre le cours ordinaire, l'Encyclique et les propositions condamnées auraient été commentées et expliquées non plus par des journaux irréligieux, qui ne comprennent rien aux doctrines de l'Eglise, mais par les évêques qui ont reçu la mission divine d'enseigner les peuples chrétiens. Nos explications, fondées sur les notions de la saine théologie, auraient fait voir que l'Encyclique ne contient rien qui ne soit conforme à l'enseignement évangélique et à la tradition de tous les siècles. Nous aurions montré que ces doctrines, loin d'être contraires aux principes sur lesquels repose l'ordre social, sont seules capables d'affermir ce qu'on appelle la société moderne, qui, si elle est abandonnée à elle-même, aboutira inévitablement à l'anarchie et à une prompt dissolution.

Vous n'avez pas jugé à propos, Monsieur le Ministre, de nous laisser cette liberté qui nous aurait permis d'apaiser l'agitation des esprits en les éclairant. Ainsi, on peut attaquer impunément la religion, ses dogmes, les droits de l'Eglise, les règles de la morale chrétienne, les enseignements du Vicaire de Jésus-Christ; les évêques sont les seuls à qui le silence est imposé. Il leur est interdit de défendre toutes ces choses saintes du haut de la tribune sacrée, d'où ne descendent jamais sur les peuples que des enseignements pleins de calme et de gravité.

Nous sommes bien loin, Monsieur le Ministre, du temps où l'Empereur, en ouvrant la session du Corps législatif de 1858, prononçait ces belles et solennelles paroles : « La volonté du gouvernement est que le principe de la liberté des cultes soit sincèrement

appliqué, sans oublier que la religion catholique est celle de la grande majorité des Français. Aussi cette religion n'a jamais été plus respectée ni plus libre. Ses conciles provinciaux s'assemblent sans entraves, et les évêques jouissent de toute la plénitude de l'exercice de leur sacré ministère. »

Pourquoi faut-il que les ministres, dans ces dernières années, ne se soient pas toujours inspirés de ces nobles et sages pensées du prince, et qu'ils aient fait revivre les vieilles et étroites maximes des parlements auxquelles on semblait avoir renoncés ?

On nous répète sans cesse que ces maximes étaient en vigueur sous l'ancienne monarchie, et que le clergé les subissait alors sans se plaindre. Ce raisonnement n'a pas la moindre valeur aujourd'hui. Autrefois la religion catholique avait des droits bien établis, qui garantissaient son indépendance spirituelle. Elle était la religion de l'État ; la dignité du clergé était sauvegardée par la propriété, et au lieu de recevoir un traitement de l'État, il donnait lui-même bien souvent des subventions à l'État dans les besoins urgents du pays. Il formait le premier ordre de la nation et avait une large part dans les affaires publiques. Tous ces avantages nous ont été enlevés, nous avons été dépouillés de tout ; sommes-nous trop exigeants en demandant qu'au moins on ne laisse pas peser sur nous les chaînes de l'ancien régime, et que l'Église ait sa part dans la liberté commune ?

Je ne pousse pas plus loin, Monsieur le Ministre, ces réflexions, de peur de fatiguer Votre Excellence ; je me sens moi-même peu disposé à de longues discussions. C'est plutôt l'heure pour un évêque de gémir devant Dieu, de gémir au pied des autels sur les maux de l'Église, et de prier Dieu qu'il daigne inspirer l'amour de l'ordre et de la paix aux peuples, et à ceux qui sont appelés à les gouverner son esprit d'intelligence et de sagesse.

Quoi qu'il arrive, Monsieur le Ministre, les enseignements du vicaire de Jésus-Christ seront toujours pour nous une règle sacrée et inviolable. Le clergé comprend que cette fidélité à l'autorité du Saint-Siège est commandée non-seulement par la conscience, mais par le sentiment de l'honneur sacerdotal. L'histoire nous montre assez ce que sont devenues les Églises particulières qui ont laissé se relâcher le lien de l'unité qui les attachait à l'Église maîtresse de toutes les autres. Au lieu de recevoir la lé-

gitime impulsion du Pontife romain, elles subissent les ordres d'un ministre, qui quelquefois n'a pas la foi chrétienne, ou même d'un officier militaire. Elles vivent ainsi dans l'humiliation et l'impuissance.

Les membres du clergé, dans ces Églises déshonorées, jouissent de très-gros revenus, on leur accorde des privilèges dans l'ordre civil et des distinctions mondaines ; mais ils ont cessé d'être aux yeux des peuples les ministres de Dieu chargés de la noble mission de sauver les âmes, et deviennent souvent entre les mains de la puissance séculière les instruments dociles de passions injustes et de l'oppression des peuples.

Ces leçons de l'expérience ne seront point perdues pour le clergé catholique, et plus les périls seront grands, plus il sentira le besoin de se serrer étroitement autour du Saint-Siège apostolique, où se trouve le véritable appui de la dignité humaine et de l'indépendance des consciences.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

† J. HIPP, *Archev. de Tours.*

---

*Lettre de Monseigneur l'Archevêque de Toulouse.*

Toulouse, le 5 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre de Votre Excellence qui interdit aux Évêques la publication de la dernière Encyclique du Souverain-Pontife, parce que celle-ci contient des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de l'Empire.

Je me crois obligé, Monsieur le Ministre, de vous présenter sur ce sujet quelques observations dictées par un cœur dévoué au Saint-Siège, mais qui dans ses affections ne sépare pas la France de l'Église.

Je déplore que l'État persiste à faire usage d'une législation qui nous reporte vers un passé douloureux, législation dont l'abandon momentané faisait une des gloires du nouvel Empire, et dont le retour, peu nécessaire d'ailleurs à la sécurité publique, autorise des interprétations et des inquiétudes fâcheuses.

Il me paraît surtout regrettable, Monsieur le Ministre, que ce soit à l'heure où le Gouvernement songe, dit-on, à étendre les libertés publiques, qu'il restreigne la plus sacrée de toutes, celle de l'Église catholique.

En entrant dans cette voie, le Gouvernement abdique le droit d'imposer une modération dont il ne donne plus l'exemple ; il sème au milieu des populations catholiques des alarmes exploitées par la malveillance publique ; il peut susciter des périls réels pour conjurer un péril imaginaire. Enfin, cette mesure a pour résultat de ne réjouir que les hommes qui sont autant les ennemis de l'Empereur que ceux de la religion et de l'ordre dans notre patrie.

Je termine, Monsieur le Ministre, par une observation plus importante que toutes celles qui précèdent : les derniers documents émanés de l'autorité du Saint-Siège apostolique et que Votre Excellence nous défend de porter à la connaissance des fidèles, renferment une instruction doctrinale, et en matière de doctrine, le Vicaire de Jésus-Christ est le premier et unique juge.

Veuillez, etc.

---

*Actes de S. Ém. Monseigneur l'Archevêque de Bordeaux.*

Dès la réception de l'Encyclique, Son Ém. Monseigneur le Cardinal Donnet, Archevêque de Bordeaux, s'est empressé d'écrire au Souverain-Pontife pour lui renouveler, au milieu des circonstances pénibles qu'il traverse, l'assurance de son dévouement profond et inaltérable. Sa Sainteté a répondu à l'éminent cardinal par une lettre en date du 2 janvier, lettre pleine d'estime et d'affection, qui a paru dans l'*Aquitaine*, journal religieux de Bordeaux.

Le 4 janvier, après la lettre de Son Exc. M. le Ministre de la justice et des cultes, interdisant la publication d'une partie de l'Encyclique pontificale, Monseigneur le Cardinal Donnet a écrit de nouveau au Pape pour lui demander la conduite à tenir dans cette occurrence. En même temps, Son Éminence écrivait à M. le Ministre au sujet de sa circulaire du 1<sup>er</sup> janvier.

Voici, d'après la *Gazette*, la traduction de la lettre adressée à Son Ém. Mgr le Cardinal Donnet par le Pape Pie IX, le 2 janvier 1865 :

*« A notre cher fils Ferdinand-François-Auguste Donnet, cardinal-prêtre de la sainte Église romaine, archevêque de Bordeaux.*

« Les lettres pleines d'effusion que vous venez de Nous écrire Nous ont apporté l'expression de votre attachement tout particulier à Notre personne et de votre filial dévouement.

« Nous avons été profondément touché de vous voir chercher à adoucir Nos cruelles épreuves, et, en lisant les vœux que vous formez pour Notre bonheur, Nous n'avons pu Nous empêcher de ressentir pour vous une plus vive et plus forte affection.

« Votre éminente piété, Nous en avons la certitude, ne cessera d'adresser à Dieu les plus ferventes prières, afin qu'il daigne arracher sa sainte Église aux épreuves dont elle est assaillie de toutes parts, en nos jours d'angoisses et de calamités, et lui ménager, de l'Orient à l'Occident, de nouveaux et plus éclatants triomphes, en même temps que sa main toute-puissante soutiendra Notre faiblesse, sur laquelle pèse d'un poids si lourd Notre principat apostolique.

« De notre côté, soyez persuadé que Nous supplierons humblement l'auteur de tous les biens de vous combler de toute félicité véritable et de répandre toujours sur vous les plus précieux trésors de sa grâce pour que vous puissiez continuer à remplir avec une fermeté si admirable et qui ne se démente jamais, tous les devoirs de la charge épiscopale, devenus si lourds par ces temps d'iniquité, où tant d'ennemis travaillent à renverser le catholicisme et tout principe de justice.

« Nous vous accordons du plus profond de Notre cœur la bénédiction apostolique, à vous personnellement, Notre cher Fils, et au troupeau confié à vos soins, en signe de la prédilection insigne qui Nous attache à votre personne en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 2 janvier 1864, la dix-neuvième année de Notre pontificat.

« PIE IX, PAPE. »

*Lettre de Mgr l'Archevêque d'Aix.*

Aix, 17 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

En adressant aux curés de mon diocèse une circulaire relative au Jubilé accordé par l'Encyclique, j'ai rappelé nos devoirs envers l'Eglise et le Pape ; mais, par des motifs que vous apprécierez, je me suis abstenu de parler des sentiments douloureux qui se trouvaient dans mon cœur.

Il en est un au moins que je ne puis pas dissimuler à Votre Excellence, c'est la peine que j'ai ressentie en voyant que le Conseil d'État s'opposait à ce que, dans l'accomplissement de l'un de leurs devoirs les plus importants, les Evêques défendissent la parole du Pape contre la violence des attaques que se permettent chaque jour les feuilles publiques, à ce qu'ils donnassent les éclaircissements absolument nécessaires, à ce qu'ils exposassent dans leur sens véritable des doctrines qu'altèrent continuellement de fausses interprétations, à ce qu'ils publiassent même le texte de l'Encyclique adressée au monde entier par le Père de tous les fidèles. Depuis surtout le régime nouveau donné à la France, l'Eglise espérait plus de liberté dans son enseignement.

Dans toutes les questions importantes, le Gouvernement a sagement recours à des hommes spéciaux pour les examiner, et le plus souvent pour prononcer sur elles ; ne serait-ce que lorsqu'il s'agit du catholicisme qu'il serait interdit aux Evêques de faire connaître les doctrines, objet spécial de leur mission, et que les hommes du monde, malgré leurs connaissances, ont été si rarement à même d'approfondir ? J'ose me flatter que ce n'est pas notre parole, mais plutôt notre silence qui provoquerait des discussions fâcheuses pour le bien de la société ; notre autorité arrêterait l'anarchie des croyances et maintiendrait dans la vérité les esprits qui se laissent emporter à tout vent de doctrine.

Durant le Jubilé qui va s'ouvrir, nos prières monteront avec plus d'ardeur vers le Ciel pour la France et l'Empereur non moins que pour l'Eglise et le Pape, et nous voulons attendre de la bonté

de Dieu les véritables lumières, l'apaisement des esprits et l'union des cœurs.

Recevez, Monsieur le Ministre, la nouvelle assurance de ma haute considération.

† GEORGES, *Archev. d'Aix.*

*Lettre de Mgr l'Archevêque d'Auch.*

Auch, le 16 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Quelque grand que puisse être mon amour du silence, permettez-moi cependant de vous adresser quelques observations sur votre circulaire relative à l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape, en date du 8 décembre dernier. Je ne serai pas le premier à faire connaître à Votre Excellence l'impression pénible qui est au fond de tous les cœurs catholiques, je ne dirai non plus rien de nouveau ; mais en m'associant à mes vénérés collègues dans l'Episcopat, j'aurai rempli un devoir impérieux de piété filiale envers le Père commun des fidèles, et satisfait en même temps au besoin de ma conscience.

Sans doute il est superflu, Monsieur le Ministre, d'établir devant vous que, dans la sphère des choses spirituelles et dans le gouvernement de l'Eglise, le Souverain-Pontife possède le droit de parler à l'Eglise universelle sans qu'aucune puissance humaine puisse légitimement arrêter sa parole. Ce droit, il le tient de Jésus-Christ, il ne peut être contesté sans qu'on méconnaisse l'autorité même de Celui qui l'a conféré à son représentant sur la terre.

Mais, Monsieur le Ministre, pour ne pas sortir des idées qui sont contenues dans votre circulaire, souffrez que je vous dise que la publication de l'Encyclique ne saurait être raisonnablement empêchée en France, en vertu de lois antérieures ou postérieures au Concordat de 1801, ni en vertu de l'ordre public que vous êtes chargé de défendre.

Le Concordat intervenu en 1801 entre le Souverain-Pontife et le gouvernement français, créant un état nouveau pour l'Eglise de

France, détruisit tout ce qui constituait, antérieurement à cet acte solennel, son ancien état, ses coutumes, ses privilèges, tous les droits qui avaient pu être concédés par les prédécesseurs du Pape contractant, et surtout ceux qui avaient été usurpés par la Couronne et par les Parlements. — De son côté, le Gouvernement ne pouvait maintenir en sa faveur, au préjudice des droits du Chef suprême de l'Église universelle, des lois d'oppression contre lesquelles tous les Papes avaient vigoureusement et constamment élevé la voix. — Ainsi le Pape, en refaisant un état tout nouveau pour l'Église de France, ne reconnaissait au Gouvernement d'autres droits que ceux qui sont inscrits dans le Concordat, et le Gouvernement ne pouvait raisonnablement se prévaloir de droits particuliers qu'autant qu'ils avaient été concédés dans cet acte public qui contient la volonté de chacune des parties contractantes. — Or, Monsieur le Ministre, il ne serait pas possible de faire sortir de cette convention fondamentale un seul article qui pût empêcher dans notre pays la publication canonique d'une Encyclique semblable à celle que Notre Saint-Père le Pape vient de publier pour le monde entier. — Le Gouvernement qui avait souscrit le Concordat comprit si bien qu'il avait formellement renoncé dans cet acte à revendiquer l'usage de vieux privilèges que Rome n'avait jamais reconnus, et à entraver, dans l'avenir, l'exercice de l'autorité spirituelle des Papes qu'il inventa subsidiairement les articles organiques, avec lesquels il entendit compléter le Concordat, et faire revivre, en tout ou en partie, de prétendus droits désormais éteints.

Ce serait donc, Monsieur le Ministre, seulement en vertu du premier article de cet acte additionnel qu'il serait possible d'arrêter en France la publication canonique de l'Encyclique ; mais il faudrait, pour que cet acte pût avoir ce droit exorbitant, qu'il eût été accepté par toutes les parties contractantes qui avaient fait le Concordat. Or, Monsieur le Ministre, vous savez tout aussi bien que moi que l'une d'elles, le Pape, réclama de toute la force possible contre ces articles qui furent rédigés sans sa participation, et ajoutés clandestinement au Concordat. — Il alla plus loin : dans un Consistoire tenu le 24 mai 1802, il fit une protestation publique à cette occasion ; elle fut renouvelée en son nom, en 1803, par son légat le cardinal Caprara ; plus tard, il fit lui-même



encore de pressantes réclamations dans des circonstances solennelles qu'il est inutile de rappeler ici. — Enfin, après lui tous ses successeurs ont constamment protesté contre ces articles organiques rédigés à l'insu de la partie qui devait les discuter, et qu'elle eût évidemment repoussés comme un acte attentatoire à l'indépendance spirituelle de l'Eglise.

C'est donc bien à tort, Monsieur le Ministre, qu'on voudrait faire appel à des lois anciennes que le Concordat a fait heureusement disparaître, ou à la jurisprudence de l'ancienne monarchie pour défendre aux Evêques la publication de l'Encyclique. — Le gouvernement actuel ne me paraît avoir rien de commun avec les vieux régimes. — S'il fallait invoquer le passé, il faudrait alors établir des similitudes avec des actes et des événements glorieux, et laisser dans l'oubli le plus absolu des lois oppressives dont le gouvernement de l'Empereur semblait avoir fait bonne justice jusqu'à ces derniers temps.

Quant à la question d'ordre public, Monsieur le Ministre, quel homme réfléchi ne s'empressera de reconnaître que l'Encyclique a condamné des maximes pernicieuses frappées déjà par de nombreuses censures ? Elle les a condamnées de nouveau parce qu'en se reproduisant sous des formes diverses, elles présentent de nouveaux périls pour l'Eglise et pour l'Etat ; elle a condamné des principes subversifs de tout ordre, et dont le triomphe ramènerait dans notre société, travaillée par tant de publications impies, immorales et anarchiques, le trouble épouvantable des révolutions et leurs conséquences désastreuses.

Enfin, Monsieur le Ministre, je ne parlerai pas de l'impuissance de toutes les mesures prises contre la publicité de l'Encyclique. — Vous le savez, la France entière la connaissait avant votre circulaire, et l'opposition même des ennemis de l'Eglise n'a fait que la rendre encore plus notoire.

Je pense en avoir dit assez, Monsieur le Ministre, pour démontrer à Votre Excellence que l'Encyclique ne peut être un attentat contre aucune des lois de l'Etat, et encore moins contre l'ordre public. Le Souverain-Pontife, dans cet acte solennel, a usé de son droit que nulle puissance sur la terre ne peut légitimement lui contester. Il a rempli son devoir dans l'intérêt de l'Eglise dont le gouvernement lui a été confié par Celui qui, pos-

sédant les paroles de Vérité éternelle, lui a dit dans la personne du prince des apôtres : « *Pasce agnos meos... pasce oves meas.* »

J'aime à croire, Monsieur le Ministre, que Votre Excellence ne verra point dans les réflexions que je me permets de lui adresser le plus petit sentiment d'opposition et encore moins d'hostilité au gouvernement de l'Empereur. — Soumis et respectueux envers l'autorité, je lui rendrai toujours avec empressement tout ce que je lui dois, et c'est précisément parce que ce sont là mes principes et mes dispositions que je voudrais à tout prix écarter tout ce qui me paraît être un danger pour lui, et pouvoir affaiblir dans le cœur des catholiques le sentiment de la soumission et du devoir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage du profond respect avec lequel je suis, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur,

† FRANÇOIS-AUG., *Arch. d'Auch.*

*Lettre à Monseigneur l'Archevêque de Cambrai.*

Cambrai, le 3 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, à la date du 1<sup>er</sup> de ce mois, pour m'informer que la première partie de l'Encyclique du 8 décembre et le document qui y est annexé sous le titre de *Syllabus complectens præcipuos nostræ ætatis errores*, etc., ne peuvent être imprimés dans les instructions que je croirais devoir adresser aux fidèles pour le Jubilé ou à toute autre occasion.

Je ne puis, Monsieur le Ministre, que répéter ici ce que, dans une circonstance analogue, j'écrivais, il y a dix-huit ans, à l'un de vos prédécesseurs.

Sans entrer, au sujet de cette prohibition, dans une discussion de principes dont Votre Excellence connaît toute la gravité, je dois faire remarquer que, dans mon diocèse comme partout ailleurs, l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 germinal an X est devenu, par la liberté de la presse, d'une exécution impossible.

Les actes du Souverain-Pontife dont le Conseil d'État s'occupe sont entre les mains de tous les fidèles. Depuis longtemps déjà ils sont imprimés et publiés par la voie des journaux, qui pendant plusieurs jours en ont fait, dans tous les sens, le texte de leurs commentaires.

Qu'il soit loisible aux mécréants et aux hétérodoxes de toute nuance et de toute secte de traduire, de répandre, de censurer ces actes émanés de l'autorité la plus vénérable qui soit sur la terre sans que le Gouvernement puisse ou veuille s'y opposer, nous ne nous en plairons pas. Mais ce que nous aurions droit de trouver étrangement anormal, ce serait que, entre tous les citoyens français, entre les ministres de tous les cultes reconnus en France, nous fussions les seuls à qu'il fût défendu de communiquer à nos diocésains, sans l'autorisation du Gouvernement, des pièces qui ne regardent que nous et les fidèles de notre communion.

Les ministres des cultes dissidents peuvent en toute liberté, à la porte de nos cathédrales, par leurs prédications, et dans toute l'étendue de nos diocèses par leurs brochures, commenter ces rescrits à leur manière, et même les travestir à leur guise ; ils peuvent légalement les transmettre par les colporteurs qu'ils stipendient, non-seulement à leurs coreligionnaires, mais encore à nos catholiques, et nous serions les seuls qui n'en pourrions parler, jusqu'à ce qu'une ordonnance royale nous eût préalablement ouvert la bouche !

Ce serait une anomalie trop évidente pour qu'elle pût longtemps durer. L'égalité de tous les cultes devant la loi cesserait à notre détriment, et, sous ce rapport, il y aurait évidemment pour le catholicisme entrave au lieu de protection.

J'ajouterai, Monsieur le Ministre, que la mesure restrictive de la liberté de notre culte qui m'est signifiée par Votre Excellence doit d'autant plus nous étonner et nous contrister, que la diffusion des doctrines les plus antichrétiennes rencontre en ce temps-ci moins d'obstacles.

Aujourd'hui, en effet, chacun a la liberté, autant et aussi souvent qu'il veut la prendre, de nier Dieu lui-même et de faire de la propagande athée dans des écrits auxquels il donne toute la publicité qui lui convient.

Est-ce trop demander que de réclamer la même latitude pour l'enseignement catholique?

L'interdiction formulée par Votre Excellence, au sujet de l'Encyclique du 8 décembre et du *Syllabus* qui y est annexé, a un caractère de gravité tout exceptionnel et qui ne peut échapper à personne; elle s'applique non pas seulement à quelque prescription disciplinaire, mais à une instruction doctrinale du Souverain Pontife.

Au reste, Monsieur le Ministre, on peut, sans doute, en certaines circonstances et en certaines contrées, gêner les communications du Vicaire de Jésus-Christ avec les fidèles qu'il a mission divine d'instruire et de diriger dans l'univers entier, mais nulle part, et dans aucun cas, les gouvernements humains ne pourront ni ôter à sa parole la force de lier les consciences, ni faire cesser pour les Evêques l'obligation de transmettre, autant qu'il est en eux, ses instructions à leurs diocésains.

† R.-F., Archevêque de Cambrai.

*(Cette lettre est la première qui ait été adressée à M. le Ministre.)*

*Lettre de Monseigneur l'Archevêque de Rennes.*

Rennes, le 8 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre circulaire du 1<sup>er</sup> janvier, relative à l'Encyclique de N. S. P. le Pape du 8 décembre dernier. Votre Excellence me permettra de lui adresser quelques-unes des observations qu'elle m'inspire. Dans la situation, en effet, où elle place les évêques, il ne me paraît pas possible qu'ils se taisent : le silence semblerait un consentement : *Qui tacet, consentire videtur.*

Premièrement, Monsieur le Ministre, je ne saurais admettre avec vous, au point de vue de notre droit public, que l'Encyclique du 8 décembre soit un acte qui contienne des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la constitution de l'empire. Cette constitution, en effet, confirme et garantit les principes proclamés en 1789, et qui sont la base du droit public des Fran-

çais. Or, qui ne sait qu'un des plus importants est la liberté de conscience ou des cultes ? Par conséquent, l'acte pontifical dont il s'agit ne saurait être considéré comme un attentat à la constitution de l'empire, mais bien plutôt comme une de ses conséquences nécessaires, puisqu'il est de l'essence de la liberté du culte catholique que son chef suprême, le pontife romain, puisse, quand il le veut et comme il le veut, paître, régir et gouverner l'Église universelle avec cette plénitude de liberté et de puissance qu'il tient, comme successeur de saint Pierre, de Notre-Seigneur Jésus-Christ lui-même, et que lui reconnaissent de tout temps les conciles œcuméniques, même ceux qui sont, comme l'on dit, reçus en France, notamment celui de Florence.

Secondement, bien moins encore pourrais-je vous accorder, Monsieur le Ministre, que le Souverain-Pontife, en condamnant les propositions qui ont excité la susceptibilité du gouvernement, ait fait quelque chose d'insolite et de nouveau dans l'Église ; car la doctrine qu'elles renferment fut toujours regardée par elle comme entachée de schisme et d'hérésie, et un catholique, même gallican, ne put jamais la professer sans engager gravement sa conscience et son salut éternel. En la proscrivant dans son Encyclique du 8 décembre dernier, avec tant d'autres erreurs destructives de la religion, de la famille et de la société, le Souverain-Pontife Pie IX n'a donc point, comme on le répète sur tous les tons, outre-passé ses droits, empiété sur le domaine du pouvoir civil, encore moins commis un attentat contre la constitution de l'empire, mais uniquement accompli son devoir et rempli son mandat divin, qui est, je le répète, de paître, régir et gouverner l'Église universelle.

A ces raisons vous répondrez sans doute, Monsieur le Ministre, que le gouvernement de l'empereur n'a fait, en cette circonstance, que suivre la jurisprudence de l'ancienne monarchie et l'exemple de la Restauration elle-même. Je le reconnais volontiers. Mais, en bonne logique, qu'y a-t-il de commun, à l'endroit de l'Église catholique, entre le régime du droit divin, où la religion catholique était légalement reconnue comme religion de l'État, et son clergé comme le premier corps politique du royaume, et celui sous lequel nous vivons aujourd'hui ; régime libéral fondé sur le suffrage universel et la souveraineté du peuple, et dont un

des principes fondamentaux est la liberté de conscience ou des cultes? N'y a-t-il pas en vérité, Monsieur le Ministre, plus que de l'inconséquence à refuser, sous un tel ordre de choses, à l'Eglise catholique seule et à ses évêques une place au foyer de la liberté commune à laquelle la constitution convie tous les citoyens français?

Quant à ce qui a rapport à la Restauration, Votre Excellence sait tout aussi bien que moi quels furent les motifs qui la firent agir de la sorte en 1829, et si, par cette espèce de satisfaction donnée à ce que l'on appelait également alors l'*opinion libérale*, elle réussit à désarmer ses implacables ennemis; car une année s'était écoulée à peine après cet acte de faiblesse, et le fils d'Henri IV et de saint Louis descendait de son trône huit fois séculaire pour prendre le chemin de l'exil.

Telles sont les observations que ma conscience d'évêque me fait un devoir d'adresser à Votre Excellence. Je la prie d'être bien convaincue qu'elles ne m'ont été dictées que par le désir du bien et celui surtout de prévenir un conflit entre le gouvernement et le clergé, conflit qui fut toujours regrettable, mais qui le serait bien plus encore dans les temps de crise que nous traversons.

Veuillez agréer, etc.

† G., Archevêque de Rennes.

---

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Montauban.*

Montauban, le 2 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre par laquelle, sous la date du 1<sup>er</sup> janvier, époque à laquelle on a coutume de ne faire guère que des choses agréables, vous informez les évêques qu'ils aient à s'abstenir de publier la dernière Encyclique du Souverain-Pontife, attendu qu'elle renferme des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de l'empire.

Je conviens, Monsieur le Ministre, que plusieurs des doctrines qu'on professe en ce moment et qu'on regarde de bonne foi, sans doute, comme un fondement assuré pour les gouvernements modernes, sont en opposition directe avec celles que l'Eglise catho-

lique a toujours professées, et que Pie IX vient encore de proclamer avec une franchise, une netteté et un courage qui annoncent bien une certaine grandeur d'âme. Il semble être à deux doigts de sa perte, et il parle comme les Boniface VIII et les saint Grégoire VII.

Mais la cause de l'Église ne tient pas à ce que la Bulle dont il s'agit soit publiée en ce moment par l'autorité épiscopale dans tous les diocèses de France. Les doctrines qu'elle renferme sont connues suffisamment de tous ceux qu'elles intéressent et qui ont charge de les faire valoir. Nous attendrons donc de meilleurs temps, des temps semblables aux dix ou douze années qui viennent de s'écouler, et qui n'ont pas laissé d'être glorieuses pour l'empire, malgré la liberté dont ont joui les évêques pendant cet intervalle.

Nous avons en effet le temps pour nous : mais je regrette cette mesure que le gouvernement a cru devoir prendre. Dans tous les cas, elle n'est pas née de l'esprit de progrès ; c'est, au contraire, le retour vers un passé que nous avions le droit de croire entièrement oublié et mis de côté. Jusqu'ici, ce passé n'avait profité à personne (l'histoire en fait foi), et le nouvel empire ne s'était pas mal trouvé d'y avoir renoncé. Pourquoi faut-il qu'il change sa ligne de conduite au moment même où toutes les forces morales réunies ne sont pas de trop pour sauver la société, menacée par la franc-maçonnerie, l'esprit révolutionnaire et la démagogie !

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Bientôt après, Monseigneur l'Évêque de Montauban écrivait à M. le Rédacteur du journal *le Monde* :

Montauban, le 13 janvier 1865.

Monsieur le Rédacteur du *Monde*,

Il est important de ne pas laisser fausser l'histoire contemporaine et travestir un fait aussi récent que la nouvelle reconnaissance des libertés de l'Église gallicane en 1826. Voici le fait tel que vous le trouverez dans tous les écrits du temps.

La guerre ardente que faisaient alors à la Déclaration de 1682

l'abbé de La Mennais et ses disciples, entre autres MM<sup>rs</sup> de Salinis et Gerbet, avait produit naturellement l'objection qu'on nous fait encore : que nous voulions soumettre le pouvoir royal à la Papauté. Sur ce, le Ministre des cultes, Mgr Frayssinous, détacha de cette Déclaration le *premier article* seulement, et, laissant les trois autres de côté, il demanda aux évêques, pairs de France et autres, qui étaient présents à Paris au nombre de 13 (plutôt que 14), de proclamer de nouveau ce premier article, afin de mettre à l'abri l'*indépendance du pouvoir royal* à l'égard du Souverain Pontife. Il l'obtint assez facilement, et comme si la couronne de Charles X eût été sur le bord de l'abîme, il demanda par la *voie du télégraphe* d'alors l'assentiment des évêques absents. Ceux-ci le donnèrent sans hésiter, moins cinq ou six dont j'ai vu dans le temps les réponses négatives.

Tel est le fait littéralement, et voici ce qu'il y a à en conclure : que le Ministre des cultes, un Évêque, Mgr Frayssinous, en un mot, laissa de côté *les trois derniers articles*, ceux qui prétendaient limiter la puissance du Pape dans les matières doctrinales et dans le gouvernement de l'Église, et ainsi passa condamnation sur les justes et victorieuses objections dont ils étaient l'objet ; et que les treize Évêques ne s'occupèrent et n'émirent leur sentiment que sur le premier. D'où il résulte que le gallicanisme purement théologique fut abandonné des deux côtés, pour ne plus renaître, heureusement. Depuis ce temps-là, en effet, la suprématie et l'infailibilité du Pape sont arrivées à un tel degré d'évidence de fait et de droit, qu'il n'y a plus à en disputer. Donc, en 1813, il a été, si l'on veut, déclaré par la majorité des Évêques que le Pape n'avait aucun pouvoir sur le temporel des rois ; mais il n'a pas été dit le moins du monde que les rois en eussent un quelconque sur l'exercice de la puissance spirituelle du Pape et des Évêques.

Cet antécédent n'a donc rien à voir dans nos affaires présentes, ou, s'il avait à y voir, ce serait dans un sens opposé à ce qui se fait, puisqu'il passait implicitement condamnation sur les trois derniers articles, comme je viens de le dire.

Aggréé, etc.

† J.-M., *Évêque de Montauban.*

P. S. Le Pape Léon XII ne manqua pas de faire connaître sa



désapprobation de la Déclaration même ainsi réduite, et j'ai connu un respectable Archevêque qui l'avait signée, et qui en exprimait son repentir en disant qu'il aimerait mieux avoir *eu le poing coupé*.

(Voir plus loin la lettre pastorale de Monseigneur l'Évêque de Montauban.)

*Lettre de Monseigneur l'Évêque d'Angers.*

Angers, le 6 janvier 1855.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le premier jour de ce mois, et si je ne vous en ai pas aussitôt accusé réception, c'est que j'avais besoin de me recueillir pour adoucir l'impression pénible que cette lettre m'a fait éprouver.

Je connaissais bien l'article 1<sup>er</sup> des articles organiques ajoutés au Concordat du 26 messidor an IX, et publiés en même temps à l'insu et contre le gré de l'autre partie contractante; je savais que, nonobstant des réclamations répétées de la part des Souverains Pontifes, on ne permettait aucune publication de bulles ou de brefs, même concernant des questions spirituelles, sans un examen préalable; je m'abstenais et je m'abstiens d'observations à ce sujet; mais, je ne puis vous le dissimuler, Monsieur le Ministre, je ne savais pas, je ne pensais pas qu'au moment même où l'on faisait aux Évêques défense de publier un acte pontifical, on pût permettre aux journalistes de publier ce même acte, de le commenter, de le dénaturer, d'en parler avec un mépris insultant. Il me semble que l'impartiale équité, que la dignité même du Gouvernement devait s'opposer à ce que des hommes sans mission, non-seulement indiscrets, mais hostiles, attaquassent à la fois et le Souverain-Pontife et la Constitution même de l'Église qui doit veiller au dépôt de la foi, en signalant les abus ou les erreurs qui peuvent la mettre en péril. Je ne veux point élever avec Votre Excellence une discussion canonique, mais je me plains à elle que, contrairement au droit, à la jurisprudence civile ou criminelle, on entrave la défense au moment où l'on permet l'attaque.

Je devais à ma conscience et à votre loyauté ces observations,

Monsieur le Ministre ; je pourrais leur donner les développements nécessaires ; je pourrais alors aussi leur donner de la publicité, puisque c'est par la voie du *Moniteur* que vous nous adressez vos instructions, ou que du moins il les répète ; je ne le fais pas en ce moment, sans renoncer à ce droit, et je me contenterai de ces quelques notes sommaires ; mais je veux que vous connaissiez ma pensée et aussi les limites auxquelles s'arrête ma modération, pour ne pas aigrir des plaies que je voudrais à tout prix pouvoir guérir.

Ne croyez pas, Monsieur le Ministre, que nous soyons hostiles au gouvernement de S. M. l'Empereur. A Dieu ne plaise ! nous connaissons les devoirs que doit nous commander le respect à l'autorité, et nous saurons toujours rendre à César ce qui est à César, comme à Dieu ce qui est à Dieu. Mais je ne le dissimule pas, nos inquiétudes, notre effroi, renaissent en voyant chaque jour des plumes inspies ébranler les bases de toute autorité divine et humaine, et attaquer impunément l'Eglise, le Pontife suprême et les institutions ecclésiastiques. De tels indices, Monsieur le Ministre, sont trop souvent les précurseurs des orages dont les gouvernements eux-mêmes sont les victimes, et le passé devrait nous rendre craintifs et prévoyants pour l'avenir.

Puissent nos prières, notre dévouement, notre prudence écarter de tels malheurs !

J'ai l'honneur d'être avec respect, et bien sincèrement,

Monsieur le Ministre,

Votre très-humble et très-obéissant serviteur,

† LOUIS, *Evêque d'Angers.*

---

*Lettre de Monseigneur l'Evêque de Mans :*

Le Mans, le 3 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Je croirais manquer à mon devoir d'Evêque aussi bien qu'au respect dû à Votre Excellence, si je ne lui faisais connaître en toute liberté et franchise le pénible étonnement que m'a causé sa lettre du 1<sup>er</sup> janvier.

L'Encyclique du 8 décembre s'adresse à tous les Évêques ; elle sera publiée dans le monde entier ; elle le sera sous des constitutions qui s'écartent notablement des principes qu'elle expose, en Angleterre, par exemple, et aux États-Unis. La France seule, la fille aînée de l'Église, n'entendra point la voix du Pasteur suprême par l'organe de ses Évêques.

Si du moins, Monsieur le Ministre, la mesure eût été complète ; si, comme en d'autre temps, on eût arrêté la publication de ces documents ! Mais, après que les journaux ont eu la liberté de les discuter, de les critiquer, d'en outrer le sens et la portée, afin de se donner l'apparence d'une facile victoire, et de couvrir de leurs dérisions un acte pontifical, qu'il soit interdit aux Évêques de le défendre et de l'interpréter, est-ce logique, est-ce équitable ?

La doctrine de l'Encyclique n'est pas d'hier, elle a été celle de l'Église dans tous les temps ; les catholiques l'ont professée sous tous les régimes, et l'histoire atteste qu'elle ne les a jamais portés à désobéir aux lois, ou à se révolter contre le pouvoir. L'Église règle les croyances de ses enfants, elle rappelle à ceux qui dirigent les sociétés, les principes de la justice et de la vérité. Ces principes, croyez-le bien, Monsieur le Ministre, ne sauraient être un danger pour le Gouvernement ; car c'est la justice qui affermit les trônes et consolide les dynasties, et, comme l'a dit le Pape saint Célestin : *Tout ce qui se fait pour le bien de l'Église, tourne à l'avantage de l'Empire.*

Veuillez agréer, etc.,

† CHARLES, Évêque du Mans.

---

*Lettres de Monseigneur l'Évêque de Laval à son clergé et à Son Excellence Monsieur le Ministre de la justice et des cultes.*

Laval, le 12 janvier 1865.

Messieurs et Très-Chers Coopérateurs,

Ma lettre pastorale pour le Carême et pour la consécration du diocèse au Sacré-Cœur de Jésus, annonçait pour l'automne prochain le Jubilé que le Souverain Pontife daigne accorder à tous les fidèles de l'univers dans le courant de cette année.

Je ne sais plus aujourd'hui à quelle époque et sous quelle forme je pourrai vous adresser l'instruction promise à ce sujet.

Je me borne provisoirement à vous donner copie, pour vos archives paroissiales, d'une réponse que j'ai dû faire hier à Monsieur le Garde des sceaux, ministre des cultes.

Prions Dieu, Messieurs et chers Coopérateurs, et recevez l'expression de mon plus entier dévouement en Notre Seigneur.

† CASIMIR-ALEXIS, *Évêque de Laval.*

*A Son Excellence Monsieur le Garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.*

Monsieur le Ministre,

Je reçois avec une profonde douleur la circulaire du 9 janvier, que m'adresse ce matin Votre Excellence.

J'espérais mourir avant de voir un acte solennel du Vicaire de Jésus-Christ solennellement condamné par le pouvoir civil, et un décret impérial m'autoriser à publier, pour les fidèles de mon diocèse, un lambeau qu'il détache de l'ensemble d'une Encyclique pontificale qu'il rejette.

Je n'userai point de cette permission, Monsieur le Ministre. Rien au monde ne pourrait me déterminer à traiter avec un tel oubli de tout ce que je lui dois la parole sacrée devant laquelle je m'inclinerai, avec la grâce de Dieu, jusqu'à mon dernier soupir.

Je suis avec respect, Monsieur le Ministre,

De Votre Excellence,

Le très-humble et sincère serviteur,

† CASIMIR, *Évêque de Laval.*

Monseigneur l'Évêque de Laval vient de publier son mandement pour le carême de 1865. Après avoir rappelé les assauts que le catholicisme eut à soutenir en France vers la fin du dix-huitième siècle, Monseigneur Vicart s'exprime ainsi :

« Courage donc et confiance, N. T. C. F., au milieu des difficultés qui nous enveloppent à notre tour. Ils sont certainement mauvais aussi les temps que nous traversons. Ils le sont, à beaucoup

d'égards, hors de toute mesure, quoi qu'en disent des esprits séduits et des flatteurs intéressés, qui n'en croient probablement pas leurs propres paroles. Les jours de Voltaire et de Rousseau ne sont pas revenus; ils sont dépassés. Des écrivains ouvertement athées, ou qui font au moins tous les efforts pour se persuader à eux-mêmes et persuader aux autres qu'ils ont cette insensée et monstrueuse incroyance; d'impurs romanciers, qui plongent leur imagination et traînent leur plume dans toutes les boues, pour répandre dans d'infectes productions ou jeter sur les théâtres des tableaux de plus en plus éhontés et corrupteurs, ont entrepris de rendre, s'il se pouvait, la France entière semblable à eux, sans foi, sans frein, sans règle, comme ils sont et comme ils s'en vantent; et ces hommes, cette poignée d'hommes, une centaine peut-être ou deux cents (il faut, la honte au front, la douleur dans l'âme, le reconnaître), ces hommes sont devenus les directeurs et dominateurs acceptés de l'opinion publique, dans les deux tiers de la population qui sait lire et qui lit, mais qui ne réfléchit plus et qui ne sait plus, ou n'aime plus que le mal.

« Le livre, le journal, les plus recherchés, sont le livre le plus licencieux et le journal le plus outrageusement hostile au Saint-Siège apostolique, à la foi chrétienne, à toute œuvre, à tout acte de zèle catholique, à tout effort de piété et de charité ayant la gloire de Dieu et le salut des âmes pour objet. Malheureux écrivains et malheureux lecteurs! Enivrés les uns après les autres des poisons de toutes les erreurs, en proie à toutes les passions désordonnées de l'orgueil et des sens, où vont-ils, et que veulent-ils? « Si le monde était gouverné par des athées, eut un jour le « bon sens d'écrire Voltaire lui-même, si le monde était gouverné « par des athées, il vaudrait autant être sous l'empire immédiat « de ces êtres infernaux qu'on nous peint acharnés contre leurs « victimes. » O France! France! qui écoutes ces athées et leurs émules de toutes nuances, un peu moins avancées peut-être dans ces voies de perdition, mais qui ne travaillent cependant pas avec moins d'énergie que les premiers à la suppression de tout vrai culte de Dieu sur la terre, ô France! bien-aimée patrie! qui acceptes les écrits de ces hommes comme des vérités et leurs discours comme des oracles, dans quels abîmes nouveaux veux-tu donc précipiter tes enfants? Que veux-tu faire de leur âme im-

mortelle ? Que veux-tu qu'ils deviennent devant Dieu pour l'éternité ?

« Grand Dieu ! éclairez-les, sauvez-les, sauvez-nous tous ensemble ! Espérons, N. T. C. F. ; chrétiens catholiques, espérons que le Père des miséricordes ne permettra pas que nous tombions une seconde fois sous le joug des athées, ni sous les pieds ou aux mains du troupeau d'Épicure qui les suit. Mais surtout prions ! Et quoi qu'il arrive, quels que soient les desseins arrêtés de la justice éternelle sur tant d'abominations jusqu'à présent non-seulement impunies, mais presque triomphantes, nous, du moins, restons-lui inviolablement fidèles. Que tous ces grands mots « de civilisation moderne, de liberté, de progrès, » ne nous en imposent pas. La liberté ! mais c'est la bien propre des enfants de Dieu et de la vérité ! Elle n'est, pour ces maîtres d'erreur, que le vieux cri de révolte du père du mensonge, *non serviam*, je ne me soumettrai pas, je ne veux pas d'autre Dieu, pas d'autre maître que moi-même.

« Le progrès ! nous l'honorons, nous l'approuvons et le désirons dans tout ce qui est louable et bon ; mais il ne peut être que blâmé et condamné par tout catholique et par tout homme raisonnable, comme il l'est par le Vicaire de Jésus-Christ, dans tout ce qu'il a de mauvais. La civilisation moderne, mais elle n'est « civilisation » que par les principes chrétiens qu'elle a conservés ; elle n'est « moderne » que par les germes de dissolution qu'on y mêle et qu'on voudrait y rendre dominants. Passons donc, et demeurons chrétiens. Est-ce que Dieu n'est pas toujours Dieu, malgré ce qu'en écrira la légion des blasphémateurs ? Est-ce que Jésus-Christ, qui fut « l'attente et le désiré des nations, » n'en reste pas à jamais le guide assuré et l'unique espérance ? »

---

*Lettre de Monseigneur l'Evêque de Nevers.*

Nevers, le 10 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Avant de répondre à la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser le 1<sup>er</sup> de ce mois, j'ai voulu d'abord me recueillir devant Dieu ; et cette dépêche ayant été immédiatement

reproduite par tous les échos de la presse, j'ai ensuite essayé de me rendre compte de l'impression qu'elle produisait sur mon clergé.

Aujourd'hui, Monsieur le Ministre, j'ai le profond regret d'être obligé de vous dire que nous sommes tous autant effrayés qu'affligés. Nous ne craignons rien pour l'Église. Elle a des promesses d'immortalité. Mais ces promesses ne sont que pour l'Église.

Que Dieu me préserve, Monsieur le Ministre, de blesser, même légèrement, le principe d'autorité, qui n'est déjà que trop ébranlé, et qu'il me garde aussi d'offenser personnellement Votre Excellence, qui, par sa bienveillance à mon égard, s'est acquis tant de droits à ma reconnaissance ! Mais votre haute loyauté reconnaitra elle-même en quels embarras nous nous trouvons placés, nous qui sommes les successeurs des apôtres, et qui ne pouvons oublier qu'en des circonstances toutes semblables l'Esprit-Saint ne leur inspira pas d'autre réponse et ne leur traça pas d'autre règle de conduite que celle-ci : *Obedire oportet Deo magis quam hominibus*.

Je suis avec respect, etc.

† AUGUSTIN, évêque de Nevers.

Quatre jours auparavant, M. le Secrétaire de l'évêché de Nevers écrivait au *Journal de la Nièvre* :

Nevers, le 6 janvier 1865.

Monsieur le Rédacteur,

Je lis dans le dernier numéro de votre journal que, pour interdire la publication de deux documents qui accompagnent l'Encyclique du Saint-Père, le *gouvernement se base sur les droits qu'il tient du Concordat*.

Permettez-moi de vous faire observer, Monsieur le Rédacteur, que vous tombez ici dans une erreur qui est certainement involontaire, mais qu'il me semble important de rectifier.

En agissant ainsi, le gouvernement se base sans doute sur la loi du 18 germinal an X, généralement connue sous le nom d'articles organiques ; mais il ne se base pas sur le Concordat, dont aucun article ne lui confère un semblable droit.

C'est à tort qu'on confond souvent les articles organiques avec le Concordat ; ces deux actes sont d'une nature bien différente. Le Concordat est une convention ou un contrat entre le Saint-

Siège et le gouvernement français ; les articles organiques, qui n'ont pas été concertés avec le Saint-Siège et qui n'en ont jamais été acceptés, constituent simplement une loi française.

Il en résulte que le Concordat oblige également les deux parties contractantes ; mais que les articles organiques ne peuvent créer pour le Saint-Siège aucune obligation.

Perdre de vue cette distinction dans les circonstances présentes, exposerait au danger d'égarer les esprits et de fausser les consciences sur des questions dont personne ne peut méconnaître la gravité. C'est pourquoi j'ose espérer que vous voudrez bien insérer cette rectification dans votre prochain numéro.

Agréez, etc.

COINTE, *chancelier de l'évêché.*

---

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Fréjus.*

Fréjus, le 10 janvier 1865.

Monsieur le Ministre ;

En accusant réception de la lettre par laquelle Votre Excellence me fait l'honneur de me notifier le décret du Conseil d'État qui autorise la publication d'une partie seulement de l'Encyclique du Souverain-Pontife, datée du 8 décembre, d'où résulte la prohibition de publier le jugement doctrinal qui accompagne cette partie de l'Encyclique, je dois à ma conscience et à ma foi de protester contre cette mutilation d'un acte solennel émané du Chef de l'Église, Vicaire de Jésus-Christ, fixant la foi des fidèles sur des points importants du dogme catholique.

Je dois aussi, Monsieur le Ministre, vous exprimer toute la peine que me fait éprouver une mesure qui, en empêchant les évêques de remplir la mission qu'ils ont reçue d'enseigner les vérités définies par l'Église, ouvre la porte aux persécutions et aux perturbations sociales.

Il est de principe admis par tous les catholiques, *sans exception*, et consigné même dans le quatrième article de la déclaration du clergé de France de 1682, que les décrets du Souverain-Pontife, dans les questions de foi, regardent toutes les Églises et qu'ils sont irréformables, quand le consentement de la majorité de l'épiscopat vient s'y joindre. Or, l'Encyclique, ne faisant que



renouveler la condamnation de propositions déjà condamnées avec le consentement unanime de l'épiscopat, devient une règle de foi que tout catholique est tenu d'accepter et tout évêque de faire connaître aux fidèles commis à ses soins, non partiellement, selon la décision d'une assemblée laïque où peuvent siéger des protestants et des juifs, mais intégralement comme elle émane de l'autorité divine de l'Eglise.

Il serait étrange, Monsieur le Ministre, que les constitutions de l'Empire, qui garantissent tous les cultes, pussent être invoquées pour entraver la liberté du culte de la majorité des Français : liberté pour les évêques d'enseigner, d'expliquer, de justifier, de défendre leur foi, attaquée par les dissidents de toute nuance ; liberté pour les fidèles de savoir ce qu'ils doivent croire.

Le silence imposé aux évêques *seuls* sur des points de foi définis par l'Eglise, en présence de la pleine liberté laissée à tous leurs ennemis de combattre et de dénaturer leur croyance, a quelque chose de trop antipathique avec la loyauté de notre caractère national, pour que ce silence puisse être maintenu : là où l'attaque est libre, la défense doit l'être aussi.

Dans le cours de plus de dix-huit siècles, l'Eglise a traversé de nombreuses épreuves dont elle a toujours triomphé ; elle ne pouvait s'attendre à les voir se renouveler à une époque où la France, fatiguée de stériles et souvent funestes agitations, aimait à se reposer dans son antique foi et à produire les œuvres fécondes de la charité, qui sont le bonheur et la gloire des nations chrétiennes.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

† J. HENRI, évêque de Fréjus et de Toulon.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Poitiers.*

Poitiers, le 2 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Je viens de lire avec un douloureux étonnement la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser à la date d'hier.

Que, conformément à une légalité qui n'a pas été explicitement abrogée, le gouvernement impérial, imitant la façon d'agir du

premier Empire, eût interdit à tout imprimeur et à tout journaliste de publier l'Encyclique du 8 décembre avec son annexe, la mesure aurait donné lieu aux observations et aux réclamations respectueuses de l'épiscopat, mais du moins la situation aurait été nette et logique.

Mais après que la presse a pu impunément divulguer, commenter, dénaturer, couvrir d'injures et de dérisions cette Lettre apostolique, qu'il soit défendu aux seuls évêques, c'est-à-dire aux promulgateurs naturels et officiels de tout écrit doctrinal du Vicaire de Jésus-Christ, de faire imprimer cet écrit et de l'adresser aux fidèles de leur diocèse, en rétablissant le vrai sens, la portée exacte et précise de l'enseignement qu'il contient, ce serait là, Monsieur le Ministre, un procédé aussi contraire aux lois de la logique qu'à celles de l'équité naturelle.

Quoi ! après avoir laissé libre carrière aux accusateurs ignorants ou passionnés de la parole pontificale, l'interdit serait jeté à ses interprètes et défenseurs ! Je ne puis croire que le gouvernement de l'Empereur persiste dans une pareille détermination.

Il n'entre pas dans ma pensée d'aborder en ce moment le fond de la question. Quelques mots seulement.

Votre Excellence affirme que l'Encyclique et son annexe « contiennent des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la constitution de l'Empire. » Je ne le crois pas ; à moins que ce que la constitution du second Empire appelle « les principes de 89 » ne soit la teneur même de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* : dogmatisme trop décrié, trop contestable, et, dans tous les cas, trop spéculatif, pour que des hommes sérieux et pratiques en aient voulu faire la base d'un établissement politique.

Mais, en fût-il ainsi, j'oserais dire à Votre Excellence que, dans le domaine absolu des doctrines, cette contradiction de l'Eglise devrait encore être supportée à double titre par un gouvernement qui veut être à la fois chrétien et libéral. Le protestantisme de l'Eglise établie est incontestablement la base de la constitution anglaise, et je ne sache pas qu'il soit défendu à l'épiscopat catholique d'Angleterre de publier les constitutions pontificales qui contiennent des propositions contraires à la doctrine protestante.

Pour ce qui est des conclusions pratiques, Votre Excellence sera la première à reconnaître que pas un mot, dans les deux pièces dont il s'agit, n'est de nature à porter les fidèles à la désobéissance et à la rébellion envers le pouvoir établi.

Dans tout ce qui précède, Monsieur le Ministre, j'ai fait abstraction d'une foule de considérations plus hautes et plus décisives, et j'ai voulu me poser principalement au point de vue du gouvernement lui-même. Voulez-vous qu'il soit dit qu'à l'heure où tous les efforts réunis tendent à faire prévaloir la maxime de *l'Eglise libre dans l'Etat libre*, le gouvernement français dispute à l'Eglise la liberté d'émettre des propositions qui contrarient les théories de l'Etat?

Ma parole, je le sais trop, Monsieur le Ministre, ne peut avoir la prétention d'être entendue comme une parole amie et bienveillante. Cependant ma conscience me dit que mon langage est autant celui du loyal Français que de l'évêque catholique, et je ne prévois aucun avantage ni pour le pays, ni pour le gouvernement et la dynastie de l'Empereur, dans les conséquences de la mesure qui fait l'objet de ma légitime et respectueuse représentation. Aussi n'hésité-je point à vous prier de mettre cette lettre sous les yeux de Sa Majesté avec l'expression de mon respect.

Agréé, etc.

*Le Courrier de la Vienne* a publié la lettre suivante, que Son Exc. Monseigneur le Nonce apostolique a adressée à Monseigneur l'Evêque de Poitiers, dès le 12 janvier dernier :

Monseigneur,

J'ai exactement reçu et j'ai lu avec joie le mandement (1) que Votre Grandeur a publié elle-même, dans sa cathédrale, pour donner connaissance à son peuple de la récente Encyclique du Souverain-Pontife, ainsi que du Catalogue des erreurs condamnées qui s'y trouvait adjoin.

Votre mandement, Monseigneur, est admirable de fermeté et de courage épiscopal. Du reste, cela ne m'étonne aucunement, et je m'y attendais.....

(1) Voir plus haut le mandement de Monseigneur l'Evêque de Poitiers.

Il faut espérer que la véritable gloire de l'Église de France resplendira sans ombre à cette mémorable occasion. Ce sera un grand-argument de consolation pour Notre-Saint-Père, de voir les premiers pasteurs de cette nation catholique s'inspirer de son courage et de sa fermeté, qui, malgré les dures épreuves qu'on lui fait subir, ne fléchit pas.

Je me permets d'ajouter que nous serions tous bien aises de connaître la lettre que Votre Grandeur a adressée au ministre en réponse à sa circulaire du 1<sup>er</sup> janvier.

Veuillez agréer, Monseigneur, avec mes félicitations les plus sincères, l'assurance que je suis heureux de vous renouveler des sentiments d'affection et de dévouement avec lesquels, etc.

FLAVIO, Archev. de Myre, nonce apostolique.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Strasbourg.*

Strasbourg, ce 17 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la circulaire que Votre Excellence a jugé à propos d'adresser, le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, à tous les Évêques de France pour leur interdire la publication des 80 propositions condamnées à différentes époques par N. S. P. le Pape IX et par ses prédécesseurs, et envoyées en un seul faisceau, sous la date du 8 décembre dernier, à tous les Évêques de la chrétienté, pour être publiées dans leurs diocèses respectifs.

J'aurais voulu, Monsieur le Ministre, me borner à un simple accusé de réception et concentrer en moi les peines amères que cette circulaire a causées à mon cœur d'Évêque et de Français ; mais précisément, en cette double qualité, je n'ai point pu ne pas rompre le silence et jeter un cri de douleur et de protestation quand j'ai vu la parole la plus solennelle du Vicaire de Jésus-Christ, du Chef et du Père spirituel de 200 millions de catholiques enchaînée, quand j'ai vu la glaive qu'il tient du Ciel, brisé sur le sol de la France par la glaive de la terre, et les Évêques, ses fidèles coopérateurs, et les soutiens les plus fermes de l'ordre et de la vérité, placés dans cette même France au-dessous de la condition du dernier folliculaire.

Comme Évêque et comme Français, respectant les lois de l'Église et de mon pays, j'ai cru devoir aller à la recherche, sinon des motifs qui ont provoqué une mesure aussi grave, du moins de l'intention et peut-être des appréhensions qui ont pu l'inspirer à Votre Excellence.

En face de la situation excessivement pénible qui nous est faite par la circulaire de Votre Excellence, et en présence des marques nombreuses de la bienveillance du Gouvernement durant une longue administration de vingt-cinq ans, au milieu de mes inquiétudes actuelles et de la confiance qui ne m'a jamais abandonné, j'éprouve le besoin de mettre au moins à couvert l'intention qui a dicté l'espèce de manifeste dont le premier jour de l'an vient de nous gratifier.

Tout d'abord, Monsieur le Ministre, la promulgation de l'Encyclique dans les chaires chrétiennes n'aurait, j'en ai la ferme conviction, présenté aucun inconvénient, et aurait pu, comme tout ce qui vient de l'Église de Jésus-Christ, offrir de nombreux avantages.

Ces propositions, considérées sous leur forme négative, ou sous leur forme positive, expriment objectivement ou des erreurs à rejeter ou des vérités à croire. Comme telles, elles ne doivent impliquer aucun danger, puisque, hors la France et la Russie, aucun gouvernement n'en a empêché la publication, et qu'en France même elle n'a pas été interdite à la presse.

De plus, toutes ces 80 propositions, déjà contraires à la saine raison, sont condamnées depuis dix-huit siècles implicitement par les divers symboles ou professions de foi, par les Conciles, par les ouvrages de doctrine, voire même par les catéchismes, *explicitement* par des décisions dogmatiques successives, bien antérieures à l'Encyclique du 8 décembre 1864, sans que jamais la promulgation en eût été interdite. Isolées ou réunies, elles ne perdent rien de leur caractère essentiel. Le texte, en lui-même, pris dans le sens de l'Église et dans l'esprit du Saint-Siège, est dès lors inattaquable et au-dessus de la portée de toute interdiction civile.

La suppression des 80 propositions par le pouvoir est donc tout d'abord inutile pour tout catholique sincère. D'un autre côté, l'interdiction qui nous alarme repose sur des interprétations toutes personnelles.

Disons avant tout que, dans le cas présent, l'interprétation de l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape Pie IX appartient tout entière à l'autorité dont elle émane. Les catholiques ne se méprennent pas sur le sens des 80 propositions. Les ennemis seuls de l'Eglise n'aperçoivent pas ce qui y est, et y mettent ce qui n'y est pas.

Si le Gouvernement de Sa Majesté lui-même a cru devoir recourir à une mesure aussi grave que celle qui interdit aux Evêques la publication d'une Constitution dogmatique du Chef de la chrétienté, sans doute il n'y a pas été porté, comme les ennemis de l'Eglise, par une appréciation hasardée de l'objet de son interdiction, mais très-certainement par un de ces scrupules de légalité si fréquents de nos jours, qui nous fait exagérer toute atteinte, vraie ou supposée, portée à la loi.

Je me permets donc, Monsieur le Ministre, de me placer au point de vue légal, et j'essayerai de ramener à sa vraie mesure la différence qui existe entre la doctrine de l'Encyclique et la législation française relativement à la liberté religieuse. La haute raison de Votre Excellence ne méconnaîtra pas mon intention, et la droiture de son cœur ne refusera pas son attention aux considérations que j'ai l'honneur de soumettre à sa juste appréciation.

La Lettre Encyclique condamne très-clairement et très-énergiquement une doctrine fort accréditée parmi les publicistes modernes, selon laquelle toute liberté devrait être laissée à la manifestation des opinions personnelles en matière religieuse. Est-il vrai que cette doctrine, réprouvée par le Pape, soit, au contraire, consacrée par les lois françaises ? Est-il vrai qu'il existe à cet égard une opposition radicale de principes entre l'Encyclique et notre législation ? Non, cela n'est pas exact.

Le texte de 1789 relatif à la liberté de conscience est l'article 10 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, promulguée le 26 août 1789 et reproduite en tête de la Constitution de 1791. Voici ce texte : « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi. »

« Ainsi, la Déclaration garantit toute sécurité aux opinions religieuses... aussi longtemps qu'elles ne se manifestent pas ; de qu'elles se manifestent, elle les fait tomber sous la surveillance,

sous le contrôle et, au besoin, sous l'action répressive de l'autorité. » On conviendra que la liberté proclamée par la première partie de l'article est prodigieusement réduite par la réserve énoncée dans la seconde. Je n'examine point si cette réserve n'est pas une arme à deux tranchants, qui, maniée sans intelligence et sans ménagement, pourrait blesser les droits de l'Eglise.

Personne n'ignore l'atteinte que l'Assemblée Constituante porta à ces droits par la Constitution civile du clergé, les persécutions et les troubles qui en furent la suite, et auxquels le Concordat sut mettre si heureusement un terme ; personne n'ignore les restrictions apportées par notre législation actuelle aux libres communications de l'Eglise catholique de France avec son Chef. Je ne veux point m'arrêter devant cette face particulière de la question générale que j'ai posée, et je me borne à constater, par l'importance même de la réserve énoncée en l'article 10 de la Déclaration, que les principes de 89 sont bien loin d'autoriser la liberté absolue qu'on revendique souvent en leur nom.

Si des objections peuvent être élevées contre la divinité de Jésus-Christ, contre la croyance qui a fait et qui soutient la civilisation chrétienne, on peut en élever aussi contre l'existence de Dieu ; et cette vérité religieuse, non plus que la première, ne semble affecter directement ni le mécanisme politique et administratif de l'Etat, ni l'ordre matériel, ni les droits des citoyens. Le législateur français n'a point cru cependant devoir la laisser discrètement ensevelie au fond de la conscience de chacun. L'Assemblée Constituante, dans le préambule du célèbre décret que je viens de citer, déclara se placer en présence et sous les auspices « de l'Être suprême. » A moins de prétendre que l'Assemblée délibéra et vota solennellement un *non-sens*, on est forcé de reconnaître dans ces paroles un acte d'adhésion nationale, législative, au dogme de l'existence d'un Dieu souverainement sage et puissant, qui a l'œil ouvert sur la société humaine, qui est la source première d'où émanent le droit et la justice.

Voici, à son tour, notre code d'instruction criminelle qui vient invoquer ce Dieu, vengeur du parjure ; il ne tient aucun compte des objections de l'athée et de l'inviolabilité qui serait réclamée pour la conviction négative en matière religieuse, il veut que le président de la Cour d'assises, debout et découvert, rappelant

aux jurés les devoirs de leur mission auguste, leur fasse promettre sacramentellement *au nom de Dieu*, qu'ils les rempliront avec fidélité : « Vous jurez et promettez devant Dieu et les « hommes..., » et chacun des jurés, appelé individuellement par le président, doit répondre, en levant la main : *Je le jure*, à peine de nullité. (Art 312.)

Des esprits chagrins, passionnés, injustes, ont pu seuls accuser la loi française d'être athée.

Est-ce que l'art. 8 de la loi du 17 mai 1819 ne punit pas « tout « outrage à la morale publique et religieuse ? » Est-ce que, selon la plus bénigne interprétation de ce texte, l'amende et l'emprisonnement ne sont pas dus à l'impie qui déverserait publiquement le mépris et l'insulte sur la croyance à l'existence de Dieu, à l'immortalité de l'âme, à une vie future où la vertu et le crime recevront chacun leur infaillible salaire ? Dans la discussion législative à laquelle donna lieu la rédaction de cet article 8, le garde des sceaux M. de Serre, et M. Royer-Collard, proposaient de supprimer le mot *religieuse* comme superflu, *morale publique* impliquant nécessairement *morale religieuse*. « Le sentiment religieux, « disait M. Royer-Collard, est le principe des devoirs réciproques « et la sanction de la morale publique ; il ne peut être outragé sans « que celle-ci le soit en même temps. »

Nos lois françaises le reconnaissent donc : une société ne peut vivre sans un *fonds commun* de notions morales et religieuses, dernier fondement sur lequel tout repose. Lorsque ces notions sont, d'ailleurs, intrinsèquement vraies, et que la conscience publique est vivement pénétrée de leur vérité, la société a le droit non-seulement de les proclamer officiellement, mais aussi de les sauvegarder par les moyens de contrainte légale contre les attaques scandaleuses dont elles seraient l'objet.

En France, comme dans la plupart des États modernes, le fonds commun des croyances se trouve singulièrement amoindri. Le catholicisme a été déserté par une partie des populations ; le protestantisme, divisé en sectes dès sa naissance, ne défend plus que faiblement ou même semble abandonner, dans plusieurs de ses chaires, les dogmes et les mystères qu'il avait retenus à l'origine ; la foi à la religion révélée est détruite dans des milliers d'âmes, quoique souvent on la voie renaître à la dernière heure de la vie,



quoique les cœurs restent chrétiens jusqu'à un certain degré, même après que les esprits ont cessé de l'être, et quoiqu'enfin la philosophie spiritualiste emprunte au christianisme, tout en omettant de nommer son bienfaiteur, des lumières bien supérieures à celles de Platon. En fait, le *fonds commun* français de croyances et de sentiments religieux se réduit trop manifestement au déisme, imprégné de morale évangélique.

Notre législation se proportionne manifestement à cette mesure. Le législateur humain ne peut pas, en effet, ne pas être de son temps et de son pays. Il deviendrait fou très-dangereux s'il prétendait opérer avec cette puissance d'abstraction et de généralisation qui élève le théologien à une hauteur où disparaissent, dans la pure région des principes divins, les mobiles et variables réalités de la terre, les accidents historiques, les nécessités ou les convenances locales. Donc le champ de la liberté religieuse s'est agrandi en France, à mesure que l'unité et l'énergie des croyances diminuaient. Nos lois ont voulu prévenir le retour et, si possible était, effacer jusqu'au souvenir de sanglantes discordes, en abolissant les inégalités civiles et politiques qui avaient existé, à raison de la différence de culte, entre les enfants de la même patrie. D'une autre part, elles ont reconnu officiellement et mis à la charge du Trésor quatre cultes existant de vieille date sur notre sol, et considérables par le nombre de leurs sectateurs. La liberté religieuse est même entrée plus avant dans nos mœurs que dans nos lois : car elle correspond à une fibre généreuse du caractère français. C'est pourquoi plusieurs dispositions du Code pénal (art. 204, 207, 208), comminatoires à l'égard du catholicisme, restent à l'état de lettre morte. C'est pourquoi, aussi, toute doleance, fondée ou non, d'une minorité non catholique éveille de si faciles sympathies. C'est pourquoi, enfin, tous les catholiques obéissent d'autant plus cordialement à l'autorité spirituelle, qu'en ce faisant ils n'écourent que leur conscience et se sentent dégagés de toute contrainte comme de toute espérance humaine.

Mais, quelle que soit la part d'éloges ou de blâme qu'il plaira à chacun d'attribuer, dans ces résultats, au caractère national, à la prudence politique, à la philosophie du XVIII<sup>e</sup> siècle, à l'amour de la commune patrie, aux inspirations de la charité chrétienne, je nie de nouveau que notre loi française ait posé la liberté des

cultes comme une règle supérieure, générale, absolue. Voici une preuve nouvelle et décisive que cela n'est pas, il s'en faut de beaucoup. Les sectateurs d'un culte même chrétien, mais non inscrit parmi les cultes *reconnus*, ne peuvent se réunir et ouvrir un temple pour la célébration dudit culte, sans avoir obtenu de l'administration une autorisation préalable, discrétionnaire, toujours révocable à la volonté du Gouvernement. (Arrêts de cassation du 19 août 1830 et du 22 juillet 1837 ; décret du 19 mars 1859.)

Maintenant, supposons une société où le fonds commun des croyances soit beaucoup moins réduit qu'il ne l'est en France ; supposons une nation catholique par ses mœurs, par ses invariables traditions ; une nation sachant et professant que Jésus-Christ est Dieu, qu'il est *la voie, la vérité et la vie* ; que l'Église est l'infaillible interprète de la doctrine religieuse, et que la fidélité aux préceptes divins est la meilleure garantie de l'ordre et du bonheur pour l'individu, pour la famille, pour la société ; une nation dont tous les membres soient attachés à la vraie foi, sauf une minorité aussi infime et aussi discordante que l'est en France celle des athées : pourquoi les lois de cette nation ne refuseraient-elles pas à tout culte nouveau le droit de public exercice que notre loi française assure seulement à quatre cultes ? Pourquoi, sans porter un regard inquisitorial sur le for intérieur de chacun, sans s'exposer à avilir les âmes par la contrainte et par l'hypocrisie, les lois de cette nation ne défendraient-elles pas contre les attaques publiques le riche fonds commun qu'elle a eu le bonheur de conserver ? Entre une telle législation, qui réaliserait la doctrine de l'Encyclique, mais qui suppose un peuple jouissant de l'unité catholique, et notre législation française moderne, je vois une grande, très-grande différence *du plus au moins*, mais non une opposition radicale de principes. Or, le plus ou le moins est une question d'application, et l'Encyclique ne contient qu'une décision doctrinale. Autre chose est de prononcer un jugement théologique, autre chose est d'apprécier les circonstances qui pourraient faire que la plus pure et la plus religieuse théorie deviendrait, par son application absolue, une source de troubles sociaux ou même une véritable injustice par l'atteinte qu'elle porterait aux droits acquis.

L'Encyclique condamne ceux qui admettent doctrinalement l'égalité des droits légaux entre la vérité et l'erreur. Notre législation française n'admet point d'une manière absolue cette égalité ; car il est bien incontestable qu'un homme, pourvu de tous les grades scientifiques possibles, n'ayant d'ailleurs à se reprocher aucun acte ni aucun écrit contre la probité ni contre la pudeur, ne serait point admis à user du droit légal de la liberté d'enseignement s'il s'annonçait comme ayant l'intention de prendre l'athéisme pour base de l'instruction religieuse à donner à ses élèves. Opposition serait faite à son projet *dans l'intérêt des mœurs*, et il n'y a pas en France un seul conseil départemental de l'instruction publique qui hésitât un instant à valider cette opposition. Seulement, le Pape et, avec lui, tous les catholiques croyants ne peuvent douter que le catholicisme ne soit la seule religion qui contient toute la vérité religieuse, et qui ne contient que la vérité ; le devoir et la mission du Pape sont de le rappeler au monde entier. Une bonne partie de la France, au contraire, est étrangère à cette foi, ou n'y adhère qu'avec mollesse et restriction. Voilà le fait : fait manifeste, ancien, et que les mesures de rigueur employées à une autre époque n'ont pas empêché de se produire. Évidemment, le législateur français a pu et dû tenir très-grand compte de ce fait.

Pie IX, successeur du Pontife qui souscrivit avec tant de bonheur au Concordat français de l'an X ; Pie IX, successeur d'un autre Pontife qui fit savoir aux évêques de Belgique que ceux-ci pouvaient, en toute sûreté de conscience, prêter serment de fidélité à la très-libérale Constitution du nouveau royaume ; Pie IX n'a jamais entendu inciter les catholiques de France au mépris des lois qui régissent leur patrie, et sous l'empire desquelles elle a rendu à l'Église plus de services peut-être que nulle autre nation. Ah ! ce serait outrager sa grande âme que de discuter plus longtemps un tel grief. Oui, nous pouvons rester bons catholiques et respecter sincèrement, non par force, mais par raison et par conscience, les droits que nos compatriotes des autres cultes tiennent de l'histoire, des mœurs et des lois de la France. Nous autres Évêques aurions pu joindre au texte concis de l'Encyclique les développements nécessaires pour prévenir tout malentendu de la part d'esprits ignorants ou prévenus ; personne n'eût été

surpris que Votre Excellence, en sa qualité de ministre des cultes, les invitât à le faire. Aujourd'hui, les commentaires de la malignité qui ont toute liberté de se produire, ajoutent aux inconvénients du silence imposé aux voix pastorales.

Si, dans cette lettre, je me suis attaché de préférence à justifier l'Encyclique sur la doctrine de la liberté religieuse, c'est parce que cette doctrine a été plus particulièrement l'objet de violentes attaques et a donné lieu aux plus fausses interprétations. Ce que je viens de dire pourrait aussi bien s'appliquer à toute autre proposition de ce document, par exemple, à celle qui condamne le principe de la non-intervention que la France ne peut et ne veut entendre dans le sens *absolu*, les faits étant là pour prouver le contraire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression des sentiments respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être,

De Votre Excellence,

Le très-humble et très-obéissant serviteur,

† ANDRÉ, évêque de Strasbourg.

---

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Mende.*

Mende, le 10 janvier 1855.

Monsieur le Ministre,

C'est le cœur navré que je me permets d'adresser à Votre Excellence mes plaintes respectueuses au sujet de la circulaire du 1<sup>er</sup> janvier.

Je ne la surprendrai pas en lui disant que la défense qu'elle nous intime a profondément blessé les cœurs et froissé la conscience du clergé et des fidèles.

Que le Chef de l'Église ne puisse communiquer directement par la voie ordinaire avec l'Épiscopat, et par lui avec les fidèles ; qu'il y ait une loi au monde qui puisse le lui interdire, un pays catholique où sa voix ne puisse se faire entendre que par des moyens détournés, c'est là, vous en conviendrez, Monsieur le Ministre, quelque chose de triste et d'affligeant pour les enfants de l'Église, et de bien injurieux pour Celui qui est leur père et qui leur parle au nom du Ciel.

Que les Évêques, interprètes-nés de sa pensée et de ses enseignements, ne puissent, d'après une loi humaine, les manifester et les transmettre à ceux dont il leur a lui-même confié le soin, n'est-ce pas pour eux être placés dans une alternative d'où on sait bien qu'ils ne sortiront pas en désobéissant à Dieu, mais qui n'en est pas moins pénible, parce que, tout en subordonnant leurs devoirs l'un à l'autre, ils seraient heureux de pouvoir toujours les concilier ?

Qu'ils ne puissent publier, pour les venger et les défendre au besoin, des enseignements fondés sur l'Évangile, alors que l'impunité et l'ignorance les attaquent de toutes parts ; qu'ils ne puissent exposer, pour en fixer le sens et la portée, des paroles augustes que le ban et l'arrière-ban de la presse quotidienne travestit et dénature pour les honnir, c'est, vous en conviendrez, quelque chose de bien étrange, et dont l'histoire nous offre bien peu d'exemples.

Que, dans une ère de publicité sans mesure et sans frein, où tout est remis en question, jusqu'aux vérités les plus fondamentales, où tout est audacieusement nié, jusqu'à Dieu, ils ne puissent, eux les dépositaires et les gardiens des saines doctrines, élever leur voix comme un écho de celle du Vicaire de Jésus-Christ, pour prémunir les fidèles contre les séductions de l'erreur, c'est, vous le reconnaîtrez vous-même, un signe des temps, et des temps malheureux ; et, je ne puis m'empêcher de le dire, c'est un augure sinistre.

Et cependant la sainte Église catholique est déclarée libre ; et pendant bien des années, en effet, elle a joui en France des bienfaits d'une liberté dont elle était reconnaissante. Mais sera-t-elle libre, cette Église où tout repose sur l'enseignement, parce que tout y repose sur la foi, si elle voit la parole de son docteur suprême et universel enchaînée et étouffée sur ses lèvres ; si ceux à qui, après lui, Jésus-Christ a dit : « Allez et enseignez, » ne peuvent reproduire ses enseignements ?

Oserai-je le dire à Votre Excellence ? les exigences du pouvoir civil, relatives à la publication des actes émanés de la Chaire apostolique, ces exigences que l'Église a toujours regardées comme contraires aux droits qu'elle tient de son divin Fondateur, ont de nos jours moins de raison d'être et de persister que jamais.

Leurs graves inconvénients se sont de plus en plus dégagés de ce qui, aux yeux d'une politique mal inspirée, parce qu'elle n'était pas chrétienne, avait pu paraître un bien et un avantage. Son seul et unique effet, de nos jours, est de contrister et d'offenser le clergé, par le contraste du silence qu'on voudrait lui imposer, avec la liberté absolue qui est laissée à tous, même à ceux qui l'outragent.

Ce n'est pas, du reste, à votre intelligence si élevée, Monsieur le Ministre, qu'il est nécessaire de faire observer que le Saint-Père, en condamnant l'erreur, s'est tenu et renfermé dans le domaine spirituel ; qu'il s'est borné à proclamer des principes, conséquences naturelles de la foi, et qui sont par là même des principes conservateurs. Il n'est pas descendu de l'ordre immuable et absolu dans l'ordre contingent et relatif, souvent subordonné à des nécessités que l'on peut quelquefois éluder, mais que plus d'une fois aussi le législateur est contraint de subir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

† JEAN A. MARIE, évêque de Mende.

#### *Lettre de Monseigneur l'Évêque de Verdun.*

Verdun, le 19 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Personne ne s'est appliqué plus constamment que moi à conformer sa conduite à cette prescription du divin Maître : *Rendez à César ce qui est à César*. Tous les actes de ma longue carrière épiscopale sont là pour en témoigner. Mais en même temps j'ai toujours eu devant les yeux (et le ciel me garde de les oublier jamais !) les paroles qui suivent : *Rendez à Dieu ce qui est à Dieu*.

Or, Dieu, à qui je dois l'obéissance, m'a commandé de voir dans le pontife suprême, dont le siège est à Rome, celui à qui il a été dit dans la personne de Pierre : *Paissez mes brebis, paissez mes agneaux*, c'est-à-dire, selon l'unanime interprétation de la tradition : Nourrissez de la parole de vérité dont je vous ai confié le dépôt les pasteurs et les fidèles. De là, le droit inhérent à la

qualité de chef de l'Église universelle d'enseigner librement, et l'obligation pour tout catholique, sans exception, de recevoir ses enseignements.

C'est donc avec une douloureuse surprise, Monsieur le Ministre, que j'ai vu le gouvernement de l'Empereur entraver l'exercice d'un droit aussi incontestable et aussi imprescriptible, et interdire la publication intègre des lettres apostoliques par lesquelles le prince des pasteurs expose et définit, au nom de Dieu même, la vérité catholique.

Me taire en une pareille circonstance me paraît impossible : mon silence pourrait passer pour une adhésion qui répugne à ma foi.

Je viens donc, Monsieur le Ministre, avec tout le respect que je dois au représentant de la personne auguste de l'Empereur, mais avec la liberté inséparable de mon caractère d'évêque, c'est-à-dire de successeur des apôtres, déposer entre les mains de Votre Excellence les protestations suivantes :

Je proteste contre l'acte qui interdit la publication, si ce n'est par fragment, de l'Encyclique de notre Saint-Père le pape Pie IX en date du 8 décembre 1864.

Je proteste contre la conséquence qui découle de cette interdiction, savoir : que l'on peut librement et impunément égarer les esprits, en dénaturant la pensée et les paroles du chef de l'Église, et que les évêques ne peuvent pas rétablir la vérité, en exposant, comme il leur appartient de le faire, le sens vrai de ces mêmes paroles.

Je proteste enfin contre l'interprétation fausse et injurieuse pour le Vicaire de Jésus-Christ que l'on donne à sa doctrine, lorsqu'on affirme que cette doctrine est subversive de la liberté, opposée au progrès de la civilisation, incompatible avec les principes consécutifs des sociétés modernes.

Que si vous vous étonnez, Monsieur le Ministre, de l'importance souveraine que j'attache à la libre communication du Père commun des fidèles avec toutes les Églises, je me permettrai de rappeler à Votre Excellence les paroles non suspectes de notre immortel Bossuet au chancelier de Pontchartrain : « L'Église ne demande rien aux souverains que le passage, mais le passage libre. Sur ce point j'y mettrais ma tête. »

Maintenant vous comprendrez facilement, Monsieur le Ministre, comment je ne pourrais, sans manquer à l'obéissance et au respect que je dois au Saint-Père, ne communiquer qu'incomplètement à mes diocésains ce qu'il m'a adressé pour eux. Comme, d'ailleurs, l'Encyclique, dans toutes ses parties, a été portée à la connaissance de tous par les journaux, je m'abstiendrai de la publier, et je me bornerai à annoncer le jubilé, en me servant, pour en faire connaître les conditions, de l'Encyclique du 22 novembre 1846.

Je suis avec respect.

Signé : † LOUIS, évêque de Verdun.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Nantes :*

Nantes, le 18 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la lettre-circulaire que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, en date du 1<sup>er</sup> janvier, et, peu après, la lettre en date du 9, qui renfermait, avec autorisation de la publier, une page déchirée de l'Encyclique de N. S. P. le Pape.

Depuis ces deux envois, les jours, en s'écoulant, ne diminuent ni notre douleur, ni notre étonnement. Cet étonnement ne peut que s'accroître quand nous apprenons par les feuilles publiques qu'à l'exception de la Russie et de l'Italie, livrées à tous les excès de la fièvre révolutionnaire, les lettres pontificales arrivent pacifiquement, partout ailleurs, aux évêques, et, par eux, à leurs diocèses.

Ai-je besoin de vous faire connaître, Monsieur le Ministre, que j'ai adhéré aux protestations de mes vénérables collègues dans l'épiscopat ? Nous ne pouvons pas nous lasser de redire qu'il est de l'essence de la religion catholique que les communications demeurent libres entre le chef et les membres, entre le Pape et les fidèles. Celui qui entrave les communications suspend, autant qu'il est en lui, la vie de l'Église. Mais la parole de Dieu ne saurait longtemps demeurer captive, et quand les grandes voies hiérarchiques lui sont fermées, Dieu lui ouvre de nouveaux chemins par lesquels elle arrive aux enfants de la foi.



En présence de la double dépêche de Votre Excellence, la loyauté m'oblige à vous dire, Monsieur le Ministre, ce que ma conscience d'évêque, éclairée par la lumière de l'Évangile, dirigée par la constitution divine de l'Eglise, par les traditions et les exemples des grands évêques de tous les temps, m'oblige à faire dans les circonstances présentes. Je croirais perdre quelque chose de votre estime si je m'écartais de cette voie.

Après avoir reçu l'Encyclique du Pape avec le respect et l'obéissance qu'un évêque doit au chef des évêques et au suprême docteur, je vais la faire parvenir dans son intégrité aux pasteurs des paroisses de mon diocèse. Si, par amour de la paix, et par une prudence dont il convient peut-être de nous savoir gré, ils attendent des temps plus calmes pour lui donner la publicité solennelle qui lui est due, ils ne laisseront pas ignorer aux fidèles ce que le catéchisme leur a enseigné dès l'enfance, qu'un enseignement doctrinal émané du pontife suprême doit être la règle de leur croyance comme de leur conduite morale, et ils auront recours à ce monument vénérable pour résoudre toutes les questions qui leur seront soumises sur ces matières.

Bientôt, en publiant le Jubilé, je donnerai au clergé et aux fidèles de mon diocèse les autres instructions que je jugerai nécessaires pour les temps difficiles que nous traversons.

En lisant dans tant de journaux impies, que le gouvernement regrette sans doute de compter parmi ses approbateurs les plus enthousiastes, les injures prodiguées à l'Eglise, et l'espérance que de nouvelles et plus profondes blessures lui sont réservées, j'ai remarqué, Monsieur le Ministre, qu'ils expriment un double espoir : le premier que l'épiscopat français ne demeurera pas uni; le second, que le clergé ne nous suivra pas dans notre dévouement inaltérable au Saint-Siège.

Quoique vous ne soyez pas depuis longtemps, Monsieur le Ministre, chargé des fonctions importantes qui vous sont confiées, nul ne sait mieux que Votre Excellence, j'en suis assuré, qu'il n'est pas aujourd'hui un évêque en France qui puisse être soupçonné de manquer jamais à ce qu'il doit à l'Eglise, au pape et à son troupeau.

Quant au clergé collaborateur de nos travaux, tous nos efforts, il n'est pas inutile qu'on le sache, doivent tendre bien plus à mo-

dérer qu'à exciter ces prêtres fidèles et si admirablement dévoués. Ces âmes généreuses ne demandent, surtout dans les circonstances présentes, qu'à affirmer leur foi, et demain, s'il était nécessaire, j'aurais entre mes mains la protestation ardente de mes huit cents prêtres, jurant de ne jamais se séparer, quoi qu'il puisse arriver, de la direction du Pape et de leur évêque.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

† ALEXANDRE, évêque de Nantes.

Dans un mandement pour la promulgation du Jubilé, Monseigneur l'Évêque de Nantes s'exprime ainsi au sujet des doctrines proclamées par les derniers actes pontificaux :

Et vous, nos très-chers Coopérateurs, appelés à nous venir en aide pour le salut des âmes confiées à notre sollicitude, vous aurez sous la main ce monument vénérable de la sage énergie de notre Chef suprême, et vous y puiserez les lumières qui vous sont nécessaires dans les temps présents pour l'instruction des peuples. Comme aux jours anciens, et les plus glorieux de l'Église, ces documents sacrés vous seront d'autant plus chers qu'ils vous seront arrivés à travers des obstacles, et vous les défendrez avec d'autant plus de zèle qu'ils sont plus attaqués par les ennemis de l'Église.

Mais pouvons-nous facilement comprendre, N. T.-C. F., quel est le principe de cette malveillance ardente avec laquelle les écrivains anticatholiques attaquent cet enseignement de l'autorité pontificale?

Est-ce une doctrine nouvelle? Non. C'est la doctrine que nous trouvons proclamée par le Saint-Siège et par les conciles aux divers âges de l'Église; et, chose étrange, une partie des propositions condamnées et qui sont reproduites sous nos yeux, l'étaient par Pie IX, dans les années mêmes du commencement de son pontificat, où ses ennemis d'aujourd'hui, alors ses flatteurs perfides, l'appelaient le défenseur de la liberté, le restaurateur de l'indépendance des peuples. Ce n'est donc pas lui qui change, ce sont les opinions mobiles des hommes, et ils feignent la colère, parce que l'Église ne les suit pas dans les variations de leurs erreurs.

On s'efforce de persuader aux masses ignorantes que l'Encyclique attaque notre Constitution nationale. Qui de vous n'a compris que, lorsque le Pape s'adresse à l'universalité du monde, à toutes les nations, à tous les peuples comme à tous les princes, il ne peut pas avoir en vue la constitution d'une nation particulière, mais qu'il trace à tous ces grandes lois morales qui doivent les diriger au point de vue du bien, au point de vue du vrai, dont il est le gardien, le souverain dépositaire? S'il arrivait que de ces solennels enseignements ont fût amené à déduire que notre Constitution n'est pas plus que les autres choses de ce monde exempte de taches et d'imperfections, serait-ce un motif suffisant pour se livrer à ces indignations plus ou moins sincères?

Eh quoi! chaque jour des écrivains sans mandat pourront demander la réforme, ou, pour parler leur langage, le perfectionnement de la Constitution; ils pourront demander qu'elle soit soumise à la loi du progrès, pour que ses imperfections et ses taches disparaissent; les interprètes autorisés de cette Constitution eux-mêmes pourront dire qu'elle est perfectible, et par conséquent imparfaite, sans croire manquer au respect qui lui est dû; et le Chef suprême de la religion, interprète de la vérité catholique, et de la loi morale du monde, parlant à des princes catholiques, ne pourrait pas leur dire que la Constitution qui régit leurs peuples n'est pas assez catholique, qu'elle devrait porter avec plus d'éclat cette empreinte sacrée, et qu'ils devraient, pour le bien moral de leur pays, donner dans leurs institutions et dans leurs lois une plus large place à l'esprit chrétien, à la foi chrétienne?

Est-ce à dire que l'Église condamne les innombrables constitutions qui régissent les peuples? Ordonne-t-elle de leur désobéir? Voyez la conduite de ses Évêques, nous ne disons pas seulement dans nos monarchies européennes, mais encore dans ces républiques si multipliées du Nouveau-Monde; de l'aveu de tous, ce sont partout les meilleurs citoyens sous des régimes si divers. Et si vous nous interrogez pour la France: le Pape nous a-t-il jamais défendu de jurer obéissance à la Constitution française? N'est-il pas le premier à nous avertir du lien que produit le serment? Mais il ne veut pas que nous, catholiques, nous proclamions nos constitutions modernes le type absolu et la perfection

idéale de toute constitution, tant qu'elles refléteront, plus ou moins, des erreurs que l'Église condamne.

On nous dit encore : N'y a-t-il pas lieu de s'étonner et de se plaindre quand nous lisons dans l'Encyclique le pouvoir que s'arroge le Pape d'enseigner et d'avertir non-seulement les particuliers, mais encore les nations tout entières et les princes qui les gouvernent? N'est-ce pas une invasion, un empiétement sur le droit qu'ont les nations et les princes d'être indépendants de toute autorité?

Il est vrai qu'en constituant sur de nouvelles bases la société chrétienne, Jésus-Christ a donné à son Église et à son chef le pouvoir de promulguer les lois morales de l'Évangile et de la religion naturelle, et de les appliquer aux peuples et aux rois. Mais qui donc a le droit de s'en plaindre? Les rois regretteront-ils jamais qu'il y ait une autorité établie par Dieu et chargée de prescrire à leurs peuples l'amour de la paix, l'ordre, l'obéissance; une autorité capable de dire aux sociétés en ébullition : *Peuples, rendez à César ce qui appartient à César* (1)?

Et quant aux peuples, sont-ils parfaitement assurés de n'avoir jamais besoin d'un défenseur contre l'oppression des rois? S'il se levait dans la suite des âges un autocrate violent, ayant juré de faire périr la foi, la langue et jusqu'à la nationalité d'un peuple, répondant à ses prières par les supplices ou la prison, et poussant par milliers vers les mines de la Sibérie l'élite de ses citoyens, avec de faibles femmes et de jeunes enfants, regretteriez-vous qu'il se trouvât, au milieu du silence des puissances de la terre, une puissance émanée du Ciel pour dire à ce prince oppresseur : Vous n'êtes pas le chef et le père de ce peuple; vous êtes son tyran. Son sang, ses douleurs, ses larmes pèseront sur votre tête comme une terrible malédiction. Je vous déclare, au nom de Dieu, que vous n'échapperez pas à sa justice, et que, dans ce monde ou dans l'autre, elle sera pour vous inexorable?

C'est ainsi, demandez-le à l'histoire, c'est ainsi que les Papes ont usé du pouvoir d'avertir, de réprimander les nations et leurs chefs. Par leurs conseils salutaires, ils ont maintenu longtemps les peuples dans le devoir; et quand des rois oppresseurs ont

(1) Matth., xxii, 21.

paru, ils n'ont pas craint de leur résister en face, quelquefois seuls; et bien souvent la victoire leur est restée, c'est-à-dire qu'elle est restée à la justice et à l'humanité vengées.

De quoi donc se plaindra-t-on encore? De ce que le Saint-Siège n'admet pas la doctrine de la légitimité des faits accomplis, de la force brutale substituée au droit, de l'amour des richesses et des plaisirs substitué à l'honnêteté morale, du succès justifiant toute iniquité? De ce qu'il n'admet pas la doctrine égoïste de la non-intervention, même quand le faible opprimé appelle à son secours l'épée d'un peuple plus puissant et désintéressé; de ce qu'il n'approuve pas la doctrine des constitutions excluant systématiquement tout élément chrétien; la doctrine de l'indifférence en matière de religion et de l'égalité des religions vraie ou fausses; la doctrine de la légitimité des sociétés secrètes; la doctrine de la servitude de l'Église vis-à-vis de l'État; la doctrine du pouvoir du gouvernement civil sur le dogme, sur la direction des âmes, sur les choses de la religion; la doctrine qui exclut la religion de l'éducation de la jeunesse; la doctrine qui autorise le divorce; la doctrine qui réclame le mariage des prêtres; la doctrine qui arrache au Pape la souveraineté temporelle, gage de son indépendance aux yeux des peuples? Non, non, nul n'a le droit de s'en plaindre, et, au milieu de la confusion des idées et des opinions, nous avons grand besoin que les vérités religieuses et sociales fussent de nouveau promulguées.

S'il nous était possible, dans une courte instruction pastorale, d'entrer dans le détail, il ne nous serait pas difficile de montrer non-seulement à vos yeux éclairés par la foi, mais encore aux esprits dociles aux lumières d'une droite raison, quelle est la sagesse de toute cette doctrine du Saint-Siège. Parmi les propositions condamnées, celles-là mêmes qui peuvent offrir des difficultés sortent des nuages et apparaissent dans leur jour, soit lorsqu'on les relit dans les actes primitifs et avec l'opportunité des circonstances, soit lorsqu'on se rappelle que le Souverain-Pontife, toujours calme et modéré dans son action, s'accommode à tous les gouvernements, tolère les plus imparfaits, les défend au besoin et les protège de sa parole; mais qu'en même temps il nous montre où est le mieux quand le mieux est possible, où doit tendre un gouvernement catholique, quand l'ensemble de

circonstances difficiles ne met pas obstacle à ses légitimes désirs.

Mais l'Esprit de Notre-Seigneur qui guide son Vicaire au milieu des périls de sa charge redoutable ne lui inspire pas seulement de prémunir le monde contre les erreurs qui tendent à l'envahir. Jésus-Christ recourait constamment à la prière. Parmi les travaux les plus pressants de son apostolat, prosterné devant son Père, il le suppliait pour les justes et pour les pécheurs et il attendait de lui son secours. Au milieu de la tempête déjà déchainée, en présence de cette conspiration si vaste qui prépare contre l'Église ses derniers efforts, le Souverain-Pontife nous exhorte à lever tous ensemble, prêtres et fidèles, nos âmes et nos mains vers le Dominateur du ciel et de la terre. Il nous montre le Cœur sacré du Sauveur comme notre refuge et notre appui. Il veut que nous fassions une douce violence à ce Cœur aimable, victime de sa brûlante charité pour nous, afin qu'entraînant tous les hommes dans les liens de son amour, il les sanctifie et les sauve. Et comme les prières des hommes sont plus agréables à Dieu et plus puissantes s'ils viennent à lui avec des âmes lavées de toute souillure, le Vicaire de Jésus-Christ ouvre aux fidèles chrétiens les trésors de l'Église confiés à sa dispensation, afin qu'excités plus vivement à la vraie piété, et purifiés de leurs péchés par le Sacrement de Pénitence, ils répandent avec plus de confiance leurs prières devant Dieu, et obtiennent sa grâce et sa miséricorde.

---

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Rodez.*

Rodez, le 8 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai reçu la circulaire du 1<sup>er</sup> de ce mois, que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, et dans laquelle il est dit que la réception et la publication de la première partie de l'Encyclique pontificale du 8 décembre et le document qui y est annexé, sous le titre de *Syllabus complectens præcipuos nostræ ætatis errores*, etc., ne sauraient être autorisés, parce que ces actes contiennent des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la constitution de l'Empire.

En conséquence, le 5 janvier est intervenu, sur le rapport du conseil d'État, un décret qui autorise seulement la publication de la partie de l'Encyclique qui accorde un Jubilé pour 1865.

C'est avec une vive douleur, Monsieur le Ministre, que je vois cette prohibition, cette sorte d'*embargo* mis sur les enseignements du chef de l'Eglise à l'égard de l'épiscopat, et je ne doute pas que cette douleur ne soit partagée par mes vénérables collègues, ainsi que par tous les vrais catholiques et les partisans sincères de la liberté des cultes, quelles que soient d'ailleurs leurs convictions religieuses.

Je n'ai pas la pensée d'entrer ici dans une discussion doctrinale, mais Votre Excellence me permettra de considérer sous ses différents points de vue la sentence laïque qui vient de frapper un des actes les plus importants du Pontificat de Pie IX, et d'en interdire aux évêques la publication officielle dans leurs diocèses.

Dans toute cause soumise à une instruction et aboutissant à un jugement, il est à propos de connaître la moralité des accusateurs, la compétence des juges, la loi qui domine le débat, et les conséquences de la décision. C'est sur ces divers points que vont porter mes observations.

# I.

Quels sont les accusateurs de l'Encyclique et du *Syllabus* qui y est annexé ? Votre Excellence les connaît aussi bien que moi. Je ne crois pas me tromper en affirmant que ce sont, pour la plupart, des hommes qui ne croient pas à l'Eglise, des protestants, des juifs, des libres penseurs, saint-simoniens, panthéistes ou athées, ce qui revient au même. Non-seulement ils ne croient pas à l'Eglise, mais tous leurs efforts tendent à l'anéantir, et ce noir complot, ourdi dans les loges de la franc-maçonnerie, explique l'acharnement avec lequel ils dirigent leurs attaques contre le Pontife suprême. En frappant le pasteur, ils espèrent disperser le troupeau. Je n'ai pas besoin d'indiquer les organes de la presse périodique par lesquels ces ennemis de nos croyances et de notre culte s'efforcent de pervertir les peuples ; tout le monde a entendu leurs clameurs et a vu leur attitude en face des documents émanés de la chaire pontificale. Ne sachant plus quels arguments inventer contre le principal temporel qui garantit l'indépendance

spirituelle du Saint-Siège, parce que le droit résiste à toutes les perfidies et à tous les sophismes de l'annexion révolutionnaire, ils ont saisi avec avidité l'occasion de lancer sommairement l'anathème contre le Pape roi et contre le Pape chef de l'Eglise, et il m'a semblé entendre l'émeute du Sanhédrin hurler contre le Christ : « Il a blasphémé, qu'avons-nous encore besoin de témoins ? *Blasphemavit, quid adhuc egemus testibus ?* »

Le Pape met l'éteignoir sur l'étincelle du progrès et de la civilisation ; il étouffe l'esprit moderne et le droit nouveau ; il ressuscite le moyen âge, et il veut absorber la société laïque. *Blasphemavit !* Serrons nos rangs, déchirons le concordat, et faisons rentrer l'Eglise dans l'état privé, comme au bon temps du césarisme romain, ou comme dans la république modèle des Etats-Unis ! Puis, après avoir ainsi mimé la peur, ces histrions ont mimé le dédain : « La Papauté se meurt, l'Encyclique est le cri de son agonie. Folie impuissante que de vouloir lutter contre le torrent des idées nouvelles et d'opposer le vieux dogme au dogme de 89 ! » Tel est le langage de ces accusateurs qui, selon les expressions de saint Paul, ne savent ce qu'ils disent ni ce dont ils parlent : *Non intelligentes neque quæ loquuntur, neque de quibus affirmant.* (1 Tim., 1, 7.)

Votre Excellence sait aussi que la fièvre délirante de ces ennemis de Dieu, de Jésus-Christ, du Pape, de l'Eglise et de l'âme humaine, s'attaque autant à l'ordre temporel qu'à l'ordre spirituel, et que le corollaire de l'impiété universelle serait l'anarchie universelle, ce qu'ils ont appelé le *grand coup de balai* destiné à faire disparaître tous les trônes et toutes les dynasties. Je n'ai pas besoin de m'étendre sur ces considérations, parce que Votre Excellence est en position de savoir mieux que moi de quel côté sont les dangers et les conspirations, dans quel camp sont les bombes d'Orsini et les poignards de Milano, avec les apologistes de l'insurrection et de l'assassinat. Le Pape et l'Eglise catholique resteront toujours fidèles à ce programme de saint Pierre, le prince des apôtres et le vicaire du Christ : *Deum time, regem honorificate, fraternitatem diligite.* (1 Petr., II, 17.)

Mais puisqu'il est prouvé avec la dernière évidence que les accusations dirigées contre l'Encyclique pontificale émanent principalement des adversaires déclarés de toute croyance, de tout



culte, auxquels se joignent les sectaires de toute nuance et les partisans attardés d'une Église nationale, catholicisme bâtard, formé des traditions du jansénisme et du gallicanisme parlementaire selon Pierre Pithou ; puisqu'il est prouvé que la plupart de ces adversaires qui se dressent contre le Pape visent au renversement de tous les droits privés et publics sur lesquels s'appuie le monde civilisé, est-il juste et convenable d'entendre de tels accusateurs et de leur donner raison ? On est plutôt fondé à dire que les doctrines du Saint-Père sont éminemment favorables à la société, puisque le ban et l'arrière-ban de la révolution leur prodiguent tant d'outrages. En parlant de l'édit de persécution lancé par Néron contre les chrétiens, Tertullien a dit dans son apologie : « Il faut que cette religion soit bien excellente, puisqu'elle a eu pour premier persécuteur un si méchant homme. »

## II.

Après la moralité des accusateurs, j'arrive à parler de la compétence des juges. Ici, Monsieur le Ministre, il ne m'échappera aucune parole offensante contre l'illustre assemblée à l'appréciation de laquelle l'Encyclique et le *Syllabus* ont été déférés.

On a vu des conciles œcuméniques, présidés par des Papes ou par leurs légats, délibérer sur des points de dogme, de morale et de discipline, et fixer par leurs décrets les doctrines traditionnelles de l'Église. On a vu des conciles nationaux et provinciaux délibérer et statuer sur les mêmes matières ; sauf l'approbation des papes, ils étaient compétents. On a vu des parlements empiéter quelquefois sur le domaine des choses spirituelles et rendre des arrêts contre lesquels la Papauté et l'épiscopat protestaient, aussi bien que la conscience publique. C'étaient là des servitudes imposées au clergé sous le nom de libertés de l'Église gallicane. Mais il y avait du moins alors une garantie ou une circonstance atténuante qui rendait moins dangereuse cette confusion des deux pouvoirs. L'Etat était catholique, et une loi fondamentale de la nation interdisait l'accès du trône à quiconque n'était pas catholique. Il en était de même des corps constitués, et il y avait de plus au sein des parlements une section de conseillers clercs. L'incompétence de ces corps dans les questions religieuses était donc balancée par l'élément d'orthodoxie, dont ils étaient si for-

tement imprégnés, et si l'appel comme d'abus était dévolu aux parlements contre le clergé, le clergé, qui formait un des trois ordres de la nation, pouvait se pourvoir devant le roi et en appeler au Pape contre les parlements. Ainsi tout se balançait dans l'ancienne monarchie, et si l'indépendance de l'Eglise était quelquefois menacée par des conflits pénibles, l'unité n'était pas rompue et la concorde prévalait entre le sacerdoce et l'Empire. C'est ce que l'on vit en particulier après l'orage de 1682, quand Louis XIV, tout absolu qu'il était, écrivit au pape Innocent XII pour lui faire savoir qu'il avait donné des ordres afin que « les choses contenues dans son édit du 22 mars touchant la déclaration faite par le clergé de France ne fussent pas observées. »

Cette situation, que nous ne regrettons pas, a disparu sous les coups de la révolution française pour faire place à de nouvelles institutions. La liberté des cultes, l'égalité des citoyens devant la loi et l'admissibilité de tous aux fonctions publiques, ce sont là, sinon des dogmes, au moins des faits sociaux qui ont prévalu parmi nous. Il s'ensuit que le Conseil d'Etat, comme les autres corps constitués, est composé d'hommes auxquels on ne demande aucune condition d'orthodoxie. Ils peuvent donc être israélites, protestants, panthéistes, musulmans et même catholiques. Ils peuvent croire à l'Eglise ou ne croire à rien du tout. Voilà les Pères du Concile appelés à juger les doctrines du Pape! Est-il possible de les considérer comme juges compétents en pareille matière? Ont-ils étudié les méthodes et les hautes questions de la théologie? Sont-ils versés dans le droit canon aussi bien que dans le droit civil, *in utroque jure*, comme on disait autrefois? Outre la connaissance approfondie des matières, pratiquent-ils, comme le Pape, le jeûne et la prière avant de rendre leurs décisions? En vérité, Monsieur le Ministre, on se rappelle involontairement les critiques acérées auxquelles se livra M. de Cormenin, sous un autre régime, contre la compétence de ce corps dans des matières qui touchent si profondément à l'enseignement religieux et à la liberté de la conscience humaine. Non-seulement ce tribunal n'est pas compétent, mais il ne peut pas être impartial, et je ne crois pas avoir besoin de le démontrer.

Mais, dira-t-on, le Conseil d'Etat n'a point à examiner les doctrines en elles-mêmes, son rôle se borne à constater qu'elles

contiennent des choses contraires aux principes sur lesquels repose la constitution de l'Empire. Je réponds, Monsieur le Ministre, que l'Encyclique proclame des principes généraux, sans attaquer les constitutions d'aucun pays. Ces constitutions sont, comme je l'ai dit, des faits permanents ou variables, traditionnels ou écrits, ayant pour origine tantôt la conquête, tantôt le génie d'un législateur, tantôt l'expression d'une volonté nationale. C'est là le droit politique ayant pour base la justice et la force, pour couronnement la liberté des peuples, et pour sanction morale la volonté divine qui astreint la conscience sous les divers régimes de l'hérédité et de l'élection, de la monarchie et de la république. Les principes ou les préambules philosophiques sur lesquels on s'appuie peuvent être plus ou moins vrais ou faux, mais l'Etat peut-il les imposer comme des dogmes? Une pareille exigence serait exorbitante de la part d'une puissance qui n'a pas la mission d'enseigner, surtout à une époque où le premier venu peut à son aise nier Dieu, Jésus-Christ, l'âme humaine, le bien et le mal, le droit privé et public, en un mot tous les fondements de la religion et de la société, pourvu qu'à ces négations audacieuses il n'ajoute pas ce que la loi qualifie d'*outrage*... Qu'a fait le Saint-Père? Résumant les controverses de notre époque qui ont si fort agité le monde, il a proclamé ce qu'il sait être la vérité absolue dans l'ordre social, laissant aux nations la liberté de marcher dans leurs voies, comme le Décalogue laisse aux hommes la liberté de suivre leurs penchants, mais à leurs risques et périls. Puisque le Conseil d'Etat admet l'indépendance de la pensée pour lui-même, comment pourrait-il imposer les croyances au monde catholique et intercepter les enseignements qui lui viennent de son chef spirituel? Non, ce tribunal n'est ni compétent, ni impartial, ni recevable dans ses déclarations doctrinales, et puisqu'il a été saisi de cette affaire, ce qu'il pouvait faire de mieux, c'était de laisser passer l'Encyclique et le *Syllabus* avec la formule ordinaire : « Sans approbation des clauses ou expressions qui sont ou qui pourraient être contraires, etc. »

### III.

Que Votre Excellence me permette maintenant d'apprécier la disposition légale d'après laquelle l'Encyclique et ses annexes ont

été déferées au Conseil d'État. Cette disposition est celle de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 germinal an X, laquelle fut ajoutée par une des parties contractantes à la convention bilatérale du Concordat de 1801. Là se trouvent quintessenciées les suspicions à l'égard du Saint-Siège, les clauses préventives et répressives envers le clergé catholique, en un mot tout l'attirail des anciennes servitudes de l'Église gallicane, connues sous le nom de libertés, et colligées dans les *olim* des parlements, sans qu'il ait été tenu compte du changement radical et complet survenu dans nos institutions. Autrefois, le clergé était le premier des trois ordres de la nation, il siégeait comme tel aux États-Généraux, il siégeait dans les parlements, il prenait part au gouvernement, et plusieurs hommes d'église figurent dans l'histoire parmi nos plus grands hommes d'État. De nos jours, il n'a plus d'existence politique. Excepté le Sénat, où siègent les cardinaux, et l'enseignement public, où une certaine part est laissée aux ministres des différents cultes, il est éliminé de toutes les positions officielles, et ce n'est qu'accidentellement qu'il siége quelquefois dans les commissions des hospices et les bureaux de bienfaisance.

Autrefois le clergé possédait une dotation territoriale qui lui avait été faite par nos pères, et les deux tiers de ses revenus étaient applicables aux églises et aux pauvres. Aujourd'hui, à l'exception de l'indemnité stipulée en sa faveur par l'Assemblée constituante qui l'a expropriée, il ne possède même plus les sanctuaires où il célèbre le culte divin, ni les habitations où il repose sa tête. Nous sommes donc dans un tout autre monde, et si le corps ecclésiastique pouvait inspirer jadis de l'envie ou de la défiance, maintenant, réfugié dans l'asile du droit commun, il lutte à grand'peine contre les insultes et les entreprises sans cesse renaissantes de la Révolution. Pourquoi donc des lois d'exception contre lui ? Et n'est-ce pas pitié d'entendre des déclamateurs rétrogrades qui voudraient le refouler, au nom du progrès et de la liberté, vers les servitudes de l'ancien régime ? Tandis qu'ils s'emploient à cette besogne, les organes de l'impiété démagogique pourraient bien reculer jusqu'à l'époque de la domination romaine, et exhumer les lois de proscription portées par les empereurs contre le christianisme, ou même relever la statue de Nabuchodonosor.

Mais si le clergé est si faible, humainement parlant, que dirons-nous de son auguste Chef qui siège au Vatican, protégé par l'épée de la France? Après les spoliations dont il est victime, et en face de la dernière qui le menace, n'est-ce pas une dérision brutale, digne de la valetaille dorée du roi Hérode, que de dire qu'il veut et peut bouleverser le monde et déposer les souverains, comme à l'époque du moyen âge ses prédécesseurs, acclamés universellement chefs suprêmes de la chrétienté, défenseurs du droit, de la moralité et de la liberté humaines, arrachèrent la société aux fureurs sanguinaires ou aux débauches des tyrans qui la ravaageaient au dedans, et à la barbarie mahométane qui la menaçait au dehors? Se précautionner contre de telles éventualités, dresser entre le Souverain-Pontife et l'épiscopat la barrière de l'article 1<sup>er</sup> de la loi précitée, c'est commettre un anachronisme, c'est crier *au feu!* en plein déluge.

En outre, nous avons à invoquer l'article 1<sup>er</sup> du Concordat, qui statue que « la religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France. » Que devient cette liberté solennellement stipulée, si l'épiscopat ne peut communiquer avec son Chef hiérarchique sans l'autorisation du gouvernement, et si le conseil d'État peut obstruer les canaux par lesquels l'enseignement et les bénédictions du Vicaire de Jésus-Christ doivent parvenir à la conscience des fidèles? Voilà deux articles premiers, dont l'un est la négation de l'autre, et la liberté religieuse du catholicisme est ici confisquée par les défiances rétrospectives de la politique. Je suis porté à croire que tous les évêques de France auraient publié l'Encyclique, si ces entraves n'eussent pas été mises à leur ministère; mais ceux-là mêmes qui ne l'auraient pas publiée doivent éprouver le sentiment douloureux que j'éprouve à la vue du pouvoir temporel interceptant ou absorbant le pouvoir spirituel. C'est une question de principe à laquelle se subordonne l'existence même de l'Église catholique et la liberté des âmes; ou le Concordat, ou la loi *organique*.

Nous sommes d'autant mieux fondés à réclamer cette liberté, prix du sang de nos martyrs, qu'elle est garantie à tous les cultes par la Constitution de 1852, comme par celles qui l'ont précédée, depuis que la France a échappé au césarisme affreux de la Convention et du Directoire. Il nous est impossible de comprendre

qu'un privilège d'oppression pesât sur nous, qui sommes la grande majorité de la nation, qui prêchons avec le Pape la soumission et la fidélité à la puissance établie, et qui prions pour l'Empereur beaucoup plus, sans doute, que ne prient le Conseil d'État et les autres corps constitués.....

#### IV.

Au moment même où j'écrivais ce qui précède, j'ai reçu l'ampliation du décret du 5 janvier que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser. Je me réserve d'examiner s'il sera à propos de publier le lambeau de l'Encyclique pontificale relative au Jubilé, et s'il ne conviendra pas mieux de priver de cette grâce les populations de mon diocèse que d'acquiescer à une pareille mutilation. Pour le moment, je vais achever ce mémoire, en examinant les conséquences de la décision prise par le Conseil d'État et convertie en décret par Sa Majesté.

Grâce à la liberté dont la presse jouit parmi nous en matière religieuse et à la rapidité des voies de communication, l'Encyclique et le *Syllabus* ont pénétré partout, et quiconque lit un journal a pu connaître ces documents si graves adressés à l'épiscopat du monde entier pour être par lui transmis aux peuples. Cette grande publicité est un fait auquel nous pourrions applaudir, si ces actes de la papauté n'avaient point été dénaturés et indignement travestis par les commentaires des écrivains hostiles à nos croyances et à notre hiérarchie, juifs, protestants, panthéistes, saint-simoniens, composant ce qu'on peut appeler la Babel du progrès moral et social. Il serait donc nécessaire, pour éclairer les esprits, pour combattre tant d'extravagances et d'impostures, que les évêques pussent transmettre officiellement aux fidèles les enseignements du Père commun, avec les explications ou les commentaires qui les feraient paraître dans leur véritable jour. Cette liberté leur est refusée, à eux dont la compétence ne peut être contestée ni par le Gouvernement, ni par les adversaires les plus acharnés de l'Eglise catholique. Il faut convenir, Monsieur le Ministre, que c'est là un spectacle étrange offert au monde. Comment ! le premier venu peut publier de vive voix ou par écrit les décisions et instructions du Saint-Siège adressées aux seuls Evêques, et les Evêques seuls n'en ont pas le pouvoir !

Les imprimeurs peuvent prêter leur concours impunément à quiconque veut reproduire ces documents d'une manière pure et simple, ou avec accompagnement d'outrages et d'anathèmes, mais ils ne peuvent, sans s'exposer aux rigueurs de la loi, prêter ce même concours aux évêques. Bien plus, il sera loisible à tout rabbin dans sa synagogue, à tout ministre protestant dans son temple, de lire et d'expliquer à sa guise les lettres du Pape, et de signaler, à cette occasion, son zèle patriotique, avec l'espoir d'une mention honorable dans le journal officieux de sa localité : mais le prêtre catholique, d'après l'avis de Votre Excellence, devra s'abstenir de « tout discours qui prêterait à des interprétations regrettables ! » Comme l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 germinal an X crée une douane contre l'importation des actes du Saint-Siège, l'article 6 de la même loi menace de *l'appel comme d'abus* tout curé ou vicaire qui se permettrait de lire en chaire ce que tout libre penseur peut lire et commenter sous le porche même de l'église, sans parler des peines plus graves édictées par l'article 201 du Code pénal. Ces conséquences, Monsieur le Ministre, peuvent bien réjouir ceux dont la raison est aveuglée par les passions anticléricales, mais elles blessent les notions les plus élémentaires de l'équité, et elles contristent la partie la plus saine et la plus nombreuse du peuple français, qui ne voudrait pas voir repousser en France l'autorité sacrée du Pape, que nous soutenons à Rome contre la Révolution.

En face d'une législation qui conduit à de semblables résultats, permettez-moi, Monsieur le Ministre, de rappeler ici, comme un agréable souvenir et un consolant espoir, la belle parole prononcée par l'Empereur après le scrutin national qui suivit le coup d'Etat du 2 décembre : « Je suis sorti de la légalité pour rentrer dans le droit. »

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

† LOUIS, *Evêque de Rodez.*

---

Monseigneur Plantier, Evêque de Nîmes, se trouvant encore à Rome, a écrit à Son Exc. M. le Ministre de la justice et des cultes la lettre suivante, dont il a fait adresser une copie à la

*Gazette du Midi*. Elle a été reproduite dans quatre journaux de Paris (1) :

Rome, hors la Porte Flaminienne, le 6 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Le *Moniteur* vient de nous apporter la circulaire adressée par Votre Excellence, sous la date du 1<sup>er</sup> janvier, à tous les archevêques et évêques de France, au sujet de la dernière Encyclique et du *Syllabus* qui l'accompagne. Il était difficile d'inaugurer la nouvelle année par un acte plus douloureux et qui contient un plus menaçant présage; je m'empresse, quoique de loin, d'unir les franches et respectueuses observations qu'il me suggère à celles que mes vénérables collègues se sont déjà sans doute hâtés de soumettre à Votre Excellence.

Je déplore, avant tout, la persistance avec laquelle le gouvernement maintient en vigueur les *articles organiques*. Il eût été digne de l'Empereur d'abolir cette œuvre si profondément regrettable de son oncle, et d'interrompre l'amer sillon qu'elle a tracé dans les affaires religieuses de notre temps. Si les vastes occupations de Votre Excellence lui avaient permis d'étudier, aux vraies lueurs de l'histoire et du droit canonique, cette loi du 18 germinal an X, elle aurait vu qu'elle fut peu loyale dans son origine, puisqu'elle modifiait le concordat, c'est-à-dire un contrat bilatéral, sans le consentement et même sans l'avis de l'une des parties intéressées; que par elle le premier Consul, au moment où il semblait briser les fers de l'Eglise de France d'une main, de l'autre la replongeait dans la servitude; qu'enfin le Saint-Siège, qui n'avait point été consulté, l'a, dès le principe et toujours, non-seulement désavouée, mais encore condamnée comme renfermant des dispositions incompatibles avec les droits essentiels dont il est divinement investi pour gouverner le peuple chrétien. A tous ces titres, au lieu de s'en prévaloir contre les Encycliques émanées de Rome, le pouvoir devrait bien plutôt la laisser dormir, à côté de tant d'autres décrets schismatiques ou païens, éclos parmi nous dans ces jours de vertige, où la fille aînée de l'Eglise ne songeait qu'à forger des chaînes ou des glaives contre sa mère esclave ou martyre.

(1) Nous empruntons ce document à l'*Opinion nationale*, que nous avons prise nous-même dans les bureaux trois jours après son apparition.



An reste, Monsieur le Ministre, quelles que soient, sur ce point, les doctrines de Votre Excellence, un fait est certain, c'est que votre circulaire, aussi bien que les articles organiques dont elle s'est inspirée, est condamnée par les actes mêmes dont elle interdit la publication, et qu'entre ces deux condamnations qui se heurtent, l'univers catholique n'hésitera pas; il sera pour l'Encyclique. Voilà pour la loi sur laquelle Votre Excellence s'est appuyée pour envoyer au Conseil d'Etat la lettre pontificale accordant au monde un nouveau jubilé.

Et maintenant quel est le tribunal auquel vous l'avez soumise? Assurément le Conseil d'Etat est un corps très-respectable. Mais en lui deux choses me frappent : c'est d'abord qu'au point de vue religieux, il peut se composer d'éléments hétérogènes; c'est ensuite qu'après discussion, les questions probablement s'y tranchent par voie de majorité. Le voilà saisi, tel que, de la dernière Encyclique! Il nous présente alors un singulier spectacle de protestants, de juifs, de schismatiques, de rationalistes tout au moins, examinant si Pie IX a eu tort ou raison de proclamer un nouveau jubilé. Ces juges fussent-ils tous catholiques sincères, mais simples laïques, il serait étrange de les voir discuter un acte spirituel et purement spirituel du pasteur suprême.

Mais il est bien plus étrange encore de soumettre cet acte au contrôle et à l'autorisation de jurisconsultes dissidents ou qui ne croient pas à l'Evangile. Si, dans cette délibération, le Souverain-Pontife succombe, ce sera peut-être un luthérien qui l'aura fait échouer; s'il triomphe, c'est peut-être un israélite qui lui aura valu ce succès. Et ainsi sera-t-il décidé par le temple ou par la synagogue que le Pape a eu droit ou non de convier les peuples à la pénitence.

Je pourrais multiplier les remarques sur cette première partie de la circulaire et sur l'autorisation qu'elle nous promet. Mais j'ai hâte d'en faire quelques-unes sur la seconde moitié, plus affligeante encore que la première.

Voici d'abord un ministre des cultes s'adressant à tous les évêques du grand empire; il ne le fait pas par une lettre confidentielle, mais par une lettre insérée dans le *Moniteur*. En quelques heures le télégraphe électrique en a porté l'écho non-seulement aux extrémités de la France, mais dans l'Europe entière. Bientôt

les journaux de toute nuance arrivent avec la rapidité de la foudre, et donnent à toutes les nations le texte de ce document dont elles n'avaient eu que le résumé. Et qu'y lit-on ? Le ministre catholique d'un empereur catholique affirme, à la face du monde, que Pie IX a proclamé dans ses derniers actes *des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la constitution de l'Empire*. Et la preuve ? Aucune.

. . . Et après avoir accusé gratuitement, on défend aux évêques de justifier le Souverain-Pontife dont on flétrit les actes. Les plus mauvais journalistes auront eu le droit de publier l'Encyclique pour la parodier, l'insulter, en faire ressortir d'absurdes conséquences ; il ne nous sera pas permis de la faire imprimer pour la présenter aux peuples avec son véritable sens, et démontrer qu'elle n'a pas la moindre trace des torts qu'on lui attribue. Il est bien entendu que nos mandements doivent être moins favorisés que les feuilles sceptiques et révolutionnaires. Le monde et l'avenir jugeront ce procédé.

Et à quel moment cette interdiction est-elle prononcée ? C'est comme au lendemain de la convention du 15 septembre. Les âmes catholiques sont encore tristement émuës de cette convention elle-même, et des dépêches qui ont essayé de l'expliquer et de la justifier, et des débats parlementaires de Turin qui l'ont éclairée sous tous ses aspects. Il ne fallait pas tant de nuages pour porter la douleur et l'inquiétude dans l'affection qui unit la France et le monde catholique au Saint-Siège. Pour consoler notre affliction et dissiper nos alarmes, la circulaire de Votre Excellence éclate ainsi qu'un nouveau coup de foudre ; à quoi nous attacherons-nous désormais pour espérer ?

Quant au fond, Monsieur le Ministre, il est facile de voir que Votre Excellence n'avait pas reçu grâce et mission pour comprendre et interpréter l'Encyclique et le *Syllabus*. C'est le droit et la vocation des évêques seuls, et en essayant de s'approprier cette prérogative, Votre Excellence n'a réussi qu'à se méprendre sur la vraie teneur de la lettre pontificale. Nulle part elle ne présente une seule *proposition contraire aux principes sur lesquels repose la constitution de l'Empire*. S'il est même une chose frappante, c'est la circonspection souveraine avec laquelle le Saint-Père, les attentats du Piémont mis à part, évite de toucher aux questions de

fait, pour se renfermer dans des questions de doctrine, et pas une d'elles, dans les termes qui l'expriment, n'est inconciliable avec les bases de notre constitution. Votre Excellence n'a qu'à relire le texte pontifical, qu'elle a parcouru sans doute trop rapidement; elle se convaincra de l'évidente justesse de ce que j'ai l'honneur d'affirmer. Je déclare dès lors que *je ne comprends pas* et que *je ne comprendrai jamais*, malgré ce qu'en dit Votre Excellence, que la publication de ces documents ne soit pas autorisée.

En parlant ainsi, Monsieur le Ministre, je ne déserte pas les nobles traditions de l'Église de France. J'ai lu et relu les *mémoires* admirables de son ancien clergé, et j'y ai vu que, lorsque, du temps de Louis XIV ou dans le siècle dernier, le pouvoir royal ou les parlements voulaient s'opposer à la publication d'une bulle ou d'une Encyclique partie de Rome, les évêques protestaient avec autant de force que d'unanimité contre ces usurpations de la puissance temporelle sur la puissance spirituelle de l'Église. Si ces grands pontifes vivaient à notre époque, ils tiendraient encore le même langage, et la lettre signée par Votre Excellence prouverait tout ce qu'ils savaient avoir de courage pour défendre les droits divins et inaliénables de l'autorité du Saint-Siège. Voilà le sens exact de ses *maximes*; elles n'ont rien de commun avec celles dont on se prévaut tous les jours pour empêcher la parole du successeur de Pierre d'arriver à des peuples qu'il a le devoir et la mission d'enseigner.

Ces rigueurs, après tout, sont aussi inutiles qu'elles sont peu justifiées. Les doctrines proclamées par Pie IX dans l'Encyclique réprouvée par le gouvernement, ont été déjà promulguées plus d'une fois; les erreurs qu'il signale ont été précédemment condamnées. Il y a même plus, c'est que, pour les quatre-vingts propositions renfermées dans le *Syllabus*, le Saint-Père n'exprime aucune censure: il se borne à renvoyer à ses allocutions, à ses lettres particulières, ou à ses Encycliques antérieures. Tous ces actes qu'il rappelle sont, depuis plus ou moins de temps, dans nos mains; les enseignements qu'ils contiennent sous forme d'exposition ou de condamnation dogmatique sont acceptés par l'Église entière, ils y font loi, et ni la circulaire de Votre Excellence ni la décision du Conseil d'État ne pourront soustraire les catholiques de France à l'obligation de s'y soumettre. C'est une

doctrine incontestable, même d'après les anciennes maximes de l'Église gallicane.

Reste la recommandation que vous nous invitez à adresser au clergé de nos divers diocèses. Sans doute il faudra bien que nous l'exhortions à la prudence ; la lettre de Votre Excellence nous fait entrevoir de sérieux motifs de lui donner ce conseil. Mais je ne comprends pas exactement ce que signifient ces *interprétations regrettables* contre lesquelles nous devons lui dire de se précautionner. Je ne puis déclarer à cet égard qu'une chose : c'est qu'il m'est absolument impossible de convier mes prêtres à faire de la circulaire de Votre Excellence et des interventions au Conseil d'État une interprétation qui tende à établir qu'elles sont légitimes.

Jusques à quand, Monsieur le Ministre, faudra-t-il que le gouvernement impérial ne voie pas ses véritables dangers où ils sont, et les voie où ils ne sont pas ? Ils sont dans cette presse athée et licencieuse qui mine sourdement le sol du pays sous le trône, en corrompant la conscience publique ; ils ne sont pas dans l'Encyclique, dont les doctrines et les condamnations, si elles étaient prises à la lettre, feraient vivre d'une éternelle jeunesse les États et les dynasties. Et pourtant contre la première, pourvu qu'elle ne touche pas à la famille impériale, le gouvernement est toujours d'une tolérance sans mesure, il la laisse poursuivre à l'aise son œuvre de démolition. Mais contre l'Encyclique, il est impitoyable.

On entasse barrière sur barrière, menace sur menace, pour l'empêcher de passer. Veuillez, Monsieur le Ministre, nous vous en conjurons, veuillez être plus fidèle à votre propre langage. Chaque jour, aussi bien que vos respectables collègues, vous parlez de *progrès* ; vous dites qu'à des *temps nouveaux* il faut un *esprit nouveau*, et l'on fait constamment exception pour l'Église. S'agit-il de détruire les privilèges que lui avait accordés la piété des siècles, alors on est des *temps nouveaux*. S'agit-il de l'entraver dans l'exercice de ses droits, alors on est des *temps anciens*.

Il serait plus logique et plus glorieux pour Votre Excellence de rompre avec ce système de compression qui n'est plus de notre siècle, et de permettre à ce souffle de liberté judicieuse que ré-

clame la société politique, d'enfler aussi sans contrainte les voiles de l'Eglise de France. Le gouvernement impérial a tout à y gagner. C'est le grand devoir des puissances terrestres que de donner et d'assurer à l'Eglise de Jésus-Christ la plénitude de son indépendance. . . . .

Nulle part on ne le sent mieux qu'à Rome où la famille de l'empereur, proscrire de l'Europe entière, reçut jadis, à l'ombre du Vatican qui avait tout pardonné, l'hospitalité la plus paternelle et la plus généreuse.

Daignez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance du respect profond avec lequel je suis, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur.

† HENRI, évêque de Nîmes.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque d'Autun.*

Mâcon, le 21 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

En arrivant de Rome, je reçois, avec la lettre de Votre Excellence en date du 1<sup>er</sup> de ce mois, la décision du Conseil d'État et le décret qui interdisent à tous les évêques de France le droit de communiquer au clergé et aux fidèles de leur diocèse la principale partie de l'Encyclique du 8 décembre et les jugements prononcés, en matière doctrinale, par le chef de l'Eglise universelle,

C'est pour moi, Monsieur le Ministre, un devoir de conscience de me plaindre des entraves qu'une telle mesure apporte à la liberté de l'enseignement catholique. Je m'associe donc aux protestations de mes collègues dans l'épiscopat, et puisque des conseillers qui s'imposent et le gouvernement lui-même prennent soin de nous rappeler les exemples de l'ancien clergé français, qu'il me soit permis d'emprunter ces fermes et belles paroles des évêques, membres de l'Assemblée de 1765 :

« L'enseignement qui est le premier devoir des pontifes est  
« aussi le premier objet de l'indépendance de leur ministère. Ils  
« peuvent être mis dans les liens par les hommes, mais la parole  
« de Dieu ne peut être enchaînée. L'Eglise, persécutée dans les  
« premiers siècles, n'a jamais cessé d'être libre au milieu des

« chaînes et des tourments, et cette liberté qu'elle a su défendre  
 « contre la violence des persécuteurs n'a pu lui être ravie par la  
 « conversion des princes; en devenant ses enfants, ils ne sont pas  
 « devenus ses maîtres. Les Constantin, les Clovis, en se soumet-  
 « tant à la foi chrétienne, n'ont point acquis le droit d'assujettir  
 « l'enseignement. Le silence ne peut être imposé à ceux que Dieu  
 « a établis pour être ses organes; la Vérité ne connaît de déshon-  
 « neur que celui d'être esclave : ne pas l'annoncer librement, c'est  
 « la trahir; elle ne peut souffrir ni les trêves, ni les composi-  
 « tions. »

Cette indépendance de notre parole et de notre ministère qui nous appartient, en vertu d'une mission divine, nous la réclamons encore au nom du concordat de 1801, dont le premier article garantit le libre exercice de la religion catholique, apostolique et romaine, au nom de la constitution qui nous régit et qui reconnaît la liberté des cultes, au nom même de l'égalité de tous devant la loi. En effet, nul ne l'ignore, ce n'est pas un privilège, ce n'est pas une faveur que nous demandons; mais uniquement le droit commun, le droit de faire ce que tous, depuis un mois, ont pu faire impunément. Le moindre journaliste, qu'il soit juif, protestant, incrédule, est pleinement libre de traduire, d'imprimer, de travestir, de calomnier les actes et les paroles du Vicaire de Jésus-Christ, et il serait interdit aux évêques, frères du Souverain-Pontife dans l'épiscopat, pasteurs comme lui, juges de la foi comme lui, législateurs comme lui, mais dans un rang inférieur et sous sa dépendance, de lui servir d'intermédiaires auprès des peuples, de publier ses enseignements et ses décisions, d'en expliquer le sens, l'étendue, l'autorité!

Je n'insiste pas, Monsieur le Ministre, sur l'étrange inégalité qui résulte pour nous de l'interdiction qui nous a frappés. Il est trop évident qu'on nous prive d'une liberté qui nous est due à titre de justice devant les hommes comme devant Dieu.

Quel avantage, d'ailleurs, le gouvernement peut-il espérer de semblables mesures? La législation surannée à laquelle on les emprunte a toujours été funeste à la société non moins qu'à l'Église elle-même. Aussi, à l'heure présente, ceux qui se réjouissent le plus des entraves imposées à la liberté de notre parole, ce sont les ennemis secrets ou déclarés de tout ordre et de tout gouver-

nement. N'est-ce pas un grand succès pour eux, de voir ainsi s'accréditer dans l'opinion publique et jusque dans les régions élevées du pouvoir, ces insinuations perfides par lesquelles ils essaient de faire croire que l'autorité ecclésiastique peut devenir hostile à l'autorité civile, elle qui en est le plus solide appui et l'auxiliaire la plus dévouée? L'histoire atteste à toutes ses pages qu'entre les mains de l'Église, la liberté, bien loin d'être redoutable, n'a jamais été que salutaire. Plus l'Église est indépendante, plus aussi elle travaille efficacement au bonheur même temporel des sociétés, en affermissant le respect et l'amour de l'autorité dans la conscience des peuples, en dirigeant les peuples eux-mêmes dans les voies du vrai progrès, de la vraie civilisation, de la vraie liberté, en dérobant les intelligences et les cœurs à la tyrannie de ces erreurs et de ces passions qui préparent et façonnent, par avance, les nations à tous les genres de servitudes et d'abaissements.

Veillez donc croire, Monsieur le Ministre, que si notre conscience d'évêque est blessée, notre patriotisme à son tour a lieu d'être attristé et effrayé. Nous aimons l'Église romaine du fond de nos entrailles; mais nous aimons aussi la prospérité et la gloire de la France plus qu'aucune autre chose de ce monde, et ce n'était pas pour nous une vaine formule que ces paroles de la déclaration signée à Rome, il y a deux ans, par plus de cinquante évêques français et à laquelle tous les autres ont adhéré : « Pasteurs, nous veillons sur l'Église; citoyens, nous cherchons dans la justice le bien de notre patrie; nous ne voulons trahir ni les devoirs de pasteurs, ni les devoirs de citoyens. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments très-distingués.

† FRÉDÉRIC, évêque d'Autun, Châlon et Maçon.

### *Lettre de Monseigneur l'Évêque de Valence.*

Valence, le 22 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Déjà un certain nombre des évêques de l'empire vous ont fait parvenir, avec leurs doléances, quelques observations relatives à

l'interdiction qu'on leur a faite de publier la dernière Encyclique du Souverain-Pontife.

Ils vous ont dit, ces vénérés collègues, avec le sentiment de la profonde affliction qui est au fond de leur âme, mais avec la convenance de langage que leur impose la dignité dont ils sont revêtus, tout ce que cette mesure a eu de pénible pour eux. De bonne foi, pouvait-il en être autrement ? Son premier effet a été de mettre, aux yeux du monde entier, celui qui est leur docteur, leur guide et leur père, en suspicion, d'empêcher sa parole d'arriver à ceux qu'il doit éclairer et conduire, et de le livrer lui-même sans défense à ceux qui se sont faits gratuitement ses ennemis. Est-il étonnant que les aînés de la grande famille catholique souffrent, quand leur chef passe, à l'exemple de son Maître, par de semblables épreuves ?

Ils vous ont encore dit, ces bien-aimés frères, avec toute la déférence et toute la confiance qui vous sont dues, tout ce que, contre vos prévisions sans doute, cette mesure avait eu de blessant pour eux ; car tandis qu'on accordait aux cent mille voix de la presse la liberté de publier et même de dépecer ce document doctrinal que le Saint-Père, dans sa sollicitude pour toutes les Églises, avait daigné adresser à tous les évêques de la chrétienté, on la leur refusait sans gêne ni façon. Eux seuls, quoiqu'ils soient les seuls fondés de pouvoirs et accrédités d'office pour l'expliquer, le commenter et le défendre, sont par le fait de cette disposition exclus et rayés, comme des déshérités de la société, du bénéfice du droit commun. Si toute exception est réputée, *dans le droit*, odieuse et blessante, celle-ci l'est-elle moins que les autres ?

Ils vous ont encore dit, ces nobles et fidèles prélats, avec les réserves et les tempéraments qui sont dans leur caractère, tout ce que cette mesure, quelque autorisée qu'elle paraisse par le texte d'une loi qui n'est pas retirée et l'usage qu'en ont fait les précédents gouvernements, a d'anormal. Elle a pu, dans le temps où la loi qui lui sert de base avait, jusqu'à un certain point, d'après la situation qui était faite à l'Église, sa raison d'être, moins choquer le sens chrétien ; mais aujourd'hui qu'un besoin de liberté se fait sentir partout, elle n'est plus dans nos idées, dans nos mœurs, dans nos aspirations ; c'est une contradiction avec l'esprit général de notre époque. Dès lors que les opinions sont



libres, pourquoi des entraves à la pensée et à la croyance catholiques?

Permettez, Monsieur le Ministre, que je m'associe à toutes ces respectueuses observations; je m'y associe d'autant plus volontiers que je les crois vraies, justes et fondées; dans ma conviction, elles feront leur chemin: l'avenir est sûrement à elles.

J'ai même lieu d'espérer, Monsieur le Ministre, que Votre Excellence, dont l'esprit est si élevé et le coup d'œil si juste, les appréciera à leur juste valeur, et qu'au besoin elle les patronnera dans les conseils de l'Empereur. Quel service signalé elle rendrait par là non-seulement à l'Église, mais à l'État! car, il faut le reconnaître, ni l'un ni l'autre n'ont à profiter dans tous ces conflits. Ils souffrent l'un et l'autre de tout ce qui trouble et agite les consciences.

Que faudrait-il pour cela, Monsieur le Ministre? La chose, ce nous semble, ne serait pas bien difficile. Il suffirait, à notre avis, ou de faire rapporter la disposition de la loi organique dont on peut si facilement abuser pour susciter des embarras, ou de la laisser dormir en paix dans les cartons de la chancellerie, comme bien d'autres articles de cette même loi qui sont d'une application difficile, ou qui sont tombés en désuétude. Dieu, je n'en doute pas, vous en tiendrait compte; car, d'après le témoignage du Pape Célestin, *tout ce que l'on fait de bien pour l'Église tourne à l'avantage de l'Empire.*

Dans cette persuasion, Monsieur le Ministre, je vous réitère, avec mes vœux bien sincères, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

† JEAN-PAUL, évêque de Valence, arch. nommé d'Albi.

Pour copie conforme : *Le secrétaire de l'Evêché,*  
BOUROULES.

*Lettre de Mgr Parisi, Evêque d'Arras, suivie d'une instruction pastorale au clergé et aux fidèles de son diocèse.*

Arras, le 18 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Si je ne me suis pas uni tout de suite à mes vénérables collègues dans leurs protestations contre la lettre de Votre Excellence

en date du 1<sup>er</sup> de ce mois, ce n'est pas que je ne partage tout à fait leurs sentiments à ce sujet, mais c'est que, pour prévenir autant que possible les malentendus si fréquents en pareilles circonstances, j'ai voulu faire précéder mes réclamations d'une *Instruction pastorale* dont j'ai l'honneur de vous envoyer le premier exemplaire, et où je traite la question dans sa généralité, de manière à montrer quelle est en cette matière la rigueur de nos devoirs.

Daignez la lire, Monsieur le Ministre, et ensuite vous voudrez bien remarquer :

1<sup>o</sup> Que, du côté de l'Encyclique, il s'agit beaucoup moins du fait que du droit, c'est-à-dire des vrais principes au point de vue de la vérité révélée. Ce n'est pas à S. Exc. M. le garde des sceaux que je me permettrai d'expliquer la portée de cette différence. A Rome, le Pape tolère et même protège les juifs. S'ensuit-il qu'il doive doctrinalement mettre le Talmud au niveau de l'Évangile? Evidemment, non. Or, dans la bulle *Quanta Cura*, comme dans le *Syllabus*, tout est doctrinal et même dogmatique. Cela posé, Votre Excellence voudra bien comprendre

2<sup>o</sup> Que, pour nous, le dogme, ce n'est pas une simple opinion que l'on puisse prendre ou quitter à son gré; c'est la vérité divine elle-même, souveraine, éternelle, immuable comme Dieu. Conséquemment, demander, même au simple fidèle, de la contredire, et demander aux pasteurs des âmes de la cacher, c'est demander l'impossible, puisque ce serait le sacrifice du salut éternel : en sorte qu'un gouvernement qui s'engagerait dans cette voie par des prohibitions publiques s'exposerait à la malheureuse alternative ou de persécuter ou de reculer. On ne peut pas en douter après la lecture de mon *Instruction pastorale*.

Vous me direz peut-être, Monsieur le Ministre, que toutes les condamnations prononcées dans les dernières pièces émanées du Saint-Siège ne sont pas articles de foi.

Pour quelques-unes d'entre elles, j'avouerai bien que non, en ce sens que ceux qui ne les admettraient pas ne seraient pas, pour cela, formellement hérétiques, mais non pas en ce sens que l'on puisse les rejeter sans se rendre grandement coupable en matière de foi.

Qu'on veuille bien ne pas se faire illusion : quelles que soient

encore, en théorie, les opinions et les discussions sur la déclaration de 1682, tous les Évêques de France aujourd'hui croient et professent que le Pape a reçu de Dieu le pouvoir spécial et suprême de paître tout le troupeau de Jésus-Christ, c'est-à-dire de nourrir les pasteurs et les ouailles du pain de la vérité divine, parce que c'est à Pierre seul et à ses successeurs qu'il a été promis que jamais ils n'enseigneraient l'erreur. (Saint Luc, xvii, 32.)

Ils se trompent donc bien grossièrement ceux qui espèrent qu'à l'occasion du conflit actuel il y aura division entre les Évêques de France. Non-seulement pas un d'eux ne se permettra de résister, même indirectement, au Souverain-Pontife, mais pas un ne s'abstiendra de faire connaître, selon son pouvoir, au clergé et aux fidèles de son diocèse, les pièces dont Votre Excellence a cru devoir interdire la publication canonique, et c'est bien là ce que j'ai l'intention de faire pour ma part.

Seulement, à raison des défenses faites, on y rencontrera bien des difficultés et il en résultera bien des mécontentements. Je regrette d'avoir à le dire, Monsieur le Ministre, c'est là tout le profit que le Gouvernement retirera de cette grave mesure.

N'était-il pas plus simple de laisser les choses suivre leur cours naturel, sauf, si on l'eût jugé utile, à prier les Évêques, par une circulaire confidentielle, de veiller à ce qu'il ne soit donné à ces actes pontificaux aucun commentaire capable d'agiter les esprits? Tout serait fini depuis longtemps sans bruit, et les institutions impériales en auraient été plutôt affermies qu'ébranlées.

Vous pouvez, Monsieur le Ministre, juger, d'après le ton de cette lettre, des motifs qui me l'ont inspirée. Veuillez l'agréer, avec l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

† PIERRE-LOUIS, évêque d'Arras.

*Instruction pastorale de Monseigneur l'Évêque d'Arras, de Boulogne et de Saint-Omer, sur la vérité divine (1).*

Il y a dans le monde, Nos Très-Chers Frères, une chose qui renferme tous les genres de bien, toutes les lumières et toutes les

(1) *Note qui ne sera pas lue en chaire.*

Nous avions l'intention de réserver cette *Instruction pastorale* pour le Carême, mais les circonstances nous déterminent à l'envoyer et à la faire lire sans retard. Il nous a semblé qu'à cette heure, le plus urgent était d'instruire les

vertus, toutes les harmonies et toutes les joies, cette chose supérieure à tout et résumant tout en elle seule, c'est la Vérité.

Ce qui est vrai est toujours bon, au moins par ce côté. Ce qui est faux est toujours mauvais, quelles que soient ses qualités d'ailleurs : c'est là ce que nous comprenons tous invinciblement, même dans les affaires humaines.

Or, cette haute et religieuse estime que nous ressentons pour la vérité en général, même pour la vérité contingente, c'est-à-dire qui pourrait ne pas être, qui ne tient qu'à des faits accidentels et fugitifs, combien plus devons-nous l'avoir, la conserver en nous, et la professer au dehors pour la Vérité permanente, absolue, substantielle, qui reste toujours la même, malgré le changement perpétuel de toutes choses, et que pour cela nous appelons la Vérité divine !

C'est donc de cette Vérité que nous voulons vous entretenir aujourd'hui, N. T. C. F., et nous avons choisi ce sujet et nous nous hâtons de vous l'exposer, afin de fixer bien des idées incertaines et de dissiper bien des erreurs étranges.

## I.

Sans vouloir vous faire entrer dans des considérations trop abstraites, N. T. C. F., nous avons besoin de vous dire, d'après saint Thomas, que la Vérité, c'est ce qui (1) est, et que la Vérité première c'est ce qui a toujours été, ce qui sera toujours et ne peut pas ne pas être (2).

En sorte que la Vérité essentielle se définit comme Dieu lui-même, qui seul a pu dire cette grande parole, *Ego sum qui sum* (3), Je suis Celui qui Suis, c'est-à-dire, je suis de moi-même et par moi-même, possédant en moi, comme dans son unique source, la plénitude de l'Être.

peuples. Toutefois, à raison de ces mêmes circonstances, nous exigeons que cette lecture soit faite sans qu'on y ajoute aucune réflexion.

(1) *Quæritur quid sit veritas, videtur autem quod verum sit omnino quod est, Augustinus enim in lib. solil., cap. v, dicit : Quod verum est id quod est, sed id quod non est, nihil est nisi ens. Ergo verum idem significat omnino quod est.* — (D. Thomas, *Quæstiones de veritate*, art. 1.)

(2) *In veritate, quæ manet, præteritum et futurum non est, sed solum præsens, et hoc incorruptibiliter, quod in creatura non est.* (Aug., de Joann. Ev. cap. viii.)

(3) Exod., III, 14.

Aussi ce n'est pas une exagération de dire avec saint Augustin que la Vérité, c'est Dieu même, *Ipsa veritas Deus est* (1).

On peut toutefois la considérer à part, et alors, la Vérité, c'est l'ordre éternel que Dieu a conçu avant tous les temps, relativement à sa propre substance dans ses perfections infinies et relativement à la disposition des êtres qui devaient ou qui pouvaient sortir du néant par sa toute-puissance.

En se rapprochant de nous, la Vérité, c'est cette sagesse avec laquelle, selon nos Livres saints, Dieu conversait dès l'origine des choses, et avec laquelle il formait notre univers comme un jeu de sa main (2).

La Vérité, c'est l'ensemble des lois physiques qui régissent invinciblement tous les êtres matériels au ciel et sur la terre, et c'est aussi l'ensemble des lois morales qui doivent être librement observées par un autre monde plus grand, plus beau, plus durable que le premier, et que l'on appelle le cœur de l'homme.

Cette Vérité première est, pour nous, dans l'ordre moral, la source, le type et la consécration de toutes les autres vérités, lesquelles ne peuvent mériter ce nom qu'autant qu'elles lui sont conformes.

Ce qu'on appelle ainsi dans les institutions humaines n'est souvent qu'une combinaison de convenances et d'accommodements arbitraires, qui changent et passent avec les circonstances qui les ont fait naître, mais que la Vérité proprement dite domine toujours parce qu'elle est éternelle, qu'elle ne change jamais et qu'elle est Dieu même, ainsi que l'enseigne ailleurs le même grand Docteur : *Veritatem, quæ æternu est, omnibus præeminens, ipsum Deum esse* (3).

Ici, N. T. C. F., quelque élevée que soit cette doctrine, nous nous adressons pour la juger, non pas à la science théologique, non pas même aux idées élémentaires de la foi, mais à la simple et droite raison humaine, et nous lui demandons s'il est possible qu'il n'en soit pas ainsi, et si l'on peut se faire une idée de Dieu créateur sans se représenter les vérités primitives qui constituent

(1) De Lib. Arb. libr II, cap. xv.

(2) Ab æterno ordinata sum et ex antiquis antequam terra fieret. — Cum eo eram cuncta componens, et delectabar per singulos dies, ludens coram eo omni tempore : ludens in orbe terrarum. (Prov., VIII, 23-31.)

(3) De Vera Religione, cap. XXXI, n. 57.

son être ineffable et qui règlent, au dehors comme au dedans, ses adorables opérations.

Il y a donc une Vérité supérieure, infailible, immuable, absolue.

## II.

A ce premier enseignement, N. T. C. F., nous en ajoutons un second non moins certain, c'est que, si Dieu a donné à l'homme l'intelligence qui l'élève si fort au-dessus de toutes les créatures d'ici-bas, ce fut surtout afin qu'il connût cette vérité, autant qu'il en aurait besoin pour atteindre sa fin dernière, et qu'il en fit la règle de sa conduite.

Toutes les traditions sont ici d'accord. Les idées de sagesse, de justice, de piété, de vertu qui dans nos saintes Ecritures remontent jusqu'aux premiers jours, se trouvent également chez les sages du paganisme sous le nom de loi naturelle, et c'est précisément ce qui, par rapport à nous, constitue la Vérité divine, *veritas lex aeterna*, dit toujours saint Augustin (1), parce que ces idées ne peuvent venir que de Dieu. qui les a, dès l'origine, imposées au genre humain.

Ce n'est pas que l'homme n'ait été laissé pleinement à son libre arbitre sur la plupart des actes qui devaient remplir son existence, et sur l'usage qu'il pouvait faire des créatures soumises à son empire.

Le ciel des cieux est au Seigneur, dit le Prophète, mais il a donné la terre aux enfants des hommes (2), et quand l'Esprit-Saint nous enseigne que le Créateur a livré le monde aux discussions de l'esprit humain (3), il n'a pas voulu parler seulement du monde matériel, soumis aujourd'hui plus [que jamais aux explorations très-permises et aux expériences très-utiles de la science, mais aussi du monde social, dans ses systèmes variés sur la forme des gouvernements et sur l'exercice du pouvoir. Ces genres divers d'association ayant tous leur bonté relative, la Vérité divine n'en réproouve aucun, parce qu'elle ne condamne rien de ce qui est indifférent en soi. Elle ne réproouve que ce qui est faux, parce que le faux lui est essentiellement incompatible : elle ne

(1) De Civit. Dei, lib. XVI, cap. 6.

(2) Coelum coeli Domino, terram autem dedit filiis hominum. (Ps. CVIII, 16.)

(3) Tradidit mundum disputationi eorum. (Eccl., III, 11.)

condamne que ce qui est mal, parce que, dans l'ordre moral, le mal, c'est encore le faux.

Nous vous recommandons bien, N. T. C. F., de ne pas perdre de vue cette observation fondamentale.

Dieu a donc donné à l'homme, dès le commencement, certaines notions premières, essentielles, supérieures à toutes les volontés humaines. Il les a placées devant ses yeux comme des phares qui, tout en laissant libre sa navigation sur la mer agitée et incertaine de la vie, lui en signaleraient les écueils et lui en indiqueraient la vraie route, surtout au point de vue de sa vocation suprême.

Il les a confiées aux patriarches pour qu'ils les transmissent fidèlement et religieusement à leur nombreuse postérité.

Il a fait dépendre de leur observance le signe de ses élus, et les Ecritures mentionnent que le saint homme Tobie, même captif chez les infidèles, ne quitta jamais la voie de la vérité. *In captivitate viam veritatis non deseruit.* (Tob. I, 2.)

Il a suscité les prophètes pour rappeler aux hommes les purs enseignements de la Vérité divine. C'est toujours au nom de la Vérité qu'ils se présentaient aux peuples, disait Jérémie (1); c'est parce que la Vérité était tombée en oubli, disait Isaïe (2); parce que, dit le Livre de la Sagesse, les hommes marchaient loin de ses voies (3), et parce que Jérusalem, figure de l'Eglise, devait être appelée la ville de la Vérité (4).

Et remarquez bien, N. T. C. F., que les prophètes emploient toujours le même langage : ils ne parlent pas des vérités diverses, mais de la Vérité une, universelle, et renfermant tout dans son unité, par la raison déjà exprimée que la Vérité c'est Dieu : *Ipsa veritas Deus est*. La vérité est à Dieu ce que les rayons sont au soleil : *Veritas tua in circuitu tuo* (5). C'est par elle qu'il rayonne sur ses créatures et surtout sur celle qui seule ici-bas est appelée à la connaître, qui doit la conserver, mais qui n'a droit d'y faire ni changement, ni altération quelconque, parce qu'elle est immuable comme Dieu même.

Enfin c'est pour en renouveler et en perfectionner la connais-

(1) In veritate enim misit me ad vos. (Jer., XXVI, 15.)

(2) Facta est veritas in oblivionem. (Is., LIX, 15.)

(3) Ergo erravimus a via veritatis. (Sap., V, 6.)

(4) Vocabitur Jerusalem civitas veritatis. (Zach., VIII, 3.)

(5) Ps. LXXXVIII, 9.

sance qu'au grand jour de sa miséricorde Dieu envoya non plus seulement les interprètes inspirés de sa vérité suprême, mais sa Vérité même substantiellement, personnellement, son Verbe, son Fils, qui s'est fait chair et qui a habité parmi nous ; et nous l'avons vu, dit l'Apôtre, plein de grâce et de Vérité (1).

Alors le Fils de Dieu a dit au monde : Par Moi vous connaîtrez la Vérité et la Vérité vous sauvera (2), et il enseignait la voie de Dieu dans la Vérité (3), et il affirmait de lui-même : Je suis la Vérité et la Vie, et, priant pour ses élus, aux derniers jours de sa vie, il proclamait qu'ils n'auraient leur sanctification que dans la Vérité (4), et voulant enfin conserver sur la terre cette Vérité, qu'il était venu y rapporter lui-même plus abondante et plus efficace, il fonda son Eglise, qu'il en établit la gardienne incorruptible, en lui défendant d'en laisser périr un seul iota (5), et en ajoutant, avec une assurance toute divine : Le ciel et la terre passeront, mais mes paroles ne passeront pas (6).

### III

Voilà donc la Vérité rétablie parmi les hommes, la voilà dans l'Eglise, confiée aux apôtres, et surtout à Pierre, chef de cette Eglise, appelée la colonne et le fondement de la Vérité (7).

Ce qu'il importe d'étudier maintenant, N. T. C. F., c'est le soin attentif, courageux et persévérant avec lequel l'Eglise, dirigée par son Pasteur suprême, a gardé fidèlement dans sa pureté, dans son intégrité première, ce dépôt sacré.

Comme ce fut alors que cette Vérité sainte qui, sous la loi ancienne, était restée, pour ainsi dire, à son crépuscule, resplendit sur le monde entier dans tout l'éclat de sa magnificence, ce fut alors aussi que les passions mauvaises et toutes les puissances ennemies se coalisèrent pour l'éteindre, si c'eût été possible, ou du moins pour l'obscurcir.

(1) Joan., I.

(2) *Cognoscetis veritatem, et veritas liberabit vos.* (Joan., VIII, 32.)

(3) *Viam Dei in veritate doces.* (Matth., XXII, 16.)

(4) *Sanctifica eos in veritate.* (Joan., XVII, 17.)

(5) *Iota unum aut unus apex non præteribit a lege donec omnia fiant.* (Matth., V, 18.)

(6) *Cælum et terra transibunt, verba autem mea non præteribunt.* (Matth., XXIV, 35.)

(7) *Columna et firmamentum veritatis.* (I, Tim., III, 35.)



Elle rencontra, dès ce début, trois sortes d'adversaires, qui se sont perpétués jusqu'à nos jours pour lui livrer constamment la guerre : les impies, les indifférents et les lâches.

Les impies, les hommes voués audacieusement à la haine de Dieu, suppôts déclarés de celui dont le Sauveur a dit qu'il fut homicide dès le commencement, parce qu'il s'est séparé de la Vérité (1), ceux dont il est écrit qu'ils se réjouissent après avoir fait le mal et qu'ils tressaillent d'aise dans leur voie perverse (2). Ceux-là continuent à dire du Dieu de Vérité : Nous ne voulons pas qu'il règne sur nous (3).

Les indifférents, ceux qui s'occupent de tout, excepté des enseignements de la Vérité divine, qui, trouvant ces questions trop sérieuses, se persuadent follement qu'elles n'existeront plus quand ils cesseront d'y penser, comme s'il suffisait de fermer les yeux pour éteindre le soleil. Ce sont ces indifférents que rencontra saint Paul dans l'Aréopage, lorsqu'après avoir parlé de la résurrection des morts et du jugement futur dans un langage brûlant d'éloquence et de zèle, il reçut pour réponse ces paroles glacées : Allez, nous vous entendrons sur cela une autre fois (4).

Enfin, les lâches, ceux dont l'intelligence n'échappe pas aux splendeurs de la Vérité divine, ceux qui la voient, quoi qu'ils fassent, qui la comprennent et l'aiment au fond, mais qui, avant de la professer, cherchent à savoir ce qu'on en pense et regardent de quel côté sont les plus forts ; sincèrement heureux de prendre parti pour la Vérité le jour où elle paraît en faveur, mais fermement résignés à se prononcer contre elle au moment où elle paraît tombée en disgrâce : hommes sans dignité, sans conscience et sans pudeur, qui attendent, pour penser, qu'on leur envoie des pensées toutes faites, qui n'ont d'autres convictions que celles qu'ils se laissent imposer et qui se donnent audacieusement, en face du monde entier, les plus honteux démentis : Ames de boue, disait, il y a cinquante ans, un de nos grands missionnaires (5), sur

(1) Hic homicida et erat, in veritate non stetit, quia non est veritas in eo. (Joan., VIII, 44.)

(2) Latantur cum malefecerint, et exultant in viis pessimis. (Prov., II, 14.)

(3) Nolumus hunc regnare super nos. (Luc, XIX, 14.)

(4) Audiemus te de hoc iterum. (Act., XVII, 32.)

(5) Le R. P. Rauzan, fondateur de l'ordre des PP. de la Miséricorde, dans un sermon sur le respect humain, prononcé à Orléans, en décembre 1814.

lesquelles chacun passe et repasse et qui portent toujours l'empreinte du dernier pied qui les a foulées; c'est à cette race dégénérée qu'appartenaient ceux qui dans la passion du Sauveur cherchaient à influencer les juges par cette considération : *Si hunc dimittis, non es amicus Caesaris*, faisant ainsi dépendre d'une pensée d'adulation cette grande et sublime cause.

Ces trois sortes d'ennemis formèrent bientôt une armée commune contre les prédicateurs et les adorateurs de la Vérité, armée formidable composée de toutes les puissances de l'Empire, c'est-à-dire à peu près de tout le genre humain, et qui, pendant trois cents ans, frappa de son glaive impitoyable cette petite troupe d'apôtres et de fidèles inoffensifs et désarmés qui composait l'Eglise naissante.

Or, que fit alors cette Eglise si faible et si persécutée? Une seule chose : à l'exemple de son divin Maître, elle rendit témoignage à la Vérité (1); elle produisit cette incomparable nuée de témoins, comme dit saint Paul (2), qui formèrent ici-bas sa gloire la plus éclatante et la plus impérissable.

En supportant pour la Vérité toutes les privations, toutes les douleurs, toutes les tortures, tous les genres de morts, ces millions de martyrs montrèrent au monde comment la Vérité est un si grand bien qu'on ne l'achète jamais trop cher, et qu'elle doit être préférée à tout, quoi qu'il en coûte : *Supereminens omnibus veritas est* (3).

En résistant, pour lui rester fidèle, à toutes les menaces comme à toutes les promesses de tout ce qu'il y avait de grand et de puissant dans le monde, en tenant en échec par leur calme et invincible refus le plus vaste empire qui ait jamais existé sur cette terre et en finissant par en triompher, ils rendirent ce second témoignage que la Vérité divine est au-dessus de toutes les puissances : *Supereminens omnibus*.

Est-ce à dire, pour cela, qu'ils aient jamais, même pour se venger de l'injustice, ou pour affaiblir leurs persécuteurs, fomenté des complots, ou troublé l'ordre public, ou méconnu le respect

(1) Ego in hoc natus sum et ad hoc veni in mundum, ut testimonium perhibeam veritati : omnis qui est ex veritate, audit vocem meam. (Joan., XVIII, 37.)

(2) Hebr., XII, 1.

(3) Aug., in B., XXXIII, Enarr. 2.

dû à l'autorité régnante? Non, N. T. C. F., ils ne l'ont jamais fait, l'Eglise ne l'a jamais permis, même dans ses plus dures épreuves, parce que la Vérité divine l'a toujours défendu, et si parfois, dans le cours des siècles, des querelles politiques se sont mêlées aux intérêts religieux et y ont associé leurs passions violentes, l'Eglise a pu le subir par la nécessité des temps, mais elle l'a désavoué toujours.

Si donc, vis-à-vis des princes païens, haineux et féroces, la sainte Eglise, couverte par eux du sang de ses enfants, n'a cessé de demander à Dieu la tranquillité de leur existence et la prospérité de leur règne (1), comment peut-on croire qu'elle veuille nuire à des gouvernements dont l'alliance lui est acquise et dont la bienveillance lui est chère? Seulement, à ceux-ci non plus qu'à ceux-là, elle ne subordonne jamais la Vérité divine. *Omnibus supereminens.*

Qu'a-t-elle fait sous ce rapport, dans tous les temps, sinon ce qu'on lui a vu faire dès le principe? Elle a parlé toutes les fois qu'elle l'a cru nécessaire aux intérêts de la Vérité; elle a parlé parce qu'elle est tout ensemble l'organe et la dépositaire de cette Vérité toujours vivante : *Credidi propter quod locutus sum* (2). Et quand les puissances de ce monde ont voulu l'en détourner, elle leur a répondu comme les apôtres saint Pierre et saint Jean : Jugez vous-mêmes si nous devons vous obéir plutôt qu'à Dieu (3).

Cette parole si simple a pourtant besoin d'être méditée, N. T. C. F. Qu'on veuille donc bien le comprendre : nous ne sommes pas libres de nous taire, non qu'aucune force humaine nous fasse violence, mais parce que la Vérité divine elle-même, dont nous sommes les ministres, c'est-à-dire les serviteurs, nous contraint à parler; et quand je dis nous, j'entends le corps des pasteurs, et par-dessus tout le Pasteur suprême, organe infaillible de cette même Vérité.

Lui aussi, il entend cette parole qui retentissait au fond de la conscience de saint Paul : Malheur à moi si je n'évangélise pas, *væ mihi, si non evangelizavero* (1 Cor. 1X, 15.), et alors il évangélise, et sa voix, comme celle des premiers apôtres, se fait entendre

(1) I, Tim., II, 1, 2.

(2) Ps. CXV, 1.

(3) Si justum est, in conspectu Dei, vos potius audire quam Deum, judicate. (Act., IV, 19.)

jusqu'aux extrémités du monde. *In omnem terram exivit sonus eorum, et in fines orbis terræ verba eorum.* (Rom. X. 18.)

## IV.

Nous savons bien ce qui alors arrive quelquefois. Des hommes importants jugent que la manifestation de cette Vérité souveraine peut offrir des inconvénients humains, eu égard à la disposition des esprits et à la nature des circonstances.

Nous n'avons pas à répondre ici à cette question délicate. Mais ce que nous pouvons dire avec certitude, c'est que le plus grand des inconvénients, celui qu'il faut éviter toujours à tout prix, serait l'altération de la Vérité divine par une concession quelconque qui lui fût contraire. Sur cela l'Église professe et pratique, depuis plus de dix-huit cents ans, ces paroles de l'apôtre : *Non possumus aliquid contra veritatem, sed pro veritate* (1). Nous ne pouvons rien faire contre la Vérité, nous ne pouvons agir que pour elle.

Voyez en effet, N. T. C. F., ce que l'Église a souffert toujours, à quels sacrifices elle s'est condamnée plutôt que de laisser altérer un seul point de son symbole. Nous avons parlé de ses martyrs ; certes, quand elle les voyait sur les chevalets et les grils ardents, sous les ongles de fer et sous la dent des bêtes féroces ; quand elle voyait ses vierges livrées à l'opprobre et ses pontifes jetés dans les fers, alors assurément les circonstances étaient mauvaises et les esprits malveillants. L'a-t-on vue pour cela disposée, en matière de doctrine, aux accommodements ou aux réticences ? Jamais, N. T. C. F. ; toujours alors elle a dit avec son grand apôtre : Que m'importent les tribulations et les chaînes, pourvu que je continue à rendre témoignage à la Vérité (2) !

Mais ce n'ont pas été là ses plus dures angoisses. Laissons les martyrs, puisqu'encore une fois ils seront éternellement la force et l'honneur de son témoignage à la Vérité.

Mais parlons, ah ! parlons en tremblant des peuples que l'Église elle-même a retranchés de son sein, parce qu'ils s'étaient rendus prévaricateurs de la Vérité divine, n'importe sur quel point.

Sans rappeler les innombrables populations que l'Église a répudiées autrefois avec les Arius, les Nestorius, les Eutychès et tous

(1) II, Cor., XIII, 8.

(2) Vincula et tribulationes me manent, sed nihil horum vereor dummodo consummem cursum meum et ministerium verbi, quod accepi a Domino Jesu, testificari evangelium gratiæ Dei. (Act., XX, 23.)

les anciens hérésiarques, sans mentionner non plus ces peuples modernes de l'Allemagne, de l'Angleterre, des pays du Nord, que l'Eglise a rejetés avec l'hérésie des derniers temps, disons seulement un mot de l'Orient.

Ah ! l'Orient, d'où nous est venue la vraie lumière, l'Orient conduit à la loi évangélique avant Rome elle-même, l'Orient a été rejeté par l'Eglise, et pourquoi ? Pour un mot qui tenait à la Vérité divine, pour un seul mot, pour le mot *filioque*, que l'Orient retranche du symbole ; pour ces quatre syllabes l'Eglise a retranché l'Orient de sa communion.

O Eglise de mon Dieu ! ces peuples pourtant vous étiez bien chers, ils formaient une magnifique partie de l'héritage que les prophètes vous avaient promis : *Dabo tibi gentes hereditatem tuam* (1). Tous ces milliers d'âmes vous avaient été enfantées par les sueurs de vos apôtres, par les vertus et par les souffrances de vos confesseurs, par les mérites de vos saints, et vous les avez repoussées loin de vous, et vous avez dû le faire parce que vous ne pouviez les conserver sans sacrifier la Vérité, et que, s'il est vrai qu'une seule de ces âmes est plus précieuse que des milliers de mondes, il est vrai aussi qu'un seul mot de la Vérité divine est plus précieux que des milliers d'âmes.

Ah ! N. T. C. F., comprenez encore une fois, nous vous en conjurons, les devoirs de tous vos pasteurs à tous les degrés. Pour les âmes, pour une seule âme, nous pouvons et souvent nous devons être prêts à tout sacrifier, nos biens, nos familles, notre repos, notre santé, notre vie, tout : *Impendam et superimpendar ipse pro animabus vestris* (2), tout, excepté la Vérité divine, et la Vérité, dit saint Augustin, comprend la justice (3).

L'Eglise, qui jusque-là nous pousse à tous les sacrifices, nous arrête ici ; elle s'arrête elle-même, et si on lui demande d'effacer par une connivence quelconque un mot de cette Vérité éternelle, elle ne peut plus rien. Vainement ses entrailles maternelles s'émeuvent, son amour de mère est vaincu. Elle pleure, elle souffre, elle prie, mais elle n'accorde rien, parce qu'elle ne le peut pas : *Non possumus aliquid contra veritatem*.

(1) Ps. II, 8.

(2) II, Cor., XII, 15.

(3) Veritas ad jus pertinet. (Aug., de Divini Quæst.; quæst. 31, n° 1.)

Ex veritate est omne quod justum est. (Is., Cont. mend., cap. XI, 4, 31.)

On lui dit : Mais ce sont d'impérieuses circonstances qui le veulent, mais ce sont des puissances amies qui vous y engagent, mais c'est pour faire cesser ou prévenir d'immenses malheurs qu'on vous en supplie ! voyez vos églises profanées, vos prêtres exilés, vos couvents dévastés, les âmes exposées, délaissées, égarées ; Eglise de la paix et du salut, ah ! pour écarter tant de malheurs, accordez ce seul mot qu'on vous demande ; et l'Eglise se confond alors dans sa douleur, mais elle continue à répondre : Je ne puis rien de contraire à la Vérité divine. *Non possumus aliquid contra veritatem.*

Et voilà dix-huit cents ans passés que les diverses puissances de ce monde se sont succédé pour lui arracher ce mot, et depuis dix-huit cents ans on n'a pu le lui faire prononcer, et l'on a vu dans le cours des siècles tantôt l'anarchie populaire et tantôt le despotisme vainqueur la terrasser, pour ainsi dire, aux yeux de l'univers, et, plaçant sur son sein virginal leur pied triomphant, lui demander une parole de mensonge ou du moins un silence d'adhésion à leurs projets injustes, et toujours, et à toutes les époques, l'Eglise libre ou opprimée leur a répondu : Non, je ne le ferai pas, non, je ne puis pas le faire, non, je ne puis ni démentir, ni taire la Vérité divine. *Non possumus aliquid contra veritatem.*

Sublime impuissance de l'Eglise, ma mère, oh ! vous êtes sa vraie puissance et sa plus merveilleuse perfection. Vous n'êtes donc pas l'ouvrage de l'homme, puisque vous ne pouvez mentir et que tout homme est menteur (1). Vous êtes donc inséparablement unie à Dieu, puisque vous ne pouvez vous séparer de la Vérité et que la Vérité c'est Dieu : *Ipsa veritas Deus est.* Heureux donc ceux qui demeurent en vous par leur union intime avec votre Chef suprême, en qui vous vous identifiez, et de qui nous pourrions dire tout ce que nous avons dit de vous, car c'est une sentence consacrée parmi nous : Où est Pierre, là est l'Eglise. *Ubi Petrus, ibi Ecclesia* (2).

Donc, N. T. C. F., sans rien spécifier ici, mais aussi sans rien retrancher, nous déclarons par ces présentes adhérer de cœur et d'esprit, dans la plénitude de notre intelligence et de notre volonté, à tous les enseignements du Siège apostolique, et voulons que tous

(1) Ps. CXV, 2.

(2) Amb. in Ps. XL, n° 30.

les fidèles dont nous avons la charge, y adhèrent avec la même sincérité de foi, parce que, dit saint Augustin, c'est dans la chaire de l'unité que Dieu a placé la doctrine de la Vérité (1).

Mais nous entendons bien qu'aucun de nous ne retranchera rien pour cela de ses devoirs de Français, bien persuadé que les enseignements de l'Eglise, compris dans leur vrai sens, loin d'ébranler nos institutions, les affermissent et les fortifient au contraire, puisqu'ils y introduisent tous les éléments vraiment conservateurs.

Hélas ! aujourd'hui où tout est toujours en péril, parce que tout est toujours mis en question, où les vérités les plus inviolables et les principes les plus nécessaires sont discutés avec dédain ou niés avec audace, n'est-ce pas une des plus précieuses faveurs du Ciel, même dans l'ordre des intérêts d'ici-bas, qu'une puissance qui maintient toujours intactes et toujours inébranlables toutes les bases de la société ? et ne doit-on pas surtout désirer que la France lui soit unie, la France, cette belle et fière nation, travaillée plus que jamais par ces désirs inquiets qui la dégoûtent toujours du présent et la poussent toujours vers l'inconnu ?

O Dieu de vérité, ne permettez pas que la fille aînée de votre Eglise, cette fille toujours si noble et si généreuse, et toujours au fond si catholique, se sépare jamais de sa divine Mère, ni même que jamais il se glisse dans leurs rapports ni mésintelligence ni froideur.

L'Eglise aime la France d'un amour de prédilection ; son Chef auguste ne perd pas une occasion de le lui dire, en envoyant au glorieux Prince qui la gouverne ses bénédictions et ses vœux.

Qu'en retour, la France aide l'Eglise à répandre, à fortifier, à sanctifier l'empire de la Vérité divine, qui seule affranchit les peuples des erreurs qui égarent et des passions qui corrompent : *Veritas liberabit vos.*

Et sera notre présente instruction pastorale lue au prône dans toutes les églises et chapelles de notre diocèse, le dimanche qui suivra sa réception.

Donné à Arras, en la fête de la Chaire de Saint-Pierre à Rome, 18 janvier 1863.

(1) Deus in cathedra unitatis doctrinam posuit veritatis. (Epist. V, ad man. Ep. n° 16.)

*Lettre de Monseigneur l'Évêque d'Alger.*

Alger, le 16 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Que répondre à vos deux lettres-circulaires touchant l'Encyclique du 8 décembre, que vous n'avez pressenti de la part d'un Évêque dévoué par toutes les racines de l'âme à son Chef suprême, et que mes vénérables collègues de la métropole ne vous aient déjà fait entendre? Mon chagrin, en cette circonstance, égale mon amour pour la religion et pour la France.

En rompant avec la tradition de liberté religieuse inaugurée par l'Empereur et indiquée par ses paroles les plus solennelles, en interdisant aux Évêques, comme Évêques, ce qui est permis aux imprimeurs, aux journalistes, aux écrivains polémistes, aux ministres de tous les cultes; en provoquant les applaudissements des ennemis acharnés de l'Eglise, et en appelant les larmes sur la paupière de ses chefs, de ses prêtres et de ses véritables fidèles; en entrant, par l'un de ses plus petits côtés, dans le sillon, où, poussée à contre-cœur par l'esprit révolutionnaire, s'est affaissée la Restauration, ne prend-on pas, sans s'en douter, le chemin des abîmes? N'ouvre-t-on pas, du moins, des horizons aventureux, gros de conflits et de périls pour tous? Puissent l'avenir et la sagesse de l'Empereur donner tort à mes alarmes!

Une chose, Monsieur le Ministre, calmerait un peu mes inquiétudes, c'est la pensée que le Gouvernement a cru, par ses prohibitions, faire acte de simple politique, plus ou moins habile, et non pas acte d'hostilité directe contre l'Eglise catholique.

La faculté laissée à tous, l'Episcopat excepté, de reproduire, de commenter, de défendre, et aussi de bafouer l'Encyclique, est la preuve qu'on n'a pas tenu à ce que sa doctrine, doctrine traditionnelle de l'Eglise, demeurât inconnue au gros des fidèles, qui ont tant d'intérêt à la connaître, à cette époque d'anarchie intellectuelle où le vrai est appelé le faux et le bien le mal par des milliers de voix plus bruyantes que sensées, et souvent plus cauteleuses que sincères.

D'ailleurs, Monsieur le Ministre, vous le saviez à coup sûr, au moment même où Votre Excellence nous écrivait ses deux circu-



laïques, en présence d'une Bulle *Ex Cathedra*, dogmatique et morale, émanée de Celui qui a reçu de Jésus-Christ la mission pleine et entière d'enseigner l'Eglise universelle, les Evêques ne pouvaient, en aucune façon, se croire dégagés de la docilité d'esprit et de cœur qu'ils lui doivent. Ils ne peuvent non plus s'abstenir de communiquer, dans la mesure du possible, à leurs prêtres, et par leurs prêtres aux fidèles de leur diocèse, un tel document, parce qu'il n'aurait pas obtenu l'approbation du pouvoir séculier. Ceux-là mêmes, s'il s'en rencontrait parmi nous, qui, avant la publication de l'Encyclique, eussent préféré voir ajourner la condamnation des erreurs contemporaines à l'époque de la délivrance du Saint-Siège, seront-ils moins empressés que les autres dans la soumission au Pontife souverain, depuis que son auguste voix s'est fait entendre? N'imiteront-ils pas ces généraux qui, ayant opiné contre le jour ou l'emplacement choisis pour une bataille, n'en sont pas moins braves au feu qui s'ouvre par un commandement supérieur?

Dans un intérêt d'ordre, et pour éviter de plus graves inconvénients, leur prudence, dont le Saint-Siège ne sera pas offensé, je l'espère, et dont le Gouvernement devra leur savoir gré, cherchera et trouvera, je n'en doute pas, le moyen de concilier, en gémissant néanmoins, l'accomplissement d'un devoir strictement impérieux avec une interdiction profondément regrettable.

Mais au dire de Votre Excellence, l'Encyclique contient des propositions contraires à celles qui servent de base à la Constitution de l'Empire, et c'est l'unique motif de vos prohibitions.

En acceptant l'hypothèse, Monsieur le Ministre, la seule conclusion à tirer de là, pour un catholique et pour un Evêque surtout, serait qu'aux yeux de l'Eglise, il y a quelques modifications à faire à une Constitution qui n'a pas certainement la prétention d'être immuable en tous ses points, et moins encore celle d'être, pas plus que ses innombrables devancières, assurée de sa propre infailibilité. Mais, Monsieur le Ministre, s'il était rigoureusement exact de dire que le *Syllabus*, annexe inséparable de l'Encyclique, contient des propositions contraires aux principes qui servent de base à la Constitution de l'Empire, ne serait-il pas incompréhensible que, armé comme il l'est par la législation contre un tel délit, le Gouvernement n'eût rien trouvé à redire aux journaux

qui ont reproduit ces documents, ni aux libraires qui les vendent en brochure ?

Si cela était rigoureusement exact, attribua-t-on à l'Etat le droit de contrôle et d'interdiction, l'équité aurait exigé du moins qu'il se bornât à défendre la promulgation des propositions jugées par lui comme contraires à ses principes, et qu'il laissât promulguer le reste, c'est-à-dire la presque totalité de l'acte pontifical.

Si cela était rigoureusement exact, comment, pendant dix-neuf ans consécutifs, a-t-on permis la publication successive des Lettres apostoliques et des Allocutions consistoriales dont la Bulle *Quanta cura* n'est que le résumé ?

Si cela était rigoureusement exact, comment concilier l'intention qu'on prête à Pie IX avec sa conduite publique à l'égard de l'Empire, même depuis l'invasion de ses Etats ? Pourquoi ces bénédictions toutes fraîches encore de date et de rosée céleste envoyées à l'Empereur, à l'Impératrice et au Prince Impérial ? Ne sait-on pas que le courageux vieillard ne connaît ni la dissimulation ni la peur ?

D'ailleurs, Monsieur le Ministre, l'Encyclique s'adresse au monde entier, aux monarchies comme aux républiques, et non pas uniquement à la France ; pourquoi le gouvernement de la France est-il le seul, jusqu'à présent, à en interdire la publication par les Evêques ?

Maintenant, que certaines propositions en petit nombre emportent directement ou indirectement avec elles la condamnation de pratiques, de détails contre lesquels le Saint-Siège et l'Episcopat ont toujours protesté, je ne le nie pas ; mais, en définitive, la Constitution de l'Empire repose-t-elle sur l'appel comme d'abus, sur l'enregistrement des Bulles pontificales au Conseil d'Etat, sur le besoin d'autorisation pour publier une indulgence de Jubilé, sur la nécessité pour le Pape de se réconcilier avec l'Italie, ou, en d'autres termes, de livrer son royaume à Rome même à l'insatiable cupidité du Piémont, sur le principe de non-intervention, qui ne nous a empêchés d'intervenir ni en Crimée, ni en Italie, ni au Mexique, au Mexique, dont Pie IX a solennellement béni l'Empereur ? Assurément non, Monsieur le Ministre.

Que quelques autres propositions aient besoin d'être comprises dans leur vrai sens et non dans un sens particulier que la pré-

vention imagine, c'est le sort trop habituel des vérités les plus claires. A défaut d'explications authentiques fournies par l'Episcopat, qu'on en eût demandé au Saint-Siège, et la réponse n'aurait pas manqué de dissiper les doutes qui ont pu s'élever dans un esprit aussi intelligent et aussi modéré que le vôtre sur la portée des articles jugés contraires à la Constitution de l'Empire.

Mais la question est bien plus haute que cela, Monsieur le Ministre. La religion, la liberté de l'Eglise, la prospérité de la société, la sécurité même des trônes, le droit, la propriété, la justice, la morale publique et la vraie civilisation, voilà ce qui est en cause! Le Pape prend hautement la défense de si graves intérêts, tout en froissant quelques préjugés peut-être : heureux ceux qui, fidèles, peuples ou princes, sauront entendre sa voix! C'est toujours au moment qu'elle est le plus violemment contredite et soumise par les sages eux-mêmes à de plus sévères jugements, qu'elle touche de plus près au triomphe : *Et vincas cum judicaris*.

Je suis avec respect,

Monsieur le Ministre,

de Votre Excellence,

le très-humble et très-obéissant serviteur,

† LOUIS-ANTOINE-AUGUSTIN, évêque d'Alger.

*Post-scriptum* (non inséré dans la lettre à M. le Garde des Sceaux que je prie de reproduire) :

Le décret résultant de la délibération du Conseil d'Etat s'appuie sur les libertés, franchises et maximes de l'Eglise gallicane. Faudra-t-il donc éternellement répéter que l'Eglise gallicane, comme toute autre Eglise particulière, ne peut être représentée que par ses Evêques; qu'à eux seuls appartient le droit de faire connaître leur doctrine; que, dans le cas présent, les maximes de l'Eglise gallicane sont précisément la condamnation de l'arrêté du Conseil d'Etat, puisqu'il n'est pas douteux que les Evêques du monde entier donneront leur *assentiment* à la Bulle *Quanta cura*? Elle est donc aux yeux mêmes des gallicans un jugement *irréformable* du Saint-Siège.

D'ailleurs, on n'a qu'à en faire l'épreuve. Qu'on laisse aux Evêques la liberté de se prononcer sur cette Bulle, et l'on verra s'il

en est un seul qui la condamne ou qui se refuse à la publier.  
C'est une simple question de bonne foi.

† L.-A.-A., *Evêque d'Alger*.

*Lettre de Monseigneur l'évêque de Clermont.*

Clermont, le 23 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Si, après avoir reçu votre lettre du 1<sup>er</sup> janvier, je me suis abstenu de publier la dernière Encyclique du Souverain-Pontife, c'est non-seulement avec l'espérance de voir bientôt les difficultés s'aplanir, mais aussi dans la crainte de soulever un de ces conflits qui sont toujours fâcheux entre l'autorité civile et l'autorité spirituelle. Car, ainsi que j'ai eu l'honneur de le dire, en adressant la parole à l'Empereur, lors de sa visite à Clermont, ma règle de conduite, sous le rapport religieux comme au point de vue social et politique, a été constamment celui-ci : *Rendez à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu*. Loin de moi par conséquent la pensée de vouloir susciter des embarras au gouvernement. Mais sur un point qui intéresse sérieusement l'Eglise, je ne pourrais dissimuler mes conditions; et je crois devoir vous dire aujourd'hui, Monsieur le Ministre, que la défense de faire connaître aux fidèles les enseignements du chef visible de l'Eglise est, à mon avis, une mesure regrettable de la part du gouvernement et affligeante pour les consciences catholiques.

Cette grave question mériterait, sans doute, d'être traitée avec plus de détails; mais, pour ne pas fatiguer Votre Excellence, je me borne à lui soumettre les deux considérations qui suivent et que je crois suffisamment concluantes :

1<sup>o</sup> En étudiant avec une respectueuse et profonde attention l'Encyclique dont il s'agit, je n'ai pu y trouver aucune proposition *contraire aux principes sur lesquels repose la constitution de l'empire*. La constitution de l'empire me semble tout à fait en dehors de la question présente. Ce n'est point de la politique que fait ici la lettre pontificale, mais de la théologie. Placé au point de vue

élevé de la foi, le Vicaire de Jésus-Christ a cru devoir renouveler la condamnation des mauvaises doctrines qui surabondent de nos jours.

Mais à l'égard de ce que l'on peut appeler les questions de fait, il se borne à condamner la *prétention* d'établir en *principe absolu* telles ou telles hypothèses, tels ou tels systèmes qui peuvent avoir leur raison d'être, sous le rapport civil, eu égard à la différence des temps ou des lieux, mais qui, comme *principe absolu*, sont contraires aux enseignements de la foi.

On peut citer plusieurs cas de ce genre, entre autres la liberté des cultes, que les Lettres apostoliques n'attaquent point comme question de fait, mais qui conduirait au scepticisme si elle était admise dans un sens absolu, théologiquement parlant.

2° En France, où la liberté des cultes est établie par les lois civiles, et d'une manière si large que les ennemis de l'Eglise peuvent attaquer et attaquent impunément ce que notre sainte religion a de plus sacré, serait-il logique, serait-il possible que l'Eglise fût condamnée au silence, lorsqu'il s'agit de remplir le premier de ses devoirs, celui de combattre l'erreur et de proclamer des vérités aussi importantes dans l'ordre social que nécessaires au salut des âmes? Je ne puis le comprendre. Et j'en conclus que c'est ici le cas de faire l'application de ce vieil adage: Autre temps, autres mœurs.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

† FL., évêque de Clermont.

#### *Lettre de Monseigneur l'Evêque de Saint-Flour.*

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence a reçu et chaque jour lui apporte encore les doléances de l'Episcopat.

Nous avons tous souffert des obstacles mis à la publication dans les formes canoniques de la dernière Encyclique du Souverain Pontife, et l'expression de notre commune douleur ne peut se traduire que par des regrets unanimes. Pour les justifier une

fois de plus, je ne reproduirai point les observations qui vous ont été adressées. C'est un soin désormais superflu, surtout après les explications qui dégagent cet acte pontifical des fâcheux commentaires d'une presse hostile et passionnée. Il me suffit maintenant de vous déclarer que je partage pleinement et sans réserve les sentiments de mes vénérés collègues.

Votre haute impartialité, Monsieur le Ministre, m'est un sûr garant que vous ne verrez dans nos protestations que l'accomplissement d'un devoir.

Veuillez agréer, etc.

† PIERRE-ANTOINE, évêque de Saint-Flour.

### *Lettre de Monseigneur l'Evêque de Marseille.*

Monsieur le Ministre,

J'ai été profondément affligé en voyant l'interdiction que Votre Excellence a prononcée contre l'Encyclique du Souverain-Pontife. On devait craindre un conflit déplorable, et il a été au delà de toutes les appréhensions. D'un côté, les accusations les plus violentes ont été portées contre l'autorité la plus haute et la plus auguste sur la terre; et, comme si la Constitution de l'Empire avait été menacée, on a vu dans le Pape un ennemi de la France. D'un autre côté, les consciences religieuses ne voyaient dans les propositions du Saint-Siège qu'un enseignement théologique dont notre législation n'avait rien à craindre, et la surprise et la douleur n'en étaient que plus fortes, en voyant que la liberté de la foi n'était pas respectée. L'émotion est devenue de plus en plus vive. Le devoir d'un évêque est d'apaiser les esprits en faisant accepter la vérité.

En attendant que je puisse expliquer une doctrine faussement interprétée, je sou mets à votre loyauté la proposition qui a été le plus violemment et le plus universellement incriminée. Il s'agit de la liberté des cultes. Avant de l'examiner, il faut remarquer d'abord que la ville de Rome a toujours donné et donne encore de grands exemples de tolérance.

« On a accusé, dit un ancien président de la Chambre des dé-

putés (1), le gouvernement romain d'intolérance; et la tolérance véritable, éclairée, politique, celle qui professe non l'insouciance pour les principes, mais la bienveillance pour les personnes, est poussée à Rome jusqu'à ses dernières limites. On en a abusé quelquefois, même dans les plus saintes basiliques, par des irrévérences qui ont contristé les fidèles et scandalisé même les indifférents.

« Chacun suit librement sa croyance et exerce en paix son culte. Rome fut de tout temps le refuge des juifs, et ils la nommèrent eux-mêmes leur paradis au moyen âge, alors que les barbaries de l'ignorance les persécutaient impitoyablement par toute l'Europe. Rome offre encore aujourd'hui un abri protecteur au peuple ennemi de sa foi. Ce peuple a dans Rome même une synagogue et un quartier où il peut forcer les propriétaires des maisons à le recevoir, et cependant il a la liberté d'en sortir pour habiter le reste de la ville. »

Mais alors comment expliquer cette condamnation portée par l'Encyclique contre la liberté des cultes? C'est qu'il y a une grande différence entre tolérer et favoriser un culte, autre chose est de ne pas inquiéter et de patronner. Il serait contraire à la logique et à l'honneur de louer et de soutenir en même temps des opinions contradictoires. Un Etat ne pourrait ni favoriser ni approuver des doctrines contradictoires en mathématiques, en astronomie et en jurisprudence. Il ne peut soutenir également des doctrines contradictoires en matière religieuse.

Un sage jurisconsulte, ancien bâtonnier des avocats de Paris, disait dans son *Traité de la législation des cultes* (2) : « Si Dieu est unique, il doit y avoir un mode unique et convenable de l'adorer, et si ce mode a été médité, accepté par les génies les plus élevés qui aient paru sur la terre, s'il a été consacré par l'autorité des siècles, il doit constituer une règle digne d'un souverain respect; autrement, on conçoit à peine le degré d'extravagance où les hommes puissent arriver. En l'absence d'une autorité religieuse qui ait le droit de s'imposer universellement, il n'y a plus de limites aux caprices de l'intelligence : je puis adorer Dieu par les actes les plus monstrueux, aussi bien que par la pratique de la

(1) M. Sauzet, *Rome devant l'Europe*, p. 304 et suiv.

(2) *Traité de la législation des cultes*, par M. Gaudry, t. I, p. 100 et 101.

vertu. » Et parlant de la religion catholique, qui est la religion de la majorité des Français, il ajoutait : « Dans un pays où une religion a une immense majorité, le gouvernement doit faire les efforts convenables pour favoriser son développement et *refuser sa protection à des cultes nouveaux*. Si des cultes dissidents existent déjà, il faut les respecter, donner même à ceux qui les professent les moyens dus à tous les citoyens de remplir leurs devoirs de conscience, mais nous croyons que *la faveur seule est due à tout ce qui tient à l'unité*. »

Je citerai encore Monseigneur Affre, dont on connaît le caractère éclairé. Parfaitement instruit de la législation, le savant prélat écrivait que, « loin de réclamer la contrainte pour empêcher la profession publique d'un culte hétérodoxe, l'Eglise la réprouve toutes les fois que les actes de ce culte ne sont pas contraires ou à sa propre liberté ou à l'ordre public en général. L'Eglise n'approuve point ou ne peut approuver une législation qui déclare explicitement ou implicitement toutes les religions bonnes. Elle réprouve positivement la loi qui les consacre toutes, en leur accordant une protection égale, les mêmes secours et les privilèges semblables. Il résulte de cet état un encouragement égal pour la vérité et pour l'erreur. Il est impossible d'y voir autre chose. S'il est permis d'accorder une liberté entière à certaines erreurs, il est immoral de les encourager par des moyens directs. L'indifférence religieuse, disait l'illustre prélat, est un état contre nature, un état qui n'existe pas, car l'homme n'est ni peut être indifférent sur rien. On n'a jamais proclamé cette indifférence, surtout sous l'empire du christianisme, que pour rendre toutes les erreurs plus fortes contre la vérité, et ainsi qu'a toujours été par intolérance que les philosophes se donnaient pour tolérants (1). »

Or, que voyons-nous dans l'Encyclique du 8 décembre ? Le Saint-Père se plaint de ce que certaines sociétés ne tiennent pas plus compte de la religion que si elle n'existait pas, ou du moins ne font aucune différence entre la vraie religion et les fausses ; il se plaint de ce que les sanctions de la religion catholique sont violées, et de ce que la liberté absolue de conscience et des cultes est hautement, publiquement approuvée.

(1) *Vie de Mgr Affre*, p. 356, 357.



Quelles sont ces sanctions violées ? Les clercs destinés au service des autels sont enrôlés dans l'armée, les couvents sont fermés, les religieux dispersés, les biens de l'Eglise confisqués, etc. En même temps, des cultes nouveaux et propagés par des sectaires étrangers, corrompent la foi catholique en Italie.

Monseigneur Affre exprimait les mêmes pensées en 1846, et les adressait à Son Excellence M. le ministre des cultes (1). « Les protestants, disait-il, sont beaucoup plus favorisés que les catholiques. Des temples et des ministres ont été accordés dans les localités qui, comme à Reims, ne contenaient pas plus de cinquante protestants ; qui, comme à Beauvais, Périgueux, Amiens, n'en possèdent que cinq ou six. Nous citons ces villes d'après des témoignages irrécusables que nous n'avons aucunement recherchés. Il est donc probable que si nous voulions recueillir tous les faits, ils se produiraient en assez grand nombre. Comment les expliquer si on ne les attribue à une préférence marquée pour les cultes dissidents ? »

Il est donc facile, Monsieur le Ministre, de démontrer la justice et la vérité des principes que soutient le Saint-Père sur la liberté des cultes, et il me serait également facile de présenter sur chacune des quatre-vingts propositions du *Syllabus* de nouvelles considérations qui en démontreraient la justesse.

Nous devons désirer ardemment, Monsieur le Ministre, que la vérité chrétienne apaise les esprits, et que, soutenue par le Vicaire de Jésus-Christ, elle soit vénérée et aimée de tous. Rien ne sera plus utile aux âmes, rien aussi ne sera plus utile au bonheur de tous les citoyens et au respect de toute autorité. Je forme des vœux bien sincères pour que Votre Excellence, éclairée sur le vrai sens de l'Encyclique, n'y voie que la sauvegarde de la foi catholique.

Agréez, Monsieur le Ministre, etc.

Signé : † PATRICE, évêque de Marseille.

(1) Lettre à S. Exc. M. le Ministre, — 10 décembre 1846.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Viviers.*

Viviers, le 16 janvier 1865.

**Monsieur le Ministre,**

Je me disposais à publier l'Encyclique du 8 décembre dernier, dans laquelle Notre Saint-Père le Pape accorde un Jubilé au monde chrétien pour 1865, lorsque j'ai reçu la circulaire du 1<sup>er</sup> janvier que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser au sujet de cette Encyclique, du *Syllabus* qui y est annexé et de la Lettre Apostolique du 20 novembre 1846.

Votre Excellence me dit, Monsieur le Ministre, que ces actes Apostoliques ne peuvent être imprimés dans les instructions que les Evêques adresseront aux fidèles pour le Jubilé ou à toute autre occasion.

Cette prohibition, confirmée par le décret du 5 janvier, Monsieur le Ministre, m'a affligé et embarrassé à la fois.

Quelque digne que soit le Conseil d'Etat, Monsieur le Ministre, il me paraît qu'il a excédé en zèle en refusant à l'Eglise catholique la pleine liberté qui lui est assurée par le Concordat dans l'exercice de son culte. N'est-ce pas, en effet, ce qui arrive dans cette déplorable circonstance ? Le Souverain-Pontife nous adresse des Constitutions doctrinales qui, par conséquent, doivent être règle de doctrine et de conduite pour l'Evêque, pour son clergé et pour les fidèles, et le Conseil d'Etat met opposition à ce qu'elles soient publiées selon l'usage établi par la coutume. Qu'est-ce donc, Monsieur le Ministre, que ces franchises et maximes de l'Eglise gallicane qui viennent empêcher à l'enfant d'obéir à son père et au pasteur d'instruire ses fidèles ?

L'Episcopat n'est-il pas, en France, le corps le plus dévoué à son bien-aimé souverain, le plus soumis à son Gouvernement, le plus ami de la paix, le plus conciliant dans les temps ordinaires et le plus généreux aux jours des épreuves pour la patrie ? Pourquoi donc ne pas le laisser libre pour remplir sa mission de charité et de salut ?

Le Souverain-Pontife n'est-il pas, lui, surtout dans les circonstances actuelles si graves, le plus intrépide défenseur de tous les droits, de tous les vrais principes, de la vérité, de la justice, de la dignité de la famille, de la paix en faveur des nations, du trône

des monarques et des intérêts de l'Eglise de Dieu ? N'est-il pas le protecteur suprême et le père véritable de la grande famille humaine ?

Il me semble entendre ici, Monsieur le Ministre, un mot affirmatif qui s'échappe de votre noble cœur et de votre belle âme en faveur de la vérité ; mais alors pourquoi le Conseil d'Etat, modèle de sagesse par sa haute position, n'accorde-t-il pas une confiance plus digne et plus large au Pape et aux Evêques pour leur faciliter leur ministère de paix et de salut ? Pourquoi ne pas leur laisser autant de liberté pour faire du bien à tous, qu'en prennent tant d'autres pour faire du mal à tous, si la chose leur était possible ? Voilà ce qui afflige.

Voici ma conduite tenue dans cet énorme embarras.

Je me suis conformé, autant que je l'ai pu, à l'Encyclique du Pape et à la Circulaire de Votre Excellence.

Tous mes prêtres ont en main les trois Constitutions prises chez des libraires-imprimeurs. Rien n'a été publié. J'ai même donné des ordres positifs pour que nulle publication n'ait lieu.

Le Jubilé sera ouvert par un mandement. Cette ouverture respectueuse, franche et loyale, Monsieur le Ministre, sera accueillie, je n'en doute pas, avec faveur de Votre Excellence, et les rapports si bienveillants dont elle m'a honoré dans le passé, me seront continués, je l'espère, dans l'avenir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de ma haute et respectueuse considération.

† LOUIS, évêque de Viviers.

Monseigneur l'Evêque de Limoges communique à son clergé les deux lettres qu'il a adressées à Notre Saint-Père le Pape et à M. le Ministre des cultes, en les faisant suivre de quelques observations pour couper court à toutes les déclamations propagées par la mauvaise foi et acceptées par l'ignorance ou la sottise.

*Lettre de Monseigneur l'Evêque de Limoges.*

Limoges, le 7 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

accusant réception à Votre Excellence de la lettre qu'elle

m'a fait l'honneur de m'adresser le 1<sup>er</sup> janvier, je ne puis taire le sentiment pénible que m'a causé la prohibition de publier l'Encyclique du 8 décembre et le document qui y est annexé.

Cette très-grave mesure est une restriction à la liberté nécessaire des rapports des évêques soit avec les fidèles, qu'ils ont charge divine d'enseigner et de conduire, soit avec le successeur de saint Pierre, qui a reçu de Jésus-Christ la mission de *confirmer ses frères, de paître les brebis comme les agneaux*. Elle emprunte un caractère particulier à cette anomalie étrange que les évêques seuls, à qui pourtant l'Encyclique est adressée, sont privées de la faculté légale de la publier, tandis que seuls ils ont l'obligation de transmettre à leurs diocésains les instructions qui émanent de la chair apostolique. Aussi, à cette heure, l'Encyclique a été portée par les journaux sur tous les points de l'empire.

Certes, je ne me plaindrais pas de cette large diffusion d'une pièce aussi capitale, si plusieurs organes de la presse n'avaient pas accompagné le texte du Saint-Père de commentaires plus ou moins malveillants qui en dénaturent le sens, et, parfois, en calomnient l'intention. En présence de ces attaques violentes qui se produisent en toute liberté, nous sommes réduits au silence : il ne nous est même pas permis de prouver que l'Encyclique condamne des erreurs doctrinales manifestes, aussi préjudiciables à la société et à l'Etat qu'à la religion et à l'Eglise.

Jugez, Monsieur le Ministre, de la douleur que j'éprouve et comme évêque et comme citoyen profondément dévoué à l'Eglise et à la France.

Agréez, monsieur le ministre, l'hommage de mon respect.

† FÉLIX, évêque de Limoges.

---

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de la Rochelle.*

La Rochelle, le 27 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser mon mandement de carême : je l'ai fait suivre de quelques *observations* sur les circonstances présentes. Votre Excellence y verra que je me joins à mes vénérables collègues pour espérer « que le gouvernement, éclairé sur le vrai sens de la parole pontificale, lèvera les obstacles qui en-

travent la publication de l'Encyclique (1). » La vraie doctrine catholique ne peut que raffermir les bases de l'ordre social ; elle doit être libre dans son enseignement, et cette liberté bien comprise n'a rien qui doive effrayer les pouvoirs civils.

J'ai la conviction, Monsieur le Ministre, et souvent je l'ai répété à quelques amis de l'Empereur, j'ai la conviction que ceux qui engageraient le gouvernement dans des voies de véritable opposition catholique, seraient ses plus grands ennemis ; et j'appelle de tous mes vœux l'heure où les malentendus disparaîtront pour faire place à cette mutuelle concorde des deux pouvoirs, que le Souverain-Pontife désire très-vivement pour le bien de la religion et de la France. *Mutua illa inter sacerdotum et imperium consiliorum societas et concordia, quæ rei cum sacra tum civili fausta semper extitit ac salutaris.* (Paroles de l'Encyclique.)

J'ai voulu attendre la publication de mon mandement de carême et des observations qui le suivent, avant de vous faire part de mes réflexions. Votre Excellence pourra mieux juger le sens de ma réclamation, et comprendre, comme vous l'a dit un de nos vénérés collègues, « que nous ne voulons trahir ni les devoirs de pasteurs, ni les devoirs de citoyens. » (Lettre de Mgr l'Évêque d'Autun.)

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon profond respect.

† JEAN-FRANÇOIS, évêque de la Rochelle.

Outre cette lettre à M. le Ministre, Monseigneur l'Évêque de la Rochelle a publié une instruction pastorale pour le Carême, dont le sujet est la parole de Dieu.

A cette instruction pastorale sont annexées : 1° la Lettre apostolique de Pie IX, publiée à la suite de son avènement en 1846 ; 2° des *Observations sur l'Encyclique*, où Monseigneur de la Rochelle rétablit avec une admirable lucidité la vraie doctrine de l'Église, dénaturée avec acharnement par ses adversaires, sur les points suivants : 1° le salut des non catholiques ; 2° la liberté des cultes ; 3° le suffrage universel ; 4° sur la méthode à suivre dans l'interprétation des propositions formulées ou censurées par l'Église.

(1) Lettre de Mgr l'Évêque de Blois.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Saint-Claude.*

Saint-Claude, 4 février 1865.

Monsieur le Ministre,

Quoique mes intentions sur les mesures que le gouvernement de l'Empereur a cru devoir prendre au sujet de l'Encyclique du Saint-Père du 8 décembre dernier soient en tout, et par les mêmes motifs, parfaitement conformes à celles de mes vénérables collègues dans l'Épiscopat, j'ai voulu attendre, pour vous les exprimer, que les plus anciens et les plus autorisés eussent fait auprès de Votre Excellence cette importante démarche. Aujourd'hui, un silence plus prolongé pourrait être taxé de divergence, et je me le reprocherais comme une faute.

Conduit par l'esprit de soumission à l'autorité de l'Évêque des Évêques, qui a été et sera toujours pour moi une règle de conduite constante et invariable, je viens, Monsieur le Ministre, unir mes doléances, mes protestations, à celles que vous recevez en si grand nombre et avec une unanimité de jour en jour plus manifeste. Non, ce n'est pas l'Épiscopat français qui perdra le souvenir de ce que Sa Majesté l'Empereur a fait et fait encore en faveur de l'Eglise et de son Chef suprême ; il est plein de vie et de reconnaissance dans les cœurs. Mais qui pourrait ne pas gémir des entraves apportées à l'action sage et dévouée de l'Episcopat, comme si elle dût inspirer quelques craintes, quelques défiances, et de la place si large laissée à une presse hostile, incessamment appliquée à défigurer l'enseignement catholique et calomnier la droiture de nos intentions ? Puisse, Monsieur le Ministre, ce qui fait la joie de ceux qui nous méconnaissent et ne nous rendent pas justice, n'être pour nous qu'un sujet de douleur ! J'élève vers le Ciel mes prières les plus ferventes pour qu'ils ne deviennent jamais le plus grand embarras d'un pouvoir auquel l'ordre religieux et politique doit tant, et que tout le clergé serait heureux de voir de plus en plus prospère, dans les intérêts réciproques de l'Eglise et de la France, l'une et l'autre inséparables dans ses affections les plus vives et les plus profondes.

Je suis, avec une haute et respectueuse considération, Monsieur

le Ministre, de Votre Excellence, le très-humble et très-obéissant serviteur.

† LOUIS-ANNE, évêque de Saint-Claude.

*Lettre de Monseigneur l'Evêque d'Aire.*

Aire, le 4 février 1865.

Monsieur le Ministre ,

Je ne fais que garder le rang qui m'appartient en venant, après tous les autres évêques, vous exprimer une plainte, plus encore qu'une protestation, au sujet de la défense que Votre Excellence nous a faite de publier l'Encyclique *Quanta cura* de Notre Très-Saint-Père le Pape, touchant les erreurs qui désolent la France et l'Europe.

Cette France si catholique aurait été étonnée, scandalisée même, si elle avait vu un seul de ses évêques garder un silence absolu sur un jugement doctrinal du Pape, qui oblige toutes les consciences, et qu'ils ont le devoir rigoureux d'intimer à tous les fidèles. C'est pour cela que les évêques, en vous adressant leurs remontrances, Monsieur le Ministre, les ont fait passer de votre cabinet dans les bureaux des feuilles catholiques, afin de rendre publique la manifestation qu'une défense inouïe, sous le gouvernement de Napoléon III, avait rendue nécessaire.

Ce n'est pas vous, Monsieur le Ministre, qui pourrez croire que les évêques qui ont jusqu'ici gardé le silence diffèrent en rien dans la foi de ceux qui ont parlé. Mais je remarque que les fidèles comptent exactement les voix qui se sont fait entendre, et c'est ce qui me détermine à sortir du rang des silencieux, moins pour édifier Votre Excellence que pour rassurer *ces gens de peu de foi* qui semblent craindre que, quand il s'agit de l'un de nos devoirs les plus sacrés, nous ne soyons pas *tous consommés* dans cette admirable *unité qui prouve au monde que Jésus-Christ est en nous et que c'est Dieu qui nous a envoyés.* (Joan. XVII, 23.)

Il faut, Monsieur le Ministre, qu'il soit arrivé, à notre insu, quelque chose d'extraordinaire pour vous décider à prendre cette mesure extrême. Il y a si peu d'années encore, ces paroles augustes retentissaient dans toute la France : « Jamais la religion

n'a été plus respectée ni plus libre ; les conciles provinciaux s'assemblent sans entraves, et les évêques jouissent de toute la plénitude de l'exercice de leur sacré ministère. » (1858.)

Nous aimons à reconnaître, Monsieur le Ministre, la vérité de cette assertion. Nous avons été parfaitement libres de transmettre aux fidèles tous les enseignements du Chef de l'Eglise, de répéter toutes ses plaintes, de soutenir la justice de son bon droit, de flétrir le crime de ses spoliateurs et d'aller même consoler le Sauveur de notre siècle dans son jardin de douleurs.

Qu'est-il donc survenu depuis, Monsieur le Ministre ? En quoi avons-nous démérité ? Quelle plainte formule-t-on sur la manière sage et ferme dont nous avons accompli tous ces devoirs délicats ? Pourquoi maintenant ces *olim* et cette vieille ferraille que nous voyons étalés dans certains journaux, dont on menace l'immense majorité des passagers que porte le vaisseau de l'Etat, comme si ce vaisseau, depuis qu'un nouveau pilote est au gouvernail, n'avait pas navigué avec sécurité et avec gloire, ou comme si sa marche était devenue périlleuse, si on ne se hâtait de lui ajouter ces agrès dont il s'était si bien passé, et qui ont été pour lui toujours embarrassants, souvent dangereux, jamais utiles ?

Ce n'est pas à vous, Monsieur le Ministre, encore moins au Gouvernement, que nous voulons attribuer ce changement subit. Vous tenez sans doute à maintenir « cette mutuelle alliance et concorde du sacerdoce et de l'Empire, qui a été toujours si utile, si salulaire à la religion et à la société. » Votre excellence me pardonnera d'avoir été chercher cette belle vérité dans le panier où elle a été jetée avec tant d'autres. Parce que l'on ne retrouve plus, dans le lambeau qui nous est resté, cette proposition de paix que Jésus-Christ fait, depuis dix-neuf siècles, à tous les Césars du monde, il serait injuste de supposer que vous repoussez nos dévouements, et que vous nous découragez sans espérances. Il vaut mieux croire que la rognure s'est faite avec précipitation, ou mieux encore, que votre main a tremblé, en mutilant une lettre que le ciel envoyait à la terre pour guérir les sociétés malades, pour raffermir l'Europe qui s'ébranle sur ses vieux fondements.

Nous ne pouvons donc, Monsieur le Ministre, nous en prendre qu'aux ennemis de l'Eglise, du Pape, de son temporel, qui de-



mandent à grands cris qu'on arrête la parole de Dieu dans sa course à travers les peuples. Cette parole, dit saint Paul, n'a jamais pu endurer de chaînes. (II Tim., II, 9.) On réussirait plutôt, dit saint Chrysostome, à enchaîner un rayon du soleil. Depuis le premier mot de Dieu, en tête de la Genèse, qui a fait jaillir la lumière, jusqu'au dernier *Amen* de l'Apocalypse; depuis le titre de la première épître de saint Pierre *aux étrangers de la dispersion*, jusqu'à la dernière page que votre ciseau, Monsieur le Ministre, a épargnée dans la dernière lettre de son successeur, c'est-à-dire depuis tantôt soixante siècles d'une part, et vingt siècles de l'autre, jamais puissance humaine n'a réussi à retenir cette parole captive, ni sur les lèvres des *Voyants en Israël*, ni dans la bouche des pontifes de Jésus-Christ. Après tant d'essais qui ont été faits dans tous les temps, ne nous sera-t-il pas permis de dire à ceux qui les renouvellent encore : Ne tentez donc pas l'impossible ? Et, s'il leur reste encore *gros de foi comme un grain de sénevé*, ils avoueront que l'Encyclique était bien une parole divine ; car là où est Pierre, là est l'Eglise, et où est l'Eglise, là est Dieu.

Mais, s'ils ne peuvent rien contre cette parole elle-même, ils s'attaqueront à ses organes, et, après Pie IX, les principaux organes de la parole de Dieu, ce sont les Evêques. Ils nous posent donc non-seulement en face de notre honneur, de notre dignité, ce qui est déjà quelque chose chez un Evêque, mais encore en présence de Dieu, de l'Eglise, de nos diocèses, de notre conscience, de notre âme, de notre jugement. Pour obéir à leur édit de silence, quand Dieu nous ordonne de parler, il faudrait abjurer tout cela ; il faudrait *rougir de l'Evangile et de Jésus-Christ* par respect pour ses ennemis. Telle est l'extrémité à laquelle ils voudraient nous voir officiellement réduits en France, comme ils sont parvenus à réduire les Evêques d'Italie. Il y a là autre chose qu'un Conseil d'Etat pour punir les réfractaires. Là, nos frères sont exilés, incarcérés, *persécutés pour la justice*. En est-il beaucoup qui aient failli au milieu de ces rudes épreuves ? Il y en a un, et encore, ce n'est pas, que je sache, la coaction qui l'a vaincu ! Sa perdition, comme dit le prophète, est son œuvre. Priez, nous disait Pie IX (22 mai 1862), pour ce malheureux, qui, seul dans tout le corps épiscopal, a trahi la cause sainte. Et, le 6 décembre suivant, le grand aumônier de Victor-Emmanuel, le

futur primate d'Italie, mourait en laissant un nom exécré de plus à l'histoire de sa patrie. Est-ce à dire que l'apostat fût meilleur sujet, meilleur citoyen que les autres Evêques ? Les voici tous qui réclament contre lui : les meilleurs citoyens de la patrie terrestre sont toujours ceux qui ont été les mieux formés pour habiter l'éternelle patrie. (Lettre de trois Cardinaux, quatorze Archevêques, trente-sept Evêques du royaume de Naples, en date du 6 janvier 1862.)

Loin de nous la pensée, Monsieur le Ministre, que vous ayez eu le dessein, ni la volonté de nous faire manquer à des devoirs sacrés. Votre caractère domine de bien haut tout soupçon à cet égard, et personnellement je suis heureux de proclamer ici la bienveillance que j'ai toujours trouvée dans mes rapports avec Votre Excellence. Seulement, et c'est votre lettre qui nous l'apprend, vous avez cru que l'Encyclique contenait des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de l'Empire. Le jugement public n'a pas sanctionné ce premier arrêt, et, l'eût-il fait, la vérité n'en serait pas moins restée vérité. Quoi qu'il en soit, sous cette impression première, vous avez défendu de publier des paroles que vous aviez jugées imprudentes, bien qu'elles fussent au-dessus de tous les jugements humains. Nous avons concilié de notre mieux nos devoirs d'Evêques et de sujets. Il nous a été possible de renoncer non au droit, mais au fait de la publication ; car votre décret, vous ne l'ignorez pas, Monsieur le Ministre, a répandu en France cent mille Encycliques imprimées de plus que si les choses s'étaient passées comme à l'ordinaire. Chaque famille la lit maintenant dans ces longues veillées d'hiver, et chacun se dit, surtout en songeant aux usurpations consommées : Voilà cependant la vérité qu'un ministre du Gouvernement a empêchée de nous arriver à la manière de la parole de Dieu ; c'est pourtant elle : nous y croyons, nous l'adorons. Je vous assure, Monsieur le Ministre, que l'Evêque et les prêtres sont étrangers dans cette affaire. C'est le cri de la foi catholique qu'il est toujours dangereux de froisser en France. Mais, je le demande humblement à Votre Excellence, en tout dévouement pour l'Eglise et pour l'Empire, que répondre à cette plainte de la foi contristée ?

Nous espérons, Monsieur le Ministre, que votre haute équité

saura nous épargner à l'avenir la profonde douleur que nous a causée le renouvellement de la défense faite aux Apôtres de redire ce qu'ils ont entendu ; nous espérons encore que vous contribuerez, dans la sphère de votre pouvoir, à effacer d'un règne glorieux un anachronisme qui tend à faire rétrograder l'Eglise de France de plusieurs siècles, au moment où un tourbillon de liberté et de progrès emporte tout vers un impénétrable avenir. Nous espérons même que la restauration du principat de l'Eglise, que l'inspiration de notre foi nous fait pressentir, se fera par la France, notre chère patrie.

Je prie Dieu, Monsieur le Ministre, de vous faire trouver dans cette lettre les sentiments de foi et d'amour qui l'ont inspirée. Ami du silence et de la solitude, il m'a fallu un cri impérieux de ma conscience pour l'écrire, et me rappeler, pour me rassurer, cette parole d'un bon livre : L'amour tente plus qu'il ne peut ; jamais il ne prétend l'impossibilité, parce qu'il croit tout possible et tout permis. (*Imitatio Christi*, III, v. 4.)

Je vous prie, Monsieur le Ministre, si vous le jugez bon, de mettre cette lettre sous les yeux de notre magnanime Empereur, comme soixante mille âmes de mon diocèse et d'ailleurs l'ont entendu appeler, il y a quelques mois, sous le chêne de saint Vincent de Paul. Je vous prie enfin de me croire toujours, malgré mes tristesses, le fidèle sujet de Sa Majesté et le dévoué serviteur de Votre Excellence.

† LOUIS-MARIE, évêque d'Aire.

Ces patriotiques avertissements, partis de si haut, ont dû éveiller l'attention de ceux qui tiennent en main les rênes de l'Etat, car voici ce que nous lisons dans le *Temps* :

Il paraît que le gouvernement a ordonné une enquête sur l'effet produit dans les départements par l'Encyclique et par les mesures qu'a prises à cet égard M. le Ministre des cultes.

Nous avons sous les yeux le document administratif que voici :

## DÉPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE.

*Sous-préfecture de...*

« Cabinet du sous-préfet.

« Monsieur le Maire,

« Je vous prie de me faire connaître l'effet produit dans votre commune par la publication de l'Encyclique du Pape, l'appréciation qui en est faite par le public, ainsi que les commentaires auxquels a donné lieu la décision du gouvernement publiée dans la circulaire de M. le Ministre des cultes.

« Agréez, etc.

« *Pour copie conforme : A. LE FRANÇOIS.* »

---

MM. les Vicaires-généraux capitulaires du diocèse d'Albi ont adressé à M. le Ministre de la justice et des cultes une lettre contenant des observations au sujet de la défense faite à Nos Seigneurs les Evêques de publier l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape.

---

Un certain nombre d'Evêques, dans les circonstances où se trouve placé l'Episcopat, se sont crus obligés de faire connaître à leur clergé, par une circulaire, leurs sentiments au sujet de l'Encyclique et leur réponse à Son Excellence M. le Ministre de la justice et des cultes. Nous donnons ici ces actes à part, l'un presque toujours supposant l'autre. Les mêmes Evêques ont adressé à M. le Ministre, avec leur réponse, une exemplaire de leur circulaire.

Monseigneur l'Evêque de Cambrai, qui a été le premier à protester contre la circulaire ministérielle du 4<sup>er</sup> janvier, publie

un mandement pour le Carême, sur l'*Autorité du Pape*. L'éminent prélat résout **successivement les questions** suivantes :

De qui le Pape tient-il son autorité ?

Quels sont l'objet et l'étendue de cette autorité ?

Les pouvoirs humains ont-ils le droit d'en empêcher ou d'en limiter l'exercice ?

Que doit-on entendre par les libertés, franchises et maximes de l'Eglise gallicane, et quelle application peut-on en faire en ces temps-ci ?

Toutes ces questions sont traitées avec l'autorité et le savoir qui distinguent les écrits du pieux et savant prélat.

---

*Circulaire de Son Em. Monseigneur l'Archevêque de Rouen aux curés de son diocèse.*

Rouen, le 22 janvier 1865.

**Nos chers Coopérateurs,**

Nous vous adressons l'Encyclique publiée par N. S. P. le Pape Pie IX le 8 décembre dernier, ainsi que le résumé des propositions signalées par Sa Sainteté comme renfermant les principales erreurs de notre temps. Après avoir reçu nous-même ces deux documents, nous nous disposions à vous les communiquer par la voie ordinaire, quand nous en avons été empêché par la cause que vous connaissez. Nous avons, à ce sujet, écrit le 7 janvier dernier à M. le Ministre des cultes une lettre contenant nos justes réclamations. Toutefois, nous considérons aussi comme un devoir de faire en sorte que vous ayez une pleine connaissance des enseignements du Souverain-Pontife. Les journaux, il est vrai, ont publié l'Encyclique et le résumé ; mais ce mode de publication pour les actes émanant du Saint-Siège n'est ni régulier, ni suffisant. Nous vous faisons donc parvenir ces documents avec toutes les garanties d'authenticité désirables, afin que vous puissiez les étudier, les méditer, et vous mettre en mesure de répondre utilement aux questions qui vous seraient adressées par les fidèles. Il s'agit de matières graves, nos chers Coopérateurs ; les intentions du Souverain-Pontife ont été méconnues par plusieurs. Le

Vicaire de Jésus-Christ n'a pas voulu jeter la perturbation dans la société civile; mais en récapitulant les diverses erreurs contemporaines déjà condamnées par son vénérable prédécesseur et par lui-même, il a voulu nous donner des règles de doctrine propres à guider les consciences. Les esprits ont été surexcités et troublés par des interprétations prématurées, passionnées et souvent éloignées de la vérité. Il vous faudra donc, pour les éclairer, du temps, du discernement, du tact et de la prudence.

Recevez, nos chers Coopérateurs, l'assurance de notre sincère et cordial attachement.

† HENRI, Cardinal DE BONNECHOSE,  
*Archevêque de Rouen.*

*P. S.* — Cette lettre et les pièces que nous vous transmettons en même temps ne sont pas destinées à être lues en chaire.

Nous vous ferons connaître par le mandement du Carême ce qui concerne le Jubilé.

Nous saisissons cette occasion pour vous faire part du Bref par lequel Sa Sainteté a daigné répondre à l'adresse du clergé réuni pour la dernière retraite pastorale et dont nous nous étions rendu porteur lors de notre voyage à Rome.

#### PIUS PP. IX.

Dilecti Filii, Salutem et Apostolicam Benedictionem. Dilectus Filius Noster Henricus S. R. E. Presbyter Cardinalis DE BONNECHOSE, vigilantissimus vester Archiepiscopus, quem summa animi Nostri benevolentia complexi sumus, Litteras Nobis reddidit a Vobis plurimisque aliis ecclesiasticis istius Rothomagensis Diocesis viris subscriptas occasione spiritualium exercitiorum. Non mediocrem certe voluptatem ex eisdem Litteris cepimus, cum intellexerimus summam fuisse vestram et universi istius cleri populique fidelis lætitiâ propterea quod idem vester Antistes, ob egregias quibus præstat virtutes, in amplissimum Cardinalium Collegium a Nobis quam libentissime fuerit cooptatus. Nec minori quidem consolatione ex eisdem Litteris novimus, nihil Vobis et omnibus præsertim ecclesiasticis istius Diocesis viris ac fidelibus gratius, nihilque potius esse quam Nobis et huic Petri Cathedræ summa fide et observantia firmiter adhærere.

Quod quidem non levi Nobis solatio fuit inter gravissimas quibus premimur angustias et acerbitates. Dum vero de hisce præclaris vestris et eorundem ecclesiasticorum hominum sensibus omni laude dignis gratulamur, ea profecto spe nitimur, fore ut a Vobis et ab ipsis ecclesiasticis viris in hac potissimum tanta temporum iniquitate, sub proprii Antistitis inductu, omnis sanctissima nostra catholica religione, ejusque doctrina tuenda ac promovenda, in animarum salute curanda, atque in tot pestiferis adversariorum erroribus profligandis, eorumque nefariis conatibus reprimendis, indesinenter, ac studiosissime impendatur opera. Denique cœlestium omnium munerum auspicem ac præcipue paternæ Nostræ caritatis pignus, Apostolicam Benedictionem toto cordis affectu Vobis ipsis, Dilecti Filii, cunctisque istius Diœcesis ecclesiasticis viris, laicisque fidelibus peramanter impertimus.

Datum Romæ apud Sanctum Petrum die 15 septembris anno 1864.

Pontificatus nostri anno decimo nono.

PIUS PP. IX.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Meaux au clergé  
de son diocèse.*

Meaux, le 19 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs (1).

Nous avons l'intention de vous adresser à tous l'Encyclique du 8 décembre et le *Syllabus* ou résumé des propositions condamnées par le Saint-Père, en y joignant quelques avis sur le soin que vous devez prendre d'instruire vos paroissiens des grandes vérités de la religion qui ont été si audacieusement attaquées de nos jours par l'impiété. Nous étions préoccupé de cette pensée, lorsque nous avons reçu la circulaire du ministre des cultes en date du 1<sup>er</sup> janvier, puis le décret du 5 du même mois, qui n'autorisent les évêques qu'à publier la partie de l'Encyclique relative au Jubilé. Il est vrai que le texte des actes pontificaux a été re-

(1) Cette Circulaire n'est pas destinée à être lue en chaire.

produit intégralement par les journaux, qu'il se trouve dans la librairie, et qu'il est pour ainsi dire dans toutes les mains, en sorte que la promulgation régulière faite immédiatement par les évêques ne pouvait guère ajouter à sa publicité. Vous savez d'ailleurs que cette publication authentique n'est pas nécessaire pour que les décisions émanées du Saint-Siège soient obligatoires, et que, d'après le sentiment commun des théologiens et des canonistes, il suffit qu'elles aient été publiées à Rome dans la forme ordinaire pour que les catholiques qui en ont connaissance soient tenus de s'y soumettre. Toutefois, il est infiniment regrettable, au point de vue de la liberté de l'Eglise et de l'obéissance due à l'autorité du Siège apostolique, que la publication des actes pontificaux rencontre des obstacles dans un pays catholique. Aussi, dans notre légitime douleur, avons-nous pensé qu'il était de notre devoir d'adresser des observations respectueuses à M. le ministre des cultes, et nous croyons l'avoir fait avec la franchise qui convient à un évêque.

Vous retrouverez dans cette lettre, dont nous vous donnons le texte à la suite de cette circulaire, les principes et les sentiments de filiale soumission à l'égard du Souverain-Pontife dont vous êtes vous-mêmes animés. Nous savons avec quel respect et quelle docilité vous recevez toutes les paroles qui descendent de la chaire apostolique, et vous comprenez que nous devons nous serrer autour d'elle plus étroitement encore, s'il est possible, dans les jours difficiles et périlleux, pour nous servir de l'expression de saint Paul (1).

Du reste, ayons confiance : Dieu ne cesse pas de veiller sur son Eglise ; et c'est au moment des grandes épreuves et des crises en apparence les plus redoutables que sa Providence se manifeste de la manière la plus éclatante. Ainsi, au moment où les vérités fondamentales de la religion sont méconnues et blasphémées, où l'Eglise est en butte aux attaques les plus perfides et les plus audacieuses, et où Jésus-Christ lui-même est menacé dans la personne de son Vicaire ; lorsque l'erreur s'efforce de tarir ou d'altérer toutes les sources de la vérité en pénétrant dans le domaine des sciences les plus élevées, la philosophie, la théologie,

(1) *Instabunt tempora periculosa : erunt homines..... corrupti mente, reprobati circa fidem.* (II, Tim., 3.)



la morale, le droit, la politique ; lorsque le poison distillé par des mains habiles , présenté à tous les âges , à toutes les conditions, se glisse sous les formes les plus séduisantes dans toutes les parties du corps social, la vigilance du successeur de Pierre , loin d'être en défaut, découvre les desseins et toute la tactique de l'ennemi, s'attache à ses pas, déjoue ses efforts, le poursuit dans tous les sentiers et jusque dans ses derniers retranchements, le démasque et le renverse. L'erreur est définitivement condamnée, et les droits imprescriptibles de la vérité sont sauvegardés. Le Souverain-Pontife, en parlant pour tous, pour les savants comme pour les ignorants, pour les grands de la terre comme pour les petits, fait briller la vérité à tous les regards. Une presse impie et licencieuse travaillait depuis longtemps à fausser l'esprit public ; des intelligences très-cultivées d'ailleurs étaient exposées à faire fausse route : Pie IX leur aura rendu un service immense en les redressant et en leur présentant, pour l'étude des sciences, un flambeau qui projette sur toute la voie le sillon de lumière qui doit les guider.

Ainsi, Messieurs et chers Coopérateurs, les décisions de l'Encyclique dirigeront nos pas dans la carrière des études ; elles nous serviront de point de repère et de critérium dans l'examen des erreurs que nous avons à combattre. Dans nos instructions, dans nos conversations, nous approuverons sans restriction ce que le Saint-Père approuve ; nous proscrireons et condamnerons ce qu'il proscriit et condamne.

Nous n'avons pas besoin de vous recommander d'éviter les discussions inutiles, passionnées, qui ne peuvent qu'aigrir les esprits. Vous saurez parler et agir avec cette prudence et cette discrétion qui tiennent toujours compte des diverses circonstances où l'on se trouve placé. Ainsi, le Saint-Père n'a pas ordonné de lire en chaire la liste des propositions qu'il a si justement condamnées. Aussi bien, cette lecture serait pour le moins inutile dans la plupart des paroisses. Mais il faut vous appliquer à combattre celles des erreurs signalées qui ont cours parmi les populations que vous devez éclairer. Par exemple, dans combien de villes et de campagnes les principes désastreux du panthéisme, du rationalisme, de l'indifférentisme, n'ont-ils pas pénétré sous des formes qui les réduisent à leur plus simple expression ? Ne sont-ils pas

résumés dans ces espèces d'axiomes à l'usage de l'ignorance grossière et de l'impiété de bas étage : Dieu n'est autre chose que la nature, — l'homme ne doit croire que ce qu'il comprend, — et n'a d'autre guide que sa raison, — toutes les religions sont bonnes, — chacun doit suivre celle où il est né, — il suffit d'être honnête homme, — l'Eglise a fait son temps, etc. Voilà des impiétés aussi absurdes que révoltantes, qui, dépouillées des enveloppes brillantes des écrits philosophiques et des livres élégants, se répandent jusque dans les plus humbles campagnes. C'est sur ce terrain que nous devons, suivant les besoins des temps et des personnes, poursuivre l'incrédulité. Nous trouverons les plus sûrs éléments de succès dans l'exposition claire et solide des vérités chrétiennes présentées avec les preuves tirées de l'Ecriture-Sainte, des conciles, des Pères de l'Eglise, des Constitutions pontificales et des principaux apologistes.

Vous n'oublierez pas, Messieurs et chers Coopérateurs, la défense si sage portée à l'article 90 des Statuts, au sujet des affaires politiques. La chaire n'est pas une tribune; et l'écho des luttes et des agitations des partis ne doit pas arriver jusqu'au sanctuaire. La seule politique dont puisse s'occuper le ministre de la parole sainte consiste à prêcher, par ses discours comme par ses exemples, le respect pour le pouvoir et pour les autorités qui le représentent à tous les degrés de la hiérarchie sociale, et l'obéissance aux loix, suivant les recommandations que les Apôtres faisaient aux chrétiens de la primitive Eglise : « que toute personne soit soumise aux puissances, car le pouvoir vient de Dieu, et c'est par lui qu'ont été établies les puissances qui existent (1). »

Enfin, Messieurs et chers Coopérateurs, que notre zèle soit sans amertume, sans aigreur; qu'il ait tous les caractères de la charité toujours patiente, douce et bienveillante (2). Sachons reconnaître ce qu'il y a de bon et de louable autour de nous, et tâchons de le rendre meilleur encore. C'est au clergé de travailler à faire tomber ce funeste préjugé qui représente l'Eglise comme l'ennemie de la société et de la civilisation. La Religion, au contraire, est essentiellement bienfaisante; elle est l'alliée

(1) Omnis anima potestatibus sublimioribus subdita sit : non enim est potestas nisi a Deo; quæ autem a Deo ordinatæ sunt. (Rom., xiii, 1.)

(2) Charitas patiens est, benigna est, etc. (II, Cor., xiii, 4.)

naturelle de la société civile, puisqu'elle est la base des Etats, la source de la grandeur et de la prospérité des empires ; elle est l'amie des vraies lumières et de tout progrès légitime. C'est elle qui a civilisé le monde ; seule, elle peut encore le sauver.

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'assurance de mon sincère attachement.

† AUGUSTE, évêque de Meaux.

*Lettre de Mgr l'Evêque de Meaux à S. Exc. le Ministre  
de la justice et des cultes.*

Meaux, le 15 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Je n'ai jamais eu une pensée ni un sentiment d'hostilité contre le Gouvernement ; tous les actes de mon épiscopat en font foi. Mais je ne saurais dissimuler l'impression pénible que m'ont causée la lettre de Votre Excellence en date du 1<sup>er</sup> janvier et le décret du 5 janvier relatif à la dernière Encyclique du Souverain-Pontife. Votre Excellence me permettra-t-elle de lui présenter quelques observations qui trouveront, je l'espère, leur justification dans les motifs de conscience et dans la droiture d'intention qui me les ont dictées ?

Il n'est pas permis aux évêques de publier l'Encyclique dans leurs diocèses, sauf la partie annonçant un Jubilé universel, et dont le texte nous est transmis par le Gouvernement.

Je dois vous dire tout d'abord, Monsieur le Ministre, que je croirais manquer au respect dû à l'autorité du Souverain-Pontife en publiant un fragment de la Lettre apostolique ainsi mutilée.

Quel peut être le résultat de la défense qui nous est faite ? Les journaux de toute sorte ont pu librement reproduire toute l'Encyclique en l'accompagnant de commentaires absurdes, malveillants et passionnés. L'Encyclique ainsi dénaturée, du moins quant au sens, est dans toutes les mains, et il est défendu aux évêques d'en présenter aux fidèles le texte authentique, avec l'interprétation sérieuse et théologique de la doctrine pontificale. Si le silence ne leur eût pas été imposé, ils n'auraient pas manqué de donner des explications de nature à éclairer et à calmer les

esprits que les ennemis de la foi cherchent à égarer et à soulever contre l'autorité la plus sacrée.

Mais il y a ici quelque chose de plus grave encore au point de vue de la conscience. C'est un devoir pour tous les fidèles et pour les évêques en particulier d'accepter d'esprit et de cœur toutes les décisions du Saint-Siège, de croire ce qu'il croit, d'approuver ce qu'il approuve, de condamner ce qu'il condamne. Nous devons être catholiques comme le Pape et avec le Pape, que le Concile général de Florence proclama le Chef de l'Eglise universelle, le Père et le *Docteur* de tous les chrétiens, et si cette soumission ne pouvait pas être ostensible, publiquement avouée, professée et enseignée, la religion de l'immense majorité des Français ne jouirait plus de la liberté garantie à tous les cultes par la Constitution de l'Empire.

Pourrait-on invoquer contre ce droit et ce devoir des catholiques les libertés de l'Eglise gallicane mentionnées dans le décret du 5 janvier, ou les principes des anciens gouvernements qui reconnaissaient une religion de l'Etat? Mais Votre Excellence sait parfaitement qu'il n'y a plus ni Eglise ni religion de l'Etat, que le Gouvernement ne s'interpose plus entre Dieu et les consciences, et qu'il n'y a plus que des cultes essentiellement libres. Vous rappellerai-je, Monsieur le Ministre, que, sous l'empire même d'une religion de l'Etat, Fleury, qui, certes, n'est pas suspect d'ultramontanisme, écrivait que l'on faisait sonner bien haut ce nom de *libertés*, et qu'il serait très-facile de faire un traité des *servitudes* de l'Eglise gallicane, en tête desquelles on placerait les *appellations comme d'abus*. Les évêques de France, réunis à Paris en 1639, se servaient de la même expression et infligeaient un blâme sévère à certains jurisconsultes qui décoraient du nom de libertés de l'Eglise gallicane de véritables servitudes : *Servitutes potius quam libertates*. On nous oppose aussi le nom du plus illustre de mes prédécesseurs. On semble ignorer que Bossuet tenait autant que personne à la liberté de l'Eglise et aux droits des évêques, lui qui, menacé de voir un de ses ouvrages dogmatiques soumis à la censure royale, écrivait ces paroles vraiment dignes de lui et de la grande cause qu'il défendait : *Pour moi, j'y mettrai la tête!*

Quoique cette lettre soit déjà longue, que Votre Excellence

veuille bien me permettre d'y ajouter une réflexion. Le danger qu'on semble redouter n'est pas dans la libre publication des actes de l'autorité pontificale chargée de promulguer et de défendre les principes éternels de la justice et de la vérité, bases de la société et de la civilisation. Le danger réellement effrayant est dans la propagation des doctrines erronées et subversives condamnées par cette autorité suprême, mais enseignées, soutenues, exaltées chaque jour par une presse irréligieuse qui mine à la fois les fondements des trônes et de la société.

Je crois remplir mon devoir d'évêque en adressant ces observations à Votre Excellence, et je la prie de les accueillir avec cette bienveillance qu'elle m'a déjà témoignée dans plusieurs circonstances.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute et respectueuse considération.

† AUGUSTE, évêque de Meaux.

*Lettre-circulaire de Mgr l'Evêque de Metz, au clergé  
de son diocèse.*

Metz, le 18 janvier 1865.

Messieurs,

Le 8 décembre dernier, le Souverain-Pontife a adressé à tous les évêques du monde catholique une Lettre Encyclique par laquelle il condamne quelques-unes des erreurs les plus dangereuses et les plus répandues de nos jours, et accorde, pour la présente année, la grâce d'un Jubilé. A cette Lettre se trouve joint un document intitulé : *Syllabus complectens*, etc..., c'est-à-dire *Recueil ou résumé comprenant les principales erreurs de notre temps déjà signalées dans les Allocutions consistoriales, dans les Encycliques et les autres Lettres apostoliques de Notre Saint-Père le Pape Pie IX.* Nous nous disposons à vous adresser, authentiquement et dans la forme ordinaire, ces deux actes pontificaux, lorsque nous reçûmes de M. le Ministre des cultes la lettre suivante :

Paris, le 1<sup>er</sup> janvier 1865.

Monseigneur,

Le Conseil-d'Etat est saisi de l'examen d'un projet de décret tendant à autoriser la publication dans l'empire de la partie de l'Encyclique du 8 décembre dernier qui accorde un *Jubilé* pour 1865 et promulgue de nouveau la Lettre apostolique du 20 novembre 1846, précédemment publiée en vertu de l'ordonnance du 31 décembre suivant.

Quant à la première partie de l'Encyclique et au document qui y est annexé sous le titre de : *Syllabus complectens præcipuas nostræ ætatis errores*, etc., Votre Grandeur comprendra que la réception et la publication de ces actes, qui contiennent des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de l'empire, ne sauraient être autorisées. Ils ne peuvent donc être imprimés dans les instructions que vous croiriez devoir adresser aux fidèles pour le *Jubilé* ou à toute autre occasion.

Vous jugerez sans doute convenable, Monseigneur, de transmettre au clergé de votre diocèse les recommandations nécessaires pour qu'il s'abstienne, en cette circonstance, de tout discours qui prêterait à des interprétations regrettables.

Agréez, Monseigneur, l'assurance de ma haute considération.

*Le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes,*

J. BAROCHE.

C'est pour nous un devoir, Messieurs, de vous faire connaître la réponse que nous avons adressée à Son Excellence :

Metz, le 10 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

La lettre que Votre Excellence m'a adressée, ainsi qu'aux autres Evêques de France, sous la date du 1<sup>er</sup> janvier, m'a causé autant de surprise que d'émotion et de douleur.

Pour la première fois, le gouvernement de l'Empereur s'oppose à la publication d'un acte doctrinal de Saint-Siège, ou du moins s'attribue le droit de distinguer ce qui, dans cet acte, doit être supprimé ou peut être publié.

Le motif allégué pour la non-réception de l'Encyclique du 8 décembre et de son annexe, c'est que ces deux pièces *contiennent des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de l'empire.*

Ce motif et cette déclaration, Monsieur le Ministre, éveillent de bien graves réflexions, dont quelques-unes, je l'avoue, m'alarment pour l'avenir de mon pays. C'est un grand péril, en effet, pour la Constitution d'un État, que de reposer sur des principes contraires aux principes de la foi et de la morale chrétiennes.

Mais sans m'arrêter à cette considération et à tant d'autres qui se présentent à mon esprit, et sans entrer dans aucune discussion de détail, je ne me préoccupe en ce moment que de la question de principe soulevée par la circulaire et par la mesure de prohibition qu'elle annonce. Cette question fondamentale est celle-ci : L'Eglise est-elle indépendante dans son domaine spirituel ? Peut-elle enseigner librement la doctrine dont elle est la dépositaire et l'interprète ? Celui qu'elle reconnaît comme son Pontife suprême et le Vicaire de Jésus-Christ peut-il communiquer sans entraves avec tous les membres de la société spirituelle dont il est le Chef ? Ou bien faut-il admettre le principe de la suprématie de l'État sur l'Eglise et de la dépendance de celle-ci vis-à-vis des gouvernements, même en ce qui concerne son enseignement, sa doctrine, et les rapports des évêques soit avec les fidèles soumis à leur juridiction, soit avec celui qui, en sa qualité de successeur du Prince des Apôtres, a reçu la mission de gouverner tout le troupeau ?

Tout esprit sérieux et de bonne foi doit en convenir, là se trouve le point capital.

Or, Monsieur le Ministre, on est forcé de le reconnaître avec douleur, c'est dans la dernier sens, celui de la suprématie de l'État et de la servitude de l'Eglise, que se prononce la Circulaire signée de votre nom. La mesure qu'elle annonce n'a point d'autre raison d'être. Un gouvernement, en effet, ne peut s'attribuer le droit d'autoriser ou d'interdire tel enseignement doctrinal du Saint-Siège, selon qu'il le trouve conforme ou contraire à ses opinions, à ses principes, ou à ses intérêts, sans se constituer par là même, dans l'ordre spirituel, juge suprême et en dernier ressort du Pape et de l'Eglise. Qu'on n'invoque plus les quatr

articles, ni l'opinion, plus ou moins répandue dans l'ancienne France, de la supériorité du Concile général sur le Pontife romain.

Ici, il ne s'agit point d'un Concile général ; c'est un Conseil-d'Etat composé de laïques appartenant à divers cultes, ou même n'en professant aucun, qui, en matière de doctrine, élève ses avis ou ses arrêts au-dessus des décisions du Souverain-Pontife et des Evêques, en autorisant les unes et en interdisant les autres, sans nul égard au Concordat, qui stipule dans son article 1<sup>er</sup>, que « la religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France. »

D'ailleurs, Monsieur le Ministre, on ne saurait se le dissimuler, la résurrection et l'application récente de faux principes qui semblaient oubliés, empruntent une gravité particulière aux circonstances au milieu desquelles nous nous trouvons. Il est impossible que les âmes catholiques n'en soient pas alarmées. Faut-il même s'étonner que quelques-unes, s'exagérant les perils de l'avenir, croient voir comme un essai de schisme et d'Eglise nationale dans une mesure qui a été inspirée seulement, j'en suis convaincu, par des préjugés surannés que les anciens gouvernements de la France, on doit le reconnaître sans détour, ont eu le tort de favoriser, mais contre lesquels protestent la logique et le bon sens, et même les Constitutions modernes avec les libertés qu'elles proclament ?

Il me reste, Monsieur le Ministre, un devoir pénible à accomplir, celui de protester, au nom de mon clergé et des fidèles de mon diocèse, contre la lettre-circulaire du 1<sup>er</sup> janvier et le décret du 5 du même mois, en tant que ces deux actes impliquent des conséquences incompatibles avec le libre exercice de la religion catholique stipulé dans le Concordat, avec l'indépendance de l'Eglise dans son domaine spirituel et par rapport à son enseignement doctrinal, enfin avec la liberté des relations et des communications nécessaires entre le Souverain-Pontife et tous les membres de la grande famille catholique.

Je suis avec respect...

Dans cette réponse, Messieurs, nous avons l'assurance d'avoir été votre interprète ; car, selon l'expression de saint Paul, *nous sommes tous parfaitement unis, grâce à Dieu, dans un même esprit*



*et dans un même sentiment : Perfecti in eodem sensu et in eodem sententia.* Vous avez d'ailleurs reçu, par nos soins, chacun un exemplaire de l'Encyclique et du *Syllabus* qui l'accompagne. Il ne nous reste donc plus qu'à vous recommander de les lire avec respect, de les étudier et de les méditer, afin d'en faire la règle de vos enseignements, comme les fidèles de ce diocèse, nous en avons pour garants leur foi et leur dévouement au Saint-Siège, les considéreront comme la règle de leurs sentiments et de leur conduite.

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre attachement le plus sincère et le plus dévoué en Notre-Seigneur.

† PAUL, évêque de Metz.

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque de Blois au clergé de son diocèse.*

Evêché de Blois, le 13 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs (1),

Notre âme est pénétrée d'une inexprimable douleur à la vue des attaques de la presse irréligieuse contre l'Encyclique du Souverain-Pontife ; chaque jour voit monter un nouveau flot de calomnies et d'outrages contre la plus haute autorité qui soit sur la terre. L'épiscopat et le clergé ne sont pas au-dessus de leur Chef et de leur Père ; on cherche à inspirer aux peuples la méfiance, l'éloignement pour les hommes à qui Dieu a donné d'éclairer les consciences et de consoler le malheur. Mais nous avons pensé qu'il ne nous suffisait pas de gémir devant Dieu de ces excès ; nous avons cru nécessaire d'épancher notre âme dans la vôtre ; notre voix est trop faible pour se faire écouter de la tempête ; que ne peut-elle du moins faire entendre des paroles de lumière et de paix, qui éclairent, affermissent, rassurent les chrétiens dociles ! En vous parlant, nous accomplissons une œuvre d'Evêque, puisque nous prenons la défense du Vicaire de Jésus-Christ ; nous remplissons aussi un devoir envers notre pays ; car ne serait-ce

(1) Cette Lettre n'est pas destinée à être lue en chaire.

pas un immense malheur, si les peuples venaient à s'imaginer qu'il y a incompatibilité entre la doctrine du Saint-Siège et la France, et qu'on ne peut être Français en demeurant catholique?

Il est d'abord une raison générale et décisive qui prouve que tant de journaux irréligieux accusent à faux la doctrine du Vicaire de Jésus-Christ : c'est que le Souverain-Pontife n'a fait que reproduire les enseignements déjà donnés aux fidèles. Il nous serait facile de faire une édition de l'Encyclique dans laquelle, après chacune des affirmations doctrinales du Pape, nous transcririons les monuments de la tradition qui en sont la base. Il serait alors évident pour tous qu'accuser, avec la presse irréligieuse, l'enseignement de Pie IX, c'est se déclarer en même temps contre la tradition chrétienne. Mais vous n'ignorez pas quels obstacles nous rendent impossible la réalisation de cette pensée. Nous n'entreprenons même pas l'explication de tous les enseignements du Chef visible de l'Eglise ; l'heure de le faire avec opportunité n'est pas encore venue pour nous ; la voix de la vérité est trop douce pour se mêler à tant de violentes clameurs ; nous avons appris du Sauveur qu'il y a des vérités que tous les hommes ne sont pas toujours capables de porter. Bornons-nous à quelques réflexions qui nous ont paru plus nécessaires ; peut être suffiront-elles pour faire juger de la sincérité ou des lumières des écrivains qui attaquent avec tant de passion l'enseignement apostolique.

Certaines feuilles répètent sans cesse que l'Encyclique est une déclaration de guerre aux lois sur la tolérance et la liberté des cultes ; et nous savons qu'un déplorable malentendu a trompé sur ce point des hommes honorables. Cependant, cette accusation est sans fondement. L'Etat tolère, de nos jours, les différents cultes ; voilà un fait. Le Souverain-Pontife condamne-t-il ce fait ? Nullement. Décide-t-il que l'Etat n'a pas eu de motifs suffisants d'établir ce fait ? L'Encyclique ne dit rien de pareil. Que réproouve donc le Chef de l'Eglise ? Il réproouve l'erreur qui soutient que cet état de choses, où se trouvent plusieurs sociétés modernes, est le seul légitime, est l'idéal de la législation civile. Or, pour tolérer la liberté des cultes, est-il nécessaire que la loi civile affirme ce que Rome condamne ? Non ; et nous avons de la vraie pensée des législateurs une idée plus équitable ; nous croyons que plusieurs Etats ont établi la loi sur la liberté des cultes, parce qu'ils ont

cru que cette loi était la seule qui convint aux circonstances présentes, au besoin d'assurer la paix publique, si nécessaire à la vraie religion elle-même. L'Encyclique réproouve-t-elle ces motifs? Non, encore une fois ; mais elle interdit de convertir ces raisons de prudence dictées par les circonstances en lois essentielles et absolues du juste et du vrai. Après cet exemple, jugez des accusations contre la doctrine pontificale.

On a dit encore que le Pape condamne le principe du suffrage universel. Combien d'hommes l'auront cru sur la foi de leur journal ! Et pourtant, qu'en est-il ? Vous n'attendez pas de nous que nous discussions la question du suffrage universel ; aussi nous contentons-nous de faire observer qu'on se trompe, on égare la multitude, en prétendant que le Pape condamne d'une manière absolue le suffrage universel. Qu'on lise l'Encyclique ; elle est entre les mains de tous ; le Souverain-Pontife réproouve l'erreur qui substitue *la force matérielle au droit* ; l'erreur qui ose prétendre que la loi suprême, c'est l'opinion de la multitude, même quand cette opinion est opposée à la loi divine et au droit humain. Ah ! N. C. C., il nous semble qu'il faudrait bénir le Pape d'avoir le courage de proclamer que le droit *du plus fort* n'est pas le droit.

Du moins, s'écrie-t-on, le Pape repousse le progrès, la civilisation moderne ; il refuse de se réconcilier avec elle. Eh bien, le Souverain-Pontife va lui-même expliquer sa pensée. Après la proposition qu'on nous objecte, le Pape nous renvoie à son allocution du 18 mars 1861. Voyons quel est ce progrès, quelle est cette civilisation moderne que réproouve Pie IX. C'est l'esprit révolutionnaire qui, en trompant les peuples par les noms spécieux de progrès, de civilisation moderne, renverse tous les droits, méconnaît tous les principes, met la licence à la place des libertés véritables ; et c'est après avoir tracé un portrait, hélas ! trop fidèle de l'esprit révolutionnaire que le Vicaire de Jésus-Christ prononce ces belles paroles : « Est-ce donc à cette civilisation que le Pontife Romain pourrait jamais tendre une main amie ? Est-ce avec elle qu'il pourrait contracter une alliance et une amitié sincères ? Que l'on rende aux choses leurs véritables noms, et l'on verra le Saint-Siège toujours d'accord avec lui-même. Car il a toujours été le protecteur et le soutien de la véritable civilisation ;

les monuments de l'histoire attestent et prouvent de la manière la plus éloquente qu'à toutes les époques le Saint-Siège a porté jusque dans les contrées barbares les plus éloignées les vrais principes d'humanité, l'ordre et la sagesse. Mais si l'on veut entendre par civilisation un système combiné tout exprès pour affaiblir et peut-être pour renverser l'Eglise du Christ, il est bien certain que jamais ni le Saint-Siège ni le Pontife Romain ne pourront s'entendre avec cette civilisation. Qu'y a-t-il en effet de commun, s'écrie l'Apôtre avec une suprême sagesse, entre la justice et l'iniquité? Quelle union y a-t-il entre la lumière et les ténèbres? et quel accord peut-il y avoir entre le Christ et Bélial?

Nous avons eu la pensée de montrer encore sur quelques autres points la fausseté des plaintes de la presse contre l'enseignement apostolique; mais ce que nous venons de dire doit avertir une âme droite et lui rendre bien suspectes tant d'autres accusations. Puis, remarquez-le bien, N. C. C., dans cette lutte, les armes ne sont pas égales; nous ne parlons qu'à la foi et à la raison, et nos adversaires parlent à l'imagination et aux passions; mais l'homme sérieux doit comprendre combien, avec ce langage passionné, il est facile aux ennemis du Saint-Siège de rendre odieuses les choses les plus vraies, les plus justes; oui, avec ce langage d'imagination et de déclamations, que se permet la presse hostile, on ferait un objet d'horreur des lois les plus essentielles de l'État et du pouvoir paternel lui-même.

La charité pastorale nous presse de vous parler aussi de quelques catholiques trop timides qui sont tentés de se dire: oui, nous n'en doutons pas, l'enseignement du Pape est la vérité; mais était-il opportun de dire cette vérité? Voyez les orages que fait éclater la parole du Chef de l'Eglise. N'aurait-il pas été désirable que le Souverain-Pontife attendît des jours plus sereins?

Voici notre réponse, N. C. C.: sans doute, le Pasteur suprême doit ménager les esprits; il y a pour lui *un temps* d'attente et de *silence*, parce qu'il y a un silence de prudence, de patience, de charité. Ce silence, Pie IX l'a gardé longtemps; mais il est pour le Pape *un temps de parler*; il doit veiller aux intérêts généraux de l'Eglise; il doit surtout veiller à la conservation du dépôt de la doctrine. Elevé sur la Chaire apostolique, il voit de plus haut et de plus loin; il entend des plaintes que nous pouvons ne pas en-

tendre ; il reçoit des avis et des conseils que nous n'avons pas toujours. Or, depuis longtemps, le Vicaire de Jésus-Christ apercevait des périls pour la doctrine et des dangers de séduction pour un grand nombre d'âmes. Il a bien prévu que sa parole deviendrait l'occasion des attaques de l'incrédulité ; mais il a suivi la grande règle de l'Église dans de pareilles circonstances : « Si certains hommes trouvent dans la vérité elle-même un sujet de trouble et de scandale, il vaut mieux souffrir ce trouble, ce scandale, que de laisser périr la vérité. » *Si de veritate scandalum sumitur, utilius nasci permittitur scandalum, quam quod veritas relinquitur.* (Greg. Hom. 7. de Ezech. Voir la Somme de saint Thomas, 2. 2. q. 43. a. 7.) Le Souverain-Pontife a jugé qu'avant tout il fallait conserver le dépôt sacré de la tradition ; il a pensé aux besoins des siècles futurs ; il a même pensé que le premier besoin du monde était la vérité, et il a dit la vérité au monde. Les hommes les plus profanes n'ont pu s'empêcher d'admirer ce courage apostolique, et nous, enfants de la foi, nous sommes fiers d'être catholiques, fiers d'avoir à notre tête un Pontife qui préfère l'intégrité de la foi à tout, qui consent à tout perdre plutôt que de laisser s'obscurcir la plus petite vérité chrétienne ; qui ne veut pas être seulement le docteur de la vérité, mais qui est prêt, s'il le faut, à en devenir le martyr.

Que cette pensée vous encourage et vous console. Pleurez sur le malheur des âmes égarées, mais ne vous effrayez pas outre mesure de cette irritation factice de la presse irréligieuse contre l'enseignement du successeur de saint Pierre. Quelque grand que soit ce déchaînement, il n'approche pas de celui qui se manifesta à Paris contre la Bulle qui foudroya les erreurs de Quesnel. Le siècle a rendu justice à l'Église sur cette grande question ; celui qui lit l'histoire de ces excès d'un autre âge a peine à les comprendre ; ceux qui viendront après nous n'éprouveront pas un moindre étonnement en voyant dans l'histoire le soulèvement dont nous sommes témoins, contre un enseignement si nécessaire au monde ; la passion se lassera, la curiosité publique demandera bientôt un autre aliment, les préventions se dissiperont, la vérité proclamée par Pie IX demeurera éternellement.

Après cela, est-il nécessaire de vous exprimer nos sentiments sur l'autorité doctrinale de l'Encyclique du Souverain-Pontife ?

Nos principes vous sont connus ; dans notre *Instruction pastorale pour le rétablissement de la liturgie romaine*, en 1852, nous avons montré que la réception des décrets du Saint-Siège par le pouvoir royal n'est pas nécessaire pour que ces décrets obligent les consciences. Dans notre Mandement pour le Carême de 1860, nous vous disions encore : « Cette union, cette dépendance, demandent que le Souverain-Pontife puisse, sans obstacles aucuns, entrer en correspondance avec toutes les Églises, que sa voix puisse parvenir avec liberté à tous les Pasteurs et à toutes les brebis ; aucun pouvoir terrestre ne peut intercepter et entraver la communication du Chef et des membres de l'Église catholique. » Et comment pourrions-nous avoir une autre doctrine ? L'Assemblée de 1682, dont la presse parle sans cesse depuis quelques jours, disait elle-même que *les décrets du Souverain-Pontife regardent toutes les Églises et chaque Église en particulier* ; Bossuet, que l'on invoque si souvent sans le comprendre, Bossuet écrivait, sous le plus absolu de tous les rois, que « les décrets des Evêques, valables par eux-mêmes et par l'autorité sainte que Jésus-Christ avait attachée à leur caractère, n'attendaient de la puissance royale qu'une entière soumission et une protection extérieure. » (*Histoire des Variations*, liv. 10, n° 18.)

En répétant, dans la circonstance présente, nos enseignements antérieurs, en empruntant les paroles de Bossuet, nous conservons le respect dû au pouvoir ; nous conservons la reconnaissance pour les services rendus à l'Église par quinze ans de protection du Vicaire de Jésus-Christ dans la Ville-Sainte, nous conservons l'espérance qu'éclairé sur le vrai sens de la parole pontificale, le Gouvernement lèvera les obstacles qui entravent la publication de l'Encyclique dans notre belle et bien-aimée patrie.

La présente circulaire n'est pas destinée à être lue en chaire, et nous connaissons assez votre prudence, N. C. C., pour être persuadé que vous éviterez tout ce qui pourrait donner lieu à des interprétations fâcheuses et éloigner les jours de calme et de paix que nous devons demander à Dieu dans nos prières.

Recevez, chers Coopérateurs, l'assurance de notre affectueux dévouement en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

LOUIS-THÉOPHILE, évêque de Blois.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Pamiers au Clergé de son Diocèse.*

Pamiers, le 10 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Vers la fin du mois de décembre dernier nous avons reçu de Rome, entre autres documents qui nous étaient destinés, une *Lettre Encyclique*, adressée par Notre Saint-Père le Pape à tous les Evêques du monde catholique. Nous l'avons lue avec un religieux et filial empressement, avec la soumission, pleine d'abandon et de respect, souverainement due aux décisions de celui que Jésus-Christ a chargé, dans la personne de Pierre, de *paître les brebis aussi bien que les agneaux*, pour qui le Sauveur a demandé une foi indéfectible, et auquel a été confiée la mission de *confirmer ses frères dans la doctrine du salut*. Et nous nous disions pendant cette lecture : Certes, si Pie IX est lié par la détresse ; si son cœur est déchiré par la douleur, sa parole, du moins, n'est pas plus enchaînée que celle de saint Paul. Il n'a pas à craindre d'encourir le reproche du grand Apôtre aux *ministres infidèles, qui tiennent la vérité de Dieu captive* ; et, dans les angoisses d'un délaissement presque absolu, son courageux langage est le fidèle écho du Docteur des nations, répondant aux disciples éplorés : *Pourquoi tant de tristesse et tant de pleurs ? Je suis prêt non-seulement à subir la captivité et l'exil, mais encore à mourir pour le nom du Seigneur Jésus.* (Act., 21, 13.)

C'étaient là nos réflexions, très-chers Coopérateurs, et nous nous préparions à vous initier à nos vives émotions, à vous offrir d'abord et à donner ensuite par vous à nos bien-aimés diocésains ce gage d'affectueuse sollicitude, au début de la nouvelle année, quand nous sont parvenues des instructions ministérielles contraires à l'exécution de notre projet. Nous n'avons rien à vous apprendre à cet égard... Si cette mesure met obstacle à la publication authentique et directe de l'acte pontifical, la publicité n'y a rien perdu. Il est néanmoins regrettable qu'en face des attaques de l'ignorance ou de la passion de certains organes de la presse, la voix divinement autorisée des pasteurs ne puisse être librement

entendue. Heureusement que la Providence veille, et que la foi catholique peut se reposer sur des promesses infaillibles !

Mais cette sécurité, qui fait notre consolation et notre force, ne doit pas nous empêcher de prier et de redoubler nos supplications auprès du *Pasteur Éternel*, qui a peut-être subordonné à cette condition une assistance plus efficace et un triomphe plus éclatant de l'Eglise et de ses enseignements. Demandons-lui de tout cœur la paix et l'unité pour cette tendre Mère, qui souffre et gémit, depuis longtemps, des troubles et des menaces de division dont elle est assaillie.

Ne vous laissez pas d'ailleurs entraîner par un zèle dont le principe serait louable et l'exercice ou inutile ou inopportun. Ne vous engagez pas non plus dans des discussions même privées, comme il pu déjà s'en produire, par rapport à certains points délicats, qui exigent des notions variées et précises, des connaissances historiques et théologiques assez étendues, sans avoir au préalable puisé des lumières dans la réflexion et l'étude, ou auprès de confrères solidement instruits, d'un caractère calme et d'une sagesse reconnue.

Méditez enfin, nos chers Coopérateurs, méditons tous et pratiquons, au milieu des conjonctures si difficiles où nous vivons, ces admirables conseils, tracés, ce semble, pour notre époque aux *Prédicateurs de l'Evangile* par l'héroïque et digne compagnon des travaux du Prince des Apôtres : « Prenez garde de ne donner à  
« personne aucun scandale, afin que votre ministère ne soit point  
« blâmé. Montrez-vous [au contraire, en toutes choses, tels que  
« doivent être les ministres du Seigneur par une grande patience  
« dans les tribulations, dans les nécessités, dans les alarmes...,  
« par l'innocence de la vie, par la science, par une douceur persévérante, par la bonté, par les fruits du Saint-Esprit, par une  
« charité sans artifice, par la parole de vérité, par la force de Dieu,  
« par les armes de la justice pour combattre sans relâche, dans  
« l'honneur et l'ignominie, dans la mauvaise et la bonne renommée; comme des séducteurs, quoique sincères; comme inconnus, quoique très-connus; comme mourants, et vivants néanmoins; comme châtiés, mais non jusqu'à la mort; comme tristes,  
« et toujours dans la joie; comme pauvres, et enrichissant les  
« autres; comme n'ayant rien, et possédant tout. » ( II Cor., 6. )



Ainsi pense, ainsi parle et agit, — l'univers le sait et l'admire, — notre immortel Pontife et père. Paisible et serein dans la tourmente, il a le regard fixé au ciel sur *cette étoile de la mer*, qu'il implore avec amour, et qui visiblement guide sa marche. Partageons sa confiance, N. C. C., et nous ne serons pas confondus ; car il est écrit : *Celui qui repose dans le secret du Très-Haut s'affermira à l'ombre du Tout-Puissant.* (Ps. 90-1.)

Recevez, Messieurs, l'assurance de notre entier dévouement.

AUGUSTE, évêque de Pauciers.

---

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque de Beauvais, Noyon et Senlis, au Clergé de son Diocèse.*

Beauvais, le 8 janvier (fête de saint Lucien, apôtre de Beauvais) 1865.

Messieurs et chers coopérateurs (1),

A peine avons-nous reçu l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape et le résumé des propositions condamnées précédemment par S. S. Pie IX, dans ses diverses allocutions et autres actes pontificaux, que nous crûmes qu'il était de notre devoir de vous communiquer ces pièces et d'y joindre une circulaire adressée aux membres de notre clergé. Nous vous disions que les décisions de l'autorité suprême du Vicaire de Jésus-Christ avaient été reçues par nous avec la plus entière soumission d'esprit et de cœur, et nous ajoutions :

Plus les circonstances sont critiques, plus on s'efforce de nous séparer de notre auguste Chef, soit en l'accusant d'opiniâtreté et d'obstination et en le représentant comme l'ennemi des idées modernes ; soit en faisant revivre les questions surannées du gallicanisme ; soit en menaçant, après tant de spoliations déjà consommées, les débris du pouvoir temporel ; soit en paraissant gémir, par un zèle hypocrite, sur l'inintelligence d'un Pontife qui compromet la religion au lieu de la défendre ; — plus aussi doivent redoubler et notre attachement à sa personne sacrée, et notre soumission à son autorité doctrinale.

(1) Cette Circulaire n'est pas destinée à être lue en chaire, bien qu'elle ne soit pas confidentielle.

Nous vous connaissons, chers coopérateurs : entre les sentiments personnels de votre évêque et les vôtres, il n'y a pas de différence. Nous tenons à la sainte Église romaine *par le fond de nos entrailles*, et rien ne sera capable de nous en séparer. Quand Rome a parlé, nous disons, avec saint Augustin : *La cause est finie*; quand elle a condamné une proposition, nous la réprouvons; quand on prétend mettre la foi de Pierre en opposition avec celle de tel ou tel théologien plus ou moins célèbre, nous n'hésitons pas, nous sommes pour le Pape, nous sommes pour celui à qui Jésus-Christ a dit : *Ego autem rogavi pro te, ut non deficiat fides tua.*

Cette inébranlable adhésion à toutes les décisions du Saint-Siège se conciliera toujours chez vous, bien-aimés coopérateurs, avec la prudence des paroles, avec le respect pour l'autorité temporelle. *En rendant à Dieu ce qui est à Dieu, nous rendrons à César ce qui est à César.* Nous serons de vrais catholiques, des prêtres pieux et zélés, formant autour de nous de vrais catholiques par nos enseignements et par nos exemples, dès lors nous contribuerons puissamment à la prospérité de l'État et de la société civile.

Cette Circulaire et les actes de l'autorité pontificale allaient vous être expédiés, quand nous avons reçu la lettre de M. le ministre des cultes, en date du 1<sup>er</sup> de ce mois. Par un motif de prudence que nous croyons légitime et fondé, nous n'avons pas donné une suite immédiate à la publication de l'Encyclique et du résumé. Vous savez d'ailleurs que cette publication particulière n'est nullement nécessaire pour rendre obligatoires les décisions et prescriptions émanées du Siège apostolique. D'après la doctrine commune des canonistes, il suffit que la publication en soit faite à Rome, suivant les règles et usages ordinaires, pour que les catholiques, qui en ont connaissance soient tenus d'y adhérer et de s'y conformer. Or, vous connaissez les actes importants dont il s'agit. Publiés solennellement dans la ville éternelle, ils ont été imprimés dans tous les journaux de notre pays. La publication, qu'on ne nous permet pas, n'en augmenterait guère la publicité; elle en constaterait l'authenticité, mais elle n'ajouterait certainement rien à leur valeur doctrinale.

Le seul regret que nous ayons à exprimer dans la circonstance présente, et ce regret est pénible et douloureux, c'est que l'on re-

fuse aux évêques la faculté de faire ce que tous ont pu faire impunément; c'est qu'il leur soit défendu de commenter devant le clergé et les fidèles les documents qu'une presse hostile ou hypocrite travestit devant la France entière; c'est que des protestants, des juifs, des incrédules aient le droit de jeter le ridicule et l'odieux sur l'enseignement du Chef de l'Église, et qu'on essaie de fermer la bouche à ceux qui ont mission et qualité pour indiquer le véritable sens des paroles descendues du trône pontifical.

Notre devoir était de répondre à la lettre de M. le ministre. Nous lui avons écrit, dès le 2 janvier, et nous croyons l'avoir fait avec une respectueuse franchise, et avec la fermeté qui convient à un évêque.

Nous ne dissimulons pas à Son Excellence combien nous avons été douloureusement affecté en lisant sa lettre et les prohibitions qu'elle contient. Nous lui faisons remarquer à quel point il devient difficile de concilier l'exécution des ordres qu'on nous intime avec le respect de cette règle essentielle, qui veut que tout dans l'Église, évêques, prêtres et fidèles, soient toujours en communion de doctrine et de foi avec le vicaire de Jésus-Christ; que les défenses faites sont en opposition avec l'article premier du concordat, qui garantit à la religion catholique, apostolique et romaine, son libre exercice, c'est-à-dire au moins la liberté pour la majorité des Français qui professent cette religion, de recevoir communion, par l'intermédiaire des évêques, des décisions et des jugements prononcés, en matière doctrinale, par le chef de la catholicité.

« Notre droit public, avons-nous ajouté, tolère tant de choses! il tolère les attaques les plus directes à l'existence de Dieu et à la divinité de son Fils; il tolère l'impiété et le matérialisme. Ne saurait-il supporter un enseignement dont le plus grand tort, aux yeux de nos adversaires, est d'opposer les anciens principes aux opinions nouvelles? S'il est permis en France d'outrager le Pape et de bafouer les doctrines dont il est l'organe, pourquoi serait-il défendu aux évêques de présenter ses actes aux croyants, avec le respect et l'amour qui sont dus au premier représentant de Dieu sur la terre? »

En terminant notre lettre à M. le ministre, dont nous ne citons ici que quelques fragments, nous exprimons l'espoir qu'il apprê-

ciera les sentiments qui nous l'ont inspirée, sentiments d'autant moins suspects que notre modération est connue, et qu'en toutes circonstances nous croyons avoir donné des preuves non équivoques de notre fidélité au gouvernement de l'Empereur.

Telle a été notre manière d'agir dans la crise si grave que traverse l'Église. Nous vous devons cet exposé, chers coopérateurs; et maintenant, si vous nous demandez quelle ligne vous devez suivre vous-mêmes, notre réponse sera facile. Il y a la question de principe et la question de conduite. Sous le rapport de la doctrine, adhésion pleine et parfaite d'esprit et de cœur aux enseignements, aux décisions, aux condamnations qui émanent de la sainte Église romaine, mère et maîtresse de toutes les Églises. Sous le rapport de la conduite, prudence et circonspection dans les paroles. Sans jamais fléchir sur les principes, n'aigrissons pas, par des discussions inopportunes, des esprits égarés et prévenus. Sachons attendre dans le calme et la prière que les clameurs et les passions s'apaisent. Le jour se fera dans des questions qu'on discute maintenant sans en saisir le vrai sens, ou même avec une insigne mauvaise foi. Nous avons l'intime confiance que l'on finira par comprendre que la sainte Église, la grande civilisatrice du monde, n'a jamais été et ne peut être l'ennemie de la véritable civilisation et du légitime progrès.

Nous vous bénissons, chers coopérateurs, du fond de notre cœur, et nous vous renouvelons l'expression de nos sentiments dévoués et paternels en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

† JOSEPH-ARMAND, évêque de Beauvais, Noyon et Senlis.

A la suite d'un mandement relatif au procès de béatification de Jean-Marie-Baptiste Vianney, que publiait le *Journal de l'Ain*, Monseigneur de Belley s'exprimait ainsi (1) :

Nous avons reçu, il y a quelques jours, N. T. C. F., une Encyclique du Saint-Père; nous aurons à vous entretenir plus tard de cet important document. Nous profitons du présent mandement pour publier immédiatement le Jubilé accordé par le Sou-

(1) Voir plus loin la circulaire de Monseigneur l'Évêque de Belley à son clergé.

verain-Pontife. Nous le faisons dans l'intérêt des paroisses qui auraient des missions ou des exercices particuliers pendant les premiers mois de cette année.

Les conditions de ce Jubilé sont les mêmes que pour celui de 1847. MM. les curés voudront bien se reporter à la circulaire et aux instructions données en cette circonstance par Mgr David, le 10 janvier 1847. Nous laissons à MM. les curés le soin de fixer l'époque qui leur paraîtra la plus favorable, et de se concerter entre eux pour donner aux exercices du Jubilé, dans chaque paroisse, plus d'importance et de solennité.

Et sera notre présent mandement lu et publié dans notre église cathédrale, au prône de chaque église paroissiale, et dans les communautés religieuses, les séminaires, les collèges, les hôpitaux, les maisons de détention, le premier dimanche de l'Épiphanie.

Donné à Belley, sous notre seing, le sceau de nos armes et le contre-seing du secrétaire de notre évêché, le 5 janvier, veille de l'Épiphanie.

† PIERRE-HENRI, *évêque de Belley*.

*Circulaire de Monseigneur l'Évêque de Luçon au clergé de son diocèse.*

Luçon, 18 janvier 1865 (fête de la chaire de Saint-Pierre).

Messieurs et chers coopérateurs (1).

Nous voici de retour de notre pieux pèlerinage au tombeau des saints apôtres, et nous nous préparons à vous rendre compte des consolations qui ont inondé notre âme pendant notre séjour dans la ville sainte. Mais ce serait pour nous un trop grand sacrifice d'attendre l'occasion de cette communication, qui vous sera commune avec vos paroissiens, pour vous dire combien nous sommes heureux de nous retrouver au milieu de vous. Ces trois mois d'absence nous ont fait sentir plus vivement encore combien vous nous êtes chers, combien nous vous aimons, combien nous vous sommes unis dans la charité de Jésus-Christ. Votre souvenir a

(1) Cette Lettre ne doit pas être lue en chaire, bien qu'elle ne soit pas confidentielle.

adouci pour nous la fatigue d'une pénible navigation ; il nous a suivi au delà des mers ; il a dilaté notre cœur aux pieds du grand et bien-aimé Pie IX ; il a soutenu notre ferveur dans les divers sanctuaires que nous avons visités. A notre retour, et pendant que nous traversions la Méditerranée par un temps calme et un vent favorable, nous étions plus que jamais occupé de notre vénérable clergé. Nous songions avec un sentiment délicieux de satisfaction à la joie qui s'emparerait de vos âmes, Messieurs et chers coopérateurs, quand nous vous aurions annoncé que le successeur de saint Pierre, le vicaire de Jésus-Christ sur la terre, avait daigné vous bénir du haut de son trône et vous adresser d'affectueuses paroles.

Nous apportons avec nous un exemplaire de la Lettre encyclique du 8 décembre dernier, par laquelle le chef visible de la sainte Eglise signale au monde catholique les périls qui menacent la société chrétienne, et condamne les erreurs qui entraînent chaque jour cette société vers sa ruine. Cet acte de l'autorité pontificale se réfère exclusivement à des matières de dogme, de morale et de discipline. Une parole tombée de la bouche auguste du Souverain-Pontife dans un moment de paternel épanchement, nous avait informé d'avance que rien n'y aurait trait à la politique. Personne, d'ailleurs, ne l'ignore à Rome, dans la position critique et solennelle que lui ont faite les événements, le Saint-Père dont la sérénité est aussi admirable que son courage, semble laisser à Dieu le soin de sauvegarder sa personne et son domaine temporel. Il n'a que des paroles de bénédiction et de reconnaissance pour « l'Empereur, qui continue de le protéger sur le « lambeau de territoire qui lui reste, » et pour la France, où sa cause sacrée compte tant d'éloquents défenseurs. S'il profite, pour parler au monde catholique, du moment où, grâce à la présence de notre armée, il jouit encore de la plénitude de son indépendance, ce n'est évidemment pas afin d'attaquer notre constitution, ce qui ressort clairement de toute lecture attentive de l'Encyclique, ni pour blâmer la politique de notre gouvernement. Tout lecteur tant soit peu au courant des matières théologiques demeure convaincu, après avoir pris connaissance des documents qui nous occupent, qu'en les publiant, Sa Sainteté n'a eu en vue que les besoins de l'Eglise et les intérêts de la société. Nous

ajoutons que Pie IX, dont le grand caractère et le grand cœur inspirent la vénération et l'amour à tous ceux qui l'approchent, n'a entendu ni élever ni abaisser personne. Il réprouve et condamne des doctrines perverses déjà réprouvées et condamnées, soit par des Conciles généraux, soit par ses prédécesseurs ; puis il présente aux fidèles répandus dans tout l'univers un enseignement qui les empêche *de flotter à tout vent de doctrine*. Nous avons donc été bien douloureusement ému lorsqu'en mettant le pied sur le sol français, nous avons appris, nous évêque chargé par Jésus-Christ d'enseigner la vérité et de combattre l'erreur, la défense qui nous était faite de publier et d'expliquer les enseignements du Pontife suprême, tandis qu'il était permis aux journaux d'en dénaturer le sens de façon à le rendre odieux ou ridicule.

Cette émotion douloureuse, nous l'avons exprimée à M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, lors de notre passage à Paris ; et quoique les réponses de Son Excellence à nos respectueuses observations nous permettent de ne pas considérer la mesure dont il s'agit comme un commencement de persécution contre l'Eglise, nous devons cependant à notre vénérable clergé, nous nous devons à nous-même de protester publiquement contre l'atteinte portée à notre droit le plus légitime et le plus cher : celui de remplir nos devoirs à l'égard des diocésains, en leur donnant connaissance des jugements prononcés en matière de doctrine par le chef de la catholicité.

Vous connaissez notre modération, coopérateurs bien-aimés, ainsi que les sentiments qui nous animent à l'égard du pouvoir temporel. Nous avons toujours aimé à *rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu*. Mais plus nous sommes modéré par caractère et par raison, moins nous nous sentons disposé à faire le sacrifice de notre dignité et de notre conscience d'évêque. Nous tenons au Saint-Siège apostolique par le fond de nos entrailles, car là où est Pierre, là est l'Eglise, là est le salut.

Il nous reste, Messieurs et chers coopérateurs, à vous tracer en peu de mots la ligne que vous devez suivre dans ces circonstances difficiles.

1° L'Encyclique du 8 décembre, ainsi que le *Syllabus* qui l'accompagne, ont été solennellement publiés dans la Ville-Eternelle

et imprimés dans tous les journaux de notre pays. Nous pouvons ainsi les considérer comme étant parvenus à la connaissance de tous les membres de notre clergé. Nous les déclarons donc publiés dans notre diocèse. Il vous reste à adhérer d'esprit et de cœur, à l'exemple de votre évêque, aux décisions, condamnations et enseignements qui y sont contenus.

2° Quant à votre conduite extérieure, il importe qu'elle soit prudente et réservée. Il ne nous est jamais permis de fléchir sur les principes ; mais nous devons être très-circonspects dans notre langage. Les droits de la sainte Eglise sont méconnus, il est vrai ; mais votre Evêque se charge de les défendre. Toute discussion intempestive sur ces matières aigrirait les esprits au lieu de les ramener, et pourrait compromettre votre ministère.

Nous vous indiquerons ultérieurement les conditions à remplir pour gagner le Jubilé accordé par le Saint-Père à l'occasion du dixième anniversaire du dogme de l'Immaculée-Conception. Nous attendons pour cela une réponse à la supplique que Nous avons adressée au Saint-Siège, à l'effet de pouvoir autoriser ceux de MM. les curés qui en feront la demande, à faire concourir les exercices du Jubilé avec ceux de la sainte Quarantaine.

Nous faisons imprimer à la suite de cette Lettre la réponse que le Souverain-Pontife a daigné faire à l'adresse que Nous lui avons remise de votre part. Vous lirez avec la piété la plus filiale les affectueuses paroles du Vicaire de Jésus-Christ, du saint et vénéré Pie IX. Elles seront pour nous tous un encouragement à persévérer dans l'amour et le dévouement que nous avons voués à la personne auguste et à la cause sacrée du Pontife Roi.

Agréez, Messieurs et chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de notre plus tendre attachement.

† CHARLES, évêque de Luçon.

*Dilectis Filiis Vicariis Generalibus totique Clero Diœcesis  
Lucionensis.*

PIUS PP. IX.

*Dilecti Filii, salutem et Apostolicam Benedictionem.*

*Peramenter excepimus officia vestra ac vota, quæ efficacius*



etiam ora significata ab egregio Præsule vestro, vos omnes exhibere Nobis veluti præsentes, ac ex imo corde promentes filialis amoris impensæque observantiæ sensus epistolæ commissas. Paterno inde affectu commoti dum universos caritate Nostræ complecti videbamur, omnibus etiam bene precati sumus. Verum ut peculiaris benevolentia, qua vos prosequimur, perspicuo etiam indicio vobis innotescat, Apostolicam Benedictionem, quam in universos jam effudimus, toto cordis affectu per has litteras rursum singulis impartimus.

Datum Romæ apud S. Petrum, die 26 novembris 1864, Pontificatus Nostri anno XIX.

PIUS PP. IX.

Monseigneur l'Evêque de Carcassonne adressa, sous la date du 4 janvier 1865, la lettre suivante au clergé de son diocèse :

Messieurs et chers Coopérateurs,

Je n'ai pas perdu un seul instant pour vous communiquer la lettre Encyclique adressée par le Souverain-Pontife à tous les Patriarches, Primats, Archevêques et Evêques du monde chrétien, en date du 8 décembre 1864. Tous déjà vous avez pu la lire et l'admirer dans les journaux. Mais je tenais à honneur de vous présenter moi-même cette noble affirmation des principes catholiques, et je désirais que l'acte pontifical fût officiellement publié le dimanche 8 janvier dans mon église cathédrale, ainsi que dans vos paroisses. Une lettre circulaire envoyée à tous les Evêques par S. Exc. M. le Ministre des cultes, en date du 1<sup>er</sup> janvier 1865, lettre que les journaux vous ont également fait connaître, m'impose le silence !... Ce douloureux silence, vous le comprendrez, Messieurs, et vous saurez l'interpréter.

Agréez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'assurance de mon affectueux dévouement.

† FRANÇOIS, évêque de Carcassonne.

*Instruction pastorale de Monseigneur l'Archevêque de Bourges sur  
l'Eglise et Mandement pour le Jubilé accordé par N. S. P. le  
Pape Pie IX et pour le Carême de l'an de grâce 1865.*

Dans les temps difficiles que nous traversons, N. T. C. F. la question qui prime toutes les autres, qui agite le plus profondément les esprits et les cœurs, qui s'impose en première ligne aux réflexions de l'homme d'Etat comme aux préoccupations du simple fidèle, c'est incontestablement la question religieuse. Mêlée inévitablement à tous les événements de ce monde, elle se rattache toujours, d'une manière quelconque, à ce qui se passe autour de nous ; dans l'ordre moral, comme dans l'ordre politique et social, il n'est guère de questions qui ne l'intéressent dans une certaine mesure ; beaucoup la touchent directement ; et telle est la force mystérieuse qui lie les intérêts religieux aux intérêts mêmes de l'homme, qu'il est impossible de porter atteinte aux uns sans qu'aussitôt les autres n'en subissent le contre-coup, sans qu'aussitôt il ne se fasse dans les profondeurs de la conscience humaine un retentissement douloureux.

La question religieuse se personifie dans l'Eglise ; aussi est-ce vers l'Eglise qu'en ce moment, plus que jamais, se tournent tous les regards.

Placée sur la montagne pour luire devant tous les hommes, chargée de continuer l'œuvre du Sauveur, dépositaire de ses enseignements divins, elle parle et agit pour l'édification du corps mystique de Jésus-Christ ; mais, comme Jésus-Christ lui-même, elle est, pour plusieurs en Israël, une occasion de ruine et un signe de contradiction. Objet de la haine, de la jalousie ou de la défiance des uns ; objet de l'amour, du dévouement, du zèle des autres, elle passe au milieu des premiers comme une ennemie dont il faut se débarrasser, comme une rivale dangereuse dont il faut se garder, ou tout au moins comme une étrangère qui n'a qu'un droit de cité amoindri et dont il faut surveiller les actes ; heureusement que pour les seconds, qui sont ses vrais enfants, elle est et demeure toujours une Reine, une Souveraine, une Mère bien-aimée dont il ne faut pas faire couler les larmes, mais dont il faut, au contraire, calmer les douleurs, adoucir les

épreuves, secourir la pauvreté ; dont surtout il faut toujours, dans les matières doctrinales, accepter pieusement, religieusement, chrétiennement les oracles et les saintes décisions.

A raison des circonstances actuelles, il nous a paru bon, N. T. C. F., de fixer un instant vos regards sur l'Eglise.

Nous la considérerons tour à tour comme *autorité doctrinale* et comme *société religieuse*, examinant à ce double point de vue ses droits et nos devoirs. Nous dirons les choses simplement et avec franchise, ne nous préoccupant que d'une chose, de remplir fidèlement le devoir qui nous incombe à l'ouverture de cette sainte Quarantaine, et surtout à l'occasion du nouveau Jubilé que le Saint-Père daigne nous accorder par son Encyclique du 8 décembre dernier.

### I.

Et d'abord, considérons l'Eglise comme *autorité doctrinale*.

Enseigner, telle est la mission de l'Eglise ici-bas ;

Enseigner ; enseigner tout ce qu'il faut croire, tout ce qu'il faut pratiquer ;

Enseigner pour conduire à la sainteté, au ciel et à Dieu ;

Enseigner, par conséquent, les grands et les petits, les princes et les peuples, les pauvres et les riches, les savants et les ignorants ;

Enseigner, en un mot, tous ceux qui ont une âme à sauver :

Voilà la mission, voilà le mandat sacré que lui a conféré Notre-Seigneur Jésus-Christ.

En voulez-vous la preuve ? Ouvrez le saint Evangile : le Fils de Dieu a terminé son œuvre ; il va remonter au ciel ; ses Apôtres, rassemblés autour de lui, attendent ses dernières recommandations, ses ordres suprêmes... Que leur dit-il ?

« Allez, instruisez toutes les nations, les baptisant au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, leur apprenant à garder tout ce que je vous ai commandé (1). Allez dans le monde entier et prêchez l'Evangile à toute créature (2). » Voilà, certes, une mission claire, nette, positive, sans restriction aucune, aussi étendue et explicite dans les termes que légitime et incontestable dans son origine.

(1) S. Matth., 18, 19, 20.

(2) S. Marc, 16, 15.

Celui qui parle, c'est Jésus-Christ, l'Homme-Dieu, le Fils de Dieu, Dieu lui-même.

Ceux auxquels il parle, c'est Pierre; ce sont les Apôtres, *ce sont leurs successeurs*.

Car prétendre que ces paroles divines doivent être restreintes aux seuls Apôtres présents, ce serait supposer que le Sauveur des hommes ne voulait fonder qu'une œuvre transitoire; supposition inadmissible un soi, et qui, d'ailleurs, est en formelle contradiction avec la phrase qui suit : *Et ecce vobiscum sum usque ad consummationem sæculi* : « Et voici que je suis avec vous jusqu'à la « consommation du monde (1). » Que deviendrait en effet cette promesse, si elle ne s'appliquait pas à ceux qui succéderont à Pierre et aux Apôtres jusqu'à la fin des temps? Ce ne serait plus qu'une vaine parole, stérile et illusoire, sans portée comme sans puissance, elle ne serait pas digne de sortir de la bouche d'un Dieu!

C'est donc à Pierre, et aux Apôtres, et à leurs successeurs, que Notre-Seigneur s'adresse.

Et afin qu'il ne reste aucun doute sur la source et le principe de leur pouvoir; afin que tous ceux qui, dans la suite des siècles, seront les coopérateurs du Verbe de Dieu, dans l'œuvre du salut des âmes, sachent bien que leur mission vient de Dieu, de Dieu seul et non pas des hommes, il leur fait cette solennelle déclaration : « Toute puissance m'a été donnée au ciel et sur la terre; de « même que mon Père m'a envoyé, ainsi moi, moi qui vis au milieu de vous, je vous envoie (2); » déclaration que peu de temps auparavant il avait fait précéder de cette sanction souveraine : « Celui qui vous écoute m'écoute; celui qui vous méprise me méprise; et celui qui me méprise méprise Celui qui m'a envoyé (3). »

Mais cette mission générale, qui concerne indistinctement tous les Apôtres et leurs successeurs, ne suffit pas à Notre-Seigneur quand il s'agit de Pierre; il veut pour lui quelque chose de plus personnel, de plus spécial, de plus expressif.

Non-seulement il lui adresse en particulier ces étonnantes pa-

(1) S. Matth., 28, 20.

(2) Luc, 10, 15.

(3) Luc, 10, 16.

roles qu'un Dieu seul pouvait prononcer : « Je te donnerai les  
 « clefs du royaume des cieux ; tout ce que tu lieras sur la terre  
 « sera lié dans le ciel, et tout ce que tu délieras sur la terre sera  
 « délié dans le ciel (1) ; » non-seulement il lui dit : « Tu es Pierre,  
 « et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer  
 « ne prévaudront pas contre elle (2) ; » mais, ajoutant l'effet à la  
 promesse, il le constitue le Pasteur suprême de tout le troupeau,  
 il le charge de paître et les agneaux et les brebis : *Pasce agnos  
 meos ; pasce oves meas* (3) ; il le charge de confirmer ses frères dans  
 la foi : *Et tu aliquando conversus confirma fratres tuos* (4) ; il l'ins-  
 titue, en un mot, le Chef de son Eglise, le Prince des Pasteurs, le  
 représentant de son autorité divine, son Vicaire en ce monde !

Sur ce point, le plus léger doute n'est pas possible. La grande  
 voix de la tradition vient se joindre au témoignage divin de la  
 Sainte-Ecriture. Les Pères et les Conciles sont unanimes : ils se  
 réunissent tous pour proclamer « que Pierre vit et gouverne dans  
 « ses successeurs ; qu'il donne, à ceux qui cherchent, la vérité de  
 « la foi (5) ; que dans l'Eglise romaine a toujours résidé la prin-  
 « cipauté de la chaire apostolique (6) ; que c'est à cette Eglise  
 « principale, d'où sort l'unité sacerdotale, que toute Eglise doit  
 « se rattacher comme étant celle qui renferme la suprême auto-  
 « rité (7) ; que le Pontife romain est l'Evêque des Evêques (8) ;  
 « que les Souverains-Pontifes sont placés au sommet de l'édifice,  
 « et que le Seigneur leur a confié la garde de toutes les Eglises (9) ;  
 « que, quand Rome a parlé, la cause est finie (10). Il n'y a point  
 « de doute, disait au troisième concile général, à Ephèse, le  
 « prêtre Philippe, légat du Saint-Siège, il n'y a point de doute, et  
 « c'est un fait connu de tous les temps, que le bienheureux saint  
 « Pierre, chef et prince des Apôtres, la colonne de la foi et le fon-  
 « dement de l'Eglise catholique, a reçu du Sauveur et du Ré-

(1) Matth., 16, 19.

(2) Matth., 16, 17.

(3) Joan., 21, 15, 17.

(4) Luc, 22, 32.

(5) S. Pierre Chrysost., adv. Eutyech.

(6) S. Aug., Epist. 282.

(7) S. Iren., l. III, c. III.

(8) Tertull., de Pudic., l. I.

(9) S. Athan., Epist. ad Felic., pap.

(10) S. Aug., Serm. 131.

« d'empêcher du genre humain les chefs de son royaume, et que  
 « maintenant et toujours il vit et règne dans ses successeurs (1). »  
 Au concile de Chalcédoine, quatrième œcuménique, les légats du  
 Saint-Siège venaient de donner lecture d'une lettre du Pape saint  
 Léon : « Voilà la foi des Apôtres ! s'écrient les Pères du Concile.  
 « C'est ainsi que tous nous croyons. Anathème à qui ne croit pas  
 « ainsi ! Pierre a parlé par Léon (2). »

Enfin, résumant toute la tradition des siècles passés, le Concile  
 général de Florence a imprimé à cette doctrine le sceau de la foi  
 catholique par la définition suivante : « Nous définissons que le  
 « Saint-Siège apostolique et le Pontife romain possèdent la pri-  
 « mauté sur le monde entier ; que le Pontife romain est le succes-  
 « seur de Pierre, le prince des Apôtres, le Vicaire de Jésus-  
 « Christ, le chef de toute l'Eglise, le Père et le Docteur de tous  
 « les chrétiens, et qu'il a reçu de Notre-Seigneur Jésus-Christ,  
 « en la personne de Pierre, le pouvoir suprême de paître, de  
 « régir et de gouverner l'Eglise universelle (3). »

Aussi Bossuet, dont nous aimons d'autant plus à rappeler ici le  
 témoignage qu'on a étrangement abusé de son nom dans ces der-  
 niers temps, Bossuet n'était-il que l'écho des Pères et des Con-  
 ciles quand, dans son magnifique discours sur l'unité de l'Eglise,  
 il faisait entendre ces belles et grandes paroles : « Qu'on ne dise  
 « point, qu'on ne pense point que ce ministère de saint Pierre  
 « finisse avec lui... Ce qui doit servir de soutien à une Eglise  
 « éternelle ne peut jamais avoir de fin. Pierre vivra dans ses suc-  
 « cesseurs ; Pierre parlera toujours dans sa chaire !.... De là  
 « cette chaire romaine, tant célébrée par les Pères, où ils ont  
 « exalté comme à l'envi « la principauté de la chaire apostolique,  
 « la principauté principale, la source de l'unité..., l'Eglise mère  
 « qui tient en sa main la conduite de toutes les autres Eglises ;  
 « le Chef de l'épiscopat d'où part le rayon du gouvernement ; la  
 « chaire principale, la chaire unique en laquelle seule toutes gar-  
 « dent l'unité. » Vous entendez dans ces mots saint Optat, saint  
 « Augustin, saint Cyprien, saint Irénée, saint Prosper, saint  
 « Avit, saint Théodoret, le Concile de Chalcédoine et les autres ;

(1) Conc. Eph., act. 3.

(2) Conc. Chalcéd., act. 2.

(3) Conc. Flor., part. II, sess. 22.

« l'Afrique, les Gaules, la Grèce, l'Asie, l'Orient, l'Occident, unis ensemble. » Puis, parlant du pouvoir des clefs, il ajoute : « Tout est soumis à ces clefs ; tout, mes frères, rois et peuples, pasteurs et troupeaux. Nous le publions avec joie, car nous aimons l'unité et nous tenons à gloire *notre obéissance* (1). »

Ainsi, il est constant que l'Eglise a reçu, dans la personne des Apôtres et de leurs successeurs, le pouvoir d'enseigner ; que ce pouvoir lui vient non pas des hommes, mais de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et que c'est dans le Souverain-Pontife que réside la plénitude de ce pouvoir.

De ces principes, que personne ne peut raisonnablement contester, résultent trois conséquences également importantes, et qui précisément indiquent la mesure des droits de l'Eglise et de nos devoirs envers son autorité doctrinale.

La première, c'est que, puisque l'Eglise a reçu de Notre-Seigneur la mission d'enseigner les peuples, elle a évidemment le droit de faire parvenir ses enseignements à tous ses enfants sans exception. Il n'y a point de limite dans son mandat ; elle doit l'exercer dans toute son étendue : c'est un devoir pour elle ; elle ne peut s'en dispenser sans faillir à sa mission. Mais c'est aussi un droit, un droit qu'elle tient de son divin Fondateur, et dont elle revendiquera toujours l'usage. Lui nier ce droit, ou, ce qui revient au même, lui en permettre l'exercice en certaines circonstances et le lui refuser en d'autres, c'est l'empêcher d'accomplir sa mission divine ; c'est entraver sa liberté, cette liberté dont Fénelon a dit quelque part : « Dieu n'aime rien tant que la liberté de son Eglise ; » c'est la priver de l'usage d'un pouvoir légitime et essentiel qu'elle a reçu non des hommes, mais de Dieu, pour l'enseignement de toute créature : *Unites ergo docete... prædicate omni creaturæ*... ; c'est la troubler dans l'exercice de ses fonctions (2).

La deuxième conséquence, c'est que, puisque l'Eglise a reçu de Notre-Seigneur le dépôt sacré de la doctrine et la mission de la communiquer aux hommes avec une suprême et infaillible auto-

(1) Bossuet, Discours sur l'unité de l'Eglise, 1<sup>re</sup> partie.

(2) Fénelon, dans son Discours pour le sacre de l'Électeur de Cologne, s'exprime ainsi : « Troubler l'Eglise dans ses fonctions, c'est attaquer le Très-Haut dans ce qu'il a de plus cher, qui est son Épouse ; c'est blasphémer contre ses promesses ; c'est oser l'impossible ; c'est vouloir renverser le règne éternel. »

rité, elle a le droit de compter sur la docile et respectueuse soumission de ses enfants. Qu'elle exerce ce pouvoir par la voie des Conciles généraux que le Souverain-Pontife convoque et préside en vertu de sa primauté universelle, ou que ce soit par des constitutions dogmatiques adressées de Rome aux Evêques et aux fidèles, l'obligation est toujours la même ; car c'est toujours la même autorité qui parle, l'autorité de l'Eglise, autorité sainte, souveraine, infaillible dans les matières doctrinales, à qui tous, à moins de renoncer à notre titre de catholiques, nous devons obéissance. Sa parole n'est pas, comme les paroles humaines, soumise à discussion. Princes et peuples, pasteurs et troupeaux, tous doivent l'accepter purement et simplement (1).

De là une troisième conséquence qui touche à l'essence même de la religion catholique : c'est que l'Eglise, dans les matières doctrinales, a le droit de n'être jugée par personne.

N'est-elle pas, en effet, l'autorité suprême ? Qui la jugerait ?

Les princes ? Mais ce serait s'ingérer dans le domaine spirituel, renverser cette salutaire distinction des pouvoirs sur laquelle repose l'ordre établi, et à laquelle on ne peut porter atteinte sans introduire une confusion aussi funeste pour le bien de l'Etat que dangereuse et alarmante pour la tranquillité des consciences (2).

(1) C'est le langage de Bossuet ; c'est aussi celui de Fénelon : « S'agit-il du ministère spirituel donné à l'Épouse immédiatement par le seul Époux, l'Eglise l'exerce avec une entière indépendance des hommes. Jésus-Christ dit : « Toute puissance m'a été donnée et dans le ciel et sur la terre. Allez donc ; enseignez toutes les nations, les baptisant, etc. » C'est cette toute-puissance de l'Époux qui passe à l'Épouse et qui n'a aucune borne dans le spirituel ; toute créature, sans exception, y est soumise. Comme les pasteurs doivent donner aux peuples l'exemple de la plus parfaite soumission et de la plus inviolable fidélité aux princes pour le temporel, il faut aussi que les princes, s'ils veulent être chrétiens, donnent aux peuples, à leur tour, l'exemple de la plus humble docilité et de la plus exacte obéissance aux Pasteurs pour toutes les choses spirituelles. Tout ce que l'Eglise lie est lié ; tout ce qu'elle remet est remis ; tout ce qu'elle décide ici-bas est confirmé au ciel. » (*Discours pour le sacre de l'Électeur de Cologne.*)

(2) La doctrine de l'Eglise sur ce point n'a jamais varié. La tradition n'a qu'une voix.

Osius de Cordoue, cité par saint Athanase, parlait ainsi à l'empereur Constance :

« Desine, quæso, et memineras te mortalem esse ; ne te misceas rebus ecclesiasticis, neque nobis in hoc genere præeipe. Tibi Deus imperium commisit : nobis quæ sunt Ecclesiæ suæ credidit. »

Saint Gélase, écrivant à l'empereur Anastase, s'exprimait de même (Ép. 8) :

« Duo quippe sunt, imperator auguste, quibus principaliter mundus hic re-



Les fidèles ? Mais ils savent bien qu'ils ne sont pas les juges de la Foi. Le libre examen, c'est le principe du protestantisme, c'est la ruine de l'unité, c'est la destruction successive des dogmes du christianisme : il ne peut en être question parmi nous (1).....

Les Evêques ? mais, *Pasteurs à l'égard des peuples et brebis à l'égard de Pierre*, comme dit Bossuet, ils honorent en lui Jésus-Christ, et ne se permettraient pas de le juger.

Juge infaillible dans les matières de la doctrine et de la foi, le Souverain-Pontife n'est donc jugé par personne. *Non est nostrum judicare de Summo Pontifice* : « Il ne nous appartient pas de juger du Souverain-Pontife, » écrivait autrefois saint Yves, de Chartres, au pape Pascal II. « Personne ne juge le premier Siège, ni l'Empereur, ni le clergé, ni les rois, ni le peuple ; personne ne juge le Juge suprême (2). L'Eglise romaine seule a l'autorité de juger de tous, et il n'est permis à personne de la juger (3). »

Ainsi, l'obéissance, l'obéissance qui ne discute pas, qui ne juge pas, mais qui se soumet purement et simplement, voilà en deux mots nos devoirs à l'égard de l'autorité doctrinale de l'Eglise. Dès que nous avons connaissance d'une décision émanée du Saint-Siège, alors même que des mesures restrictives l'empêcheraient d'arriver jusqu'à nous par la voie hiérarchique, nous sommes

gitur, auctoritas sacra Pontificum et regalis potestas, in quo tanto gravius est pondus sacerdotum, quanto etiam pro ipsis regibus Domino in divino reddituri sunt examina rationum. Nosti etiam, fili clementissime, quod licet praesides humano generi dignitate, tamen rerum praesulibus divinarum colla submittis, atque ab eis causas tuae salutis expetis, indeque sumendis coelestibus sacramentis, eisque, ut competit, disponendis subdi te debere cognoscis, religionis ordine, potius quam potestate. Nosti itaque inter haec ex illorum te pendere iudicio, non illos ad tuam velle redigi voluntatem. »

Enfin, pour nous borner, saint Nicolas I<sup>er</sup> tient le même langage (Épître à l'empereur Michel) :

« Vos autem, quatenus, nolite praepjudicium Dei Ecclesiae irrogare. Illa quippe nullum imperio vestro praepjudicium infert ; cum magis pro stabilitate ipsius aeternam divinitatem exoret, et pro incolumitate vestra et perpetua salute iugi devotione precetur. Nolite, quae sunt, usurpare ; nolite, quae ipsi soli commissae sunt velle surripere. »

(1) Quando audisti, clementissime imperator, écrivait saint Ambroise à l'empereur Valence, in causis fidei laicos de Episcopis iudicasse..... si docendus est Episcopus a laico, quid sequatur ? Laicus ergo disputet, et Episcopus audiat... qui est qui abnuat in causa fidei Episcopus solere de imperatoribus Christianis, non imperatores de Episcopis iudicare. (Ep. 21, ad Valent.)

(2) Nemo iudicabit primam Sedem : neque enim ab Augusto, neque ab omni clero, neque a regibus, neque a populo Iudaei iudicabatur. (Caus. iv, 2, 3. cap. Nemo.)

(3) Cap. Episc. 2, 4, 3. — Voir aussi cap. Patet.

tendus d'obéir. Pour n'être point promulguées dans la forme ordinaire, les décisions doctrinales ne perdent rien de leur valeur obligatoire; elles obligent toujours, au même titre et au même degré, les consciences catholiques.

Ces dernières paroles, vous le sentez, N. T. C. F., sont inspirées par les circonstances douloureuses que nous traversons.

A Dieu ne plaise que nous voulions compliquer une situation qui n'est déjà que trop tendue! mais en présence des atteintes de toute nature dont la dernière Encyclique a été l'objet, il nous était impossible de garder le silence; il nous a paru nécessaire de rappeler les vrais principes et d'affirmer solennellement les droits de l'Eglise.

S'il ne nous est pas donné de publier l'Encyclique (1) comme nous l'aurions voulu, — car nous ne saurions nous résoudre à n'en publier qu'une moitié : des mains épiscopales ne peuvent se prêter à une semblable mutilation; et en pareil cas nous préférons nous abstenir; — du moins il est bon que vous sachiez, N. T. C. F., que nous n'avons pas d'autres sentiments ni d'autres doctrines que le Souverain-Pontife. « Je parle, écrivait autrefois saint Jérôme au pape saint Damase, je parle avec le successeur du Pêcheur et le disciple de la croix; je suis uni de cœur et d'âme à la chaire de Pierre, parce que je sais que sur cette pierre est bâtie l'Eglise (2). » Les Evêques d'aujourd'hui ne peuvent tenir un autre langage. Nous adhérons donc pleinement et entièrement à l'Encyclique du 8 décembre dernier; nous réprouvons et nous condamnons toutes les erreurs qui y sont réprouvées et condamnées, dans le sens et de la manière que le Pape les réprouve et les condamne (3). Dans cette circonstance, comme

(1) L'Encyclique a été, du reste, publiée par tous les grands journaux, et on la trouve en brochure chez les principaux libraires catholiques : à Paris, chez Adrien Leclère, veuve Poussielgue; à Avignon, chez Séguin, etc., etc.

(2) Cum successore Piscatoris et discipulo crucis loquor..... Cathedræ Petri communione consocior : super illam petram ædificatam Ecclesiam scio. (L. Jer., ep. ad Damas.)

(3) On a reproché à l'Encyclique d'être en opposition avec les principes sur lesquels repose la constitution du pays. Nous avons lu et relu l'Encyclique et le *Syllabus*, et nous n'avons trouvé rien de semblable. Tout lecteur impartial, qui voudra lire sans prévention chacune des propositions condamnées, en bien peser les termes et se reporter, pour comprendre le sens et la portée de la condamnation, aux documents pontificaux cités dans le *Syllabus*, arrivera, nous n'en doutons pas, à la même conclusion.

dans toutes les autres, nous ne connaissons qu'un seul juge dans la foi, qu'une seule autorité doctrinale : l'Eglise, l'Eglise s'exprimant par la bouche de notre Chef vénéré ; et, avec saint Augustin et Bossuet, nous ne savons que redire : *Rome a parlé, la cause est finie ! — Nous aimons l'unité et nous tenons à gloire notre obéissance !*

## II.

L'Eglise n'est pas seulement une *autorité doctrinale*, elle est encore une *société religieuse*, ayant, comme telle, ses lois, ses institutions, son esprit, sa vie propre ; ayant, par conséquent, *des droits* auxquels correspondent, de notre part, *des devoirs*.

Il est certain que Notre-Seigneur a établi son Eglise comme une société, distincte de la société civile, extérieure, visible, vivante, ayant à sa tête un chef en qui réside la suprême autorité et auquel sont soumis tous ceux qui font profession de la foi catholique.

Il est certain que cette société, fondée par Notre-Seigneur pour conduire les âmes au ciel, a ses lois spéciales, ses institutions, son esprit, et que, tout en s'accommodant aux diverses circonstances de temps et de lieux, à toutes les formes politiques et sociales qui peuvent se rencontrer dès qu'elle n'ont rien de contraire au droit naturel ou divin, elle a néanmoins et aura toujours sa vie propre et distincte.

Il est certain que, vivant au milieu des sociétés civiles d'une vie propre et distincte, elle a droit à l'indépendance nécessaire pour l'accomplissement de sa mission (1), non pas sans doute en ce sens que les membres de l'Eglise ne doivent pleine et entière

(1) Parmi les propositions condamnées par l'Encyclique se trouve précisément celle-ci : « *Ecclesiasticam potestatem non esse jure divino, distinctam et independentem a potestate civili, neque ejusmodi distinctionem et independentiam servari posse, quin ab Ecclesia invadantur et usurpentur essentialia jura potestatis civilis.* »

Sous ce rapport, l'Eglise gallicane n'a jamais eu d'autre doctrine.

Citons encore Fénelon, l'un de ses plus illustres représentants à coup sûr : « En vain, quelqu'un dira que l'Eglise est dans l'Etat : l'Eglise, il est vrai, est dans l'Etat, pour obéir au prince dans tout ce qui est temporel ; mais, quoiqu'elle se trouve dans l'Etat, elle n'en dépend jamais pour aucune fonction spirituelle. Elle est en ce monde, mais c'est pour le convertir ; elle est en ce monde, mais c'est pour le gouverner par rapport à son salut..... Le monde, en se soumettant à l'Eglise, n'a point acquis le droit de l'assujettir ; les princes, en devenant les enfants de l'Eglise, ne sont pas devenus ses maîtres. (*Discours pour le sacre de l'Archev. de Cologne, 1<sup>re</sup> partie.*)

soumission au pouvoir civil dans les choses de l'ordre temporel, — jamais l'Église n'a cessé de prêcher l'obéissance aux pouvoirs établis, — mais en ce sens que l'Église étant une société religieuse, devant agir principalement sur les âmes, elle ne peut exercer utilement et efficacement son action qu'autant qu'elle jouit, dans l'ordre des choses spirituelles, d'une pleine et entière indépendance (1).

C'est ce que la foi des peuples a très-bien compris; et c'est, sans aucun doute, sous l'inspiration de ce sentiment, partagé du reste par les princes eux-mêmes (2), que s'est providentiellement formé le patrimoine de saint Pierre, comme un abri sacré pour la souveraineté pontificale. Il ne convenait pas dans les desseins de Dieu, pas plus que dans les intérêts des hommes, que le Chef de l'Église fût le sujet de qui que ce soit. Il fallait donc qu'il fût souverain, et, dès lors, il devenait nécessaire qu'en la personne du successeur de Pierre se trouvassent réunies les deux souverainetés spirituelle et temporelle.

De ces deux souverainetés, la première nous a déjà suffisamment occupés.

(1) Nous disons *indépendance* et non pas *séparation*. La séparation absolue de l'Église et de l'État, en France, nous a toujours paru une utopie rêvée par des esprits plus généreux que pratiques. Du reste, le Saint-Siège s'est prononcé à cet égard d'une manière décisive en réprochant les erreurs qui tendent à enlever cette *mutuelle alliance entre le sacerdoce et l'empire, toujours si utile à la société et à la religion* : *Mutua illa inter sacerdotium et imperium consiliorum societas et concordia, quæ rei cum sacræ, tum civili fausta semper exstitit ac salutaris.* (Encycl. *Mirari*, 15 aug. 1832.)

L'accord de l'État et de l'Église est donc souverainement désirable, et il existera toujours partout où les droits mutuels seront respectés. *Ego Constantini*, disait un roi d'Angleterre aux Evêques assemblés, *ego Constantini, vos Petri, gladium habetis in manibus; jungamus dexteram, gladium gladio copulemus.* (Or. Edg. Regis ad clerum, t. IX, Concil. col. 697.)

(2) Nous aimons à rappeler ces belles paroles de Bossuet : « Est-il besoin de raconter ce que Charlemagne, à l'exemple du roi son père, fit pour la grandeur temporelle du Saint-Siège et de l'Église romaine? Dieu, qui voulait que cette Église, la mère commune de tous les royaumes, dans la suite ne fût dépendante d'aucun royaume dans le temporel, et que le Siège où tous les fidèles doivent garder l'unité, à la fin fût mis au-dessus des partialités que les divers intérêts et les jalousies d'État pourraient causer, jeta les fondements de ce grand dessein par Pépin et par Charlemagne. C'est par une heureuse suite de leur libéralité que l'Église, indépendante dans son Chef de toutes les puissances temporelles, se voit en état d'exercer plus librement, pour le bien commun et sous la commune protection des rois chrétiens, cette puissance céleste de régir les âmes, et que, tenant la balance droite au milieu de tant d'empires souvent ennemis, elle entretient l'unité dans tout le corps, tantôt par d'inflexibles décrets, et tantôt par de sages tempéraments. » (*Discours sur l'unité*, 2<sup>e</sup> partie.)

Quant à la seconde, la souveraineté temporelle, il n'entre pas en ce moment dans notre intention d'insister sur sa nécessité. La chose a été faite déjà, avec une surabondance de preuves qui défile toutes les utopies comme toutes les répliques; et d'ailleurs, aujourd'hui, tous les esprits sérieux comprennent que, pour que la souveraineté spirituelle puisse parler et agir avec cette autorité infailible qui seule peut assurer la tranquillité des consciences, il faut que le Pape ne dépende de personne; en un mot, qu'il soit souverain temporel dans toute l'acception du mot.

En ce moment, notre seul but, c'est de montrer que cette souveraineté temporelle nous impose des *devoirs*.

Comme toutes les souverainetés de ce monde, la souveraineté pontificale a ses vicissitudes, ses épreuves. Depuis qu'elle a fixé sa tente au cœur de la plus grande ville du monde, elle a vu bien des orages passer à ses côtés; bien des tempêtes ont grondé sur sa tête; plus d'une fois son front a été meurtri et ensanglanté. Grâce à Dieu, les épreuves ne la troublent pas; elle sait très-bien que le triomphe lui viendra tôt ou tard. Il ne lui a jamais manqué. Elle l'attend avec patience et fermeté du temps et de Dieu. Mais les triomphes du passé ou de l'avenir n'empêchent pas les douleurs du présent.

L'Eglise, précisément au temps où nous vivons, traverse une de ces crises redoutables où, à côté de grandes joies, il y a de grandes douleurs!

Ses enfants n'ont-ils qu'à rester tranquilles spectateurs de cette lutte du bien contre le mal, de la vérité contre l'erreur, de la justice contre les passions et la violence?

Evidemment non.

La souveraineté temporelle du Pape étant une condition indispensable et un gage de son indépendance dans l'exercice de sa souveraineté spirituelle, il y a pour tous ceux qui s'honorent du titre de catholiques un intérêt majeur, un motif de premier ordre de soutenir cette souveraineté ébranlée.

Comment la soutiendront-ils? De deux manières : par l'assistance matérielle, par l'assistance spirituelle.

L'assistance matérielle, c'est l'aumône, c'est la charité qui donne son obole, qui offre à la plus auguste des souverainetés d'ici-bas quelques pièces de métal, noble tribut, très-noble denier:

*modissimum denarium*, qui honore celui qui donne et qui ne déshonore pas celui qui accepte; car un père ne rougit pas d'être nourri par ses enfants, et le Vicaire de Jésus-Christ ne déroge pas en se condamnant à une pauvreté volontaire pour la défense des principes et de ses droits.

Venons donc au secours de cette noble pauvreté, N. T. C. F. Tant que l'épreuve actuelle durera, il faut que la charité catholique supplée à ce que la Révolution a enlevé; il faut que, dans le budget de toute famille chrétienne, il y ait une part réservée pour le Denier de Saint-Pierre. Quand nous voyons les efforts incessants de l'impiété et de l'enfer pour renverser l'œuvre de Notre-Seigneur; quand nous voyons tout ce qu'emploient, pour arriver à leurs fins, les ennemis du Christ et de son Eglise; quand nous voyons les écrits qu'ils publient, les associations qu'ils forment, les impôts qu'ils prélèvent, les espérances qu'ils caressent, sera-t-il dit que nous, catholiques, nous serons, pour la plus juste et la plus sainte des causes, sans ardeur, sans dévouement, sans générosité, tranchons le mot, sans cœur? Oh! non; ne souffrons pas une pareille humiliation! Soyons les dignes enfants de Celui qui aime mieux se faire pauvre et tendre la main que de sacrifier la cause de la vérité et de la justice.

Quand donc, au dimanche de la Passion, dans toutes les paroisses de ce diocèse, vos pasteurs vous tendront la main au nom de votre Evêque, ou plutôt au nom du Vicaire de Jésus-Christ, donnez, donnez largement. N'écoutez pas ces faux calculs du monde; n'écoutez que votre cœur, que votre foi, que votre charité! Il s'agit de soulager la plus noble des infortunes; il s'agit d'assister la plus grande des majestés de la terre. Elle porte au front, il est vrai, un triple diadème; mais que de fois aussi, comme le divin Maître, ne porte-t-elle pas une couronne d'épines (1)!

Heureusement, les épreuves de l'Eglise, quelque terribles et

(1) Le Denier de Saint-Pierre, bien organisé, paroisses par paroisses et diocèses par diocèses, serait une ressource précieuse, régulière et suffisante pour les besoins actuels du Saint-Siège. On pourra lire avec intérêt un travail sur l'organisation du Denier de Saint-Pierre, inséré dans le *Monde* du 18 janvier 1866. En prenant pour base la somme de 4,500,000 fr., à répartir entre les diocèses de France, la part contributive du diocèse de Bourges devrait être de 75,000 fr. environ, ce qui représente, en supposant la population de 600,000 âmes, une contribution annuelle de 12 centimes par personne!

douloureuses qu'elles soient, n'enlèvent rien à sa vitalité, alors même qu'elle est menacée de toutes parts, qu'elle est environnée, pour ainsi dire, d'une ceinture d'ennemis, elle continue son œuvre, calme et tranquille comme aux jours de la paix, enseignant les peuples, condamnant les erreurs et ouvrant aux fidèles le trésor des biens spirituels.

Nous en avons certes une preuve éclatante dans ce nouveau Jubilé que le Saint-Père, dans sa sollicitude pour la sanctification de nos âmes, malgré ses amertumes et ses inquiétudes de toutes sortes, daigne accorder à l'Eglise universelle, comme s'il voulait montrer une fois de plus que rien au monde, *ni la tribulation, ni la faim, ni la nudité, ni le péril, ni la persécution, ni le glaive, ni la mort, ni la vie, ni le présent, ni l'avenir, ni les créatures, quelles qu'elles soient*, ne peuvent arrêter ceux qui ont au cœur la charité de Dieu (1).

Or, ce Jubilé, N. T. C. F., va précisément vous donner l'occasion de remplir votre second devoir à l'égard de l'Eglise, l'assistance spirituelle, c'est-à-dire la prière.

Qu'est-ce, en effet, qu'un Jubilé ?

Le Jubilé, c'est un temps de prière, de supplications solennelles. L'Eglise, s'adressant à ses enfants, leur dit : « Venez dans le lieu saint ; venez fléchir la colère du Tout-Puissant ; venez implorer ses miséricordes ; venez prier pour votre mère, pour son exaltation, pour son triomphe ; venez prier pour la fin de ses épreuves, pour l'extirpation des hérésies, pour la concorde des princes chrétiens ; » — et, ouvrant ses trésors à pleines mains, elle les répand avec une profusion inaccoutumée ; usant de cet incomparable pouvoir de lier et de délier que lui a conféré son divin Fondateur, elle promet à tous ceux qui répondront à son appel et qui viendront avec les conditions voulues, la pleine et entière rémission de leurs péchés.

Ah ! profitons de cette grâce insigne, N. T. C. F. Jamais peut-être il ne fut plus nécessaire de faire monter jusqu'au Ciel nos supplications ardentes. Que de dangers environnent l'Eglise, notre mère ! Quelle conspiration permanente contre son existence, ses institutions, ses lois, ses dogmes, sa liberté, sa souveraineté spiri-

(3) Rom., 8, 35 et suiv.

tuelle, sa souveraineté temporelle ! On dirait que l'enfer tente un suprême effort. Redoublons nos prières..... Prions, prions encore; venons dans la maison de Dieu, adressons-nous à Celui qui se joue des tempêtes, qui fait rentrer les fleuves dans leur lit et contient l'Océan dans ses abîmes..... Ayons confiance.

A l'origine de l'Eglise, saint Pierre fut chargé de chaînes et jeté dans les prisons d'Hérode. L'Eglise se mit en prière : *Oratio autem fiebat sine intermissione ab Ecclesia ad Deum pro eo* (1). Les portes du cachot s'ouvrirent et l'Ange de la délivrance brisa les fers de l'Apôtre. Le bras de Dieu n'est pas raccourci; nous l'avons vu plus d'une fois, même dans notre siècle. L'Ange de la délivrance peut bien venir encore, et s'il n'a pas de fers à briser, du moins il saura, au besoin, défendre contre des envahissements sacrilèges les portes de la Cité éternelle.

D'ailleurs, pourquoi craindrions-nous ? La France n'est-elle pas toujours la fille aînée de l'Eglise ? Notre armée ne veille-t-elle pas encore à la garde du trône pontifical, et pourquoi aller au-devant d'un avenir qui n'est pas encore arrivé ? Le bras qui a ramené le Pape à Rome, il y a quinze ans, n'a rien perdu de sa vigueur ; il ne peut délaissier aujourd'hui ce qu'il soutenait autrefois aux acclamations universelles du pays. Le souverain qui a fait tomber les barrières de l'extrême Orient devant les missionnaires de l'Evangile, qui a replacé la croix sur les édifices de Pékin, qui, chaque jour sur le sol de notre France, restaure nos écoles, nos presbytères, nos églises, et tâche, avec une sollicitude qui nous touche au cœur, d'améliorer la position matérielle de nos prêtres, ne peut abandonner les antiques traditions de la France et laisser tomber l'œuvre de Constantin et de Charlemagne, alors surtout que le trône pontifical est occupé par celui qui a béni son Fils à l'entrée de la vie ! Encore une fois, ayons donc confiance !

D'ailleurs, au-dessus de tous les hommes veille la Providence; le passé nous répond de l'avenir.

Il y a quelques années, nous nous trouvions à Rome, alors que les événements se précipitaient, en Italie, sous le souffle de la Révolution, et que tout semblait annoncer, pour le pouvoir temporel, une catastrophe prochaine. La frayeur gagnait de proche en proche;

(1) Act., 12, 5.



les trônes voisins s'écroulaient; on croyait que l'heure suprême allait sonner..... Pour nous rassurer contre ces terreurs exagérées, ou plutôt pour arracher notre cœur aux tristesses inévitables du moment, nous n'avions qu'à prendre un volume de l'histoire de l'Eglise : un quart d'heure de lecture nous suffisait. Le calme et l'espérance rentraient dans notre âme !

C'est qu'en effet, pour l'Eglise, l'épreuve a toujours été suivie du triomphe; elle a toujours, comme le Sauveur, son troisième jour. Sur sa route à travers les siècles, elle s'est heurtée aux Attila, aux Genséric, aux rois lombards, aux empereurs d'Allemagne, et à bien d'autres encore !..... Et ce n'est pas elle qui est tombée ! Trente-cinq fois, si nos calculs ne nous trompent pas, la Papauté a pris le chemin de l'exil, et trente-cinq fois elle est remontée sur son trône. Quelle est la dynastie, au monde, qui pourrait s'appuyer sur un pareil passé ? Ah ! c'est qu'ici-bas, il n'y a qu'un seul homme à qui il ait été dit : *Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle !*.... Et cette parole est tombée de la bouche d'un Dieu !

A ces causes, etc.

*Lettre de Monseigneur David, évêque de Saint-Brieuc, au Clergé et aux Fidèles de son Diocèse.*

Nos très-chers Frères,

Voici de nouvelles grâces dont le chef visible de l'Eglise, le saint et vénéré Pontife qui tient le gouvernail de la barque de Pierre, à travers les orages de notre siècle, nous ouvre les sources sacrées. Un Jubilé, son nom l'indique, verse la joie spirituelle dans tous les cœurs chrétiens. Le juste y puise avec plus d'abondance les trésors de la vie surnaturelle, et le pauvre pécheur, qui marche courbé sous le poids de sa misère, sent plus près de lui la main divine qui veut le relever et le purifier.

C'est ordinairement à des heures graves que la voix du Père commun des fidèles s'élève et invite la famille chrétienne à s'humilier et à prier pour la paix du monde et le triomphe de Dieu dans les âmes.

Nous sommes arrivés à une de ces heures, N. T. G. F. La con-

fusion est partout; les ténèbres, l'erreur, le doute, sont dans les esprits, l'amertume et l'irritation dans les cœurs. De toutes parts des nuages gros de tempêtes se promènent au-dessus de la société. Quand on se recueille et qu'on écoute le bruit de la parole humaine, on se rappelle ces jours de Babel, alors que chaque homme semblait parler une langue étrangère aux autres. Où sont-ils ces temps de foi sereine, où l'enseignement de l'Eglise trouvait dans le cœur de chaque chrétien un écho fidèle et je ne sais quelle candeur d'obéissance que l'amour rendait facile, où la grande loi du respect planait au-dessus de toutes les dissidences d'opinions, où le pouvoir et la soumission, l'autorité et la liberté, la foi et la science, marchaient fraternellement unis vers le même but? Ces jours, il faut le dire, ont été rares dans l'histoire. Car c'est à travers les obstacles qui arrêtent, les épines qui déchirent, la sueur, les larmes et quelquefois le sang qui baignent la route, que l'Eglise marche le plus souvent ici-bas. Mais comme nous sommes loin de ces époques pacifiques et harmonieuses! La modération même, cette vertu souveraine qui maîtrise les mouvements de l'âme, qui apprend à respecter chaque limite, qui est la condition essentielle de la sagesse et de la vérité (*non plus sapere quam oportet. In medio virtus*), elle est non-seulement méconnue, elle est raillée comme une faiblesse et presque comme un crime par des chrétiens. A côté d'eux, épiaut chacune de leurs paroles, chacune de leurs exagérations, pour les faire retomber de tout leur poids sur la doctrine catholique, des hommes pour qui l'Evangile est mensonge, étalent avec orgueil des idées et des systèmes dont le paganisme eût rougi; leurs efforts désespérés n'ont qu'un but, arracher des âmes la foi en Jésus-Christ, unique espérance du monde!

Et nos plaies morales, qu'en dirons-nous? ne sont-elles pas le côté le plus douloureux de la situation? L'amour effréné de l'or consume les plus énergiques volontés. L'or enfante le luxe et se prodigue dans les plaisirs; et quels plaisirs? ceux qui emportent tout, même l'intelligence et l'honneur, ces derniers débris de la grandeur de l'homme. La vie présente qui ne peut avoir qu'un but, celui de conquérir l'éternelle joie au prix du sacrifice, n'est-elle donc plus que l'art de jouir, l'art d'assouvir, avec les satisfactions des sens, les invincibles besoins de l'âme immortelle?

Et les autres nations catholiques sont-elles moins menacées?

Elles le sont bien plus que nous, quoi qu'en pensent quelques-uns, toujours portés à rabaisser nos plus pures gloires : car la France est toujours et restera la fille aînée de l'Eglise. A côté de ses maux profonds, elle a encore de grandes ressources et de grandes vertus. La vie chrétienne est plus abondante chez elle que nulle part, et s'il fallait affirmer la foi au péril de la vie, elle aurait encore des millions d'âmes qui ambitionneraient l'honneur du martyre !

L'Italie, plus malade que toutes les autres, cotoie des abîmes où sa foi et ses institutions peuvent sombrer, chaque jour. La Belgique, naguère fille privilégiée de l'Eglise, porte aujourd'hui dans son sein deux peuples qui se repoussent et s'abhorrent. L'Autriche, muette comme l'égoïsme, a déjà oublié plus d'un article de son récent Concordat, et son histoire de trois siècles la montre obstinée dans ses rêves ambitieux. L'Espagne, occupée à panser ses blessures, remonte péniblement à la lumière, incertaine du lendemain. La Pologne, foulée aux pieds, sanglante, tend ses mains chargées de chaînes vers le Dieu de justice et de liberté, et lui crie : Levez-vous, Seigneur ! *Exurge, Domine.*

Quels sont les desseins providentiels ? Quel souffle de colère ou d'amour passe sur les peuples pour les punir ou les renouveler ?

Tout vient-il des événements, sans qu'il y ait de la faute des hommes ? C'est le secret de Dieu. Mais telle est la gravité des symptômes actuels, que nous comprenons plus que jamais, quant à nous, l'immense responsabilité qui pèse sur l'Episcopat, la nécessité d'unir aux secours du ciel tous les efforts de la prudence humaine, et dans une époque où tout est passion, d'éteindre sur nos lèvres toute parole irritante où amère, en restant dans l'inviolable liberté de notre conscience et dans l'inflexible limite du devoir. Que Dieu éloigne de nous ces discussions religieuses qui effrayaient saint François de Sales et Fénelon, où la foi des fidèles s'ébranle, où chacun se plaît à fouiller et à découvrir les fondements de tout ce que l'on doit croire et adorer : « Tremblons, » s'écrie Bossuet dans son immortel discours sur l'unité, « l'ombre même de la division ! Songeons au malheur des peuples » qui, ayant rompu l'unité, se rompent en tant de morceaux, et « ne voient plus dans leur religion que la confusion de l'enfer et l'horreur de la mort ! »

C'est au milieu de cette situation pleine de périls que Pie IX élève la voix, d'abord pour condamner une fois de plus les principaux égarements de notre siècle ; puis, pour appeler tous les chrétiens à se réunir, au pied des autels, dans la prière, la réflexion et la pénitence, afin d'obtenir sur notre monde souffrant et bouleversé les miséricordes infinies.

Cette double pensée, N. T. C. F., a déjà trouvé dans vos cœurs, comme dans le nôtre, l'accueil que tout catholique doit à la parole et à la volonté du chef de l'Eglise. Ces erreurs, heureusement elles ne sont pas les vôtres. Dans cette vaste famille bretonne qui compose notre diocèse, il y a sûrement plus d'une misère ; les souffles mauvais du siècle ont terni l'éclat de plus d'une vertu chère à nos pères ; mais la foi est restée debout à travers les ruines des révolutions. Quand l'Eglise parle, elle trouve parmi nous peu de raisons orgueilleuses pour lui résister. Ah ! conservons-la, cette foi simple qui est en même temps la vraie sagesse, N. T. C. F. ! Alors que tant d'autres *flottent à tout vent de doctrine*, demeurons immobiles sur le roc de Pierre. Ne pouvons-nous pas dire avec bien plus de raison encore qu'au dix-septième siècle ? « Déjà nous ne voyons que trop à nos côtés de ces esprits « qui, sans savoir ni la religion, ni ses fondements, ni ses origines, « ni sa suite, blasphèment ce qu'ils ignorent, et se corrompent dans « ce qu'ils savent, nuées sans eaux, docteurs sans doctrine, qui, « pour toute autorité ont leur hardiesse, et pour toute science « leurs décisions précipitées. » (*Ibid.*)

En même temps qu'il signale nos maux, le Pontife Romain en indique le remède divin et surnaturel, c'est-à-dire une sainte conspiration de prières vers le ciel. C'est là le but du Jubilé qui commence dans toute l'étendue du monde catholique, et dont chaque paroisse de notre diocèse profitera pendant un mois.

*Le voici donc, N. T. C. F., le temps favorable ; les voici, les jours de salut.* « Ames humbles, âmes innocentes que la grâce a « désabusées de l'erreur et de toutes illusions du siècle, c'est « vous dont nous demandons surtout les prières. En reconnais- « sance du don de Dieu dont le sceau est en vous, priez, fondez en « larmes devant le Seigneur. Priez, justes, priez sans relâche « pour son Eglise ; mais priez, pécheurs ; prions tous ensemble. « Car si Dieu exauce les uns pour leur mérite, il exauce aussi les

« autres pour leur pénitence, et c'est un commencement de conversion de prier pour l'Eglise (1). »

Il est surtout une espérance que nous voulons exprimer bien haut, c'est que le Jubilé sera, pour ceux de nos chers diocésains qui sont loin de la pratique de la religion, l'heure de la conversion et du retour. Autrefois, le Jubilé remettait en possession de tous les biens perdus ; c'était l'année de la restitution et de la rémission universelle. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi pour chacun de vous, N. T. C. F. ? Ces trésors divins de pureté, d'innocence et de paix qui enrichissaient votre âme, aujourd'hui troublée et sans repos, pourquoi ne les retrouveriez-vous pas au prix d'un effort généreux et d'une larme du cœur ? Quelles que soient les paroles de vos lèvres, quelles qu'aient été vos erreurs et vos fautes, quelque résistance que vous ayez jusqu'à présent apportée aux avertissements intérieurs, vous appartenez à Jésus-Christ, vous croyez en lui ; toutes les voix de la conscience vous crient qu'il est votre Dieu, votre Père, votre Sauveur, le seul ami fidèle quand tout vous délaisse, le seul maître qui ait les paroles de l'éternelle vie. Le voici, à cette heure, qui tente un nouvel appel ; il vient à vous, non en juge irrité, mais en Père miséricordieux ; il ouvre ses bras et arrête sur vous un regard de pitié infinie. Est-ce que vous refuserez de vous jeter dans son sein pour y retrouver, avec une joie profonde, le pardon qui purifie, la force qui vous transformera en homme nouveau ? C'est notre plus intime vœu, c'est notre plus ardente prière ! Personne n'endurcira son cœur au moment où Dieu fait entendre sa voix. (Psal.)

Voilà, N. T. C. F., le sujet qui occupera de préférence vos réflexions pendant les jours qui vont s'écouler. Laissons les bruits et les disputes à ceux qui s'en font un triste bonheur, aux dépens de l'harmonie, si désirable, entre l'Eglise et l'Etat. Chaque autorité, divine ou humaine, a ses droits et ses devoirs ! Dieu, la religion, la raison chrétienne, les proclament. Chacune même a ses bornes ; car, a dit le grand Evêque de Meaux, *l'Océan lui-même a les siennes, et s'il les outre-passait, sa plénitude serait un torrent qui ravagerait l'univers.* (Ibid.) Pie IX a parlé. Méditons sa parole.

(1) Bossuet. même Discours.

avec respect et confiance. Elle nous éclairera et nous sanctifiera, en nous montrant les écueils à éviter et les vrais biens à chercher. Si quelque chose nous paraît offrir matière à des difficultés et à des malentendus redoutables; si la bonne foi hésitait dans l'interprétation d'une maxime qui pût servir de prétextes à de fâcheuses dissidences, attendons avec calme. L'autorité, dans l'Eglise catholique, est toujours vivante; elle est là pour redresser les commentaires intéressés des uns et des autres, et expliquer elle-même les décisions qu'elle propose à la foi du chrétien. Elle n'a chargé aucun écrivain ni aucun journal de parler à sa place.

Quant à vous, Messieurs et chers Coopérateurs, vous avez entre les mains l'Encyclique et les pièces qui s'y rattachent. En les étudiant, non avec ce premier regard qui n'aperçoit que les surfaces, non avec les notions du journalisme, si insuffisantes dans ces matières, les plus délicates et les plus difficiles du monde, mais avec les principes théologiques, seuls autorisés à se produire en pareil cas, vous aurez dû être étonnés comme nous du bruit passionné qui se fait autour de l'Encyclique et du *Syllabus*. Qu'il nous suffise de vous rappeler ce que dit l'illustre cardinal Pallavicini dans son histoire si autorisée du Concile de Trente :

« Pour définir un article comme de foi, il faut un long examen  
 « et une pressante nécessité, puisque cette déclaration impose à  
 « l'esprit de l'homme le commandement le plus difficile qu'offre  
 « notre loi, c'est à-dire de croire sans hésitation les choses obs-  
 « cures. Aussi l'Eglise a-t-elle toujours montré là-dessus la plus  
 « grande réserve. Mais comme beaucoup de doctrines conduisent  
 « à l'hérésie et sont la source d'une infinité de maux, il faut les  
 « éloigner de la bouche et des écrits des hommes. Pour cela, il  
 « n'est pas nécessaire qu'elles soient certainement en opposition  
 « avec la parole de Dieu; il suffit qu'elles en soient suspectées,  
 « par défaut de conformité ou avec l'enseignement commun de  
 « l'école, ou avec les antiques usages de l'Eglise, ou avec le sen-  
 « timent des Pères les plus accrédités. Il suffit même qu'elles  
 « paraissent être des germes d'actions dangereuses pour la répu-  
 « blique chrétienne. » (Liv. I<sup>er</sup>, ch. XXI.)

Pour nous, nous pensons avoir lu, autant que qui que ce soit,

les paroles de Pie IX. Or, après cette lecture répétée, nous sommes demeuré convaincu qu'aucune des idées généreuses de notre temps, aucune doctrine de progrès et de liberté, telles que les théologiens et les auteurs orthodoxes de notre temps les ont comprises et expliquées, ne s'y trouvent anathématisées. Plus que jamais nous croyons que l'Eglise catholique seule est le foyer de la vie morale et intellectuelle, qu'elle seule s'accorde avec toutes les découvertes de la science, avec tous les besoins légitimes de l'esprit humain. En nous sentant uni par le plus intime de nos entrailles à la sainte Eglise catholique, dont Jésus-Christ est le chef invisible et le Pape le chef visible jusqu'à la consommation des siècles, nous nous sentons encore profondément Français par le cœur et la pensée, fier de toutes les grandes choses de notre pays, quoiqu'attristé de nos maux, et nous répétons plus haut que jamais avec Bossuet : « *Nous voulons demeurer inséparablement unis à l'Eglise romaine*, à cette Eglise mère et maîtresse, « avec laquelle toutes les Eglises et tous les fidèles répandus « par toute la terre doivent s'accorder dans les causes de Dieu, « à cause de sa principale et excellente principauté. Ce sont là les « véritables sentiments de l'Eglise de France, et on lui en impose « quand on lui en attribue d'autres. »

Cent ans après cette déclaration, l'Eglise de France l'a répétée solennellement à la face du monde, et cette fois elle l'a scellée avec le sang de ses Evêques, de ses docteurs et de ses prêtres. Pour jeter le blâme sur les opinions libres de ces illustres martyrs du droit divin de la papauté, il faut avoir montré auparavant qu'on sait comme eux le défendre, au prix de la pauvreté, de l'exil et de la mort !

(Suit le dispositif.)

AUGUSTIN,  
Evêque de Saint-Brieuc et Tréguier.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Bayeux et Lisieux  
au clergé de son diocèse.*

Bayeux, le 16 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Vous connaissez déjà, par la voie de la presse, l'Encyclique de Notre Très-Saint-Père le Pape et le *Syllabus* qui l'accompagne. Vous connaissez également la lettre par laquelle S. Exc. M. le garde des sceaux déclare que nous ne sommes pas autorisé à publier solennellement ces deux pièces, sauf une partie de la première.

Nous ne pouvions pas, Messieurs et chers Coopérateurs, nous dispenser d'élever la voix pour faire entendre à M. le ministre une protestation respectueuse en faveur de la liberté de l'Eglise.

Les sentiments de profonde vénération et de parfaite obéissance dont vous êtes vous-mêmes animés à l'égard du Souverain-Pontife, nous font un devoir de vous faire connaître avec quelle soumission d'esprit et de cœur nous avons accueilli les paroles sacrées du Vicaire de Jésus-Christ, et combien nous regrettons de ne pouvoir les publier solennellement. Aussi croyons-nous devoir vous communiquer la lettre que nous avons adressée à M. le ministre de la justice et des cultes, afin que l'on sache bien que, si nous sommes forcé de nous réduire au silence, nous n'en subissons pas la dure nécessité sans réclamer en faveur de la liberté religieuse.

Quant à l'invitation que nous fait M. le ministre de vous recommander en cette occasion la prudence dans vos discours, elle nous paraît entièrement superflue.

Non, Messieurs et chers Coopérateurs, ce n'est point de la part du clergé que M. le ministre doit craindre l'excitation au trouble et au désordre. En nous laissant la liberté de proposer solennellement pour règle aux fidèles de nos diocèses les enseignements salutaires qui nous parviennent du haut de la Chaire pontificale, le gouvernement de l'Empereur n'aurait eu rien à redouter de notre part. Nous sommes profondément affligé de voir l'épiscopat privé de sa liberté d'action en matière religieuse, et obligé de garder le silence en présence des attaques multipliées dont la religion et l'autorité du Saint-Siège sont devenues l'objet.



La présente circulaire ne sera point publiée en chaire.

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'assurance de notre affectueux dévouement.

† CHARLES, évêque de Bayeux.

*Lettres de Monseigneur l'Évêque de Bayeux à Monsieur le Ministre de la justice et des cultes.*

Bayeux, le 15 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la circulaire que vous avez cru devoir adresser à l'Episcopat français pour lui défendre de publier l'Encyclique de Notre Très-Saint-Père le Pape et le *Syllabus* qui l'accompagne.

Je ne puis, Monsieur le Ministre, m'empêcher, en cette occasion, de protester contre cette mesure qui nous afflige. Il est de mon devoir de réclamer pour l'Episcopat et pour les fidèles la liberté pleine de communiquer avec le Chef de l'Eglise et de recevoir ses enseignements. C'est en faveur du droit le plus sacré et de la liberté la plus précieuse que j'élève la voix : la liberté de conscience et le droit de professer la religion catholique comme elle est comprise par le Pape et par les Evêques.

J'ai l'honneur d'être avec respect, de Votre Excellence, Monsieur le Ministre, le très-humble et obéissant serviteur,

† CHARLES, évêque de Bayeux.

*Lettre de Monseigneur l'Évêque de Quimper au clergé de son diocèse.*

Quimper, le 22 janvier 1865.

Messieurs et Chers Collaborateurs,

Dans les circonstances douloureuses où nous sommes, vous avez attendu que votre Evêque crût devoir agir et vous donner connaissance de ses actes.

Nous sommes porté à croire que S. Exc. M. le Gardé des sceaux n'avait nullement les intentions que des gens hostiles à la Religion ont voulu trouver dans les mesures qu'il a prises. Mal-

gré cela, nous lui avons écrit dès les premiers jours, en lui signalant ces décisions comme contraires à des droits imprescriptibles et aussi dangereuses pour l'Etat que pour l'Eglise. Nous l'avons fait très-simplement et n'avons procuré à cette démarche aucune publicité.

Au point où en sont les choses, nous éprouvons maintenant le besoin de vous faire savoir que pour rien au monde nous ne nous séparerons de nos vénérables collègues, que nous entendons marcher avec eux et que nous partageons leurs appréciations.

La France sait fort bien que les ennemis de l'Empereur ne sont pas avec nous; mais elle comprend également que toute autorité serait en péril, si une lâche complaisance arrêta la vérité sur les lèvres des Evêques et les empêchait de remplir leur devoir.

Il est prescrit au successeur de saint Pierre de fortifier ses frères dans les principes de la foi. A lui de conserver, transmettre et expliquer la doctrine de Jésus-Christ. Nous sommes obligés, nous, de recevoir ses enseignements et de les distribuer aux fidèles; sans cela il n'y aurait plus ni liberté ni Eglise catholique.

La lettre du Saint-Père signale des erreurs qu'on peut juger, car elles ont déjà porté leurs fruits. Ces erreurs ont été signalées par ses prédécesseur, et à plusieurs reprises; alors, comme aujourd'hui, ceux qui croyaient le Pontife suprême établi de Dieu pour diriger leur conscience, avaient le droit d'entendre sa voix.

Vous concevez sans peine les ménagements qui nous ont fait surseoir à la publication officielle de l'Encyclique; cependant, quel que soit notre respect pour le Conseil d'Etat, nous ne pouvons admettre que l'enseignement du Pape dans l'Eglise relève de lui.

La Providence a permis que l'Encyclique ait reçu par les journaux une notoriété immense. Aucun esprit sérieux n'aura été dupe des commentaires malveillants dont ils l'ont accompagnée, et il suffit de la lire pour reconnaître que le progrès pas plus que la civilisation n'ont lieu de la redouter.

Elle se trouve donc par le fait suffisamment publiée; d'ailleurs, nous avons eu soin de vous la faire parvenir, voulant en cela qu'elle soit promulguée autant qu'il dépend de nous.

Loin de nous la pensée d'ajouter ou de retrancher quoi que ce

soit à ce document solennel ; nous y adhérons pleinement et sans réserve.

Nous aurons à vous donner de nouvelles instructions pour l'annonce du Jubilé, qui sera ouvert pendant le temps pascal ; en attendant, nous vous recommandons avec saint Paul *de prier pour les Pouvoirs préposés à la conduite des peuples, d'être prêts à toute bonne œuvre, de fuir les contestations et d'avoir envers tous une grande mansuétude.* (T. ch. III, 1 et 2.)

Recevez l'assurance de nos sentiments aussi affectueux que dévoués.

† REÉ, évêque de Quimper et de Léon.

Monseigneur l'Évêque de la Rochelle doit faire paraître, avec son mandement du Carême, quelques observations sur les questions du moment.

Monseigneur Cousseau, évêque d'Angoulême, prépare une instruction pastorale relative aux événements présents ; elle a dû être lue le dimanche 29 dans toutes les églises du diocèse.

*Lettre-circulaire de Mgr l'Evêque de Limoges au clergé de son diocèse.*

Messieurs et chers Coopérateurs,

Nous croyons devoir vous communiquer les deux lettres suivantes, que nous avons adressées, l'une à Notre Très-Saint-Père le Pape, l'autre à S. Exc. M. le Ministre des Cultes (1) :

Beatissime Pater,

Omnimoda, qua par est, reverentia Epistolam Encyclicam Romæ datam die 8 decembris anno 1864 accepi, cum Syllabo præcipuos ætatis nostræ errores complectente, necnon

(1) Cette Lettre, quoiqu'elle ne soit pas confidentielle, ne devra pas être lue en chaire.

Litteras Apostolicas in forma Brevis die 20 novembris anno 1846 datas, quarum exemplar ut ad me remitteretur Sanctitas Vestra diligenter providit.

Semper quidem fidelis est et omni acceptione dignus sermo Christi per os Apostolicum loquentis: « cui corde creditur ad justitiam, ore autem confessio fit ad salutem. » Majori vero mihi consolationi, gaudio et admirationi fuit indeficiens veritatis oraculum inter tot calamitates angustiasque et extremi periculi minas solemniter intonuisse, tum ad docendos omnes Christifideles, tum ad redarguendos quoscumque fidei catholicæ hostes, tum ad cœlestes aperiendos Ecclesiæ thesauros, ut sane in tanto Pontificii muneris actu simul convenirent mira Doctoris sapientia, et Patris benignissima largitas.

Itaque circa diem Nativitatis Dominicæ anniversariam, e Vaticano « magni consilii Angelus » Pastoribus Ecclesiæ in omni regione vigilantibus evangelizavit gaudium magnum, quod fuit omni clero populoque: Salvatoris scilicet pro nobis nati, passi et mortui uberrimas indicto Jubilæo offerri et concedi gratias.

Qua igitur lætitia spirituali, gratissimo animo et bona voluntate cum universi implemur, conscii quidem infirmitatis et insufficienciæ nostræ, Christi vero meritis et promissis confisi, ad erectum misericordiæ thronum instantissimis precibus accedemus, ut omnia feliciter succedant, quum ad generalem rei catholicæ et publicæ prosperitatem, tum ad sanctificandum quemlibet justum aut peccatorem; et auxilio opportuno, de multiplicibus adversariorum consiliis, fraudibus impetibusque Sanctitati Vestræ et Ecclesiæ Dei desideratissima victoria ex alto detur.

De iis vero quæ ad doctrinam spectant, quamvis mea et hujus diœcesis non dubia sit fides, maximi duco momenti, pro rerum et temporum adjunctis, plenam adhæSIONem directe et publice testificari. Omnes ergo in prædictis Syllabo et Encyclica cæterisque Apostolicis Litteris notatas propositiones, ne una quidem excepta, in sensu et modo quos intendit Apostolica Sedes, rejiciendas esse profiteor et damnandas. Item ex omnibus Encyclicæ documentis, quantum in me est, « iota unum, aut unus apex non præteribit, » quominus in tota diœcesi doceatur et credatur. Cæterum vigilantie, sollicitudini et labori non parcam, ut, pro infirmitate mea, in hac parte Dominici agri, bonum verbi semen in

cordibus bonis et optimis cadens, dignos pietatis afferat fructus, et eradicentur zizania diligentissime separata, quibus magis ac magis exortis suffocarentur veritates a filii hominum miserabiliter diminutæ.

Nondum quidem aures nostræ requieverunt a concrepante strepitu quem veneranda ista Encyclica ab hostilibus castris fecit extolli; ubi scriptis et dictis, minis et sophismatibus, furoribus et dolis, verbum Dei adulterant, calumniantur, irrident, blasphemant dilacerantque. Confortante autem Supremi Pontificis virtute, juxta Dominicam adhortationem, non turbatur cor nostrum neque formidat; et juxta Apostolicum illud : « Hæc est victoria quæ vincit mundum, fides nostra. »

Quæ solemnisi protestatio fidei, venerationis, devotionis et obedientiæ erga personam Sanctitatis Vestræ et Sedem Apostolicam, non meo tantum nomine datur, sed omnibus, ne uno quidem dissonante, per totam diocesim una voce et corde concinnantibus præsbyteris, multisque pariter confitentibus laicis; quos universos in sinu paterno complectens, Sanctitas Vestra dignabitur mecum vocare et habere consolationis filios.

Cum autem Encyclicam ephemeridibus divulgatam prælaudati fideles summo jam acciperent obsequio, et ecclesiastici viri, ut optimos decet Ecclesiæ ministros, ad prædicantia, tempore et modo opportunis, sedis Apostolicæ documenta accingerentur, a civili auctoritate sumus prohibiti, ne, canonica Encyclicæ communicatione, strictissimo spiritualis ordinis muneri satisfaceremus.

In quem obicem juribus et libertati Ecclesiæ illatum cum non possem agere, duxi opportunum et necessarium graviter conqueri. Missis ergo ad Ministrum Cultuum litteris protestatus sum juri divino et constitutioni Ecclesiasticæ adversari quæcumque liberam inter Summum Pontificem, Episcopos et universos fideles communicationem intercipiunt; non obstante autem interdicto, ab omnibus catholicis viris Encyclicæ de facto promulgatæ perfectam deberi assensionem et professionem.

Ægre admodum tulimus tantis malis et periculis, quibus Urbs Alma cum Italia tota premitur, nova cordi paterno superaddi vulnera. Utinam cætarorum defectio, odium rebellioque devotione nostra rependantur, et Deus, qui confirmat nos Pastoris

exemplo et doctrina, superabundanter gregis plena fide, amore et obedientia Pastorem consoletur !

Ego autem, cum e memoria non exciderint exquisita peculiaris benevolentiae pignora quæ, anno proxime elapso, Romæ felicissimus excepi, hodie quidem absens corpore, præsens autem spiritu, una cum piissimis sacerdotibus et fidelibus in eodem sensu perfectis, ad pedes Sanctitatis Vestræ prostratus Apostolicam efflagito benedictionem.

Sanctitatis Vestræ humillimus, obsequentissimus et devotissimus servus et filius.

† FELIX-PETRUS, *episcopus Lemovicensis.*

Limoges, le 7 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

En accusant réception à Votre Excellence de la lettre qu'elle m'a fait l'honneur de m'adresser le 1<sup>er</sup> janvier, je ne puis taire le sentiment pénible que m'a causé la prohibition de publier l'Encyclique du 8 décembre et le document qui est annexé.

Cette très-grave mesure est une restriction à la liberté nécessaire des rapports des Evêques soit avec les fidèles qu'ils ont charge divine d'enseigner et de conduire, soit avec le Successeur de saint Pierre, qui a reçu de Jésus-Christ la mission de *confirmer ses frères, de paître les brebis comme les agneaux*. Elle emprunte un caractère particulier à cette anomalie étrange que les Evêques seuls, à qui pourtant l'Encyclique est adressée, sont privés de la faculté légale de la publier, tandis que seuls ils ont l'obligation de transmettre à leurs diocésains les instructions qui émanent de la Chaire apostolique. Aussi, à cette heure, l'Encyclique a été portée par les journaux sur tous les points de l'Empire. Certes, je ne me plaindrais pas de cette large diffusion d'une pièce aussi capitale, si plusieurs organes de la presse n'avaient pas accompagné le texte du Saint-Père de commentaires plus ou moins malveillants qui en dénaturent le sens et parfois en calomnient l'intention. En présence de ces attaques violentes qui se produisent en toute liberté, nous sommes réduits au silence : il ne nous est même pas permis de prouver que l'Encyclique con-

damne des erreurs doctrinales manifestes, aussi préjudiciables à la société et à l'État qu'à la religion et à l'Église.

Jugez, Monsieur le Ministre, de la douleur que j'éprouve et comme Évêque et comme citoyen profondément dévoué à l'Église et la France.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'hommage de mon respect.

† FÉLIX, évêque de Limoges.

Il nous a paru avantageux, Messieurs et très-chers Coopérateurs, de vous communiquer ces deux actes importants de notre charge pastorale, pour vous affermir et vous resserrer tous dans l'unité de sentiments et de conduite impérieusement réclamée par la gravité des circonstances présentes. S'il est un exemple qu'il nous sera toujours facile et doux de vous donner, c'est celui d'un dévouement sans bornes à la cause et aux intérêts du Siège Apostolique, d'une entière docilité à toutes les décisions qui en émanent, et, nous devons ajouter, d'une vénération tendre et reconnaissante pour ce bien-aimé Pontife, qui nous combla naguère de ses paternelles bontés. Aussi, à peine avions-nous reçu l'Encyclique et le Résumé des principales erreurs condamnées de nouveau, que notre première pensée fut de nous tourner vers le Saint-Père pour lui donner notre adhésion la plus soumise avant même de nous tourner vers vous pour vous la demander. Du reste, comme votre foi et votre dévouement à l'Église nous sont bien connus, nous avons pris tous vos esprits et tous vos cœurs pour les déposer aux pieds du Pontife suprême; c'est pour vous tous sans exception, pour toutes nos maisons religieuses et pour tous les vrais fidèles de notre diocèse, que nous lui avons adressé cet acte authentique de notre filiale soumission. Vous serez heureux et fiers de ce témoignage si consolant que nous avons dû rendre à l'unanimité de vos sentiments pour le Siège et le successeur de saint Pierre : c'est le triple cordon qu'on se flatterait en vain de diviser et de rompre : *funiculus triplex difficile rumpitur*.

Oui, ce qui fait notre sécurité, notre espérance et notre joie dans ces temps d'ailleurs si troublés et si difficiles, c'est le mouvement de plus en plus prononcé qui porte les chrétiens à resserrer leurs rangs autour du centre de l'unité. C'est l'incomparable subordination qui se manifeste à tous les degrés de la hiérarchie

sacrée, et par laquelle les enseignements du Souverain-Pontife, reçus avec docilité par les Evêques, trouvent par eux un fidèle écho dans toutes les bouches sacerdotales, qui les transmettent aux enfants de l'Eglise sans aucun péril de schisme, ni aucun mélange d'erreur : *funiculus triplex difficile rumpitur*.

Et pour que la sève catholique, partant de la racine et du tronc, se répandit toujours pure, abondante et féconde, par les branches principales, jusqu'aux extrémités des plus petits rameaux, la Providence a voulu que, sous ce grand Pontificat, plusieurs événements extraordinaires vinssent raviver plus que jamais dans l'Eglise cette perpétuelle circulation de la vérité et de la vie divines. Après la proclamation à jamais bénie du dogme de l'Immaculée-Conception et la canonisation non moins solennelle des martyrs japonais, qui avaient rassemblé à Rome tant d'Evêques, inconnus pour la plupart les uns aux autres, mais intimement unis dans le même sentiment de vénération, de dévouement et de soumission pour le Saint-Siège, il fallait exercer aujourd'hui sur l'Eglise dispersée, comme naguère sur l'Eglise réunie ou représentée, cette irrésistible attraction, que le cœur peut trouver plus douce au contact, mais que la foi ne laisse pas affaiblir par la distance ; de là cet enseignement solennel que le Saint-Père vient, avec tant de grandeur et de courage, d'adresser au monde catholique, en condamnant les principales erreurs du temps présent ; de là ce troisième événement, qui, en éloignant de nous les causes de division, de trouble et de doute, nous rend plus inébranlables dans l'unité de notre foi : *funiculus triplex difficile rumpitur*.

Loin donc de nous inquiéter au bruit étourdissant des imprécations, des sophismes et des calomnies que l'Encyclique a soulevés, nous attendrons de ces attaques contre la personne et l'autorité du Vicaire de Jésus-Christ les mêmes résultats, les mêmes réparations et les mêmes retours qui étaient récemment provoqués par des attaques encore plus blasphématoires contre la personne et la divinité de Jésus-Christ lui-même.

La plus perfide peut-être de toutes ces calomnies consiste à nous mettre au ban de la société civile, en affirmant qu'il y a opposition flagrante entre l'Eglise et l'Etat, entre l'Encyclique et la constitution de l'Empire, entre nos devoirs de catholiques et nos devoirs de Français.



Nous pourrions faire remarquer que ces traits sont au moins suspects dans leur origine, puisqu'ils nous viennent surtout d'un camp où sont professés des principes subversifs de toute société, de toute autorité, de tout ordre véritable. Nous pourrions faire remarquer encore que ce sont des calomnies dix-huit fois séculaires, renouvelées des païens, qui, eux aussi, accusaient les premiers chrétiens d'être les ennemis de César, de l'Etat, de leur siècle et du genre humain tout entier.

Mais il y a deux réponses meilleures encore pour couper court à toutes ces déclamations, propagées par la mauvaise foi et acceptées par l'ignorance ou la sottise.

La première se tire du fond même des choses : l'Encyclique et les autres Lettres pontificales s'occupent non des faits, mais des principes ; non de ce qui change pour s'adapter aux circonstances, mais de ce qui est immuable comme la vérité même ; elles ne condamnent pas telle forme ou telle mesure gouvernementale, mais simplement les principales erreurs du temps contraires au dogme, à la morale ou à la discipline. Loin donc de nuire à l'Etat en affirmant ainsi les règles inviolables de la morale privée ou publique, la grande voix de Jésus-Christ parlant par la bouche de son Vicaire ne peut qu'affermir les sociétés modernes, toujours chancelantes sur leurs fondements tant de fois ébranlés, toujours plus menacées par le flot envahissant des principes antisociaux que par les complots ou les surprises de l'émeute.

La seconde raison se tirera de votre conduite personnelle, Messieurs et chers Coopérateurs, comme de celle que nous tiendrons toujours, à l'exemple de nos Vénérables Collègues et du Souverain-Pontife lui-même. Une fois de plus nous montrerons que c'est un devoir sacré pour nous de garder le respect et la soumission envers l'autorité temporelle et ses représentants à tous les degrés, que nous n'oublions aucun des services rendus à l'Eglise, et que nous savons tout ensemble rendre à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu.

Les principes et les sentiments que nous venons d'exprimer sont les vôtres, Messieurs et chers Coopérateurs ; et il vous indiquent d'eux-mêmes la conduite que vous avez à tenir dans ces conjonctures délicates. L'Encyclique a été promulguée de droit par la publication qui en a été faite, à Rome, dans la forme ordi-

naire; elle est promulguée de fait en France, puisqu'elle a retenti dans tous les journaux, et qu'après la presse périodique la librairie vient suppléer au défaut des communications régulières par la voix des Evêques (1). Ainsi donc, l'Encyclique et le *Syllabus* sont et demeurent obligatoires pour tous les catholiques; vous devez répudier sans réserve, ni hésitation, toutes les propositions qu'ils condamnent; vous devez adhérer de cœur à tous les enseignements qu'ils contiennent, les professer de bouche dans l'occasion, les transmettre à vos fidèles *suivant les besoins et l'opportunité*, en les accommodant quant à la forme, si vous le voulez, pourvu que jamais vous n'en altériez la substance. Mais, en restant fermes sur les principes, ne vous départez jamais de la circonspection, de la réserve et de la prudence qui vous sont aujourd'hui si nécessaires; dans vos instructions et même dans vos conversations, évitez sévèrement les questions et les allusions politiques; sacrifiez tout ce qui serait nuisible, dangereux ou simplement inutile au bien des âmes; enfin, tenez-vous en garde contre les entraînements et les vivacités auxquels votre zèle même pourrait vous exposer. C'est ainsi que, sans compromettre ni notre personne, ni notre ministère, ni les grands intérêts de l'Eglise, nous montrerons la droiture de notre conscience et la pureté de nos intentions; et nous obligerons nos détracteurs à reconnaître qu'en résumé il n'y a point de sujet plus fidèle et de citoyen plus dévoué qu'un bon catholique et surtout un bon prêtre.

Encore un mot, Messieurs et chers Coopérateurs, sur notre bien-aimé Pontife et Père. Outre la soumission de notre foi, nous lui devons, dans les circonstances présentes, plus que jamais, le tribut de nos prières et le secours de nos filiales offrandes.

A l'autel donc, comme dépositaires des mérites de Jésus-Christ, et dans la récitation du saint office, comme représentants et organes de l'Eglise suppliante, vous demanderez à Dieu, par l'intercession de la Vierge Marie, que l'admirable Pie IX, après avoir si vaillamment supporté ces cruelles épreuves, voie bientôt, de ses yeux, la paix, la prospérité et le triomphe promis à l'Eglise; vous engagerez aussi les âmes pieuses à faire, dans cette inten-

(1) L'Encyclique a été éditée par M. Adrien Leclère, M<sup>me</sup> veuve Poussiégué et autres imprimeurs; il est facile de s'en procurer des exemplaires à Limoges.

tion si touchante, leurs bonnes œuvres, leurs prières, et surtout la sainte communion.

Quant aux offrandes de notre piété, nous devons, en présence du déchaînement de toutes les passions hostiles, les considérer comme une adhésion de foi, une profession de respect et un hommage de réparation : il y a plus, nous devrions presque les regarder comme un acte de justice et comme une dette religieuse que le Saint-Père serait en droit de nous réclamer, en nous disant comme saint Paul aux Corinthiens : « *Si nous avons semé les biens spirituels dans vos âmes, est-ce donc une si grande chose que nous moissonnions un peu de vos biens temporels?* » Et, nous Messieurs et chers Coopérateurs, n'avons-nous pas reçu même ces biens temporels de la charité paternelle et royale du Pontife suprême? N'a-t-il pas voulu, en apprenant le désastre de notre ville épiscopale, prélever sur sa propre détresse une large offrande en faveur de nos incendiés? Offrande mille fois bénie, qui sans doute contribua puissamment au magnifique élan d'une charité vraiment catholique par son inspiration comme par son étendue. Ah! Très-Saint-Père, nous sommes de toute manière vos obligés, et nous ne voulons pas être ingrats! Cette aumône de votre-cœur, que ne pouvons-nous vous la rendre au centuple! Ce grand exemple de libéralité, que ne pouvons-nous le suivre en déposant à vos pieds des trésors! Oui, Messieurs et chers Coopérateurs, vous qui enseignez souvent aux fidèles combien il est méritoire de donner au dernier pauvre de Jésus-Christ, faites-leur comprendre ce que c'est que de donner à son Vicaire. Dites-leur quelle joie et quelle gloire ce doit être pour tout cœur chrétien; quelle grâce inestimable et quelle obligation sacrée de secourir ce Pauvre incomparable; quelles récompenses doivent être destinées à cette charité d'un ordre tout à fait supérieur! « *Assurément*, nous dit le Sauveur, *vous aurez toujours parmi vous des pauvres ordinaires; mais moi, vous ne m'aurez pas toujours.* » Non, sans doute, nous n'aurons pas longtemps Jésus-Christ, pauvre dans la personne de son Vicaire; mais maintenant nous l'avons : hâtons-nous de le rendre notre débiteur pour le temps et pour l'éternité!

Comme par le passé, Messieurs et chers Coopérateurs, nous vous laissons libres de choisir et d'employer le mode qui convient

le mienx pour le *Denier de Saint-Pierre* dans votre paroisse, soit en faisant une quête dans l'église, soit en recueillant seulement les offrandes des personnes que vous savez bien disposées.

Recevez, Messieurs et bien chers Coopérateurs, l'assurance de mon affectueux dévouement.

† FÉLIX-PIERRE, évêque de Limoges.

### *Actes de Monseigneur l'Evêque d'Amiens.*

Le *Mémorial d'Amiens* a reçu de l'évêché la communication suivante :

« La réserve commandée au clergé par la vivacité même des attaques dont il est en ce moment l'objet, le silence douloureux que la prudence l'oblige parfois à garder, ayant reçu ou pouvant recevoir des interprétations diverses, il est à propos qu'on sache que du jour où l'Encyclique du 8 décembre a été connue dans le diocèse d'Amiens, tous, depuis l'Evêque jusqu'au plus jeune des prêtres ordonnés récemment par ses mains, ont accepté avec le respect le plus profond et la soumission la plus entière les décisions du Vicaire de Jésus-Christ, réprouvant, proscrivant, condamnant les erreurs qu'il réproouve, proscriit et condamne :

« Ce sentiment si spontané et si unanime, que Monseigneur constatait et exprimait tout ensemble le 31 décembre dernier, en recevant les vœux du chapitre et du clergé de la ville d'Amiens à l'occasion du nouvel an, ne pouvait que se fortifier et grandir en présence des agressions injustes, des commentaires odieux et des travestissements sans nom auxquels la parole pontificale n'a pas cessé d'être en butte de la part d'une certaine presse, non-seulement anticatholique, mais encore antichrétienne, surtout quand le silence a été en quelque sorte imposé au Evêques, qui seuls avaient mission pour publier, expliquer et défendre les enseignements du Vicaire de Jésus-Christ.

« En réunissant hier dans son palais le clergé de sa ville épiscopale, Monseigneur a pu se convaincre de la parfaite unanimité de ses prêtres dans la manière d'envisager les devoirs que cette grave situation leur impose, comme ils ont pu se convaincre

eux-mêmes que leur Evêque, profondément affecté d'une mesure qui blesse les droits les plus sacrés de l'Eglise, n'a rien négligé pour en prévenir, ou du moins pour en atténuer les effets.

« Sans entrer dans le détail de sa conversation avec le ministre des cultes, Monseigneur a suffisamment indiqué la nature des observations que sa conscience lui avait fait un devoir de présenter à Son Excellence. Sa Grandeur a fait ensuite connaître au clergé que des moyens avaient été pris afin que les Lettres apostoliques, avec le *Syllabus* qui y est annexé, fussent adressées à tous les prêtres du diocèse, auxquels il est recommandé de conserver cette attitude calme et digne qui, sans rien sacrifier des principes, éloigne avec scrupule dans les paroles et dans les actes tout ce qui pourrait ajouter aux difficultés du présent et retarder, dans l'avenir, l'apaisement d'esprits égarés par l'ignorance ou la prévention. »

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque d'Amiens à son clergé (1).*

Amiens, en la fête de saint François de Sales,  
le 29 janvier 1864.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Nous n'avons pas à vous apprendre les obstacles qui ne nous ont pas permis de vous transmettre dans la forme ordinaire l'Encyclique du Souverain-Pontife; mais vous avez su que, partageant les sentiments que nos vénérables Frères dans l'Episcopat avaient exprimés à M. le Ministre des Cultes, dans des lettres rendues publiques, nous étions allé nous-même exposer de vive voix à Son Excellence nos respectueuses observations.

Si près de Paris, nous avons préféré ce moyen, qui nous mettait à même de dire plus que nous n'aurions pu écrire. Et, sans parler des formes de la conversation, qui permettent mieux de laisser voir le respect et le dévouement là même où la conscience

(1) Le clergé de notre ville épiscopale a reçu à deux reprises différentes des communications relatives aux graves questions qui, en ce moment, agitent et troublent l'Eglise. Les autres prêtres du diocèse ont le même droit de savoir ce que nous avons fait; c'est pourquoi nous avons donc cru devoir accompagner les documents pontificaux de cette lettre circulaire.

oblige à parler avec plus de force, il nous semblait que se voir, se parler, c'était presque s'entendre, tant il y avait de malentendus amoncelés autour de ces graves questions.

Et puis, quand le Saint-Père lui-même, parmi ces propositions si étrangement défigurées, condamne la *séparation de l'Eglise et de l'Etat*, il nous semblait qu'il serait d'un bon Evêque d'agir selon son pouvoir pour maintenir l'*union* entre l'*Etat* et l'*Eglise* ; de même qu'au moment où le Souverain-Pontife proclame et consacre la *fidélité* au serment, de témoigner qu'Evêque, entièrement soumis aux enseignements du Chef de l'Eglise, nous entendions bien ne pas manquer à la foi jurée au Chef de l'Etat : Voilà les sentiments que nous tenions à faire voir : on a écrit là-dessus tant d'injustices !

Et maintenant, puisqu'une loi du pays, — loi dont tout le monde doit désirer la modification, parce qu'elle est une source de difficultés et de froissements entre deux pouvoirs auxquels il importe si fort de rester toujours unis, — puisqu'une loi du pays ne nous permet pas de promulguer dans les chaires de nos églises cet enseignement doctrinal, que nous avons cependant le devoir impérieux de vous faire connaître, nous nous servons du mode de publicité laissé à notre disposition, et nous vous adressons un exemplaire de l'Encyclique et du *Syllabus*. Aussi bien, gardiens fidèles des saints enseignements de l'Eglise, n'est-il pas juste que vous ayez entre les mains les documents qui les renferment, surtout quand vous avez à les expliquer et à les défendre. Ces pages vénérables vous seront d'autant plus sacrées qu'elles ont reçu plus d'outrages, et Pie IX, qui les a signées, n'en sera que plus cher à vos cœurs. N'est-ce pas quand le divin Sauveur vous apparaît couvert de ce lambeau de pourpre dérisoire, le roseau à la main, la tête couronnée d'épines, couvert de boue et de sang, qu'il vous inspire plus d'amour ? *Tolle, tolle.....* C'est encore le même cri ; ce sont les mêmes outrages ; et n'est-il pas aussi vrai de dire aujourd'hui, qu'il y a dix-huit siècles sur la Calvaire : *Par donnez-leur, Seigneur, parce qu'ils ne savent ce qu'ils font ?*

Pour vous, Messieurs et chers Coopérateurs, que vos études ont mis à même de comprendre cette théologie, vous n'aurez pas grand effort de soumission à faire pour y adhérer, comme nous l'avons fait nous-même, de toute la force de votre esprit et de

votre cœur. Ce n'est pas à vous qu'on fera croire que les institutions de notre pays sont menacées par ces décisions suprêmes. Vous ne croirez pas que le Saint-Père vous mette, comme on l'a dit, dans l'alternative de choisir entre votre qualité de catholiques, de prêtres catholiques et de citoyens français. Ce n'est pas vous qui croirez que l'Eglise est l'irréconciliable ennemie de la liberté, du progrès et de la civilisation ; l'Eglise à qui les peuples doivent tout ce qu'ils en possèdent, de sage Liberté, de Progrès utiles et de Civilisation véritable. Et après tout, l'Eglise mériterait-elle donc tant d'anathèmes, pour réprouver la mauvaise Liberté, le faux Progrès et cette Civilisation fatale qui consisterait à substituer le culte de l'or et des jouissances matérielles, fondé sur la négation de Dieu et de l'immortalité de l'âme, au culte de Dieu créateur du ciel et de la terre, rémunérateur de la vertu et vengeur du crime ; au culte de Jésus-Christ, qui enfante toutes les vertus et inspire tous les sacrifices ?

Après tant de pages éloquentes que vous avez lues, et dans lesquelles nos vénérables collègues n'ont plus rien laissé à dire à ceux qui devaient parler après eux, nous n'avons point à vous apprendre ce que vous aurez à répondre à ceux qui s'obstinent encore à dire que le Pape et les Evêques condamnent et proscrivent toutes libertés.

On annonce des explications venant de Rome : ces explications, nous les connaissons d'avance ; car ce sont celles de la tradition chrétienne. Les principes seront maintenus dans leur inflexible vérité ; mais, dans l'application, vous verrez jusqu'où va la tolérance.

Et, pour ne parler que de la liberté des cultes, qu'on s'est plu à regarder tout spécialement comme atteinte par les lettres pontificales, lisez plutôt cette belle page de Mgr d'Orléans, où la distinction entre le maintien des principes et la tolérance dans l'application est exposée avec tant de lumière :

« La liberté de conscience, la liberté des cultes (me dit-on), nierez-vous que l'Encyclique la condamne ?

« Ici encore expliquez-vous donc ! Car il y a de par la France et de par le monde d'étranges manières d'entendre ces libertés.

« Faut-il le redire pour la centième fois ? Ce que l'Eglise, ce que le Pape condamne, c'est l'indifférentisme religieux : au-

« trement dit l'indifférence en matière de religion, cette absurdité  
 « plus absurde peut-être encore qu'elle n'est impie, qu'on nous  
 « répète aujourd'hui de tous côtés, sur tous les tons, savoir que  
 « la Religion, Dieu, l'âme, la vérité, la vertu, l'Évangile ou l'Al-  
 « coran, Bouddha ou Jésus-Christ, le vrai et le faux, le bien et le  
 « mal, tout cela est égal. Et pour justifier de telles aberrations,  
 « on a été jusqu'à dire que « c'est l'homme qui fait la vérité de  
 « ce qu'il croit et la sainteté de ce qu'il adore. »

« Voilà ce qu'on voudrait que le Pape trouvât bon, et les im-  
 « piétés avec lesquelles on lui demande ainsi qu'à nous de se ré-  
 « concilier.

« Mais non, éternellement non : Dieu, l'âme, la vertu, la vie  
 « future, la distinction du bien et du mal, Jésus-Christ et l'Évan-  
 « gile ne seront jamais pour nous choses indifférentes.

« Mais, repousser cet insensé et coupable indifférentisme et les  
 « conséquences de liberté absolue qui en découlent; est-ce re-  
 « pousser la tolérance pour les personnes et la liberté civile des  
 « cultes ? On ne l'a jamais dit, et tous les théologiens disent le  
 « contraire.

« En fait, jamais les papes n'ont entendu condamner les gou-  
 « vernements qui ont cru devoir, selon la nécessité des temps,  
 « écrire dans leurs constitutions cette tolérance, cette liberté. Que  
 « dis-je ? le Pape lui-même la pratique à Rome. C'est l'erreur qui  
 « est un mal, et non pas la loi, qui, dans une bonne intention,  
 « tolère l'erreur. » Voilà ce que je lis dans un livre imprimé ré-  
 « cemment à Rome sous les yeux de l'*Index*.

« Et c'est ce que Pie IX voulait bien me dire lui-même l'hiver  
 « dernier. « Les juifs et les protestants, me disait-il, sont libres  
 « et tranquilles chez moi. Les juifs ont leur synagogue dans le  
 « *Ghetto*, et les protestants leur temple à la Porte du Peuple. »

Et dites après cela si le Souverain Pontife a pu condamner  
 pour la France ce qu'il met en pratique dans ses propres États ?

Il n'est pas une des quatre-vingts propositions qu'il ne fût aussi  
 facile de venger.

Faut-il s'étonner maintenant si la réaction s'opère déjà et si des  
 hommes, prévenus d'abord, mais droits et sincères, s'accusent de  
 la précipitation de leur jugement en matière si grave, et confes-  
 sent qu'ils avaient calomnié le pape et les évêques ?



Confiance donc, chers et bien-aimés Coopérateurs, confiance : le calme succédera à la tempête, la joie viendra après les larmes, parce que Dieu ne se complait pas dans nos désolations. N'est-ce pas son divin Esprit qui met ces espérances dans nos cœurs et ces paroles sur nos lèvres ? *Non enim delectaberis in perditionibus nostris : quia post tempestatem tranquillum facis : et post lacrymationem et fletum, exultationem infundis.* (Tob. III, 22.)

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de nos sentiments affectueux et dévoués.

† JACQUES-ANTOINE, évêque d'Amiens.

---

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque de Versailles au clergé de son diocèse.*

Versailles, le 26 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Dans une Instruction pastorale pour le Carême de 1862, Nous vous disions : La Papauté, couronnement de l'Œuvre de Jésus-Christ, résume en soi toutes les merveilles du Catholicisme. La Papauté a vaincu le monde païen et le monde barbare ; elle a vaincu l'impiété. Par tous ces triomphes, elle a sauvé du naufrage ces grandes vérités sur lesquelles repose l'existence religieuse et sociale du genre humain. Ce que la Papauté a fait dans le passé, elle le fait aujourd'hui et elle le fera jusqu'à la fin des temps. Quand elle parle, soit en matière doctrinale, soit en matière de mœurs et de discipline, sa voix traverse les continents et les mers, elle est entendue d'un bout de l'univers à l'autre.

Si ces considérations appuyées sur l'histoire avaient besoin d'une nouvelle preuve, nous la trouverions dans l'acte pontifical du 8 décembre.

En effet, qu'est-ce donc que cette *Encyclique* autour de laquelle se fait un bruit immense, et dont l'apparition a soulevé des flots de calomnies et d'injures contre l'Eglise et contre son Chef auguste ? L'*Encyclique* est une manifestation irrésistible et éclatante du pouvoir que Jésus-Christ a laissé à son Vicaire. L'*Encyclique*

est un flambeau allumé pour nous éclairer au milieu des ténèbres que l'erreur, en ces jours si pleins d'orages et de périls, ne cesse de répandre dans les esprits.

Que faut-il voir dans l'*Encyclique*? Il faut y voir des condamnations prononcées à diverses époques par une autorité infail-  
lible, puis des théories, des principes posés et affirmés par la même autorité comme base de l'enseignement général.

Comment devons-nous recevoir l'*Encyclique*? Nous devons la recevoir comme un symbole, comme un *Credo*, avec la soumission la plus parfaite. Nous devons y adhérer pleinement, sans réserve, et tenir pour certain que nulle puissance terrestre n'a le droit ni d'en retrancher une seule ligne, ni d'en empêcher la publicité ou la diffusion parmi les fidèles. Elle vous a été envoyée. Nous la déclarons, en son intégrité, y compris le *Syllabus* qui l'accompagne, reçue et promulguée dès ce jour dans notre diocèse.

Déjà, Messieurs et chers Coopérateurs, aussitôt après avoir reçu ce document admirable, Nous avons écrit au Souverain Pontife pour le remercier, pour le féliciter du noble courage qu'il déploie dans l'intérêt de l'Eglise. Nous sommes heureux d'avoir eu l'occasion de redire une fois de plus à Sa Sainteté que vous tenez tous au Siège apostolique par des liens de vénération et d'amour que rien au monde ne pourra briser.

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de notre bien sincère attachement.

† PIERRE, évêque de Versailles.

Cette Lettre n'est pas destinée à être lue en chaire.

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque du Puy au clergé de son diocèse.*

Le Puy, 23 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Depuis que Nous avons reçu l'*Encyclique* pontificale du 8 décembre, avec ses appendices, notre cœur éprouve un immense

besoin de s'épancher dans le vôtre, et Nous sommes sûr de ne pas Nous tromper en affirmant qu'il ne vous tardait pas moins qu'à Nous de voir promptement satisfait un désir que vous avez naturellement partagé.

Ce que Nous avons ressenti, ce que Nous avons fait, la ligne de conduite à suivre par l'Evêque et par son clergé, dans les circonstances si graves à la fois et si délicates que vous connaissez, votre foi, votre amour pour la sainte Eglise, l'idée que vous ne pouvez manquer d'avoir de la prudence épiscopale, vous l'ont déjà fait pressentir.

En lisant cette parole doctrinale, si sûre d'elle-même, si noble, si élevée, et en même temps si calme et si sereine, Nous nous réjouissons de toute notre âme. Nous bénissons le Pasteur suprême, le Docteur céleste, qui inspire toujours si manifestement et si à propos les successeurs de Celui à qui fut assurée, par sa prière divine, l'indéfectibilité de la foi : *Rogavi pro te, ut non deficiat fides tua*..... Nous nous apprêtons à vous faire partager, et par vous aux fidèles, dans une Lettre pastorale convenablement développée, Notre satisfaction et Notre reconnaissance. Hélas ! ce qu'a dit l'Esprit-Saint des frivoles jouissances des mondains a pu s'appliquer ici aux joies les plus légitimes et les plus saintes : *Extrema gaudii luctus occupat*.

Vous savez la suite. Le 2 janvier au soir, Nous recevions, comme tous Nos collègues dans l'épiscopat, cette étrange et désolante prohibition qui a consterné tous les cœurs catholiques.

Or, sans perdre un instant, et courrier par courrier, — vous avez le droit de le savoir, chers Coopérateurs, — Nous adressâmes au Ministre une protestation digne et ferme dans la pensée, bien que respectueuse et modérée dans l'expression, comme il convient au bon droit, à la vérité, à la justice vis-à-vis de l'autorité.

L'avis du Conseil d'Etat et le décret impérial du 5 janvier ont lié notre main, et, pour un temps du moins, dans une certaine mesure, fermé nos lèvres. Mais si l'enseignement dogmatique et infaillible de Pie IX, contenu dans l'Encyclique et le *Syllabus*, ne peut vous parvenir en ce moment par la filière hiérarchique, dûment promulgué, dans la forme ordinaire, expliqué et vengé des odieux travestissements de la presse impie, il n'en est pas

moins obligatoire, pas moins sacré pour tous ; il n'en lie pas moins toute conscience chrétienne ; Nous n'en recevons pas moins avec une religieuse et entière soumission d'esprit, et de cœur tous les oracles qu'il proclame. Nous n'en rejetons, réprouvons et condamnons pas moins toutes les erreurs qu'il réproouve, flétrit et condamne, dans la teneur et le sens des Lettres apostoliques précitées.

Ces documents vénérables, que Nous faisons parvenir à tous nos prêtres, resteront entre vos mains, comme un arsenal précieux et saint, où vous puiserez à l'occasion les armes marquées au coin de la vérité révélée, pour prémunir les fidèles, selon les circonstances et le besoin des temps, contre les pièges de l'erreur et les déclamations passionnées des ennemis de la foi.

Usez-en, chers Coopérateurs, en toute sécurité, comme du glaive de la sainte Écriture elle-même ; mais aussi en toute prudence, pour ne pas irriter sans résultat utile les esprits malades et les cœurs ulcérés. Évitez en chaire les allusions blessantes et même en particulier toute imprudente discussion. Comptons avec une pleine assurance sur les promesses faites à notre sainte Mère ; et quoi qu'il arrive, appuyons-nous sur Dieu, qui, après les temps de tourmente et d'orage, fait briller les jours sereins : *Post tempestatem tranquillum facis, Domine.*

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'expression de notre entier dévouement (1).

† PIERRE, évêque du Puy.

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque de Langres au clergé de son diocèse.*

Langres, le 18 janvier 1863.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Vous savez ce que tout le monde sait, ce qui a étonné tout le monde, et ce qui est pour tous les vrais fidèles le sujet d'une pro-

(1) Cette Lettre, bien qu'elle ne soit pas confidentielle, ne doit pas être lue en chaire ; mais MM. les curés la communiqueront à leurs vicaires et autres prêtres de la paroisse.

fonde douleur; vous savez que, dans notre France, dans la France catholique, la liberté est refusée aux Evêques de publier et de faire lire en chaire la dernière Encyclique du Pape, datée, non sans dessein, du 8 décembre, dixième anniversaire de la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception. Cette interdiction, à laquelle on avait si peu lieu de s'attendre, vous a causé, comme à nous, une vive et trop juste affliction, et vous vous êtes demandé sans doute avec inquiétude ce que présageait une telle mesure et quelles pouvaient en être les conséquences. L'avenir est le secret de Dieu; mais nous sommes certain qu'il n'abandonnera pas son Eglise, et qu'il saura, par des moyens que nous ne connaissons pas, la faire triompher de tous les efforts et de toute la fureur de ses ennemis.

Que ferons-nous, de notre côté, dans la conjoncture présente? Sommes-nous entièrement désarmés? Non certes, et il est une force, une puissance que les ennemis de la religion ne connaissent pas, avec laquelle ils ne comptent pas, mais dans laquelle le Pape met sa confiance et nous invite à mettre la nôtre, une puissance à laquelle Dieu lui-même ne résiste pas : c'est la prière, et surtout la prière universelle, la prière unanime de tout le monde catholique. Nous laisserons donc passer l'orage, et nous nous tournerons vers le Ciel. Le Saint-Père, dans sa sollicitude, et parce que les temps sont critiques, daigne nous accorder un Jubilé. Nous en profiterons pour appeler par nos supplications et nos gémissements, par une sainte union de prières et de pénitence, les grandes miséricordes du Seigneur sur son peuple, sur son Eglise, sur la France et sur ceux qui gouvernent les nations. Nous aviserons ensuite à ce que nous aurons à faire, selon que les circonstances le demanderont ou le permettront.

Toutefois, s'il ne nous est pas donné de publier officiellement la Constitution dogmatique du Souverain-Pontife, et de la porter à votre connaissance dans les formes d'usage, Nous voulons du moins, de la manière que nous le pouvons et pour l'acquit de notre conscience, vous la transmettre telle que nous l'avons reçue Nous-même de Sa Sainteté. C'est pourquoi Nous vous en adressons à chacun un exemplaire, après avoir vérifié l'exactitude du texte et de la traduction. Vous n'en publierez rien en chaire, absolument rien, pas même le fragment que le Gouvernement a

jugé devoir excepter. Mutiler un acte émané d'une si haute et si sainte autorité, serait pour nous d'une souveraine indécence, et pourrait faire douter de notre respect et de notre soumission pour la partie que nous passerions sous silence, qui est pourtant la partie essentielle. Or, c'est d'esprit et de cœur, ainsi que nous l'avons déclaré hautement à M. le Ministre des cultes, dans la lettre que nous lui avons adressée dernièrement, sûr de n'être démenti par aucun de vous, c'est de toute notre âme et sans réserve que Nous adhérons, Nous et vous tous avec Nous, aux grands et salutaires enseignements de l'Encyclique, et que Nous réprouvons et condamnons tout ce que le Pape condamne et réproûve, et dans le même sens qu'il le condamne. Nous ajoutons dans cette lettre que la parole du successeur de Pierre, puissante comme celle de la vérité, pourrait encore, si elle était accueillie et comprise comme elle devrait l'être, empêcher les sociétés modernes de tomber dans l'abîme où les poussent l'esprit révolutionnaire et l'effrayante diffusion des mauvaises doctrines; et que Nous ne pourrions voir la France abjurer son glorieux titre de fille aînée de l'Eglise sans trembler pour son avenir, etc.

Mais nous avons encore un autre devoir à remplir. Il ne suffit pas que nous nous soumettions et que nous adhérons pleinement à la doctrine de l'Encyclique, ni que nous rappelions, dans l'occasion, aux fidèles, que la même obligation existe pour eux. Il faut, de plus, méditer et étudier soigneusement cette doctrine et se préparer en silence à leur en enseigner plus tard, dans la mesure de leur capacité et de leurs besoins, ce qu'il peut être plus nécessaire ou plus utile de leur faire connaître, pour les préserver des funestes influences de tant d'erreurs et de mensonges qui circulent aujourd'hui partout, aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

En attendant, avons-nous besoin de vous le dire? vous serez d'une prudence et d'une circonspection toute particulière dans tous vos actes et dans tous vos discours, non-seulement pour ne pas vous compromettre, mais encore par principe de conscience.

Cette lettre ne doit pas être lue en chaire.

Agrez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'assurance de notre affectueux dévouement.

† JEAN, évêque de Langres.

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque de Cahors au clergé de son diocèse.*

Cahors, 17 janvier 1865, fête de saint Génuphe,  
1<sup>er</sup> évêque de Cahors,

Messieurs et bien-aimés Coopérateurs,

Plusieurs d'entre vous, à la nouvelle du prochain Jubilé accordé au monde chrétien, se sont empressés de solliciter auprès de nous l'autorisation d'en procurer de suite ou à court délai le bienfait à leurs paroisses. Leur désir avait été devancé par le nôtre. Dès la première lecture de l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape, notre résolution immédiate fut de nous mettre au plus tôt en mesure de vous communiquer ce document sacré, en y joignant, avec les explications nécessaires sur son sens et sa portée véritable, nos instructions sur le fruit particulier que chacun de nous devait en retirer, mais plus spécialement sur le devoir et la nécessité de nous rattacher plus étroitement que jamais par notre foi, par notre soumission, par notre amour au Siège Romain, qui est le Siège de Pierre, c'est-à-dire le Siège du Prince des Apôtres établi par Jésus-Christ pour confirmer ses frères dans la foi (1).

Vous savez aujourd'hui comment notre bon vouloir a été entravé dans son exécution. Les journaux vous ont appris par quel obstacle les Evêques sont empêchés de publier l'acte pontifical, au moins en sa partie dogmatique, dans leurs diocèses. La presse ordinaire, il est vrai, lui a donné une publicité suffisante pour que les décisions doctrinales qu'il prononce ne puissent être ignorées de personne. Nous n'en éprouvons pas un moins douloureux regret de ce qu'il ne nous est pas permis de promulguer nous-même en la forme accoutumée les enseignements de la chaire suprême.

Aussi, et pour que d'ailleurs notre silence ne pût prêter à la moindre équivoque sur la manière dont nous comprenons nos devoirs envers cette chaire *principale*, cette chaire *unique*, comme parle Bossuet d'après les saints Pères, *en laquelle seule tous*

(1) Luc, 22, 32.

*gardent l'unité* (1), avant toute autre préoccupation, nous avons songé à faire valoir les droits que nous tenons de notre institution divine pour la libre transmission de la doctrine qui en émane. Cette obligation de notre charge pastorale était la plus urgente que nous eussions à remplir, et nous nous en sommes acquitté dès les premiers jours de janvier, en adressant à S. Exc. M. le Ministre des cultes, avec toute la franchise qui pouvait se concilier avec le respect, les réclamations que nous pressait de faire notre conscience d'Evêque profondément contristée.

Nous vous devons ces explications, bien chers Coopérateurs, et parce qu'en pareille matière il vous importe de savoir ce que nous avons fait, et parce que vos sentiments nous sont connus : ils sont en tout les mêmes que les nôtres. C'est pour nous une grande consolation au milieu des pénibles angoisses qui serrent notre cœur que l'unanimité de votre dévouement catholique ne soit démentie par aucune exception. Oui, tous vous êtes attachés au Saint-Siège du fond de vos entrailles ; et si, quant à l'attitude qu'il convient de garder en des circonstances dont vous comprenez comme nous toute la gravité, nous avons quelque recommandation à vous exprimer, assurément ce n'est pas celle de vous tenir au guet pour déjouer l'astuce des sophismes par lesquels les ennemis de toute religion et de toute société s'efforcent de déconsidérer la personne et de dégrader la majesté du Pontife-Roi. Ce n'est pas non plus celle de n'oublier dans vos relations avec les peuples ni le conseil que nous donne le Sauveur d'allier la prudence du serpent à la simplicité de la colombe (2), ni la prescription qui nous est faite par le même Maître de rendre à César ce qui est à César en même temps que nous rendrons à Dieu ce qui est à Dieu (3). La sage circonspection de votre conduite et de vos paroles dans le passé nous rassure entièrement pour l'avenir.

En ce qui concerne le Jubilé, nous avons pensé avec vous qu'il y avait tout avantage à ne pas retarder le moment où l'on pourrait commencer à en appliquer le précieux bienfait aux paroisses de notre Diocèse. Déjà quelques-unes en jouissent avec notre permission. De cette manière il vous sera plus facile de vous prêter

(1) Bossuet, *Discours sur l'unité de l'Eglise*.

(2) Matth., X, 16.

(3) Matth., XXII, 21. — Marc, XII, 17. — Luc, XX, 25.



de mutuels secours, comme aussi d'assurer d'avance à votre zèle l'appui auxiliaire de ces prédications extraordinaires au moyen desquelles le Souverain-Pontife désire que les âmes soient préparées à recevoir dans une plus abondante mesure les grâces et les bénédictions divines.

Pour augmenter encore cette facilité, nous laissons chacun de vous libre de fixer dans le cours de l'année l'époque où devront s'ouvrir en faveur de sa paroisse les saints exercices du Jubilé. Seulement vous voudrez bien vous entendre avec MM. les Vicaires forains, qui auront soin de nous informer des décisions prises pour les paroisses de leur canton. Nous vous laissons également toute latitude pour le choix des prédicateurs qui devront donner la retraite préparatoire.

La bénédiction du Saint-Sacrement avec l'ostensoir sera donnée une fois chaque jour à l'exercice du soir. On ajoutera aux prières ordinaires du Salut le chant du *Parce Domine* répété trois fois.

Nous désignons pour chaque paroisse, comme église stationnale à visiter deux fois durant les trois semaines du Jubilé, l'église paroissiale.

La présente lettre, étant pour vous seuls, ne sera pas lue en chaire. Vous vous contenterez d'y donner lecture de la lettre Apostolique annexée par le Pape à son Encyclique, qui énumère les faveurs concédées avec leurs conditions. Mais vous aurez soin d'en bien expliquer aux fidèles la teneur, particulièrement en ce qui a rapport aux œuvres indispensables à accomplir pour gagner l'indulgence. Vous vous appliquerez aussi à faire comprendre la pensée et le but du Saint-Père en nous ouvrant le trésor des dons célestes, qui est de combattre par l'arme de la prière, rendue plus efficace au moyen de la purification des consciences et de la conversion des cœurs, les dangers de jour en jour croissants qui menacent la foi et les mœurs des peuples, les fondements de la société, la paix de l'Eglise, l'autorité divine de son Chef, et en elle la source même du ministère de tous les pasteurs. Enfin, vous profiterez de l'excellente occasion que va vous offrir ce nouveau Jubilé pour recommander à vos ouailles avec de plus puissantes instances l'œuvre du Denier de saint Pierre.

En donnant du fond du cœur notre bénédiction épiscopale à vos travaux apostoliques pour l'année qui vient de commencer, nous

vous prions, chers et bien-aimés Coopérateurs, de recevoir l'assurance de notre plus affectueux dévouement en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

† JOSEPH, *Evêque de Cahors.*

*Lettre-circulaire de Son Eminence Monseigneur le Cardinal-  
Archevêque de Rouen à son clergé.*

Rouen, le 22 janvier 1865.

Nos chers Coopérateurs,

Nous vous adressons l'Encyclique publiée par N. S. P. le pape Pie IX, le 8 décembre dernier, ainsi que le résumé des propositions signalées par Sa Sainteté comme renfermant les principales erreurs de notre temps. Après avoir reçu nous-même ces deux documents, nous nous disposions à vous les communiquer par la voie ordinaire, quand nous en avons été empêché par la cause que vous connaissez. Nous avons, à ce sujet, écrit le 7 janvier dernier à M. le Ministre des cultes une lettre contenant nos justes réclamations. Toutefois, nous considérons aussi comme un devoir de faire en sorte que vous ayez une pleine connaissance des enseignements du Souverain-Pontife. Les journaux, il est vrai, ont publié l'Encyclique et le résumé, mais ce mode de publication pour les actes émanant du Saint-Siège n'est ni régulier ni suffisant.

Nous vous faisons donc parvenir ces documents avec toutes garanties d'authenticité désirables, afin que vous puissiez les étudier, les méditer et vous mettre en mesure de répondre utilement aux questions qui vous seraient adressées par les fidèles. Il s'agit de matières graves, nos chers Coopérateurs, les intentions du Souverain-Pontife ont été méconnues par plusieurs. Le vicaire de Jésus-Christ n'a pas voulu jeter la perturbation dans la société civile ; mais, en récapitulant les divers erreurs contemporaines déjà condamnées par son vénérable prédécesseur et par lui-même, il a voulu nous donner ces règles de doctrine propres à guider les consciences.

Les esprits ont été surexcités et troublés par des interprétations prématurées, passionnées, et souvent éloignées de la vérité. Il

vous faudra donc, pour les éclairer, du temps, du discernement, du tact et de la prudence. }

Recevez, nos chers Coopérateurs, l'assurance de notre bien sincère et cordial attachement.

† HENRI, cardinal DE BONNECHOSE,  
*archevêque de Rouen.*

*P. S.* — Cette lettre et les pièces que nous vous transmettons en même temps ne sont pas destinées à être lues en chaire.

Nous vous ferons connaître par le mandement du carême ce qui concerne le jubilé.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Chartres à son clergé.*

Messieurs et chers Coopérateurs ,

Vous attendez sans doute que je vous parle de la grâce du Jubilé que le Souverain Pontife vient d'accorder à l'Eglise, et en vous disposant vous-mêmes à y prendre part, vous désirez préparer les fidèles confiés à vos soins à profiter de cette faveur. Mais vous n'ignorez pas quels sont les obstacles qui ont été apportés à la publication de la lettre Encyclique du Saint-Père et du jugement qu'il a prononcé contre des erreurs accréditées de nos jours. Pendant que les organes d'une presse hostile ont pu reproduire, dénaturer, insulter même la parole du Chef de l'Eglise, les évêques seuls ont vu s'élever des barrières, lorsqu'il s'est agi de transmettre à leurs diocésains les paroles de celui qui a mission divine d'enseigner, et ont rencontré des obstacles matériels, quand ils ont voulu exercer le pouvoir doctrinal qu'ils ont reçu de Jésus-Christ. Quoi de plus juste pourtant qu'un évêque, pasteur des âmes, lise dans son église les lettres du Souverain Pasteur, en explique aux fidèles le véritable sens, et fasse connaître les décisions qui exigent de leur part respect et soumission ? Au reste, si nous avons été péniblement surpris, nous n'avons pas été troublé. L'opposition apportée à des actes émanés de l'Eglise et de son Chef n'est pas chose nouvelle. Quand les apôtres annoncèrent pour la première fois l'Evangile, on vint leur dire de la part des

magistrats : Nous vous défendons de parler au nom de cet homme qui a été condamné par les lois ; et les apôtres de répondre avec calme et une raison approuvée de l'univers entier : Nous ne pouvons taire ce que nous avons vu, ce que nous avons entendu ; vous nous commandez le silence, mais Dieu nous ordonne de parler : *il faut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes.*

Dans les premiers siècles, on vit un grand nombre de confesseurs de la foi jetés dans les prisons pour avoir élevé la voix en faveur de la saine doctrine et de la justice ; puis les temps devenant meilleurs, la paix était rendue à l'Eglise, et la vérité écoutée et acceptée avec d'autant plus d'amour, qu'elle avait soulevé plus de contradictions dans sa manifestation première.

Pour nous, nos chers coopérateurs, nous suivrons toujours les enseignements du Vicaire de Jésus-Christ, les propositions qu'il condamne nous les condamnons ; celles qu'il approuve nous les retenons fidèlement. Dieu nous garde de jamais scinder les lettres apostoliques ! Quand l'Eglise parle, tous doivent l'écouter, s'ils veulent revendiquer encore le nom de catholiques. Quand le Pontife souverain, du haut de la chaire de Pierre, publie certains points de doctrine, il n'est permis à personne d'adopter les uns et d'écarter les autres. La liberté de transmettre intègre cet enseignement est pour nous essentielle, et de toutes la plus chère, quoiqu'on se rie de nos plaintes, et que l'on dise bien haut que ces mutilations de l'enseignement catholique sont sans importance, nous n'en jugeons pas de même, et nous aimerions mieux subir toute autre peine que celle de nous voir ravir de si nécessaires prérogatives. Je m'en suis expliqué avec le ministre dans une circonstance toute récente : après avoir réclamé contre des mesures qui nous auraient mis hors du droit commun, quoique Français et citoyens, venant à ce qui regarde l'enseignement et la discipline générale de l'Eglise, j'ai ajouté : « Votre Excellence doit être bien convaincue que l'Eglise ne peut abdiquer et n'abdiquera jamais ses droits, parce qu'ils sont sacrés et qu'ils tiennent à un ordre de choses contre lequel rien ne peut prescrire. »

Cela dit, Messieurs, nous déclarons que la lettre du Souverain Pontife en date du 8 décembre 1864 prescrivant le Jubilé, ainsi que le catalogue des erreurs condamnées qui y est annexé, doivent être la règle qui dirigera nos esprits et notre conduite dans

les circonstances présentes. Ces documents, ayant été publiés à Rome, et étant imprimés et répandus partout, sont connus de tous et par le fait promulgués. Nous savons d'ailleurs que des exemplaires de ces actes pontificaux sont actuellement entre vos mains.

Nous vous prévenons, en outre, que nous avons fixé pour le Jubilé, dans notre église cathédrale, l'époque du mois de mai, parce que ce mois, consacré à la très-sainte Vierge, est particulièrement solennisé à Chartres, et sera pour nous, cette année, le dixième anniversaire du couronnement de la Vierge, de la promulgation du dogme de l'Immaculée Conception et du Jubilé spécial qui nous avait été accordé alors par Sa Sainteté Pie IX. Nous laissons à MM. les curés de notre diocèse la liberté de choisir, à partir du saint jour de Pâques inclusivement, jusqu'au 31 décembre de cette année 1865, le mois qui leur conviendrait le mieux, et où ils pourront procurer plus facilement à leurs paroissiens le bienfait de prédications particulières.

Messieurs et chers Coopérateurs, nous n'avons tous qu'un même sentiment, comme nous ne faisons qu'un avec le Chef de l'Eglise. Soyez respectueux et pleins d'égards pour les pouvoirs établis ; si nous repoussons l'erreur, nous devons conserver la charité envers ceux qui s'égarent. Soyez patients ; je n'ai pas besoin d'ajouter : soyez prudents, car vous n'avez pas manqué de l'être. Plaiguez ceux qui se posent comme les ennemis de l'Eglise, et priez pour eux. Aux personnes qui désirent connaître la vérité, et qui néanmoins se seraient laissé prévenir par des écrits mensongers, donnez à l'occasion quelques explications nettes et faciles. Vous en trouverez d'autres, vraiment chrétiennes et pieuses, qui ne savent que penser de tant de discours contradictoires qui arrivent jusqu'à elles. Dites-leur que le Pape a parlé, que les évêques l'ont écouté aussitôt, et qu'à toutes ces vaines clameurs il ne faut opposer que ce seul mot : « Je crois l'Eglise catholique. » Car en fait de doctrine religieuse la règle est la même pour tous : « S'agit-il « du ministère spirituel, dit Fénelon dans son discours pour le « sacre de l'électeur de Cologne, l'Eglise l'exerce avec une entière « indépendance des hommes. — Jésus-Christ lui a dit : Allez, en- « seignez toutes les nations. Les princes, en devenant ses en- « fants, ne sont pas devenus ses maîtres. — Non-seulement ils

« ne peuvent rien contre l'Eglise, mais ils ne peuvent rien pour elle, touchant le spirituel, qu'en lui obéissant. — Le prince « protège ses décisions, il n'en fait aucune. A Dieu ne plaise que « le protecteur gouverne, ni prévienne jamais en rien ce que l'E- « glise réglera. — Enfin le protecteur de la liberté ne la diminue « jamais. »

Veillez agréer, Messieurs et chers Coopérateurs, l'assurance de mon affectueux dévouement.

† L. EUGÈNE, évêque de Chartres.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Belley à son clergé.*

Belley, le 26 janvier 1865, fête de la Conversion de saint Paul.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Il vous tarde sans doute de connaître la manière de penser de votre évêque et la règle de conduite que vous avez à tenir dans les circonstances délicates où nous sommes placés.

J'ai suivi, comme mes collègues dans l'épiscopat, l'inspiration de ma conscience et de mon cœur ; le 13 de ce mois, j'adressais à Son Exc. le Ministre de la justice et des cultes la lettre suivante :

Monsieur le Ministre,

Les diverses communications que j'ai reçues de Votre Excellence, relativement à l'Encyclique, m'ont causé autant de surprise que d'inquiétude et de tristesse.

1° S'il est permis aux journaux de publier, de commenter, de défigurer même en bien des points l'enseignement du Saint-Père, comment peut-on interdire aux évêques de parler à leur tour et de donner aux propositions qui font l'objet principal du débat, leur véritable portée et leur véritable sens ?

2° Une question plus générale encore se présente immédiatement : quelque déplaisir que puisse causer à un gouvernement une communication dogmatique du Saint-Siège, peut-il empêcher les évêques d'y adhérer et de la faire connaître aux fidèles soumis à leur juridiction ?

Veillez agréer, etc.

Notre ligne de conduite, Messieurs et chers Coopérateurs, est tracée par la respectueuse réclamation dont vous venez de faire la lecture. Si nous ne pouvons vous communiquer par les moyens ordinaires le texte même de l'Encyclique et du *Syllabus*, nous savons qu'il vous sera facile de vous les procurer, et nous les promulguons dans notre diocèse.

Nous comptons sur votre prudence pour éviter tout ce qui pourrait recevoir une fâcheuse interprétation, soit dans vos prédications, soit dans vos entretiens particuliers.

Pour vous comme pour nous-même, Messieurs et bien-aimés Coopérateurs, la voix du Père commun, du successeur de saint Pierre, du représentant de Jésus-Christ sera écoutée jusque dans ses moindres accents avec tout le respect, toute la soumission et la filiale vénération qu'elle doit inspirer à des chrétiens dignes de ce nom, mais surtout aux membres de la tribu sacerdotale.

Connaissant votre prudence, nous n'ajouterons qu'un mot à ces recommandations et à ces conseils : il y a dans l'Encyclique et le *Syllabus* des questions graves qui, pour être convenablement traitées dans la discussion, demandent d'avoir été soigneusement étudiées et préparées, soit par la lecture des Allocutions et Lettres pontificales auxquelles renvoie le *Syllabus*; soit par l'étude des auteurs de théologie et de droit canonique.

Un des principes les plus sûrs pour comprendre et interpréter convenablement l'enseignement du Souverain Pontife, est le suivant, dont j'emprunte la formule à l'un de mes plus chers et de mes plus vénérés collègues, Mgr l'évêque de Mende : « Le Saint-Père s'est borné à proclamer les principes, conséquences naturelles de la foi, et qui sont par là même des principes conservateurs. Il n'est pas descendu de l'ordre immuable et absolu dans l'ordre contingent et relatif, souvent abandonné à des nécessités que l'on peut quelquefois éluder, mais que, plus d'une fois aussi, le législateur est contraint de subir. »

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'assurance de mon affectueux dévouement en Notre-Seigneur.

† PIERRE-HENRI, évêque de Belley.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Périgueux  
et de Sarlat au clergé de son diocèse.*

Périgueux, le 27 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Nous attendions avec impatience la fin de notre première et longue tournée pastorale pour remplir, envers l'Eglise et envers nos diocésains, le double devoir dont nous venons nous acquitter aujourd'hui.

I.

Par son Encyclique du 8 décembre dernier, Notre Saint-Père le Pape a daigné, vous le savez, nos chers Coopérateurs, accorder un Jubilé au monde catholique. Pie IX, dans la concession de cette grande faveur spirituelle, s'est inspiré de sa foi en la puissance de la prière, de sa charité pour les âmes, et aussi des immenses périls qui menacent en ce temps la société chrétienne.

Ces graves motifs devaient nous presser nous-même de ne pas différer la publication du nouveau Jubilé dans notre diocèse. En conséquence, nous vous déclarons, et par votre organe à tous les fidèles, que le Jubilé accordé par le Souverain-Pontife, pour toute l'année 1865, est publié, à partir de ce jour, dans toutes les paroisses et communautés soumises à notre juridiction. Vous trouverez à la suite de cette circulaire un dispositif étendu qui vous fera connaître avec précision les conditions auxquelles est attachée l'indulgence jubilaire, ainsi que les dispositions prises par nous pour laisser à votre zèle, dans cette œuvre de salut, toute sa liberté d'action.

II.

Ce premier devoir accompli, nos très-chers Coopérateurs, un second s'offre à nous, et nous le regardons comme la plus sacrée des obligations que notre rang dans ce diocèse et dans l'Eglise nous ait imposées jusqu'à présent.

Vous savez tous ce qui vient de se passer dans notre pays à l'occasion des actes émanés de la chaire apostolique, sous la date du 8 décembre 1864. Tandis que les ennemis de l'Eglise et du Saint-Siège, c'est-à-dire de la vraie civilisation, ont pu tout à leur



aise publier le texte et leurs traductions infidèles de ces vénérables enseignements, les Evêques, à qui appartient en propre la mission d'enseigner et d'interpréter la doctrine, à qui le Pape avait exclusivement confié sa parole, les Evêques seuls ont été exclus de la liberté commune. Cette situation, Messieurs, n'est pas seulement étrange, **elle est douloureuse et nous devrions** dire cruelle : depuis qu'elle nous a été imposée, notre âme est plongée dans la tristesse et l'angoisse. Cette situation, il nous est impossible de l'accepter : l'accepter, serait de notre part et devant notre conscience une véritable prévarication.

On nous a dit que les documents apostoliques contenaient « des propositions contraires aux principes sur lesquels repose la Constitution de l'Empire (1). »

Cet antagonisme, s'il est fondé, aurait de quoi désespérer notre patriotisme ; mais heureusement il ne l'est pas, et nous, sommes pleinement convaincu que la bonne foi qui s'est laissé surprendre un instant aura été éclairée par le grand jour qui s'est fait.

Le dernier des évêques de France par le temps et le mérite, nous avons cru jusqu'ici que le silence convenait à notre modestie ; maintenant notre tour de parole est venu, et nous le prenons pour nous associer, pour vous associer vous-mêmes avec nous, bien-aimés Coopérateurs, aux protestations que nos vénérables collègues ont fait entendre dans leurs doctes et graves écrits. Nous la prenons pour adhérer hautement, tant en notre nom qu'au vôtre, avec soumission et amour, à tous les enseignements donnés à l'Eglise et au monde par Notre Saint-Père le Pape Pie IX, pendant tout le cours de son pontificat, et particulièrement dans ce jour à jamais mémorable du 8 décembre 1864 ; nous approuvons, affirmons et croyons tout ce qu'il approuve, affirme et croit ; et tout ce qu'il rejette, réprouve et condamne, nous le rejetons, réprouvons et condamnons.

Telle est notre foi, telle est la vôtre, et avec l'aide de Dieu, elle sera toujours la même que la foi des successeurs légitimes de Pierre.

Ne nous affligeons pas outre mesure, nos très-chers Coopéra-

(1) Circulaire ministérielle en date du 1<sup>er</sup> janvier 1865.

teurs, des malheurs du moment. On a beau faire contre la vérité, elle ne souffre pas d'entraves ; plus on cherche à la comprimer, et plus elle acquiert d'éclat et de force d'expansion. Des luttes inégales qu'elles soutient sortiront, à sa gloire et à la confusion de ses ennemis, de grands et féconds résultats.

(Suit le dépositif concernant le Jubilé.)

Monseigneur l'Évêque d'Angoulême, dans une lettre pastorale sur *l'ignorance en matière de religion*, avec mandement pour le jubilé accordé par Notre Saint-Père le Pape Pie IX, s'exprime ainsi :

Nos très-chers Frères,

N'êtes-vous point surpris du silence que nous avons gardé au milieu de tout ce bruit qui s'est fait depuis un mois sur la nouvelle Bulle de Notre Saint-Père le Pape? C'est ce bruit lui-même, N. T. C. F., ces injures et ces clameurs, ces voix confuses et discordantes, qui nous ont semblé commander ce silence. D'abord, c'était à vous et à vous seuls que nous entendions parler, à vous, enfants de Dieu et de l'Eglise, à vous, gens de foi et de bon sens, capables d'entendre et de goûter la parole du Saint-Père et la nôtre. Qu'aurions-nous dit à ces esprits troublés, prévenus, que l'idée seule d'un enseignement venu de la chaire apostolique met hors d'eux-mêmes, qui tantôt crient comme des furieux qu'on enchaîne, tantôt affectent un superbe dédain pour ces liens impuissants qui ne sauraient gêner la libre fierté de leur allure? Non, N. T. C. F., nous n'avions rien à leur dire. C'est l'Esprit-Saint lui-même qui nous a appris à ne pas perdre nos discours là où on ne veut pas, où on ne peut pas les entendre : *Ubi auditus non est, non effundus sermonem* (1).

Nous nous sommes contenté de prêter l'oreille nous-même à tous leurs discours, à tous leurs raisonnements, à toutes leurs interprétations du document pontifical, à toutes les conclusions, même les plus absurdes, qu'ils en ont prétendu tirer. Nous nous

1) Eccl. I. XXXII, 6.

sommes imposé la pénible tâche de lire tout ce qu'ils ont écrit depuis un mois contre Notre-Seigneur et sa doctrine, contre l'Eglise, contre le Pape, contre les Evêques, contre tout le clergé et les fidèles qui nous écoutent. Dans tout ce pêle-mêle d'ennemis criant tous à la fois, sur tous les tons, comme dans un assaut de sauvages, nous avons discerné avec douleur des figures et des voix connues, hélas ! jusqu'à d'anciens disciples, à qui jadis nous n'avions pas trouvé le jugement assez sain pour leur confier la conduite et l'enseignement d'une paroisse, qui, aujourd'hui, montés dans les plus hautes chaires du journalisme, enseignent le monde, font la leçon au Pape et aux Evêques, et se proclament les vrais apôtres du progrès et de la civilisation. Et quand on pense que la portion dite éclairée d'une grande nation, renommée pour son intelligence, fait sa nourriture habituelle de ces produits malsains d'esprits dévoyés, ne se sent-on pas pris d'une profonde pitié, mêlée d'une profonde terreur, sur les résultats peut-être prochains de cet empoisonnement de tant d'âmes ouvertes chaque jour aux leçons de pareils docteurs ?

Ah ! nous parlons de nos lumières, de nos progrès, de notre civilisation ! Je serais bien plutôt tenté de m'écrier, avec un de nos vénérables frères (1) : Quelle est cette nouvelle fumée, noire et fétide, que je sens monter du fond du puits de l'abîme jusqu'à nos narines ? Tandis que la science de la matière fait des progrès que nous n'avons jamais contestés, que l'industrie multiplie ses prodiges si vantés, qui ne sont pourtant pas tous pour le bonheur de tous, que devient parmi nous la grande science, la haute science, la science de Dieu et de l'homme, la science de nos devoirs et de nos destinées ? A ces grandes questions : Que sommes-nous ? d'où venons-nous ? où allons-nous ? quelles sont les conditions du vrai bonheur ? quelle voie faut-il suivre pour y arriver ? à ces grandes et capitales questions, qui dominent toute la vie humaine, quelles sont les réponses de ce qu'on appelle la science moderne ? des doutes, des incertitudes ou des négations effroyables. Quelles sont sur Dieu, sur le monde, sur l'homme, sur la liberté, sur le devoir, sur la société humaine, quelles sont, sur ces grands objets, les idées qu'on est convenu d'appeler les idées modernes ?

(1) Mgr l'Evêque de Tulle, prêchant à Saint-Eustache de Paris.

Elles sont pitoyables et épouvantables. Si elles étaient, comme la doctrine chrétienne, réduites en un catéchisme exact et précis ; si ce catéchisme était enseigné partout ; si partout il était accepté, cru et suivi, sans être contredit par le catéchisme de l'Eglise et par celui du bon sens, dont elle est parmi nous la fidèle maîtresse, nous n'hésitons pas à le dire, il suffirait de quelques années pour faire de la France et de l'Europe entière un champ de carnage, un théâtre d'abominations et d'horreurs telles que le monde, même païen, n'en a jamais vues.

Mais, Dieu soit loué ! nous avons de meilleures espérances. Les nuages les plus noirs et les plus épais, qui parfois couvrent le soleil, ne dérobent pas entièrement sa lumière : elle sert encore à nous conduire, lors même que l'astre est voilé à nos yeux. Puis, il est le soleil : lui, il demeure toujours et suit son cours, sans dévier jamais ; tandis que les nuages ne sont que des brouillards élevés de terre, que le vent a apportés, qu'un autre vent emportera, qui, dans leur fuite, feront resplendir la lumière du soleil d'un nouvel éclat. Malgré toutes les ignorances et toutes les impiétés accréditées de nos jours, il y a toujours une lumière de foi chrétienne qui luit pour le plus grand nombre, qui souvent dirige, même à leur insu, ceux qui se croient les plus étrangers à la foi. Que dis-je ? ils tiennent encore d'ordinaire à ce titre de chrétien, bien qu'il ne leur ait été donné qu'à la condition de professer la foi qu'ils renient. Leur vrai nom serait renégat ou apostat ; mais il les blesserait. Ils veulent toujours être chrétiens, et même chrétiens sincères, malgré leur parjure évident. Ils sont chrétiens, en effet, par le caractère ineffaçable du baptême qui est en eux. En vain, tout leur langage en est une abjuration manifeste ; toute leur vie est une continuelle profanation. N'importe, ils sont et ils veulent toujours être appelés chrétiens, soit pour mieux séduire par cette vaine apparence les chrétiens véritables, soit par un reste d'étincelle de foi que la miséricorde de Dieu peut rallumer encore et faire briller un jour, comme un flambeau, pour leur salut éternel.

Mais, N. T. C. F., quels que soient ces hommes, devant Dieu, qui veut toujours les sauver (et nous l'en prions de tout notre cœur), quels qu'ils puissent être un jour par sa miséricorde ; quels qu'ils soient aujourd'hui par certaines qualités naturelles,

par leur talent, par la grâce de leur parole, par la subtilité de leurs raisonnements, quelquefois même par l'éclat d'une certaine science, toujours est-il que vous ne pouvez pas les écouter comme des docteurs sur la science de la religion, qu'ils ne connaissent pas, dont ils ne possèdent pas même, comme vous, les premiers éléments.

Nous vous étonnerons peut-être, N. T. C. F., mais nous ne dirons que la pure vérité en affirmant que vous, dont la science se borne au *Credo*, au *Pater* et à l'*Ave*, aux commandements de Dieu et de l'Eglise, et aux explications que vous en avez données d'abord une mère chrétienne, ensuite le curé de votre paroisse, vous êtes beaucoup plus instruits sur la religion que tous ces prétendus docteurs, philosophes, publicistes, de quelque nom qu'ils se parent.

D'abord, la plupart ne savent pas ces premiers éléments du christianisme, et quand vous les entendez discuter magnifiquement sur les dogmes, sur la morale, sur le culte, sur l'autorité du Pape et sur ses Encycliques, vous les embarrasseriez fort si vous les sommiez tout d'abord de prouver qu'ils connaissent le symbole de la foi et les demandes de l'Oraison dominicale. Plusieurs ne savent même pas leur *Credo* et leur *Pater*.

En second lieu, s'ils ne l'ont pas oublié, ils ne le comprennent plus. Je vais plus loin : dans l'état présent de leur âme, ils sont incapables de le comprendre. Les premières notions ont été tellement faussées dans leur esprit par la mauvaise philosophie du jour, par les vains raisonnements des faux savants, que les vérités les plus claires et les plus évidentes pour votre bon sens, sont pleines pour eux de ténèbres et d'obscurités impénétrables...

De là ces attaques violentes, universelles, qui rappellent de loin celles du siècle dernier contre cette fameuse bulle *Unigenitus*, qui a foudroyé le jansénisme. Ils accusaient alors le Pape d'avoir corrompu la doctrine catholique, d'avoir ruiné la foi de l'Eglise, perdu la religion. C'était la clameur générale des écrivains de parti, des journalistes, des pamphlétaires, des plus hautes cours de justice elles-mêmes. Où est aujourd'hui le jansénisme ?... Pour la bulle *Unigenitus*, elle subsiste et subsistera toujours, vénérée dans le monde entier, comme une règle de foi dont on ne saurait s'écarter sans cesser d'être catholique.

Il en sera de même, N. T. C. F., de la nouvelle Bulle. Toutes les fausses interprétations, toutes les calomnies contre sa doctrine tomberont peu à peu devant le bon sens des fidèles, éclairés et dirigés par l'enseignement de leurs pasteurs. Pour vous en particulier, N. T. C. F., quelque effort qu'on ait fait pour vous soulever, vous aussi, au nom de la liberté et du progrès, contre la doctrine prétendue rétrograde du Souverain-Pontife, on n'y a point réussi et on n'y réussira pas. Vous savez parfaitement que la vraie liberté n'est venue dans le monde qu'avec Notre-Seigneur Jésus-Christ; que c'est son Évangile qui est le véritable code de notre affranchissement, que ces grands prôneurs de liberté, qui attaquent l'Évangile, l'Église et le Pape (c'est tout un), poussent le peuple vers une servitude plus dure et plus écrasante que l'esclavage antique. Vous savez encore qu'il n'y a point de progrès comparable à celui qui nous donne comme modèle et comme terme la perfection de notre Père céleste, comme secours pour nous y avancer, la grâce et l'amitié de son Fils Jésus-Christ, la lumière de sa parole et la force divine des Sacrements qui nous communiquent sa vie; que la sainteté de plus en plus répandue serait le grand progrès, non pas seulement pour le bonheur de la vie future, mais encore pour la prospérité, la paix et la gloire de la société du temps présent. Enfin, vous reconnaissez et vous adorez en Notre-Seigneur le vrai Sauveur des hommes, non pas seulement de l'homme privé, mais aussi de l'homme public; Sauveur de la famille, Sauveur du monde entier, à qui il est dû de l'écouter comme le docteur suprême et le souverain législateur : *Ipsam audite* (1). *Ipse enim salvum faciet populum* (2). Tel est le sens du nom adorable de Jésus. C'est cette soumission universelle de tous les hommes et de toutes les nations à leur Créateur et souverain Maître, qui est l'objet de vos vœux de chaque jour, quand vous lui dites : *que votre règne arrive*. Tout en vous résignant aux tristes conditions de la lutte nécessaire du bien et du mal ici-bas, en reconnaissant les nécessités qu'elle impose aux conducteurs des peuples séduits par l'erreur, vous n'en désirez pas moins le triomphe de la justice et de la vérité, pour arriver, s'il était possible, à voir la volonté de Dieu faite sur la terre avec le même

(1) Matth., xvii, 5.

(2) Matth., i, 21.

accord, avec le même amour qu'elle l'est dans le ciel par les anges et les saints : *sicut in celo et in terra*.

Cette doctrine, N. T. C. F., ne vous a ni étonnés, ni scandalisés, lorsque nous l'avons développée, il y a cinq ans, dans notre Instruction pastorale *Sur le scandale des faibles dans les épreuves de l'Eglise*. Vous l'avez écoutée alors avec foi ; vous l'avez reçue avec une soumission digne des vrais enfants de Dieu. A combien plus forte raison recevrez-vous aujourd'hui avec une pieuse docilité, avec une soumission parfaite, ces mêmes enseignements, venant à vous du haut de la chaire apostolique, de cette autorité suprême qui n'est autre que celle de Jésus-Christ lui-même, parlant par la bouche de son vicaire ! Nous aurions désiré vous faire entendre, du haut de la chaire de votre paroisse, cette voix vénérée. C'était l'ordre et la règle ordinaire, dans des cas pareils. Vous savez quel obstacle s'y est opposé. Si cette parole sainte n'avait pu arriver à vous par aucun autre moyen, nous n'aurions pas hésité à remplir envers vous notre devoir de père et de pasteur, en vous communiquant cette haute prédication de la vérité. Mais la parole du Saint-Père était déjà arrivée à vous par d'autres voies. Ceux mêmes qui la combattent se sont chargés de lui donner par leurs attaques un plus grand retentissement. Votre bon sens chrétien a suffi pour séparer la parole de vie des commentaires perfides ou injurieux dont on l'entourait. Vous n'avez cru ni aux défiances des uns, ni aux fureurs absurdes des autres. Vous n'avez vu tout d'abord, dans les instructions du Saint-Père, que ce que nous vous y faisons voir aujourd'hui, que ce que nous nous réservons de vous développer plus amplement dans l'avenir, selon le besoin des temps et la disposition des esprits que nous avons mission d'éclairer. Soyez tranquilles, N. T. C. F., la parole de Dieu ne sera point enchaînée (1). Sa libre prédication nous sera garantie au moins par le même droit qui protège la libre prédication de l'erreur.

Quant à celle-ci, elle nous inspirerait peu de frayeur, si tous les fidèles avaient, suivant leur condition, une instruction suffisante pour défendre leur foi, et assez de prudence pour ne pas l'exposer dans des entretiens et des lectures propres à la corrompre. Avec

(1) II Tim., II, 9.

cette prudence, les simples peuvent être aussi forts que les habiles et les savants. Chose admirable : Dieu qui veut sauver tous les hommes, et les sauver par la foi, a su trouver le secret de la mettre à la portée de tous les esprits, de la rendre accessible aux plus simples, s'ils ont le cœur droit, et inaccessible aux plus habiles et aux plus savants, si leur cœur est gâté par l'orgueil ou quelque autre mauvaise passion. Ces mêmes vérités qui ravissent d'admiration les plus grands génies, quand ils sont humbles de cœur, n'offrent que des obscurités impénétrables, des scandales et des folies pour les esprits épris d'eux-mêmes ou des créatures.

*Bienheureux ceux qui ont le cœur pur ! ce sont ceux qui verront Dieu* (1), ici-bas dans la lumière tempérée de la foi, au ciel dans le ravissement de la claire vision. Bienheureuse l'ignorance docile, qui ne demande qu'à s'instruire à la grande école instituée de Dieu pour tous les pays et pour tous les siècles ; ou la science modeste, qui reconnaît volontiers ses limites et se laisse guider dans les choses de Dieu par l'autorité de la parole de Dieu ! Pour la demi-science orgueilleuse, pour cette raison superbe qui ne veut souffrir aucun maître, qui se moque de Dieu et de ses envoyés, de terribles jugements lui sont préparés, non pas seulement dans l'éternité, mais dès cette vie même, où ses contradictions et ses variations perpétuelles l'ont bientôt convaincue de folie, où ses fruits empoisonnés ne tardent pas à dégoûter l'imprudente génération qui s'en était enivrée. La France a goûté de la théologie de Calvin et de Jansénius, de la philosophie de Voltaire et de Robespierre. Leurs successeurs ne lui offrent rien de meilleur. Aucun assaisonnement de style ne lui déguisera ces vieux restes d'impiété, ne la décidera à reprendre ce qu'elle a vomi avec dégoût, selon le langage énergique des Livres saints (2). Elle ne reviendra même pas au vieux gallicanisme de ses Parlements, pas même à ce gallicanisme modéré qu'on imposait à ses théologiens. Tel qu'il se présente aujourd'hui, sous la plume des ennemis de l'Eglise ou de quelques amis équivoques, après sa solennelle abolition par le Concordat, il ferait horreur à Bossuet et à ses doctes contemporains : ils reconnaîtraient aujourd'hui avec bonheur dans les enseignements de Pie IX, si visiblement acclamés

(1) Matth., v, 8.

(2) II Petr., II, 22.



par tout l'épiscopat, un jugement irréfutable de l'Eglise universelle.

La France demeurera la grande nation chrétienne et catholique tout simplement. En dépit des législateurs athées, des jurisconsultes qui ne croient pas au droit, des philosophes ennemis de la vérité, des écrivains et des artistes sans foi et sans principes, elle gardera le caractère indélébile du baptême, qu'elle a reçu comme nation dans la personne de son premier roi : elle aura toujours une grande voix pour proclamer la vérité, un bras vigoureux pour la défendre ; elle se passionnera pour la justice, son enthousiasme le plus vrai, son attachement le plus profond, sera toujours pour ceux qui lui feront entendre, avec son accent véritable, le langage de sa vieille foi.

Mais ce qui est vrai de la masse de la nation n'empêche pas qu'une portion considérable qui s'en prétend la tête, ou même le cerveau, comme ils disent, ne s'engage dans une voie d'irréligion et d'impiété, qui doit faire trembler, sinon pour le corps entier, du moins pour des milliers, que dis-je ? pour des millions d'âmes. Veillons-y, N. T. C. F. ; veillons sur nous-mêmes, veillons sur tous ceux qui nous sont chers. Pères et mères de famille, veillez sur l'éducation de vos enfants. Prenez-en vous-mêmes le premier soin, et mettez ce grand devoir au-dessus de tous les intérêts de fortune ou d'établissement mondain. Il s'agit de leur bonheur et du vôtre pour le temps et pour l'éternité.

Faites-leur connaître, faites-leur aimer par-dessus tout notre Père qui est dans les cieux, notre Mère la sainte Eglise : tous les élus ont ces deux noms écrits dans le cœur (1). Choisissez, pour les instruire, des maîtres qui aient cette foi et cet amour. Autrement vos enfants, sans crainte de Dieu, sans frein pour leurs passions, n'auront bientôt plus de respect pour vous-mêmes : leur cœur, sec et froid, ne connaîtra ni les nobles tendresses, ni les élans généreux qui donnent au jeune âge tant de puissance pour le bien. Dans leur esprit, les notions fondamentales étant faussées par un mauvais enseignement, la science, au lieu d'étendre, d'élever et de perfectionner le bon sens, l'affaiblira de manière à vous étonner vous-mêmes. Devant leurs doutes ou devant certaines affre-

(1) Apocal., III, 12.

nations ténébreuses, vous vous demanderez si c'était bien la peine de dépenser tant de temps et d'argent pour des études qui devaient conduire à un si triste résultat.

Ce n'est pas nous seul, N. T. C. F., ce sont des esprits éminents qui en ont fait la remarque, beaucoup d'éducatrices de notre temps, sous le prétexte de former l'esprit et le cœur, déformant l'un et l'autre. Si vous voulez trouver des gens sages, judicieux, ne parlant que de ce qu'ils savent, suivant le droit fil d'une question sérieuse, saisissant bien le côté pratique des choses, vous les rencontrerez plus sûrement parmi ces bonnes gens sans prétention ni littérature, que chez ces esprits façonnés sur le moule de la petite science à la mode, échos serviles de quelque mauvais journal ou de quelque vain philosophe qui a faussé leur bon sens naturel. C'est aussi ce bon sens, plus fidèlement conservé et cultivé avec plus d'intelligence, qui donne aux femmes chrétiennes de nos jours un ascendant si précieux pour la religion dans un si grand nombre de familles. Qu'elles en usent donc pour le bien de leurs époux et de leurs enfants. Qu'elles soient dans la maison les premières maîtresses d'enseignement religieux. Qu'elles racontent à leurs chers élèves les grands faits de l'histoire du monde, de l'Ancien et du Nouveau-Testament, les traits les plus touchants de la vie des Saints. Qu'elles entremêlent leurs récits des réflexions que leur suggérera leur piété. Qu'elles écoutent les questions naïves et y répondent à propos. Par ces leçons et ces dialogues charmants, sans s'en douter, elles prépareront pour les catéchistes de l'Eglise et même pour les prédicateurs, des auditeurs plus instruits et plus intelligents qu'un grand nombre de savants et de lettrés de notre époque. Mieux que cela, elles les auront armés d'un bouclier de foi, impénétrable à tous les traits de l'impiété contemporaine : elles les auront sauvés, en se sauvant elles-mêmes, et les auront entouré d'elles comme une couronne de gloire dans l'éternité.

Mais que votre zèle, N. T. C. F., ne se renferme pas dans votre famille, ni même dans le cercle étroit de vos connaissances et de vos amis. Il doit s'étendre à l'Eglise tout entière, quand toute l'Eglise est attaquée. C'est ce que vous demande son vénérable chef, le Souverain-Pontife, dans ce Jubilé universel, où il vous convoque à la prière, à la pénitence, aux œuvres de charité

spirituelle et corporelle, afin d'attirer sur nous quelque secours extraordinaire du Ciel dans les graves périls qui nous menacent. Puisse la grâce de ce Jubilé, jointe à celle du Carême qui va bientôt s'ouvrir, ramener à Dieu un grand nombre de pécheurs, affermir les justes dans leur justice, et faire ainsi succéder aux jours de tristesse et d'angoisse des jours de joie et de triomphe, pour la terre comme pour le ciel ! *Sicut in cælo, et in terra.*

A ces causes, etc. (Suit le dispositif.)

† ANTOINE-CHARLES, évêque d'Angoulême.

Par mandement de Monseigneur :

ROUSSEAU, chanoine, secrétaire.

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque de Troyes au clergé  
de son diocèse.*

Troyes, le 25 février 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Nous vous adressons aujourd'hui le Mandement pour la publication du Jubilé accordé en vertu de la Lettre encyclique du Souverain-Pontife, en date du 8 décembre 1864. Nous aurions désiré pouvoir vous transmettre cet acte solennel lui-même ; mais on peut dire de lui ce que disait le Psalmiste : *In omnem terram exivit sonus eorum* ; et, connaissant vos sentiments comme vous connaissez les nôtres, nous sommes assuré que, comme nous, vous l'avez accueilli avec le respect et la docilité qui sont dus à la parole de Celui qui a pour mission spéciale de confirmer ses frères.

Oui, nos bien chers Coopérateurs, nous nous plaisons à le dire et à le répéter : là où est Pierre, là aussi est l'Eglise. Car c'est à lui, et en sa personne à ses successeurs, qu'il a été dit : Tu es Pierre, et sur cette pierre j'édifierai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle. C'est à lui, et en sa personne à ses successeurs, qu'il a été ordonné non-seulement de paître les agneaux, mais encore les brebis.

Toutefois, bien chers Coopérateurs, à la suite des discussions

qui ont si douloureusement surexcité les passions dans ces derniers temps, nous vous en conjurons, montrez-vous, plus que jamais encore, les ministres de la paix et de la charité. Cette vertu divine ne retient pas la vérité captive, mais elle la fait aimer. C'est elle qui nous tiendra en garde contre toute imprudence non moins que contre toute faiblesse, ainsi que le disait naguère à son clergé un de nos vénérés collègues, que vous avez entendu, l'année dernière, avec tant de bonheur. Sous l'inspiration de la charité, nous saurons écarter les controverses ardentes; choisir, pour parler, le moment favorable, et nous méfier enfin d'une vivacité de langage qui repousse les cœurs, loin de les attirer à Dieu.

Que votre zèle pour le salut de vos frères ne se ralentisse jamais; c'est la charité encore qui le ranimera sans cesse, qui l'entretiendra dans vos âmes et qui le rendra fécond.

Mais par-dessus tout, conservons et fortifions entre nous le lien de la paix. La paix et l'union des cœurs ont été la première bénédiction que Dieu ait répandue sur notre Episcopat; elles seront le gage et la source de toutes celles que nous devons attendre encore.

Recevez, Messieurs et bien chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de mon affectueux dévouement.

† EMMANUEL-JULES, *évêque de Troyes*.

Cette lettre n'est pas destinée à être lue en chaire.

Suit le mandement annoncé par la circulaire.

Nos très-chers Frères,

Lorsque, il y a dix-neuf ans environ, Pie IX, notre Père bien-aimé, montait sur la chaire Pontificale, ouvrant les trésors de l'Eglise, il invitait les fidèles de l'univers entier à venir y puiser avec amour et avec confiance, leur demandant en retour de prier, afin que Dieu bénît sa grande mission.

La bénédiction de Dieu n'a pas fait défaut. Elle ne s'est pas manifestée, il est vrai, par les joies et le bonheur de la paix; mais, ce qui est quelquefois plus glorieux encore et plus profitable pour l'Eglise, elle s'est manifestée par le courage dont il a été revêtu au milieu des plus étonnantes épreuves.

Or, voici qu'aujourd'hui, jetant un regard sur le chemin qu'il a parcouru et sur l'horizon qui l'entoure, il nous renvoie les mêmes invitations qu'il nous adressait au jour de son exaltation, nous appelant de nouveau au pied des autels, pour prier encore avec lui. Pourquoi, N. T.-C. F. ? C'est que du haut de cette chaire où il est placé comme la sentinelle chargée de veiller aux intérêts spirituels et à la sécurité de tous, il voit encore le vaisseau de l'Eglise ballotté par les flots d'une mer agitée. Il voit se renouveler sans cesse la lutte du bien et du mal, de la vérité et de l'erreur ; il veut que nous nous approchions de Jésus-Christ, qui semble sommeiller, et que nous lui disions, comme Pierre autrefois : Sauvez-nous, Seigneur, ne nous laissez pas périr (1).

Il fut un temps où les grandes vérités de la foi, solidement établies dans les âmes, étaient acceptées de tous et formaient comme un fonds commun qu'on ne songeait pas à ébranler ; car on sentait qu'elles étaient la base de la société elle-même. Lorsque l'esprit de contention venait à se manifester, l'erreur était presque toujours circonscrite sur un point spécial. Mais depuis l'époque où le triste divorce dont nous vous parlions l'année dernière s'établit entre la raison et la foi, aucune limite ne fut plus respectée, tout fut remis en question ; et les vérités de la foi, et les principes de la morale, et les fondements mêmes de la loi naturelle furent attaqués tour à tour. Jésus-Christ ne manqua pas à son Eglise au milieu de ces combats terribles : tantôt par la voie des conciles, tantôt par la bouche de Celui qui a pour mission spéciale de confirmer ses frères, il a constamment donné aux fidèles le moyen de se préserver de l'erreur.

C'est ce qu'il fait encore aujourd'hui. Pie IX, avant de nous appeler à la prière et de nous convier à prendre part à la grâce du Jubilé, résume à son tour et condamne les principales erreurs du temps ; avant tout, l'oubli de Dieu et des pratiques de sa loi sainte ; le matérialisme et ses tristes tendances ; le panthéisme et ses conséquences absurdes. Le retentissement de ses paroles est arrivé jusqu'à vous ; nous les recevons avec amour et docilité : ce sont les enseignements de notre Docteur et de notre Père.

Nous n'avons pas à vous en entretenir aujourd'hui ; seulement

(1) Domine, salva nos, perimus. (Matth., vin, 25.)

nous devons à la sécurité de vos consciences de vous rappeler que souvent on a vu dans l'Eglise, lorsqu'une parole tombait ainsi de la chaire de Saint-Pierre, des discussions tumultueuses s'élever autour d'elle, et les passions diverses qui s'agitent dans la mêlée troubler pour un temps le calme nécessaire pour qu'elles pénétrant dans les âmes. Mais l'expérience est là, qui nous apprend que toujours, après ces émotions premières, la pensée de l'Eglise se dégage enfin, et se montre ce que Dieu l'a faite, sage, bonne et féconde dans ses résultats pour les sociétés comme pour les individus. Nous en avons la douce confiance : notre amour pour la religion, notre amour pour la France, ne nous feront pas illusion. Il en sera bientôt de même des émotions présentes.

C'est pour accélérer ces apaisements, qu'en nom du Pontife suprême nous nous engageons à la prière. Il sait que l'homme n'a pas besoin seulement de la vérité, mais aussi de la grâce : car on comprend plus encore par le cœur que par la raison ; et la plupart de ceux qui se laissent entraîner hors des voies de la vérité, ont presque toujours été précipités par quelque passion. C'est pourquoi il nous conjure de nous adresser aujourd'hui avec confiance au trône de la grâce, pour obtenir miséricorde et secours en temps opportun. C'est pourquoi il nous charge, en vertu de son autorité apostolique, d'annoncer à tous et à chacun des fidèles l'indulgence plénière en forme de Jubilé, à gagner dans l'espace d'un mois pendant le courant de cette année, en la même forme et aux mêmes conditions auxquelles il l'accordait au commencement de son Pontificat, par le bref du 20 novembre 1846, auquel il renvoie, et dont les clauses sont résumées dans les articles suivants.

Prions donc, Nos très-chers Frères, vous dirons-nous avec lui, prions du fond du cœur le Dieu de toute bonté, parce qu'il a dit lui-même : « Je n'éloignerai pas d'eux ma miséricorde. Demandez et nous recevrons, et si l'effet de nos demandes se fait attendre, parce que nous avons grièvement péché, frappons, car il sera ouvert à celui qui frappe, pourvu que ce soit par les prières, les gémissements et les larmes, dans lesquels nous devons insister et persévérer ; et pourvu que la prière soit unanime... ; que chacun prie Dieu non-seulement pour lui-même, mais pour tous ses frères, comme le Seigneur nous a enseigné à prier. »

A ces causes, etc.

*[Lettre pastorale de Monseigneur l'Évêque de Nancy.]*

Monseigneur l'Évêque de Nancy adresse à son clergé une instruction pastorale qui commence par ces lignes :

Messieurs et chers Coopérateurs,

Vous connaissiez déjà par la voie de la presse, et tous les fidèles du diocèse connaissent également la récente Encyclique de notre Saint-Père le Pape Pie IX, promulguée à Rome le 8 décembre 1864, pour tout l'univers catholique, et où, après avoir condamné les erreurs qui découlent du matérialisme, du panthéisme, de l'indifférentisme et des autres systèmes antichrétiens, le vicaire de Jésus-Christ nous accorde la faveur d'un Jubilé universel pour la présente année 1865.

Je me propose de revenir, plus tard, sur les questions si graves qui s'agitent en ce moment dans les esprits, à l'occasion de cet acte solennel du chef de l'Église. Je ne crois pas le moment encore venu. Je connais votre respect et votre obéissance pour l'autorité du Saint-Siège, et assuré de vos sentiments, j'estime plus utile d'attendre que la vérité, pleine, calme et précise, trouve des oreilles mieux préparées et plus attentives à sa voix et arrive, ainsi, plus efficacement, à dissiper les malentendus, et à calmer les passions si douloureusement surexcitées.

Après le dispositif, le vénérable prélat termine par ces lignes :

Prions, Messieurs et chers Coopérateurs, prions, pour l'Église pour son chef suprême, que vous avez toujours entouré d'un amour, d'un dévouement, qui ne se démentiront pas.

Prions aussi pour la France, notre patrie de la terre, pour son bonheur, pour son accroissement, non-seulement dans l'ordre des choses qui passent, mais encore et surtout dans l'ordre de celles qui demeurent éternellement, c'est-à-dire dans la charité, dans la vérité, dans la justice.

Demandons à Dieu, pour nous-mêmes, la fermeté, l'union, la sagesse, qui nous sont plus que jamais nécessaires pour l'accomplissement de notre ministère sacré.

Ne nous laissons point troubler par les clameurs menaçantes

que des écrivains ennemis de l'Eglise renouvellent, chaque matin, contre nous. Sachons, quoi qu'ils en disent, montrer par notre parole et notre exemple que nous allions la vénération, l'obéissance que nous devons et que nous rendons comme catholiques au Saint-Siège et à ses enseignements, avec les devoirs qu'impose à notre fidélité et à notre soumission notre qualité de citoyens de la France.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Évêque d'Agen à son clergé.*

Agen, le 28 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs (1),

Dans la crise grave que traverse l'Eglise, nous devons unir nos efforts et nos prières pour obtenir que la tempête se calme et que la grâce éclaire ceux qui marchent dans les ténèbres. Je connais vos sentiments, mes chers Coopérateurs, et je sais bien que vos cœurs comme le mien sont dévoués à l'Eglise et à son auguste Chef; c'est pourquoi je n'ai pas besoin de vous exciter sur ce point. Vous garderez une inviolable fidélité aux principes que vous avez reçus. La parole du Saint-Père sera toujours votre règle de conduite. Vous n'hésitez jamais à condamner ce qu'il condamne et à approuver ce qu'il approuve.

Vous avez connu par les journaux et par l'envoi que Nous vous avons fait faire, l'Encyclique du Souverain-Pontife. Quoique nous n'ayons pu la communiquer aux fidèles du haut de la chaire, je la regarde comme publiée dans ce diocèse; j'adhère du fond de l'âme à tout ce qu'elle contient et non à ce que lui fait dire la mauvaise presse en la défigurant.

Vous avez gémi avec moi, mes chers Coopérateurs, du silence qui nous a été imposé; nous en avons tous beaucoup souffert, et Dieu, je l'espère, aura eu égard à notre bonne volonté... N'ayant pu remplir notre devoir de parler et d'expliquer la parole vénérée du Chef de l'Eglise, j'ai cru en remplir un autre en écrivant à Son Excellence le Garde des sceaux, Ministre de la justice et des

(1) Cette lettre, bien qu'elle ne soit pas confidentielle, ne doit pas être lue en chaire.



cultes, pour protester contre la violence que l'on a faite à l'Épiscopat en le privant de l'exercice d'un droit dont Son Excellence ne pouvait disposer à sa volonté. Ma plainte a été respectueuse comme elle devait l'être vis-à-vis d'un Ministre de l'Empereur, mais elle était explicite et ne pouvait laisser douter de mes sentiments de filiale soumission au Saint-Père.

Dans les temps difficiles, il faut, mes chers Coopérateurs, se garder des excès de zèle qui tendraient à envenimer le débat. Usez donc d'une grande prudence dans les paroles que vous prononcerez du haut de la chaire ou même dans vos conversations particulières. En vous recommandant ces précautions, je dois désirer, je désire que vous restiez inébranlables dans la défense des vrais principes, n'oubliant jamais que nous devons rendre à César ce qui appartient à César et à Dieu ce qui appartient à Dieu.

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'assurance de mes sentiments affectueux et dévoués!

† JEAN, évêque d'Agén.

*P. S.* Nous donnerons, dans notre Mandement pour le Carême, nos instructions pour la célébration du Jubilé.

Monseigneur l'Evêque de Gap écrivait de Paris, à la date du 2 février, la lettre suivante à son clergé :

Paris, 2 février 1865, fête de la Purification  
de la sainte Vierge.

Messieurs et chers Coopérateurs,

Dès notre arrivée à Paris, où nous ont appelé les affaires de notre diocèse, nous avons eu l'honneur de voir M. le Ministre des cultes et de lui faire connaître, de vive voix, la pénible impression et les craintes que nous avait fait éprouver la défense de publier l'Encyclique. Son Excellence a daigné nous accueillir, comme toujours, avec une bienveillance dont nous garderons le souvenir, et nous adresser de bonnes et rassurantes paroles.

Ayez donc confiance et courage, Messieurs et chers Coopérateurs, et prions beaucoup, car la prière opère des miracles de

conciliation et de paix, tandis que les discussions ne servent souvent qu'à aggraver les esprits et les cœurs.

Nous n'avons pas besoin de faire appel à cet esprit de sagesse et de prudence qui vous distingue; vous n'y manquerez pas dans les circonstances actuelles. Que rien dans vos discours ne puisse jamais donner lieu à de fâcheuses interprétations. N'oubliez pas cette règle de conduite tracée par saint Paul : *Omnia mihi licent, sed non omnia expediunt. — Oportet sapere, sed sapere ad sobrietatem.*

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de notre affectueux dévouement en Notre-Seigneur.

† VICTOR-FÉLIX, évêque de Gap.

*Nota.* — Cette lettre ne devra pas être lue en chaire.

Dès le 13 janvier, Monseigneur de Gap avait publié un mandement portant publication de l'indulgence en forme de jubilé, accordée par Notre-Saint Père le Pape Pie IX, dans l'Encyclique du 8 décembre 1864.

Voici la partie de ce mandement relative à l'Encyclique :

**Nos très-chers Frères,**

Chaque siècle a ses vertus et ses défauts, ses grandeurs et ses abaissements, ses triomphes et ses défaites. Notre siècle n'échappe pas à cette commune destinée. Que de magnifiques choses, en effet, n'a-t-il pas déjà vues s'accomplir! En France, le culte catholique a été rétabli, les autels se sont relevés et le clergé a pu rentrer dans la patrie n'ayant plus à redouter ni les fers, ni l'exil, ni la mort! L'Algérie a été conquise par nos armes et un siège épiscopal a été érigé dans ce beau pays, désormais français et chrétien. La foi fait de rapides progrès à l'ombre du drapeau français en Cochinchine, au Tonkin et au Cambodge, et la croix brille sur la cathédrale de Pékin. En Angleterre, les conversions au catholicisme sont nombreuses, surtout parmi les savants et les docteurs. — Des peuples entiers ont renoncé au schisme et sont entrés dans le giron de la véritable Église.

Le Pape, chassé de ses États par la Révolution et obligé de

fuir à Gaëte, a été ramené triomphant dans la ville éternelle, et cette gloire, Dieu l'avait réservée à la France. Depuis lors, la royauté pontificale s'est vue exposée encore à bien des périls ; mais la France est toujours là, son Empereur veille, et Pie IX règne en paix au Vatican. — La charité n'a jamais été plus féconde ni plus expansive qu'à notre époque ; elle revêt toutes les formes pour secourir toutes les misères corporelles et spirituelles. L'Œuvre de la Propagation de la Foi suffirait à elle seule pour immortaliser notre siècle. Tandis que les hommes s'agitent pour parvenir à la fortune et aux honneurs ; tandis que le sensualisme s'empare de tous les cœurs, l'Eglise place de nouveaux saints sur nos autels. Elle glorifie les héros de la foi, du dévouement et de la pauvreté, et définit le dogme de l'Immaculée Conception de la sainte Vierge.

Voilà sans doute, N. T. C. F., de grandes gloires, de magnifiques œuvres ! Oui, nous le proclamons avec bonheur, voilà beaucoup de bien ! mais à côté de ce bien se trouve un mal dont nous osons à peine sonder la profondeur.

L'esprit de famille diminue chaque jour, — les traditions de foi et de religion se perdent, — l'autorité paternelle est méconnue et la jeunesse ne veut supporter aucun frein. On voudrait soustraire la société aux lois de la religion et de la justice éternelle. Le panthéisme, le naturalisme, le communisme, sont à l'ordre du jour. La presse attaque nos institutions les plus saintes, nos cérémonies les plus augustes ; d'après elle, la révélation n'est qu'un mythe, un symbole. L'impiété porte l'audace jusqu'à vouloir chasser Jésus-Christ du trône de sa divinité. Le Saint-Père, son vicaire ici-bas, est traduit au ban de l'opinion ; on le couvre d'injures et d'outrages ; il est dépouillé d'une partie de ses États, et la Révolution soupire après le jour où il lui sera donné d'aller prendre sa place au Vatican.

En présence de tous ces désordres et de ces coupables aberrations, le cœur du Souverain-Pontife s'est ému, et sa voix la plus solennelle vient de se faire entendre dans l'Encyclique du 8 décembre 1864, afin de signaler aux sociétés chrétiennes les périls qui les menacent et les ramener dans les sentiers de la vérité et de la justice, hors desquels il n'est pour les peuples ni liberté, ni progrès, ni civilisation véritables.

Cette parole du Prince des Pasteurs, N. T. C. F., est parvenue jusqu'à nos oreilles et a pénétré jusqu'au plus intime de notre âme. Nous l'avons accueillie, acceptée avec la vénération la plus profonde et la soumission la plus absolue. Nous la garderons religieusement et nous saurons nous inspirer d'elle pour éloigner de vous l'erreur, sous quelque forme qu'elle se présente, et vous conduire dans les gras pâturages de la vérité. Cette parole du Pontife suprême, du *Docteur de tous les chrétiens* (1), vous la connaissez, N. T. C. F., elle vous a été portée par tous les organes de la presse. A l'exemple de votre premier Pasteur, vous la recevrez avec tout le respect qui lui est dû, avec la plus entière soumission d'esprit et de cœur. C'est pour vous, c'est pour tous les vrais catholiques un devoir impérieux et sacré.

Aujourd'hui donc, comme toujours, rappelons à notre souvenir les promesses divines faites à l'Eglise et à son chef, et ce souvenir nous donnera courage et confiance. C'est à saint Pierre et à ses successeurs qu'il a été dit : *Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle* : c'est à saint Pierre et à ses successeurs qu'a été confié le soin de *paître les brebis et les agneaux*. C'est à saint Pierre qu'il a été dit : *J'ai prié pour toi afin que ta foi ne faiblisse jamais*. C'est à saint Pierre qu'il a été dit : *Tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le ciel, et tout ce que tu délieras sur la terre sera délié dans le ciel*.

Ces promesses sont éternelles, N. T. C. F. : le ciel et la terre passeront, mais les paroles de Jésus-Christ ne passeront pas. Serons-nous donc de plus en plus autour du successeur de saint Pierre, autour de cette chaire principale d'où découle toute vérité. Rendons l'hommage à la Primauté du Siège apostolique par notre respect, notre docilité et notre amour. Chérissons l'Eglise catholique et les sacrés liens de l'unité, embrassons sa doctrine sans restriction, conservons-la sans altération, défendons-la courageusement. Nous vous dirons, comme au jour de notre arrivée parmi vous, N. T. C. F. :

« Habitants des Hautes-Alpes, sentinelles avancées sur la frontière de la France, si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise ! le pays

(1) Concile œcuménique de Florence.

« était menacé de la plus humiliante des flétrissures, d'une invasion étrangère, vous seriez là pour jeter le premier cri d'alarme, vous seriez là, autour de ce drapeau qui ne connaît que le chemin de la victoire, comme un rempart inexpugnable contre lequel viendraient échouer les sacrilèges tentatives de l'ennemi.

« Sentinelles avancées de la France, soyez aussi les sentinelles avancées de la foi; gardez immaculé le drapeau de vos catholiques croyances; au besoin, sachez mourir pour sa défense: heureux le chrétien qui dort le sommeil éternel de la paix, en seveli dans ses plis glorieux! »

Mais ce n'était point encore assez, N. T. C. F., pour le Prince des Pasteurs, de faire entendre sa voix aux chefs qui, sous sa conduite, paissent les troupeaux du Seigneur; il faut, pour assurer la réalisation de ses désirs, qu'il réclame les prières de l'univers entier. Et comme un cœur pur, une conscience sans tache, pénétrant mieux jusqu'au trône de l'*Auteur de tous biens*, le Pontife ouvre à tous les fidèles les inépuisables trésors des indulgences et du pardon...

Monseigneur l'Evêque d'Evreux écrivait de Cannes, la circulaire suivante à son clergé :

Cannes, le 18 janvier 1865.

Mes chers Coopérateurs,

Les circonstances difficiles dans lesquelles se trouve la sainte Eglise me font sentir plus vivement le regret que j'éprouve d'être éloigné de vous. Plus rapproché, j'aurais eu l'honneur de conférer avec beaucoup d'entre vous des graves intérêts dont nous sommes les représentants. Il m'eût été plus facile de comprendre l'étendue des besoins des âmes qui vous sont confiées, et de vous aider par mes conseils à maintenir l'énergie de leur foi, malgré les attaques dont notre sublime mission est en ce moment l'objet. Ces âmes, nous les aimons avec toute la puissance d'affection de nos cœurs de Pasteurs. Nous voudrions pouvoir écarter d'elles les dangers auxquels nous les voyons exposées; nous voudrions

prévenir leurs moindres anxiétés, afin de les soutenir fortement dans les sentiers qui conduisent à Dieu. C'est en restant plus que jamais attaché au grand principe de l'unité catholique, c'est en étudiant avec une attention toute spéciale les règles de la justice, c'est en nous dirigeant sans cesse par les saintes inspirations de la charité, que nous pourrons atteindre le noble but si digne de tous nos efforts.

J'ai consulté les vraies et antiques traditions de l'Eglise d'Evreux, et voici ce que m'ont dit mes plus savants et mes plus illustres prédécesseurs, ceux qui ont rendu à notre patrie les plus éminents services.

Les doctrines qui s'écartent de l'enseignement commun dans l'Eglise recèlent un germe de schisme dont il faut beaucoup se défier.

Quand on réfléchit sur la véritable origine de telles de ses doctrines qui tendent à diminuer l'autorité spirituelle du Souverain-Pontife, on reconnaît facilement qu'elles n'ont pas été inspirées par l'amour de la paix de l'Eglise et du bon ordre des Etats.

Aucune opinion humaine ne peut prévaloir dans la conscience sur la foi de l'Eglise formulée par la bouche de son auguste Chef.

La soumission aux décisions doctrinales du Siège apostolique, loin de diminuer le respect et la soumission dus à l'une et à l'autre des deux puissances qui régissent le monde, est la meilleure garantie de l'accomplissement dans la pratique de cette parole du Sauveur : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. »

En effet, chers Coopérateurs, les plus fermes appuis des pouvoirs constitués pour le régime temporel des hommes ne sont pas ceux qui demandent que l'on refuse à l'Eglise les libertés les plus essentielles, et qui réclament pour leur mobiles opinions l'indépendance la plus absolue; mais ceux qui ont appris des Apôtres qu'il faut obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes. Qu'on lise les épîtres de saint Paul et celles de saint Pierre, on verra quelle haute idée avaient de l'autorité des princes de la terre les disciples de l'Agneau immolé pour le salut du monde.

A ces observations puisées dans le dépôt sacré qui m'a été confié, j'ajouterai celle qui suit :

L'Eglise croit que certains principes, conçus d'une manière trop absolue, ne conduisent pas la société chrétienne à sa perfection ; est-il logique d'en conclure qu'elle condamne les constitutions politiques nées de l'état présent des esprits, et les efforts généreux entrepris de bonne foi pour améliorer la condition temporelle des hommes, sans nuire au progrès moral et religieux ? A qui doit-on, sinon à l'Eglise, le sentiment de la dignité humaine qui existe dans la société régénérée par Jésus-Christ ? Que n'a pas fait l'Eglise pour le développement légitime des sciences, des arts et des institutions charitables ? Que ne ferait-elle pas encore si elle était suffisamment dotée et suffisamment libre ? Je n'ai pu, chers Coopérateurs, dissimuler à S. Exc. M. le Ministre de la justice et des cultes la douleur profonde que j'éprouve, avec mes vénérés Collègues, de ce qu'il nous est défendu d'exposer, au nom de notre mission divine, afin de l'expliquer et d'en établir le vrai sens, un acte pontifical qu'il est permis aux hérétiques, aux infidèles et aux athées de reproduire, de commenter et d'attaquer au gré de leurs préjugés de secte ou de leurs passions. Il importe maintenant de combattre efficacement les idées fausses ou absurdes qui circulent au sujet de l'Encyclique du 8 décembre dernier : Dieu ne nous refusera pas d'y parvenir.

L'étude des règles de la justice exige non-seulement la connaissance des lois qui doivent nous diriger, mais encore la sage appréciation des caractères des hommes avec lesquels nous avons à traiter, et de l'influence qu'exercent sur eux les circonstances dans lesquelles ils se trouvent placés. L'Eglise, qui éclaire nos consciences par ses décisions, compte sur notre prudence dans l'application qui doit en être faite. Elle veut que, à l'exemple de notre divin Maître, nous évitions de rompre le roseau à demi brisé ou d'éteindre la mèche qui fume encore. Beaucoup de préventions existent contre notre enseignement ou contre notre ministère, quelquefois même contre nos personnes. Attachons-nous à dissiper ces préventions, en ne substituant jamais de faciles déclamations aux observations calmes et lumineuses qui exigent plus de réflexion, mais qui finissent toujours par pénétrer dans les esprits. Comprendons que les questions sociales sont grandement compliquées, et que nous courrions risque de perdre toute confiance parmi ceux qui nous écoutent si nous prétendions tran-

cher d'un seul mot ces difficiles questions. Tâchons de persuader, par tant de bonnes raisons qui nous sont connues, que la société européenne n'a rien à gagner à se séparer de l'Eglise, qui l'a enfantée au milieu de tant de douleurs, qui l'a allaitée par tant de doctrine et de dévouement. N'omettons rien de ce qui peut aider les fidèles à comparer l'état de la société païenne avec celui de la société chrétienne, et à mieux apprécier les services que l'Évangile a rendus à l'humanité. Il importe aussi de montrer par quels liens se rattachent au paganisme plusieurs des erreurs modernes que l'Eglise condamne, et quelles seraient les tristes conséquences de ces dangereuses doctrines si elles venaient à prévaloir. Quand la raison et la vraie science succéderont aux excitations du moment, il sera facile de démontrer que tout ce qu'il y a d'utile, de bon et de stable dans les institutions modernes, ou découle du christianisme, ou n'est pas contraire à ses enseignements.

Il ne suffit pas, chers Coopérateurs, de nous attacher plus fortement que jamais au grand principe de l'unité catholique et d'étudier avec soin les règles de la justice ; il faut encore animer toutes nos pensées, toutes nos résolutions, toutes nos paroles, tous nos actes, par les inspirations de la charité. Ce fut toujours la pratique des saints, ce sera aussi la nôtre. Là se trouve la raison des étonnants succès de la prédication de ces hommes de Dieu ; là se trouvera aussi pour nous le moyen efficace d'être utiles aux âmes dont nous portons devant Dieu la responsabilité. Consultons beaucoup l'Esprit-Saint dans la prière. Rappelons-nous que nous sommes avant tout des Pasteurs et que nous devons nous élever au-dessus de toutes les agitations de la terre. Allons à nos frères comme des anges qui s'illuminent de tous les rayons de la clarté divine, qui s'échauffent de toute l'ardeur des célestes affections, lorsqu'ils s'approchent des hommes commis à leur garde et qu'ils s'efforcent de les garantir contre les traits lancés par l'esprit de mensonge et d'insubordination à Dieu.

Recevez, mes chers Coopérateurs, l'assurance de mon affectueux dévouement.

† JEAN, évêque d'Evreux.



Outre sa lettre à M. le Ministre, Monseigneur l'Evêque de Montauban adressa la lettre-circulaire suivante au clergé de son diocèse à l'occasion de l'Encyclique du 8 décembre 1864, et des attaques dont elle est l'objet dans les feuilles publiques :

Messieurs et chers Coopérateurs,

Vous devez attendre, avec une impatience bien naturelle et bien légitime, que je vous transmette l'Encyclique nouvelle de Notre Très-Saint-Père le Pape. La situation de plus en plus critique dans laquelle il se trouve au point de vue de son pouvoir temporel, donne un intérêt tout particulier à ces paroles solennelles qu'il vient de prononcer le 8 décembre dernier, sous la protection de l'Auguste et Immaculée Vierge Marie. Il semble être à deux doigts de sa perte, et cependant il montre le même courage, la même grandeur d'âme, la même confiance inébranlable que ses plus illustres prédécesseurs, persécutés comme lui et réduits à la dernière extrémité. Il parle comme Boniface VIII, à Anagni, frappé par l'infâme gantelet du chevalier de Nogaret, comme saint Grégoire VII, mourant à Salerne pour la cause de Dieu et de la justice. J'étais donc sur le point de vous adresser ce magnifique témoignage de fidélité et de fermeté, avec une instruction déjà toute prête que vous recevrez plus tard, lorsqu'est survenue tout à coup la résolution du Conseil d'Etat que vous connaissez. Je n'ai point de commentaire à faire ici sur cette résolution, mais elle vous expliquera suffisamment pourquoi je ne vous transmet pas l'Encyclique pontificale en ce moment par la voie canonique. Au surplus, vous la connaissez tous par celle des journaux, et comme vous n'ignorez pas que les constitutions pontificales, celles surtout qui sont doctrinales, portent en elles-mêmes leur force obligatoire; qu'elles lient les consciences dès qu'elles sont connues, et par le seul fait qu'elles sont connues; que *là où est Pierre, là est l'Eglise*, comme dit saint Ambroise; que *celui qui n'amasse pas avec le successeur de Pierre, disperse*; que *lorsque Rome a parlé, la cause est finie*, comme dit saint Augustin; et surtout, comme dit saint Paul, *que la justice de la foi renfermée dans le cœur ne suffit pas au salut, si elle n'est suivie de la confession de la bouche*; que *celui qui croit doit parler comme il pense et comme*

*il croit*, comme dit le Psalmiste : vous savez par là même et ce qu'en pense votre Evêque, et avec quel respect filial il l'a accueillie, et la règle de penser, de croire et d'enseigner que vous y trouverez par vous-mêmes.

Mais en attendant que je vous fasse parvenir les ordres et les instructions dont vous aurez besoin spécialement par rapport au nouveau Jubilé, je ne puis me dispenser de vous adresser quelques réflexions sur la répulsion qu'éprouve l'Encyclique du Souverain-Pontife de la part des journaux qui prétendent être les seuls vrais organes de la raison et de la civilisation.

# I.

Il y a un point de vue particulier auquel il convient de considérer l'Eglise au moment où elle est attaquée si violemment dans la personne et dans les actes de son Chef suprême. Ce point de vue, très-bien aperçu et apprécié dans la *Presse* par M. de Girardin, est celui-ci : le Pape est forcé, par la nature même de son pouvoir spirituel et par l'essence de la foi chrétienne dont il est l'organe principal, de parler comme il le fait. Rien de plus logique que la conduite qu'il tient, rien de plus illogique que ne le serait la conduite contraire. En effet, voici quelle est la foi chrétienne. Elle enseigne :

1° Que Dieu, dans la personne et par le ministère de Jésus-Christ son Fils, a révélé et fait connaître à saint Pierre et aux autres apôtres les *paroles de la vie éternelle* ;

2° Que ces paroles de la vie éternelle embrassent et constituent la *règle, la loi inviolable* des actions humaines, des actions de tous, des princes comme des sujets ;

3° Que l'obéissance fidèle à cette loi méritera, après la vie présente, à ceux qui l'auront pratiquée, un bonheur éternel, surpassant infiniment tous les biens dont l'homme peut jouir en ce monde ;

4° Que l'infidélité, au contraire, et la désobéissance à cette même loi sera punie dans la vie future par des châtiments, par un malheur également éternel auquel n'ont rien de comparable les maux de la vie présente. Saint Paul déclare, en effet, que l'Evangile *révèle la justice et la colère de Dieu* contre tous les incrédules et tous ceux qui, n'étant cependant pas incrédules, retien-

*nent la vérité captive dans l'injustice, en agissant contrairement à ce qu'ils croient.*

Qu'on remarque en passant que cette doctrine subordonne entièrement l'usage de la vie présente à la vie future, qui doit être le résultat et le fruit de celle-ci, heureux ou malheureux pour chacun, suivant que ses actes auront été conformes ou contraires à la loi chrétienne.

Qu'on remarque encore l'ignorance ou l'hypocrisie de ceux qui nous rappellent sans cesse à la douceur et à la charité de l'Evangile, comme si l'Evangile n'avait pas aussi des *paroles dures et sévères* qui allaient jusqu'à faire *grincer des dents* à ceux qui les entendaient. (Act. 7.)

5° Que Dieu a ordonné à saint Pierre, aux Apôtres et à leurs successeurs, jusqu'à la fin du monde, de prêcher cette loi à *toute créature*, à tous les peuples et à toutes les nations, et cela à tout prix, au péril de leur vie, et sous peine pour eux-mêmes d'encourir la damnation éternelle, s'ils omettaient ou s'ils négligeaient d'évangéliser les peuples, ou s'ils changeaient quoi que ce soit à la doctrine qui leur a été confiée. *Vae mihi si non evangelizavero*, dit saint Paul ; *necessitas enim mihi incumbit*.

6° Enfin, que la société des croyants formée par leurs prédications subsistera jusqu'à la fin du monde, et que, malgré toutes les persécutions, *les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle*.

Voilà donc l'Eglise catholique dans sa doctrine et dans sa constitution.

Un symbole doctrinal révélé de Dieu, émané de l'intelligence suprême et infaillible du Créateur, et qui, à ce titre, impose la foi, l'obligation de croire à toute intelligence créée.

Une loi morale réglant la valeur et le mérite de toutes les actions de l'homme par rapport à une vie qui doit être éternelle, loi qui est l'expression de la volonté de Dieu, et qui, à ce titre également, impose à toutes les volontés créées une obligation à laquelle elles ne peuvent pas se soustraire.

Une autre vie après la vie présente, où chacun sera traité suivant ce qu'il aura fait ici-bas, recevra *gloire et honneur*, comme dit saint Paul, s'il a bien fait ; *tribulation, angoisse* et malheur, s'il a violé la loi.

Un ordre impératif, donné aux Apôtres et à leurs successeurs, de prêcher ces doctrines et cette loi à toute créature, telles qu'ils les ont reçues, et sans craindre aucun mal, aucune persécution, même la perte de leurs biens et de leur vie ; et, par suite, le Pape et les Evêques, *croyant fermement* qu'ils encourraient la damnation éternelle, s'ils n'accomplissaient pas fidèlement et courageusement leur mandat.

Une promesse infaillible, puisqu'elle est de Dieu, d'assister toujours ses envoyés, d'être avec eux, de faire fructifier leur parole et de fonder une Eglise, une société de croyants qui subsistera jusqu'à la fin du monde.

Toutes ces choses que je viens d'énumérer, les Evêques les croient fermement sur la parole de Dieu, et évidemment, puisqu'ils les croient, ils doivent les annoncer et les prêcher, quoi qu'il puisse leur en arriver ; car enfin le mal qui peut leur arriver du côté des hommes, s'ils sont fidèles à leur mission, n'a point de proportion avec le mal qui leur viendrait du côté de Dieu, s'ils y étaient infidèles. Ainsi, à moins de manquer à leur foi, à leur conviction, à leur conscience, à moins de désobéir à Dieu, à moins d'encourir volontairement la damnation éternelle, ils ne peuvent ni retenir la vérité captive en omettant de la prêcher, ni la diminuer, ni l'augmenter, ni la fausser en quoi que ce soit, ni l'accommoder au temps et aux circonstances, ni chercher à la concilier avec ce qu'on appelle le progrès, la civilisation, l'esprit moderne. Ils n'ont pas reçu un pouvoir discrétionnaire, au moyen duquel ils puissent transiger avec les hommes et offrir le salut de la vie éternelle à prix réduit, aux conditions qu'il plairait à chacun d'accepter. L'enseignement épiscopal doit être dans le temps présent, temps, dit-on, de progrès, de civilisation et de lumières, ce qu'il a été dans les temps apostoliques et dans le temps dit ténébreux du moyen âge. La vérité chrétienne, dit Vincent de Lérins, n'admet point de progrès, ou si elle en admet dans un certain sens, c'est uniquement en se développant en elle-même. Elle peut devenir plus connue, mais toujours en restant ce qu'elle est, sans sortir du cercle dans lequel Dieu l'a renfermée. A plus forte raison n'admet-elle pas le progrès tel qu'on l'entend aujourd'hui ; car l'admettre ainsi, ce serait abandonner successivement les dogmes chrétiens, à mesure que la raison humaine les nierait et

prétendrait y substituer de nouvelles vérités jusqu'ici inconnues des peuples, ou les fausser par des interprétations humaines, forcées, hasardées, pour essayer de les mettre d'accord avec les idées modernes. Le beau progrès que ferait l'Eglise en se dépouillant des vérités qu'elle croit, qu'elle sait certainement être divines, pour mêler à son symbole les rêves incohérents du cerveau humain !

Il me semble que tout le monde doit accepter les conséquences que je viens de déduire. Il n'est personne qui, prenant les choses comme elles sont, à savoir que les Evêques et le Souverain-Pontife croient fermement avoir reçu de Dieu le code entier des doctrines qu'ils proclament, et l'ordre de les prêcher à tous, toujours, *à temps et à contre-temps*, et celui de les conserver dans leur entier, sans y rien changer, sans rien en taire ni dissimuler, le tout sous peine d'infidélité, de prévarication ou de damnation éternelle ; il n'est personne, dis-je, qui ne comprenne, qui ne doive avouer que les Evêques sont dans leur devoir et dans leur droit, quand ils publient ce qu'ils tiennent pour des vérités certaines et nécessaires au salut, sans s'embarrasser des préjugés qu'ils offusqueront, des erreurs qu'ils rencontreront sur leur chemin, des obstacles quelconques qu'on pourra leur opposer. Encore une fois, ils y sont forcés par leur conscience, par l'autorité de Dieu et par l'intérêt de leur propre salut qui en dépend.

## II.

Mais je vois venir l'objection formidable de la civilisation moderne et de ce qu'on appelle les Gouvernements nouveaux. On dit : les Gouvernements modernes reposent sur un ensemble de principes auxquels sont entièrement contraires les doctrines proclamées par Pie IX. De plus, la science philosophique est parvenue à démontrer des vérités qui sont le contre-pied des enseignements de l'Eglise catholique. Et puis, si le système catholique est vrai, il ferme la voie à toute aspiration vers le progrès, à toute acquisition de vérités nouvelles. Comme il est immuable et en même temps universel, embrassant tout l'ordre intellectuel et moral, l'esprit humain n'a qu'à s'y ensevelir, sans chercher à en sortir, à vivre d'une vie qui lui soit propre. Il est condamné à

ne pouvoir jamais dire : *εἰπα, j'ai trouvé ce que personne ne connaissait auparavant.*

Donc, en présence de l'Encyclique et de ses doctrines, en présence d'hommes qui ont la prétention de ne parler qu'au nom de Dieu, que deviendront les Gouvernements modernes ? Que deviendront la philosophie, le progrès, les aspirations vers des choses nouvelles et inconnues ?

Observons d'abord que les doctrines de l'Eglise, les principes qu'elle proclame, sont de beaucoup antérieurs aux principes nouveaux. Ce sont donc ceux-ci qui, par le fait, sont contraires à ceux-là, et avant qu'on les eût inventés, les principes gouvernementaux, en général, étaient les mêmes que ceux de l'Eglise dans tous les Etats chrétiens. Nul Etat chrétien n'avait nié jusqu'au siècle présent que le prince ne fût *le ministre de Dieu* pour le bien, qu'il ne dût recevoir de l'Eglise la loi morale des actions humaines, que la législation des peuples ne dût être conforme à cette même loi, et qu'en somme, l'action générale du Gouvernement ne dût être telle que les peuples y trouvassent plus de facilité, de liberté et d'appui pour l'accomplir, en vue du salut qui en dépend, avec des obstacles au mal compatibles avec la liberté bien entendue. Mais on veut soustraire les Gouvernements modernes à ces obligations qui, pourtant, d'après la doctrine de l'Eglise, pèsent sur eux par la volonté de Dieu. Ce sont donc ceux-ci qui ont dévié et qui se sont mis en opposition avec la vérité divine. Maintenant nous avons l'Etat et l'Eglise en présence : l'Eglise publie et proclame ce qu'elle tient pour venir de Dieu ; l'Etat répond que sa constitution repose sur des principes tout à fait contraires. Il dit à l'Eglise : Je ne veux pas de vos doctrines, je ne peux pas en autoriser la publication canonique. Ce serait me renier moi-même.

Or, voici la réponse de l'Eglise. Elle dit d'abord à l'Etat : Mes doctrines et mes principes ne sont pas de moi, mais de Dieu ; absolument comme Jésus-Christ disait lui-même : *Mea doctrina non est mea, sed ejus qui misit me.* (Jean VII, 16.) Les vôtres, au contraire, sont de l'homme : Infaillibilité certaine d'un côté, faillibilité trop prouvée de l'autre. Je persiste, et je ne puis pas retirer un seul mot de ce que j'ai dit. Je suis prête à subir les suites de ma persistance. Si vous êtes chrétien, et si vous voulez rester

chrétien, acceptez mes paroles. Si vous ne l'êtes pas, je le regrette profondément ; mais je tiens que vous êtes dans l'erreur, et dans une erreur funeste pour la société.

Elle lui dit ensuite : Je ne vous demande nullement que vous autorisiez par un acte officiel la promulgation canonique des constitutions pontificales, doctrinales et autres. Ce serait reconnaître implicitement à l'Etat le pouvoir d'empêcher *la course de la parole de Dieu*. (II Thess. III, 1.) Quand l'Etat est uni à l'Eglise et qu'il reconnaît les devoirs que la loi chrétienne lui impose, on conçoit qu'il lui accorde son appui, en prenant part à la promulgation de ses décrets, pour leur donner un caractère particulier d'authenticité et d'autorité auprès des peuples sur lesquels ont tant d'influence les exemples venus d'en haut. Mais si cela est bon, il n'est nullement nécessaire. Aussi, dans la circonstance présente, ni le Pape, ni les Evêques n'ont-ils songé à prier l'Etat de vouloir bien autoriser la publication de la nouvelle Encyclique. Ils se seraient parfaitement contentés de la liberté commune, telle que celle dont heureusement ont joui les imprimeurs et les journalistes. Et puisque j'en suis là, je dois dire plus. Le refus d'autorisation, dans les circonstances, n'a, relativement aux Evêques, qu'une portée bien restreinte. Les constitutions pontificales, celles surtout qui sont doctrinales, comme l'Encyclique du 8 décembre, portent avec elles leur force obligatoire, et lient les consciences dès qu'elles sont connues, de quelque manière qu'elles arrivent à la connaissance des fidèles. De sorte que l'effet voulu par le Souverain-Pontife, éclairer les fidèles sur les erreurs du temps, a été produit par les journaux pour tous les catholiques sincères et de bonne foi, et la promulgation épiscopale, quoiqu'elle soit de droit, n'a plus le caractère de nécessité qu'elle aurait eu en d'autres circonstances.

Il y a bien une pensée qui aurait pu se glisser dans quelques esprits. Ce serait que les doctrines de l'Encyclique, tant qu'elles ne sont publiées que par les journaux et par la presse laïque, restent à l'état d'*opinions controversables* comme tous les produits de la raison humaine, et que la promulgation ecclésiastique et canonique est nécessaire pour les faire passer à l'état de *dogmes*. Et, en effet, c'est bien ce qu'insinuent certains journaux en disant que la liberté de la presse doit nous suffire, à Nous Evêques, à la con-

dition que nous nous en servirons comme citoyens et non comme Evêques. Ils nous permettent de faire des brochures, des articles de journaux, mais pas de mandements.

Ce que je viens de dire plus haut répond suffisamment à cette prétention. Il est certain, au reste, que l'Etat, en autorisant la publication d'une constitution pontificale, se montrerait chrétien, et qu'en ne l'autorisant pas, la presse révolutionnaire s'imaginerait qu'il fait un acte d'hostilité. Mais, pour mon compte, je ne partage nullement cette appréciation. L'omission d'un acte favorable ne prouve pas, par elle-même, un esprit d'opposition. Il y a tant de raisons aujourd'hui pour colorer et justifier les abstentions !

J'ai bien envie d'ajouter encore un mot sur cette question de l'autorisation civile à donner préalablement aux constitutions pontificales. Je peux le faire avec d'autant plus de sûreté, que je ne me sens aucune disposition à juger trop sévèrement ce qui vient de se faire, ni même à le critiquer en soi. A plus forte raison ne voudrais-je pas manquer d'égards envers un dépositaire du pouvoir établi. Quand on a lu saint Pierre et saint Paul, on sait que la majesté temporelle doit être respectée, alors même qu'on est forcé de lui résister. La majesté est quelque chose de si grand, dit saint Jude, que les anges eux-mêmes *n'osent pas la blasphémer*. Et au fond toute notre résistance consiste à dire au pouvoir temporel : Nous obéissons à Dieu, et vous-même vous êtes tenu de lui obéir au moins en laissant passer et *courir sa parole*, si vous ne voulez pas l'appuyer et l'escorter dans sa marche.

Je dis plus : ce qui vient de se faire a malheureusement trop de précédents dans notre histoire, et celui de Monseigneur Feutrier, qu'on a rappelé, n'a pas dû être le moins séduisant. Un laïque, même chrétien timoré, peut passer par-dessus ces scrupules, s'il en a, quand il ne fait qu'imiter un ministre-évêque et suivre les errements d'un gouvernement qui mettait au premier rang de ses devoirs la protection de la Religion et de l'Eglise. Aussi, il m'en souvient, l'acte du Ministre des cultes de la restauration fit-il une tout autre sensation que celui d'aujourd'hui. C'est qu'alors la bonne foi n'était pas admissible, à moins qu'on ne supposât l'Evêque ignorant de bonne foi ses devoirs d'Evêque : chez lui l'Evêque devait éclairer le Ministre. Mais ici rien de pareil, et on conçoit parfaitement qu'un laïque ne se croie pas obligé d'en sa-



voir plus qu'un prélat, quand il s'agit des droits et des devoirs de l'Eglise. Mais cet exemple même prouve, et prouve beaucoup trop, que ces prétendues libertés de l'Eglise gallicane, presque toujours mal entendues et mal appliquées, n'ont rien à voir *dans ce qui donnerait appui et stabilité au pouvoir temporel.*

### III.

Il est au surplus curieux qu'on en revienne toujours à l'Eglise gallicane, comme s'il existait encore aujourd'hui en France une Eglise qu'on pût qualifier ainsi avec quelque apparence. Quand il y avait alliance entre l'Eglise et l'Etat, alliance toujours contractée entre le Pape et le Roi, quand le pouvoir civil s'engageait à protéger toutes les choses et tous les intérêts de l'Eglise, et qu'en retour l'Eglise lui conférait certains privilèges qu'il n'aurait pas eus sans cela, par exemple la nomination des Evêques, celle d'un grand nombre de hauts bénéficiers, et la jouissance de certains droits utiles relativement aux bénéfices vacants, alors il y avait en un sens une Eglise gallicane, parce qu'il y avait une sorte d'*unité* qui en reliait tous les membres, en les mettant également sous la puissance temporelle dans les choses concédées par la puissance temporelle. En tant que gallicane, l'Eglise avait le Roi pour chef, mais, en tant qu'Eglise catholique, elle ne relevait que du Souverain-Pontife, comme les Eglises de tout autre pays. Elle était *une* encore en ce sens que le régime auquel elle était soumise n'était pas le même que dans les autres Etats catholiques. On disait donc avec quelque fondement l'Eglise gallicane, à cause du pouvoir royal qui, à l'origine, par concession expresse ou tacite du Pontife Romain, exerçait certains droits sur toutes les Eglises du royaume. Mais en présence du pouvoir spirituel, elle n'avait point d'*unité* à elle propre, puisqu'elle n'avait dans son sein aucun Evêque qui fût canoniquement supérieur à tous ses collègues.

Or, rien de cela n'existe aujourd'hui, et à part la nomination des Evêques, l'agrément à donner préalablement à la nomination des chanoines et de quelques curés, le Concordat n'accorde au pouvoir temporel aucun privilège, aucune prérogative applicable aux choses de la religion.

J'en conclus qu'il n'y a plus pour les Églises de France d'autre unité que l'unité spirituelle, et qu'on ne peut plus, si l'on veut s'exprimer exactement, parler d'Église gallicane.

On ne cesse pourtant pas d'en parler, et d'en parler très-haut. La *gloire* de l'Église gallicane est encore dans toutes les bouches, surtout dans la bouche de ceux qui ne savent nullement ce qu'elle était en réalité, si ce n'est pourtant qu'ils savent très-bien qu'elle n'était pas toujours libre d'exercer ses devoirs et ses droits religieux, en présence des prétentions du pouvoir temporel, et qu'elle y cédait quelquefois. Oui, il y a eu de grandes *gloires* dans l'Église gallicane d'autrefois. Elle a eu de grands et illustres évêques, comme Fénelon et Bossuet, au temps du grand roi. Elle a eu la célèbre Faculté de Théologie de Paris, qui mit tant de zèle à faire cesser le grand schisme d'Occident, et qui y eut une bonne part dans le concile de Constance. Cette gloire, la Faculté de Théologie de Paris la ternit un peu trop dans le concile de Bâle; mais passons là-dessus. Je soutiens seulement que jamais l'Église gallicane n'a été grande parce qu'elle était gallicane, mais parce qu'elle était Église catholique. En tant que gallicane, elle est loin d'avoir été toujours grande et glorieuse. Je lis dans les mémoires du cardinal de Retz, par exemple, *que les évêques ont toujours été les premiers à donner l'exemple de la servitude*; et si l'on ne veut point de l'autorité du cardinal frondeur, j'y ajoute celle de l'abbé Fleury, ce gallican modéré qu'on rappelle aujourd'hui avec une complaisance particulière, et qui définit les libertés de l'Église gallicane : « Servitudes envers le roi et le Parlement, liberté et indépendance à l'égard du Pape. » Fénelon en dit autant et plus dans sa célèbre lettre secrète au roi Louis XIV. Il serait impossible de rapporter ici les expressions dont il se sert pour caractériser quelques évêques et particulièrement M. de Harlay, si puissant et si influent alors. Je lis encore dans l'histoire que, vers l'an 1670 ou 1672, Louis XIV ayant entrepris d'étendre les droits de régale aux évêchés qui en avaient été exempts jusque-là, les évêques lui firent d'abord une énergique opposition; mais qu'ayant été vaincus et obligés de céder à la puissance royale, et le pape Innocent XI ayant voulu venir à leur aide, ils se retournèrent contre lui d'une manière que chacun peut apprécier, en lisant la lettre qu'ils lui

adressèrent par la plume de Bossuet. Suivant eux, le Pape devait se trouver heureux de faire des concessions (concessions qu'ils avaient eux-mêmes refusées d'abord) à un aussi grand roi, et savoir de plus que l'Eglise gallicane possédait des moyens de repousser ses prétentions. Ils avaient été battus, et ils voulaient rester battus. J'y vois aussi que cette fameuse assemblée de 1682 était tout près, malgré Bossuet, de commettre des énormités à l'égard du Souverain Pontife, quand Louis XIV, plus catholique et mieux élevé qu'eux, la fit dissoudre : bien différente en cela du célèbre concile national de 1811 qui fut dissous pour un motif contraire. J'y lis que le pouvoir temporel, sous Louis XIV, étendit ses prétentions jusqu'à vouloir assujettir les mandements épiscopaux à recevoir, comme disait Bossuet, l'attache de M. le garde des sceaux. Et pourquoi pas, en effet ? Celui qui peut le plus, peut le moins. Puisque, sans réclamation de la part des évêques, le pouvoir royal s'attribuait le droit d'autoriser ou de n'autoriser pas les bulles ou constitutions pontificales, il n'était que logique d'en faire autant à l'égard des mandements épiscopaux. Mais alors le grand évêque de Meaux se révolta, disant qu'il y *mettrait plutôt sa tête*, et vainquit M. de Pontchartrain. J'y lis enfin que plus tard le gallicanisme, arrivé aux derniers développements de son principe, produisit l'*Eglise constitutionnelle* de 1790, et dix ans plus tard, ce qu'on a appelé la *petite Eglise* : la première *s'asservissant* à l'autorité civile, et la seconde *exagérant* outre mesure les droits propres des évêques. Mais ces deux génitures l'épuisèrent, et le Concordat aidant, tout l'état religieux et civil des Eglises de France fut mis radicalement à néant, à la demande même du pouvoir temporel, et il faut le dire, à la grande répugnance du pouvoir spirituel. Ainsi, par la volonté impérieuse du premier Consul fut accompli le plus grand acte d'ultramontanisme qui ait été fait dans l'Eglise. Et l'on dirait presque que Bossuet l'avait prédit ; car en soutenant contre M. de Choiseul, évêque de Tournay, l'indéfectibilité du Saint-Siège, il professe que son pouvoir est si grand qu'il peut aller en quelques circonstances jusqu'à tout briser et tout détruire.

Et il est si vrai que le gallicanisme théologique fut définitivement détruit et renversé par les événements que je viens de citer, dans l'esprit des évêques français, qu'en 1826, au moment où

l'abbé de Lamennais, et entre autres ses illustres amis, MM. de Salinis et Gerbet, depuis évêques et trop tôt enlevés à l'Eglise, faisaient une guerre si ardente aux quatre articles de 1662, le pouvoir royal d'alors n'essaya pour les défendre qu'une timide tentative, laquelle même dans sa forme impliquait l'abandon des trois derniers articles de cette déclaration, et ne prétendait défendre que le premier. Il fut proposé seulement aux treize ou quatorze évêques présents à Paris, en leur qualité de pairs de France ou pour quelque autre raison, de reconnaître de nouveau le premier de ces articles, celui qui affirmait l'indépendance absolue du pouvoir royal possédé même par un prince chrétien, à l'égard du pouvoir spirituel dont le Pape est dépositaire. Il ne fut nullement question des trois derniers, dans lesquels l'Assemblée de 1682 avait cru devoir ou pouvoir limiter la puissance spirituelle du Pape, en la subordonnant à je ne sais quel consentement des Eglises, sans lequel les constitutions même doctrinales du Chef de l'Eglise n'auraient pas leur pleine et entière vigueur. Et comme le ministre de cette époque était un évêque, un évêque qu'on se plaît encore à considérer comme gallican, il s'ensuit qu'il ne l'était plus qu'au regard du premier article (1). Mais ce n'est pas tout. Ce premier article lui-même subit un échec qu'on n'a pas assez remarqué, après la révolution de 1830. A cette époque, un illustre archevêque, entre autres, doutant s'il était permis aux évêques de prêter serment à la nouvelle royauté, le roi lui-même, assure-t-on, lui conseilla d'en appeler au Pape. Fut dit, fut fait, et le Pape répondit que cela était licite. Or, et la demande et la réponse impliquaient, sans qu'on y fit attention, la dispense du serment de fidélité prêté à la royauté déchue. Celle-ci le sentit parfaitement.

J'ai fait cette longue digression, parce que ceux qui combattent aujourd'hui l'Encyclique prétendent en infirmer la force obliga-

(1) Un de ces prélats, Mgr de Villefrancon, archevêque de Besançon, dont le souvenir m'est particulièrement cher à cause des bontés qu'il avait pour moi, ayant appris que le Pape Léon XII blâmait cette nouvelle déclaration, bien adoucie pourtant, exprimait le regret d'y avoir pris part au vénérable supérieur de son séminaire, en disant qu'il *voudrait avoir eu le poing coupé*. C'est qu'il avait une grande et sincère vénération pour les traditions de ce premier établissement, œuvre du plus vénéré de ses prédécesseurs, Mgr de Grammont, et jusqu'ici toujours fidèle à son origine. J'aime à constater ici l'affection et la reconnaissance que je lui garde.

toire par les principes et par les actes de l'Eglise gallicane. Or, vous voyez clairement que cette Eglise n'existe plus, et que les doctrines gallicanes d'autrefois sont universellement abandonnées par les évêques, à l'exception peut-être du premier article de 1682, auquel pourraient encore tenir quelques-uns, faute de bien comprendre à ce sujet la vraie pensée et la vraie doctrine de l'Eglise. Au sur plus, tous les évêques du monde ont accepté notoirement l'Encyclique. La cause est donc finie, même d'après la déclaration de 1682.

On vient de voir que, relativement à l'Etat, l'Eglise ne peut ni modifier ses doctrines pour les accommoder à ce qu'on appelle les principes fondamentaux des constitutions sociales, ni les garder sous le boisseau. L'Etat est libre de les accepter ou de les repousser; mais elle, elle n'est pas libre de ne les proclamer pas, quoi qu'il puisse lui en arriver. Les oppositions lui ont été promises; les sacrifices lui ont été commandés; mais aussi la victoire lui a été assurée, et elle y compte; si ce n'est pour aujourd'hui, ce sera pour demain, et, en attendant, elle est résignée à souffrir. Je me rappelle avec quel saisissement j'ai entendu dire à Pie IX : Je suis prêt à subir l'exil, la prison, la mort même, s'il le faut. Je puis ne pas voir la fin des tribulations présentes, mais elles auront un terme que Dieu sait.

En résumé, le souverain Pontificat voudrait conduire les sociétés chrétiennes dans les voies que Dieu a tracées, et les pouvoirs temporels veulent les conduire dans des voies nouvelles inventées par la raison humaine, toujours si défectueuse par tant de côtés. Un avenir plus ou moins prochain montrera qui a raison et qui a tort.

#### IV

Après tout ce que je viens de dire, il est facile de répondre aux objections que nous adresse la philosophie au nom de la raison, du progrès et de la civilisation moderne. Les doctrines de l'Eglise *sont de Dieu* : telle est sa foi immuable. Et sa foi est encore, qu'elle ne peut pas se tromper en les enseignant, comme d'autre part elle se croit obligée, par l'ordre de Dieu, de les enseigner telles qu'elle les a reçues, quelque opposition qu'elle y rencontre. Au contraire, les doctrines de la philosophie *sont de la raison humaine*. D'où il résulte pour nous, dépositaires des paroles divines,

que les principes philosophiques dont on nous parle sont faux, s'ils sont contraires aux nôtres. A prendre notre foi pour point de départ, il n'y a pas le moindre doute sur la justesse et la certitude de cette conséquence. Nous, hommes de l'Église, nous prétendons que l'origine divine de nos doctrines et de notre mission est une *vérité évidente* pour la raison, et que le raisonnement bien conduit la démontre victorieusement. Ainsi, nous avons pour nous et la raison divine, qui nous a instruits, et la raison humaine, qui peut, si elle le veut, se convaincre que Dieu seul a pu concevoir, fonder, établir et conserver cette grande et imposante institution qu'on appelle l'Église catholique. Avant tout donc, la philosophie doit examiner cette question : Est-il certain, d'une certitude rationnelle et d'après les principes qui régulent l'usage de la raison dans l'ordre commun et universel, que les doctrines de l'Église viennent d'un enseignement divin, comme l'Église le croit et l'affirme ? Si, en faisant cette recherche, elle reconnaît que Dieu a dû être et le révélateur de notre symbole, et le fondateur, le protecteur et le conservateur de la société qui le prêche et le conserve immuable depuis dix-huit cents ans, elle devra s'abaisser devant cette autorité et renoncer à ses prétendus principes en tout ce qu'ils auraient de contraire aux nôtres. Que si elle n'arrive pas à se convaincre que notre enseignement vient bien réellement de Dieu, elle pourra rester dans ses opinions propres, mais à la condition qu'elle nous laissera la liberté de rester dans les nôtres, et d'y rester avec toutes les conséquences qu'elles comportent : le droit et le devoir de les annoncer, de les prêcher, de les promulguer comme des ordonnances divines.

Mais il faut l'avouer, à voir ce que disent les journaux qui nous sont contraires, qui se donnent pour les organes ou interprètes de la raison et de la philosophie, la liberté que l'on consentirait à nous accorder ou à nous laisser, serait subordonnée à une condition *sine qua non*. C'est que nous ne parlerions, nous aussi, qu'au nom de la raison humaine, et non pas au nom de la raison et de l'autorité divines. En parlant au nom de la raison humaine, nos doctrines restent soumises à la discussion. Elles y échappent au contraire, et forcément, si nous parlons au nom de la raison divine. Or, ce que l'on poursuit, ce qu'on veut établir et mettre hors de discussion, c'est la raison humaine elle-même, à l'exclu-

sion de la raison divine : autrement, pense-t-on et dit-on, la raison humaine serait absorbée par la raison divine, elle n'en serait que l'esclave, elle serait anéantie. Donc, que Dieu s'en aille, et qu'on n'entende plus parler de lui, le Dieu chrétien s'entend, et non le Dieu de la philosophie moderne. A cette condition, nous serons libres comme tout le monde. Voilà, je le répète, ce qu'on veut ; et cela est si vrai que je lis dans le *Constitutionnel*, sous la signature de M. P. Limayrac, les paroles suivantes : « Un prêtre  
« a charge d'âme, et l'on aura beau dire, un journal qui discute  
« devant des lecteurs ne ressemble en rien à celui qui parle à des  
« fidèles du haut d'une chaire d'où ne descendent que des ensei-  
« gnements infaillibles, avec la sanction de récompenses éter-  
« nelles et de châtimens éternels. »

Ceci est dit pour justifier et la liberté qu'on laisse aux journaux de publier l'Encyclique du 8 décembre, et l'interdiction qu'on fait aux évêques de l'imprimer dans leurs mandemens. Quoique les doctrines qu'elle contient soient diamétralement contraires aux principes modernes, à des principes qu'on est bien résolu à n'abandonner jamais, on ne voit pas d'inconvénient à les publier sous une forme qui les range, croit-on, à l'état d'opinions discutables, mais il y aurait péril à les laisser promulguer comme des sentences divines et infaillibles. C'est ainsi que le *Constitutionnel* justifie l'acte par lequel le gouvernement n'autorise pas les évêques à promulguer canoniquement l'Encyclique.

C'est pourquoi, je le répète, le parti qui nous est opposé pousse à interdire et à supprimer le libre *cours de la parole de Dieu*, en tant qu'elle est parole de Dieu, certaine et au-dessus de toute parole et pensée humaine ; à fermer la bouche à ceux qui s'en disent les dépositaires et les interprètes divinement institués, et à laisser la carrière absolument libre à toutes les aberrations de la raison humaine. Le gouvernement n'a certainement pas lui-même cette vue et cette intention ; mais on forme l'opinion en dehors de lui, et on sait que l'opinion, une fois formée, est d'une puissance telle, que les gouvernements eux-mêmes sont forcés de compter avec elle.

Toutefois, cette philosophie incrédule et impie vient se heurter contre un obstacle dont elle connaît la puissance. Il y a quelqu'un qui a vaincu le monde et qui l'a vaincu pour tous les siècles. Tant

qu'il y aura une institution qui s'appelle l'Eglise catholique, un Pape indépendant et des évêques étroitement unis à lui par les liens de la foi, du respect et de l'amour, il y aura des hommes qui, au prix de tout, parleront au nom de Dieu. On sait également que l'indépendance du Souverain-Pontife, absolument nécessaire à la liberté de la foi, dépend *aujourd'hui*, en grande partie, de l'existence et de l'indépendance de son pouvoir temporel. On sait encore que, dans les temps de crise, quelques hommes peuvent se montrer faibles. Mais qu'est-ce que quelques hommes, en présence du millier d'évêques qui couvrent la face du monde ? Voilà pourquoi tous les efforts se dirigent, en ce moment, vers la suppression du Pontificat romain par la suppression du pouvoir temporel du Saint-Siège, et cela avec un redoublement d'ardeur que semble autoriser la situation présente, où l'autorité du Souverain-Pontife ne tient plus qu'à un fil. Et, de fait, les choses sont à un tel point que la chute en serait humainement inévitable.

Mais à tout cela nous avons à opposer et nous opposons notre foi, les promesses de Jésus-Christ, et l'histoire elle-même.

Les promesses de Jésus-Christ nous assurent que son Eglise prévaudra contre toutes les puissances de l'enfer, jusqu'à la fin du monde inclusivement, où elle obtiendra son triomphe complet par la destruction finale de tous ses ennemis.

La foi que nous avons dans sa parole nous donne à cet égard une conviction qui ne faiblira jamais, si ce n'est peut-être dans quelques âmes pusillanimes ou hypocrites ou esclaves d'une malheureuse ambition, défections déplorables sans doute, auxquelles on applaudira pour la forme, mais qu'on n'estimera jamais et sur lesquelles on ne comptera guère.

L'histoire enfin nous apprend que c'est une forte affaire de détruire l'Eglise. Jusqu'ici le serpent, en rongant la lime, n'a fait que s'y user les dents. Rien n'y fait. On peut s'en convaincre encore par la majestueuse grandeur à laquelle s'est élevée de notre temps la puissance spirituelle du Souverain-Pontife, reconnue, proclamée, révérée avec un ensemble et une unanimité qui ne s'étaient pas vus dans l'Eglise depuis longtemps. Dieu l'a ainsi voulu, et grâces lui en soient rendues ! pour l'opposer comme un mur d'airain à des attaques qui n'avaient pas eu leurs pareilles dans les siècles précédents. Reste à savoir si des moyens plus



doux, mieux ménagés, conduits par une sagesse que, faute d'autre mot, j'appellerai pharaonique, y parviendront ou n'y parviendront pas.

Nous attendrons sans crainte les événements.

J'ai voulu, Messieurs, par les réflexions que vous venez de lire, vous éclairer et vous mettre à même de juger et d'apprécier, d'après les données de la foi, les prétentions de la philosophie et de l'esprit moderne. Vous aurez remarqué que je n'ai ni critiqué ni discuté les actes du gouvernement, en tant qu'ils lui sont propres, parce que ces actes sont identiques à ceux qui ont eu lieu depuis au moins deux siècles en France, et que les protestations dont ils ont été l'objet de la part de l'Eglise subsistent dans toute leur force. Mais les prétentions de la philosophie et de l'esprit moderne sont nouvelles. Ceux qui en sont les auteurs sont des citoyens comme moi, et j'ai pour la défense le même droit qu'ils peuvent réclamer pour l'attaque. Voici, pour vous bien fixer, le résumé des réflexions que je leur ai adressées dans cet écrit.

Étant donné ce fait, que les Evêques, unis au Pape et le Pape aux Evêques comme ne faisant qu'un seul corps, *croient fermement* avoir reçu de Dieu même, par la médiation de Jésus-Christ son fils, un symbole doctrinal dans lequel sont contenus ses *volontés* et ses *dessins* à l'égard des hommes par rapport à la vie présente et à la vie future; plus, l'ordre de les annoncer et prêcher à tous et toujours, sous peine pour eux de prévarication et de damnation éternelle; plus encore la *prédiction* des persécutions qu'ils auraient à subir, la promesse d'être toujours avec eux pour soutenir leur courage, et enfin l'assurance que l'Eglise formée par leurs *prédications* résisterait à toutes les attaques et subsisterait jusqu'à la fin du monde; — étant donnée, dis-je, cette foi inébranlable, c'est une conséquence rigoureuse qu'ils soient doublement fidèles à leur mandat : fidèles en conservant précieusement dans son entier le code des doctrines divines dont ils sont dépositaires, et fidèles en les promulguant malgré toutes les oppositions et tous les obstacles. Voilà ce qu'il est impossible de nier. On est libre assurément de ne pas écouter leur parole, de ne pas accepter leur enseignement; mais eux, ils ne sont pas libres de ne pas enseigner. Le silence accuserait chez eux lâcheté

au hypocrisie. Ce serait en beaucoup de cas une défection qui approucherait de l'apostasie.

Si la philosophie leur dit : Vos doctrines sont contraires à la raison, ils répondent que cela ne peut pas être, puisqu'elles viennent de la raison divine, et que la raison humaine, si elle veut examiner sérieusement et sincèrement les choses, reconnaîtra elle-même qu'elle est dans l'erreur.

Si les Gouvernements leur disent : Vos doctrines sont contraires aux principes qui servent de base à la constitution des Etats modernes, ils répondent qu'ils le savent bien, qu'ils le regrettent et qu'ils voudraient pour beaucoup que les Gouvernements modernes cherchassent leur point d'appui sur des principes moins instables et moins chanceux, mais qu'en tout cas ils ne peuvent pas garder le silence.

Si, enfin, en ce moment où même les meilleurs esprits ont de la peine à reconnaître la vérité, au milieu de cette foule d'erreurs qui surgissent de toutes parts, quelques-uns se présentent qui leur disent : Tout ce que vous enseignez est vrai, sans doute, puisque c'est la doctrine que vous avez reçue de Dieu ; mais il n'est pas opportun, il est dangereux et pour vous et pour les Catholiques sincères qui croient voir le remède au mal du temps présent dans la liberté, dans l'usage des principes modernes, purifiés autant que possible par une interprétation chrétienne ; ils répondent deux choses : et qu'à eux seuls il appartient, à l'exclusion des simples fidèles, quelque éclairés qu'ils soient ou qu'ils croient l'être, de juger de ce qui est opportun et de ce qui ne l'est pas, et qu'au surplus ils ont reçu l'ordre de prêcher *à temps et à contre-temps*, c'est-à-dire sans se soucier de ce que des âmes timides, ou prévenues, ou mal éclairées, peuvent taxer d'inopportunité.

Cela dit, Messieurs et chers Coopérateurs, voici ce que je me propose de faire, et, tout en obéissant avec amour et respect aux ordres du Saint-Père, je le ferai sans outre-passer les limites dans lesquelles on a eu la fâcheuse pensée de nous renfermer.

J'ai devant moi l'Encyclique du Souverain-Pontife avec le devoir de l'accepter, et de joindre ma voix à la sienne pour instruire le peuple confié à ma vigilance de toutes les vérités qui intéressent non-seulement la foi catholique, mais encore la société humaine tout entière.

J'ai la première lettre de M. le ministre des cultes, datée du 1<sup>er</sup> janvier, dans laquelle se trouvent ces deux choses : défense d'imprimer l'Encyclique dans un mandement destiné à publier le Jubilé ou dans tout autre ; et engagement à donner à Messieurs les curés des recommandations de prudence analogues à la circonstance.

J'ai encore sa seconde lettre, du 9 janvier, par laquelle il signifie aux Evêques le décret rendu sur l'avis du Conseil-d'État, et les prévient qu'ils n'auront à imprimer, en annonçant le Jubilé aux fidèles, qu'une portion de l'Encyclique détachée de l'ensemble par le Conseil-d'État et même traduite en français, par je ne sais qui, sinon pour nous aider à la comprendre, au moins pour nous épargner la peine de la traduire nous-mêmes.

Enfin, j'ai les paroles solennelles prononcées par l'Empereur en présence du Corps-Législatif, en 1858, il n'y a pas plus de six ans. Elles sont ainsi conçues : « La volonté du Gouvernement est  
« que la liberté des cultes soit sincèrement appliquée, sans ou-  
« blier que la religion Catholique est celle de la grande majorité  
« des Français. Aussi cette religion n'a jamais été plus respectée  
« ni plus libre. Ses Conciles provinciaux s'assemblent sans en-  
« traves, et les Evêques jouissent de toute la plénitude de l'exer-  
« cice de leur ministère sacré. »

Ces paroles, si larges et si formelles, n'ont jamais été révoquées, et elles ne peuvent l'être que par la bouche même qui les a prononcées. Peut-être n'en avons-nous pas assez profité ; mais pour nous en être abstenus, il serait malheureux qu'on nous accusât de les avoir laissées tomber en désuétude.

Or, il me semble que, sans rompre la ligne de circonvallation dans laquelle nous sommes renfermés et par le Conseil-d'État et par les deux lettres de M. le Garde des Sceaux, je puis remplir suffisamment les devoirs qui me sont imposés par mon titre d'Evêque. J'agirai donc comme il suit :

Je n'imprimerai pas l'Encyclique, ni dans un mandement exprès, ni dans tout autre.

Mais je n'imprimerai pas davantage l'Encyclique tronquée par le Conseil-d'État, soit parce qu'elle a perdu son caractère apostolique par cette mutilation, soit parce qu'il y a des peines canoniques très-sévères contre ceux qui mutilent les Constitutions pontificales,

et, par suite, contre ceux qui en useraient. En l'imprimant et en la publiant ainsi, je manquerais au respect que je dois au Chef de l'Eglise, comme à celui que je me dois à moi-même comme Evêque, et je m'exposerais à encourir des peines que je dois repousser de toute mon âme. Aussi ai-je cru que les vrais principes canoniques m'interdisaient de la recevoir en cet état.

Mais cela n'empêchera pas que je ne vous entretienne du Jubilé quand j'aurai reçu les instructions particulières qui me sont nécessaires pour fixer le mois dans lequel il devra avoir lieu.

Et comme les libraires ont eu une pleine et entière liberté d'imprimer dans son entier l'Encyclique, ce monument auguste de la foi et de la grandeur d'âme de Pie IX, je m'en suis procuré un nombre suffisant d'exemplaires pour en donner un à chacun de vous. Peu importe que vous l'ayez par cette voie ou par celle d'un mandement épiscopal.

De plus, voulant user de la liberté reconnue et proclamée par Sa Majesté dans les paroles si expresses que vous venez de lire, je vous convoque, en forme de Synode, à Montauban, pour le 2 février prochain, fête de la Purification de la Bienheureuse Vierge Marie. Devront y assister : MM. les chanoines, les curés de canton et les présidents des conférences ; plus un second prêtre de chaque canton ou conférence, le secrétaire ou un autre, à la désignation de M. le curé ou du président. La réunion aura lieu au séminaire, à onze heures précises du matin. Nous y renouvelerons ensemble la profession de foi prescrite par le pape Pie IV ; on y remettra à chacun de MM. les doyens et présidents le nombre d'exemplaires de l'Encyclique correspondant au nombre des prêtres du canton ou de la conférence ; et je vous donnerai les conseils que demandent les circonstances, en vous rappelant quelle est la règle inviolable et invariable de la conduite que doit tenir le clergé à l'égard du pouvoir civil, pour garder le respect qui lui est dû, tout en demeurant fidèle à l'Eglise. D'avance, je vous la trace ici en quelques mots.

Si un gouvernement *ordonne* de faire quelque chose qui soit contraire aux ordres que nous avons reçus de Dieu, la conscience nous défend de lui obéir.

S'il nous *défend* un acte propre de notre ministère, nous pouvons provisoirement *omettre* cet acte, à moins qu'il ne soit du

nombre de ceux qui sont impérieusement et immédiatement commandés par la loi de Dieu. C'est ainsi que, dans la circonstance présente, j'omettrai la promulgation de l'Encyclique dans la forme qui nous est interdite, et celle de la portion de cette même Encyclique qu'on nous autorise à publier : celle-là, parce qu'elle n'est plus rigoureusement nécessaire, en présence de l'immense et universelle publicité qu'elle a reçue par la voie de la presse, et celle-ci, par les raisons que j'ai dites plus haut.

En deux mots : en ce moment et toujours, notre conduite doit être telle que nos actes paraissent visiblement et uniquement procéder du sentiment de nos devoirs envers Dieu et envers l'Eglise, sans qu'il y ait rien ni dans le fond, ni dans la forme, qui puisse être interprété dans un sens de mauvais vouloir et d'hostilité envers les autorités temporelles.

Recevez, Messieurs et chers Coppérateurs, l'assurance de mon sincère attachement.

† JEAN-MARIE, évêque de Montauban.

Donné à Montauban, ce 18 janvier 1865, en la fête de la Chaire de saint Pierre.

P. S. On se mettra en mesure au séminaire pour donner, à midi, une modeste réfection aux prêtres qui seront présents, afin qu'ils puissent facilement retourner le soir dans leurs paroisses si cela leur convient.

#### *Synode diocésain de Montauban.*

On lisait dans la *Semaine catholique* de Montauban, sous la date du 2 février :

« La réunion en forme de synode, convoquée par la lettre de Mgr l'Évêque de Montauban, en date du 18 janvier dernier, a eu lieu aujourd'hui, fête de la Purification de la Très-Sainte-Vierge, dans la chapelle du grand séminaire. Elle était composée du Chapitre cathédral, de MM. les curés de canton, de MM. les présidents et secrétaires des conférences, spécialement appelés, et d'environ cent ecclésiastiques qui s'y étaient rendus spontanément.

« Après le chant du *Veni Creator*, Monseigneur a donné à son clergé les avis qu'il jugeait utiles dans les circonstances actuelles,

et que les membres présents doivent communiquer à leurs confrères retenus dans leurs paroisses.

« Nous croirions sortir des limites qui nous sont tracées si nous entreprenions de donner le texte ou même l'analyse de cette allocution si grave, et qui a laissé dans l'esprit et le cœur de tous une si profonde impression. Aussi, dès qu'elle a été terminée, M. Freys, doyen du Chapitre, au nom de ce corps vénérable et de tout le clergé présent ou absent, a adressé à Sa Grandeur les paroles suivantes :

« Monseigneur,

« Il y a deux ans et quelques mois, époque de la grande manifestation catholique, si glorieuse pour l'Episcopat et si consolante pour les fidèles, que le clergé de votre diocèse, réuni dans cette enceinte pour participer au bienfait d'une retraite pastorale, déposa aux pieds de Votre Grandeur l'expression de ses sentiments à l'égard de son Evêque vénéré, et, par lui et avec lui, envers l'immortel Pie IX, notre Père commun.

« Aujourd'hui, Monseigneur, au milieu du conflit si regrettable qui vient de surgir entre notre gouvernement impérial et tout l'Episcopat, gardien fidèle de la sainte doctrine, défenseur des droits sacrés de l'Eglise, tous les prêtres de votre diocèse, représentés ici par nous, réunis en ce moment en synode, se font un vrai bonheur et un saint devoir de saisir cette circonstance solennelle pour renouveler en votre présence leur profession de foi. Elle se résume en ces deux mots : union et soumission ; union franche, inaltérable, soumission confiante et entière à notre Evêque vénéré, notre père, notre guide, et par lui et avec lui au saint Pontife qui siège sur le trône de Pierre et qui a reçu de Jésus-Christ la mission pleine et entière d'enseigner et de gouverner l'Eglise universelle.

« Telle est, Monseigneur, notre profession de foi, expression fidèle des sentiments dont nous sommes tous animés, et sur lesquels, Monseigneur, Votre Grandeur peut toujours compter, quels que soient d'ailleurs les événements qui nous attendent.

« Et maintenant, Monseigneur, daignez nous permettre de vous offrir un tribut de reconnaissance pour tous les conseils si prudents et si éclairés que Votre Grandeur ne cesse de nous don-

« ner, et dont nous avons un si grand besoin, par les temps difficiles que nous traversons. Nous sommes tous bien disposés à en faire notre règle de conduite, à laquelle, avec l'aide de l'assistance divine, nous espérons être toujours fidèles. »

« Après ce discours, qui exprimait si bien les sentiments de tous, Monseigneur, agenouillé au pied de l'autel, a prononcé la profession de foi prescrite par le Pape Pie IV, à laquelle ont adhéré tous les assistants, qui sont venus deux à deux s'agenouiller devant le Prélat, et prononcer la formule du serment sur les saints Évangiles : *Juro ; sic me Deus adjuvet et hæc sancta Dei Evangelia.*

« On a chanté ensuite les trois versets des litanies des Saints, par lesquels Dieu est supplié de régir et conserver son Église, avec son Chef apostolique et toute la hiérarchie ecclésiastique, et de confondre ses adversaires. On y a joint en dernier lieu le versicule pour le Souverain-Pontife, afin que Dieu le conserve, lui donne de longs jours, le rende heureux sur la terre et ne le livre pas à la fureur de ses ennemis. En entendant ce concert unanime, quelques-uns des assistants, saisis d'une vive émotion, ont senti défaillir leurs voix et couler leurs larmes. Ils avaient vu Pie IX en 1862 et s'étaient trouvés dans la chapelle Sixtine, au moment de le quitter sans espoir de retour, lorsqu'au signal donné par un prêtre français, une multitude de voix sacerdotales jetait ainsi à ce tendre Père un dernier adieu.

« Le chant du *Magnificat* et la bénédiction épiscopale ont terminé cette réunion, qui sera mémorable dans les fastes de l'Église de Montauban. »

---

*Lettre pastorale de Son Eminence le Cardinal-Archevêque de Chambéry.*

Pendant qu'il était sur la terre, Nos Très-Chers Frères, Jésus-Christ choisit douze Apôtres ; il leur dit : « Je suis la lumière du monde, celui qui me suit ne marche pas dans les ténèbres. » (Joan., 8, 12.) Il employa trois années à les instruire, et avant de monter au ciel, il leur adressa ces admirables paroles : « Allez, enseignez toutes les nations ; apprenez-leur tout ce que je vous ai enseigné

moi-même. » (Matth., 28, 19.) Les Évêques sont les successeurs des Apôtres; comme eux, nous avons mission de vous annoncer la doctrine de Jésus-Christ. Saint Paul exhortait Timothée à prêcher à temps et à contre-temps; à employer successivement les prières, les instances et même les reproches; « car, ajoutait-il, il viendra un temps où les hommes ne voudront plus entendre la saine doctrine; ils se choisiront des maîtres selon leurs désirs, ils fermeront l'oreille à la vérité pour se repaître de mensonges. » (II Tim., 2, 4.) Nous craignons fort, N. T. C. F., que ces tristes jours ne soient arrivés pour un grand nombre de personnes.

Un jour, après avoir fait un miracle éclatant, saint Pierre prêchait dans le temple; Anne, prince des prêtres, et Caïphe survinrent et lui demandèrent qui l'avait autorisé à parler ainsi en public. « Sachez, leur répondit Pierre, et que tout le peuple d'Israël sache avec vous que c'est au nom de Jésus de Nazareth, que vous avez crucifié et que Dieu a ressuscité, que cet homme a été guéri; c'est en son nom seul que nous pouvons être sauvés. » Voyant qu'il n'y avait pas possibilité de nier ce miracle, les Juifs se bornèrent à ordonner à Pierre et à Jean de ne plus parler de Jésus. « Voyez vous-mêmes, leur dirent-ils, s'il est juste de vous obéir plutôt qu'à Dieu. *Si justum est vos potius audire quam Deum, judicate.* » (Act., 4, 19.) Lorsque des circonstances analogues se reproduiront parmi nous, vous devez reconnaître aussi, N. T. C. F., qu'il est juste d'obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes.

Arrêté à Jérusalem, saint Paul fut conduit à Rome, où il fut longtemps prisonnier. « Je suis dans les fers comme un malfaiteur, écrivait-il à Timothée; mais la parole de Dieu n'est pas enchaînée. *In quo laboro usque ad vincula, quasi male operans, sed verbum Dei non est alligatum.* » (II Tim., 2, 9.) Aujourd'hui, N. T. C. F., nous voyons avec affliction que la parole de Dieu se trouve quelquefois enchaînée.

Vous le savez, N. T. C. F., notre foi est fondée sur l'autorité. Nous croyons comme de foi tout ce qui est renfermé dans le Symbole des Apôtres, dans celui de Nicée, dans celui de Constantinople et dans celui de saint Athanase; nous croyons comme de foi tout ce qui a été décidé successivement par les Conciles généraux, et en particulier par le saint Concile de Trente, et comme il ne peut pas toujours y avoir des conciles en permanence, nous



croyons aussi comme de foi les décisions du Souverain-Pontife en matière doctrinale, lorsqu'elles sont revêtues des conditions requises. Nous disons alors comme saint Augustin : « Rome a parlé, la cause est finie, *Roma locuta est, causa finita est.* » Nous le croyons, parce que Jésus-Christ a dit à Pierre : « Tu es Pierre, et c'est sur cette pierre que je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévaudront point contre elle. » (Matth., 16, 18.) Nous le croyons, parce qu'il lui a dit aussi : « J'ai prié pour que ta foi ne défaille pas. *Rogavi pro te ut non deficiat fides tua.* » (Luc, 22, 32.) Les protestants, les incrédules, les déistes, les libres penseurs, quelque nom qu'ils prennent, en un mot tous les non-catholiques, rejettent le principe d'autorité et n'admettent pas d'autre règle de croyance que le libre examen. Nous, catholiques, c'est au principe d'autorité que nous devons d'avoir tous le même symbole, la même foi, les mêmes espérances. Le libre examen conduit nécessairement au scepticisme en religion et à la division des esprits. Une partie de ceux qui admettent ce principe ne croient plus rien, les autres sont livrés à une effrayante divergence d'opinions. Il suit de là que pour nous, catholiques, l'autorité est une chose sacrée, et qu'on ne peut nous empêcher d'entendre sa voix sans nous faire au cœur une profonde blessure. Aussi disons-nous, en toute discussion, comme saint Jérôme : « Pour moi, je m'attache à la chaire de Pierre. *Ego quidem cathedræ Petri consocior.* »

On se plaint souvent des désordres qui règnent aujourd'hui dans le monde, et l'on demande s'il faut les attribuer à la malice des hommes ou aux mauvais principes répandus dans la société. Nous croyons, N. T. C. F., que les dérèglements dont nous avons à gémir viennent principalement des erreurs monstrueuses dont le monde est maintenant inondé. Depuis quelques années, le vénérable Chef de l'Eglise a condamné quelques-unes de ces erreurs les plus dangereuses ; ces condamnations ont été publiées successivement sans exciter aucune réclamation. Elles ont été résumées et réunies dans une Bulle publiée le 8 décembre dernier, jour de l'Immaculée-Conception, et adressées à tous les Evêques du monde catholique pour servir de règle de croyance aux fidèles. En ce qui nous concerne personnellement, N. T. C. F., nous professons solennellement que nous recevons ces décisions

avec tout le respect qui est dû à l'autorité du Vicaire de Jésus-Christ.

Cette Bulle pontificale a été insérée et commentée en sens divers dans tous les journaux ; elle a été répandue dans toutes les villes, dans toutes les communes, et lue dans toutes les familles. Conformément aux intentions du Saint-Siège, nous étions sur le point de monter en chaire, de vous en faire la lecture, de vous en donner l'explication ; mais une prohibition contre laquelle nous protestons formellement devant Dieu et devant les hommes, nous a mis dans l'impossibilité de remplir ce devoir de notre ministère. Nous sommes obligé de reconnaître qu'aujourd'hui la parole de Dieu est enchaînée. *Verbum Dei est alligatum.*

Jésus-Christ a dit à ses Apôtres : « Allez, enseignez toutes les nations ; apprenez-leur tout ce que je vous ai enseigné moi-même. *Omnia quaecumque mandavi vobis.* » En France, on modifie ce texte et l'on dit : Enseignez, non pas toute la doctrine de Jésus-Christ, mais seulement ce qu'on vous permettra d'enseigner. En France, on professe la liberté illimitée de tous les cultes ; illimitée, oui, à l'exception du culte catholique. En ce moment, on permet aux journaux de tous les partis d'attaquer la Bulle du 8 décembre ; on laisse aux protestants, aux juifs, aux incrédules, aux athées, la liberté de jeter le ridicule et l'odieux sur l'enseignement du Chef de l'Eglise, et l'on refuse aux Evêques le droit de parler pour l'expliquer aux fidèles et la justifier.

Sous la gouvernance sarde, avant l'annexion de la Savoie à la France, les provisions de Rome étaient aussi soumises à l'*exequatur* dans certains cas ; mais, d'après un concordat intervenu en 1742, entre le Pape Benoît XIV et le Roi Charles-Emmanuel III, les Bulles dogmatiques et celles des Jubilés étaient formellement exceptées, parce que, en effet, de droit naturel et divin, il est absolument nécessaire que le Chef de l'Eglise puisse faire entendre sa voix à ses enfants pour leur apprendre ce qu'ils doivent croire et pratiquer pour être sauvés.

Heureusement, dans le cas dont il s'agit, la publication officielle de la Bulle cesse d'être absolument nécessaire. Il est admis en droit canon que, dès qu'une Bulle doctrinale a été publiée à Rome avec les conditions requises, elle devient obligatoire pour tous les fidèles qui en ont une connaissance certaine, même avant

d'avoir été publiée officiellement, surtout si cette publication a été empêchée par une cause indépendante de l'Eglise. Or, toutes ces conditions se trouvent réunies dans le cas qui nous occupe. L'Encyclique a été publiée à Rome ; la publication officielle a été prohibée ; la connaissance en a été portée par les journaux dans toutes les familles.

Cette prohibition nous paraît une mesure regrettable sous tous les rapports. Elle a produit dans toute la France, et nous devrions dire dans toute l'Eglise catholique, une profonde agitation ; les colonnes des journaux ont été remplies des discussions auxquelles elle a donné lieu. Tous les Evêques se sont fait un devoir de protester, et ceux qui ont tardé de le faire par un excès de modération y ont été obligés par l'impatience et les murmures des fidèles. Cette agitation laissera pour longtemps un principe de mécontentement dans l'âme des catholiques, et, tôt ou tard, ces mécontentements produisent toujours quelque fâcheux effet. En voyant le triste état de l'Italie, quelques personnes pensaient que le Pape pourrait bien encore être obligé un jour de venir chercher un refuge dans un département français ; mais la prohibition du 1<sup>er</sup> janvier nous prouve que son ministère n'y trouverait pas non plus la liberté dont il a besoin, car il n'y a pas de liberté qui lui soit plus nécessaire que celle d'instruire, d'enseigner la vérité et de condamner l'erreur.

Les journaux qui attaquent l'Encyclique prétendent qu'elle est en opposition avec les idées modernes et avec tous les principes de gouvernement reçus depuis 1789 ; pour nous, N. T. C. F., nous prenons pour fondement de notre croyance la doctrine de l'Evangile et celle de l'Eglise. Nous avons la conviction que c'est là, et là seulement, que se trouve le vrai principe de toute moralité, de toute vertu et de toutes nos espérances pour l'avenir ; que c'est là, et là seulement, que se trouve la véritable connaissance de Dieu, de ses attributs et de ses intentions sur les destinées de l'homme ; que c'est là, et là seulement, que les souverains trouveront les sages règles de tout bon gouvernement et la stabilité de leurs dynasties. Voyez quel a été le sort et la fin des empereurs romains et la courte durée de leurs familles dans les siècles où les principes du christianisme n'avaient pas encore pénétré la société ; de 1789 à 1850, les principes révolutionnaires ont pris en

Europe une influence prédominante; les constitutions et les dynasties s'y sont succédé comme dans les temps du Bas-Empire. L'Evangile, qui a principalement pour fin de conduire les hommes à la vie éternelle, ferait déjà leur bonheur dans celle-ci, s'il était bien compris et bien pratiqué. Les catholiques ne sont point étrangers aux intérêts de la vie présente; ils ne rejettent point les idées modernes, pourvu qu'elles soient conciliables avec les principes de la justice éternelle.

Vous voyez par ces observations, N. T. C. F., que nous protestons personnellement contre la prohibition faite aux Evêques relativement à l'Encyclique du 8 décembre, et que cependant nous la respectons; nous croyons ne devoir publier ni la Bulle entière, ni la Bulle tronquée. La connaissance privée que vous en avez acquise nous paraît suffire pour que vous puissiez gagner l'indulgence du Jubilé que le vénérable Pie IX a bien voulu nous accorder aux conditions énoncées dans la Bulle du 20 novembre 1846, publiée par notre Lettre pastorale du 20 janvier 1847. Nous allons donc vous rappeler ici toutes ces conditions. (*Suit l'exposé des conditions.*)

† ALEXIS BILLIET, *cardinal-archevêque.*

---

*Lettre circulaire de Monseigneur l'Evêque de Soissons  
au Clergé de son diocèse.*

Soissons, le 31 janvier 1865.

Messieurs et chers Coopérateurs (1).

Appelé un des derniers à partager les travaux de l'Episcopat dans notre France, qui, à toutes les époques de son histoire, s'est montrée si profondément catholique, Nous avons, dans le silence de la méditation et devant Celui qui sonde les reins et les cœurs, lu et pesé tout ce qui a été écrit depuis quelque temps sur les doctrines proclamées par le Souverain-Pontife.

Il est inutile de vous dire que ces erreurs signalées par Lui,

(1) Cette lettre, toute confidentielle pour notre clergé, ne doit pas être lue en chaire.

Nous les condamnons comme il les condamne , et que Nous nous unissons à Nos Vénérables Collègues dans leur profession de foi et de soumission au Successeur de saint Pierre — profession de foi et soumission qui sont la force et la gloire de l'Eglise : — *Unus Deus, Una fides, Unum Baptisma*. Nous savons , Messieurs et chers Coopérateurs, que vous aussi vous partagez entièrement ces sentiments, et c'est notre consolation.

Nous adhérons également aux protestations que Nos Vénérables Collègues dans l'Episcopat ont adressées à S. Exc. le Ministre des cultes, et Nous-même, nous lui avons écrit respectueusement dans ce sens. — Nous pouvions le faire avec d'autant plus de liberté que Nous aimons sincèrement notre pays, ses institutions et l'auguste Souverain à qui Dieu a confié ses destinées ; que Nous nous plaçons à rendre justice à tout ce qui a été fait de bien en faveur de la Religion, après une époque peu éloignée de nous qui menaçait la société d'une ruine certaine.

Maintenant que l'Episcopat a si dignement rempli son devoir, Nous nous croyons en droit de vous recommander avec plus d'autorité une prudente réserve et une sage circonspection. Il serait plus qu'inutile au bien de la Religion et au salut des âmes de discuter en chaire les diverses propositions condamnées par l'Encyclique. Les fidèles de vos paroisses ont eu connaissance de cet acte mémorable soit par les journaux, soit par la publication de la librairie (1). Ils savent que tout catholique est obligé d'adhérer en conscience aux décisions doctrinales qu'il renferme ; cela peut suffire pour le moment. Attendons des temps plus favorables pour venger l'Enseignement du Souverain-Pontife des fausses interprétations et des attaques passionnées dont il a été l'objet. Abstenez-vous surtout de rien dire du haut de la chaire qui puisse être interprété comme un blâme de la mesure prise par l'Autorité civile.

Dans les temps difficiles que nous avons à traverser, il importe, Messieurs et chers Coopérateurs, que chaque défenseur de l'Eglise reste fidèlement à son rang, et qu'il n'aille point, par un élan inconsidéré, s'exposer à nuire à la cause qu'il prétend soutenir. Laissez vos premiers Pasteurs, comme c'est leur droit et leur de-

(1) On peut trouver chez MM. Adrien Le Clère et Poussiègne l'Encyclique et les documents qui l'accompagnent.

voir, se porter en avant, et soyez bien persuadés que le meilleur moyen de servir utilement la sainte Eglise, c'est d'attendre leur impulsion et de suivre la direction qu'ils jugeront à propos de vous donner. Leur unanimité de soumission et d'attachement au Vicaire de Jésus-Christ vous offre toutes les garanties que vous pouvez désirer.

Du reste, Nous aimons à nous en rapporter à votre sagesse et à votre prudence.

Veuillez, Messieurs et chers Coopérateurs, agréer l'assurance de Notre entier et affectueux dévouement.

† JEAN-JULES, évêque de Soissons et Laon.

*Lettre de Monseigneur l'Evêque de Montpellier au Clergé  
de son diocèse.*

Montpellier, 25 janvier 1865.

Monsieur le Curé (1),

« Dieu a livré le monde à la dispute des enfants des hommes (2) » : c'est un grand malheur quand la Religion se trouve mêlée à ces disputes vaines et passionnées.

Le 8 décembre 1864, en accordant un Jubilé à l'univers catholique, Notre Saint-Père le Pape adressait à tous les Evêques en communion avec le Saint-Siège une Encyclique dans laquelle il condamne et réproouve les erreurs modernes au point de vue de la Foi. — Cette Encyclique, comme le fait remarquer Mgr l'Evêque de Pamiers, *touche à certains points délicats qui exigent des notions variées et précises, des connaissances historiques et théologiques assez étendues*. Aussi le Docteur suprême ne l'a-t-il pas adressée aux

(1) Cette lettre ne sera point lue en chaire. — Si, aujourd'hui, comme dans l'Encyclique *Arcano divinae Providentiae*, le Saint-Père eût commandé de publier, la situation des Evêques de France eût été tranchée en face de la défense du gouvernement; mais la sagesse n'abandonne jamais le Siège apostolique, et rien de semblable ne se trouve dans l'Encyclique *Quanta cura*, adressée aux seuls Evêques. En agissant ainsi, le Souverain-Pontife indiquait assez clairement que des questions délicates et complexes, où la vérité absolue vient toucher à des exigences sociales, devaient être, avant tout, méditées et préparées par l'Episcopat.

(2) Eccl. 3.

fidèles, comme il se pratique souvent, comme cela a eu lieu en particulier pour le Jubilé de 1846... *Universis Christifidelibus*,... mais aux Pasteurs *seuls*, afin que, se pénétrant de cette doctrine, développant son vrai sens, en leur qualité de docteurs de la Foi ils puissent la répandre sainement dans l'âme du clergé et des peuples ; afin que les agneaux que Nous paissions « s'abstiennent  
« des herbes mauvaises que Jésus-Christ ne cultive pas parce que  
« son Père ne les a point plantées ; afin que l'on sache que toute  
« félicité découle pour les hommes de notre auguste Religion, de  
« sa doctrine, de sa pratique, et qu'il est heureux le peuple dont  
« Dieu est le Seigneur (1). »

A peine cette Encyclique nous eut-elle été transmise, qu'il se fit de par le monde, vous le savez, un grand bruit de paroles et de voix confuses, une commotion que nous nous abstenons de qualifier : *Factus est autem sonitus*,... *et ecce commotio* (2). — Mais, au lieu de voir, comme le Prophète, les os arides secouer leur poussière sous le souffle de Dieu, au lieu de voir les ossements se réunir et se rapprocher de leurs jointures, l'agitation violente engendra division, désunion et pêle-mêle. On ne nous laissa ni le loisir de méditer la parole du Chef de l'Eglise, ni le recueillement pour en approfondir le sens religieux, ni la liberté de convertir en lait pour nos ouailles cette nourriture solide.

Nous avons dû attendre que le silence se rétablît, que les flots de l'émotion fussent abaissés : comme dans le sanctuaire de la justice et des lois on ne reprend la discussion suspendue qu'après que les passions du dehors ou du dedans apaisées ont rendu aux magistrats et aux législateurs le calme parfait qui doit présider aux arrêts et aux votes.

Nous avons encore un autre motif de ne pas produire tout d'abord Nos pensées : c'est que l'Eglise est la plus haute école de respect ; c'est que dans toutes ses Assemblées, dans toutes ses délibérations, les pasteurs sont appelés à souscrire par ordre et par rang ; c'est que, malgré les honneurs d'une position élevée, Nous n'avons pas oublié les principes de modération et de réserve que Nous avons heureusement puisés dans notre éducation cléricale à la noble et saine école de Saint-Sulpice ; c'est qu'en un mot,

(1) Encyclique *Quanta cura*.

(2) *Ezech.*, 37.

n'étant encore que le 74<sup>e</sup> parmi les évêques de France, il nous a convenu d'attendre, et de laisser passer devant Nous nos aînés, afin de mettre à profit leurs lumières et leur expérience.

Maintenant, Monsieur le Curé, que Nous avons obéi à ces hautes convenances et à nos sentiments sincères de juste modestie, quoique notre tour ne soit pas encore venu, il Nous sera permis d'élever la voix, et nous voulons le faire avec la dignité qu'un Evêque se doit à lui-même, et doit comme exemple à son clergé.

Quand la parole du Vicaire de Jésus-Christ descend sur le monde des hauteurs du Saint-Siège, il appartient aux Evêques de la recueillir avec respect et de la porter avec autorité au troupeau confié à chacun d'eux : tel est l'ordre établi dans l'Eglise. — Cet ordre a été stéréotypé dans les actes du premier Concile tenu à Jérusalem. On se le rappelle, en ces jours de l'Eglise naissante, quelques juifs animés d'un faux zèle prétendirent que les Gentils convertis à la foi ne pouvaient être sauvés, à moins de pratiquer les observances légales. Paul et Barnabé résistèrent à ce sentiment, et soutinrent avec raison qu'il suffisait aux nouveaux chrétiens de s'en tenir à la Loi Evangélique. De là une sédition, sédition telle, qu'on ne put l'apaiser qu'en déférant la cause aux Apôtres qui se trouvaient à Jérusalem. — Pierre assemble ses collègues, parle le premier, décide la question en faveur de la liberté acquise aux enfants de l'Evangile : c'était sa prérogative, c'était son droit, comme prince des Apôtres et Chef de l'Eglise. Mais voici que Jacques, Evêque de Jérusalem, prend la parole après Pierre, conclut dans le même sens, et donne néanmoins son avis d'une façon remarquablement accentuée : « Je juge, *Ego judico*. » On formule ensuite la sentence de l'assemblée en ces termes solennels : « Il a paru bon au Saint-Esprit et à Nous..... *Visum est Spiritui Sancto et Nobis* (1). »

Dans la société actuelle, où règne trop souvent la confusion des idées et du langage, la haine de l'Eglise d'une part, de l'autre un zèle intempestif pour sa défense, intervertissent les rôles et troublent cet ordre admirable. — A peine un document est-il envoyé aux Evêques par le Saint-Siège, que, sans attendre que les pasteurs se prononcent à la suite de leur chef, on se place aussitôt

(1) Act., 15.



comme intermédiaires entre le Pape et les fidèles, et ces intermédiaires, puisqu'il faut les appeler par leur nom, ce sont les journaux.

Les uns, libres penseurs, écrivains plus libres encore, ne reconnaissent et n'auraient à briser d'autre entrave que le lien qui arrête la chèvre vagabonde; lien, disons-le, assez fortement tissé quand il s'agit de préserver le terrain politique de tout envahissement illégal, mais doué d'une élasticité très-grande pour laisser fourrager sur le domaine religieux. Aussi, dès l'apparition de l'Encyclique, les journaux que nous signalons, usant et abusant de leur privilège d'écrire, se sont-ils mis à l'œuvre avec une sorte de fièvre. Les voilà interprétant, dénaturant, jugeant, condamnant la parole du Docteur suprême; et, pour ne citer qu'une des feuilles les moins acerbes, l'acte pontifical était présenté à l'opinion publique comme *une promulgation de principes inouïs, un attentat à la liberté et au progrès, un asservissement de la pensée humaine, un retour cruel au moyen-âge, tout un mouvement de théocratie...* — C'est en faisant revivre tous ces vains épouvantails, que l'on égarait le sens des masses, que l'on surexcitait les passions d'un trop grand nombre.

Les autres, qui s'intitulent un peu trop facilement journaux religieux, ont à leur tour paru de suite sur la brèche. La liberté qui avait été laissée pour l'attaque et le blâme leur fut également concédée pour louer et pour défendre. Avant que l'Episcopat, seul fondé de pouvoir et accrédité d'office, expliquât et transmitt aux peuples la doctrine émanée du Saint-Siège, on les vit affirmer, décider, trancher, exiger une soumission absolue, déclarer que *toute la rédaction était de cet avis*, qu'ils allaient combattre vaillamment, qu'aucun ne faillirait à son devoir...; on les vit se permettre une suite d'articles démontrant *ex professo* que les condamnations de l'Encyclique n'avaient rien de si effrayant, que telle règle de conduite, adoptée dans certains cas par la politique actuelle, n'y était réprouvée *qu'autant que l'on aurait la prétention d'en faire un principe invariable et un dogme*.

Nous ne craignons pas de le dire, ici, tous se sont donné des torts, dans une mesure et à un point de vue différents : les premiers, en abusant d'une liberté d'écrire qui blesse les consciences et afflige l'Eglise; les seconds, en s'arrogeant une mission qui ne

leur a pas été confiée, et dont l'exercice ne peut que porter le trouble à travers les rangs de la milice sainte ; — les hommes de nos jours acceptant encore l'enseignement d'une autorité sacrée promulgué par ses organes naturels, mais fermant à bon droit l'oreille aux prédications hasardées de je ne sais quels pasteurs laïques, et refusant nettement de prendre les articles d'un journal pour articles de foi.

De là, comme il arrive lorsque des adversaires surexcités se trouvent en présence, et comme vous l'avez sans doute regretté avec Nous, Monsieur le Curé, la discussion s'est envenimée de la manière la plus fâcheuse, au point de se changer presque en une guerre de partis, l'hostilité devenant chaque jour plus irritée en proportion de l'ardeur de la défense, et la défense plus incisive en raison de la véhémence de l'hostilité. — Comment la grande voix de l'Episcopat pouvait-elle se faire entendre avec fruit dans ces moments d'effervescence où les camps opposés ne s'entendent pas eux-mêmes ?...

S'il y a pour tous, et pour les Evêques en particulier, temps de se faire et manière de parler, Nous croyons que l'heure est venue de parler à notre tour, et de le faire avec cette mesure que la vérité conserve en toutes choses, avec cette charité que les débordements ne doivent jamais éteindre.

Aux écrivains qui n'ont pas, que nous sachions, la prétention de se poser en apologistes de l'Eglise et des actes du Saint-Siège, qui méconnaissent notre autorité pastorale, et à qui nous ne pouvons parler que comme un homme parle à des hommes, nous dirons : De bonne foi, avouez que vous n'êtes pas compétents en matière religieuse, et qu'entre vos connaissances très-variées, la science théologique est celle où vous êtes le moins de niveau avec une instruction profonde. Dans cet état, comment voulez-vous juger des questions ardues, complexes, touchant à la vérité révélée quant au droit, et quant au fait, à certaines tolérances pratiques ? — Et non-seulement vous n'avez en cela nulle compétence vous ne cherchez même pas à vous éclairer, à compléter les éléments qui vous manquent, avant de faire de la polémique. En tout ce que vous jetez chaque jour comme nourriture à la faim dévorante de l'esprit public, vous recourez à la collaboration d'homme spéciaux et exercés : chez vous, un artiste ne rendra,

pas compte des travaux de l'Académie des sciences, un littérateur ne donnera pas la chronique musicale; à celui-ci, vous réservez les discussions de fond, à celui-là le bulletin de la politique; — en un mot, vous avez à votre service des spécialités intelligentes, éprouvées et connues, et vous avez raison. — Mais quand il s'agit de la Religion, des principes surnaturels en regard des institutions humaines, du contact si délicat de la puissance ecclésiastique avec les Gouvernements de la terre, vous admettez dans la pratique qu'une plume quelconque suffit sans la choisir, et qu'un écrivain improvisé est toujours assez fort pour contester ce qu'il ne comprend pas bien, blâmer ce qu'il ignore et trouver des torts aux Pasteurs de l'Eglise. Ne faudra-t-il de maturité que dans la discussion d'une loi de finances ou dans la critique des œuvres de l'art ou de l'esprit, et sera-t-il loisible au premier venu de traiter à la légère des points difficiles et sacrés?... Nous vous le disons sans aigreur, champions de la libre pensée et de la presse libre, tout vous manque pour explorer les seuls abords de la grande question du jour : nous avons le droit de décliner la compétence de votre tribunal, et de nous étonner doublement de vous voir prendre ce ton d'infailibilité qui décide haut et ferme. Quant à rechercher si l'intérêt personnel ne tombe jamais en surcharge dans l'un des plateaux de la balance, et si vos calculs ne l'entraînent pas quelquefois du côté du chiffre des abonnements, cette tâche n'est point la nôtre.

Après avoir rappelé l'incompétence de nos adversaires, nous arrivons, Monsieur le Curé, à une seconde observation qui a aussi beaucoup d'importance : c'est que les écrivains catholiques (qualification dont on est trop prodigue) ne sont nullement autorisés à devancer le jugement des Evêques. De savoir s'il est bon que l'Episcopat emploie lui-même comme organes officieux les journaux dévoués à la cause de l'Eglise, voilà une question délicate qu'il ne nous appartient pas de résoudre; seulement il est permis de penser qu'en dehors de ces auxiliaires la voix Pastorale a ses ressources très suffisantes. — Quoi qu'il en soit, nous dirons maintenant sans détour aux journaux religieux :

Vous avez entrepris sur le droit exclusif des Evêques, en décidant sans eux et avant eux; — vous avez manqué à tous les respects qui sont dus à la parole du Vicaire de Jésus-Christ, en vous

permettant, vous laïques, d'interpréter cette parole vénérable, lorsque l'élucidation théologique qui en a été donnée, *ex professo*, par un de nos plus savants Prélats, Monseigneur d'Orléans, laisse encore quelques points dans une pénombre que perceraient difficilement des yeux moins exercés ; — en vous interposant entre le Pape et les fidèles, vous avez inventé un moyen de communication, un tribunal que Notre-Seigneur n'a point établi, que la Tradition n'a pas consacré, que l'Eglise n'a jamais connu. — Quand les fidèles, après s'être édifiés dans vos colonnes, entendent la lecture de nos Mandements, quel intérêt, quelle impression, quelle conviction vraiment religieuse peut-il en résulter pour eux ? L'instruction Pastorale devient alors une redite plus ou moins monotone de ce qu'on sait depuis plusieurs semaines, l'écho plus ou moins accentué d'une voix profane, la confirmation peu utile de ce que l'on croyait déjà fermement sur la foi des journaux. — Le peuple chrétien, à la longue, ne pourrait-il pas s'imaginer que ses docteurs et ses guides marchent à la remorque dans le sillage que vous avez tracé sur les flots?... Sans doute, comme la Magistrature, notre haut Sacerdoce plane librement au-dessus des courants et des passions du monde ; mais il importe que le simple soupçon d'entraînement ne puisse venir contre nous à l'esprit d'aucun homme, de même que la justice de la terre irait jusqu'au scrupule pour empêcher de croire à la moindre influence populaire sur ses décisions (1). Et puis, n'y a-t-il pas toujours dans le journalisme une couleur de parti qui déteint nécessairement sur les discussions religieuses ? Le pouvoir civil n'étudie pas l'Eglise en elle-même ; il la considère au point de vue gouvernemental ; il en observe les tendances, en apprécie l'influence d'après les journaux qui en soutiennent la cause ; il en arrive même à confondre les hauts intérêts de la Foi avec ce qu'on lui

(1) Il importe extrêmement que la parole des Evêques ne paraisse subir aucune influence. S'il faut qu'ils protestent, *par cela seul* qu'on a protesté, qu'ils protestent *dans les journaux*, parce que tel journal enregistre, compte, apprécie et sanctionne pour ainsi dire les protestations, la parole épiscopale, discutée, ballottée d'un journal à l'autre, perd inévitablement quelque chose de sa dignité et de son poids. Si l'on n'ose suspecter la sincérité des observations qui sont faites, on insinue du moins, et l'on a même écrit, « que les premiers qui ont parlé entraînent les autres, que les plus ardents dominent les plus modérés ; » au total, une réclamation toute consciencieuse passe alors aux yeux de beaucoup d'hommes pour le résultat de l'intimidation, de l'entraînement et de la faiblesse.

désigne comme un système d'opposition : de là la défiance, l'aigreur, l'irritation et la sévérité. Nous voulons le croire, des conditions moins absolues seraient faites à l'Episcopat, si la presse ne se donnait pas le tort ou les apparences de peser sur lui, si elle ne semblait pas rattacher les Evêques à ce qu'elle appelle le *Parti Catholique*. On n'a point encore osé placer le Souverain-Pontife à la tête de ce *parti* ; on lui donne pour chefs des individualités sans mandat légitime, souvent laïques ; mais les Evêques ne connaîtront jamais d'autre parti que la Sainte Eglise, d'autre chef que le Vicaire de Jésus-Christ. — Effacez ce mot de *parti*, inconciliable avec l'idée si large de catholicisme, alors un gouvernement modéré parce qu'il est fort, bienveillant puisqu'il protège, renoncera lui-même à une pénalité qui ne punit pas : il n'ira plus exhumer de vieilles armes de l'arsenal de sa législation ; tout au plus les conserverait-il pour témoins inoffensifs d'un autre âge, comme on garde dans un musée d'artillerie quelques rondelles du temps de Charles VII.

A nos observations, on répond par un mot dont on a trop abusé, à savoir : que tout chrétien, tout écrivain catholique est soldat. Soldat, oui, mais non pas capitaine : soldat, pour exécuter et non pour diriger la manœuvre : soldat, pour obéir aux commandements supérieurs transmis par les chefs de corps, et non pour interpréter ces commandements : soldat, pour marcher en ligne dans cette grande armée rangée en bataille, et non pour se débander en tirailleur improvisé. Si nous consentions à placer par honneur la presse religieuse au front de bandière, ce serait toujours à la condition qu'elle ne dépasserait jamais l'alignement des drapeaux et des étendards. — Voilà la beauté, et surtout la force du camp d'Israël ; voilà l'ordre essentiel qu'on ne trouble pas sans péril.

*Conclusion.* Faut-il que les journaux s'abstiennent de toute controverse en matière religieuse?... Nous n'avons pas la prétention d'arrêter le cours des fleuves ; nous voudrions seulement en prévenir les débordements. — Notre vœu comme Evêque, c'est que des organes incompetents ou non accrédités ne viennent plus se placer prématurément entre le Pape et les fidèles, entre le Législateur suprême et ses interprètes naturels ; c'est que quand une parole descend de la chaire apostolique, l'explication et la dé-

fense de cette parole, toujours grande et sage, soit réservée tout d'abord à l'Episcopat; c'est que le flot des appréciations humaines demeure un instant suspendu pour laisser passer l'Arche sainte et son cortège. — Après cela, nous voudrions de tous une soumission raisonnable; mais si quelques-uns refusaient d'écouter l'Eglise, qu'au moins ces enfants indociles usassent avec plus de respect et de réserve d'une liberté d'écrire dont la loi peut toujours modérer l'exercice et réprimer les excès.

Voilà, Monsieur le Curé, ce que Nous avons cru nécessaire de rappeler à votre souvenir et à vos méditations, au milieu des conjonctures présentes. Heureux si Notre voix pouvait concourir à la saine intelligence des choses et à l'apaisement des esprits!

Et maintenant, Monsieur le Curé, nous souvenant que, malgré notre indignité, Nous sommes successeur des Apôtres, *posé Evêque par le Saint-Esprit pour régir l'Eglise de Dieu* (1) dans le diocèse qui nous est échu; « qu'ayant été légitimement institué Pasteur de Notre église de Montpellier, Nous sommes par là établi « juge de la foi et de la doctrine, en vertu de Notre autorité épiscopale et par la puissance que Nous avons reçue de l'Esprit « Saint (2); Nous condamnons et proscrivons, avec le Chef de l'Eglise, toutes les erreurs par lui condamnées et prosrites; Nous les proscrivons au sens que le Souverain-Pontife a voulu y attacher. — Nous déclarons avec Monseigneur de Blois: « Que certains principes ne sont condamnés dans l'Encyclique qu'autant « que l'on voudrait en faire une règle essentielle du vrai et du « juste;... » avec Monseigneur d'Arras: « Qu'il s'agit de principes vrais au point de vue de la vérité révélée, qu'il s'agit du « droit plus que du fait;..... » avec Monseigneur d'Orléans: « Que l'Encyclique, adressée aux Evêques seuls, exhorte les Pasteurs à combattre les erreurs, et les laisse juges du moment, de « la forme, des explications utiles, selon le besoin des fidèles, « selon les circonstances des temps et des pays; qu'il n'est pas « juste de voir dans les dernières paroles du Pape autre chose « que la légitime proclamation de la vérité immuable, que la nécessaire condamnation d'une liberté illimitée;... » enfin, avec Monseigneur de Saint-Brieuc: « Que nous sommes convaincu

(1) Act., 20.

(2) Déclaration de Mgr l'Evêque de Poitiers.

« qu'aucune des idées généreuses de notre temps, aucune doctrine de progrès et de liberté, telles que les théologiens et écrivains orthodoxes les ont comprises et expliquées, ne se trouvent anathématisées dans l'Encyclique du 8 décembre 1864. »

Nous ne doutons pas du zèle éclairé et de la prudence parfaite que notre clergé apportera dans les circonstances présentes. Il se souviendra que saint Paul recommande de *conserver la vérité dans la charité* (1); que le saint Pape Grégoire le Grand a porté la soumission aux Puissances jusqu'aux plus extrêmes limites (2); et que son successeur Pie IX vient de consacrer une fois de plus le principe de soumission, en flétrissant, dans le *Syllabus*, la proposition soixante-troisième.

Aussi, Nous répéterons à Notre clergé ces belles paroles de l'Apôtre : « Ne donnons à personne le moindre prétexte de blâmer notre ministère, mais montrons-nous en toutes choses comme de vrais ministres de Jésus-Christ, en toute patience, longanimité, suavité, charité sincère (3). » Et terminant par la lettre du Prince des Apôtres, Nous dirons avec lui : « Jésus-Christ a souffert pour nous, nous laissant pour exemple de suivre ses traces..... A travers les malédictions, il ne répondait pas par l'injure et l'outrage; au milieu des souffrances, il ne jetait pas de menaces (4). »

Recevez, Monsieur le Curé, la nouvelle assurance de Notre entier dévouement.

† FRANÇOIS, évêque de Montpellier.

*Lettre de Monseigneur l'Evêque de Nice aux Curés de son diocèse.*

Nice, le 29 janvier 1865.

Monsieur le Curé,

Par lettre du 1<sup>er</sup> de ce mois, Son'Excellence M. le garde des sceaux a signifié aux Evêques la défense de publier et d'interpréter l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape Pie IX, en date

(1) Eph., 4.

(2) Epist. III, 65.

(3) II Cor., 6.

(4) I Petr., 2.

du 8 du mois de décembre dernier, portant condamnation de 80 propositions que Sa Sainteté avait déjà prosrites séparément dans des époques différentes.

L'épiscopat français s'est ému avec raison en recevant cette prohibition qui le met dans l'impossibilité de publier dans la forme ordinaire ces documents pontificaux, qui ont pour objet de fixer notre foi et notre enseignement au sujet d'un grand nombre de maximes répandues dans la société moderne, et dont quelques-unes tendent ouvertement à repousser la révélation et à renverser notre sainte religion.

Je regrette vivement de ne pouvoir vous faire connaître toute ma pensée sur cette Encyclique. Si plus tard nous avons des temps moins périlleux que ceux que nous traversons, il sera peut-être permis aux Evêques d'interpréter cet acte doctrinal émanant du Pontife Suprême.

A l'heure qu'il est, les journaux ont donné une publicité presque universelle à l'Encyclique et au *Syllabus* du 8 décembre, et vous-même, Monsieur le Curé, vous avez reçu sous la forme d'une brochure ces documents solennels, et je suis persuadé que vous les avez déjà placés dans vos archives pour y puiser la règle de vos jugements et de vos instructions.

Dans les conjonctures difficiles où nous sommes, il importe plus que jamais de nous serrer autour du Père commun des fidèles, qui du haut de sa chaire rend les oracles de la vérité avec une autorité divine. Soyons soumis à sa parole, et recueillons avec empressement et avec respect les enseignements qui descendent de ce siège immobile, contre lequel se heurteront inutilement et se réduiront en poussière les édifices du mensonge et les machinations des impies. « Tout, disait Bossuet à l'assemblée du clergé en 1682, tout est soumis aux clefs de Pierre; tout, rois et peuples, pasteurs et troupeaux. Nous le publions avec joie, car nous aimons l'unité et nous tenons à gloire notre obéissance. »

Comme autrefois la barque de Pierre, l'Eglise traverse dans ces jours une mer orageuse, inconstante et semée d'écueils et de dangers. Mais Jésus-Christ est dans la barque de l'Eglise, comme il était dans celle de Pierre en Galilée. Pasteurs et troupeaux, ne cessons jamais de prier Celui qui commande aux vents et à la mer, et attendons avec calme le jour béni où-il lui plaira d'apaiser



la tempête. Au milieu des détresses qui affligent l'âme de l'immortel Pontife Pie IX, adoucissons ses peines en demandant au Pasteur éternel la paix et le repos pour ce tendre père qui gémit des troubles qui l'ont assailli depuis longtemps et des angoisses dont est abreuvée notre sainte mère l'Eglise.

Ces prières, nous les redoublerons tous à l'ouverture du Jubilé universel, que je publierai dans le mandement du carême avec les instructions que vous devrez donner aux fidèles commis à votre sollicitude, pour gagner l'indulgence plénière qui y est attachée.

Recevez, Monsieur le Curé, les sentiments de mon affectionné dévouement.

† JEAN-PIERRE, évêque.

*Lettre de son Éminence Monseigneur le Cardinal-Archevêque  
de Lyon au clergé de son diocèse (1).*

Nos chers Coopérateurs,

Un document pontifical, que nous seuls aurions dû porter à votre connaissance, vous a été communiqué par toutes les voies de la presse la plus ennemie. Pour nous, nous n'avons pas eu la liberté d'adresser à nos diocésains la lettre de leur Père et de leur Pasteur, et de publier solennellement cette Encyclique du 8 décembre dernier, que l'ignorance a défigurée, que l'impiété a calomniée.

Le Souverain-Pontife n'attaque pas les principes qui constituent notre gouvernement. Il veut que, suivant la doctrine de saint Paul, les chrétiens soient soumis aux puissances établies, que ces puissances soient monarchiques, qu'elles soient républicaines, que leur gouvernement soit représentatif, qu'il soit absolu. Il faut reconnaître, dans leur autorité, l'autorité de Dieu. Le Chef de l'Eglise ne professe pas d'autres principes ; l'Encyclique n'offre pas un autre enseignement.

Ce document pontifical vient-il combattre la tolérance des diffé-

(1) Voir plus haut la lettre au Ministre.

rents cultes chrétiens ? Non, N. T. C. C. : sans doute le Pontife suprême ne voit pas la vérité dans deux propositions contraires ; il ne croit pas que toutes les religions soient vraies, et qu'on puisse faire son salut dans l'Eglise et hors de l'Eglise ; mais il croit devoir pratiquer à l'égard de tous les cultes cette tolérance dont les gouvernements couvrent certains abus qu'il condamne, parce que leur suppression entraînerait les plus graves inconvénients. Le juif, à Rome, a sa synagogue ; l'entrée lui en est parfaitement libre tous les samedis, pour vaquer aux exercices de son culte. L'anglican a à sa disposition une chapelle à la Porte du Peuple : la population élégante, qui s'y rend le dimanche, n'est pas repoussée à la porte par les officiers de la police romaine.

Le Pape voudrait voir la foi catholique propagée dans le monde entier, et tous les peuples de la terre réunis dans le même bercail et sous la conduite d'un même pasteur. Mais ce zèle pour le triomphe de la vérité ne l'empêche pas d'entretenir des rapports de bienveillance et de charité avec les souverains qui ne le reconnaissent pas pour leur Pasteur, et qui ne partagent pas ses croyances.

Le Pape repousse le progrès ! C'est encore ce qu'on croit trouver dans l'Encyclique ! De quel progrès veut-on parler ? Est-ce le progrès moral, scientifique, industriel ? Le Pape admet ce progrès dans ses États. Il ne veut pas du progrès qui amène les bouleversements, l'instabilité dans les gouvernements, la ruine et la discorde au milieu des populations. S'il ne peut pas introduire chez lui tout ce progrès matériel qui fait la gloire de certains États, c'est parce qu'on entrave ses généreux projets, et qu'on lui ôte les ressources qui donnent à d'autres nations le moyen de réaliser de grandes et de nobles entreprises.

On veut une presse sans frein, qui ne sache ni respecter l'innocence de l'enfant, ni la pudeur de la jeune fille, ni la sainteté de l'union conjugale, ni les dogmes les plus sacrés, ni les mystères les plus profonds. Cette presse impie et licencieuse, le Pape n'en voudra jamais. Il rend justice aux services signalés que la presse a rendus à la religion, il l'honore comme la messagère de la vérité, mais il condamne et condamnera toujours ses écarts. La Providence a mis cette admirable invention au service de la vérité ; mais elle n'a pas voulu en faire son ennemie.

En faisant précéder la publication du Jubilé de quelques réflexions sur l'Encyclique, nous n'avons pas voulu par là, N. C. C., exprimer un doute sur la sagesse de votre interprétation du document pontifical ; nous avons voulu vous fournir le moyen de dissiper quelques préjugés, de repousser quelques accusations contre l'Encyclique et de faire connaître le sens de quelques passages plus obstinément et plus injustement attaqués.

Pour vous, N. C. C., vous avez lu cet écrit avec le respect et la vénération que nous devons aux paroles du Vicaire de Jésus-Christ ; vous avez adhéré du fond du cœur à ce qu'il nous enseigne ; vous avez condamné tout ce qu'il condamne, et cette Encyclique aura été pour vous la liberté qu'il faut embrasser, l'oracle qu'il faut écouter et croire.

Nous nous bornons à vous communiquer la seule partie de la Lettre encyclique que vous avez à lire en chaire.

Suit la publication de la partie de l'Encyclique relative au Jubilé de 1865, avec le texte entier de ce document et le dispositif relatif à la célébration du Jubilé dans le diocèse de Lyon.

---

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Tarentaise (Savoie)  
à son clergé.*

Moutiers, 2 février 1865.

Nos chers Coopérateurs,

Vous partagez sans doute le regret douloureux que Nous éprouvons de ne pouvoir publier dans la forme ordinaire l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape, en date du 8 décembre dernier, adressée à tous les premiers Pasteurs du monde catholique, afin que chacun la notifie et l'explique à ses ouailles et en fasse ressortir l'importance, l'autorité et l'opportunité.

En effet, s'il est des conjonctures où le Chef suprême de l'Eglise doit élever sa voix souveraine et la faire entendre à tous les fidèles par ses intermédiaires officiels, ce sont assurément celles où une presse impie et licencieuse a pleine liberté de répandre partout ses poisons, ses erreurs et ses blasphèmes contre la religion et ses ministres. Malheureusement il n'en est pas ainsi pour

Nous : personne n'ignore l'obstacle mis au libre exercice de notre ministère.

Dans une telle situation, le meilleur parti à prendre, nous paraît-il, est de faire ce qu'on peut, en se conformant à l'esprit de l'Eglise, qui sait toujours rendre à César ce qui est dû à César, et à Dieu ce qui est dû à Dieu.

Ainsi Nous continuerons de respecter la puissance temporelle dans tous ses droits légitimes, et dans ses dépositaires à tous les degrés ; mais nous ferons notre profession de foi, nous ne rabattons jamais rien des droits sacrés dus à la puissance spirituelle, et ne cesserons de réclamer contre toute interdiction de leur libre exercice.

Nous déclarons donc que Nous avons reçu l'Encyclique précitée, et le *Syllabus* y-joint, avec le plus profond respect et la plus entière soumission ; que Nous adhérons à l'un et à l'autre d'esprit et de cœur sans aucune réserve ; que ces sentences doctrinales ont toute leur force obligatoire pour les consciences chrétiennes ; qu'elles seront la règle invariable de nos enseignements, et que, selon notre conviction intime, personne ne peut les contredire sans manquer gravement à l'autorité de l'Eglise, et par conséquent à l'autorité de Dieu même. *Qui vos spernit, me spernit ; qui autem me spernit, spernit eum qui misit me.* (LUC, x, 16.)

Bien que les mille voix de la presse aient donné à ces documents apostoliques la plus grande publicité, et qu'ils vous soient déjà connus, Nous tenons, Nos chers Coopérateurs, à vous en adresser des exemplaires authentiques par la voie qui Nous reste ouverte, vous commandant de les garder soigneusement, de les étudier sérieusement, et de vous en servir avec prudence et discernement, soit pour réfuter les erreurs qui auraient cours dans vos paroisses, soit pour répondre aux questions qui pourraient vous être adressées.

Croyez, Nos chers Coopérateurs, que sous le poids de nos sollicitudes, bien lourd à notre âge, rien ne Nous soutient et ne Nous console plus efficacement, après la grâce de Dieu, que votre foi orthodoxe, votre dévouement à la sainte Eglise et à son Chef bien-aimé. Oui, Nous affirmons avec confiance que Nous lui sommes tous unis à la vie et à la mort, et que, dans l'occasion,

Nous dirions tous comme l'apôtre saint Thomas : *Emus et nos, ut moriamur eum eo.* (JEAN, XI, 16.)

Recevez l'assurance de notre sincère et cordial dévouement.

† J.-FRANÇOIS M., évêque de Tarentaise.

P. S. Cette lettre ainsi que l'Encyclique et le *Syllabus* ne doivent pas être lus en chaire.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Grenoble sur les accusations portées dans la presse contre l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape et le Syllabus.*

Nous venons un peu tard, nos chers Coopérateurs, vous entretenir des actes pontificaux du 8 décembre, et des circonstances qui en ont accompagné la publication dans notre pays. Mais ces actes sont en eux-mêmes un événement si considérable, l'émotion qu'ils ont produite en France est si générale et si vive, que nous avons cru, à l'exemple de plusieurs de nos illustres collègues, ne pas pouvoir nous borner à quelques paroles d'adhésion ou de protestation, mais qu'il était de notre devoir, selon la mesure de nos forces et avec la réserve que la gravité de la situation commande, d'expliquer ces actes du Saint-Siège et de les défendre contre les attaques dont ils sont l'objet.

Rarement des lettres ou des jugements apostoliques ont éveillé autant d'agitation dans les esprits, et donné lieu à la presse de se livrer à des manifestations aussi passionnées. Dès la première nouvelle de l'existence de ces documents, avant même qu'on eût pu, sinon en prendre lecture, du moins les étudier avec le calme nécessaire pour en saisir le vrai sens, des déclamations violentes ont éclaté; on a porté contre le Saint-Siège des accusations odieuses; on s'est permis de tourner en dérision ces actes solennels; et tout en répétant qu'ils n'ont aucune valeur, qu'ils n'exerceront aucune influence sur une société définitivement émancipée de la tutelle de l'Eglise, depuis près d'un mois ils sont la matière principale de la polémique de la presse française, comme ils sont le premier objet de la préoccupation des esprits.

Grâce à Dieu, nous n'en sommes plus à ces temps où la religion

tenait peu de place dans les pensées et dans la vie publique de nos concitoyens ; où la parole apostolique n'avait guère d'accès et d'écho que dans le cœur du clergé ; où les questions religieuses étaient indifférentes pour les peuples : il n'en est pas aujourd'hui qui passionnent davantage les esprits, et on a beau les appeler sur un autre terrain, ils y reviennent fatalement.

En même temps que ces accusations se produisent, des erreurs qui leur sont corrélatives, se déclarent avec plus de netteté et d'audace que jamais.

Les uns, poussant à bout le principe fondamental du protestantisme, sous prétexte de la liberté de conscience et de l'incertitude des doctrines religieuses, faisant tout dériver de la personnalité humaine, voudraient anéantir l'Eglise chrétienne : ils réduisent la religion à une question intérieure et individuelle, et proclament comme une des conditions essentielles de la société moderne la séparation absolue de l'Eglise et de l'Etat. Les autres, se rattachant plus directement à la politique de la prétendue réforme, tout en admettant l'existence de la société religieuse, sous prétexte de l'unité essentielle de l'Etat, veulent lui asservir l'Eglise : évoquant les maximes de certains parlementaires, ils s'efforcent de prouver qu'il n'y a qu'un seul « vrai pouvoir, » le pouvoir civil ; ou même, reculant jusqu'au paganisme, au mépris des droits les plus sacrés de la conscience et de toutes les idées modernes, ils prétendent investir « César » des honneurs et des droits du « pontificat. »

Ce sont là, messieurs, de graves indices d'une situation difficile : il y en a de plus graves encore. Vivement ému des actes pontificaux du 8 décembre, le gouvernement a cru devoir user de la faculté que les articles organiques lui attribuent et défendre aux évêques de publier ces documents dans les formes accoutumées.

Cette défense, qui blessait les évêques français dans leur dignité, et qui était de nature à inquiéter leur conscience, tout en éveillant dans leurs âmes les mêmes sentiments, devait provoquer de leur part une conduite différente.

Si les uns croyaient pouvoir se contenter de protester ouvertement, d'autres pouvaient se croire obligés à passer outre aux défenses officielles, et à prouver solennellement que, pour pro-

mulguer des lettres et des actes apostoliques, ils n'avaient pas besoin du visa de l'autorité civile.

Sans doute, ces manifestations n'étaient pas absolument nécessaires à l'épiscopat pour faire connaître ses sentiments au clergé et aux fidèles. La liberté actuelle de la presse, qui a de si graves inconvénients, a aussi ses avantages. Il n'est plus permis au pouvoir « d'enchaîner la parole apostolique, » de soustraire à la connaissance de la nation les enseignements et les actes du Chef de l'Eglise, et de forcer les pasteurs, pour les faire parvenir aux peuples, de recourir à des moyens clandestins ou pleins de périls. Personne n'empêche les évêques d'adresser à leur clergé l'Encyclique et le *Syllabus*, comme le font les imprimeurs et les libraires.

Rien ne s'oppose à ce qu'ils adhèrent publiquement à ces actes, les expliquent et les défendent, comme de simples écrivains et des journalistes. De quelque façon que ces adhésions et ces enseignements soient adressés aux peuples, ils leur arrivent, et il n'est personne qui s'y méprenne.

Mais il faut en convenir : si les intérêts essentiels de la vérité divine sont sauvegardés, l'honneur et la dignité de l'Épiscopat n'en sont pas moins atteints : réduits à la condition de commissionnaires à leurs frais, ou de simples écrivains dans l'exercice de l'un de leurs droits les plus sacrés, les évêques ne peuvent point ne pas se tenir pour sérieusement offensés. Ceux qui se taisent ne le ressentent pas moins vivement que ceux qui parlent. Impossible que ceux qui croient devoir protester ne relèvent pas ce qu'il y a d'incompatible entre cette législation de l'ancien régime et du premier Empire et la liberté actuelle de la presse ; et qu'en reportant leurs regards à quelques années en arrière, ils ne signalent pas, entre d'augustes paroles alors prononcées et les récentes prohibitions, une opposition éclatante.

Vainement on arguerait, pour l'expliquer, de l'existence des lois organiques et de la nécessité de les faire respecter. Personne ne s'y trompe. Si l'on peut contester que ces lois soient tombées en désuétude, on sait bien que l'application en est facultative.

Ce sont des armes mises en réserve, et dont les gouvernements se servent selon les besoins et les circonstances. Dû reste, quand on est entré dans la voie de la répression, on va toujours plus

loin qu'on ne veut ; et, dans quelques limites qu'on la renferme, les ennemis de l'Eglise et du gouvernement y trouvent toujours des moyens pour les attaquer l'une et l'autre, ou les compromettre. Qu'on en juge par ce que nous avons sous les yeux.

Nos adversaires communs ne s'accordent pas entièrement sur la conduite qu'à leur sens le gouvernement doit tenir envers les évêques, dans les circonstances actuelles ; mais leur but est le même. Tous convaincus que l'appel comme d'abus est une arme usée, il n'est venu qu'à la pensée d'un petit nombre que les évêques, étant avertis, auraient pu prudemment être laissés à eux-mêmes et à leur sagesse.

L'État aurait rempli son devoir en protestant contre des actes qu'il croit hostiles à la législation et aux traditions nationales : libre aux évêques de remplir le leur, sous la responsabilité de leur conscience, en face du jugement de Dieu et de l'opinion publique. Les uns donc proposent de recourir à la force, et de mettre à exécution les articles du Code pénal (art. 201-206) ; les autres, plus habiles, ne voudraient pas d'une persécution dont finalement les évêques recueilleraient l'honneur et les bénéfices.

Mais ils croient le moment opportun pour en venir à des solutions plus radicales : asservir l'Eglise à l'État, ou rompre absolument avec elle. Si l'on ne peut espérer d'arriver au résultat tout d'un coup, ils indiquent les moyens de le préparer et de l'obtenir prochainement. « Cette préparation est facile et on l'a en main. Après tout, ce ne sont pas les évêques qui ont fait la situation actuelle, et ce n'est pas à eux tout d'abord qu'il faut s'en prendre. Puisque le Pape a répondu aux propositions contenues dans une lettre impériale célèbre, par la condamnation presque littérale de ces propositions mêmes, comment espérer encore qu'on surmontera ses résistances, et qu'il consentirait à se déjuger ?

« Nous avons motivé le traité du 15 septembre sur l'incompatibilité de nos principes avec ceux qui dirigent le gouvernement pontifical ; cette incompatibilité, le Saint-Père l'affirme plus haut et plus énergiquement que nous. Que reste-t-il, si nous sommes conséquents avec nous-mêmes, sinon de hâter l'exécution de ce traité, pour nous dégager d'une situation qui gêne la liberté de notre action, inquiète notre conscience politique et compromet notre dignité aux yeux de l'Europe ? Nous nous sommes réservé



deux ans pour retirer nos troupes de Rome ; mais nous ne nous sommes engagés envers personne à ne pas les retirer plus tôt.

« Le moment est venu de procéder à cette mesure : ce sera le premier pas vers une situation nouvelle, un acheminement naturel à une rupture ouverte, ou du moins à une séparation définitive entre l'Eglise et l'Etat. »

Certes, nos chers Coopérateurs, malgré l'éclat qu'on leur donne, et l'habileté avec laquelle on les produit, nous sommes loin d'attacher une grande importance à ces espérances et à ces insinuations. La sagesse séculaire du Saint-Siège et les intérêts bien compris du gouvernement les tiennent également éloignés de ces excès. Les évêques sauront bien d'ailleurs, sans violer le respect dû au pouvoir, réserver les droits de leur dignité et remplir les devoirs de leur charge. Au besoin, le caractère propre de l'esprit français nous rassurerait. Malgré sa vivacité connue, les solutions radicales ne lui vont guère ; trancher violemment les questions ne lui paraît pas la manière la plus sage de les résoudre ; et, sauf les circonstances exceptionnelles où l'empportement des passions le domine, il ne croit pas que consommer le mal en soit l'unique remède.

Cependant, si la situation est loin d'être désespérée, il faut convenir qu'elle a ses périls. Les meilleurs esprits s'agitent et se partagent. Les amis sincères de la liberté gémissent. Les consciences chrétiennes se troublent. Les défiances entre le gouvernement et le clergé s'accroissent. Des préjugés et des erreurs anticatholiques se propagent. De toutes parts on se demande avec anxiété quand et comment finiront ces conflits, et si l'on peut croire prudemment que la paix entre le Saint-Siège et le gouvernement, entre l'Etat et l'Eglise, en France, sera un jour assurée.

Il serait plus raisonnable peut-être de se demander si ces agitations, si ces conflits, ont vraiment une raison d'être ; si les documents romains ont bien la signification et la portée que la presse leur a généralement données ; si les accusations dirigées contre ces actes pontificaux, et parties de camps si divers, sont justes et motivées ; si, dans des convictions qui semblent si générales et si fortement établies, l'ignorance, l'irréflexion, les préjugés et les circonstances n'ont pas eu la plus grande part ; si, enfin, sous ces

graves apparences de dissentiments, il n'y aurait pas aussi des malentendus.

C'est ce que nous nous proposons d'examiner dans cet écrit, nos très-chers Coopérateurs. En vengeant le Saint-Siège contre les accusations de la presse, nous aurons l'occasion d'exposer, au moins indirectement, les saines doctrines sur ces matières délicates.

Sans prétendre donner une interprétation officielle des actes pontificaux du 8 décembre, ce qui n'appartient qu'au suprême législateur, nous en dirons simplement notre pensée. En repoussant avec énergie les griefs portés contre notre Pasteur et notre Père, nous n'incriminerons pas les intentions : nous ne ferons pas le procès aux personnes ; et pour montrer l'injustice de ces accusations, nous en appellerons moins à la science qu'à la réflexion, moins au sentiment religieux qu'aux règles élémentaires de l'équité.

Engagés dans une situation difficile, nous croyons, avec un grand évêque dont le nom est sans cesse invoqué depuis quelque temps, qu'il est possible de défendre victorieusement les droits et les actes du Saint-Siège, sans fournir des armes aux ennemis des institutions et du gouvernement de son pays. Si nous avons de justes sujets de plaintes, nous saurons bien en contenir l'expression, ou la rendre toujours digne et respectueuse. Dans les conflits soulevés entre l'Etat et l'Eglise, l'épiscopat ne cherche point des occasions de querelles, mais des remèdes : *« Nos autem queri juvat, cum decet et prodest ; remedia enim, non dissidia querimus. »*

Heureux nous-mêmes si, par ces quelques recherches et des observations simples, mais bien réfléchies, nous pouvions concourir à amener la fin de dissentiments bien regrettables, et si, en éclairant l'opinion publique surexcitée, il nous était donné de la ramener à des appréciations plus équitables, de contribuer, en quelque chose, à l'apaisement des esprits.

I. Considérations générales. — Préjugés légitimes qui montrent l'injustice des accusations portées contre les actes pontificaux.

I. Pour se convaincre du peu de fondement, et même de l'injustice des accusations portées contre les actes pontificaux du

8 décembre, par la plupart des organes de la presse, il ne serait pas nécessaire de les discuter en détail : il suffirait de constater par des considérations générales que les passions, l'irréflexion, et aussi l'ignorance, y ont eu la plus grande part.

Et d'abord, que les passions les aient inspirées, ou du moins qu'elles en aient étrangement exagéré l'expression, c'est ce qu'il est impossible de méconnaître, non pas seulement dans les journaux le plus ouvertement hostiles à l'Eglise, et le plus habituellement violents dans leur langage, mais dans ceux-là mêmes qui se piquent le plus de délicatesse dans le style et d'impartialité dans les appréciations. A leurs yeux, ces actes du Saint-Siège ne sont pas seulement une grande faute, c'est *une folie et un véritable suicide*. On eût bien voulu les considérer « comme une œuvre d'exagération routinière et professionnelle, » comme une « rodomontade sans effet ; » on est forcé d'y voir *un inexplicable défi* porté à la société civile ; et on ne connaît pas dans l'histoire moderne « d'acte aussi subversif en politique et aussi dissolvant au point de vue social. » Ce n'est pas seulement une erreur « monstrueuse en politique, elle l'est surtout au point de vue intellectuel et moral. » N'excusez pas le Saint-Père sur ses intentions : son but déclaré est de rétablir la théocratie la plus absolue ; « la tyrannie sur tous les hommes et sur toutes choses » est la « substance » même de « l'Encyclique ; » et il y « a scandalisé le monde entier par la proclamation solennelle du dogme de l'inquisition. »

Ne vous rabattez pas sur son courage, comme si on pouvait le relever par ce côté, et trouver dans ces actes pontificaux quelque sorte de grandeur : cette œuvre est « une œuvre d'aveuglement » bien plus que de hardiesse ; tout caractère de grandeur » lui est ôté par « l'incurable aveuglement où cette audace a sa source ; l'« trépidité » qu'il montre « ne vient que d'un aveuglement im-  
« mense, et né de son immense orgueil. » Les prétentions de cet orgueil sont telles que la langue ne suffit pas pour les exprimer ; il faut inventer de nouveaux mots pour représenter le pouvoir pontifical comme il le songe : « Ce Pape qui parle si haut à l'uni-  
« vers ; qui, dans ses bulles, traite en latin les rois comme ses  
« lieutenants, évoque le songe d'un pouvoir pontifical dévorateur  
« de la société civile. » Aussi, en face « de cette imprécation par  
« laquelle la Papauté semble faire ses adieux au pouvoir tem-

« porel, » on se demande avec stupeur : « Est-il possible de placer un tel anathème, dernier cri d'une ambition politique si étrangère aux origines du christianisme, sous l'invocation du pêcheur de Galilée, et du grand Paul qui convertissait le monde en travaillant de ses mains (1) ? »

En est-ce assez, Messieurs ? et quand on considère de qui l'on parle en ces termes outrageants ; que c'est bien du saint Vieillard dont ces écrivains eux-mêmes ont souvent loué la bienveillance égale et toujours sereine, admiré la patience et la longanimité ; quand on considère surtout qu'il s'agit, non pas seulement d'un Pontife et d'un prince, mais de la plus grande puissance morale qui existe dans le monde, et qui a le plus de droit à tous les respects ; et qu'on voit ses actes et ses intentions aussi odieusement incriminés, son courage traduit comme un incurable orgueil, la voix de sa conscience appelée le cri d'une ambition politique et le suprême effort « d'une colère sénile ; » l'insulte et la dérision s'emparant de tout : de l'intérêt de l'Eglisē dont il est le chef, de sa dignité, de son âge, de l'autorité des grands noms qu'il invoque, pour rendre leurs traits plus sensibles et plus cruels ; on ne peut se défendre d'une profonde tristesse ! on serait certainement autorisé à éclater d'indignation ; on a au moins le droit de se tenir en défiance contre des jugements empreints de tant de passion, et d'en révoquer en doute la justice.

II. Mais si la passion a eu une grande part dans les accusations de la presse, celle de la prévention et de la légèreté n'y a pas été moindre. Les actes pontificaux ont produit partout, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne, en Italie, et dans les autres provinces du monde chrétien, une impression plus ou moins vive ; nulle part ils n'ont éveillé des émotions aussi profondes et une agitation aussi générale qu'en France. À entendre ce qui se dit, à voir ce qui se fait dans notre pays, depuis l'apparition des documents romains, on croirait que le Saint-Père ne s'adresse qu'à nous dans son Encyclique, et que nous sommes seuls, ou, plus que tous les autres peuples catholiques, l'objet des condamnations recueillies dans le *Syllabus*. Cependant, à les considérer en eux-mêmes, ces actes du Saint-Siège s'adressent à la catholicité tout entière :

(1) *Le Temps*, des 6, 7 et 10 janvier ; *Journal des Débats*, du 1<sup>er</sup> janvier ; *Revue des Deux-Mondes*, du 1<sup>er</sup> janvier.

ces enseignements dogmatiques, ces arrêts doctrinaux, ce Jubilé, sont bien universels par leur destination, comme ils le sont par leur nature; et rien ne nous autorise à nous en attribuer la plus grande part. Si quelques mots usités dans notre droit public sont employés dans une ou deux propositions du *Syllabus*, si quelques-unes des idées qui ont cours en France y sont signalées à l'animadversion des fidèles, d'autres expressions employées dans ce Résumé nous sont étrangères; ces mêmes idées sont répandues ailleurs que dans notre pays; et des assertions ou des erreurs que nous connaissons à peine y sont condamnées.

Du reste, la composition même du *Syllabus* proteste contre cette prétention de la presse française : les quatre-vingts propositions qui le composent sont empruntées à des allocutions consistoriales, à des encycliques, à des lettres du Pape Pie IX; or, parmi ces allocutions, ces encycliques, ces lettres, les unes ont pour objet déterminé l'Allemagne, l'Amérique, les autres l'Italie, aucune n'a été directement adressée à la France; et pour celles qui ont un objet universel et qui sont en très-petit nombre, rien n'indique que nous y ayons une plus grande part que les autres pays de la catholicité.

D'où vient donc, Messieurs, que la presse s'obstine à nous y donner la première place, et que l'opinion publique se laisse gagner à cette pensée? Cela tient sans doute à notre caractère national, qui, porté à se mêler à tout avec la vivacité qui le distingue, nous persuade que tout ce qui se passe et nous intéresse dans les événements humains, nous concerne principalement. Cela tient encore à l'importance du rôle que la France remplit dans le monde, et que les autres peuples nous reconnaissent. Mais c'est précisément parce que tel est notre caractère, et que nous devons nous défier de ces tendances et nous tenir en garde contre ces entraînements; et quelque importance que nous croyions avoir et qu'on nous attribue, nous ne sommes pas seuls l'Eglise universelle.

Il serait puéril de mesurer la part que nous avons réellement dans les actes suprêmes de la Papauté, à la hauteur de prétentions manifestement démesurées; et se laisser aller à de telles pensées, soit par irréflection, soit par vanité, dans l'appréciation

du sens et de la portée des actes apostoliques, serait le moyen le plus sûr de s'y méprendre.

Il faut le dire cependant : notre position, par rapport au Saint-Siège, est devenue spéciale par la convention du 15 septembre. Et, comme le Saint-Père avait gardé le silence jusque-là, la première parole qu'il a prononcée a pu, naturellement, paraître une réponse à nos dépêches diplomatiques et une protestation solennelle contre ce traité. Mais, en serait-il ainsi, qu'on ne serait pas autorisé à trouver dans cette circonstance la vraie signification des enseignements et des condamnations portées dans les actes apostoliques.

On ne pouvait ignorer que, depuis plusieurs années, le Souverain-Pontife s'occupait de la condamnation des erreurs contemporaines ; et, si l'on se fût donné le temps de réfléchir avant d'écrire, on aurait pu savoir, ce que personne n'ignore aujourd'hui, que le *Syllabus* était préparé, rédigé, non-seulement avant la convention du 15 septembre, mais avant que l'on pût avoir le moindre soupçon de l'existence de ce traité. Dites donc, si vous le voulez, qu'en face des éventualités redoutables que cette convention prépare pour le Saint-Siège, n'espérant aucun secours terrestre, le Saint-Père s'est tourné du côté du ciel, et que, pour attirer la protection spéciale de la bonté divine, il met toute l'Eglise en prières ; dites encore qu'à cette occasion, il a voulu donner au monde catholique les enseignements qu'il a cru lui être nécessaires ou le plus utiles : il n'y a rien là qui ne soit digne de la grandeur du Siège apostolique et conforme à ses traditions séculaires. Mais, que le Souverain-Pontife ait saisi cette occasion, voulu profiter de cette circonstance pour déclarer la guerre à nos idées et à notre droit public, pour jeter le défi à l'esprit national et pour provoquer publiquement le gouvernement de notre pays, c'est insulter gratuitement la majesté et la sagesse du Saint-Siège que de le penser et de le dire. C'est faire déchoir le Chef de l'Eglise de la hauteur où Dieu l'a placé, et lui supposer des pensées tout humaines dans l'exercice de la fonction la plus élevée de son ministère. Quelle que soit l'importance des intérêts mis en jeu, il n'est pas digne de la Papauté de répondre par des condamnations doctrinales à des actes diplomatiques. Et, pour que la parole dogmatique du successeur de Pierre soit universellement

acceptée avec le respect et l'obéissance qui lui sont dus, il faut qu'elle se montre libre de tout ressentiment et pure de tout intérêt. C'est, d'ailleurs, méconnaître trop ouvertement la grandeur d'âme et le caractère de la vertu de Pie IX, que de le croire capable d'user de telles représailles. C'est aussi faire injure à la sagesse traditionnelle de la cour pontificale. Car, si l'on avait à se plaindre et si l'on voulait se venger du gouvernement français, il ne fallait pas courir le risque de mettre l'opinion publique de son côté. Et si l'on redoute, avec raison, la mise à exécution du traité du 15 septembre, la prudence la plus vulgaire conseillait de s'abstenir d'une provocation qui devait la rendre inévitable et prochaine.

Ainsi, par quelque côté qu'on l'envisage, cette opinion si générale dans la presse, que le Saint-Père nous avait principalement en vue dans la publication de son Encyclique, et que c'est dans cette pensée qu'il faut en chercher la vraie signification, n'a aucune espèce de fondement. Si ce n'est point par calcul et parti pris qu'on s'y arrête, ce n'est que par une prévention irréfléchie et par une inexorable légèreté qu'on a pu s'y laisser surprendre. De semblables appréciations des actes pontificaux doivent paraître suspectes par cela même, et l'on ne saurait raisonnablement en tenir compte.

III. Ce n'est pas tout, Messieurs; et ce qui rend nos préjugés contre les accusations de la presse le plus légitimes, c'est l'ignorance et le peu d'équité qu'on y remarque dans l'appréciation du sens des propositions condamnées.

Sans doute, nous ne prétendons pas que des journalistes, ou même des journalistes de revues, quelque éclairés et quelque honnêtes qu'ils soient d'ailleurs, connaissent comme des théologiens ou des juristes de profession les règles spéciales de l'interprétation des textes. Les hommes instruits savent bien en général les règles de l'interprétation du sens des propositions : ils savent entre autres choses que le sens d'une proposition est déterminé, ou par ses termes mêmes, ou, si ces termes sont équivoques, par les antécédents et les conséquents de cette proposition. Mais quand il s'agit de propositions condamnées, autres sont les règles de l'interprétation des propositions en elles-mêmes, autres sont celles que l'on doit suivre pour déterminer le sens dans lequel

ces propositions sont condamnées ou le sens de leur condamnation.

Ainsi donc, ces publicistes peuvent bien ignorer que, dans les condamnations portées par l'Eglise, il en est qui ont pour objet propre la doctrine que les propositions condamnées expriment, d'autres la témérité des assertions émises dans ces propositions mêmes. Ils peuvent ignorer peut-être que toutes les propositions condamnées ne sont pas condamnables au même chef ; quoique, avec un peu de réflexion, il soit facile de concevoir qu'il y a loin, par exemple, aux yeux du bon sens, comme aux yeux de la théologie, entre une proposition hérétique et une proposition simplement fausse, ou une proposition équivoque ou non pieuse. Nous ne savons si un esprit attentif ou éclairé peut ignorer que, lorsqu'on condamne des propositions empruntées à un livre ou à un auteur qui se rattachent à un système ou même à une situation politique ou sociale, c'est dans cet auteur et ce livre, c'est dans le caractère propre de ce système ou de cette situation qu'il faut chercher le vrai sens de la proposition condamnée. Et c'est, pour le dire en passant, afin qu'on ne perde pas cette règle de vue, que le Saint-Père a fait indiquer dans le *Syllabus* les documents pontificaux dont les quatre-vingts propositions condamnées sont extraites.

Mais ce qu'aucun homme instruit, ce qu'aucun publiciste ne peut ignorer, c'est que des propositions condamnées doivent être prises dans le sens rigoureux qu'elles présentent ; que, s'il est permis, en certains cas, de restreindre le sens des termes, il ne l'est jamais de l'étendre. Encore moins est-il permis d'altérer le texte lui-même. Que si l'on se propose de se servir de certaines propositions pour incriminer l'autorité qui les a condamnées, l'équité veut qu'on ne se contente pas d'exposer le sens de ces propositions comme on les entend, parce que, même avec une bonne foi parfaite, on peut se tromper à cet égard ; mais on doit citer le texte des propositions elles-mêmes, afin que le lecteur puisse rectifier les erreurs qu'on aurait laissé échapper.

Eh bien ! Messieurs, nous sommes forcé de le dire : depuis le commencement de cette polémique, nous avons lu plus de cent articles de journaux ou de revues, de toute nuance, et surtout de journaux qui passent généralement pour être sages et modérés ; dans aucun cas, nous n'avons vu observés ces principes de jus-



**tiée élémentaire.** Pas un qui, portant contre le Saint-Siège les accusations les plus graves, les ait justifiées par des textes précis; pas un au moins qui, en faisant allusion à quelqu'une des propositions condamnées, et en vue d'en incriminer la condamnation, ait exposé non pas simplement le sens abstrait, isolé de cette proposition, mais l'ait présentée dans son sens concret, c'est-à-dire dans le sens déterminé ou par l'auteur, ou par le livre, ou par le système théorique, ou par l'ensemble des faits auxquels la proposition est empruntée ou auxquels elle se rattache.

Il y a plus : on a altéré le texte matériel et dénaturé ouvertement et de plusieurs manières le sens des propositions condamnées. Nous nous contentons d'en donner ici quelques exemples.

Ainsi, le Saint-Père, après avoir signalé cette proposition, que « l'Eglise ne doit rien décréter qui puisse lier la conscience des « fidèles relativement à l'usage des biens temporels, » y joint immédiatement celle-ci : « que l'Eglise n'a pas le droit de réprimer par des « peines temporelles » les violateurs de ses lois; » en substitue au mot « temporelles, » qui naturellement peut signifier ou des aumônes imposées, ou de simples privations de biens temporels, dont l'Eglise a la dispensation et la propriété, et qui, en tout cas, et rigoureusement, ne signifie pas autre chose, le mot de peines « corporelles, » qui implique nécessairement l'idée de peines afflictives (1).

Afin de confirmer ce sens dans l'esprit des lecteurs, on substitue au mot de réprimer celui de *sévir* (2). Et, quoique on ait été averti par d'autres journaux de cette altération flagrante, on y est revenu à plusieurs reprises, et on ne l'a pas encore retirée.

Ainsi encore, au § IV du *Syllabus*, sont flétries, avec le *socialisme* et le *communisme*, les *sociétés bibliques*, les *sociétés secrètes*, les *sociétés clérico-libérales*. Cette dernière sorte de *société* n'est pas moins désignée comme une vraie *société* que les autres; on en fait de simples individus. Cette société est appelée *clérico-libérale*; on traduit *catholiques-libéraux*. Il s'agit de prêtres qui, entre autres choses, demandent l'abolition du pouvoir temporel des Papes, et foulent aux pieds les censures dont leurs évêques les ont frappés; ces associés sont MM. de Montalembert et de Fal-

(1) *La France*, n° du 25 décembre, etc.

(2) *Journal des Débats*, n° du 29 décembre.

loux. Et toutes ces interprétations, on les allègue, nous ne voulons pas dire, on les invente, pour faire remarquer que, dans son aveuglement, le Saint-Père a repoussé et proscrit comme des *pestes*, deux catholiques sincères, deux des plus illustres défenseurs de la Papauté temporelle (1).

Ainsi enfin, car on se lasse à relever de telles bévues, le Souverain Pontife a signalé, dans son Encyclique, l'assertion de ceux qui prétendent que, « quant aux jugements du siège apostolique et à « ses décrets, qui ont pour objet déterminé le bien général de « l'Eglise, ses droits et sa discipline, pourvu que cet objet ne « concerne pas les dogmes de la foi ou des mœurs, on peut leur « refuser et son assentiment et son obéissance sans péché et sans « aucun détriment pour la profession de catholique. »

Le sens de cette proposition est fort clair, pourvu qu'on soit attentif. Il s'agit d'hommes qui, distinguant d'une manière absolue entre les décrets du Saint-Siège qui ont pour objet le bien général, les droits et la discipline de l'Eglise, et ceux qui concernent les dogmes de la foi ou des mœurs, soutiennent qu'on ne doit son assentiment ou son obéissance qu'à ceux-ci, et que, quant aux autres, on peut les violer *sans péché*, sans *nulle atteinte* portée à la *profession* qu'on fait d'être catholique; en d'autres termes, qu'on peut, sans se rendre coupable d'*aucun péché*, sans cesser en quoi que ce soit d'être et de se montrer vrai et bon catholique, ne tenir nul compte des décrets apostoliques qui ont pour objet le bien général de l'Eglise, nier ou contester les droits de l'Eglise proclamés par le Saint-Siège, et violer ses lois disciplinaires.

Mais, tout en établissant cette vérité, le Saint-Père en suppose et en maintient aussi clairement une autre, savoir : que, si les décrets du Saint-Siège qui ont pour objet le bien général et certains droits de l'Eglise, imposent aux fidèles l'assentiment et l'obéissance, c'est sous peine de *péché* et non sous peine d'*hérésie*; que ceux qui refusent de s'y soumettre portent *atteinte* à leur *profession* de catholique, mais ne cessent pas pour cela de l'être. Eh bien ! messieurs, on sait ces choses, sauf quelques modifications dans la traduction, on les a remarquées; et, néanmoins, par suite de cette circonstance, que la condamnation prononcée dans l'En-

(1) *Le Constitutionnel*, n° du 31 décembre; *le Temps*, n° du 11 janvier.

cyclique est conçue en des termes généraux, et que les propositions du *Syllabus* sont mises l'une à côté de l'autre, on en conclut que le Souverain-Pontife les met *sur la même ligne*, et censure ceux qui tiendraient quelque'une d'entre elles, de quelque nature « qu'elle soit, au même degré que ceux qui nient l'existence de Dieu. »

De sorte qu'une condamnation générale du Saint-Siège qui, par sa généralité même, laisse le plus de liberté dans la soumission à ses décrets, a la prodigieuse vertu de transformer toutes les propositions qu'elle atteint, en *hérésies*.

Quelque étrange que puisse paraître cette conception, nous ne l'aurions pas relevée, si elle eût été émise en passant et en quelques mots, nous l'aurions regardée comme une méprise et comme une aberration momentanée ; mais on y est revenu par deux fois et après réflexion, et l'auteur a trouvé sa découverte si importante, qu'il y a consacré tout un article qui ne remplit pas moins de deux pages d'un grand journal (1).

En vérité, messieurs, il y a à tout cela trop peu de bonne foi ou trop d'ignorance ; et dans l'un et l'autre cas, la justice des accusations portées par ces écrivains doit nous être suspecte. Il serait plus que téméraire de les accepter pour des appréciateurs éclairés et impartiaux des actes apostoliques du 8 décembre ; et pour en saisir le vrai sens et la portée, il faut recourir à d'autres maîtres.

## II. Premier grief : les actes pontificaux sont-ils contraires à l'ancien droit public de la France ?

I. Après les considérations générales que nous venons d'exposer, nous pouvons librement aborder la discussion des griefs élevés par la presse contre les actes pontificaux du 8 décembre.

En s'arrêtant à ce qu'il y a de sérieux dans ces griefs, et en dépouillant les accusations portées contre le Saint-Siège des formes acerbes, injurieuses dont on les a revêtues, voilà à quoi elles se réduisent : l'Encyclique et le *Syllabus* sont moins des enseignements religieux que des actes politiques ; — ils contiennent des affirmations doctrinales qui sont en opposition directe avec les principes de la société moderne, et qui sont incompatibles avec

(1) *Journal des Débats*, nos des 28 et 29 décembre.

les fondements de notre constitution, et même de notre droit civil ; — ils sont une attaque ouverte à la souveraineté et à l'indépendance de la puissance temporelle, dont ils ne respectent pas le domaine, et qu'ils tendent à subordonner à l'Église ; — enfin, sous plusieurs rapports, ils sont même en opposition déclarée avec les maximes de notre ancien droit public.

Reprenons ces griefs, en renversant, pour plus de clarté, l'ordre que nous venons de suivre : remontant de la dernière de ces accusations à la première, il nous sera facile de montrer qu'aucune n'est légitime.

Et d'abord, en ce qui concerne l'ancien droit public de la France, nous mettons en fait qu'il n'y a dans l'Encyclique pas seulement un enseignement, pas une affirmation qui lui soit contraire.

Pour le prouver, il n'est pas besoin de se livrer à des recherches scientifiques ; il suffit d'ouvrir un livre bien connu, et qui est entre les mains de tout le monde ; un livre composé par l'un des plus grands hommes de la France, sous le souverain le plus absolu, pour former l'éducation de l'héritier présomptif de la couronne ; un livre enfin dont toutes les propositions sont appuyées sur la sainte Écriture et sur des maximes alors constantes dans l'État et dans l'Église ; c'est le livre de Bossuet, intitulé : *De la Politique tirée de l'Écriture sainte*.

Qu'on mette donc en rapport les diverses parties de cet ouvrage avec les enseignements de l'Encyclique, ou trouvera entre elles une conformité remarquable. Il n'y a que cette différence, qui est capitale au point de vue dogmatique et au point de vue de la discussion que nous soutenons, que, dans son Encyclique, le Saint-Père se tient uniquement dans la région élevée des principes, en ménage l'enseignement d'une manière adaptée à l'esprit de notre époque, tandis que Bossuet descendait à des applications en harmonie avec le droit public de son temps. Or, si les principes qui président à l'ordre des sociétés humaines sont invariables, les applications qui forment le droit public des peuples et leur législation en sont, au contraire, infiniment variées, parce qu'elles doivent être adaptées aux mœurs, aux circonstances, à l'état de civilisation des sociétés particulières, et qu'on doit y tenir compte des droits

acquis, de l'état général de l'esprit public et même de ses préjugés.

Bossuet avait bien saisi cette différence ; et lui, qui semble si absolu dans plusieurs des propositions de sa *Politique*, n'en a pas moins donné plus tard son approbation formelle à la déclaration de Jacques II, du 17 avril 1693, et où, sur *sa parole royale*, le fils de Charles I<sup>er</sup> s'engageait, malgré ses sentiments catholiques bien connus, à « protéger et défendre l'Église anglicane, et à assurer à ses membres toutes les églises, universités, écoles dont ils étaient en possession (1). » Mais, quoi qu'il soit de cette opinion particulière de Bossuet, la différence qui existe en ces matières entre les principes généraux et l'application est radicale ; et, si l'on eût été plus attentif à cette différence dans l'appréciation du sens de l'Encyclique, on eût rendu plus de justice au Saint-Père, on se fût moins alarmé de ses enseignements, et les conflits dont tout le monde souffre, et dont les suites paraissent si menaçantes, ne se seraient pas produits.

Sur ces réserves si importantes, et sur lesquelles nous aurons à revenir plus tard, on trouve entre la doctrine de l'Encyclique et les propositions de Bossuet dans son livre, un accord bien remarquable, et sur les points les plus importants : sur la nécessité de la religion en général pour la société et sur l'importance et les avantages qu'il y a pour elle de posséder la religion véritable (livre VII<sup>e</sup>, art. 11) ; sur les droits de l'Église comme société extérieure (art. V<sup>e</sup>, prop. I-IX, XVIII) ; sur la distinction essentielle de la puissance ecclésiastique d'avec la puissance civile, et sur le bien qui résulte de leur union mutuelle (prop. X, XI, XII).

On reproche au Saint-Père d'avoir rapporté, dans l'exhortation aux évêques qui termine son Encyclique, ces paroles adressées par saint Léon à un empereur, que « la puissance royale n'est pas seulement conférée pour le gouvernement du monde, mais principalement pour la protection de l'Église (2). » On aurait bien le droit de reprocher plus justement à Bossuet, d'avoir rapporté, dans son oraison funèbre de la reine d'Angleterre, ces pa-

(1) *Œuvres*, édition de Versailles, t. XLIII, p. 7-20.

(2) Debes incunctanter advertere, regiam potestatem tibi non solum ad mundi regimen, sed maxime ad Ecclesiæ præsidium esse collatam. (S. Leo, ep. cxxx ad Leonem Augustum.)

roles, plus énergiques, encore, de saint Grégoire à un autre empereur : « Sachez que la souveraine puissance vous est accordée « d'en haut, afin que la vertu soit aidée, que les voies du ciel « soient élargies, et que l'empire de la terre serve l'empire du « ciel (1). »

Mais, qui peut se méprendre au sens de ces paroles ? Ces deux grands Papes s'adressaient à des princes chrétiens : ils leur rappelaient, non pas quelle était la fin propre et immédiate de la société civile, mais la fin suprême à laquelle Dieu subordonne le monde présent dans les conseils de son éternelle sagesse ; ils demandaient d'eux, qu'attentifs à ce principe, ils s'appliquassent à ce qui était conforme à ce dessein de Dieu. Ils ne disaient pas davantage. Et cependant, pour que ce langage de saint Léon ne paraisse pas trop absolu, il est tempéré, dans l'Encyclique, par les paroles d'un autre grand Pape, saint Félix, qui ne réclame d'un empereur hostile à l'Eglise que « la liberté » de se gouverner elle-même, c'est-à-dire la liberté religieuse ; et qui, distinguant avec soin la direction des « affaires de Dieu » du gouvernement des choses terrestres, lui rappelle qu'il est de son intérêt, comme il est de la justice, lorsqu'un prince s'immisce dans les choses qui ne sont pas de son ressort, « de subordonner et non de préférer la volonté royale à celle des « prêtres du Christ (2). » Ces paroles sont claires et précises. Mais, s'il fallait donner une explication complète des passages des deux Papes cités dans l'Encyclique, nous rappellerions qu'ils ne demandaient aux empereurs leur concours que pour déposséder de leurs évêchés des Evêques qui les avaient usurpés par la violence et contre toutes les lois ecclésiastiques et civiles. Et nous oserions ajouter que, si le même cas pouvait aujourd'hui se reproduire, le gouvernement français ne refuserait pas l'appui de la force publique au Pape, qui la réclamerait pour l'exécution des articles du Concordat.

(1) Ad hoc enim potestas super omnes homines dominorum meorum pietati cœlitus data est, ut qui bona appetunt, adjuventur ; ut cœlorum via largius pateat, ut terrestre regnum cœlesti regno famuletur. (S. Greg., Ep., lib. III, ep. LXV.)

(2) Puto quod vobis sine ulla dubitatione sit utile si Ecclesiam catholicam vestri tempore principatus sinatis uti legibus suis, nec libertati ejus quemquam permittatis obsidere... ; certum est enim hoc rebus vestris esse salutare ut, cum de causis Dei agitur, et juxta ipsius constitutum regiam voluntatem sacerdotibus Christi studeatis subdere, non præferre. (S. Fel., pp. III, ep. IX, ad Zen. imp.)

Mais peut-être aura-t-on été tenté de s'émouvoir en lisant ces passages d'après lesquels la volonté royale, en certains cas, doit être subordonnée à celle de l'Eglise ? Qu'on nous permette de citer encore une fois Bossuet, dans sa *Politique*. Il veut établir que les rois ne doivent pas entreprendre sur les droits et l'autorité du sacerdoce.

Après avoir allégué quelques exemples empruntés à l'ancienne loi, il en invoque qui sont pris de notre histoire nationale à l'une de ses plus grandes époques, celle des règnes des Charlemagne et des Louis le Pieux. Il rapporte d'abord des paroles de Charlemagne sur une question de doctrine, et il conclut en ces termes : « Voilà comment ce prince décida, et sa décision ne fut autre chose qu'une soumission absolue aux décisions de l'Eglise. »

« Voilà, poursuit ce grand Evêque, pour ce qui regarde la foi. Et pour la discipline ecclésiastique, il me suffit de rapporter ici l'ordonnance d'un empereur roi de France : « Je veux, dit-il aux Evêques, qu'appuyés de notre secours et secondés de notre puissance, comme le bon ordre le prescrit, vous puissiez exécuter ce que votre autorité demande. » Partout ailleurs, la puissance royale donne la loi et marche la première en souveraine. Dans les affaires ecclésiastiques, elle ne fait que seconder et servir : *Famulante, ut decet, potestate nostra* ; ce sont les propres termes de ce prince. Dans les affaires, non-seulement de la foi, mais encore de la discipline ecclésiastique, à l'Eglise la décision ; au prince la protection, la défense, l'exécution des canons et des règles ecclésiastiques (liv. VII, art. V, prop. XI). »

La langue de Bossuet a, entre autres avantages, celui de n'avoir nul besoin de commentaire pour être entendue ; mais il nous sera bien permis d'émettre en passant cette pensée, que si Pie IX, au lieu d'invoquer le témoignage de ses prédécesseurs, avait rapporté les paroles du fils de Charlemagne, on l'aurait accusé, non pas seulement de traiter les rois *comme ses lieutenants*, mais de vouloir en faire ses serviteurs : *Famulante, ut decet, potestate nostra*.

II. Nous n'avons parlé jusqu'ici que de l'Encyclique. A tout bien prendre, il n'y a rien de plus sur ce sujet dans le *Syllabus*, et en le parcourant en détail, il nous serait facile de montrer que,

sauf deux propositions dont nous allons parler, il n'en est aucune dont la condamnation porte la moindre atteinte à l'ancien droit public de la France. Il suffirait, du reste, pour en être convaincu, de savoir que le catholicisme était alors la religion dominante dans notre pays, que les lois de l'Église étaient lois de l'État, et que, à l'exception de certaines coutumes ou certaines règles particulières, notre droit public était celui de l'Europe catholique. Abordons cependant les propositions condamnées dans le *Syllabus* qui semblent présenter de la difficulté, et soumettons-les à un rapide examen.

Voici ces propositions. P. xxviii° : « Il n'est pas permis aux évêques de promulguer, même les Lettres apostoliques, sans la permission du gouvernement. P. xli° : La puissance civile, même quand elle est exercée par un prince infidèle, possède un pouvoir indirect négatif sur les choses sacrées, et à cause de cela, elle a non-seulement le droit qu'on appelle « d'*execratur*, » mais encore le droit qu'on nomme *appel comme d'abus*. »

Il faut reconnaître qu'à la considérer en elle-même, la proposition xlviii° semble n'être guère que la traduction de cette maxime de notre ancien droit public, qui forme le premier des articles organiques ; mais si on le considère de près, on en jugera peut-être autrement. La proposition du *Syllabus* est générale et absolue. Elle embrasse toutes « les lettres apostoliques, » quels qu'en soient l'objet et la forme : qu'il s'agisse de la foi ou de la discipline essentielle ou de la discipline accidentelle de l'Église ; d'une définition dogmatique et d'une loi disciplinaire générale, ou d'une loi qui ne concerne que certains pays ; d'une déclaration relative à la puissance ecclésiastique, ou de la collation de privilèges, de droits, en faveur de certaines personnes en particulier. Elle est aussi générale et absolue sous un autre aspect. Il est question de gouvernement en général, on n'y distingue pas les gouvernements catholiques de ceux qui ne le sont pas ; les gouvernements catholiques unis à l'Église par des concordats, de ceux qui en sont séparés ; les gouvernements catholiques, enfin, qui sont en paix avec l'Église, de ceux qui seraient en hostilité avec elle. Il s'agit, en un mot, de tout gouvernement civil, et, par cela même, de ce qui en forme le droit propre ; nullement d'un droit



qui serait au moins implicitement consenti par le Saint-Père, ou acquis par une coutume légitime.

Cela posé, la proposition xxviii<sup>e</sup> présentant naturellement et par elle-même le sens que nous venons d'indiquer, elle est manifestement condamnable. Elle porte directement atteinte à l'autorité d'enseignement et à la puissance législative de l'Église : elle empêche l'enseignement de son chef de parvenir aux fidèles ; elle fait dépendre l'autorité de ses lois de la volonté, de l'arbitraire du pouvoir civil. Elle confère encore à tout gouvernement le droit d'annuler de fait la puissance législative ; car la promulgation étant, sinon de l'essence de la loi, du moins une condition nécessaire pour que la loi oblige, supposer que l'État a par lui-même le droit d'empêcher les évêques de promulguer les lois du Saint-Siège, c'est implicitement lui reconnaître le droit de les annuler.

Quelques justes reproches que puissent mériter les maximes de notre ancien droit public, elles n'allaient pas jusqu'à ces excès. D'abord, il n'y était pas question d'un gouvernement en général, mais du gouvernement français, gouvernement catholique et ami de l'Église. Ce gouvernement était lié au Saint-Siège par un Concordat, et établi protecteur souverain du Concordat par le Saint-Siège lui-même. A ce titre de signataire et de protecteur du Concordat, il avait le droit d'examiner si, dans les Bulles, les Brefs, les Provisions apostoliques qui en concernaient la mise à exécution, en faveur de quelques personnes, les clauses et conditions de ce traité solennel étaient exactement respectées.

Comme alors l'état civil des citoyens dépendait de leur état religieux, il était amené naturellement à s'occuper en certains cas, par exemple, dans les brefs de dispense de mariage, de l'examen de ces documents, afin de s'assurer qu'ils n'avaient pas été obtenus par des voies qui les auraient entachés de nullité. Même à l'égard des Lettres apostoliques qui concernaient la discipline générale, si elles avaient pour objet une discipline nouvelle, dont l'introduction devait, aux yeux du gouvernement, devenir dans le royaume une occasion de troubles, il avait peut-être le droit de présenter des observations respectueuses au Saint-Siège, et de suspendre, au moins momentanément, l'exécution de ses décrets. La nécessité de l'autorisation royale, en fait, ne signifiait pas autre

chose. Du reste, l'Etat faisait une exception générale en faveur des brefs de la Pénitencerie, et il se déclarait entièrement soumis à l'Eglise et au Saint-Siège pour le fond de la doctrine, en ce qui concerne les définitions de foi. Cette exception et cette réserve suffiraient pour mettre les maximes de notre droit public en dehors des termes de la proposition xxviii<sup>e</sup>, et par cela même à l'abri de la condamnation dont elle est frappée.

Ces observations vous paraîtront peut-être subtiles ou minutieuses, Messieurs et chers coopérateurs ; mais il faut savoir aller aux dernières précisions, lorsqu'on veut se faire des idées nettes et sûres des choses.

Nous n'aurons pas besoin d'entrer dans tous ces détails pour vous faire saisir le sens de la proposition xli<sup>e</sup> et vous montrer qu'elle n'est pas absolument incompatible avec le « droit de l'appel comme d'abus. » Ce droit et celui de l'*exequatur* n'y sont pas en effet directement condamnés. Ils ne le sont qu'en tant qu'on les fait dériver de ce principe plus général, que « la puissance civile a par elle-même un droit indirect sur les choses sacrées, » ou qu'on les rattache à ce principe. Ainsi le droit d'*appel comme d'abus*, en tant qu'on le fonde sur ce principe, ou qu'on l'y rattache, est condamné ; mais si on le fonde sur d'autres principes, par exemple, sur le droit qu'a l'Etat de se défendre contre les empiétements de certaines personnes ecclésiastiques ; sur le devoir qui lui est imposé de protéger les citoyens contre une opinion manifeste, le droit d'*appel comme d'abus*, tout blâmable, tout condamnable qu'il peut être en lui-même, n'est pas condamné absolument par la condamnation portée contre la proposition xli<sup>e</sup>.

En serait-il autrement, Messieurs, et notre interprétation de ces deux propositions ne serait-elle pas exacte ; le Saint-Père eût-il voulu atteindre en eux-mêmes le droit de l'*exequatur* et celui de l'*appel comme d'abus* ; eût-il regardé ces droits comme entachés de nouveauté, comme injurieux à l'Eglise, comme portant atteinte à sa juridiction, il n'eût dit, il n'eût fait autre chose que ce qu'ont fait, sous le règne de Louis XIV, plusieurs assemblées du clergé de France. Car, si quelques-unes de ces assemblées se sont contentées de protester contre les excès ou les *abus* de l'appel comme d'abus, il en est qui l'ont qualifié du nom de *mal violent* qu'il fallait traiter et régler par les ordonnances (1666), ou qui n'y ont vu qu'un

moyen établi par les magistrats pour « opprimer et réduire à rien » la juridiction ecclésiastique (1673).

Et puisqu'on en appelle sans cesse, depuis quelque temps, à l'autorité de Mgr Affre et à celle de Bossuet, qu'il nous soit permis de rappeler que, si cet archevêque de Paris, de glorieuse mémoire, a composé un *Traité de la suprématie temporelle des Papes*, il a publié aussi un livre de l'*Appel comme d'abus*, dont le but déclaré est, au fond, d'attaquer le 6<sup>e</sup> article « organique » et de réfuter tous les arguments produits par M. Portalis pour le défendre. Qu'on nous permette de citer aussi quelques passages de Bossuet sur cette matière. Tout le monde connaît ce que l'évêque de Meaux en a dit dans son oraison funèbre de Le Tellier ; mais peu de personnes ont lu ce qu'il a écrit à ce sujet dans sa défense de la Déclaration de 1682.

Après avoir affirmé à plusieurs reprises, dans le onzième livre de cet ouvrage, qu'un des motifs qui avaient engagé les évêques à en venir à cette déclaration, était de donner une idée exacte des droits et des libertés du royaume et de l'Eglise de France, afin « d'exclure les abus introduits par les magistrats contre les droits « de l'Eglise ; et pour fournir le moyen de distinguer les vraies « libertés d'avec les fausses, les coutumes légitimes d'avec celles « que le droit appelle de *vraies corruptions*, et des *vieilles d'erreur* ; » il ajoute expressément que ce n'est ni dans De Marca, ni dans Fevret, ni dans Pithou, ni dans Dupuy, ni dans le *Traité des libertés de l'Eglise gallicane*, ni dans ses *Preuves*, mais dans les termes mêmes de la déclaration, qu'il faut aller chercher la vraie idée de ces libertés et la règle pour les discerner ; et que ce moyen, cette règle, c'est, d'après le texte même de la déclaration, de ne reconnaître comme légitimes que les libertés « confirmées par le consentement du Saint-Siège et des Eglises. » Ainsi, dit ce grand homme, loin qu'il faille aller chercher le fondement des vraies libertés de l'Eglise de France en dehors du Saint-Siège, c'est sur son autorité qu'elles sont principalement fondées : « *Sic « nostræ libertates vel maxime Sedis apostolicæ auctoritate cons- tant* (1). »

Si dans le cours de la discussion on lui oppose l'introduction

(1) *Def, Decl.*, l. XI, c. XII-XIV. *Œuvres*, t. XXXIII, p. 329, 355, 356, 360-3, 266-7.

des appels comme d'abus ; il repousse cette objection en disant que c'est sans fondement et par l'effet d'une malveillance déclarée, qu'on reproche aux évêques « les appellations comme d'abus, » et les autres envahissements des magistrats (1). Enfin, il conclut la discussion en ces termes : « Nous le déclarons avec confiance : nulle part les libertés vraies et légitimes de notre Eglise n'ont été mieux établies, les libertés fausses et bâtarde plus énergiquement rejetées que dans notre déclaration, où la raison, le caractère propre de la discipline est placé dans les choses qui sont confirmées par le consentement du Siège apostolique et des Eglises : *Disciplinæ ratio in iis collocatur, quæ Sedis apostolicæ et ecclesiarum consensione firmata sint* (2). »

En rapportant ces affirmations si formelles et si réitérées de l'évêque de Meaux, nous n'avons pas la pensée d'en profiter pour faire le procès au droit public de l'ancien régime, même à notre droit public actuel.

Pendant, qui ne sait, d'un côté, pour peu qu'il ait étudié ces matières, que plusieurs des articles organiques sont empruntés textuellement au *Traité des Libertés de l'Eglise gallicane* et aux livres de Fevret, de Pithou et de Dupuy ; qui peut ignorer, de l'autre, que la Déclaration du clergé de France, par l'édit de Louis XIV, était devenue loi du royaume, et que, par décret impérial de 1810, elle l'est devenue de l'Empire ? Comment donc concilie-t-on des choses si disparates ? Car, le texte de la Déclaration ne serait-il pas précis, que la parole de Bossuet pourrait suffire pour établir qu'il existait entre ces maximes empruntées aux jurisconsultes et le sens de la Déclaration même, une opposition manifeste. Qui mieux que personne comprenait cette Déclaration, que celui qui l'avait rédigée et en avait pesé toutes les paroles ? Comment donc, encore une fois, concilie-t-on des textes de lois qui semblent si opposés ; et par quel secret trouve-t-on le moyen de faire d'éléments si contraires une législation unique et conséquente avec elle-même ? Nous l'ignorons entièrement, Messieurs, nous ne savons même pas si on a tenté cette conciliation.

Mais ce que nous savons bien, c'est que, si nos gouvernements

(1) Page 363.

(2) Page 370.

s'étaient religieusement conformés, dans leur conduite, à l'idée que Bossuet donne des libertés du royaume et de notre Eglise, cette conduite n'aurait jamais provoqué des réclamations de la part du Saint-Siège. Entre la papauté et nous, il aurait bien pu y avoir des malentendus, des dissentiments de détail, jamais de conflit sérieux. Et, aujourd'hui même, si l'on s'occupait d'une révision des articles organiques dans ce sens et dans cet ordre de pensées, on n'aurait certainement pas à redouter l'opposition du Saint-Siège; et l'Episcopat français y donnerait volontiers et loyalement les mains.

### III. Deuxième grief : les actes pontificaux portent-ils atteinte aux droits et à l'indépendance de la puissance civile ?

I. Abordons le second grief élevé contre les actes pontificaux du 8 décembre, et discutons cette accusation portée contre le Saint-Père, d'avoir voulu, par son Encyclique, sinon absorber la puissance civile, du moins porter atteinte à sa souveraineté et à sa légitime indépendance.

Mais, Messieurs, après ce que nous venons d'établir, ce grief s'évanouit comme de lui-même. Car, enfin, s'il est une nation qui ait été jalouse de son indépendance politique, c'est sans aucun doute la France; s'il est un prince qui ait tenu à faire respecter sa souveraineté et à conserver l'honneur de sa couronne, c'est Louis XIV; s'il est un clergé dans la chrétienté qui ait déclaré et professé hautement l'indépendance naturelle et réciproque des deux puissances, c'est l'ancien clergé français; s'il est un évêque, un théologien, qui ait vigoureusement soutenu cette maxime nationale, c'est Bossuet. Et cependant, cette nation, ce souverain, ce clergé, ce grand homme, professaient non moins énergiquement ces doctrines mêmes que l'on reproche tant à l'Encyclique comme des atteintes manifestes à la puissance civile; et ils allaient même au delà. Cet argument de fait pourrait nous dispenser de tous les autres. Une grande nation, un souverain éclairé, un clergé comme celui de la France du seizième, du dix-septième et du dix-huitième siècle, n'ont pu être, sur un sujet de cette importance, dupes d'une méprise aussi grossière. Une illusion de ce genre ne saurait être ni aussi générale, ni aussi durable.

La question est donc terminée par ce seul fait; et c'en serait

assez de l'avoir constaté, pour venger victorieusement l'Encyclique de l'accusation que nous examinons en ce moment. Mais nous ne pouvons nous contenter de cette considération, car nous ne nous proposons pas seulement, dans cet écrit, de montrer l'injustice des accusations portées contre le Saint-Siège, mais d'exposer sa pensée et d'éclairer même, autant qu'il est en nous, ses contradicteurs.

En quoi donc, Messieurs, comment dans ces actes, le Souverain Pontife aurait-il envahi le domaine de la puissance civile, et porté atteinte à sa souveraineté?

Ce n'est pas, sans doute, parce qu'il a condamné l'erreur de ceux qui prétendent que l'autorité de l'Eglise est soumise au bon plaisir de la puissance civile, de telle sorte que les lois et les jugements de l'Eglise et du Saint-Siège, sur les matières de son ressort, ne peuvent lier par eux-mêmes les consciences, mais qu'ils ont besoin, pour cela, de la sanction ou au moins de l'assentiment de la puissance civile; car, en condamnant ces erreurs, le Saint-Père ne fait qu'affirmer cette vérité, que la puissance ecclésiastique étant établie par Jésus-Christ est, de droit divin, distincte et indépendante de la puissance civile; qu'elle a une fin, un domaine, des droits qui lui sont propres; qu'étant une puissance proprement dite, elle possède le souverain pouvoir d'enseignement, de législation et de juridiction; que, libre en elle-même de toute puissance étrangère, elle est libre aussi dans l'exercice de ce triple pouvoir, et que les enseignements qu'elle donne, les lois qu'elle porte, les arrêts qu'elle prononce atteignent et lient par eux-mêmes les consciences des fidèles et tirent uniquement leur vertu de l'institution même de Jésus-Christ. Mais en enseignant ces vérités, en les protégeant par ces condamnations, le Souverain-Pontife ne sort pas de son domaine, il n'envahit pas celui de la puissance civile. Il fait plus: en ne reconnaissant pas à l'État de droit propre sur ces matières, il sauvegarde les droits de la conscience en face de l'autorité purement humaine, et il prend les intérêts de la liberté religieuse.

Serait-ce donc parce que le Souverain-Pontife prend, dans son Encyclique, la défense de l'ordre extérieur et des droits temporels de l'Eglise? Mais, il faut bien le reconnaître, si l'on n'est pas entièrement étranger à la doctrine catholique et même à l'histoire,

*'Eglise n'est pas seulement une puissance surnaturelle, elle est une vraie société religieuse.'*

Invisible et vivant de la vie divine, quant à la partie la plus élevée de son être; quant à son autre partie, elle est essentiellement visible et elle a une existence terrestre. Elle est donc, par son institution même, tout ensemble une société intérieure et une société extérieure; comme société extérieure, elle a le droit de vivre, et, par cela même, celui d'acquérir et de posséder. Elle a ses biens, et l'administration lui en appartient de droit, sous l'autorité des lois qui gouvernent les sociétés humaines auxquelles elle se trouve mêlée. Outre la propriété des biens civils, elle peut acquérir, par le consentement des peuples, par les dons des souverains et par une longue prescription, des domaines et une puissance temporelle.

Possédant légitimement ces droits, il lui est permis de les conserver; il est généralement de son devoir de les défendre. Pour garantir cette possession, dans l'intérêt de cette défense, surtout lorsqu'elle ne pourrait le faire utilement par d'autres voies, elle peut employer les armes qui lui sont propres; et comme elle est juge suprême de l'emploi qu'elle doit faire de sa puissance, il y a plus que de la témérité à l'accuser, lorsqu'elle en fait usage, de confondre l'ordre spirituel avec l'ordre politique, d'oublier les vues supérieures qui doivent gouverner sa conduite, et de n'avoir pour but, dans cette défense, que des intérêts mondains.

II. Mais, Messieurs, ce n'est pas principalement là-dessus qu'on insiste, et, ce qu'on ne cesse de reprocher à l'Encyclique comme un envahissement manifeste de la puissance temporelle, peut-être comme une arrière-pensée « d'Inquisition, » c'est la condamnation de la proposition suivante : « Que l'Eglise n'a pas le droit de réprimer, » par des « peines temporelles, » les violateurs de ses « lois. » Mais, si l'on eût été attentif à l'une des règles les plus élémentaires de l'équité dans l'interprétation des propositions, on ne se serait pas tant prévalu de la condamnation de celle-ci pour incriminer la conduite et les intentions du Saint-Père. Il est vrai que ces mots de « peines temporelles, » pris dans leur généralité, embrassent ou peuvent embrasser toutes sortes de peines, depuis les peines pécuniaires les plus infimes jusqu'aux peines afflictives et infamantes les plus terribles. Mais il est vrai aussi que ce mot peut bien ne désigner qu'un certain ordre de ces peines.

Le moyen de ne pas se méprendre à cet égard, est d'examiner si le sens de ces termes n'est pas déterminé par la place même qu'occupe la proposition qui les renferme. Car, si cette proposition venait à la suite ou se trouvait placée au milieu d'autres propositions où il s'agirait clairement de peines afflictives, il y aurait lieu de penser que ces mots de *peines temporelles* ont cette signification. Mais si, au contraire, elle est placée entre deux propositions où il n'est question que d'usage, de propriété et d'administration de biens temporels, évidemment les mots « peines temporelles » ne signifient autre chose qu'une simple « privation de biens temporels. » Eh bien ! Messieurs, veuillez reprendre en main l'Encyclique. Quelle est la proposition qui précède celle dont nous recherchons le sens ? La voici : « Que l'Eglise ne doit rien « décréter qui puisse lier la conscience des fidèles dans l'usage « des biens temporels. » On ne peut rien désirer de plus clair et de plus précis. Il s'agit de « biens temporels, » et non de leur propriété, mais de leur usage. Quelle est la proposition qui suit ? « Qu'il est conforme aux principes de la théologie... de conférer... au gouvernement civil la propriété des biens possédés « par l'Eglise. »

Là encore il s'agit clairement et uniquement de biens temporels. Et on voudrait qu'étant enchâssée entre deux propositions où il ne s'agit que de l'usage ou de la propriété des biens temporels, ces *peines temporelles* dont elle parle fussent d'une autre espèce et qu'elles signifiasent des peines afflictives ou infamantes ! Mais c'est supposer que le Souverain-Pontife n'a pas eu d'idée arrêtée quand il a écrit son Encyclique, qu'il n'y a mis aucun ordre, et ajouter gratuitement cette nouvelle injure à toutes les autres !

Si donc vous voulez interpréter sainement le sens des mots *peines temporelles*, interprétez-les par la proposition qui précède ou par celle qui suit. Dans le premier cas, elles signifieront une privation de quelques biens temporels, par des « aumônes imposées ; » dans le second, la privation de la jouissance ou de l'usage de propriétés que l'Eglise possède et dont elle a la libre administration. Ce second sens n'offre, évidemment, aucune difficulté ; le premier n'en présente pas, au fond, davantage. Tous les jours, au tribunal de la pénitence, l'Eglise impose des aumônes en pu-



nition et comme expiation des péchés commis. Depuis son exil, elle impose aux fidèles, pour certains jours, l'obligation de jeûnes, d'abstinences et d'aumônes en compensation de ces jeûnes mêmes.

Pourquoi ne pourrait-elle pas infliger comme punition, aux prévaricateurs de ses lois, ce qu'elle prescrit à tous ses enfants par une loi générale? Dans l'un et l'autre sens, il n'y a rien là d'étrange, rien que nous n'ayons tous les jours sous les yeux, rien, du moins, qui soit une usurpation quelconque de la puissance politique ou civile. C'est cependant, il faut bien le dire, cette proposition, ce sont ces mots de « peines temporelles » qui, falsifiées, sciemment peut-être, par quelques organes de la presse, altérés, soit légèreté, soit prévention, par les autres, sont, au moins pour les masses, la cause principale de l'agitation soulevée à l'occasion de l'Encyclique, et de cette accusation portée contre le Saint-Père, d'avoir voulu rétablir le tribunal de « l'Inquisition. »

III. Si nous ne nous trompons, Messieurs, nous avons suffisamment justifié le Souverain-Pontife contre l'accusation d'avoir envahi, dans ses actes du 8 décembre, le domaine de la puissance temporelle; il ne nous sera pas plus difficile de prouver qu'il n'y a porté aucune atteinte à sa souveraineté.

Il est vrai que le Saint-Père réclame dans son Encyclique le concours des puissances civiles, et rappelle indirectement le devoir qui, en certains cas, leur est imposé de prêter l'appui de la force publique aux lois et aux jugements de l'Eglise. Mais, de bonne foi, le prince ne saurait-il prêter ce concours, remplir ce devoir, sans abdiquer ses propres droits et sans sacrifier son indépendance? En secondant les vues de l'Eglise, en lui venant en aide, il intervient comme souverain, il n'obéit pas en vassal. Juge des moyens à prendre, de la nature, de l'étendue et du caractère de l'appui qu'il peut donner, selon les circonstances et l'état des esprits des peuples qu'il gouverne, tantôt il appuiera directement l'exécution des lois de l'Eglise, tantôt il se bornera à protéger sa liberté. Ceux qui, dans le concours que la puissance publique prête à l'Eglise, représentent le Pontife comme la tête, le prince comme le bras ou l'exécuteur et l'instrument aveugle des volontés de la puissance ecclésiastique, ne cherchent qu'à aboutir à ce qu'a

rendre, par ces excès, l'Eglise odieuse. C'est une doctrine constante dans le christianisme, et le Saint-Père, comme nous le verrons bientôt, l'a proclamée dans son Encyclique, qu'il existe dans le monde deux puissances naturellement distinctes l'une de l'autre. Si, dans l'ordre ordinaire de la Providence, elles doivent vivre unies, elles ne sont pas pour cela nécessairement subordonnées. Chacune a une fin immédiate qui lui est propre, chacune a son ressort, et par cela même ses limites.

Pour exister, pour se soutenir, elles ne sont pas absolument nécessaires l'une à l'autre, mais elles peuvent, elles doivent s'être réciproquement utiles. Traversant ensemble les siècles, lorsqu'elles sont unies, il est difficile que leur action ne se mêle pas; et, si les limites de cette action n'ont pas été déterminées d'un commun accord, qu'elles n'empiètent pas l'une sur l'autre d'une manière différente, selon les temps et les circonstances. C'est, du reste, ce que l'histoire rend sensible. Certes, la prépondérance n'était pas du même côté, depuis Constantin jusqu'à Charlemagne, qu'elle le fut dans le cours du moyen âge, et surtout depuis la fin du onzième siècle jusqu'à l'époque de la renaissance. De là des conflits, des plaintes, des empiètements en sens divers qui devaient amener l'ère des concordats. Et ces concordats eux-mêmes, dont le but immédiat est d'assurer la paix entre les deux puissances, manifestent leur souveraineté et leur indépendance naturelle de la manière la plus éclatante.

Dans ces conventions solennelles, le Pape stipule, au nom de l'Eglise, dont il est le chef suprême, le prince au nom de la nation qu'il gouverne. Dans le cours des négociations, chacune des hautes parties contractantes discute librement les garanties que lui paraissent réclamer les intérêts et les droits qu'elle représente. Le Pontife défend, non pas seulement les droits que l'Eglise tient de son fondateur, mais ceux qu'elle a acquis dans le cours des siècles; et qui pourrait, s'il veut être juste, lui en savoir mauvais gré? Le prince, envisageant les choses au point de vue des intérêts nationaux, de la situation des esprits, des nécessités des circonstances, expose et détermine le caractère et l'étendue de la protection qu'il croit pouvoir assurer à l'Eglise, en échange des concessions qui lui sont faites. Ordinairement, dans ces concessions réciproques, l'Eglise reçoit moins qu'elle ne donne. Mais,

quoi qu'il en soit des avantages assurés par les stipulations particulières qui en font l'objet, ces sortes de conventions ne sont pas des arrangements provisoires. Dans la pensée des deux parties intervenantes, ce sont des engagements qui doivent être *sainte-ment* et *inviolablement* observés des deux côtés (1).

Un concordat, pour emprunter ici les paroles mêmes du pape Léon X, n'est pas une simple convention, « il a la force et la valeur d'un véritable contrat » légitimement conclu entre le Siège apostolique d'une part, un roi et son royaume de l'autre, et qui lie tellement les deux parties contractantes, qu'aucune ne peut se dégager sans le consentement de l'autre, et que ce qu'elle tenterait isolément à cet égard « serait sans effet et nul de plein droit (2). » Une expérience constante prouve la sincérité du Saint-Siège dans ces conventions. Si les concordats les plus solennels n'ont pas été respectés en Allemagne, en France, en Italie, ce n'est pas à l'Eglise qu'on peut s'en prendre; et il est inouï que, de son côté, ils aient été rompus, ou même qu'il y ait été porté atteinte, soit par ruse, soit par violence.

IV. Mais, qu'est-il besoin de discuter aussi longtemps, Messieurs? car si ces observations peuvent être utiles pour éclairer la question qui nous occupe, elles ne sont certainement pas nécessaires pour la résoudre. Pour venger l'Encyclique contre les accusations dont elle est l'objet, nous n'avons besoin que de l'Encyclique elle-même; et elle proteste, par les condamnations qu'elle prononce, contre les pensées d'absorption et d'envahissement qu'on lui suppose.

Écoutez, en effet, le Saint-Père : voulant nous donner la clef de ses enseignements, en ramenant les erreurs qu'il vient de flétrir au principe d'où elles dérivent, il parle en ces termes : « Et ils ne « rougissent pas de professer hautement et publiquement la « maxime et le principe des hérétiques d'où naissent tant de sen-

(1) *Conventio cum Austria*, 18 aug. 1855, art. xxxv, et *Conv. cum regno Wurtembergæ*, 8 apr. 1857, in lit. confirm.

(2) *Illam (concordiam) veri contractus et obligationis inter Nos et Sedem Apostolicam prædictam ex una, et præfatum Regem et Regnum suum ex altera partibus legitime initi, vim et robur obtinere... Neque irritum et inane quidquid secus super his vel eorum aliquo a quoquam quavis auctoritate, etiam per Nos et successores nostros scienter vel ignoranter contigerit, attentari, decernimus.* (Bulla Leonis X, 13 maii 1517.)

« timents pervers et d'erreurs. Ils redisent sans cesse, en effet, « que « la puissance ecclésiastique n'est pas, de droit divin, distincte et indépendante de la puissance civile, et que cette distinction et cette indépendance ne peuvent pas être conservées « sans que les droits essentiels de la puissance civile soient envahis et usurpés par l'Eglise (1). »

Le Saint-Père condamne donc, non pas seulement ceux qui prétendent que la puissance ecclésiastique n'est pas, de droit divin, distincte et indépendante de la puissance civile, mais ceux aussi qui soutiennent que cette distinction et cette puissance ne peuvent exister et s'exercer sans que les droits essentiels de la puissance civile soient envahis.

Ainsi, d'après les enseignements mêmes de l'Encyclique et de droit divin, il existe deux puissances distinctes l'une de l'autre. Ces deux autorités portent également le nom de puissance, et elles le sont en réalité. Chacune de ces puissances peut acquérir des droits accidentels dans le cours des siècles, mais elle possède par elle-même les droits qui sont essentiels à son existence. La puissance civile a les siens ; et, non-seulement ces droits ne sont pas absorbés, ils ne sauraient être envahis par l'exercice légitime de la puissance ecclésiastique. Or, de bonne foi, quels sont ces droits essentiels ? quels sont les droits essentiels d'une société et d'une puissance proprement dite, sinon les droits dont jouissent par elles-mêmes les sociétés et les puissances de ce genre ? sinon le droit de vivre ? le droit de s'appartenir à soi-même ? le droit de se gouverner et de se défendre ? en d'autres termes, les droits de la souveraineté ? Donc, dans son Encyclique même, où l'on a aperçu tant de pensées d'envahissement, le Saint-Père proteste formellement contre ces envahissements de la puissance civile par la puissance ecclésiastique.

Ne scindez pas arbitrairement la doctrine de Pie IX, n'écoutez pas ses propositions, si vous voulez en saisir le sens véritable. La première règle, et cette règle est de justice, lorsqu'il s'agit d'interpréter les paroles de la Papauté, et surtout lorsqu'on veut en

(1) *Neque erubescunt palam publiceque profiteri hæreticorum effatum et principium, et quo tot perversæ oriuntur sententiæ atque errores. Dictitant enim « ecclesiasticam potestatem non esse jure divino distinctam et independentem a potestate civili, neque ejusmodi distinctionem et independentiam servari posse, quin ab Ecclesia invadantur et usurpentur essentialia jura potestatis civilis. »*

faire un texte d'accusation contre elle, c'est de ne pas modifier ses enseignements.

IV. Troisième grief : les actes pontificaux condamnent-ils la société moderne ? Contiennent-ils des affirmations en opposition directe avec ses principes, et en particulier avec ceux de notre droit public ?

I. Le troisième grief élevé contre les actes pontificaux du 8 décembre présente, au premier abord, quelque chose de plus spécieux que les autres ; et, pour ce motif, il doit être examiné avec plus de soin, et discuté en des termes simples et rigoureux. Vous excuserez donc, Messieurs, cette simplicité et cette rigueur de la forme dans l'intérêt de la gravité de la question soulevée. Grâce à ce moyen, nous espérons prouver que, bien que plus spécieuses, ces accusations portées par la presse contre le Saint-Siège ne sont pas mieux fondées que celles que nous venons de discuter.

Ce troisième grief est complexe. On accuse le Saint-Père d'avoir condamné, en général, dans ses actes du 8 décembre, la civilisation moderne, d'avoir émis des affirmations doctrinales qui sont en opposition directe avec ses principes, et qui sont en particulier incompatibles avec les maximes de notre droit public actuel.

La première de ces accusations se fonde principalement sur la condamnation de la LXXX<sup>e</sup> proposition du *Syllabus*, qui est conçue en ces termes : « Le Pontife romain peut et doit se réconcilier et « transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne. » Examinons-la de près et à divers points de vue, afin de découvrir et de déterminer, s'il est possible, le sens précis dans lequel cette proposition est condamnée.

Mais d'abord, elle pourrait être condamnable, sans même que ce sens précis pût être déterminé. Car c'est bien là une de ces propositions qui sont dignes d'une condamnation, même à ne les considérer que par la forme extérieure de l'assertion qu'elles contiennent. Evidemment, il s'agit *directement*, dans cette proposition, non d'une question doctrinale, mais d'une question de conduite. « Le Pontife romain peut et doit » : mais n'y a-t-il pas de la témérité de la part des simples fidèles à prétendre dicter la loi au Chef de l'Eglise, et n'est-ce pas faire injure à sa dignité que de lui tracer, en termes aussi absolus, son devoir et les règles

de sa conduite? A ce titre seul, la proposition LXXX<sup>e</sup> mériterait donc d'être condamnée, comme « téméraire et offensante pour la dignité du Saint-Siège.

Considérée encore dans sa forme extérieure, cette proposition est condamnable à un autre titre. Elle est presque dans tous ses termes « équivoque et captieuse, et elle mérite manifestement ces qualifications. En effet, ces mots de *progrès*, de *libéralisme*, de *civilisation moderne*, ne sont-ils pas les plus élastiques de tous les mots, et les moins définis peut-être de notre langue? Si au moins ils avaient une signification déterminée chez ceux-là mêmes qui les ont sans cesse à la bouche, on pourrait s'abstenir d'incriminer la proposition, comme « équivoque et captieuse, » ou comme donnant lieu à des interprétations diverses dont quelques-unes présenteraient un sens ouvertement condamnable. Mais il n'en est rien; et le sens de ces expressions est aussi vague, aussi indéterminé chez les divers organes de la presse qu'il l'est en lui-même.

Le *progrès* conçu à la façon de l'école positiviste ou matérialiste est-il le même que celui de l'école spiritualiste? Le *libéralisme* a-t-il le même sens dans la *France* et dans le *Temps*, dans la *Gazette de France* et dans le *Journal des Débats*? En Belgique, le libéralisme de MM. de Mérode était-il le même que celui de M. Potier? En France, et jusque dans les camps du Protestantisme, où l'on parle sans cesse de liberté de conscience et de liberté religieuse, le libéralisme de M. Schérer est-il bien le même que celui de M. Guizot? Et, en Italie, car dans cette proposition, il s'agit bien de l'Italie, le libéralisme de M. de Cavour, avec son principe tant vanté de *l'Eglise libre dans l'Etat libre*, est-il le même que celui de M. Massimo d'Azéglio? Quelque peu de goût que nous ayons à prononcer des noms propres, Messieurs, comme il s'agit d'une question pratique, nous nous sommes permis de le faire, surtout à cause de l'importance qu'il y a de rendre ces questions agitées intelligibles à tous.

Mais, en dehors de tout nom propre, n'est-il pas évident que le mot *libéralisme* peut être pris dans un sens plus ou moins large? restreint à un sens politique, ou étendu à un sens social et religieux? Et, sous ce dernier rapport, ne voyons-nous pas que, à ne regarder qu'autour de nous, ce mot est entendu aujourd'hui dans des sens presque entièrement opposés?

Quant au mot de *civilisation moderne*, on nous l'abandonne : « Ce terme, dit en ce moment même un des publicistes de la presse quotidienne, ce terme, avec ceux de droit nouveau, de droit ancien, de principes des nationalités, fait partie d'un dictionnaire universel de logomachie politique, dont nous avons trop souvent blâmé l'abus pour que nous refusions d'admettre qu'il n'a pas, dans l'Encyclique, le sens que lui ont attribué beaucoup de journaux (1). » Il serait inutile, sans doute, de remarquer, même en passant, que ce mot ne se rencontre pas dans l'Encyclique ; mais il ne l'est certainement pas d'observer qu'il peut être pris en deux sens bien distincts : il signifie ou les *principes abstraits* de la civilisation moderne, ou les constitutions et les législations fondées sur ces principes, et telles qu'elles existent chez les principales nations civilisées.

Cette distinction est importante pour saisir le vrai sens de la LXXX<sup>e</sup> proposition, et celui de la condamnation dont elle est l'objet. Car, enfin, que signifient ces mots : que le Pape peut et « doit » se réconcilier » et « transiger » avec la civilisation moderne ? Doit-il transiger avec ses principes abstraits, sur lesquels même on ne s'accorde pas ? Exige-t-on de lui, par exemple, qu'il souscrive « la Déclaration des droits de l'homme, » ou qu'il l'adopte comme base et comme règle de son propre gouvernement ? Ce serait pousser trop loin la témérité des prétentions.

Veut-on dire seulement que le Pape doit se réconcilier ou transiger avec les nations qui sont plus ou moins réglées et gouvernées selon ces principes ? Mais la chose est faite, au moins pour un grand nombre d'entre elles. Non-seulement il les accepte telles qu'elles sont, mais il est lié avec elles. Il ne s'enquiert nullement des principes politiques d'aucun peuple ; et quant à ceux-là mêmes qui intéressent l'état extérieur de la religion, quoiqu'il ait le droit d'en penser et quels qu'ils soient, il n'en a pas moins des relations bonnes ou même des alliances avec plusieurs des nations où ces principes sont établis.

Ainsi, entend-on, par les principes de la société moderne, ceux qui ont présidé au congrès de Westphalie ? Mais le Pape est lié par des concordats avec plusieurs des princes, même protestants,

(1) *Journal des Débats*.

de l'Allemagne. Entend-on par là le principe de la séparation de l'état civil d'avec l'état religieux des citoyens ? mais c'est là un des caractères propres et essentiels de notre droit public actuel ; et, par égard ou par condescendance pour cette situation, le Saint-Père fait plier tous les jours les règles canoniques, spécialement en ce qui concerne le mariage. Est-ce le principe, plus radical, de la séparation entre l'Eglise et l'Etat ? Mais le Souverain Pontife accommode l'action de la puissance apostolique à ce principe, là où il est établi ; et en Amérique, il entretient des églises, il crée des sièges épiscopaux, il institue tous les jours des Evêques sans réclamer.

Mais si la proposition Lxxx<sup>e</sup> est équivoque, *captieuse* en elle-même et, par cela seul, condamnable, le sens de la condamnation de cette proposition n'est pas douteux, et la pensée du Saint-Père est clairement indiquée, même dans le *Syllabus*.

Non, le Saint-Siège n'est pas l'ennemi du vrai progrès en général, puisqu'il condamne cette proposition : que « la révélation divine ne sert de rien et nuit même à la perfection de l'homme » (Prop vi) ; car le progrès n'est autre chose que l'acheminement vers la perfection. Le Saint-Siège n'est pas non plus l'ennemi du progrès scientifique, puisqu'il condamne comme fausse et injurieuse cette autre proposition : « Que les décrets du Saint-Siège apostolique et des congrégations romaines sont un obstacle, » non pas simplement au progrès « de la science, » mais à son « libre progrès. »

Quant au « libéralisme, » qu'on lise le paragraphe où la proposition Lxxx<sup>e</sup> est renfermée, on verra qu'il s'y agit, non du libéralisme politique, mais seulement du libéralisme religieux. C'est donc de ce libéralisme et de ses principes que le Saint-Siège parle ; c'est avec ces principes qu'il ne croit pas devoir, et qu'il ne veut pas transiger.

Enfin, pour ce qui concerne la « civilisation moderne, » le sens de la condamnation de la proposition Lxxx<sup>e</sup> est clairement déterminé par le sens même de l'allocation d'où cette proposition est extraite.

Or, dans cette allocution, il s'agit, non pas de la civilisation moderne en général, mais de cette prétendue civilisation qui, alors « qu'elle favorise d'une part, même ceux qui ne sont pas



« chrétiens, persécute de l'autre les communautés religieuses, « détruit les institutions catholiques d'éducation ; tandis qu'elle « fournit des subsides aux personnes et aux instituts non catho-  
« liques, dépouille l'Eglise de ses possessions légitimes et fait tous « ses efforts pour en diminuer la salutaire influence ; » de cette civilisation enfin, « qui n'est autre chose qu'un système habile-  
« ment composé dans le but d'affaiblir et peut-être même de dé-  
« truire l'Eglise catholique. » C'est de cette civilisation ainsi conçue que le Saint-Père déclare qu'il ne peut, et que le Saint-Siège ne pourra jamais s'accorder avec elle, parce que, comme le dit l'apôtre : « quel rapport y a-t-il entre la justice et l'ini-  
« quité ? ou quelle association entre la lumière et les ténèbres ? « et que l'accord entre Jésus-Christ et Bélial ? » (II Corinth., VI, 14, 15.)

C'en est assez, Messieurs, sur la proposition LXXX<sup>e</sup> du *Syllabus* et sur l'accusation qui s'y rattache. Quelque bruit qu'ils en aient fait d'abord, nos adversaires l'ont aujourd'hui généralement abandonnée, et leurs efforts se tournent tous vers des propositions rapportées dans l'Encyclique et qui, en effet, présentent, au moins en apparence, plus de difficulté.

II. Pour rendre la solution de cette difficulté plus sensible, et venger pleinement le Saint-Siège contre l'accusation dont l'Encyclique est l'objet, nous rapporterons d'abord les paroles mêmes de l'Encyclique, nous examinerons ensuite le sens précis des propositions condamnées ; enfin nous déterminerons le sens de la condamnation même.

Le Saint-Père se propose d'exposer le système de ceux qui appliquent à la société civile le principe du « naturalisme, » et il en rapporte trois propositions qui se lient manifestement entre elles ; voici la première : « La condition la meilleure de la société « publique, et le progrès de la civilisation, exigent absolument « que la société humaine soit constituée et gouvernée sans tenir « aucun compte de la religion, comme si elle n'existait pas, ou du « moins sans qu'il y ait aucune différence entre la religion vraie « et celles qui sont fausses. »

La seconde est conçue en ces termes : « La meilleure condition « de la société est celle où l'on ne reconnaît pas à la puissance « publique le devoir de réprimer, par la sanction des peines, les

« violateurs de la religion catholique, si ce n'est en tant que la paix publique le demande. »

La troisième est ainsi conçue : « La liberté de conscience et des cultes est le droit propre de l'homme, quel qu'il soit ; ce droit doit être proclamé par la loi et affirmé dans toute société bien constituée ; et les citoyens ont en eux-mêmes droit à une liberté illimitée de manifester hautement et publiquement leurs opinions, quelles qu'elles soient, par la parole, par la presse ou autrement, sans qu'aucune autorité, soit ecclésiastique, soit civile, puisse la contenir dans certaines bornes. »

Si l'on considère ces trois propositions dans leur ensemble, il est facile de voir, premièrement, que ces propositions tiennent l'une à l'autre ; que la seconde n'est qu'une application de la première, et que le troisième en est la conséquence, quoique, sous un autre aspect, elle en soit la confirmation et même le premier principe. En effet, si la société veut se constituer et se gouverner sans tenir aucun compte de la religion, ou de la vérité ou de la fausseté des religions particulières, il est évident que le gouvernement n'a pas le devoir de donner à la religion catholique l'appui de la force publique ; et si chaque homme a un droit absolu et personnel à la liberté de conscience et à la liberté des cultes, si chaque citoyen a, en lui-même, le droit illimité d'exprimer publiquement ses opinions, quelles qu'elles soient, même les plus hostiles à la religion en général, et à la religion vraie en particulier, sans que ce droit puisse être restreint en aucune manière et par aucune autorité, évidemment la puissance publique n'a ni le droit de tenir compte de la religion dans le gouvernement des choses humaines, ni à plus forte raison le devoir de réprimer les violations des lois d'une religion particulière, quelle qu'elle soit.

Secondement, ces trois propositions ont un caractère qui leur est commun : elles sont toutes trois théoriques, quoiqu'elles ne soient pas également absolues. Dans les deux premières, il s'agit de la condition « la meilleure » de la société ; dans la troisième, de droits « primordiaux » inhérents à la personnalité de l'homme et du citoyen. C'est ce terme même de droit « primordial » que le Saint-Père employait en exposant le système du « naturalisme » dans sa solennelle Allocution du 9 juin 1862 : « Tandis qu'ils font « dériver toutes les vérités religieuses de la force native de la

« raison humaine, ils accordent à chaque homme une sorte de « droit » primordial », par lequel il peut librement penser et « parler de la religion, et rendre à Dieu l'honneur et le culte qu'il « trouve le meilleur, selon son bon plaisir (1). »

Si, à l'aide de ces considérations générales, on veut déterminer le sens précis de chaque proposition, la première exprime ces trois pensées : 1° qu'il est un état de société et de progrès de la civilisation qui exige que l'on ne tienne nul compte, soit dans la constitution, soit dans la législation, soit dans le gouvernement de cette société, sinon de l'existence d'une religion en général, au moins de la vérité ou de la fausseté des religions en particulier; 2° que cette existence est absolue et tient essentiellement à cet état de société et non à de certaines circonstances particulières; 3° que cet état est le meilleur de tous, l'état de perfection amené par le progrès de la civilisation.

La seconde proposition est moins générale. Il ne s'agit plus, ni de l'existence, ni de la vérité ou de la fausseté d'une religion, en général : il y est question d'une religion déterminée, la religion catholique.

Il n'y est question, non plus, ni de la Constitution, ni au moins directement de la législation de cette société, mais du gouvernement qui a en main la force publique; on n'y parle pas du droit de ce gouvernement, mais de son « devoir. » Ainsi limitée, la proposition implique un fait, en suppose un autre, et contient une affirmation générale. Le fait qu'elle implique est celui-ci : qu'il existe des sociétés qui reconnaissent le « devoir » qu'a la puissance publique de réprimer par l'usage de la force les violateurs de la religion catholique, d'autres qui ne le reconnaissent pas. Le fait qu'elle suppose, c'est que ce devoir existe au moins dans certains états de société. L'affirmation qu'elle contient, c'est que l'état des sociétés où on ne le reconnaît pas est « le meilleur. » Mais la proposition ne suppose nullement que ce devoir existe en fait dans tous les états de société; elle ne détermine que d'une manière générale « le devoir » de répression, elle ne dit pas jusqu'où il s'étend, et s'il n'embarrasse que la violation d'un certain

(1) Cuique homini quoddam veluti primum jus tribuunt ex quo possit libere de religione cogitare et loqui, eumque Deo honorem et cultum exhibere, quem pro suo libito meliorem existimat. (Conf. cum *Syllab.*, § I, prop. II, III, IX.).

ordre de préceptes de la religion catholique, ou celle de tous ses enseignements, de toutes ses lois. Et ce qu'il importe surtout de remarquer ici, c'est que l'affirmation que contient cette proposition est absolue, et qu'elle exprime que « le meilleur » de tous les états de société est celui où le pouvoir civil n'a pas le droit d'intervenir par un usage « quelconque » de la force publique, pour la répression « directe » ou « indirecte » d'une violation « quelconque » de la religion catholique.

En effet, il ne faut pas la considérer d'une manière isolée, mais dans l'ordre du système dont elle fait partie, puisque c'est dans cet ordre même qu'elle est présentée et condamnée dans l'Encyclique. Or, soit qu'on la considère dans son rapport avec la première proposition ou avec la troisième, on verra aisément qu'elle présente ce sens absolu. Et, d'autre part, comme nous étudions le sens de cette proposition relativement à une condamnation prononcée contre elle, et que, en pareil cas, la règle veut qu'on se borne au sens que les termes de la proposition exigent rigoureusement, on a le droit de s'y tenir, tant que l'autorité pontificale ne s'en est pas autrement expliquée.

La troisième a deux parties : l'une qui concerne directement la liberté de conscience et la liberté des cultes ; l'autre, qui a pour objet immédiat la liberté de la parole et de la presse. Dans ces deux parties, la proposition a ce double caractère, de présenter ces libertés, d'un côté, comme étant sans limites ; de l'autre, comme un droit inhérent à la personnalité humaine ou à la qualité de citoyen.

Tel est donc le sens naturel de ces propositions condamnées par l'Encyclique. Peut-être vous aura-t-il semblé, Messieurs, que nous nous sommes engagés dans des distinctions subtiles ; mais, nous n'avons pas perdu de vue ce principe que tout ce qui serait condamnable dans une proposition n'est pas pour cela condamné ; et nous n'avons pas dû reculer devant ce que ces détails ont d'aride, pour vous préparer à saisir exactement « le sens de la condamnation » de ces propositions et, par suite, l'enseignement qu'il renferme. C'est qu'en effet, ici il ne s'agit pas, comme dans la LXXX<sup>e</sup> proposition du *Syllabus*, d'une question de conduite, il s'agit de questions doctrinales ; et le Souverain-Pontife, ayant condamné les deux premières de ces propositions comme étant

l'application d'un système absurde, comme contraire à la doctrine de l'Eglise, comme contenant une idée « absolument fausse » du gouvernement social, et la troisième comme « erronée », il s'ensuit que par le fait même de cette condamnation, non-seulement on ne pourrait pas admettre ces propositions sans témérité, mais qu'on doit tenir leurs contradictoires pour vraies.

Ainsi, contradictoirement à la première de ces propositions, on doit admettre que « l'état de société qui exige absolument que, « dans la constitution, dans la législation, dans le gouvernement « d'un peuple, on ne tienne nul compte de la religion, ou, au « moins, qu'on n'y fasse aucune différence entre la religion vraie « et les religions fausses, quelles que celles-ci puissent être, » n'est pas absolument le meilleur, ou celui qui réalise le mieux l'idéal du progrès.

Mais, simplement en « vertu de la condamnation » que le Souverain-Pontife en a faite, on n'est pas obligé de croire que cet état de société ne soit pas bon et légitime, et surtout qu'il ne le soit pas, si l'on tient « quelque » compte de la religion, ou dans la constitution, ou dans la législation, ou dans le gouvernement de cette société même, et si l'on y admet une distinction « quelconque » entre la vraie religion et les fausses.

Ainsi, contradictoirement à la seconde proposition, il faut admettre que « l'état de la société où l'on ne reconnaît, en aucune « manière, au gouvernement le devoir de punir, au moins indirectement et dans une certaine mesure, les violateurs de la religion catholique, n'est pas le meilleur état de la société. » Mais il n'est pas défendu d'admettre que « cet état » est au moins relativement bon, qu'il est légitime, et même que, à cause de certaines circonstances dans lesquelles se trouve placée une société particulière, étant le seul « sagement possible, il est pratiquement le meilleur. »

On serait encore plus autorisé à le regarder comme tel, si, dans cette société particulière dont il s'agit, on reconnaissait, au moins indirectement, dans de certaines conditions et dans une certaine mesure, au gouvernement, le devoir d'intervenir, par l'emploi de la force, contre certaines violations de la religion catholique.

Quant à la troisième proposition, le sens de la condamnation est manifeste : ce n'est pas la liberté de conscience et la liberté

des cultes en général; ce n'est pas non plus la simple liberté de la parole et de la presse qui sont condamnées, c'est la liberté de conscience en face de Dieu lui-même, c'est la liberté de tous les cultes, quels qu'ils soient ou qu'ils puissent être; c'est la liberté sans limites et sans règle de la parole et de la presse, ou le droit absolu de penser tout ce qu'on veut, et de dire et d'écrire tout ce qu'on pense. C'est cette liberté religieuse et cette liberté de la parole et de la presse; conçues comme un droit absolu et inhérent à la personnalité humaine, s'imposant à tout gouvernement, quel qu'il soit, devant être proclamées dans tous les pays, placées à la tête de toutes les constitutions; et, par suite, autorisant à accuser d'injustice, toute autorité, soit ecclésiastique, soit politique, qui tenterait de la limiter.

III. Tel est donc encore une fois, messieurs, le sens réel des propositions que nous examinons; tel est le sens de leur condamnation dans l'Encyclique. Cette solennelle condamnation est cela, et, à notre sens, elle n'est que cela. En les condamnant, ce ne sont donc pas des constitutions, des législations existantes que le Saint-Père a condamnées, ce sont des systèmes et des théories absolues d'organisation sociale, qu'on décote du nom séduisant de progrès de la civilisation. Ce n'est pas la société moderne qu'il a voulu prescrire, ce sont des erreurs déjà trop répandues, tendant de plus en plus à se répandre dans la société moderne, et qui, si elles y étaient généralement acceptées, la transformeraient ou la bouleverseraient tout entière. Ce n'est pas, enfin, une constitution, une législation déterminée, où la vraie religion n'est pas dominante, où la force publique n'est pas applicable à des délits purement religieux, où, dans l'ordre civil, une protection égale est assurée à certains cultes; c'est, comme le dit le Saint-Père lui-même, le système du naturalisme appliqué, et appliqué dans toute son étendue et dans toute sa rigueur, à la constitution et au gouvernement des sociétés humaines. Et, dans ce sens, il n'est pas besoin d'être théologien pour savoir combien ce système et les trois propositions qui le composent sont condamnables.

En effet, c'est, premièrement, sous prétexte de « progrès, » la négation ou la nécessité de principes religieux pour former et gouverner sagement les sociétés humaines, ou au moins la négation de l'importance qu'il y a pour un État de posséder la religion vé-

ritable. Cependant, quoi de plus évident, même au simple point de vue rationnel, que, si une religion véritable existe, il est singulièrement utile pour une société de la posséder et de la connaître ? Et cela pour deux motifs : l'un, dans l'intérêt de la perfection de la société ; l'autre, dans l'intérêt de la paix sociale ; car, s'il est vrai en fait, et il suffit de jeter un coup d'œil général sur le monde pour le reconnaître, que toute grande religion a donné naissance à une civilisation qui lui est correspondante, plus une religion est vraie, plus elle est pure, plus elle renferme en elle-même et plus elle répand dans la société qu'elle pénètre, de principes de force, d'éléments civilisateurs ; plus, par conséquent, la civilisation qu'elle produit ou qu'elle tend à produire est parfaite ; et, par suite, s'il existe une religion, sa possession, sa connaissance, sont souverainement désirables pour la perfection même de la société.

Cette possession, cette connaissance, lui sont aussi désirables dans l'intérêt de l'ordre public et de sa stabilité propre ; car l'erreur est essentiellement mobile et inconstante, et, par cette mobilité même, elle tend, comme naturellement, à ramener la perturbation dans la société qui la professe. « Il faut donc, comme le dit Bossuet en quelques mots simples, mais profonds, il faut chercher le fondement solide des États dans la vérité, qui est la mère de la paix, et la vérité ne se trouve que dans la vraie religion (1). »

Pour nier cette importance sociale de la vraie religion, il faut nier, ou que la religion existe, ou qu'il y ait une religion véritable, ou, enfin, qu'il soit possible de la connaître ; et c'est cette triple erreur philosophique et religieuse que suppose la première proposition, qui est le fondement de sa condamnation par l'Encyclique.

La seconde proposition, qui n'est qu'une application spéciale de la première, est, dans sa généralité, la négation formelle de l'obligation imposée au pouvoir, au moins dans certains états de société, de réprimer par l'emploi de la force la violation des lois de la religion catholique. Elle est la condamnation absolue de l'état de société où règne l'unité de croyances et de lois religieuses ; car, dans cet état de société, la foi étant une et universelle, il n'y

(1) *Politique*, l. VII, art. II, prop. XI<sup>e</sup>.

a pas lieu de distinguer entre le caractère civil et le caractère religieux des citoyens. On est catholique comme on est citoyen. On est l'un au même titre que l'autre, par le seul fait de la naissance. La loi de cette religion qui a formé la société et qui la pénètre tout entière, devient, par cela même, loi sociale, et, par conséquent, toute violation de cette religion est regardée comme une atteinte portée à la société elle-même.

Cette proposition est encore une attaque manifeste contre le passé de l'Eglise. Car, à la prendre simplement en elle même, affirmer que l'état social où l'on ne reconnaît en aucune manière au gouvernement le devoir d'intervenir par la force en face d'une violation quelconque de la loi religieuse est le meilleur; c'est affirmer qu'il l'est dans tous les temps et dans toutes les circonstances.

C'est affirmer qu'il eût été le meilleur à toutes les époques que l'Eglise a traversées : le meilleur dans le temps du Bas-Empire, où subsistaient ces idées de l'unité de l'Etat, de domination universelle par la force, que l'Eglise devait servir à son profit si elle ne voulait pas qu'elles fussent encore employées contre elle; le meilleur aussi, alors qu'il fallait former à la civilisation, par les idées et les habitudes chrétiennes, des peuples barbares, sur lesquels les voies seules de la persuasion auraient eu trop peu d'influence. C'est affirmer que cet état social est le meilleur, ou parce qu'il serait le plus conforme à l'Ecriture sainte et à la doctrine des Pères, ou alors même qu'il serait contraire à cette doctrine. Enfin, si l'on considère cette proposition dans ses rapports avec la dernière, c'est affirmer que cet état social n'est pas seulement le meilleur, mais le seul bon, le seul vraiment légitime, parce que seul il est compatible avec le droit naturel et absolu de l'homme à la liberté religieuse.

Mais c'est surtout la troisième proposition, celle dont a pris avec le plus d'éclat la défense, sans doute parce qu'on ne l'a pas comprise, qui est manifestement la plus condamnable; car il faut bien le redire, en fait, de quelle liberté s'agit-il dans cette proposition?

Est-ce une liberté sagement réglée par les lois, telle qu'elle est digne de l'homme et de la société dont il est membre; d'une liberté plus ou moins étendue ou modérée selon les temps, les



lieux, les circonstances, les habitudes intellectuelles et morales des peuples ? Non. C'est une liberté entière, absolue, illimitée ; une liberté sans frein et sans règle ; une liberté égale dans tous les états de civilisation et chez tous les peuples.

Il y a plus encore : cette liberté n'est pas seulement un *fait*, elle est un droit, un droit illimité, non pas seulement dans l'ordre social et politique, mais dans l'ordre religieux et moral ; un droit absolu, inhérent à la personnalité humaine et, par cela même, imprescriptible. Tout gouvernement qui ne reconnaît pas ce droit dans toute son étendue, ou même qui ne le proclame pas hautement, le viole ; toute autorité qui prétend le régler, usurpe. La notion d'un tel droit est incompatible avec la notion même de l'autorité. Il est la négation formelle de toute autorité divine et humaine ; car, puisqu'il est inhérent à la personnalité humaine, chaque homme a le droit souverain de l'entendre comme il lui semble, de l'appliquer comme il l'entend. L'idéal social qui en résulte, c'est celui d'une agrégation d'individus liés l'un à l'autre par un système d'association essentiellement arbitraire et variable.

Sous le rapport religieux, si ce n'est pas la négation nécessaire de l'existence de la vraie religion, c'est la négation directe de sa certitude, et par suite de l'obligation, non pas seulement sociale, mais même morale, de l'admettre. En deux mots, et par là on pourra juger si c'est bien sans raison que le Saint-Père a appelé cette troisième proposition « un délire : » dans l'ordre de la religion, ce n'est pas seulement la voie ouverte à l'indifférence et à toutes les erreurs religieuses, c'est la consécration suprême du scepticisme et de l'individualisme religieux. Dans l'ordre extérieur et social, c'est, au nom de la liberté, une accusation portée contre toute constitution et tout gouvernement qui ne reconnaît pas cette triple liberté des cultes, de la pensée, de la presse, qui ne la proclame pas ouvertement, et qui ne s'efforce pas de l'appliquer dans toute son étendue.

IV. Ainsi, Messieurs, à les prendre dans leur sens véritable, ces trois propositions, où l'on a cru trouver l'expression de notre état social actuel, en sont, au contraire, une condamnation éclatante. Et c'en serait assez, sans doute, pour justifier l'Encyclique contre cette accusation, tant répétée, d'avoir affirmé, comme étant

des vérités de la foi, des principes incompatibles avec notre droit public, ou même avec notre droit civil.

Cependant, il est bon, peut-être, de ne pas se borner à ces considérations générales et d'entrer dans quelques détails pour montrer, par des observations simples, et rendre sensible le peu de fondement de cette accusation. Veuillez donc prendre en main l'Encyclique et comparer les propositions condamnées avec certaines dispositions de notre droit public et de notre droit civil que nous allons signaler.

Sans doute, la religion n'y tient pas autant de place que dans le droit ancien de la France, mais il ne serait pas vrai de dire que notre état social ne tient aucun compte de la religion. La loi n'est pas athée dans notre pays, quoi qu'on ait pu dire : nos codes protestent contre cette assertion. La religion du serment y est maintenue, et la formule du serment porte ces mots, qui supposent évidemment l'existence d'un Dieu intelligent et personnel : *Je jure devant Dieu et devant les hommes* ; et cette clause est prescrite à peine de nullité (Code d'inst. crim., art. 312).

La religion catholique, qui est bien la religion véritable, n'est pas la religion exclusive de la France. Elle n'est pas même déclarée la religion « dominante, » mais, comme le disait Napoléon I<sup>er</sup>, elle l'est de « fait (1) ; » et cela pour deux motifs : d'abord, parce qu'elle est la religion de « la majorité des Français ; » ensuite, parce que le chef du gouvernement n'y jouit de certains droits consacrés qu'autant qu'il est catholique (2) et qu'il le demeure.

C'est un principe de notre droit public que l'état civil du citoyen est séparé et indépendant de son état religieux ; mais c'en est un autre principe, que l'Eglise n'est pas séparée de l'Etat.

Toute la législation religieuse du catholicisme n'est pas reconnue par nos lois ; mais notre législation civile porte une empreinte profonde du christianisme ; et il est telle loi qui existe exclusivement dans l'Eglise catholique et qui est devenue une de nos lois civiles. C'est la loi qui proscribit absolument le divorce. Car on sait bien que le divorce est admis dans les autres cultes

(1) Réponse aux observations présentées au nom de Sa Sainteté. (30 ventôse, an XII.)

(2) Art. 17 du Concordat.

reconnus par l'Etat et qu'il n'est condamné que par la foi catholique.

A cet égard, notre législation a quelque chose de plus orthodoxe que celle du Bas-Empire. Tous ceux qui ne sont pas étrangers à l'histoire savent que ces princes, qui ont édicté tant de lois contre les hérétiques, conservaient, malgré les avertissements de l'Eglise, les anciennes lois sur le divorce et en maintenaient le droit légal.

En ce qui concerne « le devoir » de répression de la part de la puissance publique, notre droit ne le reconnaît pas « directement » pour des délits purement religieux. Cependant, la loi de 1819 punit « tout outrage, » non-seulement à la morale « publique, » mais aussi à la morale « religieuse (1). » D'autre part, le gouvernement doit le concours de la force publique pour la conservation des droits, même « spirituels, » reconnus par le Concordat, et contre ceux qui en seraient les violateurs.

Enfin, la liberté des cultes est une maxime de notre droit public ; mais cette liberté a ses limites. Elle n'existe en réalité que pour les cultes qui sont reconnus. En France, ils sont au nombre de quatre. Une « égale protection » leur est accordée ; mais ils ne sont pas mis pour cela absolument sur la même ligne ; et entre autres choses, parmi les jours civilement *fériés*, il en est qui ne sont chômés que dans l'Eglise catholique.

Ainsi, Messieurs, notre droit public et notre droit civil ne sont pas aussi irréguliers, aussi anticatholiques que bien des publicistes l'ont dit dans le cours de cette polémique, et que d'autres, peut-être, voudraient qu'ils le fussent. Dans tous les cas, il demeure acquis qu'en prenant les condamnations portées par l'Encyclique dans leur sens même le plus simple, notre constitution et notre législation n'en sont nullement atteintes ; et que l'accusation d'incompatibilité avec notre droit national, portée, avec tant de violence et d'unanimité dans la presse, contre les actes pontificaux du 8 décembre, n'est pas moins injuste que les autres, et n'a aucune sorte de fondement.

(1) Loi du 17 mai 1819, 6, 8.

V. Quatrième grief : les actes pontificaux sont-ils moins des enseignements religieux que des actes politiques?

I. Après les longues discussions dans lesquelles nous sommes entré, est-il vraiment besoin, Messieurs, de réfuter ce dernier grief qu'on oppose aux actes pontificaux, d'être moins une œuvre religieuse que politique? Tout le monde reconnaît que dans les 80 propositions du *Syllabus* et dans celles de l'Encyclique, il en est un grand nombre qui ont uniquement pour objet des questions religieuses. Et quant à celles qui concernent ou l'état le meilleur de la société humaine, ou les droits que le catholicisme a à la protection des princes, ou la liberté des cultes, ou celle de la presse, nous avons vu que, si le Saint-Père les a condamnées, c'est en tant et parce qu'elles tiennent à ce qu'il y a de plus intime dans la religion.

Sur quoi se fonde cette accusation si répandue, acceptée peut-être, parmi nous, par de bons esprits? Serait-ce parce que, dans ces actes pontificaux, le Saint-Père réproouve ces doctrines, que « l'État est l'origine et la source de tous les droits (*Syll.*, § vi)? » que « la société domestique ou la famille emprunte toute sa raison « d'être du droit purement civil? » que « la volonté du peuple, « manifestée par l'opinion publique ou de toute autre manière, « constitue la loi suprême? » que cette loi est « indépendante de « tout droit divin et humain? » et que « dans l'ordre politique, « les faits accomplis, par cela seul qu'ils sont accomplis, ont force « de droit? »

Mais, où en sommes-nous, grand Dieu, s'il faut discuter longuement pour montrer et faire sentir ce qu'il y a de condamnable dans ces tristes et odieuses doctrines? Mais, n'est-il pas manifeste qu'en les réprouvant, le Saint-Père a consacré les droits naturels de l'homme, les droits de la famille et ceux de la personnalité et de la moralité humaines? Mais, en cela, il a pris les intérêts de la conscience et de la liberté contre ces principes, sur lesquels se fonde le despotisme d'un homme ou le despotisme, toujours plus aveugle et plus brutal, de la multitude. Mais il a protesté contre ces avilissantes maximes d'un matérialisme,

abject qui, repoussant toute idée d'un pouvoir supérieur et divin d'un droit suprême, règle éternelle des actions humaines, abaisse tout, nie le devoir, n'admet d'autres forces que celles qui résident dans la matière, d'autre autorité que celle « du nombre, » d'autre morale que celle de l'intérêt et du plaisir.

Mais, au nom de la Providence, qui gouverne le monde, au nom de la conscience universelle, il a proclamées vérités saintes, qui sont gravées plus profondément peut-être dans le cœur des Français que dans le cœur des autres peuples, qu'il y a du juste et de l'injuste dans les événements humains, que la morale doit avoir sa part dans la politique, qu'on n'est pas tenu d'honorer tous les faits accomplis parce qu'on est obligé de les subir, que la force n'est pas la justice et que le succès n'est pas le droit !

II. Serait-ce parce que, dans ces actes, le Souverain-Pontife, non content de proclamer les droits divins et essentiels de l'Eglise, a pris aussi, contre des assertions plus que téméraires et en face d'envahissements injustes, la défense de ses droits acquis et de son pouvoir temporel ? Mais nous ne ferons à cela d'autre réponse que celle que Bossuet faisait lui-même à des accusations toutes semblables.

Après avoir décrit, dans un de ses beaux panégyriques, les droits que l'Eglise, tout étrangère qu'elle est, en un sens, sur la terre, y exerce au nom de son époux et qu'elle ne tient que de lui, il ajoute, dans son magnifique et libre langage : « Mais les rois  
« du monde ont fait leur devoir et, pendant que cette illustre  
« étrangère voyageait dans leurs Etats, il lui ont accordé de  
« grands privilèges, ils ont signalé leur zèle envers elle par des  
« présents magnifiques. Elle n'est pas ingrate de leurs bienfaits,  
« elle s'en glorifie par toute la terre. Mais elle ne craint point de  
« leur dire, parmi leurs plus grandes libéralités, ils reçoivent  
« plus qu'ils ne donnent; et enfin, pour nous expliquer nettement, qu'il y a plus de justice que de grâce dans les privilèges  
« qu'ils lui accordent. Car, pour ne pas raconter ici les avantages  
« spirituels que l'Eglise leur communique, pourraient-ils refuser de lui faire part de quelques honneurs de leur royaume,  
« qu'elle prend tant de soin de leur conserver ? Ils règnent sur les  
« corps par la force, et peut-être sur les cœurs par l'inclination  
« ou par les bienfaits. L'Eglise seule leur a ouvert une place sûre

« et plus vénérable; telle leur a fait un trône dans les sciences (1). »

Que si on lui objecte qu'en prenant la défense des droits de cet ordre, l'Eglise obéit à des vues tout humaines et indignes d'elle, il réplique : « Nous dirons que, si le clergé a des privilèges, c'est afin que la religion soit honorée; que s'il possède des biens, c'est pour l'exercice des saints ministères, pour la décoration des autels et pour la subsistance des pauvres; que s'il a de l'autorité, c'est afin qu'elle serve de frein à la licence, de barrière à l'iniquité, d'appui à la discipline. Nous ajouterons qu'il peut être à propos que le clergé ait quelque force même dans le siècle, quelque éclat même temporel, quoique modéré, afin de combattre le monde par ses propres armes, pour attirer ou réprimer les âmes infirmes par ces choses qui ont coutume de les frapper. Cet éclat, ces secours, ces soutiens externes de l'Eglise empêchent peut-être le monde de l'attaquer, pour ainsi dire, dans ses propres biens; dans cette divine puissance, dans le cœur même de la religion; et ce sont, si vous voulez, comme les dehors de cette sainte Sion, de cette belle forteresse de David, qu'il ne faut point laisser prendre ni abandonner, et moins encore livrer à ses ennemis (2). »

III. Mais on se récrie et l'on nous oppose la condamnation de cette proposition dans le *Syllabus* « qu'on doit proclamer et observer le principe de non-intervention (Prop. LXII); » et on nous demande si ce n'est pas là une condamnation toute politique? La réponse est facile.

D'abord cette proposition est absolue : elle n'admet par elle-même ni exceptions ni tempéraments; et en cela elle est évidemment fautive. Ce n'est pas simplement une règle de conduite qu'il est bon d'adopter en politique, en certaines circonstances, et de suivre dans une sage mesure; c'est une règle suprême qu'il faut hautement proclamer et invariablement observer. Ensuite, il n'est pas vrai que ce principe de non-intervention ne soit qu'une règle politique, et qu'il n'intéresse en rien la morale. Si ce principe a un côté politique, il a aussi un côté religieux et moral. La chose

(1) Panég. de saint Thomas de Cantorbéry, 1<sup>er</sup> point; édition de Versailles, t. XVI, p. 585.

(2) Panég. de saint Thomas, 3<sup>e</sup> point, p. 602-603.

n'est-elle pas évidente par elle-même? N'est-il pas manifeste que, si un gouvernement ne pourrait, en certaines circonstances, intervenir que pour des motifs et dans un intérêt purement politiques, dans d'autres, il peut être appelé ou déterminé à intervenir par un motif plus élevé, et dans un intérêt religieux ou moral?

Qu'on nous permette ici quelques applications pour mieux faire entendre notre pensée. Quand nous sommes intervenus avec l'Angleterre, par la présence de nos flottes à Naples, pour exercer une pression morale sur le gouvernement de ce pays, notre intervention n'avait-elle qu'un but politique? Lorsque nous sommes intervenus par des dépêches diplomatiques, qui font honneur à nos sentiments, dans la question polonaise, n'avons-nous obéi qu'à la politique? Et cette indignation si générale en France à la vue de ce qui s'accomplit en Pologne, n'est-ce pas la politique qui l'inspire? et cette condamnation de l'histoire et de notre conscience nationale contre la non-intervention du gouvernement de Louis XV, lors du partage de ce malheureux pays, n'est-ce qu'au nom de la politique qu'elle est prononcée? Enfin, si la politique n'a pas été entièrement étrangère à notre intervention à Rome, si elle ne l'est pas absolument à notre occupation permanente depuis quinze ans, ne serait-ce pas faire outrage au gouvernement de notre pays, et donner le démenti à ses affirmations les plus solennelles, de prétendre que la religion n'y a été pour rien?

- Ecoutez plutôt une parole dont vous ne récuserez pas la grandeur et l'autorité. C'est dans le discours même de la couronne, où il annonçait l'adoption du principe de « non-intervention, » que l'empereur, après avoir signalé ce que « les opinions extrêmes préféreraient, » y faisait les réserves les plus explicites, non pas seulement à l'égard des situations où le droit et l'honneur national sont en cause, mais de celle aussi où la justice, l'humanité et la religion sont intéressées :

« Je ne me laisserai détourner de ma route par aucune de ces  
« excitations opposées. Il suffit à la grandeur du pays de maintenir son droit là où il est incontestable, de défendre son honneur  
« là où il est attaqué; de prêter son appui là où il est imploré en  
« faveur d'une juste cause.

« C'est ainsi que nous avons maintenu notre droit en faisant

« accepter la cession de la Savoie et de Nice : ces provinces sont  
« aujourd'hui irrévocablement réunies à la France.

« C'est ainsi que, pour venger notre honneur à l'extrême Orient,  
« notre drapeau, uni à celui de la Grande-Bretagne, a flotté victo-  
« rieux sur les murs de Pékin, et que la croix, emblème de la  
« civilisation chrétienne, surmonte de nouveau, dans la capitale  
« de la Chine, les temples de notre religion, fermés depuis plus  
« d'un siècle.

« C'est ainsi qu'au nom de l'humanité nos troupes sont allées  
« en Syrie, en vertu d'une convention européenne, protéger les  
« chrétiens contre un fanatisme aveugle.

« A Rome, j'ai cru devoir augmenter la garnison lorsque la sé-  
« curité du Saint-Père a paru menacée (1). »

Parlant, deux années plus tard, de l'application du même prin-  
cipe, l'empereur s'exprimait en ces termes :

« Nos armes ont défendu l'indépendance de l'Italie sans pacti-  
« ser avec la révolution, sans altérer au delà du champ de bataille  
« les bonnes relations avec nos adversaires d'un jour, sans aban-  
« donner le Saint-Père, que notre honneur et nos engagements  
« passés nous obligeaient de soutenir (2). »

IV. D'où vient donc, encore une fois, Messieurs, qu'on suppose  
au Souverain-Pontife, dans ses actes du 8 décembre, ou des pen-  
sées politiques ou l'intention secrète de ramener la société euro-  
péenne en arrière de cinq ou six siècles, et de vouloir ressusciter  
aujourd'hui le droit chrétien du moyen âge? Si ce n'est pas l'hos-  
tilité qui inspire de telles accusations, faut-il bien reconnaître, du  
moins, que la légèreté et les opinions préconçues y ont la plus  
grande part.

Dites, si vous le voulez, que le Saint-Père, dans l'ardeur de sa  
foi et par le mouvement d'une charité qui embrasse toutes les  
âmes, voudrait les voir unies, non pas seulement par des liens  
extérieurs, mais par des liens, plus fermes et plus saints, de l'unité  
de communion et de croyances religieuses.

Dites que, plein de l'esprit de Celui dont il est le représentant  
sur la terre, son plus vif désir serait de voir s'accomplir, envers  
tous les enfants de la famille chrétienne, cette touchante parole :

(1) Discours à l'ouverture de la session législative, le 4 février 1861.

(2) Discours à l'ouverture du Corps législatif, le 12 janvier 1863.



« Je ne prie pas pour eux seulement, mais pour tous, afin qu'ils  
 « soient un tous ensemble, comme vous, mon Père, êtes en moi  
 « et moi en vous, afin qu'ils soient consommés dans l'unité (1). »  
 Ajoutez que c'est dans cette unité de croyances qu'il voit le plus  
 solide appui de l'autorité dans les sociétés particulières, le lien le  
 plus fort entre les peuples, la source la plus féconde de la vraie civilisation  
 et de sa puissance dans le monde. Supposez que, malgré  
 le mouvement qui se fait en sens inverse, en Europe, depuis quatre  
 siècles, il ne consent pas à renoncer à l'espoir qu'elle soit un jour  
 réalisée, et que, dans les tendresses de son amour, il entend en ce  
 sens les paroles du Maître : « J'ai d'autres brebis qui ne sont pas  
 « de cette bergerie; elles écouteront ma voix, et il n'y aura qu'un  
 « troupeau et qu'un pasteur (2). »

Nous ne nous y opposerons pas : c'est son droit, et cela est  
 digne de sa piété et de la bonté de son âme ! Si ces pensées vous  
 paraissent des illusions, ce sont certainement des illusions très-  
 respectables ! Et c'est bien le moins que vous lui laissiez la liberté  
 de ses regrets et de ses espérances, puisque vous avez celle de ne  
 les point partager.

Mais que le Saint-Père ait conçu le dessein de ramener l'état  
 ancien de la société européenne; que, pratiquement, il le veuille,  
 qu'il agisse dans cette vue; que ce soit l'arrière-pensée qui a inspi-  
 ré la rédaction de son Encyclique et qui en a dicté la publication, c'est à-dire, car il faut bien descendre encore une fois aux appli-  
 cations pour montrer l'injustice de ces suppositions mêmes : qu'il  
 ait l'espérance de voir les cabinets européens s'accorder à rompre  
 le traité de Westphalie; la France abjurer les principes de 89; les  
 États-Unis proclamer celui de l'alliance de l'Église avec l'État !  
 Qu'il aspire à persuader aux princes protestants ou schismatiques  
 de l'Europe l'obligation qui leur serait imposée de punir les héré-  
 tiques; au gouvernement français, de procéder à une nouvelle  
 révocation de l'édit de Nantes, ou même de reprendre la loi sur  
 le sacrilège ! car, c'est bien là qu'est la question, c'est bien de cela  
 qu'il s'agit. Qui vous a donné le droit de lui prêter de telles inten-  
 tions ? qu'est-ce donc qui, dans sa conduite publique et dans les  
 actes de son pontificat, vous autorise à concevoir de telles pensées ?

(1) Jean, XIII, 20, 22.

(2) Jean, x, 16.

Ne se montre-t-il pas, dans ses rapports journaliers et dans son gouvernement, le plus accueillant, le plus humain, le plus universellement bienveillant de tous les princes? Si, dans les divers concordats qu'il a conclus avec diverses nations, il n'a jamais trahi les intérêts de l'Eglise; s'il n'a sacrifié aucun de ses droits sacrés; n'a-t-il pas fait toutes les concessions que réclamaient les temps, les circonstances, les mœurs et l'esprit public de ces peuples? S'il a voulu qu'on conservât le titre de religion de l'Etat au catholicisme chez certaines nations, l'a-t-il imposé à toutes?

Et, en garantissant surtout la liberté de son ministère et de son action, a-t-il exigé de tous les gouvernements la reconnaissance du devoir de protéger par l'emploi de la force l'observation de la religion catholique? l'a-t-il stipulé dans ses concordats avec l'Autriche et le Wurtemberg? Evidemment, c'est un procès de tendance que vous lui faites; et vous démasquez vos propres vues et vos secrets desirs, de ces récriminations que vous dirigez contre lui.

Soyez sincères : ce que vous voudriez, je vais vous le dire : vous voudriez que, dans ses enseignements, il désavouât le passé de l'Eglise ou qu'il parût en rougir; qu'il laissât insulter librement la doctrine des Pères et les prescriptions des conciles; qu'il admit au moins implicitement que les principes essentiels à la perfection humaine ont été ignorés jusqu'ici, et qu'ils sont votre découverte; que, sous prétexte d'un idéal, récemment inventé, de perfection sociale, il consentît à courber tous les peuples, toutes les époques sous le même niveau, à voir, sans protester, s'établir le règne universel de l'indifférence religieuse et exiler l'Eglise et Dieu lui-même de la société.

Ce que vous voudriez, c'est que, dans ses actes, il ne laissât pas seulement passer la révolution, mais il s'inclinât de respect devant elle; transigeât avec ses principes, qu'il en consacrait les spoliations, et que, sacrifiant son honneur de Prince et de Chef de l'Eglise, il allât au devant de tous les vœux et abdiquât entre les mains de ses ennemis.

Voilà ce que vous voudriez; ou du moins ce que voudraient plusieurs d'entre vous. Quant à lui, en face d'attaques violentes, ou d'insinuations perfides, il demeurera calme dans ses résolutions, et inébranlable dans sa confiance. Si devant des accusations trop ouvertement injustes, il ne sent nullement le besoin de protester,

et s'il n'élève pas la voix contre des imputations qui ont pour but de rendre l'Église odieuse, il ne cessera jamais de demander au Dieu des miséricordes de vous éclairer et de vous bénir.

VI. C'en est assez, Messieurs et chers Coopérateurs. Si la question n'est pas définitivement vidée, elle est suffisamment éclaircie. Si nous ne l'avons pas envisagée sous toutes ses faces, nous en avons assez dit, et pour faire entendre notre pensée, et pour indiquer la conduite à suivre dans ces circonstances délicates. Elle sera ce qu'elle a été jusqu'ici. Inviolablement attaché à « l'Église mère et maîtresse, » et adhérant d'esprit et de cœur aux enseignements du Docteur suprême, nous saurons être respectueux envers le pouvoir qui préside aux destinées de notre pays.

Nous ne voudrions pas, en envenimant les questions, et en rendant les conflits plus irritants, seconder les vues des adversaires de la Papauté, et concourir à préparer une scission à laquelle ils aspirent et que le Saint-Père condamne. Tous, nous nous garderons bien, sous prétexte de dévouement et de zèle pour des intérêts sacrés, de courir le risque de les compromettre. En dispensant les enseignements que nous a donnés le Chef de l'Église, nous n'oublions pas que « tous » ne sont pas également capables de les « porter (1). » En ménager prudemment la dispensation, selon les temps et les personnes, ce n'est pas de la timidité, mais de la sagesse. « Dieu nous a donné » un esprit, qui « n'est pas un esprit de crainte, mais un esprit de force et de modération » tout ensemble (2). Si nous devons « aux parfaits la nourriture solide (3), » il est de notre devoir de « soutenir ceux qui sont infirmes dans la foi et non de les engager dans des contestations » périlleuses (4). En général, il faut reprendre « avec modération ceux qui résistent à la vérité, » dans l'espérance qu'un jour Dieu pourra « la leur faire connaître (5). » Et s'il n'est jamais permis au prêtre de laisser porter atteinte à l'intégrité de la foi par sa faiblesse, jamais aussi il ne doit oublier que « la perfection de la loi est la charité (6). »

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, l'expression de

(1) Joan., xvi, 12.

(2) II Tim., i, 7.

(3) Hebr., v, 14.

(4) Rom., xiv, 1.

(5) II Tim., ii, 25.

(6) Rom., xiii, 10.

nos sentiments affectueux et dévoués en Notre-Seigneur Jésus-Christ.

† M.-ACHILLE, évêque de Grenoble.

Grenoble, le 2 février 1865.

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Archevêque de Sens à son Clergé,  
à l'occasion du Jubilé universel.*

Messieurs et chers Coopérateurs,

La veille du dimanche, III<sup>e</sup> après l'Epiphanie, Nous ne savions pas encore s'il nous serait possible le lendemain, vu notre état de souffrances, d'annoncer l'ouverture du temps du Jubilé pour la ville métropolitaine et de toute les paroisses du diocèse. Dieu a eu pitié de notre faiblesse et n'a pas refusé aux infirmités de la vieillesse la satisfaction de publier la grâce insigne qui nous est accordée par son Vicaire sur la terre.

Après l'exhortation si pressante qui termine l'Encyclique signée Pie IX, Pape, Nous avons pu épancher quelques-uns des sentiments, dont le poids nous accable, en présence de nos Vénérables Frères, les Chanoines et Chapitres, de notre Clergé bien-aimé et des Fidèles réunis alors en assez grand nombre, sans avoir été prévenus à l'avance, ni pu être convoqués selon l'usage en pareil cas. C'est dans ces circonstances, et ayant sous les yeux cet auditoire représentant en ce moment le diocèse, qu'ont été prononcées du haut de la Chaire les paroles suivantes :

« Vous attendiez, N. T. C. F., et vous aviez le droit d'attendre de notre dévouement au Saint-Siège, qu'avant toute autre publication, connaissance, par Nous, vous serait donnée des Lettres Apostoliques par lesquelles N. S. P. le Pape manifeste au monde entier les motifs graves qui l'ont déterminé, dans sa sollicitude pour toutes les Eglises, à concéder, cette année, le bienfait d'un Jubilé universel.

Notre intention était bien aussi, d'accord avec vos désirs, de ne point différer l'accomplissement du devoir de notre charge près de vous, et de répondre le plus tôt possible à votre juste attente. Les dispositions, à cet effet, avaient été prises ; l'Encyclique avec

ses annexes déjà livrées à l'impression allaient sous peu de jours être envoyées à nos chers coopérateurs pour vous être par eux communiquées sans retard, lorsque des obstacles imprévus, des difficultés auxquelles on ne devait pas s'attendre, nous ont surpris tout à coup, et arrêté dans l'exécution de nos projets, et l'accomplissement de nos obligations. Nous n'avons pas à apprécier ici la nature de ces obstacles, le genre de ces difficultés, encore moins à les juger du haut de cette chaire.

« Il vous suffira de savoir, ce que d'ailleurs personne n'ignore plus en France, que tous les organes de la presse périodique, jusqu'aux derniers folliculaires, ont pu, sans entraves d'aucune sorte, publier, commenter, travestir même, par les interprétations les plus odieusement malveillantes, les actes et les paroles du Père commun des fidèles, du successeur de Pierre, de l'auguste et saint représentant de Jésus-Christ sur la terre...; et qu'à vos pasteurs légitimes, les Evêques et pères de vos âmes, en communion avec le Chef suprême de l'Eglise universelle, à Nous seuls il n'a pas encore été loisible de vous donner, sans les mutiler, ces mêmes instructions doctrinales, que, cependant, nous avons charge et mission de faire connaître littéralement et intégralement.

« Singulière et étrange situation ! Nous la constatons seulement, et telle qu'elle apparaît à tous les yeux ; mais vous, N. T. C. F., vous comprendrez ce que cette position, des plus pénibles pour Nous, doit avoir de triste et de vraiment affligeant.

« En attendant des jours moins sombres et des circonstances moins défavorables à la liberté d'action du droit commun, qui Nous est nécessaire, que réclame Notre ministère, près de vous pour être utile, et que Nous espérons, Nous nous bornerons en ce moment à une simple réflexion.

« L'Encyclique est aujourd'hui publiée, répandue partout ; et partout il est facile de se la procurer (1). Elle n'a rien à craindre du grand jour, elle porte avec elle la lumière ; elle ne peut appréhender que les obscurcissements des esprits, les ténèbres répandues dans les intelligences par l'ennemi du vrai et de tout bien, par

(1) Elle a été éditée par M. Adrien Le Clère, madame veuve Poussielgue et autres imprimeurs. On peut s'en procurer des exemplaires à Sens.

Satan, père de l'orgueil et du mensonge, Satan, l'hommeicide des âmes dès le commencement.

« Or donc, à tout homme réfléchi. Nous dirons : *Tolle, lege*, procurez-vous l'Encyclique, lisez-la et vous reconnaîtrez qu'elle n'émet aucune condamnation nouvelle des erreurs de notre temps; elle récapitule, oui, elle résume, il est vrai encore, toutes les condamnations prononcées, depuis l'avènement de Pie IX jusqu'à ce jour, contre ces erreurs; et pourquoi? parce que ces erreurs pernicieuses, se reproduisant sous des formes diverses, présentent de nouveaux périls pour l'Eglise et pour l'Etat; elle condamne des principes subversifs de tout ordre et dont le triomphe ramènerait dans notre société, travaillée par tant de publications impies, immorales et anarchiques, le trouble épouvantable des révolutions et leurs conséquences désastreuses. A ce titre seul, on le voit, l'Encyclique est destinée à produire, à amener d'immenses résultats.

« Comment demeurer indifférent en présence du langage si franc, si net, si positif du Saint-Père? non, il n'y a plus moyen de rester indécis; il faut se prononcer pour ou contre: on ne peut désormais allier la vérité et le mensonge, les ténèbres et la lumière, Jésus-Christ et Bélial. Il faut abjurer les faux principes, abandonner les préjugés d'école, il faut, selon l'éminent docteur que nous citons, humilier son esprit pour relever son cœur, et attendra d'un prochain avenir le triomphe de la vérité pure, telle que l'enseigne et a mission de l'enseigner au monde entier. Celui qui est le représentant du Divin Maître.

« Sur ce, renouvelant toutes et chacune de nos protestations de fidélité émises à différentes époques de notre vie, ensemble les protestations de notre clergé bien-aimé, unies aux nôtres, notamment dans la circonstance à jamais mémorable de 1862;

« Nous déclarons adhérer, comme nous avons adhéré et adhérons d'esprit et de cœur, c'est-à-dire pleinement, franchement, simplement, sans atténuations et sans équivoques, à toutes les sentences et affirmations doctrinales, à toutes les règles de croyances et de conduite énoncées par N. S. P. le Pape Pie IX depuis le commencement de son Pontificat jusqu'au présent jour.

« Nous recevons la parole de Celui que Jésus-Christ a chargé, dans la personne de Pierre, de paître les brebis aussi bien que les

*agneaux* : pour qui le Sauveur a demandé une foi indéfectible, et auquel a été confiée la mission de *confirmer ses frères dans la doctrine du salut*, Nous recevons la parole du Chef visible de l'Eglise, comme nous recevrons la parole même de son Chef invisible.

« Et Nous déclarons : que c'est le devoir aussi des chrétiens, Enfants de l'Eglise, *une, sainte, catholique, apostolique et romaine*, la seule et véritable Eglise établie par Jésus-Christ sur la terre, de se soumettre à ces mêmes enseignements avec une humble et filiale docilité de leur intelligence et de leur volonté.

« Levez les yeux, N. T. C. F., et au milieu de la confusion morale où le monde est tombé, voyez : à travers les nuages amoncelés de toutes parts, la lumière apparaît ; elle nous est montrée : Pie IX signale et indique la voie ! Suivons-la ; sachons y marcher avec fermeté, et Dieu nous bénira, Dieu nous sauvera... Nous en trouvons le gage dans cette bénédiction que son Vicaire, du haut du Calvaire où il demeure attaché, Nous envoie du fond de son cœur, pour vous, Vénérables Frères les Chanoines du Chapitre métropolitain, pour tous nos prêtres et les autres membres du clergé, pour tous les fidèles de notre Diocèse ici représentés, et qu'en son nom et de sa part Nous répandons en ce moment sur tous..... »

Si vous jugez, Nos très-chers Coopérateurs, cette communication, à vous adressée, utile aux âmes qui vous sont confiées, vous pourrez leur en donner connaissance à la suite de l'Instruction pour le Jubilé.

Il n'en saurait être de même, vous le comprendrez, pour la communication, qui va suivre, de notre réponse à la circulaire du 1<sup>er</sup> janvier, adressée, par S. Exc. M. le Ministre de la justice et des cultes, à NN. SS. les Evêques de France. Vous ayant donné copie de cette lettre ministérielle, Nous ne pouvons nous dispenser de remettre entre vos mains, pour y rester en dépôt, le témoignage authentique des sentiments de votre Evêque.

Recevez, Messieurs et chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de tout notre dévouement.

† M.-J., archevêque de Sens, évêque d'Auxerre.

*Lettre de Monseigneur l'Archevêque de Sens, en réponse à la circulaire de S. Exc. M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes.*

Sens, le 30 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

J'aurais voulu pouvoir garder toujours le silence sur la lettre-circulaire que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du premier jour de ce mois.

Mais comment l'interdiction, faite à tout l'épiscopat de porter à la connaissance du clergé et des fidèles les instructions doctrinales qu'il a reçues de son Chef suprême, et qu'il ne doit pas laisser ignorer aux enfants de la sainte Eglise catholique, placés sous sa juridiction spirituelle, ne m'aurait-elle pas causé la plus pénible surprise ?

J'ai attendu d'abord ! ne voulant rien précipiter dans la conduite à tenir en ce cas de force majeure, et je n'ai pas tardé à reconnaître : que la licence d'un côté, accordée aux organes d'une presse hostile à l'Eglise, de combattre, dénaturer même les actes et les paroles du Souverain-Pontife ; et, d'autre part, la défense à nous seuls imposée de donner ces mêmes documents dans leur intégrité, créait pour nous la plus singulière des exceptions, comme aussi la plus étrange des situations.

Fournir aux Philistins l'occasion et les moyens d'attaquer hardiment et sans crainte aucune l'Arche sainte par le mensonge, l'insulte et la calomnie, leurs armes habituelles, et interdire à ceux qui ont charge et mission de la défendre, d'user du glaive de la parole en faveur de la vérité contre l'erreur ; non, là ne se trouve plus la protection assurée, ni la véritable égalité promise à tous. J'y vois une atteinte portée à la liberté de conscience, à la liberté du culte, à tous les droits garantis à mes diocésains par l'article premier du Concordat, et qui sont violés par les entraves apportées dans l'exercice de notre ministère pastoral.

J'adhère donc d'esprit et de cœur, comme j'ai adhéré déjà, à toutes les réclamations, doléances et observations présentées jusqu'à ce jour, ou encore à présenter par mes Vénérables Frères et Collègues ; qu'ils parlent ou qu'ils se taisent, leurs sentiments



sont les miens; il n'y a pas et il ne peut pas y avoir ombre de dissidence parmi Nous, quand il s'agit de nos devoirs envers le Chef visible de notre Mère la Sainte Eglise, et de nos obligations à remplir à l'égard des âmes qui nous ont été confiées : il n'y a qu'une seule voix à laquelle toutes répondent : Nous voici.

Je proteste de nouveau contre l'affligeante et très-pénible situation qui nous est faite à tous,

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage des sentiments respectueux, avec lesquels je me redis,

De Votre Excellence,

Le très-humble et obéissant serviteur,

† MELLON, archevêque de Sens.

*Mandement de Monseigneur l'Evêque de Vannes pour le Carême  
et le Jubilé de 1863 :*

Nos très-chers Frères,

Nous regrettons vivement de ne pouvoir vous adresser que quelques paroles à l'occasion du saint temps du Carême et du Jubilé qui nous est accordé. Quel serait Notre bonheur de vous exhorter à profiter de ces jours de salut ! La maladie dont Nous sommes atteint Nous en empêche. C'est un sacrifice que Dieu Nous impose : Nous l'acceptons avec une entière soumission à sa volonté sainte.

Cependant, N. T. C. F., incapables que nous sommes d'élever la voix et de l'associer à celles de tant de généreux Evêques qui, de toutes parts, réclament la libre communication du Pontife suprême avec Eux et avec les fidèles, Nous recueillons tout ce que Nous avons de forces pour déclarer que Nous adhérons pleinement et intégralement, d'esprit et de cœur, à toutes les paroles du Souverain-Pontife, sous quelque forme qu'elles nous soient présentées.

Nous désapprouvons et condamnons tout ce que l'auguste Pie IX désapprouve et condamne.

Mais surtout Nous flétrissons, avec la plus vive énergie, l'au-

dace incomparable des mauvais journaux qui, sous l'influence de l'ignorance, de la passion et de la mauvaise foi, ont dénaturé et défiguré les paroles du Pontife suprême. A force de hideux mensonges et d'indignes calomnies, ils sont parvenus à montrer aux populations, comme quelque chose de monstrueux, l'œuvre du 8 décembre 1864, cette œuvre si clairement empreinte d'une éternelle sagesse et d'une impérissable vérité.

Encore quelques mots, N. T. C. F. Soyez aussi dociles qu'attentifs. Sanctifiez le temps du Carême par la prière et par les œuvres de pénitence et de miséricorde. Ne recevez pas en vain la grâce du Jubilé, un moyen si puissant de vous réconcilier parfaitement avec Dieu. Assiégez, N. T. C. F., les tribunaux sacrés de la Pénitence, prenez comme d'assaut ces places fortes, où vous serez à l'abri des traits de la justice divine.

Et vous, Nos bien-aimés Coopérateurs, redoublez, s'il est possible, d'ardeur, de zèle et de prudence, pour conserver au divin Jésus les âmes fidèles, et lui ramener celles qui sont égarées. Combien de malheureux pécheurs à qui cette grâce extraordinaire ne sera plus offerte, parce que la mort les aura enlevés de ce monde ! C'est la voix affaiblie d'un pauvre malade qui se fait entendre à eux : cette circonstance lui communique un caractère sacré.

A ces causes, etc.

---

*Instruction pastorale de Monseigneur l'Archevêque de Cambrai  
sur l'autorité du Pape.*

I

De qui le Pape tient-il son autorité ?

Il la tient de Jésus-Christ lui-même. — Avant de quitter la terre pour monter au ciel, ce Dieu sauveur choisit, entre tous les apôtres, saint Pierre pour gouverner, à sa place et en son nom, l'Eglise qu'il avait acquise et fondée au prix de son sang : il voulut qu'il en fût après lui le chef visible ici-bas.

Investi de l'autorité divine, que lui avait ainsi conférée Notre-Seigneur, saint Pierre fixa le siège de son gouvernement spirituel à Rome, qui était alors la capitale du monde. Il fut le premier

évêque de cette ville, et ce fut là qu'il termina par un glorieux martyr sa mission et ses travaux apostoliques.

Comme le ministère suprême qu'il avait exercé en qualité de lieutenant et de Vicaire de Jésus-Christ n'était pas, pour le gouvernement de l'Eglise et le maintien de son unité, un besoin transitoire, mais une nécessité permanente, il devait se perpétuer dans toute la suite des siècles, et, pour cela, passer intégralement aux évêques qui occuperaient par une légitime succession le siège de Rome auquel il était attaché.

C'est le raisonnement que fait Bossuet avec son éloquence ordinaire :

« Qu'on ne dise point, qu'on ne pense point que ce ministère de saint Pierre finisse avec lui : ce qui doit servir de soutien à une Eglise éternelle ne peut jamais avoir de fin. Pierre vivra dans ses successeurs ; Pierre parlera toujours dans sa chaire : c'est ce que disent les Pères ; c'est ce que confirment six cent trente évêques au concile de Chalcédoine (1). »

Le nom de « Papes, » c'est-à-dire « Pères » de la grande famille chrétienne, qu'on a donné aux évêques de Rome, exprime tout à la fois la douceur de leur autorité toute protectrice, et la filiale vénération qu'elle inspire.

Le Pape est investi du pouvoir de gouverner l'Eglise universelle par le seul fait de son élection canonique comme Evêque de Rome. C'est à ce titre, en effet, c'est parce qu'il est légitimement élevé sur ce siège épiscopal que saint Pierre occupa le premier et sur lequel il mourut, qu'il est constitué Vicaire de Jésus-Christ sur terre.

Cette loi d'hérédité pour le souverain Pontificat et la succession des Papes doit demeurer stable à jamais, indépendamment des révolutions qui bouleverseront les Etats et changeront la face du monde. On ne pourrait, sans tomber dans une des erreurs qui viennent d'être condamnées par Pie IX, penser ou dire que, « par « un décret d'un Concile général, ou en vertu de l'entente et du « concert de tous les peuples, le souverain Pontificat pourrait être « transféré de l'évêque de Rome à un autre évêque et à une autre « ville (2). »

(1) Discours sur l'unité de l'Eglise.

(2) *Syllabus*, prop. xxx.

Et, pour le remarquer en passant, N. T.-C. F., c'est parce que les destinées de Rome sont ainsi liées à celles de la Papauté, qu'on l'appelle, elle seule, entre toutes les villes du monde, la Ville éternelle. Il y en a certes dont l'avenir, à ne considérer les choses qu'humainement, paraît aussi bien sinon mieux assuré que le sien; mais elle est le siège épiscopal du Pape, le centre de l'unité catholique, et le langage populaire lui-même déclare qu'elle doit durer autant que durera la succession de ses Pontifes.

« Tout porte à penser, dit à ce sujet un illustre orateur, dont la mémoire reste bien chère à la France, tout porte à penser que la ville de Rome ne subira jamais le sort de Sparte ou de Carthage, ou de tant d'autres cités dont il ne reste plus que les ruines ou le nom; que la Providence qui l'a fait survivre à tant de désastres et de saccagements, la conservera jusqu'à la fin des temps; qu'ainsi toujours subsistante, elle possédera dans son sein un peuple et un clergé catholiques, ayant pour évêque particulier le successeur de Pierre; en sorte que toujours il pourra être dit très-littéralement par le vrai fidèle : Je suis catholique « romain (1). »

Non pas toutefois, N. T.-C. F., que le Pape ne puisse résider temporairement ailleurs qu'à Rome, sans que son autorité en souffre le moindre affaiblissement, ou qu'il perde aucun de ses droits. Ainsi l'a-t-on vu souvent exilé plus ou moins loin, captif plus ou moins longtemps : ainsi a-t-il résidé dans la ville d'Avignon pendant de longues années; mais cet éloignement, quelle qu'en ait été la durée, était anormal, et il a toujours cessé dès qu'ont été calmées les violences et les perturbations qui en avaient été la cause.

Vous comprenez, N. T.-C. F., les conséquences pratiques qui découlent de la doctrine que nous venons d'indiquer. L'autorité que le Pape exerce dans l'Eglise étant l'autorité même de Notre-Seigneur Jésus-Christ, avec quel religieux respect les fidèles n'en doivent-ils pas accueillir tous les actes! Si Notre-Seigneur s'est identifié, pour ainsi dire, avec tous ses apôtres; s'il leur a dit à tous : « Celui qui vous écoute m'écoute, et celui qui me méprise me méprise (2), » à combien plus forte raison ces divines parole

(1) Frayssinons, *Vrais principes de l'Eglise gallicane*.

(2) Luc, x, 16.

s'appliquent-elles à celui qui était établi Chef du collège apostolique, et, en sa personne, à tous ses successeurs !

Combien donc ne serait-il pas étrange et contraire à tout ordre qu'il se rencontrât parmi vous, N. T.-C. F., des catholiques qui, lecteurs trop crédules et trop simples de mauvais livres et de mauvais journaux, en adopteraient les idées sans réflexion et en parleraient sans scrupule le langage ; qui, tout en faisant profession de reconnaître le Pape pour le Vicaire de Jésus-Christ et le Père de leurs âmes, auraient la prétention, eux aussi, de lui apprendre comment il doit conduire la barque de Saint Pierre, dont le Fils de Dieu a remis le gouvernail entre ses mains sacrées ; de lui remonter ce que demandent aujourd'hui les intérêts de l'Eglise ; de lui fixer la mesure, le mode et l'opportunité de son enseignement dogmatique ; de lui indiquer les erreurs qu'il doit ménager et les concessions qu'il doit faire aux idées modernes : oubliant ainsi qu'ils sont les disciples de ce Docteur et de ce Législateur suprême de tous les chrétiens, pour se constituer, avec une souveraine irrévérence et une impardonnable témérité, ses maîtres et ses censeurs, ses accusateurs et ses juges !

Qu'aucun de vous, N. T.-C. F., ne se laisse entraîner à une aussi inconvenante et aussi coupable inconséquence ; qu'aucun n'oublie que le souverain pontificat n'est point une de ces magistratures humaines dont les actes sont soumis à la discussion et au libre contrôle de ceux qui les établissent, et que l'assistance qui a été promise par Jésus-Christ, pour toute la suite des siècles et pour chaque jour dans leur durée, aux successeurs de Pierre, ne saurait manquer aujourd'hui à Pie IX.

## II

L'autorité du Pape a sa source dans l'institution divine de Notre-Seigneur Jésus-Christ, nous venons de le dire : voyons quels sont l'objet et l'étendue de cette autorité.

« Le Pontife romain est le Père et le Docteur de tous les chrétiens, et Notre-Seigneur Jésus-Christ lui a donné, en la personne de saint Pierre, pleine puissance pour paître, régir et gouverner l'Eglise universelle. » Telle est la définition du Concile œcuménique de Florence : elle exprime un dogme de la foi catholique.

Et d'abord le Pape a reçu pleine puissance pour *paître*, c'est-à-

dire enseigner l'Eglise universelle, et la nourrir du pain de la vérité divine. Il est la base et la pierre fondamentale de cette Eglise impérissable contre laquelle ne prévaudront jamais les persécutions, les schismes, les hérésies ; en un mot, les portes de l'enfer, quelques moyens qu'elles emploient pour l'attaquer. L'indéfectibilité de sa foi est à jamais garantie par la prière toute-puissante du Fils de Dieu : *Ego rogavi pro te, ut non deficiat fides tua* (1). Il a reçu du Maître l'ordre et la mission de confirmer ses frères dans cette foi incorruptible dont il n'oubliera ni ne trahira jamais lui-même aucune vérité : *Et tu aliquando conversus confirma fratres tuos* (2).

De là pour lui le devoir indispensable de signaler à son troupeau et condamner, chaque fois qu'elles apparaissent, les erreurs qui menacent de corrompre un point quelconque de la doctrine évangélique dont il est chargé de garder intact le dépôt sacré. De là, pour les fidèles, obligation corrélatrice de recevoir avec une entière docilité ses décisions dogmatiques et d'y conformer religieusement leur croyance.

Le Pape a reçu pleine puissance pour « régir » et gouverner l'Eglise universelle. C'est en vertu de cette puissance que, selon l'exigence des temps, il fait des prescriptions et des règlements de discipline qui obligent dans le monde entier toutes les Eglises particulières, et qu'il dispense des règles anciennement établies, quand le bien des âmes demande qu'il use de ce tempérament.

« Après avoir dit à Pierre, éternel prédicateur de la foi : Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Eglise, Jésus-Christ ajoute : et je te donnerai les clefs du royaume des cieux. Toi, qui as la prérogative de la prédication de la foi, tu auras aussi les clefs qui désigneront l'autorité du gouvernement. Tout ce que tu lieras sur la terre sera lié dans le ciel, et tout ce que tu délieras sur la terre sera délié dans le ciel (3). »

Quant aux lieux, l'autorité du Pape s'étend à l'univers tout entier. Elle est reconnue et révérée partout où il y a des catholiques. Les édits les plus sanglants et les plus violentes persécutions ne peuvent l'exclure des contrées où dominent le schisme

(1) Luc, xxii, 32.

(2) Luc, xxii, 32.

(3) Bossuet, Discours sur l'unité de l'Eglise.

et l'hérésie. Elle ne s'arrête point aux frontières des Etats idolâtres et infidèles. Les Papes n'ont jamais cessé, malgré les lois et les bourreaux des princes qui repoussaient l'Evangile, d'envoyer à toutes les extrémités du monde ces intrépides missionnaires qui, de nos jours encore comme aux temps passés, vont, au péril de leur vie et souvent au prix de leur sang, planter la croix au milieu des peuples les plus sauvages et les plus cruels.

Pour marquer jusqu'où s'étend l'autorité du Pape, quant aux personnes, Bossuet s'exprime en ces termes : « Tout est soumis à ces clefs, » celles que Jésus-Christ a données à saint Pierre, « tout, mes Frères, rois et peuples, pasteurs et troupeaux... C'est à Pierre qu'il est ordonné de paître et gouverner tout, et les agneaux et les brebis, et les petits et les mères ; pasteurs à l'égard des peuples et brebis à l'égard de Pierre, ils honorent en lui Jésus-Christ (1). »

### III.

La pleine puissance que le Pape a reçue de N. S. J.-C. pour enseigner et gouverner l'Eglise universelle peut-elle être subordonnée, quant à son exercice, aux pouvoirs temporels ?

Vous comprenez, N. T. C. F., avec quelle circonspection l'émotion actuelle des esprits demande que cette question soit abordée. Nous ne la traiterons qu'en thèse générale, sans application particulière, et au seul point de vue de la doctrine catholique.

Pour ôter à la presse qui nous est hostile, et qui poursuit l'épiscopat de ses accusations et de ses calomnies quotidiennes, tout moyen de se livrer à de malveillantes interprétations, nous laisserons parler ici le plus illustre de nos prédécesseurs : c'est lui qui va vous dire ce qu'il faut penser de l'ingérence de l'Etat dans l'enseignement et le ministère de l'Eglise et du Pape.

Voici ce que notre immortel Fénelon prêchait à Lille, dans l'église collégiale de S. Pierre, le 1<sup>er</sup> mars 1707, par conséquent sous Louis XIV et après la fameuse Déclaration de 1682. Pour l'intelligence des expressions qu'il emploie, il faut remarquer que par l'Epoux il entend J.-C., et par l'Epouse, l'Eglise.

(1) *Discours sur l'unité de l'Eglise*, 1<sup>re</sup> partie.

\* On s'abstiendra de tout commentaire sur ce paragraphe et les deux suivants iv et v.

« S'agit-il du ministère spirituel donné à l'Epouse immédiatement par le seul Epoux, l'Eglise l'exerce avec une entière indépendance des hommes. Jésus-Christ dit : « Toute puissance m'a été donnée dans le ciel et sur la terre. Allez donc ; enseignez toutes les nations... » C'est cette toute-puissance de l'Epoux qui passe à l'Epouse, et n'a aucune borne : toute créature sans exception lui est soumise. Comme les pasteurs doivent donner aux peuples l'exemple de la plus parfaite soumission et de la plus inviolable fidélité aux princes pour le temporel, il faut aussi que les princes, s'ils veulent être chrétiens, donnent aux peuples, à leur tour, l'exemple de la plus humble docilité et de la plus exacte obéissance aux pasteurs pour toutes les choses spirituelles. Tout ce que l'Eglise lie ici-bas est lié ; tout ce qu'elle remet est remis ; tout ce qu'elle décide est confirmé au ciel... »

« En vain quelqu'un dira que l'Eglise est dans l'Etat. L'Eglise, il est vrai, est dans l'Etat pour obéir au prince dans tout ce qui est temporel ; mais quoiqu'elle se trouve dans l'Etat, elle n'en dépend jamais pour aucune fonction spirituelle... Le monde en se soumettant à l'Eglise n'a point acquis le droit de l'assujettir. Les princes en devenant les enfants de l'Eglise ne sont point devenus ses maîtres... L'Eglise demeura sous les empereurs convertis aussi libre qu'elle l'avait été sous les empereurs idolâtres et persécuteurs. Elle continua de dire, au milieu de la plus profonde paix, ce que Tertullien disait pour elle pendant les persécutions : *Non te terremus, qui nec timemus.*

« Nous ne sommes point à craindre pour vous, et nous ne vous craignons point. Mais prenez garde, ajoute-t-il, de ne combattre pas contre Dieu. En effet, qu'y a-t-il de plus funeste à une puissance, qui n'est que faiblesse, que d'attaquer le Tout-Puissant ? Celui sur qui cette pierre tombe, sera écrasé, et celui qui tombe sur elle se brisera (1). »

Mais l'Eglise ne consentirait-elle pas quelquefois à transiger sur son indépendance, pour obtenir, au milieu de graves périls, quelque puissante protection ? Non, N. T. C. F., jamais. Ecoutez encore Fénelon :

« Quelque besoin que l'Eglise ait d'un prompt secours contre

(1) Discours pour le sacre de l'électeur de Cologne.



les hérésies et contre les abus, elle a encore plus besoin de conserver sa liberté. Quelque appui qu'elle reçoive des meilleurs princes, elle ne cesse jamais de dire avec l'Apôtre : « Je travaille jusqu'à souffrir les liens comme si j'étais coupable ; mais la parole de Dieu que nous annonçons n'est liée par aucune puissance humaine. » C'est avec cette jalousie de l'indépendance pour le spirituel, que saint Augustin disait à un préconsul, lors même qu'il se voyait exposé à la fureur des Donatistes : « Je ne voudrais pas que l'Eglise d'Afrique fût abattue jusqu'au point d'avoir besoin d'aucune puissance terrestre. »

Voilà le même esprit qui avait fait dire à saint Cyprien : « L'évêque, tenant dans ses mains l'Evangile de Dieu, peut être tué, mais non pas vaincu. » Voilà précisément le même principe de liberté contre la violence des persécuteurs, et saint Augustin la veut conserver avec précaution, même à l'égard des princes protecteurs, au milieu de la paix. Quelle force, quelle noblesse évangélique, quelle foi aux promesses de Jésus-Christ ! O Dieu, donnez à votre Eglise des Cypriens, des Augustins, des pasteurs qui honorent le ministère, et qui fassent sentir à l'homme qu'ils sont les dispensateurs de vos mystères (1). »

Mais Fénelon, que vous venez d'entendre, était d'un gallicanisme très-mitigé : peut-être le plus illustre représentant de cette opinion théologique, le rédacteur de la déclaration de 1682, le grand Bossuet, avait-il, sur l'indépendance de l'Eglise dans l'exercice de son ministère spirituel, une doctrine plus accommodante, plus rapprochée des théories que professe le journalisme moderne ? Il n'en est rien, N. T. C. P.

Tout le monde sait avec quelle énergie Bossuet repoussa les prétentions d'un ministre du grand roi qui voulait soumettre à un visa préalable l'enseignement doctrinal des évêques. Les paroles émuës que lui inspira cette atteinte portée à la liberté du ministère ecclésiastique ont été maintes fois citées depuis quelques semaines. Les voici : « Il est bien extraordinaire que, pour exercer nos fonctions, il nous faille prendre l'attache de M. le chancelier et achever de mettre l'Eglise sous le joug. Pour moi, j'y mettrais la tête. Je ne relâcherai rien de ce côté-là (2). »

Ecoutez ce qu'il dit dans son admirable discours sur l'unité de

(1) Discours pour le sacre de l'électeur de Cologne.

(2) Histoire de Bossuet, par le cardinal de Bausset, livre XII.

L'Eglise, que l'on peut regarder comme le commentaire solennel de la déclaration de 1682 :

« Quand on la veut forcer (l'Eglise) de désavouer ou de taire les vérités de l'Evangile, elle ne peut que dire avec les apôtres : *Non possumus, non possumus* : Que prétendez-vous ? « Nous ne pouvons pas ; » et en même temps découvrir le sein où l'on veut frapper.

Mais cette inflexibilité de la conscience, cette fidélité indomptable au devoir sera-t-elle une rébellion ? A Dieu ne plaise ! Ecoutez la suite :

« Le même sang qui rend témoignage à l'Evangile, le même sang le rend aussi à cette vérité : que nul prétexte ni nulle raison ne peut autoriser les révoltes ; qu'il faut révéler l'ordre du ciel, et le caractère du Tout-Puissant dans tous les princes, quels qu'ils soient ; puisque les plus beaux temps de l'Eglise nous le font voir sacré et inviolable, même dans les princes persécuteurs de l'Evangile. Ainsi leur couronne est hors d'atteinte : l'Eglise leur a érigé un trône dans le lieu le plus sûr de tous et le plus inaccessible, dans la conscience même où Dieu a le sien ; et c'est là le fondement le plus assuré de la tranquillité publique. »

Voulez-vous savoir ce que pensait le grand évêque de Meaux des tentatives d'indépendance à l'égard de l'Eglise romaine, et quelle était son horreur pour le schisme ?

« Dans cet état glorieux où nous paraît l'Eglise romaine, nous dit-il, et les rois et les royaumes sont trop heureux d'avoir à lui obéir. Quel aveuglement, quand des royaumes chrétiens ont cru s'affranchir, en secouant, disaient-ils, le joug de Rome, qu'ils appelaient un joug étranger ! Comme si l'Eglise avait cessé d'être universelle ; ou que le lien commun, qui fait de tant de royaumes un seul royaume de Jésus-Christ, pût devenir étranger à des chrétiens. Quelle erreur quand des rois ont cru se rendre plus indépendants en se rendant maîtres de la religion ! Au lieu que la religion, dont l'autorité rend leur majesté inviolable, ne peut être pour leur propre bien trop indépendante. »

Ces citations sont longues, N. T. C. F. ; nous avons cru qu'il était utile de ne pas les abréger. Il est bon qu'on apprenne, si on l'ignore, que l'attitude et le langage qu'en reproche aujourd'hui à l'épiscopat ne sont point une nouveauté dans notre histoire ; il est bon qu'on sache comment les deux évêques qui seront l'honneur

immortel du Clergé de France comprenaient l'indépendance de l'enseignement de l'Eglise, comment ils la défendaient sous un monarque absolu et souverainement jaloux des droits de sa couronne.

Loin de tenir leur fidélité pour suspecte, à raison de ces doctrines qu'ils n'avaient certes jamais dissimulées; loin de leur savoir mauvais gré de la liberté apostolique avec laquelle ils accomplissaient, dans l'occasion, ce devoir de leur ministère, Louis XIV, personne ne l'ignore, leur donna à l'un et à l'autre la plus haute marque de sa royale confiance, en les chargeant de l'éducation des princes qui étaient destinés à lui succéder sur le premier trône du monde.

Et maintenant, nos très-chers frères, puisque une presse qui ne respecte rien fait descendre de si hautes et si délicates questions jusque dans nos cabarets, disons quelques mots de cette Déclaration de 1682, de ces quatre articles où se trouvent formulées les « maximes, franchises et libertés » principales de l'Eglise gallicane.

#### IV.

Ici, nous assistons à un spectacle bien étrange! Voyez en effet quelles gens demandent l'application et le maintien de cette législation d'un autre âge! Ce sont des révolutionnaires de toutes les nuances qui nous renvoient, comme au palladium des libertés modernes, à un acte où se trouvent solennellement proclamés le droit divin des rois et leur inviolabilité absolue; ce sont des écrivains sans conviction religieuse aucune et en dehors de tout culte qui veulent qu'on nous oblige, au nom de la loi, à professer une opinion théologique dont ils font foi pour nous; ce sont des partisans fanatisés de la liberté de penser, la voulant sans limites et sans mesure pour eux-mêmes et pour tout le monde, qui demandent que l'autorité civile nous impose à nous des doctrines que peut repousser notre conscience.

Or donc, voyons ces quatre articles qui sont redevenus l'objet d'une aussi vive et aussi inconséquente faveur.

Après avoir rappelé ce précepte de saint Paul, qu'ils disent ne pouvoir en rien être altéré ou ébranlé : « Que toute personne soit soumise aux puissances supérieures, car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu, et c'est lui qui ordonne celles qui

« sont sur la terre, » les auteurs de la Déclaration continuent en ces termes :

« Nous déclarons en conséquence que les rois et les souverains ne sont soumis à aucune puissance ecclésiastique par l'ordre de Dieu dans les choses temporelles ; qu'ils ne peuvent être déposés directement ni indirectement par l'autorité des Chefs de l'Eglise ; que leurs sujets ne peuvent être dispensés de la soumission et de l'obéissance qu'ils doivent, ni absous du serment de fidélité. »

Tel est le premier des quatre articles. Il est très-vrai qu'au moyen âge, à une époque où l'Europe était en proie à l'anarchie et à tous les maux d'une féodalité sanglante, les Papes intervinrent entre les guerriers farouches qu'elle avait pour maîtres et les populations qu'ils opprimaient.

Les bons effets de cette intervention, dont la légitimité était universellement admise, et qui faisait alors partie du droit public, ont été reconnus avec beaucoup de bonne foi et d'équité même par d'illustres protestants. « Il faut convenir, dit Leibnitz, que les Papes en agissant à temps et à contre-temps auprès des rois, soit par la voie des remontrances que l'autorité de leur charge les mettait en droit de faire, soit par la crainte des censures ecclésiastiques, arrêtaient beaucoup de désordres (1). »

« Dans le moyen âge, » disait au commencement de ce siècle un autre écrivain philosophe, historien et publiciste très-distingué, Ancillon, « dans le moyen âge où il n'y avait point d'ordre social, la Papauté seule sauva peut-être l'Europe d'une entière barbarie ; elle créa des rapports entre les nations les plus éloignées ; elle fut un centre commun, un point de ralliement pour les Etats isolés... Ce fut un tribunal suprême, élevé au milieu de l'anarchie universelle, dont les arrêts furent quelquefois aussi respectables que respectés ; elle prévint et arrêta le despotisme des empereurs, remplaça le défaut d'équilibre, et diminua les inconvénients du régime féodal (2). »

Mais, N. T. C. F., qui pourrait aujourd'hui sérieusement croire, et à qui pourrait-on persuader que c'est du côté du Pape que les princes ont à craindre des entreprises contre leurs trônes ?

(1) Pensées de Leibnitz sur la religion et la morale.

(2) Tableau du système politique de l'Europe.

En ce temps-ci, hélas ! quand les peuples trouvent que leur serment de fidélité les gêne, ce n'est plus au Pape qu'ils ont recours pour en être déliés, c'est aux émeutes et aux barricades.

Depuis un demi-siècle seulement, combien n'avons-nous pas vu de couronnes tombées, de trônes renversés ! La main du Pape a-t-elle été pour quelque chose dans leur chute ? Et tous ces Rois, tous ces princes que nous avons vus prendre le chemin de l'exil, était-ce le Pape qui les expulsait ?

D'après le second des quatre articles de 1682, en cas de dissentiment entre un Concile oecuménique et le Pape, le Pape ne serait pas au-dessus du Concile. Ainsi, dans cette hypothèse, toute théorique, d'un conflit qui ne s'est jamais vu et ne se verra jamais, les théologiens dits ultramontains donnent la supériorité au Pape, ceux qu'on appelle gallicans la donnent au Concile, en reconnaissant d'ailleurs que c'est là une simple opinion qu'on est libre de ne point adopter, et non pas un dogme qu'il y ait obligation de croire.

Encore une fois, N. T. C. F., qui sont ceux qui montrent un si grand souci du maintien légal de cet article ? qui voudraient que, le cas échéant, on obligeât le Clergé de France à prendre parti contre le Pape pour le Concile ? Ce sont des gens qui ne croient pas plus au Concile qu'au Pape. Qui pourrait être dupe de cette misérable comédie ?

Que dirons-nous du troisième article ? Il porte qu'il y a des canons, c'est-à-dire des lois générales et supérieures de discipline ecclésiastique que le Pape est obligé d'observer dans le gouvernement de l'Eglise. Les gallicans, et Bossuet à leur tête, tiennent d'ailleurs pour incontestable que dans les circonstances exceptionnelles, qu'il lui appartient d'apprécier, le Pape peut s'élever au-dessus de tous les canons, et qu'il est investi, quand le bien de la religion le demande, de ce qu'on appellerait dans l'ordre temporel, une véritable dictature.

Qu'importe encore une pareille question à ces écrivains incroyants à qui les plus saintes lois de l'Eglise sont aussi parfaitement indifférentes que l'application qu'on en peut faire ?

Enfin, N. T. C. F., tout en reconnaissant « que le Pape a la principale part dans les questions de foi, et que ses décrets re-

gardent toutes les Eglises et chaque Eglise en particulier, » le quatrième et dernier article de la Déclaration de 1682 porte que les jugements dogmatiques du Pape ne deviennent définitivement irréformables et règles absolues de foi, que par l'assentiment au moins tacite de l'Eglise universelle, assentiment dont les évêques sont les interprètes.

Nous le demandons, N. T. C. F., de quelle application peut être actuellement cet article? Y a-t-il aujourd'hui dissentiment doctrinal entre le Pape et les évêques? Est-ce par suite de nos réclamations contre l'enseignement de Pie IX qu'on s'oppose à ce que soit faite dans nos chaires, et dans nos mandements, la publication de l'Encyclique du 8 décembre et du *Syllabus*?

Telle est, N. T. C. F., réduite à sa plus simple et à sa plus exacte expression, cette Déclaration de 1682, dont on fait tant de bruit et que l'on connaît si peu..

Terminons ces observations sur ce qu'on appelle les maximes, franchises et libertés de l'Eglise gallicane par le jugement qu'en a porté un de leurs derniers, de leurs plus savants et de leurs plus dignes défenseurs. Voici ce qu'écrivait, en 1818, l'illustre abbé Frayssinous, devenu depuis évêque d'Hermopolis et grand-maître de l'Université de France; voici les craintes qu'il exprimait, sous la Restauration, au sujet de l'application que l'on continuait à faire des lois organiques de 1802 :

« L'indépendance de l'Eglise, dans les choses de son ressort, est le dogme tutélaire et conservateur de tous les autres; sans elle l'épiscopat n'aurait plus aux yeux des peuples ce caractère auguste qui fait sa force; l'asservissement serait plus à craindre pour lui que la persécution. Dans tous les temps on l'a vu accepter avec reconnaissance la protection temporelle; mais il aurait mieux aimé s'en passer que de l'acheter au prix de sa divine indépendance : son zèle à défendre ses droits est d'autant moins suspect parmi nous, qu'il fait une profession plus solennelle d'être soumis dans les choses humaines.

« Que fera donc, sous sa direction, le Clergé tout entier? Il fera son devoir sans imprudence, mais aussi sans crainte, en se reposant sur la protection de celui qui *jugera les justices mêmes*.

« Que si l'avenir n'était pas pour nous sans quelques traverses et sans quelques entreprises sur notre ministère, nous imiterions

nos pères dans la foi ; nous ferions , comme eux , entendre de justes réclamations : mais la liberté ne nuirait pas au devoir , et nos langues , sans être muettes , seraient toujours respectueuses. Honorer le Chef de l'État (1), respecter les dépositaires de son pouvoir et les organes des lois , être soumis à l'ordre établi : voilà ce qu'on doit et ce qu'on peut attendre de nous. Toute notre ambition , c'est d'exercer librement notre ministère , et de le perpétuer avec honneur et utilité pour les générations à venir : cette ambition ne doit offusquer personne. Mais qu'on ne compte pas sur des complaisances indignes et sur l'abandon des saines doctrines ; nous en sommes les gardiens et non les maîtres ; et ce que nous avons reçu , nous devons et nous voulons le transmettre dans son intégrité.

« Il ne faut pas s'y tromper ; l'infailible moyen de ruiner nos maximes de fond en comble , c'est d'en abuser : c'est de les rendre odieuses , même à leurs défenseurs , en les poussant jusqu'à l'excès , ou de les faire servir d'instrument à l'oppression. En vain , on chercherait à flatter le prêtre aux dépens de l'épiscopat , et l'épiscopat aux dépens du Saint-Siège ; c'est un piège auquel personne aujourd'hui ne serait pris. La force des pasteurs du second ordre est dans leur union avec l'évêque , et celle de l'évêque dans son union avec le Souverain-Pontife. Nous ne voulons pas d'une liberté qui confondrait les rangs de la hiérarchie : des bornes ont été posées par une main divine , et nul , sur la terre , n'a le droit de les arracher. Nous avons appris à révéler , dans nos évêques , nos maîtres dans la doctrine et la discipline ; et dans le Pape , le Vicaire de Jésus-Christ , revêtu par lui d'une primauté de juridiction comme d'honneur dans l'Eglise entière. Telle est notre foi. Tout ce qu'on a fait depuis trente ans (il faut dire aujourd'hui depuis plus de soixante-quinze ans) pour la détruire , n'a fait que l'enraciner davantage dans l'âme des catholiques : le zèle doit être « selon la science ; » mais il ne connaît pas la pusillanimité.

« A Dieu ne plaise que nous bravions jamais l'autorité , ou que nous lui opposions une résistance illégitime ; mais enfin , si la résistance passive devenait malheureusement un devoir , il faudrait

(1) Le texte imprimé en 1818, sous la Restauration, porte le Roi.

bien s'y résigner. Nous nous souviendrons alors de cette parole proférée par les Apôtres au milieu de Jérusalem : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. » Nous laisserions aux braves, succombant avec gloire, à dire sur le champ de bataille : « Tout est perdu, fors l'honneur ; » mais nous demanderions au ciel le courage de dire : « Tout est perdu, hors la foi, ou plutôt : Rien n'est perdu, puisque la foi est sauvée (1). »

## V.

Si, parmi vous, N. T.-C. F., il se trouvait, ce qu'à Dieu ne plaise, des chrétiens timides et de trop peu de foi qu'effraieraient les violences exercées ou préparées de toutes parts contre l'Eglise et les délaissements dont on la croit menacée, nous laisserions encore à Fénelon le soin de les rassurer.

Voici ce qu'il disait à vos pères ; c'était, ne l'oublions pas, sous Louis XIV qu'il parlait ainsi :

« Les enfants du siècle, prévenus des maximes d'une politique profane, prétendent que l'Eglise ne saurait se passer du secours des princes, et de la protection de leurs armes, surtout dans les pays où les hérétiques peuvent l'attaquer. Aveugles, qui veulent mesurer l'ouvrage de Dieu par celui des hommes ! « C'est s'appuyer sur un bras de chair ; c'est anéantir la croix de Jésus-Christ. » Croit-on que l'Epoux tout-puissant, et fidèle dans ses promesses, ne suffise pas à l'Epouse ? « Le ciel et la terre passeront, mais aucune de ses paroles ne passera jamais... »

Que les princes qui se vantent de protéger l'Eglise, ne se flattent donc pas jusqu'à croire qu'elle tomberait s'ils ne la portaient dans leurs mains. S'ils cessaient de la soutenir, le Tout-Puissant la porterait lui-même. Toutes les autres puissances s'élèvent et tombent ; après avoir étonné le monde, elles disparaissent. L'Eglise seule, malgré les tempêtes du dehors et les scandales du dedans, demeure immortelle.

« O hommes qui n'êtes qu'hommes, quoique la flatterie vous tente d'oublier l'humanité, et de vous élever au-dessus d'elle, souvenez-vous que Dieu peut tout sur vous, et que vous ne pouvez rien contre lui. Troubler l'Eglise dans ses fonctions, c'est at-

(2) Frayssinous, *Vrais principes de l'Eglise gallicane*.



taquer le Très-Haut dans ce qu'il a de plus cher, qui est son Épouse; c'est blasphémer contre les promesses; c'est oser l'impossible; c'est vouloir renverser le « règne éternel. » Rois de la terre, vous vous liguerez en vain contre « le Seigneur et son « Christ; » en vain, vous renouvelleriez les persécutions : en les renouvelant, vous ne feriez que purifier l'Eglise, et que rappeler pour elle la beauté de ses anciens jours. En vain, vous diriez : « Rompons ses liens, et rejetons son joug; celui qui habite dans « les cieux rirait de vos desseins. » Le Seigneur a donné à son Fils toutes les nations comme son héritage, et les extrémités de la terre comme ce qu'il doit posséder en propre (1). »

† R-F., archevêque de Cambrai.

*Lettre pastorale de Monseigneur l'évêque de Tarbes au clergé et aux fidèles de son diocèse.*

C'est la quatrième fois, Nos Bien-Aimés Coopérateurs et Nos Très-Chers Frères, que, depuis son avènement au Souverain-Pontificat, Notre Très-Saint-Père le Pape Pie IX accorde à tous les fidèles de l'univers le bienfait inestimable du Jubilé. Du haut de la chaire apostolique où il est placé, son œil attentif contemple ce qui se passe dans le monde; et que voit-il? L'esprit de mensonge luttant avec fureur contre l'esprit de vérité; les dogmes de la Religion audacieusement rejetés par un rationalisme impie; l'Eglise attaquée dans son origine, sa constitution, sa hiérarchie, son Chef suprême, son indépendance et ses institutions les plus révérees; tout un déluge d'erreurs se répandant sur la terre et menaçant d'ébranler les fondements de l'édifice religieux et social : tel est le spectacle qui s'offre aux regards attristés du Vicaire de Jésus-Christ.

Ces pernicieuses doctrines ne sont pas nouvelles, N. T. C. F.; depuis longtemps elles agitent le monde; déjà elles ont été isolément flétries par Pie IX et plusieurs de ses prédécesseurs, et si l'immortel Pontife les résume dans son Encyclique du 8 décembre

(1) Discours pour le sacre de l'électeur de Cologne.

dernier, c'est pour leur infliger une condamnation plus éclatante. Nous regrettons vivement, Nos Très-Chers Collaborateurs, de n'avoir pu promulguer, dans la forme ordinaire, ce remarquable document; mais vous l'avez en vos mains, et les mille échos de la presse l'ont porté à la connaissance de tous. Uni de sentiments avec nos vénérables collègues dans l'Épiscopat, nous déclarons que; pénétré d'une soumission respectueuse et filiale pour le successeur de saint Pierre, nous adhérons d'esprit et de cœur à son infaillible jugement; nous approuvons tout ce qu'il approuve et nous condamnons tout ce qu'il condamne. En donnant notre adhésion à la bulle du 8 décembre, nous exprimons aussi vos sentiments, Nos Bien-Aimés Coopérateurs. Vous tenez par le fond de vos entrailles à la chaire de saint Pierre, vous entourez de votre respect, de votre obéissance et de votre amour Celui qui l'occupe si glorieusement. Les doctrines qu'il proclame, vous les acceptez comme des doctrines vraies; et ce témoignage de votre foi proteste contre les déclamations d'une presse irréligieuse qui, pour se mieux soustraire aux enseignements du Pontife, n'a pas craint d'en dénaturer le sens. Notre commune soumission aux décisions pontificales, Nos Très-Chers Collaborateurs, est partagée par les fidèles confiés à nos soins; ils mettent leur plus belle gloire dans leur titre de catholiques, et, en cette qualité, ils s'inclinent devant la parole du Souverain Pasteur des âmes, qui a mission d'enseigner l'Église et de signaler, en les combattant, les maux qui menacent la société chrétienne.

Mais pour empêcher les progrès de l'erreur, il ne suffit pas de lui imprimer les stigmates de la réprobation; Dieu seul peut arrêter dans leur marche triomphale les ennemis de la Religion. Aussi le Souverain-Pontife a-t-il levé les yeux vers la montagne sainte, d'où nous vient tout secours (1), et il invite l'univers catholique à prier avec lui. Vous connaissez, N. T.-C. F., la puissance de la prière. Les siècles chrétiens sont là pour attester les prodiges qu'elle a opérés, surtout à certaines époques critiques où la foi chrétienne semblait être en péril. Qui désarma la secte fanatique des Albigeois, dont les doctrines impies tendaient à la ruine du christianisme? Et quelques siècles plus tard, à la ba-

(1) Levavi oculos meos in montes, unde veniet auxilium mihi. Ps. cxx, v. 1.

taille de Lépante, qui donna à l'armée catholique la victoire sur les Musulmans, qu'on voyait s'avancer vers l'Italie dans le dessein d'arborer le croissant sur la Ville-Éternelle? D'après les monuments de la tradition et les témoignages de l'histoire, ces glorieux triomphes furent assurés par les prières qui se faisaient dans toute la chrétienté; et aujourd'hui qu'une conspiration, et plus vaste et plus audacieuse, est ourdie contre le christianisme, le Dieu qui veille sur ses destinées serait-il sourd à nos supplications?

Oh! non, il n'en sera pas ainsi. Que l'appel du Père commun des fidèles soit entendu de tous ses enfants; que deux cent millions de voix s'élèvent vers le trône de la divine miséricorde, et nous avons lieu d'espérer que le Seigneur se lèvera pour prendre en main la cause de la Religion, et qu'il enchaînera les flots courroucés qui menacent de submerger le vaisseau de l'Église (1).

Pour que nos prières soient plus efficaces, il faut qu'elles partent de cœurs réconciliés avec Dieu et purifiés par la grâce; et pour ménager aux hommes cette heureuse réconciliation, notre bien-aimé Pontife leur accorde la faveur du Jubilé. Le grand mal de nos temps modernes, c'est l'esprit d'irréligion que de faux apôtres travaillent à répandre partout. De là viennent la révolte contre Dieu, le mépris de sa souveraineté, la désobéissance à ses lois, l'abandon des pratiques religieuses, l'amour effréné des plaisirs, le déchaînement de toutes les convoitises, qui, semblables à un torrent dévastateur, emportent dans leur cours les jeunes générations. Voilà le mal qui ronge le corps social. A ce mal si profond il faut un puissant remède, et ce remède, c'est le Jubilé. En effet, le Jubilé est l'époque des grands repentirs et des grandes miséricordes; c'est ce temps favorable dont parle l'Apôtre, où les âmes sont invitées à sortir de leur assoupissement : *Hora est jam nos de somno surgere* (2); ce sont ces jours privilégiés de salut que le Seigneur fait briller de temps en temps sur les nations : *Eccc nunc dies salutis* (3). Le Jubilé, c'est l'annonce de l'abolition du péché, de la rémission des peines qui lui sont dues, de l'avènement du royaume de Dieu dans les âmes, par leur retour à la jus-

(1) Et imperavit ventis et mari, et facta est tranquillitas magna. S. Matth., VIII, 26.

(2) Ep. aux Rom., XIII, 11.

(3) Ep. XXIX, aux Cor., VI, 2.

tice et à la sainteté (1). Le Jubilé ! qui ne sait combien ce nom est doux et populaire ; combien il fait tressaillir les âmes et les dispose à de sublimes transformations ! Entendez-vous retentir la trompette du Jubilé au sein d'une paroisse ! aussitôt commence un mouvement régénérateur : le concours des fidèles qui se pressent dans le lieu saint, les vérités de la Religion annoncées avec plus de solennité, l'appareil des cérémonies que l'Église déploie, tout cela opère dans les consciences un salutaire ébranlement. Bientôt les tribunaux de la pénitence sont assiégés ; que d'enfants prodigues pleurent leurs égarements et commencent une vie nouvelle ; que d'âmes faibles se remplissent de l'esprit de force ; que de cœurs timides s'arment d'une sainte hardiesse ! Du tribunal de la réconciliation on passe à la table eucharistique, et là se cimente la plus étroite des alliances entre les chrétiens et le Dieu qui est devenu leur nourriture. Voilà les effets du Jubilé dans une paroisse où la parole de Dieu a trouvé des cœurs dociles. Et maintenant généralisons ces heureux résultats ; supposons que la grande voix de la Religion soit entendue dans toutes les parties du globe ; qu'à ses accents les peuples se réveillent et tombent repentants aux pieds du Dieu qui leur offre le pardon, et la face de la terre sera renouvelée, les coupables passions seront contenues, les haines apaisées, l'autorité de Dieu respectée, les lois accomplies, et l'on verra s'établir partout le règne de la charité, de la justice et de la paix.

Nous vous en conjurons, N. T. C. F., ne recevez pas en vain la grâce de Dieu (2). L'Église vous adresse des invitations les plus pressantes ; répondez avec empressement à sa tendre sollicitude. Et pourquoi résisteriez-vous à ses maternelles sollicitations ? direz-vous qu'elle met à de trop dures conditions l'amnistie qu'elle vous offre, que la pénitence qu'elle exige de vous est au-dessus de vos forces ? Oh ! ce qu'elle demande de vous, c'est l'accusation exacte de vos péchés, le regret sincère de les avoir commis, une volonté généreuse d'être désormais fidèles au Dieu que vous avez tant offensé ; ce qu'elle vous demande, c'est ce qui doit assurer votre bonheur. Ce bonheur, vous le chercheriez en vain en de-

(1) Ut consummetur prævaricatio et finem accipiat peccatum, et deleatur ini quitas et adducatur iustitia. Daniel, ix, 24.

(2) Hortamur vos ne in vacuum gratiam Dei recipiatis. Ep. II aux-Cor., vi.

hors de la Religion; il ne se trouve ni dans les richesses et les honneurs, hélas! si fragiles, ni dans ces plaisirs coupables qui épuisent l'âme sans la satisfaire, qui flattent un instant les sens pour engendrer bientôt la lassitude, le dégoût et l'ennui. Ce qui constitue la félicité du chrétien, c'est la pureté du cœur, la joie de l'âme, le témoignage de la bonne conscience; c'est, en un mot, la possession de la grâce sanctifiante qui commence ici-bas entre l'âme et Dieu, cette union ineffable qui se consummera dans le ciel par la claire vue des divines perfections. Voilà le bien véritable du chrétien, bien qui lui appartient en propre, qu'aucune puissance humaine ne peut lui ravir, qui survit aux revers, aux persécutions, à tous les orages de la vie; une seule chose peut nous le faire perdre, c'est le péché librement consenti; comme aussi nous pouvons le reconquérir pour toujours en faisant avec le péché un divorce éternel. Renonçons donc au péché, qui nous dépouille du plus précieux de tous nos trésors, et en même temps nous rabaisse, nous dégrade et nous asservit. Le pécheur, dans son délire, a dit à Dieu, *non serviam*; et en secouant le joug du Maître souverain de la nature, il se donne autant de maîtres qu'il a de honteuses passions. Les passions commandent, et il marche sous le fouet de ces tyrans impitoyables; et lui, dont le front devrait s'élever vers les cieux, il ne sait plus que ramper misérablement devant des idoles de boue. Pécheurs, relevez vos têtes si tristement abattues et secouez les chaînes de votre esclavage; quel est le captif qui ne soupire après sa liberté, qui ne salue avec bonheur le moment qui voit tomber ses fers? Malheureux captifs du péché, voici l'aurore du jour qui vous annonce le bienfait de votre rédemption; bénissez avec de saints transports ce jour si fortuné pour vous; jetez-vous dans les bras de ce Dieu plein de miséricorde qui, pour rompre vos liens, n'attend que votre repentir. Pendant ces jours de propitiation, pleurez vos iniquités, affranchissez-vous de vos tyranniques passions, et la Religion chantera avec vous le cantique de votre délivrance.

Et vous, âmes justes, profitez aussi du bien du Jubilé : vous ne devez pas être stationnaires dans la carrière de la vertu; il faut que votre justice et votre sainteté deviennent tous les jours plus abondantes, selon cette parole de l'Apôtre : « *Qui justus est, justificatur adhuc; qui sanctus est, sanctificatur adhuc.* »

Et puis, souvenez-vous de cet oracle tombé de la bouche du Saint-Esprit : que celui qui est debout prenne garde de tomber : *qui stat, videat ne cadat*. Vous avez jusqu'ici bravé bien des périls, livré de grands combats, remporté d'éclatantes victoires ; mais, pour avoir triomphé de vos ennemis, ne croyez pas les avoir abattus ; ils se redresseront, et aussi forts et aussi nombreux ; retrempez donc vos armes spirituelles, afin d'être invincibles dans les assauts qui vous restent à soutenir.

Nos Bien-Aimés Coopérateurs, le Jubilé que nous annonçons vous impose de nouveaux devoirs, et nous avons la certitude que vous serez fidèles à les remplir. Nous connaissons votre amour pour le salut des âmes, nous savons avec quel courage vous supportez le poids des fatigues du jour ; aussi nous venons moins éveiller votre zèle que vous donner des encouragements. Nous applaudissons d'avance à vos généreux efforts ; et si nous ne pouvons vous suivre sur vos champs de bataille, à l'exemple de Moïse, nous lèverons les mains vers le ciel pendant que vous combattrez, pour appeler sur vos travaux les divines bénédictions. Plaise au Seigneur de donner à votre parole cette force qui triomphe des cœurs rebelles à la grâce, et arrache à leur sommeil léthargique les indifférents qui s'éloignent des pratiques de la Foi. Puissent-ils tous se convaincre que, s'ils fuient la Religion, c'est qu'ils ne la connaissent pas ; que, s'ils redoutent la sévérité de ses lois, c'est qu'ils n'ont jamais compris cette parole du divin Maître : « Mon joug est doux et mon fardeau est léger. » Puisiez-vous, Nos Bien-Aimés Copérateurs, rallier à la bannière de Jésus-Christ toutes les ouailles confiées à votre sollicitude, afin qu'après l'avoir glorifié sur la terre, vous alliez tous ensemble célébrer dans le ciel ses éternelles miséricordes.

† BERTRAND-S<sup>r</sup>, évêque de Tarbes.

*Instruction de Monseigneur l'Archevêque de Toulouse au clergé  
de son diocèse (1).*

Messieurs et chers Coopérateurs,

Des circonstances indépendantes de notre volonté nous empêchent de publier la dernière Encyclique du Souverain Pontife ; nous le regrettons d'autant plus vivement, que ce monument de la sollicitude de l'immortel Pie IX a été dénaturé par les plus regrettables interprétations. Les uns, par ignorance des choses théologiques, ne l'ont pas compris ; d'autres, par une malveillance peu déguisée, ont affecté de ne point le comprendre. C'est une tactique assez ordinaire aux ennemis de l'Eglise de lui prêter des idées absurdes, ou des prétentions excessives, afin d'avoir une raison plausible d'échapper à son autorité.

Pour nous, Messieurs et chers Coopérateurs, qui avons le bonheur de mieux connaître l'autorité de tous les enseignements qui tombent de la Chaire de Pierre, nous donnons une entière adhésion à ceux qui viennent de causer parmi nous des émotions si diverses. Nous adhérons d'abord à leur vérité ; nous souvenant avec reconnaissance que les avertissements du Siège Apostolique ayant plus d'une fois arrêté les peuples sur la pente des abîmes ne peuvent commencer à les égarer aujourd'hui. Nous adhérons à la prévoyante sagesse qui les a formulés ; si maintenant peu d'esprits sont capables de porter une telle parole, un jour nos neveux, instruits peut-être par de sinistres expériences, lui rendront justice. L'Eglise est, à la fois, de son siècle et de tous les siècles ; elle se résigne à n'être point comprise par quelques-uns dans le présent, parce qu'elle est sûre d'avoir raison dans son immortel avenir. Enfin, nous adhérons sans esprit de contention : l'obéissance généreuse ne produit que de grandes vertus, tandis que l'obéissance contestée peut aboutir à de grands malheurs.

Toutefois, Messieurs et chers Coopérateurs, afin de déjouer les interprétations d'un monde qui cherche à nous prendre dans nos discours, évitons de traiter encore ces délicates questions du haut

(1) Cette instruction et les pièces qui l'accompagnent ne sont pas destinées à être lues en chaire.

de nos chaires évangéliques. Plus que jamais, renfermons-nous dans le cadre de notre Symbole et du Décalogue, et rendons un amour patient et sans récrimination, en échange des calomnies que l'on nous prodigue. La vérité que nous prêchons, tire sa preuve la plus élevée des manifestations de notre charité.

Mais, en nous préservant de toute propagande imprudente, étudions, pour notre compte, la saine théologie de l'Encyclique, et mettons-nous en mesure de la défendre quand des circonstances favorables nous le permettront. Pour vous diriger dans cette tâche pleine de difficultés, nous n'entreprendrons pas une justification doctrinale de la Bulle *Quanta cura* : cette œuvre considérable serait plutôt le sujet d'un livre que d'une simple communication de famille. Nous ne commettrons pas surtout l'irrévérence d'affaiblir par des tempéraments la parole sacrée du Vicaire de Jésus-Christ ; nous voudrions seulement la rendre plus respectable pour toutes les âmes en la mettant à la portée de toutes les intelligences.

Depuis un mois, mes chers Coopérateurs, nous avons conçu le dessein de vous adresser ces conseils importants. Nous avons préféré sacrifier l'honneur d'une prompte initiative, que devancer notre tour de parole dans ces imposantes manifestations de la soumission épiscopale. Aujourd'hui les provocations de l'impiété nous font violence. La parole Apostolique est de plus en plus travestie ; les scribes du rationalisme ont jeté sur les épaules de notre Père une tunique d'insensé ; il est de notre devoir de ne point abandonner cet auguste vieillard aux injures du Prétoire, et de parler pour lui, tandis qu'il souffre pour nous.

Et d'abord, ne laissons pas supposer que, par cet acte solennel, l'Eglise devient incompatible avec la plupart des Gouvernements européens. L'Eglise, qui a reçu la sublime mission de formuler les vrais principes dans le monde, pour la direction des âmes confiées à sa garde, remplit sa tâche aux époques et aux heures qui lui paraissent les plus propices. Mais lorsqu'elle proclame ce qu'elle estime le plus parfait dans l'ordre social, si les peuples, à leurs risques et périls, veulent appliquer des principes contraires à ceux qu'elle enseigne, elle les plaint sans désespérer d'eux : comme une bonne mère, elle s'assied à leur foyer, pour atténuer par son influence l'effet des erreurs qu'elle ne peut extirper ; et



souvent même elle ne laisse pas de prêter son appui aux régimes qui lui refusent leur adhésion.

N'en croyons pas davantage, Nos chers Coopérateurs, ceux qui reprochent à l'Encyclique d'être une protestation contre la civilisation moderne. L'Eglise a une bonne raison pour aimer la civilisation moderne : c'est que celle-ci est en grande partie son ouvrage. Et où étaient donc nos détracteurs d'aujourd'hui, quand, suivant l'image employée par un orateur célèbre, *la science, poursuivie d'un côté par l'épée des Barbares, et de l'autre par le cimetière de Mahomet, se réfugia éperdue dans les bras des Pontifes de Rome*, que l'on ose accuser de vouloir éteindre la lumière ? Aussi, rien ne nous est plus aisé que d'applaudir à tous les progrès réels de notre époque, chacun de ces progrès dérivant d'une manière directe ou indirecte du Christianisme, quoique venu longtemps après le Christianisme ; de même que la lumière de certains astres ne touche la terre que plusieurs siècles après s'être détachée de son foyer. Mais, si c'est une justice d'honorer les incontestables grandeurs de la société moderne, c'est une superstition que de lui attribuer une infailibilité que l'on dénie à l'Eglise ; et à ces hommes imprévoyants, qui prêchent la réconciliation de l'Eglise avec cette société, l'avenir apprendra peut-être qu'il eût mieux valu préparer la réconciliation de la seconde avec la première.

Ne souffrez pas davantage, N. T.-C. C., le langage de ceux qui exagérant les prescriptions du Souverain Pontife, afin d'avoir un prétexte de s'y soustraire, regardent chaque proposition du *Syllabus* comme un article de foi qu'on ne peut même discuter sans tomber dans l'hérésie. Il n'est pas plus permis d'outrer la vérité que de la pallier. Sans doute, pour employer la formule du savant Cardinal Gousset, *toute Constitution du Saint-Siège concernant la foi, la morale ou la discipline générale, quand elle a été adressée à l'Eglise universelle et acceptée, soit expressément, soit tacitement, par le plus grand nombre des Evêques, oblige la conscience des fidèles* (1). Aussi, grand nombre des propositions du *Syllabus*, ayant été publiées dans des actes précédents émanés du Saint-Siège, et ayant acquis cette autorité, s'imposent avec une valeur dogmatique à la foi de la catholicité.

(1) *Théologie dogmatique, Traité de l'Eglise.*

Cependant, ne l'oublions pas, ceci doit s'entendre des erreurs essentiellement doctrinales condamnées par le *Syllabus* plutôt que des erreurs touchant les relations entre les deux sociétés. Il est remarquable, en effet, que l'*Encyclique* du 8 décembre flétrit ces erreurs tantôt comme *téméraires*, tantôt comme *pervertes*, tantôt comme *audacieuses*, mais sans jamais leur infliger la qualification d'*hérétiques*. Admirable bénignité de l'Eglise, qui veut bien éclairer sans frapper, car la parole du Saint-Père n'oblige que dans les limites déterminées par cette parole elle-même. Or, tout le monde sait ou doit savoir que si, en pareille matière, la *témérité*, la *pervertité* et l'*audace* constituent un péché plus ou moins grave contre la foi, seul le crime d'hérésie sépare radicalement un catholique du giron maternel de l'Eglise.

Faut-il laisser sans réponse, N. T.-C. C., l'accusation de ceux qui nous imputent la haine de certaines libertés publiques, et l'amour exclusif des institutions d'un régime ancien ? C'est là, en effet, une source féconde de récriminations et de malentendus. Constatons-le tout d'abord ; il y a cette différence entre l'Eglise et les écoles philosophiques : celles-ci admettent toutes les libertés en théorie, sauf à les restreindre dans la pratique ; tandis que l'Eglise répudie franchement, en principe, les libertés opposées à son droit suprême, sauf à se montrer d'une rare tolérance pour les faits de l'ordre civil accomplis sans elle et malgré elle. Que l'Europe actuelle se gouverne donc par des constitutions libérales, démocratiques, etc., l'Eglise n'y met nul obstacle ; et partout où on lui refusera la protection spéciale qui lui est due, elle saura se contenter des avantages du droit commun. Seulement, quand on la place légalement sur la même ligne que la synagogue, elle supplie que ce ne soit pas au nom d'un droit essentiel, mais d'une nécessité locale et douloureuse ; et quand on la dépouille de tous ses privilèges de souveraine légitime, pour l'assimiler au dernier culte d'un pays, y aurait-il exigence immodérée de sa part à demander que cet état de choses ne soit pas proclamé un dogme, un idéal de perfection, alors qu'un régime contraire pourrait jouir d'une perfection plus absolue ?

C'est encore notre devoir, Messieurs et chers Coopérateurs, de veiller à ce qu'on n'accrédite pas auprès de nous cette calomnie, que l'*Encyclique* est une tentative d'empiétement du spirituel sur

le temporel. Le spirituel se défend, et il ne songe nullement à attaquer. Voyez, en effet, l'étrange confusion que l'on cherche à établir. L'Eglise nie qu'il soit *conforme à la théologie et au droit public de lui ravir ses propriétés* (1) : empiètement sur le temporel. L'Eglise décrète que *la puissance ecclésiastique est, de droit divin, distincte et indépendante de la puissance civile* (2) : nouvel empiètement. L'Eglise est dépouillée, et elle ne veut pas reconnaître la parfaite orthodoxie de ses spoliateurs : autre empiètement. Enfin elle a la prétention de ne point se laisser absorber par les pouvoirs de ce monde : ce sont toujours d'intolérables empiètements.

Qu'il soit donc une bonne fois proclamé que l'Eglise n'aspire point à régner temporellement chez les autres, mais qu'elle entend seulement être maîtresse chez elle. On a beaucoup dit pour et contre les Papes qui distribuaient les couronnes. Sans évoquer ce fantôme d'un passé qui n'a plus sa raison d'être, n'oublions pas que, surtout en dehors de notre France si éminemment catholique, les royaumes de ce monde furent bien plus souvent oppresseurs de l'Eglise qu'ils ne furent opprimés par elle. Aussi, comment osent-ils parler avec alarmes de ses envahissements, ces légistes parlementaires qui ont toujours cherché à l'envahir ? Ne les a-t-on pas vus annexer à ce contrat bilatéral, appelé le Concordat de 1801, des articles supplémentaires que l'on objecte constamment à Rome, quoique le Saint-Siège ne les ait jamais souscrits, et n'ait jamais cessé d'en réclamer ? Et quand même il serait vrai, comme ils le prétendent, à notre avis sans motif, que Pie IX, en fixant dans son Encyclique les limites propres aux deux puissances, a outre-passé ses droits, ces hommes seuls ne seraient point autorisés à s'en plaindre ; car un tel acte ne serait qu'une légitime et tardive réponse, après soixante années de longanimité, aux articles du gallicanisme parlementaire.

Appliquons-nous surtout, Nos très-chers Coopérateurs, à dissuader les peuples de ce préjugé perfidement répandu, que l'Eglise vise encore à procurer, par des pénalités corporelles, l'accomplissement de ses lois. Nous ne biaiserez pas, Nos très-chers Coopérateurs, avec la vérité, pour confondre plus aisément le mensonge.

(1) Encyclique du 8 décembre 1864.

(2) Ibid.

L'Eglise décline la responsabilité des excès commis en son nom, soit par la politique de certains Gouvernements, soit par les passions de certains particuliers. Mais transportons-nous à l'époque où la loi civile et la loi ecclésiastique étaient confondues. Est-il surprenant que la société des âmes, chargée de pourvoir à leur conservation et à la sienne, ait pris des moyens efficaces d'empêcher ses malfaiteurs de nuire, afin de prévenir des malheurs mille fois plus grands que cette répression ? Toutefois, l'Eglise ayant constaté son droit, pour se défendre dans le passé, vu l'abus que les passions humaines en ont fait, et peuvent encore en faire, ne prétend nullement en imposer l'application au temps présent. L'Eglise, en effet, qui ne transige jamais sur ses devoirs, affirme ses droits toujours, mais elle ne les exerce qu'en temps opportun. Or, vu les modifications profondes que les sociétés ont subies, nous ne croyons pas présumer témérairement des sentiments de notre Mère, en affirmant que cette opportunité ne se présentera plus.

Et quelle intolérance pourrait-on lui reprocher aujourd'hui ? Serait-ce celle qui consiste à persécuter les dissidents ? La paix accordée dans les Etats Romains aux juifs, aux protestants, et à tous les libres penseurs des cinq parties du monde, dément cette calomnieuse hypothèse. Serait-ce celle qui consiste à ne pas accorder le même degré de cette faveur à toutes les opinions ? Seule, une doctrine qui n'est pas sûre d'elle-même, pourra se scandaliser de ce signe naturel de la vraie foi. Une comparaison tirée de nos Saints Livres va rendre sensible cette dernière pensée.

Un jour, deux femmes comparurent au tribunal de Salomon pour se disputer un enfant. L'une consentait à ce que l'enfant fût partagé, parce qu'elle n'avait aucun droit ; l'autre s'y refusait parce qu'elle se sentait forte de son amour et de ses titres. Voilà les instincts opposés de la vérité et de l'erreur. L'erreur souscrit à la concurrence sans trop de peine, parce qu'elle est usurpatrice ; la vérité la subit en pleurant, parce qu'elle est mère. Il y a, en effet, une certaine intolérance, qui est fille de la conviction et de l'amour, comme une autre peut l'être de la haine et du fanatisme.

Cela posé, que les nations modernes dorment sans crainte de nos bûchers et de nos auto-da-fé. Certes, le rationalisme qui,

sous des noms divers, a fait dans nos rangs douze millions de martyrs, n'a pas le droit de nous adresser des leçons de mansuétude. Cependant, il est bon que, pour son repos, il en soit informé : nous professons l'intolérance qui aime, nous repoussons celle qui persécute. Nous savons que notre empire ne périt point par l'épée, parce qu'il n'a pas été fondé par l'épée. Nous sommes fiers de penser que la force matérielle n'est entrée dans l'Eglise qu'à l'heure où l'Eglise, déjà maîtresse de l'univers, n'avait plus besoin de la force pour la soutenir : l'Agneau tout seul avait fait la conquête de la terre : *Mitte Agnum dominatorem terre* (Is. xvi. 1).

En résumé, Messieurs et chers Coopérateurs, d'où viennent les divergences entre les adversaires de l'Encyclique et nous ? De ce que l'Eglise ne consent pas à déclarer que, socialement parlant, Zoroastre, Bouddha, Confucius et Mahomét ont les mêmes droits que ce Christ qu'elle prêche, qu'elle prouve, et qu'elle confesse au prix de son sang, depuis bientôt dix-neuf siècles. En vérité, c'est beaucoup d'audace, si l'on comprend ce que l'on demande ; et c'est beaucoup de légèreté, si on l'ignore. Les droits de l'Eglise découlent nécessairement de la vérité ; elle ne peut abdiquer certains de ses droits sans faire une abjuration implicite de cette vérité. On croit ne vouloir d'elle qu'une concession libérale, et c'est une apostasie doctrinale.

Ici les politiques nous diront : toutes les religions ayant les mêmes prétentions, que feront les Gouvernements en présence de ces exigences opposées ? Nous répondrons : quand bien même un grand nombre de fausses mères se seraient présentées devant Salomon, cela n'eût pas prouvé qu'il n'y en eût pas une de véritable, ni que le juge fût dispensé de la rechercher. Le faux droit ne prouvant rien contre le vrai, le nôtre ne saurait être douteux parce qu'on cherche à l'usurper. Cependant, si les législateurs ne veulent pas le reconnaître, l'Eglise qui ne cède rien théologiquement, se montrera politiquement d'une condescendance pleine d'amour, se contentant de la plus modeste place, même des Catacombes, quand on lui refusera le trône qui lui appartient.

Que des systèmes philosophiques déclarent qu'ils se valent les uns les autres, ils le peuvent sans se nuire ; mais demander à

une religion essentiellement divine, et qui s'affirme telle, qu'elle agisse comme si elle n'était qu'une opinion humaine, c'est exiger d'elle à la fois qu'elle soit et qu'elle ne soit pas, et par conséquent tomber dans les cercles vicieux où l'on voudrait nous enfermer.

Avouons néanmoins qu'en repoussant le principe de l'égalité des religions devant le droit absolu, l'Eglise n'est point sans excuse pour la nécessité qui fait décréter l'égalité des religions devant les lois ; et cette nécessité, elle la reconnaît, quoique à regret, partout où elle existe, même avant que la force la lui impose ; et ces lois, elle les exécute loyalement, quand elles sont celles de son pays.

D'après ces données, vous le voyez, Nos chers Coopérateurs, ériger en axiome la théorie qui octroie les mêmes droits à tous les cultes, c'est choisir un terrain commode pour défendre la vérité devant les préjugés du monde de nos jours, mais peu solide pour la fonder. Si le droit du vrai est exclusif, cela ne résulte pas de l'égoïsme de nos principes, mais de l'essence des choses contre laquelle Dieu lui-même ne peut rien. Dieu en effet, pour être logique, n'est point obligé de reconnaître à ses contradicteurs tous les droits qu'il a, parce qu'il est de la nature des droits divins, de ne pouvoir être partagés. Il en est de même de sa vérité par rapport aux opinions communes.

Quand l'Encyclique n'aurait eu d'autres avantages, que de rappeler ces notions à notre siècle, qui n'étudie la théologie que dans les journaux, et que de le prémunir contre les erreurs cachées dans nos innombrables théories de droit public, elle serait un des grands bienfaits dont notre époque soit redevable à la Papauté.

Toutefois, N. T.-C. C., soutenons les principes éternels, tout en rendant justice aux hommes et aux choses respectables de ce temps ; éclairons notre siècle, sans nous déclarer ses ennemis ; et s'il nous est défendu de pacifier avec les erreurs, n'oublions pas qu'il nous est ordonné d'aimer ceux qui se trompent.

Voilà, N. T.-C. C., des idées que nous devons chercher à propager dans la sphère de nos influences ; pour l'amour de l'Eglise et des âmes, je vous conjure de ne point négliger ce devoir. Nous assistons à un travail de décomposition que nous ne devons ni

exagérer ni nous dissimuler, mais contre lequel nous devons saintement réagir, par l'autorité de nos enseignements, et surtout par l'autorité de nos vertus.

En présence de ces calamités, deux excès sont à redouter de la part du Clergé. Quelques-uns d'entre nous, retirés au pied des autels, en compagnie de quelques âmes fidèles, ferment trop les yeux aux périls du dehors. D'autres, trop effrayés poussent des cris de découragement, et semblent croire que, dans quelques années, le Christ et l'Eglise auront cessé de régner parmi nous. *Hommes de peu de foi*, dirai-je à ces derniers, *pourquoi vous inquiétez-vous ?* Pour nous, Nos chers Coopérateurs, aussi éloignés de l'optimisme aveugle que des craintes exagérées, ne soyons ni de ceux qui se troublent, ni de ceux qui se bercent, mais du petit nombre des clairvoyants et des forts ; et au sein de la société sceptique où nous vivons, faisons-nous courageusement les apôtres de *l'espérance contre toute espérance* (ROM. IV. 18).

Il y a, je le sais, des esprits à qui l'histoire ne profite pas, qui regardent le mal comme un produit spécial de leur époque, et qui sont portés à voir la fin de l'Eglise dans chacun de ses combats. L'expérience et la foi condamnent cette sagesse pessimiste. Si le grand Pape, Limousin d'origine, qui ramena la Papauté triomphante dans Rome, après soixante-quinze années d'absence, si Grégoire XI, était témoin de nos alarmes, comme il en serait surpris ! Et si nos pères qui virent les défections et les ruines du temps d'Arius, de Luther et de la Révolution française, entendaient nos lamentations, n'auraient-ils pas lieu de s'en scandaliser ? La Papauté et l'Eglise ont fait assez leurs preuves dans le passé, pour que, malgré la violence de la lutte, nous n'ayons pas le droit et le devoir de beaucoup attendre de l'avenir.

Méditons donc notre histoire, Messieurs et chers Coopérateurs, et elle nous dira que, lorsque Dieu veut accroître la vie dans la société spirituelle, il remet celle-ci en contact avec le principe de son existence, avec l'humiliation, et quelquefois avec le martyre. Nous avons vu, dans les remparts de Rome, un pan de muraille qui date du temps de Bélisaire, et qui, depuis cette époque, menace ruine sans jamais tomber : on le nomme *le mur penché*. Voilà l'image de l'équilibre de l'Eglise : elle penche, mais elle est inébranlable ; il entre dans sa destinée de ne pas cesser d'être

humainement en péril, pour qu'il soit manifeste qu'elle est divinement assistée.

Heureux ceux d'entre nous, Messieurs et chers Coopérateurs, qui sauront répandre de tels encouragements ! plus heureux ceux qui sauront intervenir par leur sanctification personnelle dans le salut du monde, car les nations modernes sont plus guérissables par la vertu de nos exemples, que par celle de la parole ; et s'il suffit des lumières de notre foi pour montrer aux hommes le chemin du ciel, il faut le feu de notre charité pour les y retenir : *Et pro eis sanctifico meipsum, ut sint et ipsi sanctificati in veritate.* (JOAN. XVII. 19.)

Veuillez agréer, Messieurs et chers Coopérateurs, la nouvelle assurance de notre plus affectueux dévouement en N. S.

† FLORIAN, *archev. de Toulouse.*

Toulouse, le 25 janvier 1865, en la fête de la conversion de saint Paul, apôtre.

*Lettre de Monseigneur l'Archevêque de Toulouse au Saint-Père.*

Beatissime Pater,

Ea, qua par est, reverentia, eoque, quod universi gregis Pastori et Doctori debetur, obsequio, Litteras Encyclicas, Romæ die 8<sup>a</sup> decembris anni nuper elapsi datas, accepimus, indefessam illam, qua late totum per orbem refulget Beatitudo Vestra, omnium Ecclesiarum sollicitudinem mirantes.

Liceat nunc, Beatissime Pater, Archiepiscopo Tolosano, Venerabili Ecclesiæ Metropolitanæ Capitulo, et devotissimo totius Diœcesis Clero, Sanctitatis Vestræ pedes adire, ut omnes unanimes, uno ore profiteamur, nos, toto cordis affectu, et absque ulla mentis restrictione, ea omnia et singula quæ Litteræ Encyclicæ, in quibus Pëtrus per Pium locutus est, condemnant condemnare, et quæcumque reprobant reprobare. Eorum, quæ corde ad justitiam credimus, confessio fiat ore ad salutem.

Et quoniam Auctoritate Civili prohibitum et cautum fuit, ne per Episcoporum operam Litteræ Apostolicæ publicarentur, apud Ministrum qui in Gallia ecclesiasticis rebus præficitur, Ecclesiæ jura vindicans, inclamandum judicavimus, et reipsa inclamavimus per Litteras quarum exemplar hic subnectimus.



Ante conspectum Dei nostri, Beatissime Pater, non cessamus hostias et preces offerre, ut, qui consolatur in omni tribulatione, consoletur et ipsam Ecclesiam ejusque Supremum Pastorem.

Pedes Sanctitatis Vestræ reverenter et cum intimo cordis affectu deosculans, Benedictionem Apostolicam sibi cleroque et gregi, enixis precibus expostulat,

Tolosæ hac 18<sup>e</sup> januarii 1865, in festo Cathedræ Petri Romæ, Beatissime Pater, Sanctitatis Vestræ, Humillimus servus devotissimusque filius,

† FLORIANUS, Archiep. Tolosanus.

*Lettre-circulaire de Mgr l'Evêque de Coutances et d'Avranches au clergé de son diocèse.*

Paris, 2 février 1865.

Messieurs et bien chers Coopérateurs,

Nous vous envoyons *in extenso* l'Encyclique adressée par Notre Saint-Père le Pape à tous les Evêques du monde chrétien, et portant concession d'un Jubilé universel.

Nous y joignons le *Syllabus*, ou abrégé des principales erreurs qui ont été condamnées dans diverses bulles et allocutions consistoriales, soit par Grégoire XVI, soit par Sa Sainteté Pie IX, heureusement régnante.

Nous vous certifions l'authenticité de ces deux pièces et leur entière conformité avec l'original, donné à Rome le 8 décembre dernier, la 19<sup>e</sup> année du pontificat de Pie IX.

Nous n'avons pas besoin de vous dire que nous serons heureux de voir notre diocèse profiter de la grâce du Jubilé, et que nous adhérons purement, simplement, du fond même des entrailles de notre foi, à toute l'Encyclique et à tout le *Syllabus*.

Nous condamnons tout ce que condamne le Pape, nous approuvons tout ce qu'il approuve. Nous nous estimerions traitres aux enseignements de Jesus-Christ, si nous élevions des doutes, si nous avions la moindre incertitude sur le droit qu'a le Saint-Siège d'instruire et de gouverner les brebis et les agneaux, sur

l'entière soumission que nous, évêques, comme tous les enfants de l'Eglise, devons à ce pontificat suprême.

Vos dispositions à vous, Messieurs, sont les mêmes que les nôtres.

Ce nous est une grande consolation et un légitime sujet d'espérances que de voir cette unanimité de convictions entre vous et nous.

Dans ces temps de troubles intellectuels, d'affaissements des cœurs et des caractères, n'est-il pas juste que nous nous serrions tous autour de notre Chef, que nous l'entourions de respect, de docilité, de gratitude, d'affection, que nous lui soyons dévoués en proportion du nombre et des attaques passionnées de ses ennemis?

Cependant vous ne lirez pas en chaire l'Encyclique; vous attendrez que nous vous écrivions encore pour publier le Jubilé.

Vous ne lirez pas non plus le *Syllabus*.

Vous vous contenterez de garder pour vous ces pièces : vous les joindrez à vos livres, à vos collections des saints Canons et des décisions romaines.

Vous pourrez ainsi les consulter, en temps opportun, pour bien connaître ce qui, dans les doctrines nouvelles, est conforme ou ce qui est opposé à la révélation divine.

Vous le savez, quand une proposition est condamnée, même avec la note d'hérésie, il ne s'ensuit pas l'affirmation de la *contraire*, qui pourrait être une autre erreur, mais seulement l'affirmation de la *contradictoire*.

La proposition *contradictoire*, vous ne l'ignorez pas non plus, est celle qui exclut la proposition condamnée, c'est-à-dire que, pour avoir la vérité, il faut se servir des mêmes termes, les employer dans le même sens et formuler ainsi une *contradiction* à ce qui est condamné.

Vous vous souviendrez de cette sage manière d'entendre les choses, quand vous aurez à parler du *Syllabus* devant des hommes égarés, malveillants ou peu religieux.

Vous verrez qu'il vous sera par là facile de montrer l'exactitude de toutes les condamnations comprises dans ce grand acte de la Papauté.

Si les journalistes, si tous ceux qui ont blâmé, critiqué le Saint-

Père, avaient observé cette règle dont nous parlons, ils auraient compris comme nous que dans les paroles de Pie IX il n'y a rien, il n'y a pas un seul mot que la raison éclairée par la foi ne puisse aisément justifier, rien qui soit opposé aux saines notions de la philosophie chrétienne et aux principes d'ordre sur lesquels reposent les sociétés humaines.

C'est ce que nous n'avons pas manqué de dire à S. Exc. M. le ministre des cultes, en protestant de vive voix et par écrit contre l'incroyable défense faite aux évêques de publier les lettres du Saint-Père.

Nous ne vous communiquons pas copie de notre lettre à M. le ministre ; mais elle sera déposée à notre secrétariat pour y être gardée parmi les actes épiscopaux et y être communiquée à tous ceux qui voudront la lire.

En finissant, nous vous engageons à répéter souvent avec nous la prière que faisait l'Eglise dès les jours apostoliques, et qui est aujourd'hui encore si conforme à nos besoins : « O Dieu, de qui  
« viennent les saints désirs, les conseils sages et les œuvres de  
« justice, donnez à vos serviteurs cette paix que le monde ne  
« peut leur accorder, afin que, nos cœurs étant appliqués à vos  
« préceptes, délivrés de l'appréhension de nos ennemis, nous vi-  
« vions dans des jours tranquilles et nous puissions vous  
« servir dans la joie d'une liberté durable. — *Deus, a quo sancta*  
« *desideria...* »

Recevez, Messieurs et bien chers coopérateurs, la nouvelle assurance de notre entier et tout affectueux dévouement en Notre-Seigneur.

† J.-P., évêque de Coutances et d'Avranches.

---

*Lettre-circulaire de Monseigneur l'Evêque de Dijon au clergé de son diocèse.*

Monsieur le Curé,

J'ai pensé qu'il vous serait agréable de savoir comment votre Evêque à cru devoir agir à l'endroit de la circulaire de S. Exc. M. le garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, con-

cernant la publication de l'Encyclique de Notre Saint-Père le Pape en date du 8 décembre dernier.

Je vous adresse donc copie de la lettre qu'en cette circonstance il m'a paru convenable d'écrire au ministre.

Vous comprendrez, Monsieur le Curé, que cette lettre ne doit pas être lue en chaire.

Je vous recommande même très-expressément de vous abstenir d'y faire allusion dans les instructions que vous aurez à donner à votre peuple, soit sur le Jubilé, soit sur le Carême. Il est facile de comprendre qu'en cette grave circonstance la sainte cause que nous défendons, et l'intérêt des âmes qui nous sont confiées, nous imposent une prudence, une modération et une réserve qui leur profiteront plus qu'une ardeur irréfléchie et un zèle indiscret.

*Il y a temps pour se taire, il y a temps pour parler. (Eccles. 3. 7.)*

Votre Evêque ne faillira jamais, s'il plaît à Dieu, à sa tâche de vous guider dans l'une et l'autre voie.

Agréez, mon cher Curé, l'assurance de mes sentiments affectueux.

Dijon, le 18 janvier 1865.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai voulu me recueillir pendant quelques jours et laisser tomber l'émotion bien naturelle que m'avait causée votre lettre en date du 1<sup>er</sup> janvier. Je voulais aussi attendre la décision du Conseil-d'État, que j'espérais devoir être favorable à la liberté de l'Église en cette circonstance, où, à mon avis, rien ne paraissait de nature à motiver la prohibition qui nous est signifiée.

« Pendant ce silence que je me suis imposé, j'ai lu et relu cette Encyclique à l'occasion de laquelle on a fait tant de bruit, et je veux vous dire, Monsieur le Ministre, que rien ne m'y a paru motiver les acclamations passionnées des uns, et les récriminations, les alarmes exagérées des autres.

« En effet, à moins d'un parti pris, on ne doit y voir que ce qui y est, c'est-à-dire l'appréciation, au point de vue religieux, de certaines doctrines dont le plus grand nombre ont été, d'ailleurs, antérieurement ou frappées d'une condamnation formelle, ou signalées comme plus ou moins suspectes.

« Que sur quelques-unes de ces doctrines l'État et le Pape

puissent différer d'opinions, je le comprends ; mais que de cette divergence d'appréciation on en conclue l'hostilité absolue de l'Eglise à l'endroit de notre constitution civile, et, dès lors, l'obligation par l'Etat d'interdire aux Evêques la publication de la lettre du Souverain-Pontife, je ne puis voir là que le résultat d'un malentendu ; malentendu que quelques explications échangées entre le Saint-Père et le Gouvernement auraient certainement et facilement fait cesser. On n'a pas cru devoir agir ainsi : je le regrette profondément pour le Gouvernement, qui s'est créé une position fâcheuse ; pour nous qui souffrons, et comme Français et comme Evêque, beaucoup plus que nous ne saurions le dire ; pour le Pape lui-même, qui ne peut qu'être affligé de cette prohibition sans motifs réels ; enfin pour notre clergé et pour les fidèles, qui s'inquiètent et s'alarment de cette mesure dont le retour semblait impossible sous le règne des idées qui ont fait l'Empire.

« Depuis le commencement de cette triste affaire, j'ai recueilli autour de moi, j'ai lu dans les journaux bien des opinions. Tout ce qu'il y a d'hommes sages et modérés regrettent que le Gouvernement ait agi comme il a fait. Les partis extrêmes seuls s'en réjouissent comme d'une insulte faite à l'Eglise, ou comme d'un embarras pour l'Etat. Au reste, il ne vous échappera pas, Monsieur le Ministre, que l'abstention imposée aux Evêques, en présence de la publicité illimitée laissée à l'Encyclique et aux commentaires de quiconque veut la discuter, c'est quelque chose d'anormal, qu'on pourrait, sans exagération, qualifier plus sévèrement encore.

« Cette mesure, Monsieur le Ministre, n'est propre qu'à réjouir les ennemis de l'Eglise et de l'Etat, en même temps qu'elle contriste profondément ceux qui, comme nous, sont sincèrement dévoués à l'une et à l'autre.

« Quant à la publication restreinte que nous permet le Conseil-d'Etat, nous ne pouvons l'accepter. Vous le comprendrez sans peine, attendu : 1° qu'il y a dans l'Encyclique des enseignements que le Gouvernement n'a pas pu vouloir interdire ; 2° que nous ne saurions reconnaître au Conseil-d'Etat le droit de les autoriser ou de les défendre.

« Nous attendrons que le temps ait fait mieux apprécier cette

lettre du Saint-Père, et nous nous bornerons, par respect pour lui et pour le Gouvernement, à annoncer purement et simplement les faveurs spirituelles que le Vicaire de Jésus-Christ accorde aux fidèles enfants de Dieu et de sa sainte Église.

« Agréé, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

« † FRANÇOIS, évêque de Dijon. »

*Circulaire de Monseigneur l'Evêque de Digne au clergé de son diocèse à l'occasion du Jubilé.*

Nos très-chers Coopérateurs ,

Vous avez connaissance de l'Encyclique du 8 décembre dernier, publiée par Notre Saint-Père le Pape Pie IX. Nous nous serions empressé, nous, de la promulguer, dans le diocèse, et vous, d'en faire lecture au milieu de l'assemblée des fidèles ; mais vous savez que nous n'avons pas la liberté de remplir ce devoir de notre ministère. Nous sommes profondément affligé de la triste condition où l'on nous réduit, et si la prudence nous commande de n'en pas sortir, la charité nous invite à prier Dieu d'éclairer les esprits et de changer les cœurs de ceux qui nous la font. Au reste, nos très-chers Coopérateurs, cette promulgation n'est pas nécessaire pour donner à l'acte pontifical l'autorité suprême qu'il tire de lui-même et de la publication qui en a été faite à Rome. Il est dès à présent et il sera à tout jamais l'expression de la doctrine de l'Eglise et la règle invariable de notre foi. Tous nous adhérons d'esprit et de cœur à l'enseignement qui nous y est donné, nous réprouvons et condamnons toutes les erreurs qui sont réprouvées et condamnées, non-seulement dans l'Encyclique elle-même, mais encore dans le résumé (*Syllabus*) qui y est annexé. Sur toutes ces aberrations de l'esprit humain où se laissaient entraîner non-seulement les ennemis de l'Eglise, mais encore des chrétiens aveugles, *Rome a parlé, la cause est finie. La lumière a lui au milieu des ténèbres, l'organe de la vérité a fait entendre sa voix, et la vérité du Seigneur demeure éternellement.*

Toutefois, nos très-chers Coopérateurs, nous mettrons beau-

coup de réserve dans notre langage. *Vous placerez une garde de circonspection sur vos lèvres.* Vous vous abstenrez de toute parole offensante et même trop vive. Vous éviterez, surtout en chaire, toute allusion blessante. Respectons, par notre silence, la défense qui nous est faite, et demandons les bénédictions du ciel pour ceux qui nous contristent. J'ai dû obéir à ma conscience d'évêque, en écrivant à M. le Ministre des cultes pour lui dire ce qu'a d'odieux la mesure prise contre nous. Espérons que des jours meilleurs se lèveront sur l'Eglise et dissiperont les nuages qui empêchent de voir la vérité et de discerner les sentiments qui nous dirigent.

Suivent les avis et les prescriptions pour le Jubilé.

---

*Lettre de Monseigneur l'Evêque de Digne à S. Exc. M. le Ministre de la justice et des cultes (1).*

Digne, le 22 janvier 1865.

Monsieur le Ministre,

Un voyage que je viens de faire et une indisposition qui l'a suivi ne m'ont pas permis de répondre plus tôt à la lettre du 1<sup>er</sup> janvier que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser.

Votre Excellence a dû penser que cette lettre ferait sur les Evêques de France une douloureuse impression. Il ne pouvait en être autrement. La mesure que le Gouvernement a prise est odieuse, surtout dans l'application qui en est faite, et menaçante pour l'avenir dans les principes qu'on invoque pour la justifier. Tout le monde, et jusqu'aux ennemis déclarés du Saint-Siège, peuvent publier l'Encyclique et la commenter à leur manière, la dénaturer, la calomnier, et le silence est imposé aux organes autorisés du Chef de l'Eglise, aux défenseurs naturels de ses actes. On ne pourra jamais donner aucune raison sérieuse et acceptable de cette fâcheuse anomalie. La conscience publique et le droit naturel demanderont toujours qu'une égale part soit faite à la défense et à l'attaque.

(1) Cette lettre ne doit pas être lue en chaire.

La conséquence rigoureuse des principes sur lesquels Votre Excellence se fonde pour défendre aux Evêques la publication de l'Encyclique, est qu'en France l'Eglise catholique n'a pas la liberté de promulguer authentiquement sa doctrine. Car, selon l'opinion des théologiens les moins favorables à l'autorité pontificale, les points définis dans une Encyclique tacitement acceptée par la majorité des Evêques font partie de la foi chrétienne, et tous les catholiques sont tenus de les recevoir avec une pleine et ferme adhésion.

La défense faite aux Evêques ne saurait donc infirmer l'autorité de l'Acte pontifical et n'aura pour résultat que de nous avoir contristés.

Daignez agréer, etc.

† MARIE-JULIEN, évêque de Digne.

*Lettre pastorale de Monseigneur l'Archevêque de Paris relative à la récente Encyclique du Souverain Pontife, et mandement pour le Carême et le Jubilé de l'année 1863.*

Nos très-chers frères,

Le Souverain Pontife vient d'adresser à tous les évêques du monde catholique une lettre circulaire où il signale et condamne de nouveau les principales erreurs du temps présent, Vous l'aurez lue sans doute, et peut-être avant nous : car elle ne nous était pas encore parvenue que déjà les journaux l'avaient publiée. Mais si, pour ce motif et pour d'autres encore, nous pouvons nous abstenir de vous la faire connaître dans son texte, c'est néanmoins le désir exprès du Saint-Père qu'elle vous soit présentée encore d'une autre façon, et que les évêques s'en inspirent pour l'instruction des fidèles et pour le bon gouvernement de leur diocèse. Nous n'y manquerons pas, en ce qui nous concerne, et, selon que les circonstances nous permettront de le faire utilement, nous aurons à cœur de vous exposer cet enseignement venu de si haut et digne d'un si grand respect. Nous voulons même commencer cette œuvre dès aujourd'hui, et la présente lettre pastorale a précisément pour but



de dégager et de vous expliquer la pensée générale qui anime toute l'Encyclique et qui en fait comprendre le caractère et la portée.

Cette pensée générale, la voici : Dieu, par sa grâce, a placé l'humanité dans un ordre de choses surnaturel. C'est la religion chrétienne qui nous fait connaître cet ordre de choses, et qui tout à la fois nous l'explique et nous donne les moyens d'y vivre avec mérite et pour notre bonheur. Il dépend de nous d'en profiter, mais non pas d'en sortir : le christianisme est obligatoire, et non facultatif. Nous devons admettre des vérités et pratiquer des vertus dont la nature n'a d'elle-même ni le secret ni la force, et où l'on ne peut s'élever et se maintenir que par le secours de la grâce. En un mot, il ne suffit pas d'être raisonnable, il faut encore être chrétien.

Puis, comme notre destinée est une, et qu'il ne peut y avoir plusieurs morales ni plusieurs religions véritables, il s'ensuit que notre vie individuelle, domestique et sociale est gouvernée par un seul et même code divin, et que les peuples, aussi bien que les individus et les familles, doivent être et paraître fidèles à leur vocation chrétienne. Par conséquent, il faut que l'Évangile les inspire, les domine et les dirige, que son souffle vivant et généreux pénètre leurs lois, anime et règle leurs mœurs, ennoblisse et vivifie leur activité.

Mais les peuples, comme les individus, ont leurs illusions, leurs entraînements et leurs défaillances. Quand donc ils se méprennent sur les vrais caractères et les éléments essentiels de la liberté, du progrès et de la civilisation, et que, fascinés et séduits par le charme et l'éclat tout extérieur de leur existence, ils perdent de vue les conditions de leur grandeur morale, n'est-il pas juste et nécessaire qu'une voix autorisée se fasse entendre qui leur rappelle le droit oublié, la loi méconnue, le devoir trahi ? Quand l'humanité, en marche vers le ciel qui est sa patrie, semble vouloir s'attacher à la terre qui n'est qu'un exil ; quand, découragée par les fatigues, ou retenue par les agréments de la route, et préférant le plaisir au mérite et les joies d'un jour à toute une éternité de bonheur, elle s'enferme dans l'étroit horizon du présent, comme si tout y finissait, au lieu de porter vers son grand avenir sa pensée et ses vœux, n'est-il pas beau qu'un pouvoir paternel, une douce magistrature, dans l'indépendance d'un ministère respecté, crie à l'auguste voya-

geuse, en lui montrant le but à poursuivre : Une seule chose est nécessaire (1)? Que sert à l'homme de gagner le monde entier, s'il perd son âme (2)? Sans la foi il est impossible de plaire à Dieu (3). Qui n'est pas avec lui est contre lui; qui n'amasse pas avec lui, disperse (4). Cherchez d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et le reste vous sera donné par surcroît (5). La religion porte avec elle sa propre récompense, ayant tout à la fois les promesses de la vie présente et de la vie future (6). Plus loin donc et plus haut : *Sursum corda!*

Eh bien, N. T.-C. F., telle est exactement la mission que le Souverain-Pontife vient de remplir, et voilà le sens général et la portée de la récente Encyclique. Du haut de sa position, il voit le mal, et, avec la science et l'autorité qui lui appartiennent, il le signale et le condamne. Il rappelle la vraie doctrine niée ou combattue par les sophismes et les passions; il met en lumière les principes obscurcis et diminués, au grand détriment des âmes; il marque le but, et il invite non pas à laisser ce qui est bien, mais à chercher ce qui est mieux. Il dit à chacun de ses enfants, que la raison et la nature ne sont pas ses seules conseillères, et qu'il lui faut de plus, pour atteindre sa fin, les lumières de la foi et le secours de la grâce. Il dit aux peuples que les conditions où l'incroyance essaie de les engager, ne peuvent que les trahir et les perdre, et que la religion au contraire maintient et développe, au sein de la société civile, ce qui fait son repos et sa prospérité. Il dit à tous, en leur montrant le ciel : Vous valez mieux que ce monde, et voilà votre patrie : *Sursum corda!*

A la voix de Notre Saint-Père le Pape et suivant son exemple, nous venons, à notre tour, vous offrir les mêmes enseignements et vous exposer, avec les développements nécessaires, ces principes si élevés et si féconds. Rien n'intéresse davantage, pour le présent et pour l'avenir, votre personne et votre pays; rien n'est plus digne de la méditation des esprits sérieux. C'est donc en vue d'accomplir un devoir et de vous être utile que nous voulons

(1) Luc, x, 42.

(2) Matth., xvi, 25; Marc, viii, 36.

(3) Hebr., xi, 6.

(4) Luc, xi, 23.

(5) Matth., vi, 33; Luc, xii, 31.

(6) I Timoth., ix, 8.

prouver, dans cette instruction pastorale : 1° qu'on ne doit pas vivre selon les sens et la nature, mais selon l'esprit et la grâce (1); 2° que la religion porte la fortune des empires, et que, d'après l'oracle des Écritures rappelé par le Saint-Père, un peuple est heureux quand il a Dieu pour Maître (2).

## I

Le Pape condamne le naturalisme, c'est-à-dire le système qui prétend que l'homme peut répondre à sa vocation et atteindre sa fin par ses seules forces naturelles (3). Ce système s'est déjà produit dans le monde chrétien, il y a quatorze siècles, et tout aussitôt l'Eglise l'a frappé d'anathème par la bouche de ses docteurs et de ses conciles. La vérité est que la nature, avec toutes ses belles et grandes qualités, ne suffit pas à l'homme et qu'il a besoin d'être aidé par un secours supérieur et céleste qui se nomme la grâce.

En effet, N. T.-C. F., les esprits forts ont beau dire, les choses humaines sont envahies par le surnaturel qui nous déborde de toutes parts, et qui, pour paraître mystérieux, n'en est pas moins très-réel et se fait sentir à nous dans les meilleurs moments de la vie. Les croyants le savent; les autres ne refuseront pas de l'admettre, s'ils veulent se laisser éclairer par un exemple et réfléchir à ce qui se passe en eux et autour d'eux. Vous connaissez et goûtez les arts, leur dirons-nous : par delà les lignes savantes de la sculpture, sous la magie du dessin et du coloris, à travers les mélodies les mieux inspirées, vous savez découvrir je ne sais quoi de grand et d'indéfini qui vous émeut et vous subjugué. C'est l'idéal qui vous apparaît et vous entraîne après lui; vous le poursuivez sans jamais l'atteindre; mais il vous laisse voir, en fuyant, quelque vestige de sa gloire et comme un rayonnement de sa beauté, et telle est la vérité et la force de ce qu'il vous révèle, que si vous en faites passer seulement un éclair dans vos œuvres, l'humanité les nomme sublimes et les salue par un frémissement d'admiration.

Eh bien! d'une manière analogue, mais dans un ordre de choses bien plus élevé, c'est ainsi que le surnaturel nous parle,

(1) Roman., viii, 4.

(2) Psalm. cxxlii. 15.

(3) Syllabus, propos. 1.-7.

et que la grâce nous visite et nous appelle. Tous, nous avons entendu quelquefois ce langage plein de mystère et de puissance, par exemple au jour de notre première communion, au milieu des revers et des larmes, à certaines heures que Dieu lui-même a choisies et rendues salutaires. Oui, il y a partout, dans les fêtes de la religion et dans les événements de ce monde, dans la nature matérielle et dans la conscience chrétienne, il nous arrive de partout aussi, d'en haut et d'en bas, du ciel et de la terre, une voix étrange qui parle de repos et de bonheur sur un mode plaintif et désolé, une voix douce et triste qui se mêle au bruit des ruines de cette vie et qui chante les espérances de notre immortel avenir : lointain écho de la patrie céleste, où nos aïeux nous ont devancés et nous attendent ! victorieuse et sainte impression de la grâce rouvrant dans nos cœurs la blessure qu'y a faite la perte du paradis, et y réveillant cette faim et cette soif de la félicité et ces inconsolables sentiments de l'infini qui nous charment et nous tourmentent !

Prêtez donc l'oreille à ces accents, N. T.-C. F., vous qui avez la foi, et plus encore que les autres, vous qui avez besoin de la retrouver. Rendez-vous compte de vous-mêmes et reconnaissez qu'il y a deux impulsions sous lesquelles se meut votre activité et s'écoule votre vie : on les nomme la nature et la grâce. La nature a été blessée et affaiblie par une chute faite dès l'origine ; de là vient que ses tendances ne sont pas saines, ni ses forces complètes même dans leur ordre propre. La grâce, lumière et énergie surnaturelle, est donnée gratuitement aux hommes pour les élever au-dessus d'eux-mêmes, pour les guider et les soutenir dans le chemin de leurs éternelles destinées. Entre la nature et la grâce, n'y a-t-il pas une différence infinie ? oui, puisque l'une ne peut nous faire entrer au ciel, et que l'autre nous y conduit. Mais cette différence est-elle aussi remarquée qu'elle devrait l'être ? non ; et cela tient aux analogies que présentent la nature et la grâce, à certains rapprochements qu'on établit entre les choses de l'ordre naturel et les choses de l'ordre surnaturel, et par où des esprits inattentifs sont entraînés à confondre ce qu'il serait pourtant si nécessaire de distinguer.

Or, c'est cette distinction et cette différence qui sont le point de départ doctrinal et le fond même de l'Encyclique. Mais ce que le

Saint-Père n'a voulu qu'indiquer dans son acte, il convient de l'expliquer ici d'une manière plus étendue.

Et d'abord, qu'est-ce que la nature au point de vue qui nous occupe? La nature d'un être est l'ensemble de ses propriétés constituantes et des forces qui en dérivent et qui lui sont données pour atteindre sa fin. Rien n'existe, rien même ne saurait être conçu qu'avec sa nature propre. La nature de l'homme, c'est son âme et son corps unis ensemble, avec les propriétés essentielles de l'une et de l'autre substance et les forces qui résultent de leur vivante union.

Ainsi donc, N. T.-C. F., le corps sous l'empire de l'âme, et l'âme sous l'empire de Dieu, chaque substance à sa place et chaque faculté à sa fonction : telle est la nature humaine dans son intégrité et dans son harmonie. Alors pourquoi ne pas s'en tenir là? et qu'est-il besoin d'une autre influence pour éclairer la vie et présider à son mouvement et à ses actes? Mais deux choses empêchent que tout ne se passe ainsi.

La première, c'est que la nature n'est pas saine et intègre : elle est tombée, à son origine, d'une chute qui renaît en chacun de nous et qui s'y révèle par une plaie héréditaire, le corps faisant la guerre à l'esprit, et l'esprit faisant la guerre à Dieu (1). . . .

La seconde, c'est que la nature, fût-elle saine et intègre, ne pourrait nous conduire à notre véritable fin, qui est la gloire du ciel ; il y faut encore la grâce divine.

Qu'est-ce donc que la grâce? C'est quelque chose de puissant et de divin qui est communiqué à l'homme pour le porter plus haut que sa nature (2). . . . .

Ces définitions, nos très-chers frères, donnent la raison des différences morales que la nature et la grâce déterminent parmi les hommes et qu'il importe de constater et de décrire ici. Selon qu'on prend la grâce ou la nature pour point de départ, le mouvement de la vie s'opère dans des conditions et avec des résultats qui ne se ressemblent nullement ; le champ ouvert aux facultés de l'homme n'est plus le même, et dès lors l'esprit doit avoir d'autres pensées, le cœur d'autres sentiments, l'activité tout entière une autre direction. En effet, comparez le monde qui s'inspire de la nature,

(1) Galat., v, 17.

(2) Petr. 1, 4 ; S. Thom., Sum. Theol. 1<sup>a</sup> 2<sup>a</sup> quæst. cx, art. 3.

et l'Évangile qui nous instruit à vivre de la grâce, vous les trouverez en désaccord complet : touchant Dieu, l'homme et leurs rapports, le monde pense, veut et agit d'une façon ; l'Évangile dit qu'il faut penser, vouloir et agir d'une façon toute différente.

Et d'abord qu'est-ce que Dieu pour le monde qui n'écoute que la nature viciée et non soutenue par la grâce ? Ce monde ignore, oublie ou méconnaît Dieu. Ce n'est pas un athéisme positif, ni un système réfléchi : non, c'est un état purement négatif des esprits qui n'ont pas le loisir de songer au Créateur, tant ils sont occupés de la créature. Au milieu des sciences, des théories et des sollicitudes terrestres qui les envahissent et les absorbent, la notion de Dieu s'éclipse comme un soleil voilé par des nuages, et ils tiennent pour absent des affaires humaines ce que leur œil ne sait plus y apercevoir. Parcourez la plupart des sphères où s'exerce leur activité, la philosophie, la littérature, les arts, l'industrie, la vie domestique et sociale ; vous serez étonnés de la place insignifiante qu'ils y font à Dieu.

Les uns l'amènent au bout de leur philosophie comme une nécessité métaphysique qui lui sert de couronnement et de décoration, mais non comme un être vivant et personnel qui nous a créés, qui nous gouverne et nous jugera. D'autres le font intervenir dans leurs œuvres littéraires et artistiques comme un motif grandiose et solennel, vague expression d'une puissance incommensurable, d'une majesté qui impose à l'âme et d'un mystère qui porte à rêver. Voyez ceux-ci : pressés par les besoins de l'existence, ou dévorés par le feu d'une activité naturelle, ils travaillent ici-bas comme s'ils devaient y rester toujours et consomment les forces de leur corps et de leur esprit à se faire une vie où Dieu n'entre pour rien. Ceux-là négligent fièrement Dieu, dans les temps calmes et l'heureuse fortune, et ils ne s'en souviennent que dans les orages et les revers : ils l'appelaient à leurs secours, il y a quinze ans, avec une éloquence animée par la peur ; aujourd'hui que le péril s'est éloigné, la bravoure leur est revenue, et ils prient Dieu moins que jamais, voulant peut-être se venger et s'absoudre des actes de foi par où l'épouvante les a fait passer.

Combien sont différentes les pensées que l'Évangile inspire aux chrétiens touchés de la grâce ! Pour eux, Dieu n'est pas une force reléguée au fond d'une solitaire et silencieuse éternité, ni un créa-

teur dédaignant de gouverner cet univers qu'il n'a pas dédaigné de produire ; oh ! non, c'est un père, le meilleur des pères, qui veille tendrement sur ses fils et ne reste étranger à rien de ce qui leur importe (1). Aussi est-il sans cesse présent à leur esprit et surtout à leur cœur ; ils le reconnaissent et l'adorent dans tous les événements : au milieu des prospérités privées et publiques, ils s'inclinent avec amour et gratitude sous la douceur de ses bienfaits ; si au contraire il les frappe et fait couler leurs larmes, ils se retournent pour baiser, d'une lèvre soumise, sa main paternelle qui guérit quand elle blesse, et qui sauve en corrigeant. Tel est le chrétien dirigé et soutenu par la grâce.

Vous voyez, nos très-chers frères, combien différent les pensées du monde et les maximes de l'Évangile, lorsqu'il s'agit de Dieu ; l'opposition n'est pas moindre lorsqu'il s'agit des sentiments qui doivent animer l'homme et servir de règle à ses actes. Le monde, ne connaissant que la nature, ne veut et ne fait que les choses dictées par elle. Les tendances et les passions qui se trouvent dans la nature et précisément parce qu'elles s'y trouvent, il croit pouvoir les suivre, bien loin de songer à les combattre. Il ne les regarde point comme les conséquences funestes d'un désordre originel, et n'entend pas les soumettre à des principes plus élevés qui pourtant sont aussi dans la nature, ou qui même y ont été surajoutés pour la purifier ou l'ennoblir. Ces appétits et ces penchants, ces désirs et ces convoitises que les saintes Écritures nomment concupiscence dangereuse, tout cela lui semble indifférent. Aussi la première et principale maxime de sa philosophie pratique, c'est qu'on trouve en soi-même sa propre règle, et que chacun, vivant à ses risques et périls, est maître absolu de ses actes. Dès lors, que parlez-vous au monde d'éviter le péché ? Pour lui le péché n'existe pas, ou du moins ce n'est pas la ruine et la mort de l'âme, c'est tout au plus un excès, un manque de mesure et de modération. Il n'est pas éloigné de croire que toutes les obligations de l'homme sont comprises dans ses rapports avec ses semblables et avec lui-même, et que tout, ici-bas et ailleurs, peut s'arranger sans que Dieu s'en mêle ; il accuse d'exaltation et de fanatisme ceux qui font une plus large part au sentiment religieux et ne savent pas se tenir, comme lui, dans de si justes limites. . . .

(1) Sapien., xii, 18 ; xiv, 3 ; Matth., vi, 26 et 32.

Il est donc vrai, nos très-chers frères, en ce qui touche Dieu, l'homme et leurs rapports, le monde et l'Evangile nous font penser, parler et agir d'une façon tout opposée; il y a donc entre la nature et la grâce des différences profondes. Mais il y a de même entre elles certaines analogies qu'il faut expliquer, parce qu'elles nous portent à faire une confusion fâcheuse et à nous absoudre des fautes commises contre la grâce, séduits et rassurés que nous sommes par le mérite de quelques vertus naturelles.

Comment s'opère cette illusion si commune dans le monde, le voici. Tel homme, par exemple, vit plus ou moins en dehors des croyances et des pratiques religieuses; et pourtant il ne se montre jamais à nous que sous le meilleur aspect, avec des qualités morales distinguées et des habitudes recommandables. Son commerce est facile et doux, son caractère sympathique et bienveillant, son cœur généreux et noble, sa conduite pleine d'honneur et de gravité. A ne voir que les apparences, il ne diffère pas sensiblement des chrétiens les plus attachés à leur foi, peut-être même on le préfère à quelques-uns de ceux qui sont réputés suivre les préceptes de l'Evangile et qui n'y ont point appris à se concilier l'estime et l'affection. Or, cette grandeur morale et cette perfection relative ne lui viennent pas de la grâce puisqu'il n'y croit pas, ni de la prière puisqu'il la néglige, ni des autres pratiques religieuses puisqu'il s'en abstient; par conséquent, dit-on, c'est la nature qui trouve dans ses seules forces et dans ses aptitudes de quoi produire un si beau résultat. Voilà donc, entre l'homme qui vit de la grâce et l'homme qui n'en vit pas, une comparaison qui ne semble pas défavorable à la nature et qui va jusqu'à faire regarder la grâce comme à peu près superflue. Eh bien! c'est là, nos très-chers frères, un préjugé, une erreur qui ne tiennent pas devant un examen attentif.

D'abord, qu'un incroyant, toutes choses égales d'ailleurs, se montre quelquefois meilleur qu'un croyant, c'est une proposition que nous ne voudrions pas admettre sans correctifs; mais nous l'accordons en ce moment pour abrégé. Qu'en doit-on conclure, sinon que tel homme vaut moins que ses propres principes, et tel autre davantage? Or, il n'y a rien là de nouveau ni d'inexplicable: le monde est plein de contradictions pareilles; l'inconséquence nous perd, et l'inconséquence nous sauve. Les hommes



deviennent ce qu'ils veulent ; mais les principes sont ce qu'ils sont, et l'on ne prouvera jamais qu'il ne faille pas préférer ceux de la foi à ceux de l'incrédulité.

Ensuite cet homme qui prétend ne s'inspirer que de la seule nature, est-il aussi étranger à l'influence de la grâce qu'il le paraît ? non assurément. La science rirait de lui, s'il imaginait échapper à toute action du soleil parce qu'il s'enferme dans ses appartements, comme si l'air qu'il respire et les aliments dont il se nourrit ne devaient rien au soleil. Or, il échappe encore moins au christianisme, qui est l'atmosphère morale où respirent et vivent les sociétés, et, bon gré, mal gré, les individus.

. . . . .

C'est à ce point de vue élevé et décisif que le Saint-Père se place pour condamner, dans l'Encyclique, les systèmes et les erreurs qui, diminuant ou supprimant l'ordre surnaturel et tous ses moyens d'action, l'Evangile, la foi, l'Eglise, troublent les esprits et les enlèvent à la vérité, ruinent, comme il les en accusent, la loi naturelle gravée par la main de Dieu dans les cœurs, font la guerre même à la droite raison, et, ce qui est à jamais déplorable, compromettent le salut éternel des hommes (1). Telles sont aussi les pensées, et tels les sentiments qui nous animent tous dans le monde catholique, évêques et prêtres, de quelque manière que nous vous le fassions savoir, les uns parlant plus tôt et plus haut, les autres plus doucement et plus tard, ceux-ci voulant toujours qu'on tranche les difficultés, ceux-là préférant les dénouer pacifiquement. Oh ! oui, vous nous êtes chers, chrétiens rachetés par le sang d'un Dieu, et revêtus par là d'une dignité et d'un prix infini. Permettez-nous de vous aimer et de vous le dire : le cœur nous fait bien mal, si vous saviez ! quand nous voyons vos résistances à la grâce, et que nous songeons à ce qui peut un jour vous arriver de funeste. Prenez-en votre parti ; nous ne consentirons jamais à nous désintéresser de vos destinées futures, et, au risque de vous déplaire par nos pa-

(1) Monstruosa opinionum portenta damnavimus quæ hac potissimum ætate cum maximo animarum damno, et civilis ipsius societatis detrimento dominantur, quæque non solum catholicæ Ecclesiæ ejusque salutari doctrinæ ac venerandis juribus, verum etiam sempiternæ naturali legi a Deo in omnium cordibus insculptæ, rectæque rationi maxime adversantur. (Encycl. Quanta cura.)

nelles et tendres importunités, nous ferons le siège de votre âme, aspirant à la conquérir pour Dieu et pour la bienheureuse éternité.

## II.

Vous l'avez vu par ce qui précède, nos très-chers frères, les erreurs que signale la récente Encyclique tendent à faire déchoir le chrétien de la foi et de la piété que Dieu lui demande ici-bas, de la gloire et de la félicité qu'il lui réserve ailleurs. Mais elles tendent aussi par là même à faire déchoir les peuples de la grandeur morale où la doctrine de l'Evangile les élève, de la paix et de la prospérité où la pratique du christianisme les établit et les maintient. En effet, les peuples ne sont composés que d'individus, et par conséquent tout ce qui égare et fausse l'activité individuelle, réagit tristement sur la vie nationale, l'amoin-drit et la dégrade, en l'engageant dans des routes qui mènent à tous les désordres et à tous les malheurs. C'est l'enseignement des saintes Ecritures nous apprenant que, si la justice fait la fortune des empires, l'iniquité les affaiblit et les perd (1). C'est aussi la doctrine du Souverain-Pontife nous rappelant que les hérésies et les faux systèmes ébranlent à la fois les fondements de l'ordre religieux et de l'ordre social, et livrent l'Etat aussi bien que l'Eglise aux plus lamentables calamités (2). C'est même le cri de la raison et du bon sens : on ne fait pas de politique sans morale, et il n'y a pas de morale sans religion ; et puisque le christianisme est la religion véritable, la politique doit être chrétienne, et c'est lui rendre service que de l'en faire souvenir, quand elle paraît l'avoir oublié. Voilà ce que la lettre du Saint-Père dit en quelques mots, et ce que nous croyons utile d'exposer plus longuement.

Nous savons bien que la vie et la force d'un empire sont le produit d'éléments multiples et divers, et qu'on ne peut pas toujours constater exactement la part qui revient à chacun d'eux dans ce résultat complexe. Néanmoins il y a des faits et des principes certains en cette matière, et nous ne désespérons pas de montrer que, de toutes les choses qui contribuent à l'ordre public et à la prospérité sociale, c'est la religion qui exerce l'influence la

(1) Proverb., xiv, 34.

(2) Encycl. Quanta cura.

plus considérable et la plus nécessaire. Or, c'est tout ce qu'il faut pour atteindre notre but.

Trois éléments concourent, selon leur importance respective, à la vie et à la prospérité des Etats : ce sont les ressources matérielles, les formes de gouvernement et les croyances morales et religieuses. A tous égards les croyances tiennent le premier rang : c'est sur elles que les Etats sont nécessairement fondés, et c'est par elles qu'il faut les régénérer et les soutenir. Les formes de gouvernement et les ressources matérielles remplissent des fonctions également indispensables, mais d'un caractère moins élevé et d'une moindre efficacité.

Ah ! sans doute tous ces efforts ingénieux qui transportent les montagnes pour livrer passage à l'industrie et au commerce ; tous ces robustes bras qui déchirent le sein de la terre pour exploiter les mines, creuser des canaux et couvrir le sol des produits d'une culture intelligente ; toutes ces mains employées à préparer et à diriger les machines puissantes qui domptent la nature ou rivalisent avec ses forces, à multiplier les merveilles qui revêtent la vie d'élégance, de splendeur et d'agrément ; toute cette activité imprimée à la consommation comme à la production, à l'échange comme au transport des marchandises, à la circulation des signes monétaires comme aux entreprises qu'elle alimente ; d'un autre côté, tout cet appareil d'institutions qui règlent et assurent l'exercice des droits et la pratique des devoirs politiques et civils, qui excitent et soutiennent l'initiative et l'énergie de la nation, qui déterminent et protègent ses actes les plus importants ; l'armée avec sa discipline et son courage, et l'éclat de ses drapeaux tout chargés de quinze siècles de gloire ; la magistrature avec sa science et son intégrité partout renommées ; les grands pouvoirs de l'Etat avec leur savant équilibre et leurs garanties réciproques : oui, tout cela est extérieur, manifeste et saisissant ; tout cela réjouit et tranquillise, tout cela fait concevoir un profond et fier sentiment des ressources du pays et semble renfermer le dernier mot de ses destinées. Et frappés d'aussi grandes choses dont ils s'occupent d'ailleurs exclusivement, plusieurs se persuadent que la religion n'est presque pour rien dans la vie d'un Etat, puisqu'ils ne la font point figurer dans leurs calculs : ou bien ils n'attribuent qu'un rôle secondaire et peut-être

fictif aux croyances morales, du moins en tant qu'elles relèvent de la religion positive et qu'elles sont interprétées et défendues par l'Eglise et le vivant sacerdoce de Jésus-Christ.

C'est contre une telle illusion que le Saint-Père prémunit les peuples. Il leur fait entendre que toutes ces choses, de quelque beau nom qu'on les décore, ne sont pas la vie même de la société, mais qu'il y a tout au contraire un péril dans leur action immo-  
dérée et dans leur prédominance abusive. Quel esprit sérieux et réfléchi, quel homme d'Etat voudrait combattre cette doctrine et prétendre qu'on peut exagérer impunément le côté matériel des affaires humaines, et qu'il n'y a rien à craindre du discrédit où sont tombés les principes? . . . . .

La vérité est donc, comme l'enseigne Pie IX à la suite de ses prédécesseurs, que les empires reposent sur le fondement des croyances religieuses (1). En effet, dans les peuples comme dans les individus, elles inspirent les sentiments, règlent les habitudes, forment le caractère moral et déterminent les actes. Elles protègent les droits et les devoirs contre l'avidité des intérêts et contre les entreprises de la passion. Elles rendent le despotisme inutile, en conciliant le respect à l'autorité; et c'est par elles que les subordonnés se tiennent aussi loin de la servilité que de la ré-  
volte. Jamais les croyances ne se sont affermies et développées au sein d'un Etat, sans y rendre la contrainte extérieure, l'emploi de la force, moins nécessaire et plus rare sans y diminuer par conséquent les chances d'un dangereux antagonisme entre le pouvoir et la liberté. Jamais au contraire elles n'ont été livrées à la raillerie et au mépris, sans que la société tout entière ait senti le sol trembler et fuir sous ses pieds.

. . . . . , . . . . .  
Envisagées dans leurs rapports avec les formes de gouverne-  
ment, les croyances religieuses sont si évidemment nécessaires, que les attaquer et les affaiblir, c'est manquer de bon sens ou de patriotisme; car c'est préparer des révolutions sanglantes. Il est impossible qu'un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, prospère et se soutienne, lorsque les croyances y per-  
dent leur empire, et que, vaincues et chassées des cœurs, elles

(1) *Docete catholicæ fidei fundamento regna subsistere.* (Encycl. *Quanta cura.*)

ne laissent plus voir, entre ceux qui commandent et ceux qui obéissent, que des barrières de pure convention, des garanties vaines, des droits contestables, des devoirs imaginaires, en un mot des abstractions.

. . . . .  
 Au reste, ce que le Saint-Père enseigne à ce sujet, ce que la théorie démontre, l'expérience le confirme. Les preuves en sont nombreuses; mais il serait long de les déduire, lors même que chacune de nos paroles répondrait à tout un ensemble de faits. Ne citons qu'un fait, l'empruntant à notre histoire et presque à notre époque, parce qu'il est de nature à mettre en pleine évidence ce que nous venons d'établir.

Les plus anciens d'entre vous ont vu, mais du moins vous savez tous, nos très-chers frères, comment s'est ouvert le dix-neuvième siècle. L'ironie, le doute et la licence avaient tout affaibli, tout ébranlé, tout abattu. Les croyances, les mœurs, les institutions étaient tombées dans le même gouffre. Depuis dix ans, des hommes dont nous ne voulons rien dire ici, sinon qu'ils n'épargnaient pas les moyens matériels de gouverner, n'avaient su ni retenir ni remplacer aucune des choses qui font vivre les Etats. Nulle image d'ordre, nul principe de sécurité; tout avait disparu dans la fange et dans le sang, oui tout, le droit comme le devoir, et l'autorité comme la liberté. Une réaction était inévitable; ce fut un éclatant bienfait de la Providence et le salut de notre pays que l'œuvre de cette réaction fût confiée au génie d'un héros, à qui nous rendrions plus librement hommage si nous étions en présence de sa mémoire seule, et si nous ne paraissions louer de trop près un nom rajeuni sous nos yeux et couronné d'une auréole où le présent et le passé mêlent dans un commun éclat leurs splendeurs rivales.

. . . . .  
 Vous le voyez, nos très-chers frères, l'acte mémorable de 1804, en relevant les autels, a ramené l'ordre dans l'Etat, comme il a satisfait au besoin moral des âmes. Mais en outre, et c'est ce qu'il convient de rappeler plus particulièrement à l'heure présente, il est l'expression légale de deux vérités que la théologie enseigne et que l'histoire nous montre constamment appliquées. La première, c'est que la religion n'est pas seulement un fait et

une doctrine, mais encore une société visible, organisée, vivante, et qui, sous le nom d'Eglise, parle, agit, se propage et se défend. La seconde vérité, c'est que tout en proclamant et maintenant sa doctrine immuable, l'Eglise l'applique avec la discrétion et les tempéraments que réclame le besoin des siècles et des peuples, son but étant de garder toujours sauf l'honneur des principes, la paix et la concorde avec le pouvoir civil, bien loin de s'en séparer et de le combattre.

Ainsi, en premier lieu, le concordat passé entre le pape Pie VII et le premier consul est dans la forme des traités internationaux. Les deux pouvoirs se présentent comme ayant une existence propre et indépendante, ils font des stipulations en faveur d'intérêts mutuels, ils règlent à l'amiable comment seront exercés certains droits et remplies certaines obligations qu'ils se reconnaissent réciproquement. L'Eglise n'est donc pas dans l'Etat comme une société particulière qui tiendrait de lui toute sa vie et toutes ses forces, et dont il pourrait, à son gré et par un droit unilatéral, modifier les conditions d'existence; c'est plutôt l'Etat qui, du moins géographiquement, serait dans l'Eglise, puisqu'elle s'étend sur le monde entier. Le mieux serait de dire que l'Eglise est partout chez elle, et que l'Etat est chez lui seulement dans les limites de ses propres frontières. Quoi qu'il en soit, divinement instituée pour procurer le salut des hommes au moyen de la doctrine qu'elle enseigne, des sacrements qu'elle administre et de la discipline qu'elle fixe et maintient, l'Eglise ne peut remplir cette mission, sans animer en même temps de son souffle la vie civile et publique, et sans faire du corps social un Etat chrétien qui l'honore et la protège. Il s'établit donc entre l'Eglise et l'Etat des rapports qui sans doute doivent être réglés et observés selon l'esprit du christianisme.

Eh bien, c'est dans cet ordre d'idées que se place le Souverain Pontife pour réprover les erreurs qui suppriment ou diminuent les droits imprescriptibles de l'Eglise, qui nient ou combattent l'existence et l'indépendance de l'autorité religieuse, qui, troublant et confondant les vraies notions des choses, tendent à détruire la mutuelle concorde du sacerdoce et de l'empire. Aussi enseigne-t-il que l'Eglise est une société vraie et parfaite, pleinement libre, ayant ses droits propres et constants qu'elle tient de son divin

Fondateur et qu'elle peut exercer sans la permission et l'assentiment des gouvernements civils (1). On s'étonnerait avec raison que les gouvernements civils ne l'entendissent pas ainsi; du moins en principe; car enfin ils traitent avec l'Eglise de puissance à puissance, ils la reconnaissent et l'acceptent telle qu'elle est, avec ses éléments constitutifs, son organisation essentielle et ses moyens de résistance et d'action. Ils admettent qu'elle s'appartient, sous la réserve des règlements de police, en ce qui regarde la dispensation des sacrements, l'enseignement de la doctrine et l'exercice du pouvoir administratif et juridictionnel. Ils savent bien qu'elle remplit et pénètre le présent, comme elle a fait la force et la splendeur du passé, et que par suite son influence, indépendamment de toute intention et même contre tout effort, ira se prolongeant dans l'avenir. En un mot, l'Eglise, qui n'est que l'Evangile en action et à l'état de pouvoir social, ne peut cesser d'exister ni d'agir, semblable au soleil dont toutes les créatures terrestres, fussent-elles conjurées contre ses bienfaits, ne sauraient ni éteindre les feux ni réprimer la féconde et vivifiante énergie.

Y a-t-il donc ici quelque chose qui doive surprendre ou contrister l'opinion publique? L'Eglise croit posséder, et elle possède en effet, la vérité avec mission de la propager et de la défendre; elle croit de plus que la connaissance et la pratique de la vérité sont le droit, le devoir, le besoin et l'honneur de tous les hommes et de tous les peuples. Avec de pareils sentiments dans le cœur, un pareil trésor dans les mains, l'Eglise peut-elle se vouer au silence et à l'inaction? Si elle ne prétend s'occuper ni des intelligences, ni des mœurs, ni des lois, elle abdique, elle n'est plus l'Eglise, et plus la vérité. Mais elle n'abdique pas ainsi, et c'est même là ce qu'on lui reproche: elle veut donc éclairer et conquérir les intelligences, car il faut se faire admettre avant de commander, et l'obéissance n'a de valeur que si elle est dictée par l'esprit; elle veut purifier et discipliner les mœurs, car les croyances n'importent si fort que parce qu'elles dirigent la conduite et président à la marche de l'humanité, qui vit d'actes et non pas de pures théories; elle veut étendre son action sur les lois, car les lois s'inspirent des croyances et des mœurs publiques

(1) Encycl. *Quanta cura*; Syllabus, proposit. xix et seqq.

dont elles sont l'expression et dont elles deviennent la sauvegarde. Qu'y a-t-il donc sur quoi l'Eglise ne veuille et ne doive pas exercer sa légitime et sainte influence?

Mais alors, disent quelques-uns, c'est une invasion de l'Eglise dans le domaine de la vie civile et politique; et comment tolérer cette résurrection de la théocratie? Ne vous effrayez pas des mots, nos très-chers frères; regardez plutôt au fond des choses. Nous prêchons, tous les jours, à vos enfants la piété filiale, à vos voisins le respect de la propriété, et nous leur prêchons ces choses au nom du Ciel, en répétant les commandements de Dieu; de bonne foi, est-ce là de la théocratie? et si c'en est, quel mal y voyez-vous? et en tout cas, par quoi voulez-vous la remplacer? De même, lorsque nous cherchons à conduire notre pays dans la voie tracée par l'Evangile, en rappelant qu'un peuple n'a pas plus qu'un homme le droit d'être infidèle à Jésus-Christ et à son Eglise, quel défaut de logique ou quel envahissement trouvez-vous dans ce grave et religieux apostolat? Nous est-il donc interdit de faire entendre qu'il y a de l'imperfection dans les lois et que les mœurs publiques laissent à désirer, qu'on peut en conséquence et qu'on doit s'efforcer de les rendre meilleures, quand la Constitution elle-même se déclare perfectible, et quand toute une nombreuse assemblée s'occupe, durant plusieurs mois, tous les ans, de faire ou de refaire vos lois, avec la prétention sans doute d'y mettre plus de raison et de justice? Il n'y a rien là d'agressif ni de formidable; ce n'est que du bon sens et de la sagesse. . . . .

.... En second lieu, le concordat de 1801 prouve que, si l'Eglise ne cesse jamais d'affirmer ses principes, elle ne refuse pas non plus de les appliquer d'une manière mesurée et de compter avec les temps et les pays. Rien ne le fait mieux voir que les sacrifices consentis par le pape Pie VII dans cette transaction si célèbre à tous égards. Trois points surtout témoignent de son amour pour la paix et de sa bienveillance envers le pouvoir civil. C'est d'abord l'article 1<sup>er</sup>, où, soumettant l'exercice extérieur du culte aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique, le Pape ouvre ainsi la porte à des restrictions qui peuvent aisément devenir excessives. C'est ensuite l'article 3, où il promet de solliciter et, au besoin, d'exiger la démission des anciens évêques français dont le seul tort, pour-



tant, était d'avoir souffert pour la foi les rigueurs de l'exil et de la prison. C'est enfin l'article 13, où, ouvrant d'un généreux pardon les actes les plus déplorables, il déclare que ni lui ni ses successeurs ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces biens restera incommutable entre leurs mains ou celles de leurs ayants-cause.

Assurément, par ses larges concessions et ces douloureux sacrifices, l'Église manifeste avec éclat l'esprit qui la dirige. Ne croyez donc pas, nos très-chers frères, qu'elle soit, comme plusieurs l'accusent, opposée systématiquement à vos institutions et à vos libertés civiles et politiques. A présent comme toujours, l'Église réprouve l'erreur et proclame la vérité; elle condamne le mal, applaudit au bien et l'encourage, ordonne ou conseille le mieux, et, dans tous les cas, exhorte à ce qui est parfait. L'Église, c'était Pie VII, il y a soixante ans; aujourd'hui, c'est Pie IX, qui continue Pie VII, ou mieux encore qui continue deux cent cinquante papes. Or, ce que demandent et cherchent les peuples dans leurs aspirations inquiètes vers le progrès, la liberté et la civilisation, Pie IX ne le maudit pas; il déclare-seulement ne s'être donné aucun tort à l'égard de ces choses quand on les comprend bien, et ne pouvoir pactiser avec elles quand on les comprend mal (1). Il ne prétend pas qu'on doive agir contre sa propre conscience et rendre à Dieu un hommage contraint; mais il nie qu'on ait le droit de n'avoir aucune religion, ou d'en avoir une fausse (2). Il ne condamne pas l'emploi du suffrage universel dans les affaires politiques; il laisse entendre que le nombre n'est pas la seule force du monde, et que la multitude elle-même a besoin d'avoir raison pour valider ses actes (3); à qui cette nécessité fait-elle peur ou déshonneur? Il ne ratifie pas tous les faits accomplis (4): mais il n'ignore pas non plus que les faits accomplis par tout un peuple entraînent derrière eux des intérêts, et que ces intérêts considérables, quand ils ont duré quelque temps, se nomment des droits. Si la morale permet qu'on leur donne ce nom, il n'y résiste point: s'il y résiste, c'est qu'on ne doit pas céder. En un mot et pour

(1) Syllabus, prop. LXXX.

(2) Syllabus, prop. xv. et seqq.; *Encycl. Quanta cura*.

(3) Syllabus, prop. LX.

(4) Syllabus, prop. LIX et LXI.

vous rassurer, nos très-chers frères, l'Encyclique ne vous interdit nullement d'être de votre temps, qui en vaut bien un autre, et de votre pays, qui ne fait pas trop médiocre figure dans l'histoire de l'Église et du monde. Après tout et sans faire allusion à tant de calamités antérieures où le dix-neuvième siècle et la France ne sont pour rien, ce n'est ni votre temps ni votre pays qui ont détaché du catholicisme et de la papauté l'Angleterre, la Hollande, la Prusse, le Danemark, la Suède, la Norvège et la moitié de la Suisse et de l'Allemagne. C'est au contraire votre pays qui, depuis un demi-siècle surtout, par son sang, son or et son esprit d'initiative et de propagande, contribue puissamment à la diffusion des idées chrétiennes, et qui, par ses soldats, veille dans Rome au salut de la Papauté temporelle, tandis que, par ses missionnaires et ses sœurs de Charité, il court d'un bout du monde à l'autre soumettre les âmes à la papauté spirituelle.

Aussi, loin de nous désintéresser du bonheur de notre pays, loin d'armer et de tourner les peuples contre le pouvoir qui les gouverne, Pie IX convie le sacerdoce et l'empire à la paix et à l'union, et il frappe de son blâme ceux qui prétendent que l'Église doit être séparée de l'État et l'État séparé de l'Église (1). N'est-ce donc pas là, nos très-chers frères, une belle et noble doctrine? Y a-t-il rien de plus moral et de plus rassurant pour tous les intérêts et toutes les prétentions légitimes que cette alliance fraternelle des deux autorités qui régissent le monde, et qui, se prêtant un mutuel appui, peuvent si aisément faire que la force ne soit jamais qu'au service du droit? Quel charme et quelle dignité de vie parmi les nations, si les choses de l'esprit et de l'éternité dominaient celles de la matière et du temps, et si le côté obscur des affaires humaines s'éclairait plus souvent de la lumière qui vient de Dieu par l'Église! si, dans la paix et la guerre, dans les mœurs et les lois, dans les sciences et les arts, dans les questions du droit public, le christianisme était adopté comme régulateur suprême! et si tant de nations puissantes et redoutables, au lieu d'en appeler aux armes, voulaient débattre et régler leurs

(1) Encyclique *Quanta cura*: *Quæ falsæ ac perversæ opiniones eo magis detestandæ sunt, quod eo potissimum spectent... ut de medio tollatur mutua illa inter sacerdotium et imperium conciliorum societas et concordia, quæ rei cum sacris tum civili fausta semper extitit ac salutaris.* (Syllabus, proposit. ~~xxxix~~ et seqq.)

intérêts et leurs droits sous la présidence d'un vieillard, d'un prêtre, d'un père !

A la vérité, il ne semble pas qu'on soit près d'atteindre cet idéal, s'il en faut juger par l'émotion que l'Encyclique a produite. Toutefois, nous ne voulons croire ni à la gravité ni à la durée de ce conflit, et autant qu'il nous est possible d'y voir, le trouble est à la surface, et non au fond des choses. Il n'y a dans ce dissentiment et dans les mesures qui s'y rapportent, qu'un de ces malentendus dont les alliances même les mieux assorties offrent de fréquents exemples, et qui d'ordinaire finissent d'autant plus vite qu'on s'en explique plus brièvement et qu'on s'y appesantit moins. C'est peut-être ce que la prudence conseille de faire aujourd'hui ; c'est du moins ce qui nous paraît le plus possible et nous croyons devoir le dire. Sans doute il ne nous appartient pas de proposer et de conclure un arrangement ; mais il nous appartient encore moins d'y mettre obstacle en surfaissant la difficulté et en surmenant les hommes.

Qu'on nous permette donc de passer par-dessus les points secondaires pour aller droit au but, qui est la paix et la concorde. Les questions irritent et divisent, à mesure qu'on les abaisse ; elles calment et rapprochent, à mesure qu'on les élève. Il nous répugne de chercher dans l'humanité ce qu'elle peut avoir d'infirme et de faillible, pour lui donner le spectacle de ses imperfections, ou pour lui reprocher des entraînements d'un jour ; plus sympathique à ses grandeurs que déconcerté de ses misères, nous aimons mieux chercher en elle ce qui l'honore et l'encourage, ce qui nous force à la respecter et à la chérir. Nous sommes assuré d'ailleurs de répondre ainsi à vos sentiments, nos très-chers frères, et aux généreuses dispositions du clergé de Paris, qui, sans perdre de vue ce qu'il y a d'éternel et d'absolu dans les principes, n'oublie pas non plus ce qu'il y a de contingent et de relatif dans les choses, et qui sait allier ensemble, dans une juste mesure, la patience et l'ardeur du plus grand zèle, les égards dus aux personnes et la fermeté des convictions. Ce n'est pas nous qui voudrions, en lui faisant lire du haut de la chaire cette Lettre pastorale, placer sur ses lèvres des paroles qu'on ne pourrait prononcer sans chagrin, parce qu'elles seraient injustes envers notre pays et ceux qui le gouvernent.

Non, mon pays ! vous n'inspirez aucune défiance à ceux qui vous connaissent ; vous ne ferez rien qui puisse troubler les bons rapports de l'Eglise et de l'Etat, ni diminuer dans la vieille Europe la salutaire influence de la religion. Non, avec votre grand esprit et votre grand cœur, vous ne consentirez jamais à regarder le christianisme comme un système arriéré d'éducation qui s'applique seulement à la multitude, ou comme une occupation décente qu'il faut laisser aux âmes pieuses, ou comme un simple rouage qui tient sa place et fonctionne dans le mécanisme des sociétés. Vous voyez de plus haut et plus loin, et vos religieux et fiers instincts vous empêchent de descendre à ces vulgaires appréciations d'une impiété heureusement rare aujourd'hui. Depuis quinze siècles, vous servez avec gloire la cause du catholicisme, qui est celle de la civilisation. Votre passé garantit l'avenir : vous continuerez d'étendre sur l'Eglise et sur son Chef auguste une protection qui fait votre honneur et qui fortifie votre ascendant moral dans le monde. Les dissentiments relatifs à des questions de forme ou de pure légalité ne peuvent que s'évanouir devant les questions de justice et l'honneur que vous savez si noblement comprendre et résoudre. Vous êtes chevaleresque, et la cause des faibles vous est chère et sacrée. Vous êtes le soldat da Dieu, et vous n'abandonnerez pas un prêtre désarmé. Vous êtes l'ainé des peuples chrétiens, et vous ne cesserez pas d'être le plus fidèle de tous à la Papauté, votre mère et votre tutrice.

Voudrez-vous, Saint-Père, écouter aussi les supplications de celui qui n'est pas le moins dévoué de vos fils ? Interprète d'une doctrine qui a le dernier mot des choses et qui par son immutabilité défie les vicissitudes du temps et l'inconstance de l'humaine raison, embrassant d'un regard compréhensif et ferme l'état général des esprits, vous venez de signaler et de condamner les principales erreurs de notre époque. Tournez maintenant vos yeux sur ce qu'elle peut avoir d'honorable et de bon, et soutenez-la dans ses généreux efforts par la grâce de vos prières aussi bien que par l'autorité de vos conseils. Votre blâme est puissant, ô vicaire de Jésus-Christ ! mais votre bénédiction est plus forte encore. Dieu vous a fait asseoir sur la Chaire apostolique, entre les deux moitiés de ce siècle, pour absoudre l'un et pour inaugurer l'autre. C'est à vous qu'il appartient de réconcilier la raison

avec la foi, la liberté avec l'autorité, la politique avec l'Eglise. Du haut de la triple majesté dont vous revêtent la religion, l'âge et le malheur, vous ne sauriez rien dire, ni rien faire qui n'ait une portée considérable, qui ne déconcerte ou n'encourage les peuples. Tirez de votre grande âme de pontife une de ces paroles qui amnistient le passé, rassurent le présent et ouvrent les horizons de l'avenir. L'Europe moderne ressemble au navigateur ballotté par les flots et ne pouvant doubler le Cap des Tempêtes. Institutions et lois, mœurs et croyances, œuvres et doctrines, monarchie illustrée par quatorze siècles de services rendus, empire fait à force de gloire et de génie, trône s'appuyant sur les intérêts et l'opinion, depuis soixante ans l'ouragan de la libre pensée chasse devant lui toutes ces puissantes choses comme les flots mobiles d'une mer en tourmente. Au milieu de ces agitations et de ces menaces, vous seul, ô pilote inspiré, successeur du batelier de Galilée, vous seul pouvez aider efficacement l'humanité à doubler le cap orageux de l'avenir et à reprendre, avec moins d'incertitudes et de périls, la route de ses destinées éternelles. Bénissez donc la noble voyageuse, Saint-Père, bénissez surtout la France, afin qu'elle reste à jamais chrétienne et prospère, et que ses entreprises, fondées sur la justice, soient toujours couronnées par le succès !

### III

Et maintenant, nos très-chers frères, et c'est la conclusion de cette lettre pastorale, pratiquons, chacun en ce qui nous concerne, les vérités qui viennent d'y être rappelées. Suivons avec docilité la voix du Souverain-Pontife, chef de l'Eglise, en repoussant les erreurs qu'il proscriit, en corrigeant nos mœurs comme il le demande, et en contribuant ainsi, pour notre part, à la réforme de la société. Veillons, avec un redoublement de sollicitude et d'énergie, sur la pureté de notre foi, et, pour la garantir de toute atteinte, ayons le respect de la hiérarchie et fions-nous à l'autorité, les fidèles sous la direction de leurs pasteurs, les pasteurs serrés autour de leur évêque, et l'évêque étroitement uni au Pape, qui lui-même est maintenu dans la vérité par le Pontife éternel Jésus-Christ. Soyons en garde contre une foule d'apôtres sans mandat qui, tous les jours, discutent, affaiblissent, ou défigurent la vérité, et qui semblent vouloir suppléer à la mission

qui leur manque et à la médiocrité de leur doctrine par l'abondance et l'excès de leurs affirmations. Ne cédon pas non plus à cet esprit de contention et de parti que l'Apôtre condamne en tant d'endroits, et qui, aigrissant et troublant les cœurs, empêche le règne de la vérité et de la justice ; mais plutôt sacrifions tous nos dissentiments à l'unité et à la charité qui sont la suprême loi de l'Eglise.

Suivent les avis et prescriptions pour le Carême et le Jubilé.

---

On sait que depuis deux mois Mgr l'Archevêque d'Avignon est retenu à Toulouse par suite d'accidents de voyage.

Les dernières nouvelles qui sont parvenues au *Mémorial de Vaucluse* sur la santé de Mgr l'Archevêque d'Avignon ne sont pas aussi satisfaisantes qu'on aurait pu l'espérer. Sa Grandeur souffre toujours de ses blessures, dont la cicatrisation n'est pas encore complète ; son état exige toujours les plus grands soins et beaucoup de ménagements. Par suite du repos absolu auquel il est condamné, notre digne pasteur sera obligé d'ajourner pour quelque temps encore son retour dans son diocèse.

La *Semaine catholique de Toulouse* citait, d'après la *Gazette de France*, le nom de nos évêques qui n'ont pas encore rendu publiques soit leur adhésion à l'Encyclique pontificale, soit leur protestation contre les restrictions dont le manifeste du Saint-Siège est l'objet parmi nous, et ajoute : « Nous devons faire remarquer que cette nomenclature de la *Gazette de France* se trouve inexacte en ce qui concerne Mgr l'Archevêque d'Avignon. Sa Grandeur, retenue à Toulouse par son indisposition, a écrit une lettre à M. le Ministre des cultes, au sujet de l'Encyclique du 8 décembre dernier. »

Il en est de même, dit la *Revue des Bibliothèques d'Avignon*, de Mgr Meirieu, évêque de Digne, que nous savons pertinemment avoir écrit depuis longtemps déjà à Son Exc. M. Baroche.

---

*Monseigneur Dupanloup, Évêque d'Orléans.*

Jusqu'à présent il n'a paru, sous le nom de Monseigneur l'Évêque d'Orléans, qu'une brochure répandue et connue partout aujourd'hui, et ayant pour titre : *La Convention du 15 septembre et l'Encyclique du 8 décembre*. Cette brochure a préoccupé et préoccupe encore vivement la presse et le public.

On lisait dans la *Gazette de France* :

« Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur ce qui suit :

« Son Em. le cardinal Antonelli, dans une lettre adressée à Mgr l'évêque d'Orléans le 24 janvier, avant que sa brochure fût arrivée à Rome, déclare que la condamnation des erreurs énumérées par l'Encyclique du 8 décembre ne doit troubler en rien la conscience des catholiques, ni les empêcher de remplir leurs devoirs de bons citoyens, de prêter et de tenir le serment à la Constitution de leur pays, où se trouve garantie la liberté civile des cultes.

« Nous avons annoncé, et quelques journaux ont répété d'après nous, que Son Exc. le nonce apostolique avait écrit à Mgr l'évêque d'Orléans à l'occasion de sa brochure sur la Convention du 15 septembre et sur l'Encyclique.

« Un de nos amis nous communique le texte de cette lettre, que nous mettons sous les yeux de nos lecteurs :

« Paris, 28 janvier 1865.

« Monseigneur,

« Je viens de lire votre magnifique travail sur la Convention du 15 septembre et sur l'Encyclique du 8 décembre, et j'en suis ravi. Veuillez en agréer, Monseigneur, mes félicitations les plus empressées et les plus sincères.

« Je vais tout de suite communiquer ce remarquable écrit à Sa Sainteté et à Son Em. le cardinal Antonelli. Mais si Votre Grandeur voulait elle-même en envoyer un exemplaire au Souverain-Pontife, je suis comme toujours à sa disposition. Mon courrier partira samedi soir.

« Je ne puis pas finir, Monseigneur; sans vous exprimer toute  
 « ma reconnaissance pour cette nouvelle preuve que vous venez  
 « de donner à l'Église et au Saint-Siège de votre zèle et de votre  
 « dévouement, et pour le puissant appui que vous apportez de  
 « nouveau et si à propos à la cause du Saint-Père.

« Daignez accepter ces sentiments très-sincères avec ceux de  
 « ma toute et affectueuse considération.

« FLAVIO, *Arch. de Myre, Nonce apostolique.* »

« Nous espérons que ces documents mettront fin aux prétentions du *Temps*, des *Débats*, du *Siècle*, de l'*Opinion*, etc., etc., qui cherchent à persuader au public que les commentaires de Mgr d'Orléans ne reproduisent pas dans leur véritable sens, dans leur véritable esprit, les principes qu'entend poser Rome. On voit si nous avons eu raison de persister dans l'attitude que nous avons prise le premier jour. — Gustave Janicot. »

La *Presse* n'a pas manqué de donner ses appréciations au sujet de cette lettre aussi bien qu'au sujet de la lettre à Monseigneur l'Évêque de Poitiers, que nous avons donnée plus haut.

On lisait dans le *Moniteur*, à la date du 9 février :

« Le ministre des affaires étrangères, après avoir pris les ordres de l'Empereur, a invité l'ambassadeur de Sa Majesté près le Saint-Siège à se plaindre de deux lettres adressées par le Nonce apostolique aux évêques d'Orléans et de Poitiers, lettres qui ont été publiées dans les journaux et qui constituent une infraction aux règles du droit international et du droit public français. »

*L'Union*, d'après le *Livre jaune*, a publié les trois dépêches suivantes, les deux premières, au sujet de l'Encyclique, et la troisième au sujet des lettres de S. Exc. Monseigneur le Nonce.

*Le Ministre des affaires étrangères à M. le comte de Sartiges,  
 à Rome.*

Paris, le 27 décembre 1864.

Monsieur le Comte, j'ai pris connaissance de l'Encyclique de Sa Sainteté et des pièces dont elle est accompagnée. Ces docu-



ments n'ont pas tardé à parvenir à la publicité, et l'effet qui en résulte est en général bien éloigné d'être favorable au Saint-Siège. Cette condamnation de principes dont plusieurs sont à juste titre considérés comme à jamais acquis aux sociétés modernes, cette évocation d'anciennes maximes, que l'on devait croire pour toujours abandonnées comme appartenant à un autre âge, ne pouvaient se produire dans des circonstances plus inopportunes. Les ennemis du Saint-Siège, et, ce qui est presque dire la même chose, ceux de ses partisans qu'aveugle l'exagération de leurs doctrines, sont seuls en position de s'en réjouir. Pour nous, Monsieur le Comte, dont les efforts tendent à sauvegarder l'existence temporelle de la Papauté, et qui faisons des vœux pour que les grands intérêts représentés par la Cour de Rome se concilient avec ceux que les Gouvernements ont pour mission de protéger, nous regrettons d'autant plus profondément la manifestation à laquelle le Saint-Siège vient d'avoir recours, qu'il a rendu par là plus difficile la tâche que nous poursuivons en ce moment dans l'intérêt de sa cause.

Agréez, etc.

Signé : DROUYN DE LÉVY.

*Le Ministre des affaires étrangères à M. le comte de Sartig, à Rome.*

Paris, le 6 janvier 16

Monsieur le Comte, je ne suis pas surpris de l'accueil que l'Encyclique a rencontré à Rome auprès des esprits modérés. Si s'accordent pour contester l'utilité et l'opportunité de cette démonstration, leur appréciation, je puis vous le dire, est partagée par la presque unanimité des catholiques de France.

Je ne parle pas des écrivains qui, s'étant donné la mission de défendre à la fois les principes de l'Eglise de Rome et ceux de la liberté moderne, s'efforcent de trouver un terrain de conciliation sur lequel les prescriptions de l'Eglise et les idées libérales puissent se rencontrer et se prêter un mutuel appui. Il est par trop manifeste qu'ils sont les premiers atteints par les doctrines proclamées dans la dernière Encyclique, et qu'il ne leur sera plus permis désormais, sous peine de se mettre en état de désobéissance vis-à-vis le Saint-Siège, de préconiser les principes libéraux

qui, à des degrés divers, forment aujourd'hui la base des constitutions de la plupart des États européens.

Je ne mentionnerai pas davantage la portion du clergé ou des laïques qui est restée plus ou moins attachée aux opinions et aux traditions gallicanes ; personne ne suppose sans doute que l'Encyclique ait pu être pour eux le sujet d'aucune satisfaction.

Mais, en dehors de telle ou telle classification, il y a en France des catholiques appartenant à tous les rangs de la société, qui, libres d'esprit de parti ou de système, se contentent de trouver dans leur culte la satisfaction de leurs sentiments religieux, et respectent, dans les salutaires enseignements de l'Eglise, la garantie de leur foi et une condition essentielle du maintien de l'ordre moral dans la société comme dans la famille. Tous ceux-là, Monsieur le Comte, c'est-à-dire l'immense majorité, considèrent avec une sorte d'étonnement et d'inquiétude le manifeste du Saint-Père. Ils ne sont ni des théologiens, ni des casuistes, mais il leur suffit d'être de leur temps, d'être nés et d'avoir grandi dans les traditions et les principes qui constituent l'essence de la société actuelle, pour ne pas se méprendre sur la portée politique de ce manifeste et appréhender le trouble qui peut en résulter dans les consciences.

L'immense majorité des catholiques ne voit donc, Monsieur le Comte, dans l'Encyclique du 8 décembre, qu'une tentative d'apologie en faveur de l'ancien régime ; c'en est assez pour expliquer le légitime et profond regret que lui inspire ce document.

Vous comprenez que je n'ai pas à entrer ici dans une discussion qui exigerait des développements considérables. Je me bornerai à vous dire que, dans l'opinion du Gouvernement de l'Empereur, l'Encyclique de Sa Sainteté tend à porter atteinte en général aux principes qui sont la base même de nos institutions, notamment aux principes de la souveraineté nationale, du suffrage universel, de la liberté de conscience et des cultes.

Je puis ajouter qu'elle tend également à méconnaître plus ou moins directement un acte international que le Saint-Siège est dans l'obligation de respecter dans sa lettre et dans son esprit : en effet, si le Concordat conclu en 1801, entre le pape Pie VII et l'auguste fondateur de notre dynastie, stipule que « la religion catholique, apostolique et romaine sera librement exercée en France, »

on ne peut en déduire l'obligation, pour le Gouvernement de l'Empereur, d'assurer la prééminence de la religion catholique au préjudice des autres cultes, dont l'existence, en dehors de toute question de vérité ou d'orthodoxie, a été également reconnue par l'Etat. Il est loin de notre pensée, Monsieur le Comte, d'attribuer à la Cour de Rome l'intention formelle de chercher à faire prévaloir en France un système d'intolérance religieuse qui impliquerait, de la part de l'autorité politique et civile, des mesures coercitives à un degré quelconque; mais c'est déjà beaucoup trop que de telles conséquences puissent être tirées par des esprits absolus ou ardents, de certains passages de l'Encyclique du 8 décembre, et le Gouvernement de l'Empereur ne saurait garder le silence en présence d'un acte aussi grave.

Il est permis de s'étonner que la Cour de Rome ne se soit pas rendu un compte plus exact de l'état de l'opinion en France, des susceptibilités nationales, si promptes à s'éveiller en pareille matière, et des devoirs qui en résultent pour le Gouvernement impérial. Vous aurez déjà eu connaissance, par le *Moniteur*, de la lettre-circulaire que M. le Ministre de la Justice et des Cultes a cru devoir adresser aux membres de l'épiscopat français, afin de les informer loyalement des vues du Gouvernement de Sa Majesté par rapport à l'Encyclique, et les avertir des inconvénients qu'offrirait la promulgation de ce document; je joins ici, à titre d'information, une copie de la circulaire de S. Exc. M. Baroche et du décret rendu sur l'avis du Conseil-d'Etat, qui autorise, à l'exclusion des autres parties de l'Encyclique, celle qui concerne la célébration d'un Jubilé.

Je vous prie, Monsieur le Comte, de ne pas laisser ignorer au Cardinal secrétaire d'Etat, les considérations qui ont motivé la ligne de conduite suivie par le Gouvernement de l'Empereur dans cette circonstance. Il a donné et il donne chaque jour assez de gages de la bienveillance qu'il porte aux intérêts religieux, dans toutes les parties du monde aussi bien qu'en France, pour que l'on ne puisse méconnaître ses intentions, quand il se montre résolu à préserver de toute atteinte, des intérêts d'un autre ordre dont la garde est confiée à sa vigilante sollicitude.

Agréé, etc.

Signé : DROUYN DE LHUYS.

*Le Ministre des affaires étrangères à M. le comte de Sartiges.  
à Rome.*

Paris, le 7 janvier 1865.

Monsieur le Comte, le Gouvernement de l'Empereur a vu dans les journaux, avec une pénible surprise, deux lettres écrites par le Nonce Apostolique, l'une à l'Evêque d'Orléans, pour le féliciter de sa brochure relative à la Convention du 15 septembre et à l'Encyclique du 8 décembre; l'autre à l'Evêque de Poitiers pour approuver son mandement.

Par cette double démarche, le Nonce a gravement compromis le caractère dont il est revêtu. En s'adressant à des évêques français pour apprécier et diriger leur conduite à l'égard du Gouvernement impérial, Son Excellence a outre-passé ses attributions, qui, d'après le droit public français, ne sauraient être que celles d'un ambassadeur. Or, un ambassadeur manque à son devoir le plus essentiel lorsqu'il encourage par son approbation la résistance aux lois du pays où il réside et la critique des actes du Gouvernement près duquel il est accrédité.

Il est vrai que Son Excellence, dans les explications qu'elle m'a données sur ce sujet, a désavoué la publication de ces lettres, qu'elle attribue à une blâmable indiscretion. Mais c'est du fait lui-même que le Gouvernement de Sa Majesté est en droit de se plaindre. J'espère donc que la Cour de Rome, dans sa sagesse, ne permettra pas le renouvellement de pareils écarts, qu'il est d'ailleurs résolu à ne pas tolérer.

Vous voudrez bien, Monsieur le Comte, donner lecture de cette dépêche à S. Em. le Cardinal Secrétaire d'Etat.

Agréez, etc.

*Signé : DROUYN DE LHUYS.*

Ces notes n'étaient pas appelées à faire cesser la polémique déjà engagée par les feuilles publiques de toute nuance.

M. Henry de Riancey, dans l'*Union*, exposait ainsi l'état de la question :

« La note du *Moniteur* contre Son Excellence le Nonce apostolique, déjà si graye et si inexplicable en elle-même, devient, pour les feuilles officieuses, le principal événement du jour; elles dé-

passent, à l'envenimer, la sollicitude des organes révolutionnaires, tellement qu'elles ne prennent pas même le loisir de s'occuper du Rapport du conseil d'État et des décrets déclaratifs « d'abus. » Ce symptôme est d'une haute gravité politique, et moins nous comprenons cette irritation, qui a vraiment l'air d'une colère de commande, plus nous devons nous attacher à la signaler et à la combattre.

« En réalité, et de sang-froid, qu'y a-t-il donc, et que s'est-il passé ? »

« Un archevêque, revêtu de la dignité d'envoyé du Saint-Siège, n'a pu demeurer indifférent au dévouement et à l'éloquence de deux de ses frères dans l'épiscopat. Il leur a adressé, dans la confiance des relations privées, deux lettres de félicitations qui n'étaient nullement destinées à devenir publiques. Ces deux lettres auxquelles, naturellement, les destinataires devaient attacher beaucoup de prix, sont tombées, par l'indiscrétion de quelque personne tierce, dans le domaine des journaux. La *Gazette de France* déclare, pour sa part, que ce n'est pas de Mgr Chigi qu'elle tient la copie de celle qui a été adressée à Mgr Dupanloup, et elle avait annoncé, en la publiant, que c'était un « ami » qui la lui avait communiquée. En fait, donc, et pour ce qui tient à la publication, le Nonce ne saurait avoir encouru la moindre responsabilité.

« Au fond, que contiennent ces lettres ? Des compliments, des vœux, des espérances, des remerciements. Quoi de plus légitime et quoi de plus naturel ? A quel propos ? Au sujet d'une allocution ou d'un mandement, au sujet d'une brochure, qui n'ont pas été incriminés ni devant la juridiction ordinaire, ni devant la juridiction spéciale, et qui ayant échappé à la vigilance assez assurément de l'autorité judiciaire ou administrative, ayant passé à travers les mailles assez serrées pourtant des articles du Code pénal, des décrets sur la presse et des organiques de l'an X, ne constituent pas l'ombre d'un délit ou d'une contravention.

« Où donc y a-t-il un acte répréhensible de la part de l'archevêque de Myre à féliciter privativement l'évêque de Poitiers et l'évêque d'Orléans.

« En quoi « le droit public français » sont-ils « également méconnus ? »

« Le droit international ! Le caractère d'ambassadeur enlève-t-il au Nonce son caractère épiscopal ? Lui retire-t-il le droit d'exprimer ses sentiments comme prêtre, comme catholique ? Mgr Chigi a-t-il, même en cette circonstance, agi comme délégué du gouvernement pontifical ? Nullement : c'est son opinion personnelle qu'il témoigne, si bien que dans l'une des lettres, il annonce l'intention de transmettre au Saint-Père l'écrit d'un des destinataires.

« Allons plus loin, supposons qu'il fut chargé d'adresser les félicitations de son auguste souverain à un évêque ou à tout autre citoyen français, serait-ce donc là un cas de violation des devoirs internationaux ? Si nous avons bonne mémoire, il y a des précédents que les officieux ne devraient pas oublier. »

Ici le savant et judicieux écrivain cite : 1° une lettre politique adressée, avant la guerre d'Italie, par le baron Hübner, avec toute espèce de gratitude et de liberté, à M. Granier de Cassagnac, du *Constitutionnel*, dont l'Empereur d'Autriche avait eu à se louer. Or, M. le Ministre d'Autriche n'avait pas, avec son correspondant, les liens du caractère épiscopal ; 2° une autre lettre écrite par S. Exc. Monseigneur le Nonce, après le vote de la loi sur l'enseignement, non pas à un, mais à tous les Evêques, pour leur faire connaître et ses pensées et celles du souverain Pontife, sur les décisions de l'assemblée souveraine ; le gouvernement trouva cette démarche toute naturelle.

La lettre de Monseigneur Fornari fut partout publiée, et le droit international ne parut pas atteint.

« Pas plus assurément, ajoute le même écrivain, qu'à la veille du 10 décembre, il ne l'avait été par la publication de la lettre mémorable que le futur président de la République adressait au Nonce en faveur de la souveraineté temporelle du Siège apostolique.

« On voit donc que ce droit, si absolu dans la bouche des officieux, est en réalité moins sévère qu'ils ne voudraient le représenter.

« Mais « le droit public français ! » Ce droit public français nous est peu connu, et nous serions fort obligés au *Constitutionnel* qu'il daignât nous en montrer le Code. A moins qu'il ne s'a-

visé de nous envoyer au fameux « Manuel » de M. Dupin, lequel a le double tort de n'être d'abord qu'une œuvre individuelle et sans autre autorité que celle d'un simple jurisconsulte sujet à contestation, et de plus une œuvre condamnée à Rome par le Pape et en France par l'épiscopat.

« Que si, par « droit public français, » les officieux entendent les « articles organiques, » ils nous permettront de dire que ces articles n'ont absolument rien à faire dans le cas présent. Un seul parle des « nonces : » c'est le deuxième; et Son Exc. Mgr Chigi ne rentre dans aucune des catégories « d'individus, » pour parler comme en l'an X, auquel l'organique fait allusion. Il ne se « prévaut » de rien, et il se borne à avoir été reconnu et admis à titre d'envoyé du Saint-Siège près du gouvernement à qui il a remis ses lettres de créance. Il ne prétend exercer en France aucune « fonction » relative aux « affaires de l'Église gallicane. » Il n'exerce aucune espèce de juridiction religieuse, civile ou autre. Il ne contrevient à aucune loi. Il use purement et simplement de la liberté épistolaire, laquelle, si nous ne nous trompons, loin d'être prohibée, est au contraire parfaitement garantie par « le droit public français. »

« On le voit donc, jusqu'à ce que le *Constitutionnel* et le *Pays* parviennent à nous découvrir quelque part un article de loi ou de décret à ce applicable, nous tiendrons pour assuré que ni le droit international ni le droit public n'ont été « également méconnus » par Son Exc. le Nonce apostolique.

« Maintenant, reste la suite que pourra avoir la note du *Moniteur*, si aigrement commentée par les apologies officieuses. Cette suite, il ne nous appartient pas de la deviner, encore moins de la prévoir. Mais le public entier s'en préoccupe, s'en afflige et s'en alarme. C'est ce qui nous paraît le plus digne de considération, et c'est ce qu'il nous suffit de signaler, dans les circonstances présentes surtout.

L'insertion au *Moniteur*, « journal officiel de l'Empire français, » d'une note telle que celle que glorifie le *Constitutionnel*, est absolument sans « précédent; » et, abstraction faite de l'incident particulier, cette insertion seule a paru atteindre gravement non-seulement les usages et les coutumes des cours, mais la situation et les droits des Représentants de toutes les Puis-

sances. A telles enseignes que, d'une part, et le soir même où la note a paru, S. Exc. le Nonce apostolique a demandé à son gouvernement d'être rappelé, parce que la position qui lui était faite ne lui semblait guère compatible avec la continuation de la mission dont il est investi ; et que, d'une autre part, le Corps diplomatique tout entier s'est ému et a présenté des observations tendant à faire ressortir tout ce qu'avait d'insolite le procédé employé en cette occurrence à l'égard d'un ambassadeur. Que si, et cette circonstance peut assurément se produire, que si un gouvernement a à se plaindre d'un agent diplomatique, il est parfaitement naturel que ce gouvernement adresse ses plaintes à la cour qui a accrédité cet agent, et nous savons, indépendamment des renseignements que donne le *Constitutionnel*, qu'il en est arrivé ainsi à diverses reprises, même pour des envoyés du Saint-Siège. Mais ces plaintes se sont toujours scrupuleusement renfermées dans le secret des relations entre les cabinets, et jamais aucun journal officiel n'en a entretenu le public. Il n'est pas malaisé de comprendre combien une pareille publicité aggrave les dissidences, engage la dignité réciproque des deux parties, et peut rendre impossible des accommodements qui auraient été faciles dans la liberté des communications confidentielles. Nul ne s'étonnera donc et des réclamations du corps diplomatique résidant à Paris et de la demande spontanée de S. Exc. le Nonce apostolique (1).

« Il nous est impossible de croire que ces justes griefs ne reçoivent pas une satisfaction légitime.

« Quant à nous, à Dieu ne plaise que nous cherchions à aggraver une situation déjà si fortement compliquée ! Mais quel rôle que celui de ces feuilles officieuses qui prennent à tâche de dérober aux faits leur véritable caractère, d'exciter les irritations et d'envenimer les dissentiments ! C'est notre droit de les signaler et notre devoir de les combattre ; nous n'y manquerons pas : à chacun sa responsabilité.

« HENRY DE RIANCEY. »

Le *Mémorial diplomatique* sembla vouloir adoucir l'aigreur qui fut remarquée dans la note publiée par le *Moniteur*. Ainsi,

(1) Deux communiqués à l'Union, disent qu'aucune observation n'a été présentée au Ministère ni à l'Empereur par le Corps diplomatique.



il annonça que la *plainte* contre Son Exc. Monseigneur le Nonce, au sujet de ses deux lettres, avait été présentée à la Cour romaine de la manière la plus bénigne; que, dans une réunion du Corps diplomatique aux Tuileries, l'Empereur s'était entretenu avec beaucoup de courtoisie et de bienveillance avec Monseigneur Flavio.

Une seconde note, insérée dans le *Moniteur*, vint terminer heureusement cet incident; on y lisait, à la date du 16 février :

« Le Nonce a eu l'honneur d'être reçu en audience particulière par l'Empereur. Son Excellence a exprimé ses regrets de la publicité donnée à ses lettres particulières adressées aux évêques d'Orléans et de Poitiers, et elle a assuré Sa Majesté que, pénétrée des devoirs de son caractère diplomatique, elle n'avait jamais eu l'intention de s'écarter du respect des règles du droit international. Sa Majesté a accueilli avec bienveillance ces explications. »

Revenons à Monseigneur l'Evêque d'Orléans.

Les feuilles accoutumées à combattre les enseignements de l'Eglise et de l'Episcopat s'étant trouvées d'accord pour faire de Monseigneur Dupanloup, au sujet de sa brochure et de la lettre de S. Exc. Monseigneur le Nonce, un éloge dont il n'a pas dû être flatté, l'illustre Prélat crut devoir s'expliquer et se défendre par la lettre suivante, qu'il adressa au directeur-gérant du *Journal des Débats* :

« Paris, le 7 février 1868.

« Monsieur,

« Je lis dans votre numéro d'hier (6 février) un article d'un écrivain qui se cache sous la signature du secrétaire de votre rédaction.

« Cet écrivain m'appelle un *habile politique*, m'entendant à demi-mot avec le cardinal Antonelli. Il ose affirmer que j'ai eu devoir atténuer, adoucir et transfigurer l'Encyclique du 8 décembre.

« Ce rédacteur inconnu se cache. Il fait bien. Je m'en rapporte à lui, quel qu'il soit : supporterait-il qu'on lui dise en face qu'il est un habile et qu'il manque à la sincérité? ce que cet anonyme ne supporterait pas, vous trouverez bon que je ne consente pas à l'accepter.

« Je connais, Monsieur, la manière de raisonner commune à quelques-uns de mes adversaires. Je connais leur polémique, leur politique, leur tactique, leur Conclusion.

« Leur polémique consiste à ne pas citer mon écrit, à lui refuser la publicité, spontanément accordée par le *Siècle*, largement tolérée, j'aime à le constater, par le Gouvernement, et à extraire quelques-unes de mes phrases, en les dénaturant.

« Leur politique consiste à avoir à la bouche les libertés de 1789 et à la main les entraves de 1682.

« Leur tactique consiste à diviser les catholiques, à les opposer les uns autres, à essayer de faire battre les uns par les autres.

« Leur conclusion enfin consiste à dire aux évêques français : Vous trompez le public par des commentaires agréables. Nous, les journalistes, nous sommes les orthodoxes, les sincères, les ultramontains, les hommes de foi ; vous, les évêques, vous êtes les habiles, les hommes d'esprit, les politiques.

« Je ne suis dupe de rien de tout cela, et ne répondrai rien, Monsieur, à votre polémique et à votre politique.

« Vous n'obtiendrez pas non plus un mot de moi sur nos divisions. Est-ce qu'il en peut être question en effet dans ce moment ?

« Quoi ! le Souverain-Pontife parle à l'Eglise tout entière ! Gardien universel de la foi qui est une, il n'attaque ni les lois ni les institutions de notre pays, il ne s'occupe pas des opinions libres qui peuvent diviser les hommes, il ne descend pas aux petites querelles ; gardien de la pure charité, il ne songe qu'à unir, à éclairer ses enfants ; il n'a voulu nommer ni exalter personne, et nul n'a ici de satisfaction personnelle à chercher, mais des avertissements solennels et nouveaux dont chacun doit faire son profit. Le Pape ne songe qu'au triomphe de la vérité et au bien des âmes. Ah ! Monsieur, en présence de ce grand exemple, je prends en compassion ceux qui s'imaginent qu'on pense à eux, qu'on a en vue ceux-ci ou ceux-là, et qui se présentent au public avec le sourire content de ces bonnes femmes de nos villages qui, pendant le sermon, ne sont occupées qu'à en appliquer toutes les vérités à leurs voisins.

« Pour moi, je me suis appliqué dans mon écrit à ne pas prononcer un mot, un seul, qui pût donner prétexte à ces mesquines injustices. Ce mot, vous ne me l'arracherez pas.

NAPOLÉON, etc.,

Sur le rapport de la section de législation, justice et affaires étrangères,

Vu le recours comme d'abus à Nous présenté en notre Conseil d'Etat le 14 janvier 1865, par notre garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat de la Justice et des Cultes, contre l'Evêque de Moulins;

Vu la circulaire de notre garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat de la Justice et des Cultes, en date du 1<sup>er</sup> janvier 1865;

Vu la lettre imprimée de l'Evêque de Moulins aux curés du diocèse de Moulins, en date du 8 janvier 1865, à laquelle est jointe l'allocation prononcée par lui dans la cathédrale de Moulins;

Vu la dépêche de notre garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat de la Justice et des Cultes, en date du 12 janvier 1865, par laquelle il informe l'Evêque de Moulins du recours porté devant notre Conseil d'Etat;

Vu la lettre de l'Evêque de Moulins, en réponse à la dépêche ci-dessus, en date du 14 janvier 1865;

Vu les art. 1<sup>er</sup> et 6 de la loi du 18 germinal an X;

Considérant qu'il résulte des documents ci-dessus visés que, le 8 janvier 1865, l'Evêque de Moulins a donné, dans la chaire de la cathédrale de Moulins, lecture de la partie de la Lettre encyclique dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont pas été autorisées;

Considérant qu'il a ainsi contrevenu à l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 18 germinal an X, portant que : « Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du Gouvernement; »

Notre Conseil d'Etat entendu,

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1<sup>er</sup>. Il y a abus dans le fait d'avoir donné lecture en chaire, de la partie de la Lettre encyclique dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont pas été autorisées par Nous dans l'Empire français.

Art. 2. Notre ministre d'Etat et notre garde des sceaux, Ministre secrétaire d'Etat de la Justice et des Cultes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des Lois*.

Fait au palais des Tuileries, le 8 février 1865.

Le décret relatif à Monseigneur le cardinal-archevêque de Besançon est conçu dans les mêmes termes, sauf le considérant qui suit :

Considérant qu'il résulte des documents ci-dessus visés que, le 8 janvier 1865, le cardinal-archevêque de Besançon a donné, dans la chaire de la cathédrale de Besançon, lecture de la partie de la Lettre encyclique dont la réception, la publication et la mise à exécution n'ont pas été autorisées, qu'il a déclaré « qu'ainsi se trouvait publiée la parole du Souverain-Pontife. »

#### CONSEIL D'ÉTAT.

Rapport de M. le Conseiller d'Etat J. LANGEAIS sur les recours comme d'abus formés par Son Exc. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Cultes : 1<sup>o</sup> contre l'Evêque de Moulins; 2<sup>o</sup> le Cardinal-Archevêque de Besançon.

Messieurs,

M. le garde des sceaux a saisi le Conseil d'Etat de deux rapports, par lesquels il propose à S. M. l'Empereur, en son Conseil d'Etat, de prononcer, par application de l'article 1<sup>er</sup> et de l'article 6 de la loi du 18 germinal an X, une déclaration d'abus : 1<sup>o</sup> contre Mgr de Dreux-Brézé, évêque de Moulins; 2<sup>o</sup> contre S. Em. le cardinal Mathieu, archevêque de Besançon. La contravention, qui motive ces recours, résulterait du fait d'avoir publié et mis à exécution la partie de la *Lettre encyclique* non reçue en France. Les circonstances qui ont précédé les faits dénoncés par M. le garde des sceaux appellent quelques observations préliminaires.

Le Conseil sait qu'une *Lettre encyclique*, donnée à Rome, le

8 décembre 1864, a été adressée par le Souverain-Pontife à tous les évêques de la chrétienté. La publication, en France, de cette Encyclique donnait naissance à un droit, pour le Gouvernement, et elle lui imposait un devoir : c'était de procéder à la vérification, conformément à la loi du 18 germinal an X. Cet acte ne devait plaire ni aux indifférents, ni à ceux qui rêvent pour les cultes une liberté absolue, ni à ceux qui, distinguant entre les lois du pays, semblent ne reconnaître comme obligatoire que le Concordat, à l'exclusion de la loi du 18 germinal an X.

Le Gouvernement ne pouvait se placer à aucun de ces points de vue. Le régime de l'Eglise de France n'est pas en discussion entre le Saint-Siège et l'Etat; il est fondé sur des lois, déjà anciennes, qui méritent la reconnaissance des hommes religieux et qui commandent à tous le respect et l'obéissance.

Quel est ce régime? Il n'est peut-être pas inutile de le rappeler, à une époque où les uns paraissent le comprendre si peu; où d'autres s'efforcent, avec des efforts si divers, d'ébranler cette constitution, œuvre d'un saint pontife et d'un grand homme, qui apaisa les discordes civiles; ramena le calme, la sécurité dans les intérêts et les consciences; rétablit l'unité religieuse; et qui, observée avec loyauté, fécondée par tous les gouvernements, a fait, en un demi-siècle, l'Eglise gallicane, plus libre, aussi honorée et aussi grande qu'elle le fut jamais.

L'Eglise, en France, n'est ni dominante, comme elle l'était autrefois, ni tolérée, comme dans certains pays, ni séparée de l'Etat, comme en Amérique. La Constitution de l'an IV avait inauguré, chez nous, ce dernier régime. Le Premier Consul n'en voulut pas pour cette société française, dans laquelle il se proposait de restaurer, non le clergé de l'ancienne monarchie, que la Révolution avait emporté sans retour, mais la vieille religion de la patrie, qui, la tempête passée, se retrouvait au fond des âmes, comme un regret et une espérance. La manière de penser du Premier Consul sur la constitution des sociétés était trop juste et trop profonde pour qu'il ne sentît pas qu'avec cette liberté absolue, il y avait un inconnu plein de périls pour l'Etat, ou pour la religion elle-même.

L'organisation qui lui parut répondre le mieux à l'esprit national, aux vrais intérêts de la religion et de l'Etat, fut celle

d'une Eglise jouissant de la plénitude de sa liberté, pour ses dogmes, sa discipline, pour tout ce qui lui est essentiel; d'une Eglise protégée par l'Etat, dans une mesure raisonnable, et lui offrant à son tour des garanties : les unes stipulées avec le Saint-Siège; les autres, puisées dans les lois qu'il appartient à la puissance civile de faire, pour la paix publique.

L'homme de génie qui présida à cette œuvre si grande, ne vit plus que dans la mémoire des hommes; mais son œuvre a été durable; et quand on la contemple dans ses résultats après soixante années, pendant lesquelles la France a été tant agitée, il faut bien reconnaître que la société a mis au service de l'Eglise tous les moyens moraux et matériels pour remplir son ministère d'enseignement, de paix et de charité parmi les hommes.

Quels sont, en effet, les vrais besoins de l'Eglise qui ne soient satisfaits? L'Eglise a besoin pour s'étendre et se perpétuer, d'un ministère public, chargé d'enseigner les vérités saintes. Or, ce ministère est fondé, en France, à tous les degrés de la hiérarchie, et au sein des divisions territoriales de ce gouvernement : sièges métropolitains, diocèses, cures, succursales, des milliers de ministres du culte, unis par une chaîne non interrompue de subordination, administrent avec une autorité diverse, célèbrent les saints mystères, font entendre aux fidèles la parole divine; et, dans l'exercice de leurs fonctions spirituelles, ne reconnaissent pour loi que leur conscience et leur foi, pour juges que leurs supérieurs ecclésiastiques.

L'Eglise a besoin d'assurer la perpétuité de ce sacerdoce; elle pourvoit à son recrutement et à son instruction au moyen de ses séminaires, établis et entretenus aux frais de l'Etat; elle a pour la jeunesse, qu'elle déclare lui appartenir, l'exemption du service militaire.

L'Eglise a besoin de temples : l'Etat ou la Commune les construit, les entretient et les répare.

L'Eglise, considérée comme corps collectif, n'a pas de propriété; mais ses ministres reçoivent un traitement, des secours, des pensions de l'Etat; tous les établissements qui lui sont consacrés : évêchés, cathédrales, séminaires, cures, fabriques, peuvent acquérir, posséder, aliéner, recevoir les dons de la piété. Nous ne parlons pas des lois qui protègent les cérémonies de l'E-

glise, ses prédications, qui la défendent contre l'outrage ou la dérision.

Voilà, Messieurs, l'Eglise, en présence de laquelle se trouve l'Etat ; société presque aussi nombreuse que le peuple tout entier, ayant la parole partout, l'influence légitime partout ; unie indissolublement au Saint-Siège ; respectée et honorée ; jouissant du plus grand de tous les empires, celui qui s'exerce sur les esprits et sur les consciences.

L'Etat aurait manqué de prévoyance s'il n'avait demandé aucunes garanties à cette puissance, dont nous venons de retracer le tableau bien incomplet ; car si la religion est divine, ses ministres sont des hommes sujets aux faiblesses et aux erreurs ; et il n'est pas admissible qu'il y ait un Etat dans l'Etat. La société trouve ces garanties, les unes dans une convention débattue avec le Saint-Siège, dans le Concordat ; les autres, dans les lois générales du pays, dans certaines lois spéciales, et notamment dans celle du 8 germinal an X.

Le Conseil-d'Etat n'attend pas de nous une discussion sur le principe de cette législation ; elle a été votée, sanctionnée, promulguée par les pouvoirs publics. Or, il n'appartient à personne de faire des distinctions entre les lois de l'Etat, pour obéir aux unes et désobéir à celles qui peuvent déplaire.

Le Saint-Siège avait donné en cela un grand exemple de sagesse et de modération ; et en nous reportant aux origines de la loi, nous déterminerons, d'une manière précise, l'interprétation qu'elle doit recevoir, et qu'elle a reçue dans tous les temps.

Le Saint-Siège soumit au Premier Consul des observations au sujet des articles organiques. Rappelez-vous la dépêche du cardinal Caprara, parlant au nom de la Papauté, et voyez avec quels sentiments, avec quel langage respectueux de la loi il s'adresse à M. Portalis, cet homme de bien, si instruit, si sage, si religieux : « J'ai dû présenter ces réflexions au Gouvernement français par votre organe. J'attends tout de l'équité, du discernement et des sentiments de religion qui animent le Premier Consul. La France lui doit son retour à la foi ; il ne laissera pas son ouvrage imparfait, et il en retranchera tout ce qui n'est pas d'accord avec les principes et les usages adoptés par l'Eglise. Vous seconderez par votre zèle ses intentions bienveillantes et ses

efforts. La France bénira de nouveau le Premier Consul, et ceux qui calomniaient le rétablissement de la religion catholique en France et qui murmuraient contre les moyens adoptés pour l'exécuter, seront pour toujours réduits au silence. »

Le spectacle qu'offraient en cette circonstance le Saint-Siège et le Gouvernement français n'est pas rare dans les négociations humaines ; on est parti de principes opposés, mais on se rapproche, on se concilie, quand on veut le bien des deux côtés avec sagesse et bonne foi. Le décret du 28 février 1810, en rapportant les articles les plus contestés, vint donner une juste satisfaction aux désirs du Saint-Siège et de l'Épiscopat français.

Le Souverain-Pontife avait demandé davantage. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 germinal an X portait : « Aucune bulle, bref, rescrit, décret, mandat, provision, signature servant de provision, ni autres expéditions de la Cour de Rome, même ne concernant que les particuliers, ne pourront être reçus, publiés, imprimés, ni autrement mis à exécution, sans l'autorisation du Gouvernement. » Le Saint-Siège objectait que cet article était inconciliable avec le secret, constamment observé à Rome, dans les affaires de Pénitencerie ; il ajoutait que le même article était inquiétant pour la liberté de l'enseignement ecclésiastique.

La réclamation concernant les brefs de la Pénitencerie était fondée, et on le reconnut immédiatement ; mais, sur les autres points, la résistance du Gouvernement à une demande qui ne paraît pas, du reste, s'être renouvelée avec insistance, fut déclarée invincible dès le principe.

On ne se ferait pas, Messieurs, une idée bien juste des devoirs du Saint-Siège, si l'on s'étonnait de ses préoccupations au sujet de ses rapports avec l'épiscopat ; la sollicitude du Souverain-Pontife était naturelle ; mais il était naturel aussi que l'État se montrât jaloux de ses prérogatives, qu'il conservât une garantie contre les abus, si rares qu'ils puissent être, dans l'état actuel des sociétés en Europe.

M. Portalis défendit donc la disposition, et il en donna une interprétation rassurante, qui a été la loi du gouvernement français depuis un demi-siècle, et dont il ne veut pas s'écarter dans l'avenir.

« On objecte, disait M. Portalis, que la puissance civile peut



abuser de ses droits; ce n'est pas une raison pour les lui contester. N'oublions jamais que la puissance civile, chargée de veiller au maintien de l'ordre public, ne pourrait remplir l'objet de sa destination, s'il était libre d'introduire, sans son aveu, dans l'Etat, des règlements ou des décrets qui n'auraient pas été soumis à son examen.

« La puissance civile n'a aucun intérêt de prohiber ce qui appartient à la foi ou à la morale chrétienne; mais elle a un intérêt très-grand d'empêcher tout ce qui peut troubler la paix ou blesser l'ordre public.

« L'Eglise, dont le gouvernement n'a point été établi sur le modèle des gouvernements humains, trouve sa véritable garantie dans la sainteté de ses dogmes, dans la pureté de sa morale et dans les cérémonies consolantes de son culte. Ce n'est point en cachant aux souverains sa doctrine et ses décrets; ce n'est point en se présentant comme indépendante des puissances de la terre et de la police des Etats, qu'elle pourrait se maintenir et s'étendre. C'est en prêchant la charité, l'amour de la patrie, la soumission aux lois que le christianisme a conquis l'univers. »

Le Gouvernement, en 1802, n'avait point à inventer cette garantie; elle existait depuis des siècles: c'était le droit antique de vérification, le droit d'*annexe*, fondé sur les traditions les plus claires, les plus constantes de notre droit public et de celui d'une grande partie des nations de l'Europe.

On en trouve, en effet, le principe dans la législation de saint Louis; on le voit écrit dans les Lettres patentes de Louis XI, du 8 janvier 1475, par lesquelles il est ordonné que « toutes bulles, lettres et autres choses venant de Rome seront visitées par les officiers des lieux ez frontières, pour voir s'il n'y a rien contre les droits du royaume et les libertés de l'Eglise gallicane. »

Le pape Léon X lui-même reconnut la légitimité et la nécessité de ce droit, par un traité conclu avec le Parlement de Provence. La royauté semblait-elle l'abandonner, c'était l'assemblée des Etats, c'était la magistrature, qui le revendiquaient avec énergie. Le procureur général du roi au Parlement de Paris s'opposa ainsi à l'enregistrement des Lettres patentes de 1424, par lesquelles le roi Charles VII ordonnait que « toutes les bulles et rescrits de Rome seraient fulminés et exécutés dans son royaume,

malgré les arrêts des Parlements et les usages. » Cette liberté était comprise au nombre des libertés gallicanes que rappellerent les ambassadeurs de France, dans leur harangue au Concile de Trente.

Le savant abbé Fleury reconnaît, dans son livre de *l'Institution au droit canonique*, comme un droit incontesté, que « les bulles qui sont apportées en France, hors celles du style ordinaire, comme les provisions de bénéfices, ne peuvent être publiées ni exécutées qu'en vertu de lettres du roi, et après avoir été examinées au Parlement. »

Toutes les bulles du Saint-Siège, les bulles dogmatiques comme les autres, ont été soumises ainsi à la vérification dans tous les temps. M. Portalis citait notamment, dans sa réponse au cardinal Caprara, les bulles d'Innocent X, d'Alexandre VII et de Clément XI, relatives à la doctrine de Jansénius, et la bulle contre le livre des *Maximes des Saints*, publiée en vertu de Lettres patentes, vérifiées le 14 août 1699, sur les conclusions de d'Aguesseau.

Le canoniste d'Héricourt, constatant ce droit du souverain, en explique le but : « Quoique nos rois, dit-il, n'entreprennent point de décider les questions de foi, dont ils laissent le jugement aux évêques, on ne peut publier aucune bulle dogmatique sans Lettres patentes vérifiées au Parlement, parce que les bulles dogmatiques peuvent contenir des clauses contraires aux droits de la couronne et de l'Église de France. »

La loi du 18 germinal an X n'était pas, comme on le voit, une nouveauté dans le droit public de la France. Le gouvernement de la Restauration l'appliqua, comme l'avait fait l'Empire ; il ne se borna pas là : il lui donna une nouvelle et éclatante sanction.

Le Conseil d'Etat se rappelle les nombreuses négociations engagées entre le Gouvernement français et le Saint-Siège, et qui aboutirent au projet de Concordat soumis, en 1816, à l'examen de la Chambre des Députés. Le Roi, dans le discours prononcé à l'ouverture de la session, avait dit : « J'ai chargé mes ministres, en vous communiquant le traité fait avec le Saint-Siège, de vous proposer un projet de loi nécessaire pour donner la sanction législative à celles de ses dispositions qui en sont susceptibles ; pour les mettre en harmonie avec la Charte, les lois du royaume

et les libertés de l'Eglise gallicane, précieux héritage de nos pères, dont saint Louis et tous ses successeurs se sont montrés aussi jaloux que du bonheur de leurs sujets. »

L'article 5 de ce projet était ainsi conçu : « Les bulles, brefs, décrets et autres actes émanés de la Cour de Rome, ou produits sous son autorité, excepté les indults de la Pénitencierie, en ce qui concerne le for intérieur seulement, ne pourront être reçus, publiés et mis à exécution dans le royaume, qu'avec l'autorisation donnée par Roi. »

Le Gouvernement justifiait de la manière suivante cette disposition dans l'*Exposé des motifs* : « Il est de règle, dans la plupart des Etats catholiques, qu'aucune bulle ou rescrit de la Cour de Rome ne peut y être publié, ni exécuté, sans vérification préalable et sans l'autorisation du Gouvernement. Cette doctrine est fondée sur les véritables principes du droit politique. L'autorisation de publier les actes de la Cour de Rome sera donnée par le Roi, en son conseil. Cette marche est conforme à ce qui s'est pratiqué de tout temps en France ; elle est dictée par la nature des choses. »

Le droit de vérifier les bulles de la Cour de Rome, que vous voyez ainsi perpétué de siècle en siècle, était la sauvegarde des droits de l'Etat, et de ces libertés gallicanes, chères tout à la fois à l'Eglise de France et à la puissance civile. L'histoire, en effet, est là pour attester qu'on a professé, au delà des monts, sur les droits de l'autorité civile, sur le rôle de la Papauté dans la conduite des affaires temporelles du monde, des opinions qui ont pu être accueillies autrefois dans certaines sociétés de l'Europe, où l'Eglise suppléait les pouvoirs sociaux, mais qui n'ont point prévalu dans les Etats modernes.

La France y a résisté plus qu'aucune autre nation ; ses Souverains n'ont point ressemblé à ces empereurs théologiens du Bas-Empire, qui dogmatisaient au lieu de régner ; ils ont donné l'exemple d'une soumission filiale aux doctrines de l'Eglise ; ils lui ont prêté l'appui du bras séculier ; mais leur honneur, dans l'histoire, c'est d'avoir su concilier leur dignité, leur puissance et leurs droits avec leur respect pour la religion, pour l'Eglise et le Saint-Siège.

Il y a eu une époque, Messieurs, où ce fut l'Eglise gallicane

elle-même qui s'éleva contre ces opinions; et c'est l'époque la plus glorieuse de cette Eglise, qui a donné plusieurs Papes à la chrétienté, si unie au Saint-Siège, présentée si souvent comme un modèle par la Papauté. Votre pensée se reporte, avec la nôtre, à la Déclaration de 1682; elle était utile à l'Etat sans doute; mais relisez cette Déclaration célèbre, la lettre de l'Assemblée du clergé de France, le préambule de l'Edit de Louis XIV, et vous reconnaîtrez qu'elle était surtout utile à l'Eglise.

L'Eglise gallicane, en présence du déchirement de l'unité catholique, de l'Angleterre et d'une partie de l'Allemagne détachées du Saint-Siège, de la France elle-même agitée, l'Eglise gallicane, inspirée par le génie de Boasuet, comprenait bien qu'un des moyens d'arrêter les progrès du schisme, c'était de se séparer de ces opinions, qui, suivant la Déclaration, servaient de prétexte pour rendre l'autorité du Saint-Siège insupportable aux rois et aux peuples.

Cela ne suffisait pas, Messieurs, il eût fallu aussi que la royauté ne restât pas sourde aux plaintes des populations, opprimées dans leur conscience; qu'elle sût entendre ces paroles du doux et courageux apôtre de la tolérance, de Fénelon : « La force ne peut jamais persuader les hommes; elle ne fait que des hypocrites. Quand les rois se mêlent de la religion, au lieu de la protéger, ils la mettent en servitude. Accordez à tous la tolérance civile, non en approuvant tout comme indifférent, mais en souffrant avec patience ce que Dieu souffre, et en tâchant de ramener les hommes par une douce persuasion. »

Le temps, qui instruit, qui apaise tout, a bien désintéressé les gouvernements dans de telles questions; mais le sentiment qui a pris racine dans ces luttes séculaires, où apparaissent les grandes figures de l'Eglise, de la Magistrature, du Barreau, de tous les Ordres de l'Etat, celui qui leur a survécu : c'est le sentiment de la complète indépendance du pouvoir civil dans son administration, dans ses lois, dans ses institutions, sentiment profond, universel, et qui ne permet l'espérance de l'arracher jamais du cœur de la nation.

Les faits que nous venons de rappeler montrent assez que la vérification des bulles du Saint-Siège n'a été considérée, ni autrefois ni de nos jours, comme une simple formalité d'enregistre-

ment. Mais ni le Gouvernement, ni le Conseil-d'Etat, ne se sont mépris, dans aucun temps, sur le caractère et le but de cette autorité. Nous ne sommes pas une assemblée de théologiens, où luttent les cultes divers, avec leurs doctrines diverses; où l'on discute, où l'on décide des questions dogmatiques. Non, le Conseil-d'Etat est un corps politique; il a compétence, lumières, juridiction, pour reconnaître si un acte émané du Saint-Siège ne renferme pas des maximes contraires aux droits de la puissance civile, aux libertés gallicanes; et ce devoir, il le remplit avec modération, mais sans faiblesse.

Ces principes sont ceux qui ont présidé à l'examen fait par le Gouvernement de la dernière *Lettre encyclique*. Elle se divise, comme vous savez, en deux parties bien distinctes. Le Souverain-Pontife prescrit, dans l'une, des prières, et accorde au monde catholique une indulgence plénière, en forme de jubilé. L'autre partie de l'Encyclique, à laquelle est joint un résumé des principales erreurs de notre temps, sous le nom de *Syllabus*, forme un exposé doctrinal.

La publication de la partie de l'Encyclique relative aux pratiques religieuses ne pouvait rencontrer et n'a trouvé aucun obstacle; il n'en a pas été de même pour la partie doctrinale. Le Conseil connaît déjà le caractère, la portée de cet acte, purement politique, qui, dans la pensée du Gouvernement, n'affecte pas la liberté religieuse et légitime de l'Eglise.

L'Etat, quand il s'agit de l'enseignement religieux du Saint-Siège, comme de celui de tous les cultes reconnus, n'a pas besoin de proclamer son entière incompétence. Le Gouvernement français, en 1802, connaissait ces doctrines de l'Eglise, puisées dans l'Evangile, ce livre divin, qui a subjugué les plus grands esprits, éclairé et consolé partout l'humanité. La liberté des cultes n'est pas l'indifférence pour les progrès de la vérité et de la morale; non-seulement le Gouvernement n'a aucun intérêt à s'y opposer, mais il les souhaite, il les favorise; et s'il devait s'expliquer sur ces systèmes qui aboutissent à la négation de Dieu, de la Providence, de l'âme, de la vie future, ce serait pour réprouver, avec le Saint-Siège, tous ces blasphèmes sociaux, ces imputations de l'esprit, qui conduiraient si vite à la corruption des âmes et à la décadence des Etats. Le Souverain-Pontife, en les flétrissant, n'était

pas seulement l'organe de la religion, il était encore celui de la conscience humaine.

La *Lettre encyclique* du Souverain-Pontife aurait donc été reçue sans difficulté, si elle était consacrée seulement à des questions relatives à la foi et à la morale. Mais le Gouvernement a considéré qu'elle va au delà des matières religieuses; qu'elle renferme des maximes concernant l'ordre purement civil, qui, interprétées dans leur sens naturel et usuel, le seul qui frappe et saisisse la vivacité de l'esprit français, paraissent être la critique, la censure des principes politiques sur lesquels reposent quelques-unes de nos institutions nationales.

Le Gouvernement a vu là une ingérence illégitime et un danger; car si la propagation des vérités religieuses et morales est du domaine libre et nécessaire de l'Eglise, ce qui est purement politique et civil appartient au domaine réservé de l'Etat.

Le Gouvernement y a vu un danger; car la politique divise, elle aigrit les hommes, que la religion a pour mission de concilier et d'unir; souvent elle entraîne bien loin; elle pourrait susciter des conflits, au milieu desquels les citoyens, troublés, incertains entre les deux autorités, ne sauraient plus où est le devoir: la chose la plus triste pour les hommes qui ont tant besoin de règle pour leur conduite.

Fallait-il, dans une telle situation, que le Gouvernement se condamnât à scruter, à peser toutes ces propositions en détail, pour déterminer la limite des deux puissances et s'égarer dans d'interminables disputes; pour livrer ainsi à la France chrétienne l'œuvre du Saint-Siège mutilée et par lambeaux? Cela n'eût été digne ni du Saint-Siège ni de l'Etat.

La mesure à laquelle le Gouvernement s'est arrêté lui a paru meilleure; et il n'a cru porter, en cela, aucune atteinte aux intérêts réels et légitimes de l'Eglise; car s'il est vrai, comme on le dit, et comme le prouve le *Syllabus*, que les doctrines religieuses de l'Encyclique, dont la propagation est dans le droit de l'Eglise, ont été l'objet d'encycliques, de lettres apostoliques, de décrets antérieurs du Saint-Siège, en quoi l'enseignement catholique peut-il être gêné et compromis, puisque la publication de ces actes du Souverain-Pontife n'a pas été interdite en France?

La publicité par la voie de la presse est le sujet d'un autre

malentendu. On se plaint de cette liberté! Qui sait si l'on ne se fût pas plaint bien davantage de son absence? et c'eût été avec plus de raison. Il n'y a là ni arrière-pensée ni contradiction.

Le Gouvernement n'ignorait pas que, dans l'état actuel des communications internationales, l'*Encyclique* serait nécessairement connue en France; que les brochures ou les journaux la porteraient sur tous les points du territoire. Le Gouvernement n'a cru ni pouvoir, ni devoir interdire cette publicité de droit commun, si différente de celle qu'il n'a pas autorisée; et ceux qui s'en étonnent n'ont pas réfléchi assez à la différence des deux genres de publication. On ne regarde comme loi ecclésiastique, en France, les bulles et les constitutions des papes, que lorsqu'elles ont été publiées solennellement par les archevêques et les évêques, chacun dans son diocèse (1). L'acte d'un ministre du culte qui fait cette publication, cesse donc d'être l'acte d'un simple citoyen; il revêt un caractère public, officiel; et les bulles du Saint-Siège, ainsi promulguées, deviennent la règle des croyances et des mœurs; et elles le deviennent avec le concours de l'Etat, puisque aucune bulle ne peut être mise à exécution sans son autorisation.

La France a les institutions politiques que les temps comportent. Le Gouvernement les développe, les améliore, les protège, dans un intérêt national; sans doute il peut souffrir, dans une certaine mesure, que des opinions, qui paraissent en être la critique et la censure, tombent dans le domaine de la publicité, de la discussion ordinaire; tous peuvent y prendre part, comme simples citoyens, sous la garantie des lois. Mais c'est trop de demander que ces opinions politiques pénètrent dans les temples, dans les chaires chrétiennes, qu'elles y reçoivent une promulgation officielle; qu'elles y deviennent la règle, la loi des croyances, et cela avec l'autorisation, avec le concours de l'Etat lui-même.

Le Gouvernement, déterminé par les motifs que nous venons de rappeler, n'avait donc pas autorisé la promulgation officielle, la mise à exécution de la première partie de l'*Encyclique* et du document qui y est annexé sous le titre de *Syllabus*. L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 18 germinal an X devenait dès lors applicable, et M. le Garde des Sceaux prévint l'épiscopat, par une circulaire du 1<sup>er</sup> janvier 1865, que la loi devait être exécutée.

(1) Voir les *Lois ecclésiastiques*, par d'Héricourt, ch. xv.

M. le Garde des Sceaux a eu le regret de constater que deux prélats n'ont pas obéi à la loi. Le premier, dans l'ordre des recours formés devant vous, est Mgr de Dreux-Brézé, évêque de Moulins; le second est S. Em. le cardinal Mathieu, archevêque de Besançon.

Les faits, énoncés dans les rapports de la Chancellerie, et qui du reste ne sont pas contestés, se sont produits avec des circonstances que le Conseil-d'Etat avait besoin de connaître.

Mgr de Dreux-Brézé avait reçu la circulaire ministérielle, lorsqu'il a cru devoir accuser avec éclat son insoumission à la loi. Le dimanche 8 janvier, à la messe solennelle, le prélat est monté dans la chaire de la cathédrale; et après une courte allocution, il a donné lecture de l'Encyclique; puis, par une circulaire adressée à son clergé le même jour, il l'a informé de l'acte qu'il venait de faire, en joignant à sa lettre le texte même de son allocution.

Cette circulaire annonçait au clergé que « le matin, à la cathédrale, après l'Evangile de la messe solennelle de l'Epiphanie, il avait donné aux fidèles communication des actes récemment émanés de la Chaire apostolique. »

M. le Garde des Sceaux signale dans son rapport les passages suivants de l'allocution épiscopale : « N. S. P. le Pape, glorieusement régnant, a daigné nous adresser un exemplaire des Lettres encycliques publiées par lui le 8 décembre 1864... ensemble le résumé de quatre-vingts erreurs précédemment condamnées par lui.

« Voulant, comme c'est notre devoir, donner ce double témoignage de notre adhésion filiale aux vérités définies dans ladite Encyclique, et de notre réprobation absolue des erreurs énoncées dans le résumé qui l'accompagne, nous avons cru devoir faire nous-même, du haut de la chaire de notre église cathédrale, la lecture des susdites lettres, comme marque de notre soumission à cette parole qui lie et délie, et dont le droit est de ne jamais être liée..... Et servira la présente lecture de communication suffisante des actes apostoliques à tout notre diocèse, la publicité que la presse laïque leur a donnée les ayant déjà portés à la connaissance des fidèles. »

Le Rapport de M. le Garde des Sceaux, du 14 janvier 1865, signale le même fait, accompli le même jour à Besançon. S. Em.



le cardinal Mathieu est monté aussi en chaire, pendant la messe paroissiale de la métropole ; il y a donné lecture de l'Encyclique, sans y joindre celle du *Syllabus*, et il a déclaré, dans une courte allocution, qu'ainsi « se trouvait publiée la parole du Souverain Pontife. »

Voilà, Messieurs, les faits, tels qu'ils résultent des deux rapports de M. le Garde des Sceaux, qui saisissent le Conseil-d'Etat des recours comme d'abus.

Des dépêches de M. le Garde des Sceaux ont informé S. Em. le cardinal Mathieu et Mgr de Dreux-Brézé de ces recours, et d'un délai qui leur était accordé pour prendre communication des Rapports et pour produire les observations qu'ils croiraient utiles.

Les réponses des deux prélats ont été bien différentes. S. Em. le Cardinal Mathieu a demandé l'autorisation de présenter une défense verbale et contradictoire en Conseil-d'Etat. La loi ne permettant pas cette autorisation, S. Em. le cardinal Mathieu a déclaré qu'il renonçait à toute observation écrite. Mgr de Dreux-Brézé a décliné, au contraire, la compétence du Conseil-d'Etat et, par ce motif, s'est abstenu.

Toute discussion sur les faits que nous venons de porter à la connaissance du Conseil-d'Etat serait superflue ; ces faits ne permettent aucun doute, et ils ne sont pas niés. Nous n'avons pas besoin davantage d'en déterminer le caractère ; c'est celui d'une désobéissance évidente à la loi du 18 germinal an X, et les recours comme d'abus sont manifestement fondés.

Messieurs, le rapport que vous venez d'entendre serait l'expression bien peu fidèle des sentiments dont la Section de législation est animée, s'il avait dépassé les limites d'une défense modérée des lois. Mais qui nous comprendra mieux que ce Conseil, si sage, si conciliant, où le clergé vient trouver souvent une protection contre les passions privées, quand nous lui dirons combien est pénible pour nous ce spectacle d'un prince de l'Eglise, d'un évêque, justement prévenus d'insoumission à la loi ? Que deviendraient donc l'autorité, l'ordre dans la société, si chaque individu était ainsi juge et maître de l'obéissance ?

La soumission aux lois du pays ! c'est le devoir de tous, évêques, prêtres, citoyens ; et ceux-là doivent se montrer les plus

soumis, qui sont les plus élevés. Voilà les maximes de toute société policée; voilà les maximes de la religion. Les ministres de cette religion ne sont pas seulement les enfants de la Mère universelle des fidèles; ils sont encore les enfants, les sujets, les serviteurs de l'Etat.

L'Eglise parle souvent de temps difficiles; ils le sont pour les gouvernements comme pour elle; Eglise et gouvernements ont été condamnés au travail, et ce n'est pas trop de leurs efforts communs, chacun dans son domaine distinct, pour faire la paix dans cette société tant de fois tourmentée. Un jour, quand ce nuage sera dissipé, et il le sera bientôt, car tout s'éclaire, tout s'apaise dans ce monde, et Dieu n'a pas voulu que ce qui divise les hommes fût jamais éternel; un jour, on sentira qu'on a été bien prompt, bien ombrageux pour un gouvernement qui, au milieu d'une société quelquefois si sceptique et si légère, a donné tant de gages à la religion; qui a couvert, jusqu'au delà des mers, tous les chrétiens du drapeau de la France; qui s'est montré si respectueux de la liberté de l'Eglise, si généreux et si paternel pour ses ministres, protecteur si persévérant de la Papauté.

Notre mission, à nous, Messieurs, c'est d'être les gardiens des lois qui ont réglé les rapports de l'Eglise et de l'Etat. La section de législation accomplit un devoir pénible, mais nécessaire, en vous proposant les projets de décrets suivants, par application de l'article 1<sup>er</sup> et de l'article 6 de la loi du 18 germinal an X.

---

ERRATA. — Page 194, au lieu de *Pauciers*, lisez *Pamiers* ;  
Page 228, au lieu de *Rét*, lisez *Réné*.

## TABLE DES MATIÈRES.

*Les Archevêchés et Evêchés sont ici placés par ordre alphabétique.*

Préface des Éditeurs.	v
Encyclique, texte latin.	2
— traduction française.	3
Syllabus, texte latin.	20
— traduction française.	21
Lettre apostolique du 20 novembre 1846, texte latin.	44
— traduction française.	45
Effets produits en France par l'Encyclique.	54
Les deux dépêches adressées par M. le Ministre des affaires étrangères à M. de Sartiges, à Rome, au sujet de l'Encyclique. 27 décembre 1864	449
et 6 janvier 1865.	450
Circulaire de M. le Garde des sceaux aux Archevêques et Evêques, portant prohibition d'une partie de l'Encyclique.	57
1 <sup>er</sup> janvier 1865.	58
Décision du Conseil d'Etat, décret impérial.	58
5 janvier.	58
Enquête sur l'effet produit en France par l'Encyclique.	172
Actes des Evêques de France au sujet de l'Encyclique.	59 et 173
S. Em. Monseigneur le cardinal Matthieu, archevêque de Besançon, et Monseigneur de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, sont délégués au Conseil d'Etat, en appel comme d'abus.	66
Décision du Conseil d'Etat, décrets contre les deux prélats.	462
Rapport de M. Langlais au Conseil d'Etat, sur la question.	463
 <b>Attitude des Archevêques et Evêques de France, leurs lettres au Ministre et à leur Clergé.</b>	
AGEN. Lettre-circulaire au Clergé, lettre au Ministre.	28 janvier 1865. 273
AIRE. Lettre à M. le Garde des sceaux.	4 février. 168
AIX, ARLES et EMBRUN. Lettre à M. le Garde des sceaux.	17 février. 79
ALBY. MM. les Vicaires généraux capitulaires écrivent au Ministre.	173
ALGER. Lettre à M. le Garde des sceaux.	16 janvier. 153
AMIENS. <i>Communiqué</i> de l'évêché au <i>Mémorial d'Amiens</i> .	237
— Lettre-circulaire au Clergé; démarche du Prélat auprès du Mi- nistre.	29 janvier. 238
6 janvier.	90
ANGERS. Lettre à M. le Garde des sceaux.	259
ANGOULÊME. Lettre pastorale sur l'ignorance en matière de religion, et Mandement pour le Jubilé.	18 janvier. 138
ARRAS. Lettre à M. le Garde des sceaux.	140
— Instruction pastorale.	80
AUCH. Lettre à M. le Garde des sceaux.	21 janvier. 134
AUTUN. Lettre à M. le Garde des sceaux.	447
AVIGNON. Monseigneur l'Archevêque, resté malade à Toulouse à la suite d'un voyage, écrit au Ministre.	

<b>MONTPELLIER.</b> Lettre au Clergé.	23 janvier.	341
<b>BAYEUX.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	15 janvier.	225
— Lettre-circulaire au clergé.	16 janvier.	225
<b>BEAUVAIS.</b> Monseigneur écrit au Ministre.	2 janvier.	
— Circulaire au Clergé.	3 janvier.	194
<b>BELLEY.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	13 janvier.	255
— Lettre-circulaire au Clergé.	26 janvier.	255
— Mandement, dispositif pour le Jubilé.		197
<b>BESANCON.</b> Allocution à la métropole, adhésion à l'Encyclique.	8 janvier.	66
<b>BLOIS.</b> Circulaire au Clergé.	13 janvier.	186
<b>BORDEAUX.</b> Deux lettres au Saint-Père, dévouement et consultation.	4 janv.	77
— Réponse du Saint-Père.	2 janvier.	78
<b>BOURGES.</b> Instruction pastorale sur l'Eglise.		203
<b>CAHORS.</b> Circulaire au Clergé; dès les premiers jours, Monseigneur écrit au Ministre.	17 janvier.	218
<b>CAMBRAI.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	3 janvier.	83
— Instruction pastorale sur l'autorité du Pape.		287
<b>CARCASSONNE.</b> Lettre au Clergé.	4 janvier.	202
<b>CHALONS-SUR-MARNE.</b> Le siège est vacant. MM. les Vicaires capitulaires envoient l'Encyclique au Clergé, qui l'accueille par ce chant de triomphe : <i>Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat.</i>		
<b>CHAMBERY.</b> Lettre pastorale.		304
<b>CHARTRES.</b> Lettre-circulaire au Clergé. Monseigneur a un entretien avec le Ministre au sujet de la défense de publier l'Encyclique.		252
<b>CLERMONT.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	23 janvier.	157
<b>COUTANCES.</b> Lettre-circulaire au Clergé.		418
<b>DIGNE.</b> Monseigneur écrit en quelques mots un Mandement pour le Carême et le Jubilé. Le prélat avait déjà écrit au Ministre.		423
<b>DIJON.</b> Lettre-circulaire au Clergé. Lettre au Ministre.		420
<b>EVREUX.</b> Circulaire au Clergé, datée de Cannes. Monseigneur écrit au Ministre.	18 janvier.	278
<b>FRÉJUS et TOULON.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	10 janvier.	97
<b>GAP.</b> Lettre au Clergé, datée de Paris. Monseigneur a un entretien avec le Ministre.	2 février.	274
— Mandement pour le Jubilé.	18 janvier.	275
<b>GRENOBLE.</b> Lettre circulaire sur les accusations portées dans la presse contre l'Encyclique et le Syllabus.		326
<b>LANGRES.</b> Circulaire au Clergé. Monseigneur écrit au Ministre.	18 janv.	245
<b>LAVAL.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.		93
— Lettre au Clergé.	12 janvier.	92
— Mandement pour le carême.	7 janvier.	164
<b>LEMOGES.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	7 janvier.	164
— Lettre circulaire au Clergé.		228
— Lettre au Saint-Père.		228
<b>LUÇON.</b> Circulaire au Clergé. Monseigneur arrive de Rome, paroles du Saint-Père; le prélat en passant à Paris a un entretien avec M. le Ministre.	18 janvier.	198
— Réponse du Saint-Père à l'adresse du clergé.		201
<b>LYON et VIENNE.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	10 janvier.	71
— Lettre au Clergé.		322
<b>LE MANS.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	3 janvier.	91
<b>MARSEILLE.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	23 janvier.	150
<b>MEAUX.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	15 janvier.	180
— Lettre au Clergé.	19 janvier.	176
<b>MENDE.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	10 janvier.	169
<b>METZ.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	10 janvier.	183
— Lettre circulaire et communications au clergé.	18 janvier.	182
<b>MONTAUBAN.</b> Lettre à M. le Garde des sceaux.	2 janvier.	87
— Lettre circulaire au Clergé (de haute portée).	2 janvier.	282
— Synode de Montauban au sujet de l'Encyclique.	2 février.	302
— Lettre au rédacteur du journal le <i>Monde</i> .	15 janvier.	88